

Noires origines : L'Afrique et la création du monde moderne, 1471-1945

Howard French

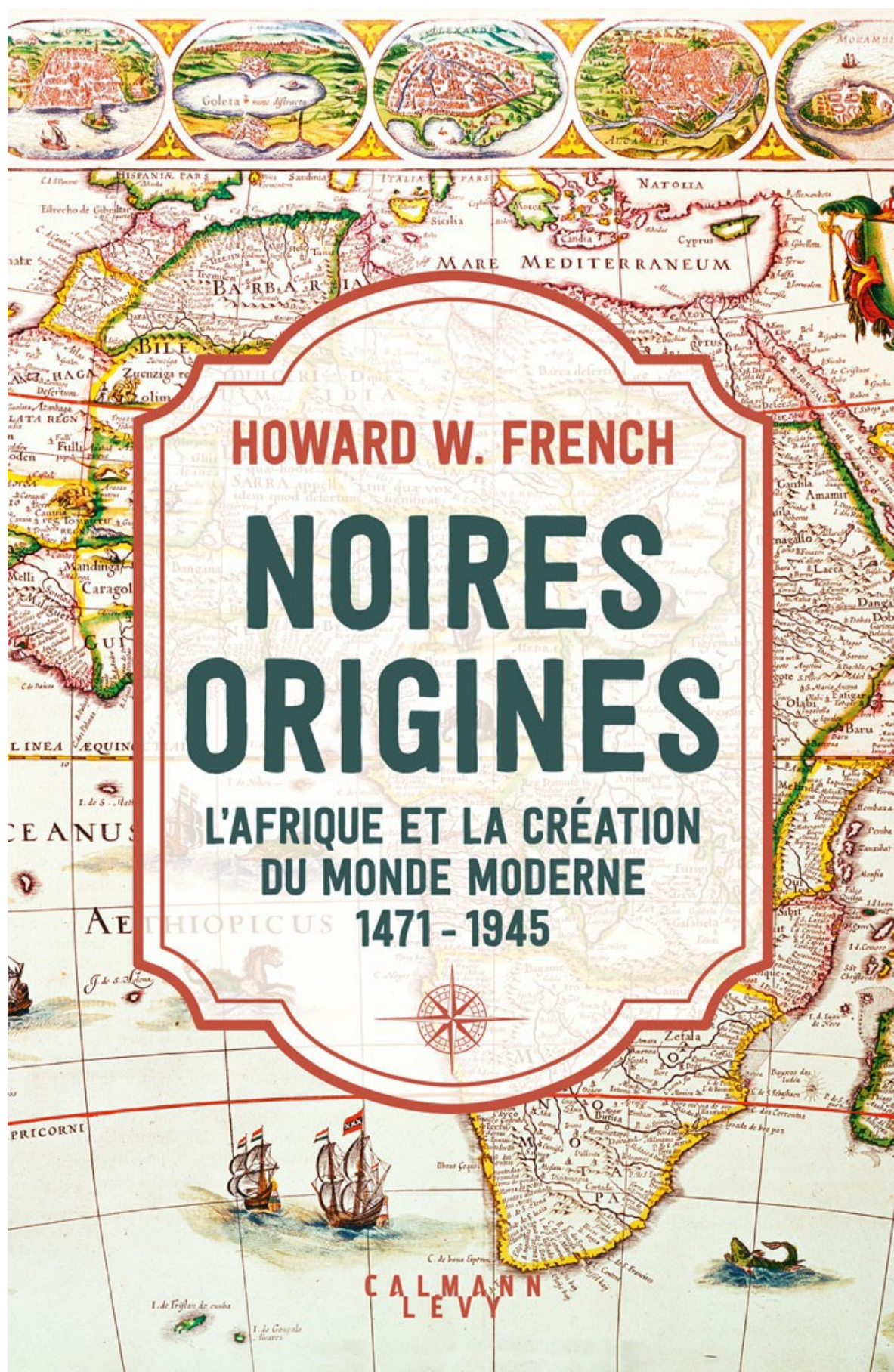
2024-10-09T04:00:00+00:00

Table des matières

INTRODUCTION	5
Première partie	11
LA « DÉCOUVERTE » DE L'AFRIQUE	11
Chapitre 1	14
LA SURFACE CRAQUELÉE	14
Chapitre 2	18
ROI NOIR, SCEPTRE D'OR	18
Chapitre 3	22
REPENSER L'EXPLORATION	22
Chapitre 4	27
ET VOICI LA MAISON D'AVIZ	27
Chapitre 5	30
DES ÎLES DANS LE VENT	30
Chapitre 6	35
AU CŒUR DES LUMIÈRES*1	35
Deuxième partie	44
LE POINT DE BASCULE	44
Chapitre 7	44
LA MINE	44
Chapitre 8	48
L'ASIE EN SUSPENS	48
Chapitre 9	51
RICHESSES HUMAINES CONTRE RICHESSES MATÉRIELLES	51
Chapitre 10	55
CIRCUITS D'ANTAN ET D'AUJOURD'HUI	55
Chapitre 11	58
JUSQU'À LA FIN DES TEMPS	58
Chapitre 12	61
CHEMINS DE RÉSISTANCE	61
Chapitre 13	66
DEVENIR CRÉOLE	66
Troisième partie	69
LE PARTAGE DES AFRICAINS	69
Chapitre 14	71
POUR QUELQUES ARPENTS DE NEIGE	71

Chapitre 15	77
LUTTER EN AFRICAINS	77
Chapitre 16	80
MOURIR TOUJOURS, DANS DES PAYS INFINIS	80
Chapitre 17	84
LE FOUR PERPÉTUEL	84
Chapitre 18	88
LA FOSSE AUX OURS DE L'EUROPE	88
Chapitre 19	93
DU FUMIER DANS LE MOINDRE TROU	93
Chapitre 20	99
LE GRAND SURSAUT CAPITALISTE	99
Chapitre 21	129
PROPRIÉTAIRES D'ESCLAVES, MAÎTRES DES OCÉANS	129
Quatrième partie	143
LE SALAIRE DU DIEU-PYTHON	143
Chapitre 22	143
ZONES DE DIFFRACTION	143
Chapitre 23	148
<i>N EGROS SEGUROS</i>	148
Chapitre 24	151
LA RUÉE VERS LES ESCLAVES	151
Chapitre 25	155
DES AFFAIRES AU PARFUM D'ENFER	155
Chapitre 26	158
L'EXPANSION DE LA TRAITE DES AFRICAINS DE L'OUEST	158
Chapitre 27	161
LE SALAIRE DE LA RÉSISTANCE	161
Chapitre 28	164
HABITÉ PAR L'ESPRIT	164
Chapitre 29	172
CŒURS SOMBRES	172
Chapitre 30	177
LA GUERRE DE L'ATLANTIQUE NOIR	177
Chapitre 31	184
DES HUMAINS AUX QUATRE VENTS, UN CONTINENT SAIGNÉ À BLANC	184
Cinquième partie	189
L'ATLANTIQUE NOIR, UN MONDE RENOUVELÉ	189
Chapitre 32	189
LE PARFUM DE LA LIBERTÉ	189
Chapitre 33	200
LES JACOBINS NOIRS	200
Chapitre 34	204
DES « AFRICAINS DORÉS »	204
Chapitre 35	211
BLUES AND THE AMERICAN TRUTH*1	211
Chapitre 36	215
LES DONS DU PEUPLE NOIR*1	215
Chapitre 37	220

LA FABRIQUE DE L'OUEST ET SA « CONQUÊTE »	220
Chapitre 38	228
VERS UNE NOUVELLE VISION DE NOS ORIGINES	228
ÉPILOGUE	233
NOTES	235
Index	277
REMERCIEMENTS	283



Pour mes sœurs et mes frères. Et aussi, pour Tania.

« Tous ces mots prononcés par les vendeurs, et pas un seul par les vendus. La parole des rois et des capitaines qui mettaient en branle les navires, mais pas un mot de leur cargaison. »

Zora Neale Hurston, *Barracoon*¹

« Ne pas le savoir avait été pénible ; le savoir l'était plus encore. »

Toni Morrison, *Beloved*²



Fig. 1 : CARTE DE NARUKAWA ¶ (*Hajime Narukawa*)

INTRODUCTION

Il serait surprenant qu'une histoire qui n'a pas commencé au bon endroit débouche sur des conclusions évidentes : ainsi, l'avènement de ce que nous avons pris l'habitude de nommer le monde moderne s'est déroulé d'une façon qui défie les évidences.

Les récits traditionnels ont accordé un rôle primordial à l'époque des grandes découvertes européennes au XV^e siècle, et à l'ouverture de voies maritimes, longtemps désirées, entre l'Occident et l'Orient. On associe à cet exploit historique la découverte, majeure quoique fortuite, de ce qu'on a ensuite appelé le Nouveau Monde.

On a pu expliquer l'émergence du monde moderne par l'éthique et le tempérament intrinsèques aux croyances judéo-chrétiennes, à l'essor et la diffusion de la méthode scientifique, voire – dans une perspective plus chauvine encore – à la croyance souvent martelée par les Européens que leur créativité et leur inventivité ont quelque chose d'unique. L'imaginaire populaire a souvent associé ces idées à la Réforme, au sens de l'effort, à l'individualisme et à l'esprit d'entreprise, trois qualités dont on dit qu'elles abondaient entre autres en Angleterre et aux Provinces-Unies.

On ne peut sous-estimer l'importance des voyages de navigateurs espagnols et portugais comme Vasco de Gama, qui a atteint Calicut en traversant l'océan Indien en 1498, ou Fernand de Magellan,

qui a gagné l'Asie en contournant l'Amérique du Sud par la pointe sud, sans parler d'autres navigateurs de cette époque. C'est plus vrai encore de Christophe Colomb, quoiqu'il ait pris les îles de la Caraïbe pour le Japon et l'Inde, et ce sans en démordre jusque sur son lit de mort. Comme l'a joliment dit Marie Arana à son sujet :

C'était un homme du Moyen Âge issu d'un monde médiéval, pétri de notions médiévales, la tête farcie de Cyclopes, de Pygmées, d'Amazones, d'indigènes à tête de chien, d'Antipodéens marchant sur la tête et pensant avec les pieds, de races à la peau foncée et aux oreilles gigantesques vivant en des contrées pleines d'or et de pierres précieuses. Pourtant, en foulant le sol des Amériques, il n'entrait pas seulement dans un nouveau monde : il pénétrait dans une nouvelle ère³.

Si répandues que soient ces grandes découvertes dans l'imaginaire populaire, concevoir les débuts de l'histoire moderne à leur aune – comme si on observait le monde sur trois scènes distinctes du haut d'un trapèze, sous un chapiteau – revient à occulter la vérité sur l'essor du monde « moderne » et à ne pas comprendre comment les différents points du globe se sont trouvés liés et comme tissés les uns avec les autres. Cela revient aussi à se tromper lourdement sur le rôle de l'Afrique, au point d'en donner un récit falsifié.

L'époque des grandes découvertes n'est pas née de la volonté de l'Europe de forger des liens avec l'Asie, comme beaucoup d'entre nous l'ont appris sur les bancs du lycée, mais d'un désir séculaire de nouer des relations commerciales avec des communautés de Noirs à la richesse légendaire, cachées quelque part au cœur des « profondes ténèbres » de l'Afrique de l'Ouest. Avant de tenter de gagner l'Asie, les navigateurs les plus célèbres de la péninsule Ibérique se sont fait la main en cabotant le long des côtes ouest-africaines : ils y ont perfectionné leurs techniques de navigation et de cartographie ; l'Espagne et le Portugal y ont amélioré la construction des navires ; Colomb y a compris le fonctionnement des vents et des courants marins au point de se lancer dans la traversée de l'Atlantique en étant certain, comme aucun autre Européen avant lui, de pouvoir faire le voyage du retour.

Bien avant de préparer ses expéditions au nom de la couronne espagnole, Colomb, Italien originaire de Gênes, s'était rendu à Elmina, dans le Ghana actuel, afin d'y approvisionner la première des forteresses construites par des Européens sous les tropiques. Les puissances européennes s'étaient rendues en Afrique de l'Ouest dès le milieu du XV^e siècle afin de découvrir d'où venaient les quantités d'or colossales de cette région. De fait, sans le commerce de l'or, établi par les Portugais dès 1471 et sécurisé par la construction du fort d'Elmina en 1482, la mission de Vasco de Gama en Asie n'aurait pas été financée. Sans ce commerce, Lisbonne, qui n'était jusque-là que la capitale d'un royaume modeste et infortuné, n'aurait pu prendre de vitesse les nations voisines en changeant profondément le cours de l'histoire mondiale.

Bartolomeu Dias, qui connaissait bien Elmina, lui aussi, doubla le cap de Bonne-Espérance en 1488 en prouvant par là même l'existence d'une voie maritime qu'on appela ensuite l'océan Indien. Même ainsi, il n'y eut pas d'expédition vers l'Asie avant presque une décennie, donc avant que Vasco de Gama ne vogue vers Calicut. Les cours d'histoire sont d'un silence assourdissant au sujet de cette décennie et plus largement des trente années qui séparent l'arrivée des Portugais à Elmina de leur débarquement en Inde. C'est à ce moment-là que l'Europe et ce que l'on nomme aujourd'hui l'Afrique subsaharienne ont établi une relation durable qui a jeté les bases de l'époque moderne.

Bien qu'il soit nécessaire pour comprendre les fondements du monde contemporain, ce hiatus n'est qu'un exemple parmi d'autres dans le processus qui dure depuis plusieurs siècles et qui consiste à marginaliser et même à effacer le rôle des afrodescendants dans l'histoire du monde moderne. Un des objectifs principaux de ce livre est de redonner à des chapitres comme celui-ci la place centrale qui leur revient dans le récit de la modernité. Ce dont parle ce livre est souvent méconnu, mais il ne s'agit pas de faits découverts récemment. À la vérité, l'histoire fonctionne rarement comme cela. Ces faits fragmentés et sporadiques ont été silencieux, ou systématiquement balayés sous le tapis. On trouve donc au centre des pages qui vont suivre l'histoire jumelée et tragique de l'Afrique et de l'Europe telle qu'elle a commencé au XV^e siècle par une série de secousses géopolitiques. Les événements et les activités découlant de ces rencontres entre Africains et Européens ont jeté ces derniers, avides d'Atlantique, sur des chemins qui ont permis en fin de compte à leur continent de dépasser les grandes civilisations de l'Asie et du monde musulman sur un double plan politique et

financier. Cet essor n'a aucun rapport avec telle ou telle caractéristique innée qui aurait établi la supériorité de l'Europe. Cet essor n'aurait jamais eu lieu – et c'est là une dimension qui demeure largement méconnue – sans les relations politiques et économiques entre l'Europe et l'Afrique. Le cœur de la question, c'est bien sûr la traite transatlantique, par laquelle des millions d'esclaves ont été contraints de travailler sur des plantations de canne à sucre, de tabac, de coton (ou d'autres cultures de rente), dans le Nouveau Monde, et ce pendant plusieurs siècles.

Ce long fil qui nous conduit jusqu'au présent a débuté justement dans les décennies oubliées qui viennent d'être mentionnées, quand les liens commerciaux entre l'Afrique et le Portugal se sont développés en apportant une prospérité aussi immense qu'inattendue à ce qui n'était auparavant qu'un pays d'Europe plutôt secondaire, prospérité qui allait devenir le suc même de la modernité. Le Portugal connut un processus d'urbanisation d'une ampleur sans précédent, et vit le développement d'identités modernes progressivement débarrassées des liens féodaux qui les attachaient jusque-là à la terre. Une de ces formes nouvelles d'identité, c'est l'idée de nation au sens où l'on entend ce concept aujourd'hui ; l'émergence de cette perception était étroitement liée à la prospection de richesses dans des terres éloignées, puis à l'émigration et à la colonisation de territoires situés sous les tropiques⁴.

Lors de leurs premières explorations au début du XV^e siècle – explorations qui se cantonnèrent pendant presque un siècle au continent africain –, les Portugais effectuèrent un autre saut conceptuel inédit. Ils commencèrent à envisager la découverte non plus comme le fait de tomber par hasard sur des mondes inconnus ou d'arriver en écarquillant les yeux dans des terres jamais encore explorées, mais plutôt comme quelque chose de fondamentalement nouveau, et d'abstrait. *Découvrir*, c'était désormais un état d'esprit, et cela allait devenir un autre pilier de la modernité : cela revenait à comprendre que le monde était infini dans sa complexité sociale, et cela nécessitait d'élargir sa façon de voir, au sein même de la violence et de l'horreur incommensurables qui allaient de pair avec ce processus, et de renoncer de manière plus systématique encore à une vision étriquée.

Certes, la modernité demeure un terme très controversé, car on lui donne des significations nombreuses et souvent contradictoires. Dans un livre qui veut revendiquer le rôle méconnu de l'Afrique dans l'émergence de la modernité, il est pertinent de proposer à ce stade une définition cohérente. Dans ses travaux sur le sujet, le philosophe canadien Charles Taylor a posé deux définitions très différentes, l'une culturelle et l'autre non. Ces deux acceptions seront employées ici, mais dans l'immédiat c'est la vision culturelle de la modernité qui nous intéresse le plus :

Dans cette perspective, on peut considérer la différence entre la société occidentale contemporaine et l'Europe médiévale, par exemple, comme semblable à la différence entre l'Europe médiévale et la société chinoise ou indienne à la même époque. On peut parler de différences entre des civilisations dont chacune a sa culture propre⁵.

En s'inspirant de cette idée développée par Taylor, ce livre cherchera à montrer que les rapports entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, qui commencèrent au début du XV^e siècle avant d'accélérer et de s'approfondir au tournant du siècle, ont provoqué des mutations civilisationnelles dans ces deux régions et dans le monde entier ; de façon rétrospective, on peut dire que ces mutations ont entraîné, comme peu d'événements auparavant, une nette séparation entre l'avant et l'après.

À l'époque, les Européens étaient très conscients de cela. Dans les années 1530, soit très longtemps après le début du commerce des épices entre le Portugal et l'Asie, Lisbonne voyait encore l'Afrique comme le nœud de toute nouvelle exploration. Selon les mots même de João de Barros, conseiller auprès du roi : « Je ne sçais pas dans ce Royaume de lopin de terre, de produit douanier, de dîme, d'excise ou d'autre taxe royale plus sûre que les bénéfices commerciaux de Guinée⁶. »

Si remarquable que soit la manière dont Barros reconnaît la vitalité du commerce africain, la façon dont il passe sous silence l'esclavage comme le fondement de cette relation pourrait bien être la première occurrence, dans un texte rendant compte de cette expérience de la modernité, d'un déni du rôle central joué par l'asservissement des Noirs dans ces mutations sociales et économiques.

Quand Barros écrivit ces lignes, le Portugal dominait largement la traite des Africains, et l'esclavage commençait à concurrencer l'or comme la source principale de richesse en provenance d'Afrique. L'esclavage était déjà en train de devenir la pierre angulaire d'un système économique inédit fondé sur l'agriculture de plantation et qui allait devenir beaucoup plus lucratif pour l'Europe que l'or extrait des mines africaines, ou même les soies et les épices tant convoitées du continent asiatique.

En des termes qui semblent un pastiche réactualisé de Barros, Malachy Postlethwayt, un spécialiste britannique des questions commerciales, écrivait au XVIII^e siècle que les bénéfices de l'esclavage constituaient « le pilier majeur et le soubassement » de la prospérité économique et de la vitalité sociale du pays. Il décrivait ensuite l'Empire britannique, alors en plein essor, comme « une architecture sublime faite d'échanges commerciaux et maritimes américains mais reposant sur des fondations africaines »⁷. Vers la même époque, le Français Guillaume-Thomas-François de Raynal décrivait les plantations européennes et les esclaves africains comme « la cause principale du mouvement frénétique qui agite à présent l'univers ». Daniel Defoe, auteur de *Robinson Crusoé* mais aussi marchand, espion et polémiste, les a surpassés tous deux avec ces mots : « Pas de commerce avec l'Afrique, pas de Noirs ; pas de Noirs, pas de sucre ni de gingembre ou d'indigo, etc. ; pas de sucre, etc., pas d'îles ni de continent ; pas de continent, pas de commerce »⁸.

Postlethwayt, Raynal et Defoe avaient sans doute raison, même s'ils étaient loin de comprendre tous les ressorts de l'affaire. Comme ce livre le montrera, l'Afrique fut, plus que toute autre région du monde, le moyeu sans lequel la machine de la modernité n'aurait jamais pu tourner. Sans le trafic d'Africains arrachés à ses rivages, les Amériques n'auraient guère permis à l'Occident d'acquérir une position dominante. Le travail des Africains, en l'espèce sous forme d'esclavage, fut l'élément providentiel pour *la mise en valeur* et le développement des Amériques. Sans cela, les projets européens de colonisation du Nouveau Monde tels qu'on les connaît aujourd'hui sont impossibles à mettre en pratique.

Avec le développement de l'agriculture de plantation et une série de cultures commerciales qui ont changé le cours de l'histoire – le tabac, le café, le cacao, l'indigo, le riz et par-dessus tout la canne à sucre –, les liens profonds et souvent violents avec l'Afrique ont fait naître une économie capitaliste mondialisée. La canne cultivée par les esclaves a accéléré le processus désormais nommé industrialisation. Il a bouleversé l'alimentation en permettant l'avènement d'une productivité accrue. Par ce biais, le sucre a totalement révolutionné la société européenne. Comme on le verra, cela signifie aussi que le sucre a joué un rôle primordial mais largement méconnu dans l'instauration durable de régimes démocratiques en Europe.

Dans la droite ligne du sucre, le coton cultivé par les esclaves dans le Sud des États-Unis a contribué à l'industrialisation ainsi qu'à une deuxième vague de consommation. Le sucre permettait un apport massif de calories ; grâce au coton, la population dans son entier eut enfin accès, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, à des habits variés et nombreux. Le coton a permis l'expansion américaine avant la guerre civile dans des proportions proprement stupéfiantes. Sans y inclure le coton ou les autres produits du travail des esclaves, la valeur produite par le commerce et la détention d'esclaves en Amérique dépassait celle des usines, des chemins de fer et des canaux.

Ce livre cherche à rendre compte, entre autres, de conflits européens tombés dans l'oubli pour s'assurer le contrôle des richesses africaines qui ont édifié le monde moderne. L'Espagne et le Portugal se sont livrés de violentes batailles navales au large des côtes ouest-africaines afin d'accéder aux mines d'or. Les Provinces-Unies et le Portugal, alors allié à l'Espagne, ont quasiment déclenché une guerre mondiale au XVII^e siècle en se disputant le contrôle du commerce des esclaves dans ce qui était alors le plus riche vivier d'Afrique, ce qui correspond aujourd'hui au Congo et à l'Angola. De l'autre côté de l'Atlantique, le Brésil, le plus gros producteur de sucre issu des plantations d'esclaves au début du XVII^e siècle, se trouva pris dans le même genre de conflit, au point de changer de mains à plusieurs reprises. Plus tard, l'Angleterre fit la guerre à l'Espagne afin de contrôler la Caraïbe. Pourquoi donc des puissances aussi éloignées se battaient-elles aussi farouchement ? La petite île de la Barbade permet d'esquisser une réponse. Autour des années 1660, à peine trois décennies après que l'Angleterre eut instauré un modèle esclavagiste pour ses plantations dans l'île – sur le principe expérimenté par les Portugais dans leur colonie de São Tomé une centaine d'années plus tôt – le sucre de la Barbade valait davantage que toutes les exportations de minerai des colonies américaines de l'Espagne.

Outre le récit de luttes militaires classiques afin de contrôler les terres de plantation les plus fertiles et les viviers d'esclaves les plus abondants, et des miracles économiques permis par ces luttes à différentes étapes de l'histoire, ce livre propose un autre récit, celui d'un tout autre genre de conflit, aussi incessant que singulier : la guerre contre les Noirs en tant que tels. Si l'on s'en tient à une vision très conservatrice, cette guerre s'est poursuivie au moins jusqu'à la fin des lois Jim Crow aux États-Unis : c'est sur cette époque que s'achève cet essai. Cette guerre impliquait le recours cohérent à diverses stratégies afin de maintenir les Noirs dans un état de subordination, de les inciter à se battre entre eux, d'en recruter certains comme contremaîtres ou comme auxiliaires, soit pour s'emparer de territoires appartenant aux populations autochtones du Nouveau Monde, soit pour guerroyer contre des nations européennes rivales dans les Amériques. Dire cela ne revient pas à enlever aux Africains leur rôle actif, ce qui est une question dont il sera longuement question dans cet essai. Toutefois, l'impact que ces conflits ont eu sur le développement ultérieur du continent est incommensurable ; or le développement économique est un autre critère essentiel de modernité. Les spécialistes s'accordent aujourd'hui à estimer autour de douze millions le nombre d'Africains déportés dans les Amériques. Ce bilan comptable atroce mais terriblement précis laisse de côté un nombre d'environ six millions d'Africains tués chez eux ou dans des territoires proches au cours des raids, et ce avant d'avoir pu être enchaînés et réduits en esclavage. Les chiffres varient, mais entre cinq et quarante pour cent des esclaves sont morts pendant leur transport jusqu'à la côte atlantique, ou pendant leur détention dans des baraquements ou des enclos, dans l'attente de l'embarcation dans les navires. Dix pour cent de ceux qui ont été embarqués sont morts pendant la traversée de l'Atlantique, une épreuve psychologique et physique épouvantable pour tous ceux qui l'ont subie⁹. Quand on se rappelle que la population totale de l'Afrique au milieu du XIX^e siècle se situait autour de cent millions, on prend conscience de l'agression démographique énorme qu'a constitué la traite des esclaves.

Cette guerre contre les Noirs faisait également rage de l'autre côté de l'Atlantique, de même que la résistance des victimes ; cela aussi, il faut en tenir compte ici. Dans la plupart des plantations du Nouveau Monde, l'espérance de vie des Noirs après leur déportation était estimée à sept ans, voire moins. En 1751, un propriétaire de plantation d'Antigua résuma comme suit le sentiment qui dominait parmi ses confrères : « Il revient à meilleur marché de faire trimer les esclaves et, en les malmenant, de les user jusqu'à la corde avant qu'ils ne deviennent impropres au service et inutiles, puis d'en acheter des nouveaux pour les remplacer. »

Ce livre nous conduit jusqu'aux derniers épisodes de cette guerre, jusqu'à l'avènement soudain de Sa Majesté le Coton à la fin du XVIII^e siècle en Amérique, un règne qui a vu la rentabilité se teinter de brutalité d'une manière tout à fait unique. En 1808, un cueilleur lambda de Caroline du Sud – un État qui figurait encore parmi les principaux producteurs de coton – récoltait en moyenne 13 kilos par jour. En 1846, un cueilleur du Mississippi ramassait 160 kilos, soit une augmentation de productivité parfaitement en phase avec l'accroissement du rendement dans les usines de Manchester¹⁰.

En écrivant ce livre, il était essentiel pour moi de localiser autant de traces concrètes de l'histoire que possible, d'aller respirer l'air et fouler le sol où tant de ces événements s'étaient produits. Ce qui a grandement facilité cela, ce sont les nombreuses coïncidences entre les lieux dont il va être question et mon existence, tant pour les détails biographiques liés à la généalogie familiale que pour les quatre décennies durant lesquelles j'ai exercé le métier de journaliste et d'écrivain. Toute personne qui lira ce livre est, à des degrés divers, le produit des histoires qui y sont disséquées, mais moi qui ai deux parents afro-américains de lignées aussi diverses que complexes, j'en suis particulièrement conscient.

J'ai la chance de connaître pas mal de choses au sujet de ma famille, surtout du côté de ma défunte mère : de ce côté-là, il existe des liens anciens et facilement démontrables avec l'esclavage en Virginie, y compris le métissage racial involontaire dont Thomas Jefferson est l'exemple le plus célèbre, au point qu'on trouve, parmi mes ancêtres, un ami du troisième président des États-Unis, qui fut aussi l'architecte de sa maison. Ce livre se clôt d'ailleurs par une réflexion sur l'importance qu'une telle ascendance a eue pour moi et pour la structure même du livre.

J'ai eu la chance de découvrir l'Afrique alors que j'étais encore étudiant, tout d'abord lors de visites

exaltantes pendant les vacances universitaires, puis en m'y installant pendant six ans après avoir obtenu mes diplômes. J'ai fait mes armes de journaliste en écrivant des articles sur l'Afrique et en voyageant énormément, puis j'ai épousé une femme qui avait grandi en Côte d'Ivoire mais dont la famille est originaire du Ghana voisin. Je n'en étais pas conscient à l'époque mais c'est à quelques encablures du village de ses ancêtres que les Européens ont découvert, au XV^e siècle, les riches ressources aurifères d'Afrique de l'Ouest qu'ils cherchaient avidement depuis plusieurs décennies. Cette découverte a changé le monde.

En 1986, j'ai quitté l'Afrique de l'Ouest pour travailler au *New York Times*. Trois ans plus tard, mon premier poste de correspondant permanent m'a emmené dans la région des Caraïbes. Cette zone fut le théâtre de transformations et de mutations de premier plan. Hormis quelques spécialistes, presque personne n'imagine que des îles comme la Barbade ou la Jamaïque furent, en ce temps-là, plus importantes que les colonies anglaises qui devaient devenir les États-Unis. Et ne parlons même pas de cette nation désormais nommée Haïti : au XVIII^e siècle, elle est devenue la colonie la plus riche de tous les temps ; au XIX^e siècle, après le succès de la révolution menée par les esclaves, Haïti rivalisa avec les États-Unis quant à l'influence, ne serait-ce qu'en concrétisant l'idée la plus emblématique des Lumières, l'abolition de l'esclavage. Pendant mon séjour dans les Antilles, j'ai entraperçu quelques éclats furtifs de ce méta-récit époustouflant. Une fois, en République dominicaine, j'assistai, embourbé jusqu'aux genoux dans les eaux limoneuses de l'océan, à des fouilles archéologiques qui tentaient d'identifier une carcasse de navire remontant à la première expédition de Christophe Colomb. Une autre fois, je gravissais une montagne verdoyante dans le nord d'Haïti, là où Henri Christophe, le premier dirigeant noir du pays, avait fait édifier l'imposante Citadelle Laferrière, la plus grande forteresse du continent, en y plaçant 365 canons afin de défendre l'indépendance chèrement gagnée contre les assauts des Français. Plus tard encore, en me promenant, à deux moments distincts, dans les forêts tropicales de Jamaïque et du Surinam, je fus épaté de me faire comprendre avec quelques rudiments de twi, la langue officielle du Ghana, que j'avais apprise quand je commençais à sortir avec ma future épouse : cette langue me permit d'échanger avec les descendants des marrons, ces esclaves fugitifs à l'origine de communautés entières. Mais à l'époque je n'avais pas le contexte général en tête ; comme beaucoup de correspondants à l'étranger, j'étais trop occupé à me tenir au courant de l'actualité pour m'interroger en détail sur des liens historiques anciens.

Plus tard, le *New York Times* m'a envoyé en Afrique. Au cours des quelques années que j'ai passées là-bas à la fin des années 1990, j'ai pu rester pas mal de temps dans le Sahel, en particulier sur le site du palais impérial médiéval dont il est question dans ce livre, et dans les zones côtières où la traite des esclaves a fait rage.

Quand j'ai commencé à écrire ce livre, j'étais tout à fait conscient du silence et de l'ignorance délibérés entourant l'apport majeur de l'Afrique et des Africains à la construction du monde moderne qui est le nôtre aujourd'hui, mais je ne m'attendais pas à ce qu'il soit aussi difficile de retrouver, en chacun de ces différents lieux, les traces physiques de cette histoire, ou de faire émerger des formes mémorielles locales susceptibles de conférer à cet apport majeur sa vraie dimension.

J'ai constaté cela dans de nombreux endroits qui ont profondément influencé notre histoire commune, dans des pays comme le Nigeria ou la République démocratique du Congo, dans lesquels les sites publics commémorant la traite transatlantique sont rares. Je l'ai constaté à São Tomé, l'île où a été perfectionné le modèle de la plantation et du travail forcé qui allait dominer l'histoire des Amériques et être à la source des plus grandes fortunes de l'Atlantique Nord au cours des quatre siècles suivants : là, ni plaque ni cérémonie commémorative.

À Salvador de Bahia, la capitale de la région la plus marquée par l'esclavage de toute l'histoire de la colonie portugaise du Brésil, j'ai engagé comme guide une Brésilienne noire que l'on m'avait chaudement recommandée. Cependant, quand je l'ai rencontrée en précisant que je voulais visiter des vestiges de plantations et des communautés rurales issues de celles fondées par les esclaves fugitifs, elle resta comme muette. « Je n'aurais jamais imaginé, me dit-elle, qu'on pouvait s'intéresser aux plantations de canne à sucre. » Elle était guide depuis bien des années, et on ne lui avait jamais demandé cela.

Mais ma surprise n'a jamais été aussi grande qu'à la Barbade, dont le sucre, produit grâce aux esclaves, a permis à l'Angleterre son ascension fulgurante au cours du XVII^e siècle, et ce plus que celui de n'importe quelle autre région. Je débarquai en mars 2019 dans la ferme intention de trouver autant de traces de cette histoire que possible, mais pour constater que ces traces avaient été dissimulées ou effacées avec soin. Une de mes priorités était de visiter un des plus grands cimetières d'esclaves des Amériques, ainsi que les restes de près de six cents personnes. Il m'a fallu des efforts considérables et près de trois jours pour parvenir à localiser le cimetière, car il ne faisait l'objet d'aucune signalisation. En discutant avec des habitants de cette zone, que j'ai dû déranger à plusieurs reprises, je me suis rendu compte que l'immense majorité n'avait pas la moindre idée de l'importance de ce lieu, voire qu'ils en ignoraient l'existence.

Après avoir descendu un sentier cahoteux, en voiture puis – l'instinct me dictant de laisser là mon véhicule – à pied, je découvris une clairière tout à fait modeste, le long d'une plantation encore en activité et dont les cannes atteignaient ma taille, autour d'un mètre quatre-vingt-dix. Un écriteau effacé accroché à un poteau rouillé indiquait que ce site faisait partie de la « Route des Esclaves », sans donner davantage de détails. Tout en regardant sombrer le soleil à l'ouest et en écoutant le sifflement du vent dans les cannes, je fis les cent pas, pris quelques photos, avant de finir par me recueillir. Je tentai de toutes mes forces de me représenter les horreurs qui s'étaient déroulées ici, ainsi que l'abondance de plaisirs et de richesses que d'autres avaient accumulées grâce à la sueur des morts. Sur le moment, j'étais démunie et ne savais comment rendre un hommage plus approprié à ces millions de vies impitoyablement broyées pour inonder les marchés lointains de produits sucrés et caloriques peu coûteux. À mes yeux, ce livre est une tentative pour pousser cette réflexion autant que possible.

Je m'en voudrais de ne pas préciser que les formes les plus flagrantes d'effacement historique ne concernent pas ces sociétés ou plantations esclavagistes, pour la plupart de petite taille, qui sont éparpillées sur le pourtour de l'Atlantique. L'oublioir^{*1} principal, et de loin, n'est autre que le cerveau des habitants du monde riche. À l'heure où j'écris ces lignes, les États-Unis et quelques autres sociétés de l'Atlantique Nord, de Richmond, en Virginie, à Bristol, en Angleterre, traversent une période vraiment extraordinaire de ferveur iconoclaste. Ici et là, on a fait tomber les statues de gens longtemps considérés comme des héros, alors qu'ils ne furent les héros que d'un système impérial et économique fondé sur l'exploitation violente de populations déportées d'Afrique. Pourtant, pour que ces gestes aient une signification plus profonde et plus durable, il nous reste à accomplir une tâche plus grande et plus difficile encore, qui exige de changer la manière dont nous comprenons l'histoire des six derniers siècles, et en particulier le rôle central, mais largement invisible, de l'Afrique dans l'avènement de presque tout ce qui nous paraît aller de soi aujourd'hui. Il faudra réécrire les manuels d'histoire des cycles élémentaires et réinventer les cursus universitaires. Il faudra que les journalistes adoptent de nouveaux points de vue pour décrire et décrypter notre monde commun. Il nous faudra reconsidérer ce que nous savons ou ce que nous pensons savoir sur la façon dont le monde actuel s'est construit, et commencer à nourrir nos discussions les plus ordinaires de ce savoir nouveau. Il serait vain de penser qu'un seul ouvrage peut y parvenir, mais n'oublions pas qu'il faut lire ce livre à l'aune de ce défi, et avec cette perspective en ligne de mire.

Première partie

LA « DÉCOUVERTE » DE L'AFRIQUE

« L'or n'est pas seulement le moteur de l'économie, mais par-delà toutes les activités sociales, le fondement même de la civilisation. »

FERNAND BRAUDEL¹

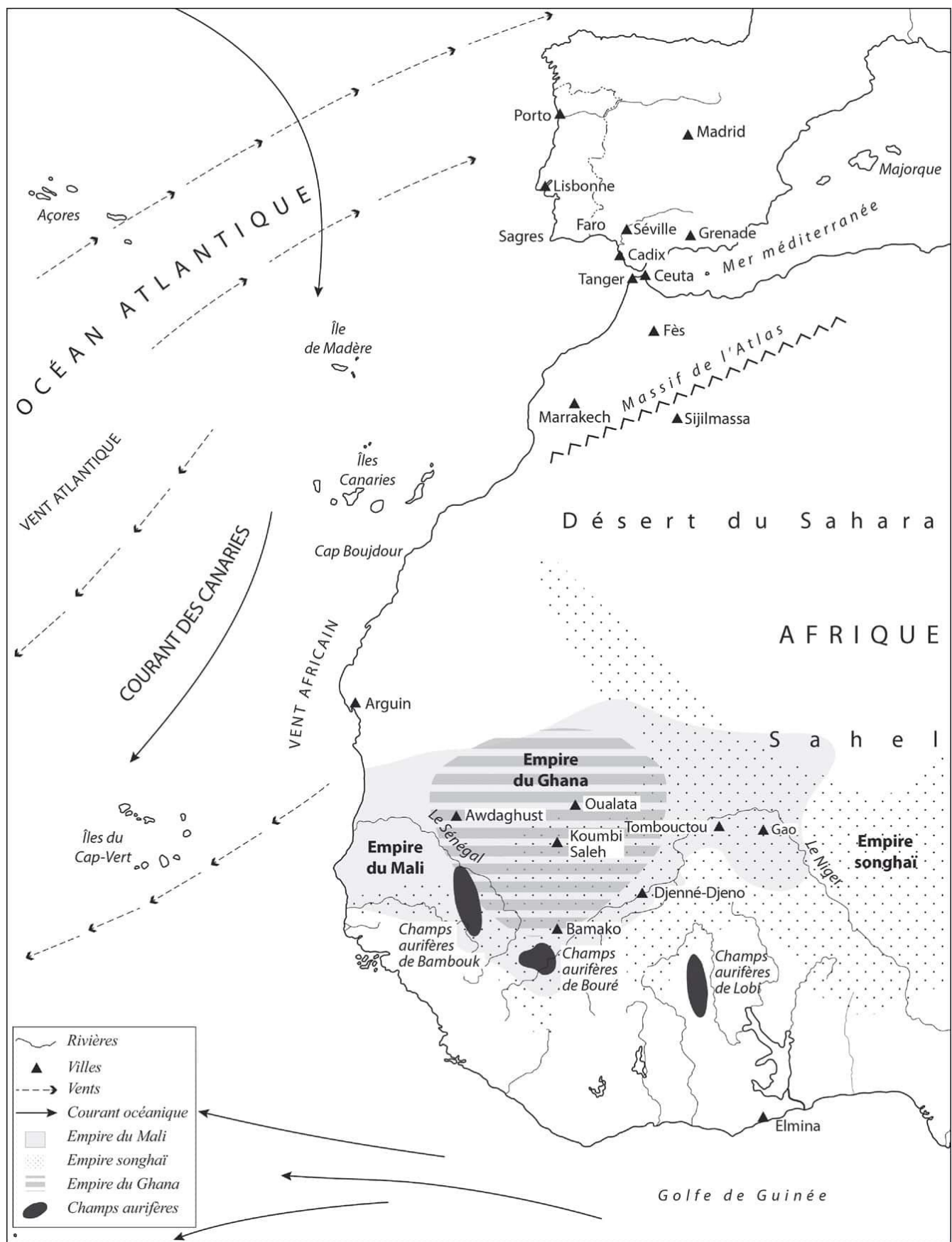


Fig. 2 : L'Ibérie et l'Afrique de l'Ouest, avec indication des vents et des courants océaniques.



Fig. 3 : La grande mosquée de Djenné et le grand marché du lundi. (© Hamdia Traoré)

Chapitre 1

LA SURFACE CRAQUELÉE

En 1995, visiter Djenné, une petite ville du sud-ouest du Mali, apparemment tombée dans l'oubli, était quasiment devenu un pèlerinage pour moi. Je m'y étais rendu quinze ans plus tôt, sac au dos, encore étudiant, mon frère cadet dans mes bagages, afin d'y voir la grande mosquée, qui est connue pour être le plus grand bâtiment en adobe au monde.

Cette fois-ci, j'y revenais en tant que correspondant pour le *New York Times* ; ce qui guidait mes pas, c'étaient les fouilles en cours dans ce qu'on pensait encore être la cité la plus ancienne d'Afrique, à l'exception de l'Égypte. Depuis, les archéologues ont prouvé que Tombouctou est plus ancienne que Djenné, mais Djenné était aussi – et est encore à ce jour – la découverte la plus récente d'une civilisation urbaine de premier plan. Mes souvenirs sont très nettement liés à des sons. Chaque soir au crépuscule, le bruit qui envahissait l'atmosphère au-dessus de la plaine alluviale poussiéreuse dépassait même le chant des criquets. On distinguait dans l'ombre des pillards, pour la plupart des paysans armés de houes et de pioches, et qui creusaient la terre en espérant y dénicher des objets. À cette époque-là, des urnes funéraires ou des statuettes intactes, ce qui était assez rare, pouvaient atteindre plusieurs milliers de dollars sur le très dynamique marché noir européen qui fournissait des objets d'art africain aux collectionneurs sans scrupule et même aux musées.

Les sons de la journée étaient plus effrayants encore que ceux de la nuit. Arpenter le tumulus, cette colline pentue en forme de larme où se dessinaient les contours d'une cité fortifiée qui a mystérieusement disparu il y a un peu plus de six cents ans, cela revenait à traîner ses propres fêlures sur ce site étendu. Chaque pas faisait douloureusement surgir ces souvenirs, car les tessons déjà brisés qui parsemaient la terre brune se brisaient en des fragments plus petits encore.

Djenné-Djeno, la « Djenné antique », a vu le jour environ deux cent cinquante ans avant la naissance du Christ, dans une vallée alluviale sur les berges de la rivière Bani, non loin de là où elle se jette dans le Niger, un des plus grands fleuves d'Afrique, qui parcourt l'ouest du continent en formant une sorte d'arc. À ses débuts, la cité comptait jusqu'à quinze mille habitants, dont la majorité vivaient à l'intérieur des remparts longs de deux kilomètres et dont les murs étaient larges de quatre mètres¹. Il y avait environ trente mille habitants dans les faubourgs des alentours². Dans les premiers siècles de l'ère commune, Djenné se situait certainement, avec une telle population, parmi les grandes mégapoles de la planète. Il y avait des centres urbains plus grands en Chine et ailleurs, mais pas tant que cela.

Nous avons été longtemps habitués à croire que l'Afrique prémoderne n'avait quasiment pas d'histoire, ou à tout le moins que son histoire n'avait pas d'incidence majeure. Comme l'ont affirmé les penseurs et hommes politiques occidentaux, de Hegel jusqu'à Nicolas Sarkozy, depuis l'aube des temps jusqu'à tout récemment, les sociétés africaines ont vécu, en quelque sorte, en dehors de l'histoire. On a donc fort logiquement et longtemps cru que les populations d'Afrique subsaharienne avaient pris le tournant de l'urbanisation au contact des Arabes, et ce aux alentours de la fin du I^{er} millénaire. Dans la foulée, on a longtemps considéré que c'était au contact de l'Europe, soit plusieurs siècles plus tard, que la supposée « Afrique noire » avait été tirée de son isolement et s'était trouvée prise dans le tourbillon des mutations qui avaient commencé d'emporter le monde à la fin du Moyen Âge³.

De toutes les cités africaines anciennes qui viennent démentir cette vision, Djenné est la plus importante. Elle avait parachevé son processus d'urbanisation plusieurs siècles avant l'arrivée des Arabes en Afrique du Nord, au VII^e siècle, pour ne rien dire de l'arrivée, un ou deux siècles plus tard, de voyageurs arabophones dans les confins occidentaux du Soudan, le nom habituellement donné à cette longue bande de terres semi-arides qui s'étend au sud du Sahara, de l'Éthiopie jusqu'à l'océan Atlantique. La prospérité de Djenné reposait sur le commerce de poisson, de céréales, de cuivre et d'autres métaux, avec des cités parfois éloignées de plusieurs centaines de kilomètres, comme Gao ou Tombouctou, qui, elles, ont survécu. Curieusement, les fouilles ont mis au jour des objets qui remontent aux débuts de la ville, dont des produits de l'est de la Méditerranée ou des perles de verre originaires de la Chine des Han (202 AEC-220 EC), alors que cette dynastie n'avait qu'à peine un siècle d'existence. De telles découvertes démontrent bien que l'Afrique de l'Ouest n'a jamais été

coupée du monde ni perdue dans un maelström atemporel comme on se l'imagine trop souvent.

En 1995 j'étais venu dans la plaine alluviale du Niger pour suivre le travail des archéologues car je voulais étudier les défis colossaux auxquels ils font face dans un environnement aussi pauvre. Mais j'ai compris depuis que cette région fut tout sauf un témoin passif et léthargique de ce qui s'est passé au Moyen Âge. De fait, comme on va le voir, l'influence de l'Afrique dans cette région a été aussi déterminante que celle de l'Europe pour faire naître le monde dans lequel nous vivons.

Après cinq ou six siècles d'existence, Djenné-Djeno est devenue le terminus méridional de la route de l'or transsaharienne. Dès l'époque antique, des auteurs méditerranéens y ont fait allusion. Toutefois, les premières preuves que de l'or subsaharien a circulé en Méditerranée remontent aux premiers siècles de l'ère commune. Ce commerce devint florissant autour du VI^e siècle, quand certains des territoires de ce qu'on nomma plus tard l'Empire du Ghana commencèrent à échanger de l'or avec les Berbères contre du sel, du tissu et d'autres produits. Cela n'aurait pas été possible sans un nouvel arrivant, le chameau, capable d'endurer les vicissitudes du désert⁴.

Tout en stimulant une prospérité inédite, le commerce à dos de chameau entraîna de véritables bouleversements dans l'Afrique soudanaise, tant sur le plan économique que sur le plan religieux, avec pour conséquence la formation de vastes empires. Le Ghana, qui fut le premier de ces empires, était une confédération faiblement organisée mais très étendue, qui alliait l'agriculture sédentaire au pastoralisme de transhumance. Ce qui donnait du pouvoir aux dirigeants de cet empire, c'est qu'ils contrôlaient des points stratégiques par lesquels transitaient l'or et d'autres produits de première nécessité, comme le sel, peu abondant dans les forêts tropicales du sud⁵. Au XI^e siècle, le Ghana avait acquis un prestige et une opulence tel qu'il avait à sa disposition une armée gigantesque.

Autour du III^e siècle de l'ère commune, le Sahara et le Sahel virent leur climat changer, avec la fin d'une longue période de sécheresse, ce qui favorisa les échanges entre les Nord-Africains et des populations de plus en plus éloignées, tant pour l'or que pour les esclaves. À force de contacts nourris avec ces étrangers venus du nord, les dirigeants de l'empire du Ghana se lancèrent dans un processus, tout à fait partiel d'ailleurs, d'islamisation. Le Ghana avait alors deux capitales, distantes de dix kilomètres⁶, dont l'une était strictement musulmane, tandis que dans l'autre, où se trouvait la cour du roi, al-Ghāba (le Bois), on honorait des religions plus anciennes, qui étaient celles de la majorité. Tant qu'il dura, ce système, singulier par sa dualité même, permit d'une part un commerce lucratif et des relations paisibles avec les Berbères, et d'autre part l'allégeance des paysans et des simples citoyens aux souverains⁷.

On peut ressentir, dans un récit frappant du X^e siècle que l'on doit au géographe et chroniqueur arabe Ibn Hawqal, à quel point les différentes communautés se faisaient confiance, et comment cela a permis à leurs échanges de prospérer :

J'ai vu à Awdaghust un certificat attestant de la dette contractée auprès d'un d'entre eux [les marchands de Sijilmassa] par un des marchands d'Awdaghust, lui-même originaire de Sijilmassa, et ce pour la somme de 42 000 dinars. Je n'ai jamais rien vu ni entendu de tel dans les contrées d'Orient, et les gens d'Irak, de Fars et de Khurasan [deux cités iraniennes] à qui j'en ai parlé ont trouvé cela très inhabituel⁸.

C'est dans ce contexte, et à juste titre, que le Ghana acquit la réputation d'être « le pays de l'or » jusqu'en Europe, sur les bords de la Méditerranée, et même jusqu'au Yémen. C'est de là que finirent par provenir, au Moyen Âge, les deux tiers des réserves d'or en Europe mais aussi dans l'est de l'Asie⁹.

L'or en provenance du Soudan a joué un rôle prépondérant dans l'expansion du monde arabe, une période de croissance économique et politique qui va de 750 de l'ère commune aux invasions mongoles du XIII^e siècle. Conséquence du commerce de l'or, la monnaie arabe, le dinar d'or, a acquis une valeur énorme partout où elle était en circulation, et ce jusque dans des pays chrétiens où l'on copiait souvent les pièces arabes. L'existence d'une monnaie quasiment universelle a grandement facilité l'expansion du commerce arabe, du Levant à l'Andalousie.

Il faut donc tenter de comprendre pourquoi, au début du XV^e siècle, les Européens, et en premier lieu les Portugais, ont cherché à nouer des relations commerciales et politiques avec

des régions d'Afrique que l'on avait considérées jusqu'alors comme totalement inaccessibles. Quelles motivations ont pu être assez fortes pour que ces Européens surmontent leurs craintes anciennes et leurs superstitions séculaires ? Quoique Djenné soit un nom peu connu des lecteurs contemporains, la cité joue un rôle majeur dans cette histoire. Des centres urbains anciens comme Djenné – rien de moins que des cités-États, de fait – se sont retrouvés embarqués dans la formation d'empires, et ce dans une région d'Afrique aussi ouverte sur l'extérieur que le furent bien plus tard le Portugal ou l'Espagne à l'époque des explorateurs. Intéressons-nous au plus célèbre de ces empires soudanais, le Mali, qui a donné son nom au pays que nous connaissons et qui a pris la place du Ghana à partir du XIII^e siècle. Le Mali était dirigé au tournant du XIV^e siècle par un empereur nommé Abu Bakr II qui ne pensait qu'à une chose : aller de l'autre côté de l'océan Atlantique en bateau... plus de cent cinquante ans avant que Colomb n'embarque pour le Nouveau Monde en partant d'Andalousie.

Même si les documents encore en notre possession au sujet d'Abu Bakr II sont peu nombreux, son existence ne fait aucun doute, non plus que son obsession pour l'exploration maritime : Mansa Moussa, son successeur, beaucoup plus connu que lui, a livré au gouverneur du Caire, lors d'un pèlerinage à La Mecque en 1324-1325, un récit de la vie d'Abu Bakr et de ses tentatives d'exploration maritime qui a été consigné du vivant de son auteur :

L'empereur qui m'a précédé jugeait possible d'atteindre l'autre côté de l'océan qui entoure la terre : désireux de découvrir ces terres, il a tout mis en œuvre pour y parvenir. Il a donc lancé une expédition forte de deux cents bateaux chargés d'hommes et d'autant de bateaux chargés d'or, d'eau potable et de vivres en quantité suffisante pour plusieurs années. Il commanda à l'amiral en chef de ne pas revenir sans avoir atteint l'autre côté de l'océan, ou seulement en cas de pénurie de vivres et d'eau. Ils partirent donc, et furent absents fort longtemps ; à la fin, un seul bateau revint. Interrogé, le capitaine de ce bateau déclara : « Prince, nous avons navigué longtemps, jusqu'à apercevoir au milieu de l'océan comme un grand fleuve au flot tempétueux. Mon bateau était le dernier de la file ; tous les autres me devançaient. Dès qu'un de ces bateaux atteignait le grand fleuve, il s'y noyait pour n'en plus ressortir. J'ai fait marche arrière pour échapper au courant. » Pourtant, le sultan refusait de le croire. Il commanda qu'on équipât deux mille bateaux pour ses hommes et lui, et mille autres pour l'eau douce et les vivres. Il me confia la régence et partit avec ses hommes sur l'océan, pour ne jamais revenir ni donner signe de vie¹⁰.

Comment se fait-il que si peu de gens soient au courant aujourd'hui d'une telle expédition ? Il y a de quoi s'interroger. Assurément, une partie de l'explication réside dans l'absence quasi totale de preuves archéologiques ou de documents, à l'exception de ce témoignage de Mansa Moussa. Mais ce n'est pas tout. Il ne faut pas oublier que notre compréhension du monde dépend en grande partie de documents hagiographiques, ce qui va de pair avec un manque de considération, pour ne pas dire un effacement du rôle joué par les Africains dans la création du monde atlantique moderne. Ce biais culturel, sans être une oblitération totale, nous a détournés d'éléments à la fois démontrables et aussi plausibles que prometteurs, ce qui explique que les aventures maritimes supposées d'Abu Bakr ne soient que rarement mentionnées, et jamais enseignées.

À dire vrai, certains détails importants ne collent pas. D'abord, ces « navires », s'ils ont existé, étaient plus probablement de très grands canots, et pas du tout des vaisseaux munis de hauts mâts, dans la mesure où la construction de navires ne s'est jamais réellement développée de façon autonome en Afrique de l'Ouest. Le nombre de bateaux est une autre pierre d'achoppement. On doit comprendre qu'il était très courant autrefois, et ce dans bien des cultures, d'évoquer un nombre rond, mille par exemple, comme synonyme de « très grand nombre », donc pas littéralement¹¹. Enfin, la question qui nous taraude le plus, et qui risque fort de ne jamais trouver de réponse, c'est ce qui pouvait servir de fondement à la vision du monde d'Abu Bakr. La Terre était-elle d'un diamètre modeste, ce qui signifiait que pour atteindre l'autre côté de l'océan un voyage de plusieurs jours – même sans précédent – pouvait suffire, ou était-elle d'une étendue inimaginable, au point que se risquer à une telle traversée au moyen de grands canoés était une expédition digne d'un fou ?

En dépit de ces réserves, l'histoire d'Abu Bakr recèle des éléments cohérents qui invitent à la prendre au sérieux. Tout d'abord, on sait qu'en passant du temps dans les îles Canaries, au large de l'Afrique de l'Ouest, Colomb a découvert l'existence, à une latitude fixe, de vents puissants et

de courants océaniques allant dans le sens contraire des aiguilles d'une montre et capables de pousser les navires vers l'ouest. Les eaux au large des zones littorales dépendant de l'empire du Mali connaissent ce phénomène, ce qui donne du poids au récit d'un éventuel survivant décrivant un grand fleuve coulant avec violence au milieu de l'océan. Il existe au nord de ce courant, qui a reçu désormais le nom tout à fait idoine de courant des Canaries, un courant aussi puissant, qui tourne dans le sens des aiguilles d'une montre et qui repousse tout vers l'est. Ce double phénomène explique pourquoi les Européens ont cru pendant des siècles que naviguer vers l'ouest n'était pas seulement difficile, mais franchement suicidaire.

Par ailleurs, ce que nous savons des connaissances dans le monde islamique à l'époque médiévale nous incite aussi à ne pas balayer ce récit d'un revers de la main, sans parler de la situation géopolitique complexe de l'époque. Les empereurs du Mali allaient en pèlerinage à La Mecque depuis le milieu du XIII^e siècle, et ils envoyaient aussi des ambassadeurs au Caire et dans d'autres villes du monde arabe. Contrairement aux Européens d'alors, les gens au Moyen-Orient étaient convaincus que la Terre est ronde au moins depuis le X^e siècle et les travaux du géographe et historien arabe al-Masudi. Cela rend l'idée d'une expédition africaine, ou à tout le moins d'une telle ambition, moins stupéfiante : un tel voyage n'était pas le grand saut dans l'inconnu hasardé plus d'un siècle plus tard par les Portugais et les Espagnols.

Pour qu'Abu Bakr II ait pu faire preuve d'autant d'obstination, à ce que l'on rapporte, il fallait qu'il eût de sérieuses motivations. On peut aisément imaginer qu'à l'époque d'Abu Bakr un souverain disposant de réserves aussi abondantes d'or ait souhaité s'affranchir de la dépendance dans laquelle il se trouvait vis-à-vis des Berbères, qui commandaient les territoires par où transitait le précieux métal, et qui devaient certainement ponctionner un coquet pourcentage. C'était un motif suffisant pour chercher à éliminer le commissionnaire afin d'augmenter les bénéfices du royaume, mais peut-être y eut-il d'autres motivations. Le Mali était une entité politique née au XIII^e siècle d'un pacte entre clans appartenant tous à la famille des langues mandées (parfois qualifiées aussi de malinké, manden ou mandingues). Dans les premiers temps, il avait de nombreux points communs avec son prédécesseur disparu, l'empire du Ghana¹² : il s'agissait d'un État aux fondements ethniques, constitué en castes et dont les élites continuaient de pratiquer, parallèlement à l'islam, un culte religieux ancestral. Au terme de deux générations, les souverains du Mali avaient commencé à conquérir et assimiler des peuples de langue non malinké, de sorte que le Mali expansionniste, en mutation permanente, devint un royaume d'une belle hétérogénéité. C'est avec autant d'enthousiasme que le royaume s'était embarqué dans une conversion plus profonde à l'islam¹³, sans doute autant pour des raisons spirituelles que par souci très pragmatique de s'adapter à l'évolution du paysage politique, commercial et militaire de la région.

En se convertissant à l'islam, une religion en pleine ascension avec de fortes aspirations universalistes, les souverains du Mali remplissaient *de facto* deux de leurs objectifs. Tout d'abord, ils cherchaient à renforcer leur légitimité auprès des peuples qu'ils conquéraient et assimilaient. Chose habituelle pour un empire en train de se former, cela impliquait un certain nombre de revendications particulièrement audacieuses. Ainsi, le clan au centre du pouvoir malien, les Keïta, affirma descendre de Bilal, compagnon noir du prophète Mohammed et premier muezzin, celui qui avait pour mission d'appeler à la prière les premiers fidèles musulmans¹⁴.

Dans le même ordre d'idées, en suivant plus fidèlement les préceptes de l'islam que le Ghana avant lui, l'empire du Mali occupait une situation plus avantageuse sur le plan géopolitique. Au milieu du XIV^e siècle, le célèbre historien voyageur Ibn Battuta ne manqua pas de décrire comme suit, en des termes élogieux, la ferveur qu'il avait vue parmi le peuple malien : « Les gens se rendaient, vêtus de blanc, à la salle de prière, qui est proche du palais du sultan, et le sultan à cheval, précédé du prêcheur et des hommes de loi, déclara qu'il n'est pas d'autre dieu qu'Allah, et qu'Allah est grand¹⁵. »

Grâce à l'essor de réseaux de commerce et de lieux de savoir, la conversion des marchands malinké à l'islam consolida les relations de confiance avec ceux qui contrôlaient le commerce en Afrique du Nord¹⁶, tandis que la forme plutôt accueillante de l'islam dans la région favorisait son expansion parmi les gens ordinaires¹⁷. Les incroyants n'étaient pas rejetés comme diaboliques, mais plutôt considérés comme des ignorants. On partait du principe que Dieu leur laisserait le temps de changer progressivement de mœurs.

Malgré tout cela, les souverains du Mali étaient bien conscients que la stricte observance des dogmes musulmans, si fervente soit-elle, ne pourrait suffire à garantir leur sécurité. Moins de deux siècles avant l'essor du Mali, le Ghana avait payé au prix fort son isolement et sa dépendance vis-à-vis des chameliers du Nord. La puissance du Ghana ne cessa de décliner à partir de 1076 et de la prise d'Awdaghust par les Berbères almoravides, des ascètes musulmans d'Afrique du Nord. Or, Awdaghust était le point d'arrivée le plus au sud de la route de l'or transsaharienne, donc un endroit stratégique. Suivant les préceptes austères de ce que l'historien David Levering Lewis a décrit comme « une fidélité littérale au texte du Coran afin de diffuser "la juste voie"¹⁸ », les Almoravides devaient bientôt transformer l'essai en s'emparant du sud de la péninsule Ibérique. Sans l'intervention de ces guerriers africains, la présence de l'Islam en Europe, bien fragile jusque-là, ne se serait pas prolongée pendant quatre siècles. Ce que le déclin du Ghana avait permis de comprendre, c'est que les souverains des empires du Soudan occidental n'auraient plus la possibilité ni d'avoir une attitude ambivalente à l'égard de l'islam, ni de se tenir à l'écart du jeu géopolitique. Que ça leur plaise ou non, leur région s'était retrouvée au sein d'un réseau toujours plus enchevêtré de relations de pouvoir avec des États situés au nord du Sahara et même plus loin encore ; cette situation impliquait son lot d'avantages et de risques.

D'après le seul témoignage écrit qu'il nous reste de la tentative d'exploration maritime d'Abu Bakr, celui que l'on doit à son successeur, Mansa Moussa, les deux expéditions étaient fortes d'un contingent de bateaux lourdement chargés d'or. Ce détail est loin d'en être un. On peut envisager deux raisons principales pour emporter une cargaison aussi précieuse : d'une part, Abu Bakr pouvait souhaiter lancer de nouveaux marchés dans les territoires inconnus n'attendant que d'être découverts de l'autre côté de l'océan ; d'autre part, l'idée était d'imposer le respect, car les chefs de ces contrées éloignées ne manqueraient pas d'être impressionnés par l'opulence du Mali. De fait, ces motivations sont plus ou moins celles de Mansa Moussa lui-même quand il se rendit au Caire. Toutefois, il est inutile et même contre-productif d'imaginer que ces explorateurs voués à disparaître cherchaient à atteindre des territoires même lointainement semblables aux Amériques, et moins encore l'Inde, qui était la destination présumée de Colomb. Il suffit de savoir que les souverains du Mali étaient désormais conscients de l'existence d'un continent de l'autre côté de la Méditerranée, à savoir l'Europe. Peut-être que cette tentative d'aller vers l'ouest avait pour but de trouver quelque chose d'analogue : de nouveaux territoires situés à une distance raisonnable, au large des côtes atlantiques, et où il soit possible de faire du commerce. Curieusement, cet objectif plutôt limité annonce et devance ce que les Portugais et les Espagnols allaient tenter de faire en se rendant en Afrique au XV^e siècle. Leur objectif était de contourner les zones d'influence des musulmans au Maghreb afin de chercher de nouvelles sources de richesse, et peut-être aussi des alliances dans ce qu'ils imaginaient parfois être l'Éthiopie.

Chapitre 2

ROI NOIR, SCEPTRE D'OR

Il faut noter que plusieurs historiens et anthropologues restent tout à fait sceptiques face à la légende d'Abu Bakr II ; certains d'entre eux sont même d'avis que l'échec de son aventure océanique n'est qu'une fable pour dissimuler un changement brutal dans la succession dynastique, et peut-être même un conflit violent pour le pouvoir ou un coup d'État¹. Il n'est guère utile de s'interroger plus longtemps sur cette énigme, car les motivations de Mansa Moussa étaient semblables à celles qui sous-tendaient les périple périlleux à travers le Sahel quand il se lança dans le pèlerinage transcontinental de 5 500 kilomètres pour se rendre au Caire. C'est dans cette cité que, grâce à son récit, les explorations de son prédécesseur trouvèrent le chemin des livres d'histoire. Moussa monta sur le trône en 1312, à une époque que les historiens considèrent comme l'âge d'or du Mali. À son apogée, cet Empire contrôlait les vallées des trois fleuves les plus importants d'Afrique de l'Ouest : le Sénégal, la Gambie, et le plus important de tous, le Niger. La population totale des sujets et vassaux de l'Empereur s'élevait sans doute à cinquante millions², ce qui était, pour l'époque, un nombre colossal à l'échelle mondiale. La production aurifère était en pleine expansion. Tandis que le Ghana tirait l'essentiel de ses ressources aurifères d'une mine nommée Bambouk, qui était reliée au Maroc par des routes caravanières passant à l'ouest, le Mali a diversifié ses ressources, avec pour conséquence d'accroître fortement la production. Outre Bambouk, qui était une mine déjà ancienne,

le Mali tirait des quantités plus abondantes encore d'un endroit nommé Bure, situé dans les zones forestières au sud de Djenné et contrôlé par des non-musulmans qui payaient leur tribut à l'Empire en or. Le Mali commença aussi à étendre ses réseaux commerciaux plus au sud-est, en s'intéressant aux ressources minières d'une région contrôlée par les ethnies Akan, dans l'actuel Ghana³. Il est important de distinguer le Ghana actuel, dont le nom a été choisi par les dirigeants de l'ancienne Côte-de-l'Or au moment de l'indépendance, de l'Empire du Ghana dont il a été question plus haut.

Sans parler de l'or, les trois Empires soudanais qui se sont succédé en contrôlant les vallées fluviales et les savanes du sud du Sahara – le Ghana, le Mali et l'empire Songhaï, dont il sera question plus tard – se livraient sans relâche au commerce d'esclaves. Les esclaves étaient soit employés au service de l'État (dans l'armée, l'administration ou sur les chantiers), soit vendus aux Touaregs et aux Berbères, qui les emmenaient jusqu'en Afrique du Nord, voire plus loin. Pour citer Frederick Cooper dans son ouvrage *L'Afrique dans le monde : capitalisme, empire, État-nation* : « L'empereur pouvait plus facilement s'assurer sa part du commerce de l'or et des esclaves qu'extraire les excédents de production de "son" peuple. Il pouvait utiliser ses profits commerciaux pour acheter des esclaves, qui pouvaient combattre ou produire pour lui. Sa richesse et sa puissance militaire pouvaient lui valoir le soutien de jeunes hommes qui avaient quitté leur groupe parental ou cherchaient à le remplacer⁴. » Cooper parle ici du Ghana, mais sa remarque vaut aussi pour les deux autres Empires soudanais ; ce contexte dans lequel l'or et l'esclavage sont étroitement liés sur un plan économique allait être lourd de conséquences dans notre histoire, et dans l'avènement de la traite transatlantique, qui commença au XVI^e siècle.

Laissant de côté les rêves dispendieux de son prédécesseur, Abu Bakr II, et renonçant à tenter l'impossible sur l'océan, Moussa partit en 1324 pour l'Égypte et La Mecque, après douze ans de règne. Il avait beau n'avoir qu'une trentaine d'années, il était obsédé par une tactique géopolitique qu'il avait échafaudée afin de multiplier les partenaires internationaux du Mali. En faisant le pari d'une diplomatie audacieuse, il semblait abandonner les visées lunaires de son prédécesseur mais il recherchait en fait une solution au même problème. Moussa avait besoin de conserver des relations privilégiées avec l'Empire mérinide, qui finit par succéder à l'Empire almoravide et qui, en contrôlant le Maghreb tout entier, avait la mainmise sur le commerce malien. Cependant, il espérait se défaire de sa dépendance totale vis-à-vis de l'Afrique du Nord en nouant des relations solides avec l'Égypte, qui était dirigée en ce temps par les Mamelouks, un sultanat turcique alors à l'apogée de sa gloire au sein du monde islamique.

Mansa Moussa arriva à cheval au Caire le 18 juillet 1324, « sous de larges bannières et drapeaux portant des symboles d'or sur champ de gueules⁵ ». Comme on va le voir, il faut considérer cette date, dont personne ne se souvient à l'exception des historiens spécialistes de l'Afrique médiévale, comme l'un des jalons essentiels de la fondation du monde atlantique. La raison en est moins ce que Moussa avait lui-même en tête, fût-ce comme projet à long terme, que le résultat indirect de ses expérimentations diplomatiques sur la plus grande scène du monde.

En soi, l'entrée fracassante de Moussa dans la ville du Caire, où il comptait effectuer un séjour de trois mois avant de poursuivre vers La Mecque, fut un spectacle grandiose, au point qu'on en parlait encore en Égypte et ailleurs deux générations plus tard. Personne n'avait jamais vu des scènes d'une telle magnificence ; l'empereur malien y acquit la réputation d'homme le plus riche de tous les temps. On comprend aisément pourquoi, même en survolant rapidement les faits les plus sommaires : Moussa était accompagné d'une délégation de soixante mille personnes, parmi lesquels douze mille esclaves dont chacun portait un éventail en or d'un poids de quatre livres. La première épouse de Moussa, Inâri Kunâte⁶, était accompagnée d'une escorte exclusive de cinq cents servantes et esclaves. Plusieurs centaines de livres d'or en poudre étaient transportées à dos de chameau et de cheval. En tout, on estime à dix-huit tonnes la quantité d'or pur qu'emporta Moussa avec lui au cours de son pèlerinage⁷.

Chemin faisant, riches et pauvres reçurent des présents en or massif, sans doute pour marquer les esprits et proclamer la grandeur du Mali à la face du monde. Des dons sous forme de lingots et de sachets d'or en poudre furent faits aux mosquées, ainsi qu'à un certain nombre de responsables, parfois de rang modeste. Résultat, au cours des deux décennies suivantes l'or perdit de douze à vingt-cinq pour cent de sa valeur, selon les sources.

Comme une telle escorte exigeait une organisation aussi lourde que complexe, on comprend que les dirigeants du Mali avaient acquis à l'époque une conscience aiguë de la théâtralité du pouvoir. Avant d'aborder Moussa, les requérants devaient frapper le sol de leur front à plusieurs reprises et se couvrir de terre les épaules, la tête et le dos. De son côté, l'empereur ne s'adressait à eux qu'à l'aide d'intermédiaires : toute communication passait par un porte-parole officiel et un interprète. Personne n'avait le droit de voir manger le monarque, et le simple fait d'éternuer en sa présence était puni de mort. Ibn Battuta, le chroniqueur marocain, a même prétendu que Moussa obtenait plus de dévouement de la part de ses sujets qu'aucun autre souverain au monde⁸.

Le cadeau le plus somptueux que fit Moussa fut, de loin, son don personnel au souverain des Mamelouks, al-Malik al-Nāsir, dont il souhaitait ardemment qu'il le reconnût comme son égal. Ce don était, selon les chroniques, la somme fabuleuse de cinquante mille dinars, soit plus de quatre cent cinquante livres d'or pur.

Les récits qui nous sont parvenus des entretiens entre Moussa et al-Nāsir, après un séjour de trois jours près des Pyramides, dans les faubourgs de la cité, varient sur un certain nombre de points, mais tous insistent sur l'orgueil et la perspicacité du Malien, qualités qui ne lui permirent pas, malgré tout, d'être reconnu comme l'égal du sultan mamelouk. Ainsi, on trouve le compte rendu suivant sous la plume d'un employé du sultan al-Umari :

Lorsque j'allai à sa rencontre, je tentai de le convaincre de se rendre à la Citadelle pour y rencontrer le sultan, mais il s'y refusa obstinément. Il avait commencé à mettre en avant un motif religieux, mais je m'aperçus que cette audience lui répugnait car il allait devoir baisser le sol et la main du sultan.

Lorsque nous arrivâmes devant le sultan, nous lui demandâmes de baisser le sol, mais il refusa tout de go en disant : « Comment cela serait-il possible ? » Alors, un homme avisé qui faisait partie de sa suite lui murmura quelques mots que nous ne pûmes comprendre, et il ajouta : « J'obéis au seul Dieu qui m'a créé ! » Puis il se prosterna et s'avança vers le sultan. Le sultan le salua en se levant à demi, puis le fit asseoir à côté de lui. Ils devisèrent longtemps, puis le sultan Moussa s'en alla⁹.

Selon d'autres récits de cette entrevue, Moussa ne se prosterna pas du tout, mais il est censé s'être assis fort loin, voire être resté debout, pour écouter le souverain mamelouk, qui ne s'était même pas levé pour le saluer. Pour un homme au train de vie aussi somptueux, venu de loin avec de grandes ambitions, un tel protocole fut nécessairement perçu comme un désaveu. En fin de compte, il avait eu beau distribuer de l'or comme cela n'avait jamais été fait, il n'avait pas obtenu ce qu'il désirait tant, à savoir un respect mutuel et de même niveau entre son territoire et le sultanat d'al-Nāsir. Le coup fut atténué dans la mesure où al-Nāsir prêta un palais à Moussa pour toute la durée de son séjour au Caire. Comme l'a écrit l'historien Michael A. Gomez dans *African Dominion*, « pour le souverain mamelouk les deux hommes n'étaient pas égaux, et tout suggère que sa rencontre avec al-Nāsir fut une énorme déception pour Moussa¹⁰ ».

À dire vrai, il est probable que la grande prodigalité dont firent montre le souverain et son entourage ait nui à l'image de l'Empire malien. C'est ici que commence pour de bon l'histoire des conséquences imprévues. Un témoin de l'époque a écrit que, lorsque les voyageurs du Soudan arrivèrent en Égypte, ils ne pouvaient imaginer que l'argent viendrait à manquer, et pourtant, au moment de rentrer au Mali, Moussa fut contraint d'emprunter à des taux usuraires pour financer le voyage de retour. Dans une perspective voisine, voici ce qu'écrivit l'historien égyptien ibn a-Dawadari : « Ces gens furent stupéfaits par la vastitude du pays et par la rapidité à laquelle leurs fonds s'étaient évaporés. Dans l'adversité, ils revendirent à moitié prix ce qu'ils avaient acheté, et bien des marchands firent de larges bénéfices sur leur dos. Dieu sait¹¹. »

Autre conséquence pernicieuse à ne pas sous-estimer, la manière dont Moussa faisait étalage de ses esclaves, tout aussi voyante que ses dépenses d'or, a tout à fait pu renforcer, au Proche-Orient, l'idée que l'Afrique subsaharienne était une source inépuisable d'esclaves noirs¹². Cette idée allait hanter toute cette partie du monde pendant les cinq siècles à venir. De 1500 à 1800, environ trois millions d'esclaves noirs furent les victimes de cette traite¹³, que ce soit sur la route transsaharienne ou sur les voies reliant l'Afrique de l'Est à la mer Rouge et aux zones littorales de l'océan Indien. De plus, un million d'esclaves déportés aux Amériques venaient de la Sénégambie et des côtes de Haute-Guinée, deux zones d'influence majeures des grands Empires

sahéliens au Moyen Âge¹⁴. Quoique tout cela ait eu lieu longtemps après l'âge d'or du Mali, ces déportations ont précipité le déclin de l'Empire suivant : l'Empire songhaï, dont le siège était à Gao – un centre urbain déjà ancien, situé tout près du grand méandre sud du Niger, à quatre cents kilomètres en aval de Tombouctou –, fut défait en 1591, comme l'Empire du Ghana l'avait été, par des envahisseurs venus du Maroc, de l'autre côté du Sahara. C'est cette menace que Mansa Moussa avait en tête quand il tenta de nouer des relations diplomatiques du côté du Proche-Orient. La défaite de l'Empire songhaï fut un désastre historique pour l'Afrique de l'Ouest. Si on tente de trouver une comparaison, l'ordre de grandeur est celui de l'importance de la bataille de Hastings pour l'histoire de l'Europe. La défaite de l'Empire songhaï, un territoire géant en forme d'amibe constitué de larges pans du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée, du Liberia, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria, donna le signal d'une fragmentation politique très rapide en Afrique de l'Ouest, tout en ouvrant une ère de conflits quasi perpétuels opposant des États et des chefferies de dimensions modestes et en recomposition permanente. Cette situation de chaos et de luttes presque ininterrompues a aidé ensuite à alimenter la traite transatlantique encore balbutiante.

À court terme, le pèlerinage de Moussa semble avoir eu des effets plus favorables. Tout en s'assurant de la formation de clercs spécialisés en théologie ainsi qu'en droit islamique, le souverain malien a rapporté dans ses bagages une vaste bibliothèque de textes islamiques. Après avoir distribué des sommes invraisemblables d'or à La Mecque, Moussa demanda que deux ou trois descendants du Prophète l'accompagnent jusque dans son royaume. Face au refus poli qui lui fut opposé, Moussa offrit mille mithqals d'or, soit environ quatre kilos et demi, à tout sharif désireux de l'accompagner dans son pays ; quatre sharifs de la tribu Quraysh, dont était issu le Prophète, rentrèrent avec lui au Mali, accompagnés de leurs familles respectives. Lors de ce voyage, Moussa engagea aussi quelques-uns des meilleurs architectes de l'époque, dont l'Andalou Abu Ishaq al-Sahili, afin qu'ils puissent dessiner les plans et construire les grandes mosquées de Tombouctou et d'autres cités de son royaume. Sa caravane rapporta à dos de chameau des soies somptueuses, des tapis, des céramiques, et un large éventail de produits de luxe collectés sur les marchés égyptiens. On dit aussi qu'il ramena un grand nombre d'esclaves turcs, dont beaucoup de femmes à destination de son harem personnel.

Moussa avait appris que l'argent ne suffirait pas à le mettre sur un pied d'égalité avec un sultan mamelouk, mais ce genre de choses a dû garantir la reconnaissance du Mali dans le monde islamique, ainsi que son statut de grande puissance « transrégionale¹⁵ ». Quoi qu'il en soit, ce sont les caprices de l'histoire qui créent les échos les plus captivants. Quant à la chronologie, Mansa Moussa n'a raté que de quelques décennies le déferlement des armes à feu en Égypte et au Proche-Orient. S'il y en avait eu lors de son séjour, on peut imaginer toutes sortes d'alternatives à l'histoire de l'Afrique : vu les moyens colossaux dont il disposait, le souverain du Mali aurait pu massivement ramener des armes et de la poudre à canon, et pas seulement des clercs, des architectes ou des Turques pour son harem. Le Mali pouvait s'appuyer sur des traditions métallurgiques déjà avancées, et Mansa Moussa aurait pu, sans nul doute, développer les compétences nécessaires pour concevoir et fabriquer des armes modernes. Cela n'aurait pas manqué de donner au Mali ou à l'Empire songhaï un net avantage pour renforcer sa puissance, voire l'étendre à d'autres zones, mais aussi pour résister aux menaces venues du nord.

Au lieu de cela, le Mali ne devait connaître que des hauts et des bas ainsi que de brusques revers, sans compter les tentatives ultérieures mais plus modestes pour trouver une reconnaissance internationale au moyen de la diplomatie du pèlerinage. Ce qui signa l'arrêt de mort de cette dynastie ainsi que de l'Empire dans son entier, ce fut le défaut habituel de tant d'empires, de l'Empire inca¹⁶ à ceux de la péninsule Ibérique, dont la présence allait bientôt marquer l'Afrique : des rivalités internes chroniques, voire des guerres civiles déclenchées par les lois de succession au trône. Après le déclin du Mali, ce fut la fin en douceur de cette période brève et méconnue qui avait vu de vastes empires ouest-africains œuvrer massivement pour tenter d'aboutir à d'ambitieux accords diplomatiques¹⁷.

Un siècle environ après la fin de son règne, les successeurs de Moussa apprirent, tardivement, que la renommée du Mali s'était étendue à une vitesse foudroyante après son séjour au Caire, jusque dans les capitales européennes dont les rois et les souverains s'étaient déclarés stupéfaits de l'existence de réserves d'or aussi prodigieuses dans un royaume d'Afrique. Bien entendu, ils étaient résolus à

remonter jusqu'à la source. Bien que les États d'Afrique noire sahélienne tels que le Ghana, le Mali et l'Empire songhaï aient vite cessé de devenir le point de départ d'ambitieux projets impériaux, l'époque qui allait voir l'Afrique influencer fortement l'histoire de l'humanité venait tout juste de commencer.

Chapitre 3

REPENSER L'EXPLORATION

En moins de deux cents ans, entre le début du XIV^e siècle et la fin du XV^e, le cours de l'histoire mondiale se trouva changé de façon plus durable qu'à toute autre époque de semblable durée. Depuis lors, il n'y a peut-être que la Révolution industrielle qui ait eu un impact supérieur dans l'histoire de l'humanité.

Au cours de cette période, les métropoles principales des différents continents se trouvèrent pour la première fois en relation les unes avec les autres, un bouleversement lourd de conséquences. Des sociétés, des pays, des régions entières se trouvèrent pris dans l'engrenage, semblables – par leurs trajectoires – à des balles se cognant dans un appareil de loterie : pendant l'ascension vertigineuse de certaines qui n'avaient semblé guère prometteuses, d'autres connaissaient un lent déclin ou une chute brutale. Avec la naissance de nouveaux empires immenses commença un mouvement massif de biens, de personnes, de plantes, d'animaux, d'aliments, mais aussi de maladies qui se déplacèrent d'un point du globe à l'autre. Plus que tout autre événement, le critère foncièrement nouveau consista en une mobilité d'une fréquence et d'une intensité encore inconnues jusqu'alors. Un phénomène épouvantable se trouvait au cœur de ce mouvement, le trafic massif d'êtres humains qu'on arrachait à leur continent de naissance, l'Afrique, et qu'on transportait enchaînés vers des lieux nouveaux et étranges, d'abord en Europe, puis bientôt vers ce qu'on nomma le Nouveau Monde. Bien sûr, ce phénomène eut pour fidèle servante l'idée que la race devait être le critère pour déterminer la possibilité de réduire quelqu'un en esclavage.

Quand on entend le terme « Nouveau Monde », ce qui vient à l'esprit, c'est une géographie bien connue, de vastes territoires dans les Amériques, peuplés par des autochtones inconnus jusque-là des Européens comme des Asiatiques ou des Africains. Pourtant, ce Nouveau Monde n'était pas qu'un conglomérat de lieux. Il faut y voir un projet dans lequel les Européens ont investi leur puissance et leur énergie, et qui n'a été possible qu'au prix d'un sacrifice à longue portée, donc en détruisant des vies humaines et en s'appropriant le travail d'un nombre incommensurable d'êtres humains. Cela se traduisit par un saccage d'une ampleur sans précédent pour bien des sociétés autochtones, que ce fût par la croisade, la conquête ou les épidémies. Le terme idéal n'est pas celui de génocide, mais c'est au prix de millions de morts, ainsi que du travail et du sacrifice de Noirs dont plusieurs millions périrent dans l'aventure, que put s'établir le nouveau modèle européen de l'agriculture de plantation. En s'avérant non seulement viable mais surtout extrêmement lucratif, ce modèle allait bouleverser et révolutionner l'économie mondiale. Au début de cette époque, personne n'aurait pu embrasser les conséquences d'un projet aussi ample, mais c'est cette organisation violente qui donna naissance à une économie à grande échelle, et à notre monde « moderne ».

Pour donner tout leur sens aux changements profonds de cette époque, on doit s'interroger sur ce qui a lancé un tel processus. Au cours des siècles précédents, l'Europe de l'Ouest n'avait acquis qu'une stature modeste sur la scène mondiale. Sur ce continent eurasiatique dont la limite orientale est la Chine, elle ne jouait qu'un rôle plutôt secondaire. Les grandes avancées civilisationnelles semblaient surtout avoir lieu ailleurs, que ce soit en matière de philosophie, de religion, de science, de techniques, de navigation ou de stratégie militaire. L'histoire moderne a pour effet que beaucoup s'imaginent que l'Europe a toujours été pionnière sur le plan des idées, des inventions ou de la créativité ; en fait, au moment de son essor, l'Europe était plutôt la destinataire passive d'idées qui lui venaient de contrées situées très loin vers l'est, ainsi que le refuge de migrants venus également de l'est vers les côtes atlantiques.

Les manuels scolaires et les livres d'histoire classiques décrivent l'unification du monde atlantique comme le résultat d'exploits quasi miraculeux dans ce que l'on imagine être l'âge des découvertes. Toutefois, à cette époque, il y avait eu des épisodes d'exploration, et non des moindres, dans de

nombreux autres coins du globe. La dynastie des Ming est sans doute la plus connue pour cela : l'amiral Zheng He conduisit sept expéditions maritimes jusque dans des lieux aussi éloignés de la Chine que l'Afrique de l'Est et la mer Rouge – des projets réellement aventureux. Lors de la première expédition, en 1405, pas moins de vingt-huit mille hommes embarquèrent à bord de plus de deux cent cinquante navires. Les plus grands navires de la flotte de Zheng He étaient de gigantesques neuf-mâts longs de cent trente mètres, ce qui laisse loin derrière le navire amiral de Christophe Colomb, le *Santa Maria*, qui était long de moins de vingt mètres, avec à son bord à peine cinquante-deux marins¹.

Longtemps avant les Européens de l'Ouest, les Chinois furent de toute évidence les explorateurs les plus hardis, mais ils n'étaient pas les seuls : les peuples du sous-continent asiatique et d'Arabie connaissaient bien les cycles des moussons qui affectaient l'océan Indien ; les peuples malais avaient depuis longtemps sillonné la mer de Chine méridionale et l'océan Indien, et avaient même fondé des colonies dans l'île de Madagascar ; les marins du Pacifique Sud avaient voyagé fort loin en s'installant dans les îles au cours de leurs périples, au point d'accoster en Amérique du Sud. Des analyses ADN récentes ont révélé qu'il y a huit cents ans les populations de Polynésie ont reçu des apports génétiques de populations autochtones d'Amazonie², sans doute parce que des individus originaires d'Amazonie ont été ramenés dans les îles polynésiennes par ces premiers explorateurs. Les études génétiques ont aussi démontré qu'il y a eu des croisements entre les populations autochtones d'Amazonie d'une part et celles d'Australie, de Nouvelle-Guinée et des îles Andaman d'autre part, ce qui ne peut s'expliquer que par des expéditions transocéaniques à l'époque préhistorique³. À la même époque, les Indiens Caribes embarquaient pour des voyages au long cours et commerçaient avec les régions correspondant au Mexique, à la Colombie et à la Floride actuels. Les Incas s'étaient également rendus maîtres des océans, et on ne doit pas oublier de rappeler à ce stade l'énigme des aventures océaniques de l'Empire malien. Même si on manque de preuves matérielles, il semble donc qu'au XIV^e siècle des empires situés loin à l'intérieur des terres rêvaient de découvrir des contrées inexplorées.

Chacun des éléments que l'on met en avant pour expliquer comment notre monde s'est constitué à la suite d'une vague d'explorations ibériques a sa part de vérité, mais aucun ne permet d'aller au cœur des motivations réelles des Européens.

Le plus curieux, c'est la croyance indéboulonnable selon laquelle le désir de trouver une voie maritime vers l'Asie, et rien d'autre que cette obsession, aurait permis la bascule en lançant ce que l'on a ensuite nommé l'âge des découvertes. Selon cette explication, qui a longtemps été au centre de l'enseignement secondaire aux États-Unis, ce sont les soies et les épices des marchés d'Asie que convoitaient les souverains de la fin du Moyen Âge, au point d'investir dans des navires aptes à traverser les mers et de confier à des hommes comme Colomb la mission de braver l'inconnu afin de trouver une voie maritime vers l'Asie.

Un trope historiographique se greffe à cette idée, et il est si répandu qu'on en vient à y voir une explication toute faite, un peu comme une touche fonction sur un clavier d'ordinateur. Sa simplicité même, sa récurrence dans tous les livres, tout cela lui donne un poids assez irrésistible, or il ne s'agit même pas d'une vérité fragmentaire, mais d'une contre-vérité pure et simple. En résumé, ce trope mensonger consiste à voir dans la première phase des Grandes Découvertes – à savoir les premières décennies du XV^e siècle, quand les Portugais poussèrent toujours plus au sud au-delà des pays mauresques, en longeant les côtes de l'Afrique de l'Ouest – une tentative délibérée de faire le tour de l'Afrique. Le continent n'est plus qu'un obstacle, et si on évoque les relations commerciales qui se nouent avec les populations côtières, ça n'est jamais qu'un élément secondaire. Dans cette version des faits, une fois que Bartolomeu Dias parvient au cap de Bonne-Espérance en 1488, l'Afrique est repoussée dans les marges du récit, quand elle ne disparaît pas purement et simplement. Peu d'historiens prennent la peine d'expliquer pourquoi, dans cette hypothèse d'une obsession effrénée de découvrir une voie maritime vers l'Asie, il s'est écoulé presque dix ans entre l'exploit de Dias et la mission confiée par la couronne portugaise à Vasco de Gama, qui permit aux Portugais d'atteindre Calicut.

Il s'avère que peu de monde s'est intéressé à ce que les historiens modernes ont longtemps considéré comme un des voyages les plus singuliers dans l'âge des découvertes ibériques. Les archives ne révèlent pas non plus d'intérêt particulièrement marqué du roi de l'époque, João II,

pour les prouesses de Dias⁴. Pourtant, le surnom de ce monarque livre un indice qui n'est pas négligeable : en effet, João II était connu de son vivant sous le sobriquet de João l'Africain en raison des richesses abondantes que ses hommes rapportaient d'Afrique de l'Ouest, ce qui n'avait rien de fortuit. En effet, dès le départ, le Portugal s'était rendu là-bas à seule fin de s'y enrichir.

L'idée du contournement de l'Afrique, qui laisse de côté le fait que les explorateurs ont pu trouver quelque intérêt à ces contrées, se retrouve dans tous les livres qui traitent des Grandes Découvertes et sert d'élément fondateur à une conception qui ne s'est jamais démentie jusqu'à ce jour ; c'est une pièce centrale dans la manière dont l'Occident explique l'avènement de la « modernité » sans jamais évoquer le rôle de l'Afrique. Citons, à titre d'exemple, l'ouvrage de Peter Gordon et Juan José Morales *The Silver Way : China, Spanish America and the Birth of Globalisation*, publié en 2017. Il dresse une analogie entre la rivalité des deux nations de la péninsule Ibérique pour trouver une voie maritime vers l'Asie et la course aux étoiles entre les États-Unis et l'URSS au XX^e siècle ; le moment où Dias contourne le point méridional du continent africain est qualifié d'« instant Spoutnik⁵ ». Les auteurs affirment que « le Portugal longeait depuis des décennies la côte africaine, ce qui était tout à fait vain si – ainsi que le prétendaient certains – l'Afrique ne finissait jamais ». Ce qui est sous-entendu ici, c'est que l'intérêt du Portugal pour l'Afrique, avant et après, n'eut que peu d'importance.

Parmi tant d'autres exemples, on pourrait aussi renvoyer à l'ouvrage par ailleurs remarquable de William D. Phillips Jr et de Carla Rahn Phillips *The Worlds of Christopher Columbus*. Dès les premières pages, voici ce qu'on peut y lire :

En à peine trente ans, les marins de la péninsule Ibérique ont relié diverses parties du monde d'une façon inédite. Il y a eu des dizaines d'expéditions, mais les plus célèbres furent le ralliement du cap de Bonne-Espérance par Bartolomeu Dias, en 1488, le premier voyage de Colomb dans les Antilles, en 1492, l'arrivée de Vasco de Gama en Inde, en 1498, et le premier voyage autour du monde de Fernão Magalhães, en 15196.

Il s'agit là du navigateur qu'on connaît sous le nom de Magellan. Quelques dizaines de pages plus loin, on lit encore que « pour les Européens du XV^e siècle, le contournement de l'Afrique était l'espoir le plus sûr d'atteindre l'Asie et de venir défier les Musulmans en les prenant à revers⁷ ». Une telle conclusion témoigne de la conviction que l'Afrique ne peut pas avoir d'intérêt, ni de valeur intrinsèque.

L'importance de la croisade est un autre argument fréquemment avancé pour expliquer le tournant de la conquête ibérique ; cet argument se concentre sur la conquête de la ville marocaine de Ceuta par les Portugais, en 1415. Cette ville était un confetti situé en face de Gibraltar et contrôlé par la dynastie marinide. Cette théorie en revient à l'idée, formulée en son temps par l'historien anglais John Robert Seeley, que l'Empire est né d'un « accès d'étourderie⁸ » : c'était là sa façon d'expliquer comment le Royaume-Uni avait fini par conquérir une bonne partie du globe par hasard, et non selon une stratégie fondée sur des intérêts économiques. En appliquant cette idée au Portugal, après la victoire sur les infidèles du Maroc, les pillages et le butin conduisirent les Portugais, plus ou moins inconsciemment, à se lancer à l'aventure à la fois en Afrique et sur les eaux de l'océan Atlantique. Il y eut tout d'abord l'occupation des îles Canaries, au XIV^e siècle, puis la conquête de Madère et des Açores, puis l'exploration des côtes africaines. Selon cette hypothèse, comme selon la précédente, l'Afrique n'est qu'un élément marginal, et il n'est guère question que d'escales sans importance avant le grand événement, le contournement par le cap de Bonne-Espérance, l'accès à l'océan Indien et aux trésors de l'Asie.

Selon une autre hypothèse, la constitution des empires européens n'a été possible que grâce aux avancées scientifiques et technologiques. À en croire ceux qui la défendent, ce sont les progrès en matière de construction de navires, et en particulier l'invention de la caravelle et de la voile latine, qui ont facilité la navigation contre le vent et permis aux Européens de naviguer en pleine mer et d'éviter le cabotage ; une fois le courant des Canaries dépassé, plus de crainte de ne pas pouvoir revenir. C'est aussi cette invention qui a permis aux marins européens de poursuivre leur route le long des côtes africaines avant de traverser l'Atlantique et les Caraïbes et de « découvrir » accidentellement le Brésil en 1500, même s'il est plus exact de dire que Pedro Álvares Cabral l'a situé sur la carte. L'hypothèse technologique d'une découverte par les Européens de territoires

riches à l'ouest et de voies maritimes financièrement prometteuses vers l'est insiste surtout sur le recours à des outils de navigation plus sophistiqués, comme des astrolabes, des sextants et des boussoles plus précises, sans compter des compétences cartographiques accrues, ce dont témoigne l'émergence des portulans. C'étaient des cartes qui signalaient, outre des repères de navigation de plus en plus précis, la configuration des ports où les navires pouvaient accoster sans danger. Des progrès de ce genre ont évidemment joué un rôle primordial, mais on en fait moins de cas dorénavant qu'autrefois. Une des raisons en est, comme on peut le supposer, qu'une large part de ces progrès, à commencer par la manœuvre consistant à virer de bord, n'est pas l'œuvre de marins européens, mais souvent de marins arabes. Tout ce contexte aide à relativiser le déterminisme historique selon lequel l'Occident aurait pris le dessus grâce à la science et à la raison, et qui est au centre de beaucoup de livres d'histoire consacrés à cette période⁹.

Malgré ces objections, on peut noter, comme on le verra, des parcelles de vérité de taille variable dans ces différentes explications. Mais ces parcelles n'offrent, ni séparément ni conjointement, de fondement satisfaisant pour comprendre le prétendu tournant révolutionnaire des explorations européennes, car il y manque une motivation centrale suffisamment convaincante. Il est étonnant que tant de gens se soient enfermés si longtemps dans ces hypothèses, si on considère que la motivation première est là, à la vue de tous, depuis le début ; nous voici de retour auprès de notre vieil ami Mansa Moussa, ce personnage singulier avec ses richesses extraordinaires en or massif.

Un grand nombre de travaux récents insistent sur le fait que, bien plus que toute autre explication ou que toute autre théorie avancée par les historiens du passé, ce sont les récits sensationnels du séjour de Mansa Moussa au Caire en 1324 et de son pèlerinage à La Mecque qui ont mis en branle la création d'un monde atlantique. Un critère essentiel pour évaluer l'influence de ce voyage diplomatique, c'est que la nouvelle se répandit comme une traînée de poudre. On sait par exemple qu'avant 1330 des cartes circulant en Europe indiquaient déjà l'existence d'un empire très riche nommé Mali ou « Melly » et situé dans l'intérieur des terres ouest-africaines, au sud du Sahara¹⁰.

Une carte qui nous est parvenue et qu'on attribue généralement à Angelino Dulcert décrit d'une manière plutôt rigoureuse l'Afrique, qui était généralement laissée en blanc ou peuplée d'images fantasmagiques ; elle date de 1339, soit à peine quatorze ans après le retour de Mansa Moussa dans son royaume¹¹. Cette carte est le premier document d'importance de ce qu'on a nommé l'école majorquine de cartographie, un mouvement qui a joué un rôle de premier plan dans l'âge des découvertes. Elle décrit « la route qui mène au royaume des Noirs », représente un « roi sarrasin » à la peau claire tapi derrière la chaîne de l'Atlas et qui est censé régner sur « un pays sablonneux » où se trouvent « d'innombrables mines d'or »¹². (À l'époque, le terme « Sarrasin » était employé pour décrire de façon générique tous les musulmans à la peau sombre.)

En 1346, on s'était mis à rêver, grâce à ces cartes, de territoires africains où l'or coulait à flots et qui n'attendaient que d'être découverts, de sorte qu'un aventurier majorquin d'origine génoise, Jaume Ferrer, partit en grande pompe à destination des côtes ouest-africaines, à bord d'un « uxor », un navire étrange qui combinait les caractéristiques d'une galère à rames et celles d'un vaisseau à grément carré. C'est la première tentative connue de la part d'un Européen pour explorer au-delà du cap Boujdour, un point situé sur la côte de l'actuelle Mauritanie et qui avait longtemps été considéré comme un point de non-retour¹³.

Le but avoué de Jaume Ferrer était de se rendre dans un lieu qui commençait à occuper une place prépondérante sur les cartes du monde, en raison de l'attrait accru pour l'Afrique : le Rio do Ouro (ou Fleuve de l'Or), rendu célèbre par le *Libro del conocimiento* (*Le Livre des connaissances*), un traité du milieu du XIV^e siècle qui connaissait une large diffusion dans les cours européennes. Ce texte, écrit par un moine franciscain espagnol anonyme sous la forme d'un récit de voyage, entremêlait des éléments dont on peut attester aujourd'hui qu'il s'agissait de pures affabulations et quelques pépites recelant des détails d'une grande exactitude sur l'Afrique.

Quelques années plus tard, l'intérêt des nations latines d'Europe pour les réserves d'or africaines grandit encore après les conférences prononcées à Grenade en 1355 par le célèbre savant berbère Ibn Battuta à la suite de son périple dans ce qu'on appelait alors le Soudan.

Le détail géographique qui donnait lieu à des spéculations enfiévrées, c'était sans nul doute le fleuve Sénégal, dont les Européens pensaient qu'il s'agissait du bras occidental du Nil. Si on remonte le

fleuve Sénégal, un cours d'eau d'une longueur de mille sept cents kilomètres, on va de la côte du Sénégal actuel à son bassin amont, au cœur de la région aurifère de ce qui était alors l'Empire du Mali. Ferrer, dont on ne sait pas grand-chose d'autre, disparut à tout jamais après son départ pour l'Afrique de l'Ouest ; il allait falloir attendre près d'un siècle avant que les Européens ne réussissent à dépasser le cap Boujdour et à franchir le courant des Canaries tant redouté des marins.

Quoiqu'on ait conservé fort peu de cartes de semblable importance, elles annonçaient toutes celle dont les spécialistes disent que c'est une des plus belles et des plus importantes, le fameux Atlas catalan de 1375, une *mapamundi* – autrement dit, une carte du monde connu – constituée de six feuillets richement illustrés et peints¹⁴. Même si cette œuvre célèbre de l'école majorquine contient des détails astrologiques et mythologiques ainsi que de pure superstition, c'est la carte européenne médiévale la plus ancienne qui parvienne à éviter les dogmes ecclésiastiques pour tenter d'établir une géographie scientifique du monde réel. Pour la première fois sur une carte européenne, l'Asie est un continent à part entière¹⁵, même si, pour notre regard contemporain, ses contours demeurent vagues et passablement abstraits¹⁶. Cependant, l'élément qui ressort sur ce document extraordinaire, c'est l'Afrique : la carte ne se contente pas d'identifier des ports côtiers en grand nombre, tant en Afrique du Nord que sur le littoral ouest-africain, ce qui est normal pour un portulan, elle donne aussi force détails sur l'intérieur des terres, ce qui était extrêmement rare jusqu'à cette époque-là.

Des cartes comme celle-ci n'étaient pas seulement des représentations concrètes du monde¹⁷ ; on se les arrachait dans les capitales européennes et ailleurs car elles offraient une synthèse des découvertes les plus récentes. En ce sens, il faut noter que l'Atlas catalan identifie le Mali et son roi, ici nommé Musse Melly. Ce souverain est représenté avec une peau très sombre, et il est décrit comme suit : « Souverain du pays des Noirs de Gineva [Ghana], ce roi est le plus riche et le plus noble de ces contrées en raison de l'abondance d'or qu'il tire de ses terres¹⁸. »

À l'époque de l'Atlas catalan, les cartographes européens avaient déjà joué pendant quelques décennies à qui en rajouterait le plus dans la légende de l'empereur Mansa Moussa. Ce qui est passablement ironique, c'est que, dans la réalité, le vieux roi du Mali n'est jamais parvenu – nous l'avons vu – à être tenu pour l'égal des empereurs et des monarques les plus puissants du monde. C'est à titre posthume que l'Atlas catalan vint couronner ses espoirs de reconnaissance et de renommée. Assis sur un trône, son image pleine de majesté et de sérénité est semblable à celle d'un monarque européen. Dans une main il tient un sceptre d'or, symbole de son autorité, et dans l'autre un globe doré qui représente sa richesse monumentale. L'élément nouveau, c'est la couleur de sa peau, d'un noir dénué d'ambiguïté. Tout autour de lui, aux quatre points cardinaux, se trouvent les grandes villes de son royaume, Tombouctou, Gao et Mali, ainsi que plusieurs mosquées. Ce décor sert à mettre en avant une scène dans laquelle il donne audience à un Touareg enturbanné vêtu d'une tunique verte et venu au Mali à dos de chameau afin de participer au très lucratif et très dynamique commerce caravanier de l'or.

L'Atlas catalan n'a pas seulement attiré l'attention des cours européennes sur l'emplacement supposé des plus grandes réserves d'or au monde ; il a lancé la mode d'un nouveau style de cartographie dont le point central consistait en l'exploration des mystères de la géographie africaine. C'est cela, et non les rêves d'Asie ou les progrès technologiques *per se*, qui donna le signal d'explorations plus intrépides. Et pourtant, cet atlas a également dû être perçu comme la solution d'une énigme. D'une part, la carte fournit un certain nombre de repères à ceux qui voudraient traverser le désert pour faire commerce d'or, et elle leur indique les voies empruntées par les marchands à travers le redoutable Sahara : « par ici passent les marchands qui se rendent au pays des Noirs de Guinée, qu'ils appellent la vallée de la Dra'a¹⁹ »²⁰. Plus important encore, un détail prétend montrer le point le plus au sud de la côte d'Afrique occidentale atteint par le Majorquin Jaume Ferrer dans sa quête du Rio do Ouro, et ce malgré l'absence totale de tout document attestant qu'il soit revenu. L'atlas situe la fin du voyage de Ferrer aux alentours du cap Juby, à l'extrême sud de la côte marocaine.

À l'époque de Ferrer, les Européens montraient depuis longtemps un intérêt marqué pour l'Inde, mais le mot « Inde », tout comme les mots « Maure » ou « Sarrasin », désignait des choses très différentes selon le contexte, et a servi pendant longtemps de toponyme pour les contrées d'Afrique du Nord-Est et au-delà, ce qui n'était pas de nature à éclaircir les choses. Quant à la Chine, on

ne pouvait guère la considérer comme vraiment mystérieuse, au moins pas depuis le célèbre récit – constitué aussi de passages complètement fictifs – de Marco Polo, publié au XIII^e siècle. À cette même époque, sous le règne des Mongols, les voies terrestres reliant l'Europe à l'Asie étaient largement ouvertes et donnaient lieu à un commerce florissant le long de la route de la soie. L'histoire des explorations maritimes au cours du siècle qui suivit la parution de l'Atlas catalan allait se concentrer non sur l'Asie, mais sur le désir impérieux de trouver l'origine des richesses aurifères de l'Afrique de l'Ouest.

Chapitre 4

ET VOICI LA MAISON D'AVIZ

On débat encore des origines précises de l'Atlas catalan. Le document est généralement attribué à un certain Abraham Cresques, un Juif qui vivait à Majorque et dont on pense qu'il était originaire de Catalogne ou d'Afrique du Nord¹. D'autres sont d'avis, toutefois, que c'est l'œuvre d'un collectif présumé, aux prétentions mathématiques et scientifiques, « l'école juive » de cartographie de Majorque, à laquelle appartenait Jehuda, le fils d'Abraham. Même embryonnaires, des détails aussi fragmentaires lèvent un coin du voile sur un univers très significatif. En effet, et même si c'est très frustrant pour traiter de ce sujet aujourd'hui, l'Afrique ne déroge pas à la règle du manque de sources écrites de première main quant à ce genre de pièces ou d'événements historiques de première importance. Par exemple, le seul document qui nous soit parvenu du prince Henri, dit « le Navigateur », est une lettre privée. Ce que l'on sait de ses actions, ou ce que l'on devine de sa vision du monde ne repose que sur une seule source, le récit d'un chroniqueur et hagiographe portugais rattaché à la cour du roi, Gomes Eanes de Zurara, qui aurait noté sous la dictée du prince Henri le récit d'événements déjà anciens.

Au XIV^e siècle, l'île de Majorque, qui appartenait à la couronne d'Aragon, était un *entrepôt*² d'une grande diversité culturelle qui réunissait sans heurt des gens venus des deux bords de la Méditerranée. À une époque où les Juifs faisaient face à une hostilité grandissante, le royaume d'Aragon se distinguait en les accueillant avec une relative hospitalité. Pour citer l'historien Felipe Fernández-Armesto :

Dès 1247, Jaime I^{er} encouragea les Juifs à entrer sur son territoire « à fin d'y demeurer et de s'y installer ». On leur fit bon accueil dans les territoires péninsulaires du royaume pendant les cent cinquante années qui suivirent. Ils purent s'y réfugier après avoir subi des exactions dans des régions frontalières, comme lors de leur expulsion du Roussillon et de Montpellier en 1307³.

C'est cette tolérance qui a fini par inciter la communauté juive de Majorque à jouer le rôle primordial mais méconnu d'intermédiaire entre deux continents voisins, l'Afrique et l'Europe. Cela n'était pas sans rapport avec leur statut traditionnel de marchands, sans compter le fait que les Juifs avaient, à la différence des chrétiens, le droit de voyager librement et même de résider sur les terres islamiques d'Afrique du Nord, et ce sans devoir porter des vêtements distinctifs de leur obédience religieuse⁴.

Les Juifs avaient fait du commerce à une échelle modeste en Afrique du Nord depuis le milieu du XIII^e siècle, tandis que Gênes, qui faisait partie des puissances les plus ouvertes sur le monde extérieur à l'époque, commençait à y établir des comptoirs, ainsi que dans le sud de la péninsule Ibérique. Il est très probable que des Juifs, peut-être accompagnés par des marchands génois⁵, eussent déjà traversé le Sahara à plusieurs reprises à la fin du XIV^e siècle, en atteignant les cités commerciales du Sahel occidental. Pour citer un historien contemporain, « Antonio Malfante, un Génois qui se rendit dans l'oasis de Tuat, dans l'actuelle Algérie, en 1447 évoque "les nombreux Juifs qui y mènent une vie prospère sous la protection de différents chefs qui défendent leur clientèle" ⁶ ». Quand ils voyageaient vers le sud de concert avec les marchands musulmans, les Juifs qui vivaient dans ces zones se servaient de lettres de crédit pour troquer, dans la caravane transsaharienne, des habits fabriqués pour les autres Juifs du Maghreb contre de l'or en provenance des empires ouest-africains du Ghana ou du Mali⁷. Ces lettres de crédit s'inscrivaient dans ce que Ghislaine Lydon, spécialiste de l'histoire du Sahara, a qualifié d'« économie papier de la religion ⁸ », et qui a été établie par les marchands juifs, rejoints bientôt par leurs confrères musulmans, sur des réseaux

commerciaux sillonnant le désert du Sahara depuis plusieurs siècles déjà.

Dès le XII^e siècle, l'appât de l'or africain avait conduit les Génois à fonder des enclaves commerciales – alors appelées *factoreries* – à Ceuta, avec l'autorisation des musulmans. Cette petite péninsule, située entre l'Ibérie contrôlée par les musulmans au nord et l'Afrique du Nord, également musulmane, au sud, était un terminus très important de la très riche route caravanière par laquelle transitait l'or africain. C'est sur cette toile de fond d'une connaissance toujours plus grande des richesses africaines (qu'elle provienne des réseaux commerciaux musulmans et juifs ou de l'expertise croissante des Européens tant en matière de cartographie que de navigation) que s'est déroulée la quête précoce d'un Empire au-delà des mers par les premiers souverains du Portugal. On peut faire remonter le début de cette conquête à la bataille d'Aljubarrota, en 1385, qui vit les armées d'un prince illégitime, João I^{er}, mettre en déroute l'armée de Castille et régler ainsi la bataille de succession en plaçant sur le trône une nouvelle lignée, la dynastie d'Aviz.

Dix ans seulement séparent la publication de l'Atlas catalan, en 1375 (avec ses nombreux détails sur le royaume opulent de Mansa Moussa, pourtant mort depuis 1335), et l'instauration de la dynastie d'Aviz au Portugal, soit à une période charnière dans l'histoire de l'Europe. La seconde moitié du XIV^e siècle allait être marquée par deux phénomènes majeurs, l'un très connu et l'autre nettement moins. Le premier, c'était la pandémie de peste noire, qui connut son apogée autour de 1350 en décimant entre un tiers et soixante pour cent de la population d'Europe occidentale : la pénurie de travailleurs manuels qui s'ensuivit incita très certainement l'Ibérie et l'Italie à vouloir acquérir des esclaves africains. Le second phénomène, c'est une crise très grave de la balance des paiements, provoquée simultanément par la baisse de la production dans les mines d'argent en Europe, peut-être aussi en raison du manque de travailleurs, et par une circulation moindre de l'or en provenance du Sahel. On attribue a priori la diminution du commerce de l'or à l'instabilité politique des crises de succession dans l'empire du Mali.

Depuis l'Antiquité, l'Europe avait connu des périodes de trouble en raison de crises régulières dans la balance des paiements. En effet, l'Europe, qui n'occupait qu'une place secondaire dans l'économie mondiale naissante, avait peu de produits manufacturés à offrir sur les marchés de Chine, du sous-continent indien ou d'Asie du Sud-Est, en échange de produits de luxe tels que la soie, les cotonnades raffinées ou les épices. Aux XIV^e et XV^e siècles, le manque chronique de numéraire était si prononcé que les pèlerinages religieux, qui ponctionnaient lourdement les réserves d'or et d'argent, avaient un coût prohibitif⁹.

Pour reprendre les mots de Fernand Braudel, depuis l'essor de l'Empire du Ghana au Sahel, au début de la période du Haut Moyen Âge, l'or en provenance d'Afrique était la manne providentielle permettant de résoudre ces problèmes embarrassants : « Le Maghreb est, dès le XIII^e siècle, de façon évidente, la mine d'or sans quoi l'activité méditerranéenne, notamment le riche et puissant commerce du Levant, serait stoppée ou pour le moins compromise¹⁰. »

Des années 1340 aux années 1370, à l'apogée de l'empire du Mali, de vastes quantités d'or africain emplirent les coffres européens¹¹ ; de quatre cents à huit cents kilogrammes d'or du Soudan, principalement en poudre, étaient enregistrés chaque année pour la seule cité de Gênes. Avec le déclin du Mali, au tournant du XIV^e au XV^e siècle, les ateliers monétaires d'Europe firent face à des pénuries importantes, au point que certains d'entre eux durent suspendre leur activité voire fermer boutique, comme celle des Flandres, qui cessa toute production entre 1402 et 1410. La fabrication de pièces d'or dégringola en Angleterre à cette époque, passant d'une moyenne annuelle de 56 064 livres dans les années 1360 à une moyenne annuelle de 4 715 livres de 1401 à 1410. Il s'ensuivit un manque criant de liquidités, ainsi que le retour massif à un système économique plus primitif fondé sur le troc. Au milieu du XV^e siècle, le pape Pie II résuma assez bien l'opinion générale de ses contemporains concernant la pénurie de numéraire : « Les problèmes d'argent prédominent, et sans argent, comme on dit souvent, rien ne peut être mené à bien¹². » Pour les Européens, bien entendu, les « argentiers » étaient généralement les Juifs ; la crise de l'or devint bientôt un facteur important dans la vague d'émeutes et de pogroms qui ciblerent les Israélites dans de nombreuses régions d'Europe.

Pour bien comprendre l'établissement de la dynastie d'Aviz et la quête portugaise de territoires en Afrique aussi tôt dans l'histoire, il faut la resituer dans ce contexte. Le Portugal n'a signé de traité de

paix avec la Castille, son voisin plus grand et plus riche, qu'en 1411. Les années d'escarmouches frontalières qui précédèrent laissèrent le Portugal, encore faiblement urbanisé, dans un état de disette économique absolue, ce qui rendait nécessaire de trouver de nouvelles sources de revenus.

La population du pays, d'à peine un million d'habitants, ne faisait que vivoter, en proie à un immobilisme social total : la plupart des sujets de João I^{er} ne survivaient qu'avec le troc, sans jamais s'éloigner beaucoup de chez eux. À l'exception du sel de Setubal, du vin et du poisson fumé, le Portugal n'avait que peu de produits d'exportation. Le nouveau souverain devait trouver de toute urgence de quoi perpétuer sa couronne¹³, en particulier face aux entreprises hardies et continuelles de la Castille.

Après tant d'années de guerre et de bouleversements dans la péninsule, d'autres auraient pensé que la paix comptait plus que tout afin de permettre à la couronne du Portugal de s'enraciner, mais ce n'était pas l'avis de la dynastie d'Aviz. Après avoir accédé au pouvoir grâce à une insurrection armée, et donc ni plus ni moins qu'un coup d'État, João I^{er} devait créer de toutes pièces une nouvelle élite. Pour ce faire, il fit sien l'idéal violent de son époque, fait de chevalerie et de croisades, et s'appuya sur ses six fils, dont le plus célèbre d'entre eux, le prince Henri, né en 1394. Le Portugal était trop petit et trop pauvre pour être à la hauteur des aspirations élémentaires d'un clan royal au territoire et aux ressources limités : c'est pourquoi le troisième fils, Henri, qui n'avait aucun espoir d'hériter de la couronne, porta le regard vers des contrées lointaines, ce qui lui valut, après sa mort, le surnom d'Henri le Navigateur.

Dans la première moitié du XV^e siècle, la couronne d'Aviz allait, sous l'influence constante du prince Henri, adopter le mot d'ordre célèbre du pape Urbain II lors du concile de Clermont, quatre siècles plus tôt, et l'appliquer à la lettre en dehors de l'Europe, notamment sur les terres habituelles des croisades, au Proche-Orient. Urbain II avait alors encouragé les Européens des régions méridionales à explorer au-delà de leurs territoires, qui étaient entourés de montagnes et « cernés par la mer¹⁴ ». Peu enclins à défier la Castille d'une part et à relancer les croisades dans le Levant, les Portugais se lancèrent dans la conquête de terres éloignées. Comme nous l'avons vu, dans un premier temps, la conquête se fixa sur Ceuta. Méconnu des Portugais jusque-là, ce promontoire à l'entrée de la Méditerranée devint une cible de choix, à la suite d'un concours de circonstances et d'intérêts économiques. Son premier avantage était d'être de taille modeste et pas très éloigné, à deux cent cinquante kilomètres seulement des côtes portugaises. Au moment où la Castille prenait pied dans les îles Canaries, le Portugal a dû craindre de se trouver distancé par son grand rival ibérique au début de la conquête de l'outre-mer, et Ceuta était en soi une conquête intéressante.

Les Portugais avaient d'autres objectifs, notamment de courtiser la puissante Église catholique en faisant la guerre aux infidèles. Toutefois, en des temps de disette, en particulier de pénurie d'or sur l'ensemble du continent européen, c'est sans doute la mainmise sur l'accès aux ressources aurifères d'Afrique grâce au contrôle d'un des terminus du commerce transsaharien qui était la première de leurs priorités.

La nouvelle de la prise de Ceuta par les Portugais, qui dura treize heures en tout et pour tout, grâce à une attaque massive par la mer le 21 août 1415, se répandit comme une traînée de poudre dans toute la chrétienté en clamant à la face de l'Europe que Lisbonne était une nouvelle puissance à ne pas négliger. Ce n'est pas le prince Henri qui mena l'assaut mais, du haut de ses vingt et un ans, il y joua un rôle majeur¹⁵, et risqua même sa vie en prenant place dans les premiers rangs au début de la bataille, ce qui fournit moult détails croustillants qui allaient servir à écrire la légende de ses hauts faits de chevalerie.

Les Portugais furent passablement dépités, toutefois, de découvrir qu'il ne suffisait pas de contrôler Ceuta pour avoir la mainmise sur l'or africain. Le terminus nord de la caravane commerciale transsaharienne se déplaça de quelque cinquante kilomètres à l'ouest et resta entre les mains des musulmans ; Tanger, le nouveau terminus, était une cible militaire beaucoup plus risquée que Ceuta, comme Lisbonne allait l'apprendre à ses dépens. Dans l'intervalle, il allait falloir, pour conserver Ceuta, installer une garnison et construire des fortifications onéreuses.

D'une façon tout à fait imprévue, les contraintes liées à la nécessité, pour le Portugal, de garder le contrôle de Ceuta transformèrent ce petit territoire en un site pionnier d'expérimentation pour la colonisation comme pour la construction d'un Empire. Ceuta était un vrai repoussoir pour les

soldats portugais, et même l'ordre du Christ, la section de l'ordre des Templiers dirigée par le prince Henri, fit la sourde oreille quand il fallut défendre la péninsule contre les Marinides. N'ayant guère d'autre choix, Lisbonne y installa des prisonniers et se débarrassa d'un certain nombre de marginaux indésirables : ainsi, Ceuta a l'honneur douteux d'être le premier territoire à avoir mis en place cette stratégie de peuplement et d'administration des comptoirs maritimes. Une autre colonie portugaise allait lui emboîter le pas dans les décennies suivantes.

Chapitre 5

DES ÎLES DANS LE VENT

Henri se réjouit peut-être de la gloire que lui apportait la conquête de Ceuta, mais il détourna son attention, durablement, et non sans de sérieuses raisons, vers les îles Canaries. En effet, celles-ci, quoique nettement plus éloignées et déjà sous le contrôle au moins partiel de la Castille, devinrent, à ses yeux, un objectif plus précieux, au point de ravir à Ceuta son titre de premier site d'expérimentation impériale jusque dans les années 1470. Le point le plus proche de cet archipel qui appartient aujourd'hui à l'Espagne se situe à quatre-vingt-quinze kilomètres seulement des côtes marocaines, à leur niveau le plus méridional. Les Canaries n'occupent guère de place dans les livres d'histoire, et moins encore dans les débats contemporains, mais l'archipel est en réalité la première colonie européenne dans l'océan Atlantique, et donc le lieu où les Portugais, les Espagnols, entre autres, développèrent leur goût de la conquête impériale, ainsi qu'un certain nombre de méthodes peu recommandables pour parvenir à de telles fins. L'esclavage de possession, le génocide, l'endoctrinement religieux par la violence, la colonisation par confiscation des terres : l'archipel des Canaries a été le berceau de ces pratiques dans l'aire atlantique.

Au moment de la conquête de Ceuta par les Portugais, les peuples autochtones des Canaries avaient déjà fait face, de la part des Européens, à des décennies d'exactions et d'atrocités. Tout au long du XIV^e siècle, les îles furent mises à sac et pillées. Quant aux habitants, lointains cousins des peuples voisins d'Afrique saharienne qui avaient gouverné longtemps l'Espagne musulmane, ils appartenaient à une civilisation de l'Âge de pierre ; ils furent arrachés à leurs terres, déportés en Europe et vendus sur les très lucratifs marchés aux esclaves. Plus tard, ils furent troqués, toujours comme biens meubles, afin de travailler dans les premières plantations sucrières des îles voisines.

Les conquérants ibères avaient pensé de prime abord que les Canariens seraient une proie facile. Les Européens avaient aussitôt vu en eux des primitifs, car ils ne savaient pas naviguer, portaient peu de vêtements, et les objets qu'ils possédaient étaient en bois ou en corne. On imagine sans mal que de tels éléments culturels convainquirent les Européens de leur propre supériorité. En 1393, au terme d'une expédition militaire consécutive sur l'île de Lanzarote, les Castellans firent prisonniers un roi et une reine, ainsi que cent soixante autres personnes, qui furent pour la plupart déportées en Espagne comme esclaves. Le chef de l'expédition, Gonzalo Pérez Martel, assura au roi de Castille que les Canaries seraient « d'une conquête aisée... et peu onéreuse¹ ». Cent ans plus tard, Christophe Colomb fit montre de la même outrecuidance en débarquant sur une terre que ses habitants nommaient Ayiti (Haïti). D'après le missionnaire et historien espagnol Bartolomé de las Casas, voici ce qu'écrivit Colomb dans son journal : « Nous vîmes des personnes nues, des gens pauvres à tous égards². » Peu de temps après, il écrivit ce qui suit au sujet d'une île dont l'on estime la population de l'époque à trois millions d'habitants : « Avec cinquante hommes on pourrait tous les soumettre et leur faire tout ce que bon nous semblerait³. » Une telle prédiction a de quoi faire froid dans le dos, quand on sait ce qu'il est advenu des Taïnos, les habitants autochtones d'Haïti, dont la population fut décimée : au bout d'un demi-siècle, ils n'étaient plus que cinq cents, en raison de l'exposition à des maladies infectieuses inconnues d'eux. Dans le contexte qui nous intéresse, on préfère voir en Lanzarote et Haïti les pôles opposés d'une courbe asymptotique constituée par le processus d'apprentissage des Européens en Afrique. L'arrogance et la fatuité des Européens, conjuguée aux jugements expéditifs et à une ignorance totale des langues, des religions et des institutions des autochtones, allait se traduire par des conflits destructeurs dans l'ensemble du monde atlantique. On le sait moins car l'histoire écrite par les « vainqueurs » n'en parle guère, mais ces peuples ont souvent mis à mal les prétentions des envahisseurs européens.

Ainsi, les Canariens se sont souvent défendus contre les opérations militaires de grande ampleur

et ont fait montre d'une efficacité remarquable face aux armées ibériques, tant au moyen d'épieux effilés fabriqués à partir de troncs affûtés que de jets de pierre « assez violents pour désarçonner et jeter à terre un chevalier armé de pied en cap⁴ ». Dans les lignes qui suivent et dans lesquelles il se plaint des Canariens, Alvise da Ca'da Mosto, marchand d'esclaves vénitien du XV^e siècle qui fut également au service du prince Henri dont il chroniqua les explorations maritimes, a tout de l'officier britannique du XVIII^e siècle se plaignant des tactiques « irrégulières » – mais, en cela même, efficaces – de l'armée de George Washington :

Ils bondissent de rocher en rocher, pieds nus, comme des chèvres. Ils font des sauts incroyables. Leurs jets de pierre sont aussi précis que puissants, et ils atteignent n'importe quelle cible. Ils sont si vigoureux qu'en quelques coups leurs bras fracassent un bouclier... J'en conclus qu'il s'agit de la race la plus adroite et la plus agile au monde⁵.

En 1424, une petite armée d'autochtones repoussa un assaut d'envergure – le premier d'une longue série – lancé par des hommes au service du prince Henri, car ce dernier souhaitait revendiquer la propriété de l'archipel contre les prétentions de l'Espagne. Plus tard, en 1468, les habitants d'une autre île, aujourd'hui appelée la Grande Canarie, triomphèrent d'une offensive conjointe des Espagnols et des Portugais, ce qui constituait une alliance singulière pour cette première époque de l'impérialisme européen dans l'Atlantique. Cette fois-ci, les insulaires eurent le dessus en se servant d'épées et de boucliers en bois copiés sur ceux des envahisseurs⁶.

Ces batailles passent aujourd'hui totalement sous les radars, mais elles marquèrent le début d'une série presque interminable de guerres coloniales opposant, sur toute la planète et pour cinq siècles à venir, les Européens à des peuples autochtones. Ces combats se soldèrent bien plus souvent qu'on ne le dit par une défaite cuisante pour les colons ; l'exemple le plus illustre en est la victoire d'une armée d'anciens esclaves sur les armées européennes à Haïti quelque trois siècles plus tard.

Parti de Madrid, j'ai atterri à Las Palmas un soir de mars ; c'était mon premier séjour dans les Canaries, et j'étais impatient de découvrir s'il restait des traces de cette histoire. La douceur du soir me confirma illico que je n'étais pas en Europe ; pourtant, le reste de mon séjour allait me convaincre que, quoi que puisse suggérer la géographie, c'était l'Europe, d'un point de vue politique, juridique et surtout culturel. Après avoir traversé l'aéroport rempli de touristes, je pris un taxi pour me rendre en ville en longeant une côte éclairée par les plateformes pétrolières qui scintillaient au large comme autant de casinos. Parvenu au cœur même de la vieille ville, je vis un monde de rues pavées et de flancs de collines aménagés en terrasses s'ouvrir devant moi, un monde né il y a un peu plus d'un demi-millénaire. Ce paysage, c'était la quintessence de l'Espagne, jusqu'aux rues étroites avec leurs balcons en fer forgé et leurs restaurants servant de la paëlla au chorizo et des tortillas. Je savais que je ne rencontrerais aucun autochtone canarien, mais de toute évidence ils n'avaient pas laissé de trace non plus. Pas même une plaque commémorative. Au cours des jours qui suivirent, je fis de longues promenades dans des jardins publics surplombés par d'anciennes cathédrales et croisai des Africains exténués arrivés là de leur Sénégal ou de leur Mauritanie natale après une traversée en bateau particulièrement dangereuse, et ce dans l'espoir fou d'atteindre le continent européen. Je me demandai si les Espagnols qui vivaient là étaient conscients de l'ironie de la situation, dans la mesure où leurs propres ancêtres, pour la plupart de pauvres hères méprisés dans leur pays, avaient fait jadis le voyage en sens inverse. Il m'a bien semblé que non en faisant le tour d'autres monuments remarquables, comme la résidence aux murs jaunes, aux portes ouvragées et aux plafonds hauts ornés de riches boiseries que Colomb avait visitée en 1492, et qui était alors le palais du gouverneur. Colomb y avait fait escale le temps de réparer le gouvernail de la Pinta et de remplacer ses voiles avant sa célèbre traversée de l'Atlantique. Afin de profiter le plus possible des hordes de touristes bardés d'euros, le palais avait été transformé en un musée à la gloire de Colomb.

Dès que les Européens eurent fini de conquérir les Canaries, les autochtones furent anéantis méthodiquement, et leur culture également, ce qui reste un événement sinistre et méconnu ; même dans le musée consacré à Colomb, il n'en est pas du tout question. Il y a de multiples façons de concevoir la naissance de l'époque moderne. Tout en évitant les touristes qui posaient pour la photo, j'ai compris que ce génocide dont les Canariens avaient été les victimes plusieurs décennies avant l'extermination de la population indigène d'Hispaniola est un jalon aussi valable que les voyages de l'amiral génois pour marquer le début d'une ère nouvelle.

L'idée que la domination de l'Europe sur le monde soit liée à telle ou telle forme de supériorité est l'une des plus profondément ancrées dans l'inconscient collectif. Et ce qu'il s'agisse de technologie, de systèmes de croyance ou même d'une notion désormais rejetée par beaucoup (mais pas par tous) : les inégalités raciales innées. Aujourd'hui, l'idée que les Européens de l'époque médiévale aient eu une quelconque avance scientifique ou technologique sur les musulmans ou sur les Asiatiques du sud ou de l'Extrême-Orient ne tient pas face à un examen même rapide. Comme on l'a déjà vu avec la navigation, les Européens accusaient même un retard considérable dans de nombreux domaines. Tout aussi discutable est l'idée longtemps partagée selon laquelle le dogme chrétien incitait les Européens à des valeurs salutaires comme la raison, l'esprit d'aventure et la prospérité. Pour ne prendre qu'un des nombreux contre-exemples possibles, le confucianisme fait largement jeu égal avec le christianisme sur ces différents points. Les difficultés que les Portugais et les Espagnols ont eu à vaincre les Canariens, et dont j'ai fait état plus haut, aident aussi à comprendre pourquoi l'avantage des Ibères sur les Africains au XV^e siècle était beaucoup moins important que ce qu'on imaginerait aujourd'hui, quand bien même cet avantage serait avéré.

Rares sont ceux qui s'intéressent, par contre, aux raisons impérieuses qui poussaient le prince Henri ou ses rivaux espagnols à vouloir contrôler les îles Canaries. En lisant le passé avec les lunettes du présent, et donc en connaissant l'histoire de l'impérialisme européen, on peut être tenté, même sans s'en rendre compte, de voir en cet homme quelqu'un qui avait une vision d'ensemble audacieuse de la conquête maritime et qui voyait les Canaries comme un point d'appui pour partir à l'assaut de l'Inde, voire des Amériques. (Il faut rappeler à ce stade que ces dernières n'existaient qu'à l'état de spéculations chimériques. Le Brésil n'a d'abord été qu'un nom employé, à partir du XIV^e siècle, pour désigner une île improbable censée se trouver quelque part au milieu de l'océan Atlantique.) En fait, les motivations d'Henri étaient tout à fait terre à terre : si les îles Canaries et Ceuta revêtaient une telle importance pour lui, c'est qu'il avait les yeux rivés sur l'Afrique et qu'il rêvait encore de contrôler le commerce de l'or africain.

On croyait alors que les îles Canaries se situaient à la même latitude que le redoutable cap Boujdour, dont les Européens pensaient qu'il s'agissait d'un repère maritime au-delà duquel il était impossible de naviguer sans sombrer. On croyait aussi qu'en contrôlant des îles aussi proches du continent les Portugais ou les Espagnols disposeraient d'une base pour se lancer à l'assaut de la caravane de l'or, voire pour tenter leur chance dans des terres plus éloignées encore. Les Canaries se situent approximativement à la même latitude que le point le plus méridional du Sahara et donc que l'orée de la région dont il a déjà été beaucoup question ici, le Sahel. D'ailleurs, le mot *Sahel* vient de l'arabe *sahil*, qui signifie « rivage ». Cette large bande de brousse aride qui abrita les grands royaumes soudanais du Moyen Âge était bel et bien un rivage, mais un rivage bordé par les dunes du plus grand désert au monde. Après avoir échoué à contrôler la route de l'or en s'emparant de Ceuta, le prince Henri projeta d'intercepter l'or du Soudan avant même qu'il n'ait atteint le désert, et donc avant les rivages métaphoriques du Sahel.

S'il était besoin d'un argument supplémentaire pour explorer l'Afrique, l'existence d'une race de « païens » sur les îles Canaries l'offrait sur un plateau⁷. Dans une perspective purement économique, et avec une condescendance caractéristique, le chroniqueur officiel du prince Henri, Cadamosto, décrivit ainsi les Canariens après les avoir observés : « Ils n'ont pas de foi et ne croient pas en Dieu : certains vouent un culte au soleil, d'autres à la lune et aux planètes ; leur esprit est peuplé de chimères étranges et idolâtres⁸. » Henri se prit à espérer que plus au sud, sur les côtes africaines, il pourrait se trouver d'autres peuples, distincts des Maures, et non convertis à l'islam, donc des peuples qu'on pourrait convertir au christianisme et enrôler dans la lutte des Portugais contre les puissants infidèles d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Dans sa *Crónica da Guiné*, écrite en 1450, Gomes Eanes de Zurara, le biographe fidèle du prince Henri, énuméra cinq raisons à cette exploration de la côte ; l'une d'elles était de « trouver des princes chrétiens dont le bon naturel et l'amour du Christ fussent si marqués qu'ils seraient désireux de s'allier contre les ennemis de la foi catholique ».

Des idées de ce genre, qui ont perduré jusqu'à la fin du XVI^e siècle, proliféraient autour des années 1450 à la mesure des graves contresens géographiques encore en vigueur dans la péninsule Ibérique et dans toute l'Europe. Comme plusieurs de ses contemporains, Henri croyait qu'au sud du cap Boujdour, quelque part sur les côtes africaines, se trouvait l'embouchure d'un

très grand fleuve, un *Sinus Aethiopicus*, qu'il suffisait de remonter pour rejoindre l'Abyssinie et la mer Rouge. C'était là que se trouvait le royaume légendaire d'un roi chrétien nommé le prêtre Jean. Cette figure mythique se trouvait censément à la tête d'un vaste et puissant royaume et d'une armée que les Portugais rêvaient d'enrôler dans une croisade contre les Mamelouks turcs, lesquels contrôlaient les anciennes routes de la soie au Proche-Orient. Trouver le prêtre Jean, c'est l'une des motivations mentionnées dans la *Cronica de Guiné*, et qui a souvent été citée – exagérément, selon moi – pour expliquer l'aventure africaine des royaumes d'Ibérie au XV^e siècle.

Un examen minutieux de la navigation portugaise à l'époque du prince Henri montre que les allusions aux Indes et aux Indiens parlaient en fait de l'Afrique :

« L'Inde » qu'évoquent les documents de l'entourage d'Henri, c'est l'Afrique du Nord-Est. Depuis que la situation présumée de l'empire chrétien légendaire du prêtre Jean s'était déplacée, dans des ouvrages parus en Europe méridionale, de l'Asie vers l'Afrique au début du XIV^e siècle, la partie du continent africain située à l'est du Nil et au sud de l'Égypte était désignée par les cosmographes comme India Tertia. Par conséquent, quand les documents portugais parlent d'« Indiens », il faut comprendre qu'il s'agit des chrétiens noirs de l'empire africain du prêtre Jean. Les sujets de cet empire étaient souvent désignés comme des Indiens par les Européens du XV^e siècle⁹.

Les campagnes pour soumettre le Maroc et pour s'emparer des îles Canaries allaient occuper le prince Henri pendant la majeure partie de son existence. Toutefois, on comprend mieux les efforts militaires et diplomatiques pour revendiquer l'archipel – qui se soldèrent par un échec total – si on y voit la perspective de l'or africain, et non l'attrait de ces îles pour elles-mêmes. L'idée était de trouver un raccourci dans la lutte âpre contre les musulmans d'Afrique du Nord. Ce que voulaient les Portugais, ce n'était pas tant contourner l'Afrique, comme on l'a souvent supputé, qu'éviter la région hostile du Maghreb.

En échouant dans sa tentative d'arracher les Canaries à l'Espagne, le Portugal devint, par un retournement passablement ironique, la nation exploratrice la plus accomplie du monde atlantique au XV^e siècle, et ce dès les premières années, avec Madère en 1424, puis les Açores. Malgré leur petite taille, ces îles offrirent à Henri de nouvelles ressources financières ainsi qu'une influence politique accrue. Mieux encore, en collaborant avec des marchands génois, le prince en vint à posséder, sur l'île récemment conquise de Madère, ce qui fut certainement le premier moulin à sucre de l'Atlantique : cet investissement très rentable annonçait de quoi l'avenir serait fait. Au milieu du siècle, Madère produisait quasiment soixante-dix tonnes de sucre par an ; en 1456, les salons de Bristol découvrirent ce nouveau produit de luxe grâce à un navire anglais qui y avait fait escale. À l'époque le sucre était surtout recherché pour ses vertus médicinales exotiques.

Les Portugais calculèrent que la seule façon concrète de produire du sucre en larges quantités impliquait le recours massif aux esclaves. Des individus libres, blancs ou non, refuseraient de se plier aux exigences brutales du travail dans les canneraies, et ce même en faisant appel aux personnes les moins socialement favorisées. Comme l'a montré l'historienne Wendy Warren, « la production de sucre dans les plantations compte parmi les inventions les plus mortelles de l'histoire de l'humanité¹⁰ ». Au début, les Portugais firent venir à Madère des esclaves des îles Canaries, mais face à la hausse vertigineuse de la production de sucre, qui atteignit deux cents tonnes par an en 1472 avant de quadrupler encore un quart de siècle plus tard, ces îles bientôt désertes s'avérèrent des viviers insuffisants¹¹. La population du Portugal était trop faible pour fournir assez de travailleurs, tandis que les forêts opulentes de Madère fournissaient assez de bois bon marché pour construire des navires sur place et lancer des razzias contre les Imraguens, un peuple de pêcheurs vivant sur les côtes du nord-ouest de l'Afrique¹².

En 1433, Henri ordonna à un marin du nom de Gil Eanes de descendre vers le sud en essayant de franchir la frontière psychologique du cap Boujdour. Tout en admettant volontiers qu'il était terrifié, Eanes n'exécuta pas cet ordre et rentra au Portugal après avoir atteint les Canaries. Henri l'y renvoya l'année suivante ; Eanes fut surpris de voir qu'en approchant du point tant redouté ses hommes ne se mutinaient pas. Le continent en vue, ils avaient constaté que les mers autour de ce

qu'ils pensaient être le cap Boujdour – mais en fait, c'était le cap Juby, à quelque deux cent soixante-dix kilomètres au nord de leur destination – n'étaient ni noires ni agitées par des tourbillons, selon ce que disait la légende, mais bien plutôt « aussi dociles que les eaux de chez nous ». Malgré le mal qu'il s'était donné, Eanes ne rapporta rien de plus remarquable qu'une brindille de romarin trouvée sur le rivage. Une autre mission envoyée dans la même région, en 1435, fit état de traces d'hommes et de chameaux trouvées sur le sable du littoral. Lors d'une autre expédition, en 1436¹³, les marins ne découvrirent rien de moins que le Rio do Ouro, qui s'avéra ne pas être l'estuaire d'un fleuve, mais une baie... Malheureusement, pas trace d'or.

Malgré tout cela, et sans doute poussé par l'Atlas catalan, le prince Henri demeura convaincu qu'il fallait persister et que la découverte du Fleuve de l'Or lui permettrait d'accéder aux mines du Mali et à leurs richesses incommensurables. Des avis plus dubitatifs se faisaient entendre à la cour du Portugal, arguant que, dans le contexte de la rivalité avec la Castille pour le contrôle des Canaries ainsi que de la guerre au Maroc, l'exploration des côtes africaines était une diversion au coût faramineux. Le plus complaisant des hagiographes du prince, Zurara lui-même, suggéra cela dans son récit de 1434 :

Dans les premiers temps, de par les grandes flottes que le prince assemblait à grand coût, ils négligeaient leurs biens propres et n'étaient occupés qu'à partager leurs maigres connaissances. Plus l'entreprise tardait à donner des résultats, plus les griefs s'accumulaient. Le plus grave était que ce n'était pas seulement ceux du peuple, mais aussi des gens d'importance qui en parlaient avec mépris, en jugeant que c'était une quête à fonds perdus dont aucun bénéfice jamais ne pourrait découler¹⁴.

Cette mise en question des décisions d'Henri, ainsi que de son intérêt pour des activités économiques en Afrique encore sans traduction concrète dans les faits, s'accrut après une défaite majeure pour les Portugais, l'échec de l'assaut sur Tanger en 1437, dont le but était de prendre le contrôle du terminus nord de la caravane de l'or. Cette déroute transforma profondément le climat politique à Lisbonne en imposant un net ralentissement des expéditions sur le littoral africain. Ce hiatus ouvre la voie à une comparaison historique fascinante entre la Chine de la dynastie Ming et le Portugal de la dynastie d'Aviz, en raison d'événements quasi contemporains et de circonstances singulièrement analogues.

Entre 1405 et 1433, Zheng He, un eunuque musulman au service de l'empereur des Ming, Yongle, entreprit sept grands voyages en arborant les couleurs de la Chine à la puissance maritime inégalée ; il rapporta des girafes ainsi que des quantités d'autres trésors et d'objets exotiques glanés sur les côtes d'Afrique de l'Est et dans l'océan Indien. Zheng He commandait à des flottes d'environ deux cents vaisseaux, soit soixante-dix de plus que la célèbre Armada espagnole de 1588, sans compter que les navires étaient beaucoup plus grands que ceux de l'armée espagnole et qu'ils transportaient la bagatelle de vingt mille soldats très expérimentés. Pourtant, pour des raisons qu'on ne parviendra sans doute jamais à éclaircir, le jeu parut ne plus en valoir la chandelle, et ces missions colossales aux visées pécuniaires subirent un coup d'arrêt brutal.

Dans le débat opposant des confucianistes austères, surtout intéressés par la politique intérieure, et des factions rivales tentant de justifier les coûts et le gain potentiel des explorations maritimes à l'autre bout du monde, les premiers l'auraient emporté. La Chine se retira brutalement de la course aux découvertes maritimes, au point de détruire la flotte de Zheng He, ce qui, au vu de sa taille, ne laisse pas d'étonner. Deux salles, deux ambiances : une décennie plus tard tout au plus, après une brève période où le prince Henri dut ronger son frein, ce sont ses adversaires plus frileux qui perdirent, au terme d'un débat très similaire. Soucieux d'économies, les critiques du prince Henri souhaitaient recentrer la puissance de Lisbonne sur la frange atlantique et la Méditerranée en consacrant les moyens modestes de leur petit royaume à mener des croisades et des opérations de pillage au Maroc¹⁵. Toutefois, à partir de 1448, d'autres firent remarquer la croissance exponentielle du nombre d'esclaves arrachés aux côtes africaines : après la prise de Constantinople par les musulmans, en 1453, et l'assèchement du vivier traditionnel d'esclaves en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, la balance pencha en faveur du Navigateur. Tournant fatidique.

Ce revirement si important dans l'histoire du monde atlantique a été documenté dans la *Crónica da Guiné*, de Zurara, le récit officiel des voyages de découverte menés sous l'égide du prince Henri le

long des côtes ouest-africaines entre 1434 et 1448. Après avoir constaté la facilité avec laquelle les Portugais embarquaient des esclaves, qualifiés de « Maures », ceux qui s'étaient opposés aux injonctions d'Henri de poursuivre toujours plus vers le sud admirent, d'après Zurara, qu'ils s'étaient trompés¹⁶. Dans un concours de flagornerie à l'égard de leur seigneur et maître, certains allèrent jusqu'à prédire que, fort de ces cargaisons d'esclaves, Henri passerait à la postérité comme un second Alexandre le Grand¹⁷.

Chapitre 6

AU CŒUR DES LUMIÈRES*1

Si l'on en croit le chroniqueur du prince Henri, Cadamosto, le port de triage construit sur l'île d'Arguin, au large de la Mauritanie actuelle, fournissait de huit cents à mille captifs par an au commerce d'esclaves déjà florissant du Portugal. Même si la comparaison avec Alexandre semble ridicule aujourd'hui, cela représentait, pour l'époque, une somme colossale en capital humain : bientôt, de larges convois de navires quittèrent le Portugal pour se rendre en Afrique et prendre part à ce trafic. Il était si important de ne pas être à la traîne sur ce nouveau marché juteux que l'évêque de l'Algarve équipa une caravelle afin d'acquérir des esclaves sur la côte africaine¹ ; ce fut le début d'une longue histoire au cours de laquelle l'Église catholique n'a cessé de tirer profit de l'esclavage des Africains.

Les premières relations entre Portugais et Africains, dans les années 1440, tournaient uniquement autour de raids côtiers. La dynastie d'Aviz était fondée sur les codes d'une caste militaire prédatrice, et une idée centrale présidait à ses récents projets d'expansion : la guerre doit financer la guerre. Les explorations dispendieuses d'Henri à la recherche de l'or des côtes africaines n'avaient pas encore permis de mettre la main sur les ressources du précieux métal, et moins encore sur les points de contrôle du commerce. Au fur et à mesure que les dépenses s'accumulaient, il fallait trouver de nouvelles sources de revenu pour justifier de poursuivre cette quête de l'or. Pour simplifier, l'appât de l'or a orienté les Portugais vers le commerce des esclaves, qui a permis à son tour l'expansion d'un nouveau secteur, la production sucrière ; le sucre devait transformer le monde comme peu d'autres produits l'ont fait, avec à la clé une des pires tragédies de l'humanité.

Quoique cette décennie ait vu une accalmie relative sur le front des explorations, il ne faut pas se méprendre : les Portugais continuaient de chercher à mettre la main sur l'or africain, et les projets d'impérialisme ibérique continuaient de prendre forme en donnant des contours plus précis à la notion de race telle qu'elle allait influencer le monde atlantique au cours des siècles suivants. Non, nul ralentissement de ce côté-là. Le long des côtes de l'actuelle Mauritanie, les chevaliers et les petits seigneurs qui étaient légion dans les missions d'explorations – un commerce au vrai sens du mot – envoyaient à terre de petites brigades, souvent avec un ou deux chevaliers entièrement caparaçonnés, à seule fin de piéger les habitants et de les emporter comme captifs. À la grande stupeur de leurs victimes terrorisées, les soldats donnaient l'assaut en criant « Santiago », le nom du saint patron de l'Espagne, également honoré par les Portugais, et dont les prétendues apparitions miraculeuses lors des conquêtes étaient censées accorder la bénédiction divine aux missions de croisade. C'est ainsi qu'en 1441 le chef d'une de ces expéditions, nommé Antão Gonçalves, tendit une embuscade à un homme qui conduisait un chameau – et qu'il désigne comme « un Maure » – avant de revenir au même endroit à la nuit tombée pour y capturer une femme qu'il désigne comme « une Mauresse noire ». D'après certaines sources², cette femme serait la première victime de la traite transatlantique d'individus choisis en raison de leur couleur de peau, des Africains à la peau foncée. Bien entendu, elle n'a pas été déportée aux Amériques, qui n'avaient pas encore été « découvertes », mais le critère principal est celui de sa race présumée, explicitement mentionnée, et qui est devenu, aux yeux des Européens, le critère de choix pour être réduit en esclavage.

Gonçalves rentra au Portugal avec une cargaison d'à peine dix esclaves, ce qui peut sembler une « prise » dérisoire. Pourtant, cela suffit pour qu'il soit nommé gouverneur de la ville de Tomar, et obtienne le rang de chevalier dans l'ordre du Christ, une confrérie très influente³. Loin d'être décevant, c'était là un début très encourageant pour les Portugais ; comme nul ne peut en douter, c'était la promesse de captures d'Africains plus lucratives.

Trois ans plus tard, après y avoir été autorisées par Henri, qui détenait le monopole de la traite portugaise en Afrique, six caravelles partirent pour l'Afrique dans l'espoir de capturer plus d'esclaves ; le bilan net fut de deux cent trente-cinq femmes et hommes, au terme d'embuscades où retentirent plusieurs fois les noms de « Santiago » et de « São Jorge ». Lorsque les navires accostèrent dans le port de Lagos, sur la côte sud-ouest du Portugal, leur retour fit sensation. On raconta bientôt en tous lieux qu'il y avait des esclaves noirs, et une foule afflua pour assister à la première vente massive, en Europe, d'esclaves originaires d'Afrique subsaharienne. On y vit le prince Henri lui-même, qui résidait à cette époque dans la ville voisine de Sagres et qui vint observer le spectacle inédit d'un marché aux esclaves « du haut d'un cheval puissant, entouré de ses gens, et guettant sa part du butin⁴ ».

On doit à Zurara le seul récit encore disponible de cet événement ; il fait preuve, dans son langage, d'une dose surprenante d'ambivalence morale, surtout de la part d'un auteur qui ne faisait habituellement pas dans la dentelle pour tresser les lauriers du prince :

Faites que mes pleurs ne nuisent pas à ma conscience, non en raison de votre pouvoir absolu sur eux, mais parce que votre humanité pousse la mienne à pleurer de commisération sur leur sort et leurs souffrances. Si ces bêtes sauvages, avec leurs sentiments de brutes, sont à même de ressentir, de par leur perception naturelle, le tort que l'on fait à leurs semblables, que pouvez-vous attendre de moi qui, dans mon humanité, vois de mes yeux ce peuple misérable qui est, à ce que je m'en souviens, de la lignée des fils d'Adam⁵.

Zurara évoque encore plus clairement, dans la suite du texte, les tourments qu'il a endurés en voyant la souffrance d'êtres humains arrachés à leurs contrées lointaines, transportés sur les mers, et enfin vendus comme esclaves. À en croire ses mots, il fut particulièrement horrifié par la douleur des maris séparés de leurs épouses, et par celle des mères séparées de leurs enfants, ce qui allait devenir un leitmotiv de la traite transatlantique. Il décrit des femmes qui se jettent violemment à terre et se lamentent avant d'être frappées ou fouettées : « Qui pourrait donc, ajoute-t-il, en finir de cette vente par lots sans se faire violence⁶ ? »

Toutefois, il évoque presque dans la même phrase la distinction que l'on a vue émerger avec la capture par Antão Gonçalves d'une « Mauresse noire » trois ans plus tôt. Ainsi, voici ce qu'il dit des captifs fraîchement sortis des navires :

C'était un spectacle fabuleux, car il en était, parmi eux, dont le teint était raisonnablement clair et qui étaient beaux et bien faits ; d'autres avaient plutôt la couleur du léopard ; d'autres noirs comme des Éthiopiens et si mal faits, tant de visage que de corps, que les spectateurs pensaient voir des figures venues d'un hémisphère inférieur⁷.

C'est ainsi qu'apparut dans les années 1440 l'idée que les peuples noirs originaires de cette partie de l'Afrique où s'aventuraient les Européens pour la première fois étaient de pauvres malheureux à qui les caractéristiques même de la civilisation faisaient défaut du fait de leur couleur. À cette idée s'en ajoutait une autre, tout aussi fatale : ces gens étaient des païens, donc sans rien de commun, d'un point de vue religieux, avec les Maures, dont les Portugais savaient qu'ils étaient musulmans, et donc de ce fait qu'ils appartenaient – tout en étant des ennemis mortels – à une « civilisation du Livre ». Les Portugais ont commencé d'emblée à se servir de ces deux idées pour justifier l'esclavage des Noirs. Lors de la décennie suivante, les explorateurs européens furent confrontés à des sociétés africaines au système étatique solide et durent relativiser ce point de vue en admettant qu'ils n'avaient qu'un pouvoir limité dans ces contrées lointaines et en s'inclinant, au moins provisoirement, devant les lois du cru en matière d'esclavage.

Dans l'immédiat, notons que Zurara saisit là l'occasion de reprendre son rôle habituel d'hagiographe invétéré et de célébrer les motivations – ou plutôt les prétextes – de ce commerce d'esclaves noirs à l'instigation du prince Henri. On ne pouvait, selon lui, que légitimement « se réjouir de voir sauvées ces âmes autrefois condamnées à la perdition⁸ », ce qui signifie que ces êtres étaient condamnés à vivre sans croire en un Dieu chrétien, et donc sans bénéficier de Sa Grâce.

La vision des Noirs comme de brutes sans structure étatique ni croyances, sans civilisation et sans aucun système de défense collectif a pu servir de fondement juridique efficace pour mettre en place l'esclavage des Noirs à la fin du Moyen Âge, mais elle a forcément eu du plomb dans l'aile avec les expériences concrètes des Portugais en Afrique dans les années suivantes. L'image qui prédomine dans la compréhension habituelle de cette époque se trouve fort bien résumée par l'expression de l'historien Herman L. Bennett « du sauvage à l'esclave⁹ ». Ce terme décrit le hiatus, ou à tout le moins le raccourci qui explique comment on est passé des premiers contacts entre les Européens et « la Guinée » – en d'autres termes le pays des Noirs – dans les années 1440 à l'émergence de la traite transatlantique des esclaves à proprement parler environ un siècle plus tard.

Du fait des contacts entre Africains et Européens, les décennies qui se voient ainsi réduites à presque rien furent primordiales dans l'avènement du monde moderne, dans le développement de l'Occident et dans la situation de l'Afrique jusqu'à nos jours; elles sont pourtant à peine mentionnées dans la plupart des histoires publiées en Occident. La culture occidentale s'est longuement efforcée de perpétuer l'idée d'une Afrique précoloniale marquée par des mœurs primitives à l'état pur et par une totale incapacité à évoluer, de sorte que ce saut de la sauvagerie à l'esclavage (qui suppose un passage sans heurts de « la découverte » de l'Afrique subsaharienne par des explorateurs ibériques à la naissance du commerce d'esclaves dans le Nouveau Monde) devient pour beaucoup une transition qui va de soi et ne requiert pas d'explications. Les Européens étaient manifestement supérieurs dans les domaines revêtant une quelconque importance et, après la conquête des Amériques et la disparition massive des populations autochtones de ce continent – elles-mêmes présumées primitives – il fallait un large vivier de travailleurs pour venir en aide aux colons blancs. Dans ces circonstances, les Noirs de « Guinée », pas civilisés et plus ou moins inoffensifs, donnaient l'impression d'être des victimes toutes trouvées : c'était la solution évidente à une pénurie de travailleurs manuels aussi imminente que massive. Si l'on suit ce paradigme, l'Afrique de cette époque est dénuée d'importance et d'histoire; ce n'est qu'une énigme.

Ce récit déraile passablement à partir de 1448. En effet, le prince Henri a ordonné officiellement la cessation des croisades et des razzias qui avaient permis d'importer des corps de personnes africaines en vue de la traite des esclaves; le contre-modèle qu'il propose à partir de là relève de la diplomatie conventionnelle. Même s'il en est rarement question, c'est ce modèle, qui n'impliquait pas seulement des palabres mais une reconnaissance mutuelle entre souverains ainsi que l'ensemble de l'appareil d'État¹⁰, qui a prévalu dans les relations entre les nations européennes et l'Afrique subsaharienne jusqu'au XVII^e siècle : envoi d'ambassades, formation d'alliances, signature de contrats commerciaux formalisés, traités de paix...

Ce changement de stratégie est dû en partie à la prise de conscience, par les Portugais, que la conquête de vastes territoires africains offrait le plus grand théâtre d'opérations outre-mer, mais aussi, très probablement, le plus remarquable « trophée » de toute la planète. La raison n'en est pas toutefois, comme certains le prétendent, qu'il n'y avait pas eu de progrès majeur dans l'exploration de l'Asie. La vraie raison est que l'Afrique a commencé à contribuer fortement à la prospérité européenne dans la seconde moitié du XV^e siècle, en jouant un rôle de premier plan dans deux grandes mutations économiques, la capitalisation des économies ibériques¹¹ et l'essor d'une nouvelle pièce d'or, le *cruzado*, en 1457, ce qui a accéléré l'urbanisation et la mobilité sociale en Europe. C'est pour souligner cet état de faits que Manuel I^{er} devint, au début du XVI^e siècle, le deuxième roi portugais, après Alphonse V, à prendre le surnom de « l'Africain ». ¹² L'Afrique de l'Ouest était si importante qu'on l'appela « le Nouveau Monde » plusieurs décennies avant la découverte des Amériques¹³; les richesses de cette partie du monde étaient d'une importance si vitale pour Lisbonne que la Couronne considérait l'Afrique noire comme sa métropole, un peu comme les Espagnols, plus tard, avec le continent américain. Preuve s'il en fallait une que tout cela n'était pas secondaire, le Portugal a livré au large de l'Afrique de l'Ouest les premières batailles navales entre nations européennes hors des eaux continentales justement pour y conserver son avance.

Si le prince Henri ordonna d'en finir avec les razzias pour capturer des esclaves, c'est aussi en partie parce qu'un nombre non négligeable de Portugais trouvaient la mort dans ces combats, en dépit de leur armure, ou peut-être à cause d'elle. Les lourdes plaques métalliques qui servaient de

protection les ralentissaient inévitablement, sans compter que l'armure devait rendre la chaleur des tropiques absolument insupportable. De plus, il semble que les communautés côtières se soient rapidement passé le mot quant à ces étrangers violents arrivés par les mers, et si rapidement que les Portugais ont dû s'aventurer de plus en plus vers le sud, puis vers l'est, afin de continuer à capturer assez d'esclaves. En effet, dès que les Portugais avaient fait un raid dans une région, les villageois étaient particulièrement à l'affût des visites suivantes des Blancs. Par ailleurs, les Noirs qui n'évitaient pas purement et simplement tout contact avec les Européens se défendaient très bien, et mieux même que les farouches Canariens. Ce n'était pas parce qu'ils avaient recours à des tactiques contraires à toute déontologie, ni parce qu'ils avaient des capacités physiques quasi surhumaines, comme le prétendaient les Portugais (qui allèrent jusqu'à dire, par exemple, que les Africains pouvaient s'enfuir en nageant aussi bien que des cormorans), mais parce qu'ils avaient à leur disposition tout un éventail technologique : ils avaient des barques profondes et rapides qui mesuraient jusqu'à vingt-cinq mètres de long, transportaient jusqu'à cent vingt hommes chacune et qu'ils utilisaient en escouades¹⁴ ; ils avaient des forgerons aux techniques complexes et des compétences affirmées en tir à l'arc, sans compter le recours à des flèches et des fléchettes couvertes de puissants poisons végétaux. Zurara évoque souvent la vigueur et l'agilité des combattants ouest-africains, pour conclure que « leur manière de combattre, particulièrement périlleuse, ferait peur à n'importe quel homme doué de raison¹⁵ ». De fait, lors d'une des premières razzias, en 1445, les Africains tuèrent, grâce à leurs flèches empoisonnées, vingt des vingt-deux Portugais qui avaient débarqué, dont le chef de l'expédition, Nuno Tristão¹⁶.

Face à ce genre de défaites, les Européens durent rapidement prendre acte du fait que la réalité du terrain dans cette contrée qu'ils nommaient Guinée n'avait pas grand-chose à voir avec leurs préjugés de départ. Contrairement à ce que s'étaient imaginé les nouveaux venus, les Noirs d'Afrique ne vivaient pas, tant s'en faut, dans des sociétés déstructurées et dénuées de hiérarchie, et ils avaient un ensemble complexe de croyances propres. Ils découvrirent, sur la côte de l'actuel Sénégal, que beaucoup d'Africains obéissaient à un roi, ou qu'en l'absence de roi au sens strict il y avait une chefferie codifiée. Mieux que des coutumes, écrites ou non, ces sociétés africaines avaient, pour la plupart, ce que l'on nommerait aujourd'hui des lois. Ils avaient aussi les moyens de faire respecter ces lois, et les Portugais, qui étaient relativement peu nombreux et dénués d'une réelle supériorité technologique, devaient simplement s'y soumettre.

L'empire du Djolof, sur le territoire du Sénégal actuel, fut le premier à établir et entretenir des liens étroits avec les nouveaux venus. Les aventuriers portugais connaissaient un peu cette société avant même de tenter leur chance au sud du cap Boujdour, et ce grâce aux réseaux commerciaux transsahariens¹⁷. Au milieu du XV^e siècle, les habitants du Djolof venaient de se libérer de leur statut de vassaux de l'empereur du Mali ; ils connaissaient donc très bien les grands empires du Soudan voisin. Comme ils étaient en partie convertis à l'islam, ils connaissaient aussi de près les dynasties qui contrôlaient le Maghreb ainsi qu'une partie de la péninsule Ibérique. Il y avait en leur sein un nombre non négligeable de marchands arabophones, ce qui suffit à suggérer qu'ils avaient obtenu quelques informations sur les Européens.

En 1488, un prince de l'empire Djolof nommé Bumi Jeléen se rendit à Lisbonne afin d'obtenir le soutien de la couronne portugaise dans ce que les dynasties ibériques ne connaissaient que trop bien : une lutte de succession acharnée. Le fils d'un précédent roi tentait de renverser Bumi Jeléen, et celui-ci voulait déjouer ses manœuvres. Quatre ans plus tôt, en 1484, le roi João II avait réussi à déjouer un complot fomenté par son beau-frère : il a dû comprendre très clairement ce que ressentait son homologue africain. La cour reçut donc le monarque du Djolof à Lisbonne en lui rendant les honneurs dus à son rang, en lui conférant le titre de chevalier et en le convertissant au christianisme. Devenu dom João, Bumi Jeléen fit montre de son dévouement pour le roi du Portugal à la façon traditionnelle des dignitaires sahéliens, c'est-à-dire en se prosternant et en se jetant de la terre à plusieurs reprises par-dessus l'épaule. Après s'être relevé, il se lança dans un long discours, à la surprise totale de l'auditoire, qui ne s'attendait ni à des manières affables ni à des trésors de rhétorique. D'après une chronique de cour de l'époque, il avait « l'éloquence d'un prince grec de l'Athènes d'antan¹⁸ ». Quelque temps plus tard, le roi João II envoya une flotte de vingt-huit caravelles pleines de soldats et de prêtres, afin de soutenir les prétentions du prince à la couronne du Djolof. Pourtant, à quelques encablures à peine de leur point d'arrivée, Bumi Jeléen trouva la mort, poignardé par le capitaine Pero Vaz de Cunha, dont les historiens pensent qu'il craignait le

danger de cette expédition. En dépit de l'issue saumâtre de cette première tentative pour former une alliance en intervenant dans des luttes de succession en Afrique, le Portugal renouvela souvent cette stratégie, du XV^e au XVII^e siècle, afin d'élargir son influence et d'encourager les rivalités entre États africains.

Les Portugais purent aussi compter sur plusieurs des royaumes de Guinée, à commencer par l'empire du Djolof, pour s'approvisionner en esclaves, car c'était un commerce déjà fermement établi au sein des sociétés africaines et des réseaux transsahariens. C'était évidemment bien plus facile et plus lucratif – et moins dangereux – que de se lancer dans des escarmouches à grands coups d'épée pour capturer d'autres êtres humains : le Djolof devint bientôt le meilleur fournisseur de captifs humains au cours de cette première phase de la traite¹⁹.

Par une certaine ironie de l'histoire, le Portugal connut ses avancées les plus nettes en Afrique dans la foulée de la mort du prince Henri, en novembre 1460. À cette époque les navires portugais avaient fini par atteindre les côtes de l'actuelle Sierra Leone – donc tout près de là où la côte africaine bifurque vers l'est – mais à un coût exorbitant. Cela signifiait concrètement que le prince Henri avait financé la plupart de ses expéditions sur ses deniers personnels, et en ponctionnant les caisses de l'ordre du Christ, qu'il commandait. On continuait de placer de grands espoirs dans l'or africain, même si le butin s'était avéré bien maigre, et que la mise de fonds était de plus en plus compensée par le commerce toujours grandissant de l'esclavage. Afin de diversifier les rentrées d'argent, les navires portugais se mirent à exporter des bracelets épais appelés *manilhas*, ainsi que des *neptunes*, à savoir de grands chaudrons de cuisine et des bassines pour faire le ménage, mais aussi des lingots de cuivre brut dont les Africains étaient très demandeurs. Les Européens découvrirent bientôt un autre bien de consommation très populaire parmi les sociétés des côtes africaines : le tissu sous toutes ses formes. Le tissu n'allait pas tarder à jouer un rôle prépondérant dans notre histoire.

Les récits des Portugais comme les preuves archéologiques le confirment, les sociétés d'Afrique de l'Ouest maîtrisaient des techniques métallurgiques complexes, ainsi que des techniques de tissage impressionnantes. Ce qui posait problème à la plupart des populations africaines avec lesquelles les Portugais faisaient affaire, c'était l'absence de minerai en quantités suffisantes, et même de fibres végétales naturelles. Au XVII^e siècle, des voyageurs venus de plusieurs pays d'Europe attestaient de la grande qualité des tissus africains, et plus particulièrement des techniques de teinture au moyen de l'indigo au Sénégal et en Haute-Guinée, ainsi que dans la basse vallée du Niger, l'actuel Nigeria. D'habiles marchands néerlandais imitèrent même ces techniques et vendirent des tissus de ce genre en petites quantités sur les marchés américains.

Les exportations de métal et de textile vers l'Afrique commencèrent à jouer un rôle primordial, quoique méconnu, en Europe même, dans la mesure où les marchands portugais se mirent à vendre des produits achetés en Afrique aux habitants du nord de l'Europe, à commencer par les « grains de paradis », ou maniguette, une épice que les Portugais achetaient par brassées près de la Sierra Leone et de l'actuel Liberia, dans une région qui fut d'ailleurs surnommée Côte du Poivre. Les marchands du nord de l'Europe vendaient aux Portugais, en échange, les tissus et les objets métalliques si prisés des peuples d'Afrique. Ce fut là le premier exemple de commerce triangulaire, bien avant la traite du même nom, et à ce titre il mérite qu'on s'en souvienne. C'est grâce à ses relations commerciales avec l'Afrique que le sud de l'Europe se rapprocha plus que jamais des pays du nord de l'Europe, en particulier des Plats-Pays et des États germaniques.

Un autre commerce triangulaire, tout aussi antérieur à la traite transatlantique et tout aussi oublié des livres d'histoire, se développa dès que les Portugais « découvrirent » l'Inde, à la fin du XV^e siècle. En effet, si les textiles indiens n'étaient pas vraiment de meilleure qualité que les tissus africains, ils étaient très supérieurs à ceux que l'on confectionnait alors en Europe ; on appréciait particulièrement en Afrique tropicale les cotons venus d'Inde, d'autant que le coton était encore rare en Europe²⁰ ; par conséquent, les Portugais créèrent un nouveau circuit entre l'Afrique et l'Asie du Sud. Le coton indien était communément nommé *chintz*, du mot hindi *chint*, qui désigne un tissu tacheté ; le trafic européen de chintz en Afrique connut son apogée vers la fin du XVII^e siècle, au point que dans certaines contrées d'Afrique centrale, les plus grandes pourvoyeuses d'esclaves noirs, les Européens n'étaient pas en mesure de faire d'affaires s'ils n'apportaient pas de grandes quantités de chintz²¹ ; le chintz resta le tissu préféré des Africains de ces régions tout au long du

XVIII^e siècle.

En 1469, le roi Alphonse V mit en place un système inédit pour rentabiliser le commerce et les missions d'exploration en Afrique et ne pas ponctionner les coffres du royaume : il céda les droits d'exploration à un marchand portugais bien établi et de petite noblesse, Fernão Gomes, pour une durée de cinq ans et pour la somme de deux cent mille reis par an. Le contrat ajouta une clause assez singulière, pour ne pas dire originale : les navires de Gomes devaient continuer à explorer de nouveaux territoires, et donc progresser d'au moins cent lieues marines par an le long des côtes africaines, au-delà de la Sierra Leone. On voit que, tant qu'on n'avait pas trouvé d'or, Alphonse V n'accordait encore que peu d'importance au développement du commerce avec l'Afrique ; cela transparaît clairement dans les termes du contrat²². Un historien a calculé que la valeur de ce dernier s'élève à seulement 0,4 % des revenus de la Couronne. Tout n'était pas si simple cependant. Le contrat implique que la Couronne conservait l'entière responsabilité des droits sur le commerce des esclaves de l'île d'Arguin, ainsi que le monopole sur les articles de luxe les plus lucratifs : les organes de civette, dont on se servait pour fabriquer du parfum, et le fameux poivre maniguette, dont la valeur commerciale était quasiment équivalente, à l'époque, à celle de l'ensemble des importations d'épices en provenance d'Asie.

Si ce contrat impliquait un coût relativement peu élevé pour Gomes, c'est peut-être aussi que Lisbonne n'avait pas grand espoir de voir la quête de l'or africain connaître un tournant majeur à court terme. Cela allait changer toutefois, et à la vitesse de l'éclair. Gomes lança sa première mission en 1470, dès la signature de son contrat, avant de lancer une autre flotte explorer les contours de l'actuelle Côte d'Ivoire, jusqu'au large du Ghana. Chemin faisant, ils longèrent « de hautes falaises rouges, sur quatre ou cinq lieues²³ ». De là, les navires de Gomes avancèrent vers l'est sur une dizaine de kilomètres, jusqu'à un village appelé Shama, où ils jetèrent l'ancre en toute sécurité²⁴. Parvenus à terre, ils virent des signes si manifestes de la présence d'or qu'il n'y avait pas même à chercher ; même les simples villageois des communautés du littoral portaient des bijoux en or. Les Portugais s'imaginèrent qu'il y avait de grandes mines d'or à proximité, et ils donnèrent à ce site que tant d'entre eux avaient appelé de leurs vœux le nom d'Elmina.

Avec une bonne quantité d'échantillons, les navires de Gomes repartirent sans tarder au Portugal ; la présence d'or sur les côtes africaines était une information qui allait davantage changer le monde que toute autre chose au cours de cette période de transition entre le Haut Moyen Âge et l'ère moderne. Après quasiment soixante ans de tentatives pour s'emparer de l'or africain, les Portugais touchaient au but. Avec cette découverte majeure, des rêves plus anciens encore – et qui remontaient aux premières expéditions de marins génois au XIII^e siècle – devenaient réalité : on allait pouvoir faire main basse sur les richesses du continent africain par voie maritime. Le contrat de Gomes, qui avait pu être considéré comme mesquin, devenait soudain un hold-up caractérisé ; tout en mettant en place un commerce régulier avec les Akan du Ghana, les flottes de ce nouveau Crésus continuaient d'explorer plus à l'est, jusqu'au golfe du Bénin et à l'île de São Tomé.

Selon les termes du contrat, Gomes ne devait rétrocéder à la Couronne qu'un cinquième de l'or accumulé, mais cela fut assez pour donner un nouveau souffle à l'économie monétaire anémiée du pays. Tout à fait convaincu de l'aubaine, Alphonse V, qui avait été jusque-là d'un avis réservé sur le sujet, confia à son fils le prince héritier João le contrôle de ce commerce en pleine expansion, mais aussi – et surtout – des rentrées conséquentes du précieux métal. Les marges bénéficiaires devaient être rondelettes. Les marchands qui arrivèrent par bateau sur les rivages de ce que l'on appela bientôt la Côte-de-l'Or (et qui correspond approximativement au Ghana actuel, entre la ville d'Assinie, à l'ouest, et l'embouchure du fleuve Volta, à l'est²⁵) découvrirent que les populations locales avaient un riche patrimoine industriel reposant principalement sur des tissus teints de grande qualité et sur une ferronnerie d'une grande finesse. Dans ces deux domaines, toutefois, les autochtones manquaient – comme d'autres communautés plus au nord sur le littoral – de coton, ou encore de fer et de cuivre, au point de ne pouvoir fabriquer assez d'armes ou d'outils agricoles. Les populations de la Côte-de-l'Or avaient fait venir leurs tissus du Dahomey et d'autres sociétés situées plus à l'est, ainsi que d'Afrique du Nord. Les Portugais, qui étaient prompts à déceler des perspectives économiques, se firent fort de fournir du tissu, ainsi que des bassines et des lingots de cuivre, le tout avidement échangé par les habitants de la région contre leurs pépites et leur poudre d'or. Les populations de la Côte-de-l'Or connaissaient déjà les produits des marchands portugais,

mais ce qui était nouveau, c'était la quantité ; cette base permit d'établir un commerce régulier, de grande ampleur, et aux conséquences historiques majeures.

La couronne portugaise avait tout pour voir la perfection incarnée dans ce commerce avec la Côte-de-l'Or, à l'exception d'un problème, et de taille : il était impossible de garder le secret d'une pareille aubaine, et d'autant plus dans le monde en vase clos et couturé d'intrigues de l'Europe méridionale. Dans ce monde, et l'exemple de Colomb l'illustre à merveille, hommes d'ambition et simples aventuriers travaillaient pour la Couronne qui les rémunérait le mieux, sans se soucier de leur lieu de naissance ; les grands ports et les capitales étaient des nids d'espions. La nouvelle de cette manne échue au Portugal se répandit, et les autres royaumes ne tardèrent pas à échafauder des plans afin de s'emparer de leur part du gâteau. Il ne fallut pas longtemps pour qu'on voie affluer sur ces rives, cahin-caha, des Espagnols, des Français, des Génois, et d'autres encore, tous désireux de participer à la curée. En 1475, on rapporte qu'un navire flamand commandé par un pilote espagnol atteignit les côtes de l'actuel Ghana. L'équipage concentra ses efforts sur un lieu qu'il baptisa le Village en Deux Parties (Aldea de Duas Partes), et qui fut mieux connu ultérieurement sous le nom d'Elmina²⁶, et embarqua de cinq à six mille dobras d'or avant de repartir. Le navire sombra toutefois quelques centaines de kilomètres plus à l'ouest²⁷.

Afin de protéger sa découverte, en août 1474, le Portugal décréta qu'il était illégal que des « étrangers » commercent avec Mina, et que tout contrevenant serait puni de mort. Vers la même période, Alphonse V plaça le commerce de Mina sous monopole royal. Gomes, qui avait probablement amassé une fortune colossale, fut honoré pour avoir permis à la Couronne d'accéder à de telles richesses ; le titre obtenu s'accompagnait d'un blason représentant trois têtes d'Africains et orné en bas des quatre lettres formant le mot « Mina ». Répondant désormais au nom de Fernão Gomes da Mina, il obtint un siège au très convoité conseil privé du roi.

Il est tentant de ne voir que des motivations économiques dans la façon dont Alphonse V a retiré le commerce de Mina à son découvreur pour le placer sous monopole royal : en effet, la couronne portugaise n'était plus limitée au cinquième des bénéfices de cette incroyable provende, et tout revenait au roi. À la vérité, Alphonse V avait de bonnes raisons de craindre que s'il n'exerçait pas un contrôle strict sur ce filon son rival castillan, qui commençait à montrer son vif intérêt, ne le lui dérober.

De fait, dans les cinq années qui suivirent, Elmina fut l'objet d'une âpre lutte ; ce conflit a joué un rôle crucial, quoique peu évoqué, dans l'avenir économique du Portugal et de l'Espagne, mais aussi dans la destinée des monarques catholiques de ces deux pays. Le 11 décembre 1474, le roi de Castille, Henri IV, mourut, ce qui entraîna une nouvelle lutte de succession sanglante. Isabelle, la demi-sœur coquette et bien en chair du défunt roi, réputée pour son regard triste, se déclara sa seule héritière. Toutefois, Alphonse V contesta cet héritage ; pour renforcer ses prétentions à la couronne de Castille, il épousa la fille d'Henri IV, Juana, qui était aussi sa nièce. En s'appuyant sur l'or d'Elmina pour lever une armée puissante, Alphonse V envahit la Castille en mars 1475 en comptant sur la force pour asseoir ses droits, mais ses troupes furent défaites à la bataille de Toro, ce qui finit par constituer une véritable débâcle pour son royaume. Son pouvoir désormais menacé, Alphonse V se rendit en France pour demander son appui à son voisin. Isabelle, qui n'avait pas été formée pour gouverner et n'avait reçu qu'une éducation étriquée de jeune femme²⁸, sentit néanmoins que la faiblesse du Portugal était une occasion rêvée pour s'attaquer à ses nouveaux bastions d'Afrique de l'Ouest, en particulier à Elmina. Elle avait donc parfaitement compris que sans l'or du Ghana Lisbonne n'aurait pas pu prétendre à la couronne de Castille. Pour citer le chroniqueur espagnol Alonso de Palencia, « la couronne portugaise a pu lever une armée pour marcher sur la Castille en 1475 en payant la soldatesque une somme totale de six cent mille cruzados, dont chacun vaut autant qu'un florin de Venise²⁹ » : on savait déjà dans la péninsule, et même ailleurs en Europe, que la puissance du Portugal reposait sur l'Afrique.

Jusque-là, l'Espagne n'avait pas vraiment cherché à pousser ses explorations jusqu'en Afrique de l'Ouest ; en tout cas, rien de comparable aux expéditions portugaises. Pourtant, les monarques catholiques – selon le nom qu'avaient adopté Isabelle et son époux, Ferdinand II d'Aragon, à la suite de leur mariage, en 1469 – se mirent soudain à affirmer haut et fort leur envie de renouer avec leurs visées territoriales, plutôt vagues, certes, mais vieilles de plusieurs décennies, et surtout de les appuyer par l'envoi d'une flotte conséquente. Comme la Castille ne disposait pas d'une flotte

centralisée à la hauteur d'une telle ambition, Isabelle manda des vaisseaux privés et les envoya vers les côtes ouest-africaines afin de faire commerce d'or avec les communautés autour d'Elmina, mais aussi d'attaquer les navires portugais. Les armateurs qui répondirent à l'appel furent contraints de céder à la Couronne un cinquième de leur revenu et de leur butin ; de toute évidence, la plupart estimèrent qu'en dépit des périls d'un aussi long voyage le jeu en valait la chandelle. À l'instar du roi du Portugal, par décret récent, Isabelle annonça que tous ceux qui tenteraient de commercer avec la Guinée sans autorisation royale seraient « punis de mort et privés de tous leurs biens³⁰ ».

Parmi les premiers convois castillans, certains revinrent avec une riche cargaison de poivre et d'or, sans compter plusieurs centaines d'esclaves. Entre un commandement plus centralisé et une plus grande expérience des côtes ouest-africaines, le Portugal restait toutefois bien mieux préparé pour le combat, qui impliqua de nombreuses batailles navales au large de l'Afrique. Le coup décisif eut lieu en 1478 : les navires portugais, sans doute informés de la trajectoire empruntée par leurs concurrents et équipés de gros canons, tendirent une embuscade à un convoi de trente-cinq navires castillans qui revenait d'Elmina ; la plupart furent pris d'assaut ou coulés. On estime que le butin en or amassé à cette occasion fut suffisant pour renflouer le coût de l'invasion ratée de la Castille en 1475³¹. Après cette première guerre coloniale navale entre deux puissances européennes, les belligérants se mirent d'accord pour négocier avec l'Église catholique pour intermédiaire. La lutte se soldait en effet par un match nul : l'Espagne avait remporté une victoire très claire sur ses terres, tandis que le Portugal avait triomphé, très loin de la péninsule mais sur des mers désormais d'une importance stratégique capitale. C'est dans ce cadre que la papauté décida de diviser le monde connu entre ces deux puissances, avec des conséquences énormes pour le monde de la première modernité, et même au-delà. Le traité d'Alcaçovas, signé en 1479, impliquait que le Portugal abandonne toute prétention à la couronne de Castille, mais qu'en contrepartie il fasse valoir ses droits « sur toutes les îles déjà découvertes et restant à découvrir et à conquérir, des îles Canaries jusqu'en Guinée, à l'exception des îles Canaries elles-mêmes et de toute autre île déjà conquise ou restant à conquérir, lesquelles demeurent en possession du royaume de Castille³² ».

En d'autres termes, à l'issue d'une discrète guerre pour assurer le contrôle de l'or de l'actuel Ghana, le Portugal avait obtenu l'aval de l'Église dans ses prétentions sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, tandis que l'Espagne devenait maîtresse incontestée des îles Canaries. Dans la décennie qui suivit, le Portugal rapportait d'Elmina huit mille onces d'or par an³³ ; en 1494, ce chiffre avait triplé, pour continuer à augmenter dans les années qui suivirent. En raison du nouveau monopole de Lisbonne sur les réserves colossales d'or en Afrique de l'Ouest, l'Espagne n'avait guère d'autre choix que de partir explorer au-delà des Colonnes d'Hercule, confins occidentaux de l'océan Atlantique. La richesse soudaine du Portugal ne fit qu'accroître l'obsession de l'Espagne pour s'assurer son propre approvisionnement en or. Il ne fallait pas être à la traîne. On sait cela en partie grâce aux nombreuses références à la quête d'or³⁴ dans les journaux de Christophe Colomb³⁵ : lors de ses entretiens avec la reine Isabelle, il avait justifié son projet de traverser l'Atlantique en affirmant que les abondantes réserves d'or à Elmina impliquaient qu'on en trouverait à la même latitude dans les pays d'« Asie » qu'il allait découvrir³⁶, une idée dont il semble s'être convaincu. Dans les premières lignes de son ouvrage fondateur, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint Domingue*, C.L.R. James écrivait que « Christophe Colomb toucha pour la première fois le Nouveau Monde à l'île de San Salvador. Après avoir remercié Dieu, il se mit sans tarder à la recherche de l'or³⁷ ». Toutefois, Colomb n'était pas simplement en proie à une lubie : en effet, c'était là le mandat que lui avait confié très clairement le couple royal, dont l'appât de l'or avait été décuplé par la découverte de l'or d'Elmina par les Portugais. Les îles Canaries allaient bientôt servir de rampe de lancement pour les voyages de Christophe Colomb, jusqu'au contrôle par l'Espagne, avec le soutien de l'Église, de la quasi-totalité du nouveau « Nouveau Monde³⁸ ». La localisation de cet archipel, au milieu du courant des Canaries, allait permettre à l'Espagne de faire une percée historique, dont la postérité a largement dépassé celle des Portugais ; par contre, les navires qui partaient des Açores, porte d'entrée des Portugais sur l'Atlantique, n'ont cessé d'être repoussés vers l'Europe³⁹.

Quand on raconte l'histoire de cette époque, la version la plus courante est clairement biaisée en faveur de l'Espagne et de ses conquêtes spectaculaires sur le continent américain, qui l'ont rendue maîtresse d'un territoire gigantesque ainsi que de quantités d'or et d'argent inespérées. À l'inverse, la manière dont le Portugal s'est assuré des droits territoriaux en Afrique ne fait jamais que l'objet

d'une note de bas de page. Ce n'est pas ainsi, manifestement, que les Portugais percevaient les découvertes de l'époque. Et de fait nous ne devrions pas non plus les considérer comme une simple note de bas de page. Après la victoire navale portugaise au large d'Elmina⁴⁰, João II s'est mis à voir dans l'Afrique de l'Ouest « le grand Portugal » et a ajouté « seigneur de Guinée » à ses autres titres. L'histoire ne retient pourtant, en général, l'importance de Lisbonne dans l'irrésistible ascension de l'Europe aux dépens du reste du monde qu'en évoquant l'expansion plus tardive vers l'Asie, sous la houlette de Vasco de Gama ou d'Alphonse d'Albuquerque. Cela s'explique aisément par la dramaturgie et la téléologie attachées à l'histoire des conquistadors, mais ce n'en est pas vrai pour autant. Dans le chapitre suivant, nous allons nous pencher sur la naissance de l'Atlantique noir et, pour ce faire, « démemorialiser*2 » certains des récits traditionnels afin de mieux comprendre la situation. Il va falloir notamment montrer que le Portugal n'a pas perdu face à l'Espagne lors de traités de partage du monde négociés à la fin du XV^e siècle à l'initiative du Vatican, et dont le premier fut le traité d'Alcaçovas. Des deux royaumes ibériques, le Portugal est devenu la force centrale dans la transition vers la modernité. Pour démontrer cela, nous verrons que notre monde actuel est l'héritier direct des liens profonds que le Portugal a établis avec l'Afrique subsaharienne, pour son or puis pour ses esclaves, plus que de tout autre événement de la même époque.

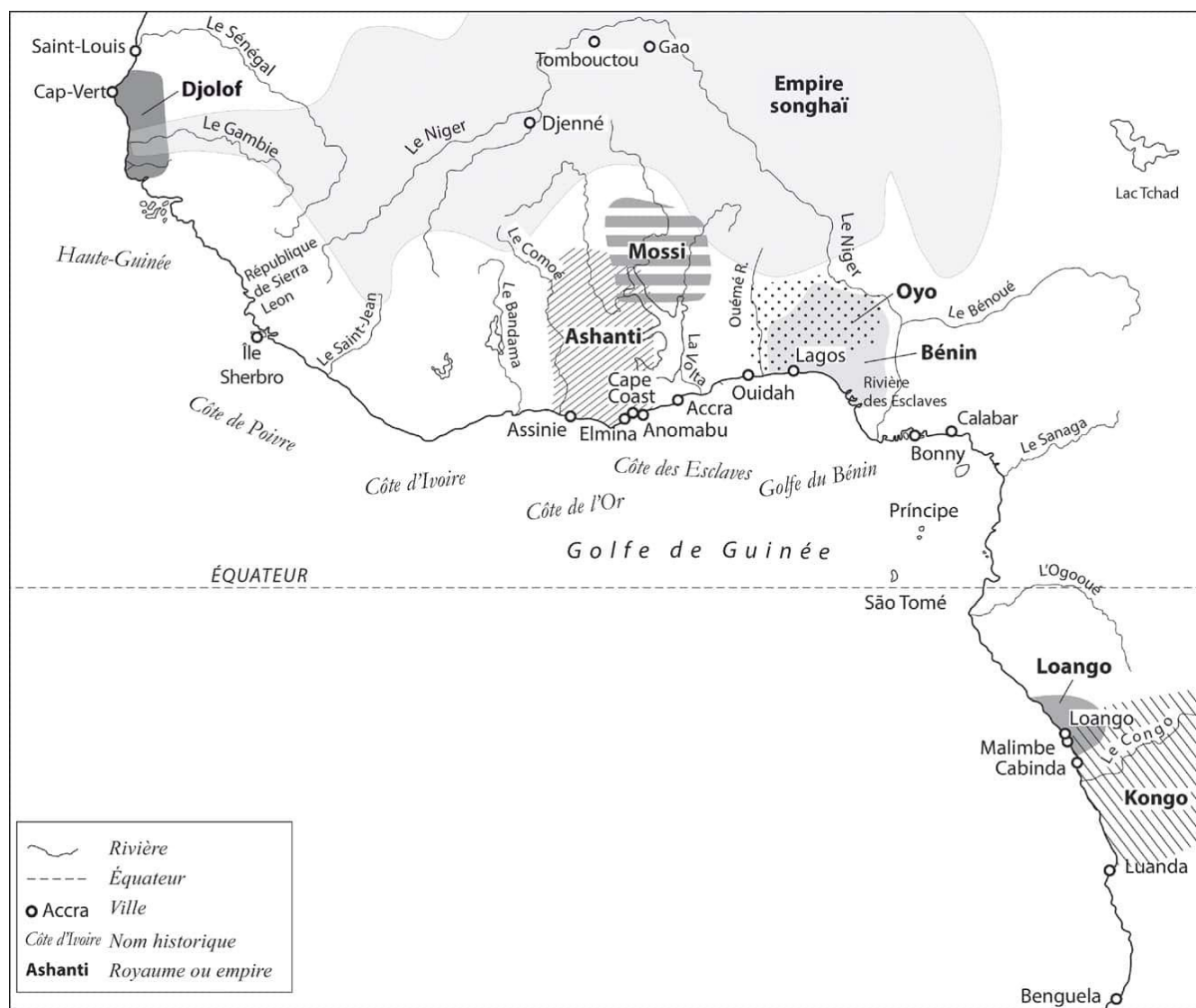


Fig. 4 : Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, avec les principaux royaumes et les zones de commerce au nom européen.

Deuxième partie

LE POINT DE BASCULE



Fig. 5 : Le fort d'Elmina, au Ghana. (Photographie de Howard W. French)

« Les gens qui se côtoient infréquemment restent en meilleurs termes que des voisins : ainsi va le cœur humain. »

KWAMENA ANSA (CARAMANSA), 1481

Chapitre 7

LA MINE

Si on la regarde depuis la butte qui la surplombe, Elmina est le cliché de la ville africaine endormie. Les bicoques façon bidonville où vivent la majorité de ses trente mille habitants se massent au pied de cette éminence et s'étendent jusqu'à la mer. Le long du chemin de mauvais bitume qui mène au sommet, l'air frais de la nuit est bientôt remplacé par la chaleur matinale ; les mères lavent leurs enfants dans des bassines en plastique de mauvaise qualité qui sont les substituts actuels et bon marché des *neptunes* en cuivre que les habitants du coin achetaient autrefois aux Portugais. Au sommet de la butte, des oiseaux noirs tournoient dans le ciel au-dessus d'un rempart qui a plus de trois cent cinquante ans. Quoique abandonné, il est resté d'une blancheur étincelante.

Saint-Jago, le fort construit par les Néerlandais, est moins connu que la forteresse bâtie bien plus tôt par les Portugais et que l'on aperçoit poindre au loin, au ras des eaux. Presque personne ne visite Elmina de nos jours pour gravir cette butte. Il n'y a pas même de poteaux indicateurs. Pourtant,

il n'y a certainement pas de meilleur endroit pour comprendre comment, à partir d'un minuscule village de pêcheurs pareil à des centaines d'autres éparpillés le long de cette côte, ce campement en bord de mer s'est développé pour devenir l'une des charnières les plus importantes – mais peu évoquée – de l'époque moderne.

Après 1479, les Espagnols ne renoncèrent en rien à lorgner l'or africain ; ils se firent simplement plus discrets. Les Rois catholiques, Isabelle et Ferdinand, continuèrent d'encourager les expéditions à Elmina en espérant continuer à contrôler une partie au moins des richesses fabuleuses en provenance de cette région. Isabelle alla jusqu'à soutenir le complot du duc de Bragance, qui était à l'époque le plus puissant et le plus riche des nobles portugais, contre son cousin le roi João II, dans l'idée d'assimiler le Portugal à la couronne espagnole. En échange de son aide, Isabelle se voyait promettre, au cas où l'usurpateur triompherait, un accès illimité au « commerce de Guinée », à savoir l'or de Mina. Toutefois, le complot fut découvert¹, et après avoir été convaincu coupable de vingt-deux chefs d'accusation, le duc fut décapité en place publique le 20 juin 1483. À cette époque, on disait que même les Anglais s'affairaient pour se lancer dans le commerce avec Mina.

En 1481, le roi João II, qui ne souhaitait rien laisser au hasard, balaya les réserves de sa cour au sujet des dépenses et ordonna la construction d'une forteresse le long des côtes ghanéennes afin de protéger les réserves d'or portugaises contre les nations européennes concurrentes et contre les pirates. Lisbonne avait déjà tenté de contrôler les eaux littorales au moyen d'une sorte de garde-côte voguant au large : une des flottes avait été menée par nul autre que Fernão Gomes. Cette approche s'était avérée onéreuse et difficile à mettre en place en raison des efforts continuels de l'Espagne pour mettre la main sur une partie du commerce d'or au cours de la décennie précédente ; plus encore, cette stratégie n'avait guère prouvé son efficacité. Les partisans de la construction d'une forteresse disaient que les navires portugais ne pouvaient acheter et rapporter qu'une quantité d'or très aléatoire : les marchands locaux n'avaient pas toujours les mêmes quantités en réserve au moment de l'arrivée d'un navire portugais. Avec la construction d'une forteresse, on allait pouvoir acheter de l'or sur place de façon régulière, et l'y stocker derrière de hautes murailles solidement défendues, de sorte que les navires pourraient débarquer à intervalles réguliers en ayant la quasi-certitude de pouvoir charger assez d'or pour remplir les cales et donc en rentabilisant chaque voyage.

João II confia la construction de la forteresse à Diogo de Azambuja, aristocrate de sa cour et soldat expérimenté qui avait prouvé sa valeur à divers titres, notamment dans des campagnes au Maroc et en Castille. Un de ses officiers n'était autre que Bartolomeu Dias, le gentilhomme qui allait, sept ans plus tard, devenir le premier Européen à atteindre le point le plus méridional du continent africain et rejoindre l'océan Indien. Au cours des années qui suivirent, ce premier grand comptoir portugais au sud du Sahara vit passer, parmi les marchands comme parmi ses administrateurs, la plupart des grands noms de ce que l'on a ensuite nommé l'âge des découvertes : cela démontre le rôle pivot d'Elmina dans les projets du Portugal à l'échelle mondiale. Parmi ces grands noms, citons Alphonse d'Albuquerque, qui multiplia par la suite les conquêtes fulgurantes en Asie, et Diogo Cão, qui « découvrit » le Kongo, un grand royaume beaucoup plus au sud-est. Il faut savoir qu'aux yeux du pouvoir portugais, la mission de Cão au Kongo resta nettement plus importante que la route des Indes par le sud, au point que de nombreuses années plus tard, sa renommée dépassait largement celle de Dias. De simple gentilhomme écuyer, Cão fut élevé au rang de chevalier de la maison du roi, doté d'une rente confortable et d'un blason. Dias, lui, ne reçut guère d'honneurs pour avoir démontré qu'on pouvait se rendre en naviguant jusqu'à l'océan Indien², et on n'a aucun témoignage qu'il ait été reçu en audience par le roi à son retour. Citons enfin Christophe Colomb lui-même, qui était encore au service de Lisbonne. Dans ses lettres il se montra encourageant, affirmant que les inquiétudes des Européens quant aux conditions de vie dans ces régions situées juste au-dessus de l'Équateur et réputées inhabitables. Après une visite de la forteresse en 1482, soit moins d'un an après la fin des travaux, il écrivit : « Je me suis rendu dans le château du roi portugais, à La Mina, et peux témoigner qu'on peut très bien vivre là-bas, quoi qu'on dise³. »

En décembre 1481, un convoi partit pour la côte de Mina ; le degré de précision qui transparaît clairement dans l'organisation du personnel et du matériel en dit long sur l'importance de cette mission pour le Portugal. Elmina n'était plus le petit port de l'époque du premier contrat royal confié à Gomes pour une somme relativement dérisoire. Le convoi se composait de dix caravelles,

avec cinq cents soldats à bord de chacune d'elles, sans oublier une centaine de tailleurs de pierre et de spécialistes issus d'autres corps de métier. Deux navires de transport plus lourds et plus lents partis quelques semaines plus tôt devaient attendre le convoi principal en un point préétabli au large du littoral africain. Ces navires transportaient de la chaux, des briques, des clous, du bois de construction, mais aussi les parties principales des fondations et les pierres angulaires, toutes taillées à l'avance. Rien n'avait été laissé au hasard pour la défense du bâtiment, de sorte que les navires transportaient aussi des canons et des munitions en quantité⁴.

L'expédition de Diogo de Azambuja atteignit les eaux de l'actuel Ghana vers la mi-janvier. Jusque-là, le commerce portugais de l'or s'était principalement concentré autour du village de Shama, mais ce n'était pas un port adéquat au mouillage de grands navires, et il y manquait les larges réserves d'eau courante et les carrières nécessaires pour construire une forteresse digne de ce nom. Tard dans l'après-midi du 19 janvier, après avoir avancé de quarante kilomètres plus à l'est, le convoi atteignit le Village en Deux Parties, un hameau qui était divisé en deux par un fleuve étroit et de faible débit. Quand on se place au sommet de cette butte qui surplombe Elmina, l'attrait du site ne fait aucun doute. Quand on arrive de l'ouest, le littoral accidenté et parsemé de grands rochers cède la place à une large baie si bien abritée que sa plage sablonneuse en forme d'arc n'est baignée que de timides vagues. Là, à une distance convenable du rivage, une flotte pouvait jeter l'ancre sans risquer ni d'être attaquée par les habitants du coin, ni de voir ses navires s'échouer : situation idéale ! De surcroît, l'estuaire du fleuve, qui se nommait la Benya, était navigable sur quelques kilomètres, ce qui permettait d'accéder sans difficulté au petit village de pêcheurs et au marché pittoresque qui se trouve encore aujourd'hui installé sur sa rive.

Tandis qu'ils avançaient lentement dans l'estuaire de la Benya en ce jour de janvier 1482, Azambuja et ses hommes furent sans doute surpris de tomber sur un navire qui mouillait déjà là, qui les avait devancés et qui appartenait à un trafiquant portugais⁵. Le capitaine de ce navire, João Fernando, avait déjà passé suffisamment de temps dans les environs pour être capable de communiquer à peu près dans la langue locale, le *fante*. Azambuja enrôla son compatriote afin de porter au souverain local, dès le lendemain à l'aube, un message indiquant que le commandant d'une importante expédition portugaise souhaitait s'entretenir avec lui.

Azambuja, avec son équipage, organisa une petite ambassade en mettant notamment l'accent sur une théâtralité de nature à impressionner le roi lors de l'entrevue espérée. L'enjeu était énorme, mais on voit dans leur manière d'agir que l'esprit de diplomatie était venu remplacer les razzias du passé. Les Portugais n'étaient pas venus faire des affaires louches en catimini, mais créer ce qu'aucune puissance étrangère n'avait encore tenté : construire un avant-poste permanent dans ce pays aux mille mines d'or. Le cortège qui débarqua le lendemain matin était constitué d'un escadron de soldats armés d'arquebuses et d'épées soigneusement cachées sous leurs habits afin d'éviter toute provocation ; en dépit de ces précautions, les Portugais espéraient ne pas avoir à en faire usage.

Le récit de ces événements est nécessairement partiel, il faut le dire ici, car, comme si souvent, il n'y a pas d'autre source que les chroniqueurs portugais. D'après leurs récits, on sait toutefois qu'Azambuja attendit le souverain près du site qu'il avait choisi afin d'y construire la forteresse, un pan de terrain qui s'élève au-dessus de la rive ouest de la Benya, tout près de là où la côte accidentée s'ouvre sur la baie paisible. Les Portugais savaient que s'ils installaient leur garnison à cet endroit, les trente canons qu'ils avaient apportés – dont six capables d'envoyer des boulets de quatorze kilogrammes à une distance d'au moins cinq cent cinquante mètres – ne feraient qu'une bouchée des navires ennemis qui chercheraient à entrer dans la baie⁶. Les étrangers célébrèrent la messe dès le lever du jour sur cet emplacement ; ils dressèrent la bannière du roi João II à la plus haute branche d'un grand arbre solitaire ; ensuite, Azambuja, vêtu le plus richement du monde selon la mode européenne de l'époque, « d'un pourpoint de brocart rehaussé d'un collier d'or et de pierres précieuses⁷ », assis dans un grand fauteuil sur une estrade construite à la hâte, attendit le roi, entouré de ses officiers.

Personne ne pouvait vraiment savoir à l'époque que c'était le début d'un chapitre entièrement nouveau dans l'histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique, et même des relations entre l'Europe et le reste du monde. Les échanges entre Africains et Européens sur ce site allaient devenir une clé de voûte majeure de l'histoire de l'ère moderne : quoiqu'elle ait eu des conséquences

énormes, cette journée est absente des livres d'histoire. C'était le début d'une nouvelle forme d'impérialisme, sur fond d'improvisation et de tâtonnements : la construction d'une forteresse dans le but d'abriter une garnison permanente sous les tropiques du continent africain, qui était encore, pour l'heure, le seul « Nouveau Monde » des Européens. Par ce biais, les Européens ont découvert les forces et les limites de leur puissance, et ils ont forgé de nouvelles identités distinctes, à commencer par la leur. Pendant ce temps, l'or africain continuait d'alimenter l'expansion portugaise, et de ces échanges allait naître un trafic massif d'esclaves, qui allait à son tour révolutionner l'agriculture de plantation en produisant des richesses nouvelles dans l'Atlantique Nord.

Dans l'immédiat, les explorateurs étaient obligés de s'adapter à la réalité, et donc au fait que, où qu'ils arrivent sur les côtes africaines, ils tombaient sur des sociétés complexes dotées de systèmes politiques et de protocoles spécifiques, et qui étaient en mesure de se défendre vaillamment. Les Portugais découvraient ce qu'ils avaient longtemps, et ardemment, désiré trouver : un nouveau royaume africain prospère et situé bien au-delà du pays des Maures. En revanche, pour la plupart des Africains qu'ils rencontraient, l'idée d'une grande diversité de cultures fort éloignées de leur environnement immédiat n'avait absolument rien de nouveau. À titre d'exemple, les Akan, qui contrôlaient cette région, faisaient déjà commerce d'or avec l'Europe via les réseaux musulmans du Soudan ; cela faisait plus d'un siècle que les peuples du Sud recevaient en échange, via les mêmes réseaux, des produits venus d'Europe. Ainsi, quand les Portugais commencèrent à vouloir s'installer à Elmina, les habitants ne furent en rien surpris, et encore moins effarouchés⁸.

Première preuve de cela, la façon dont Kwamena Ansa, le souverain local, ou *omanehene* – dont les Portugais retranscrivirent le nom sous la forme Caramansa – apparut en franchissant un bosquet. Très au fait également de l'importance de la mise en scène, il s'avança vers le point de rendez-vous précédé d'une fanfare royale composée de timbales, de trompettes et de nombreux autres instruments. D'après les Européens, qui n'avaient sans doute jamais assisté à pareil spectacle, la musique était « plus bruyante qu'agréable⁹ ». La suite du cortège était composée des seigneurs de la cour du roi, vêtus de leurs plus beaux atours, et de soldats dont les armes étaient bien en évidence. D'après le témoignage direct de João de Barros :

Ils étaient tous armés selon leurs us, certains tenant des lances courtes et des boucliers, d'autres des arcs et des carquois. Leur roi, Caramansa, était au centre, les jambes et les bras couverts de bracelets et de bagues en or ; il portait un collier muni de petites clochettes ; sa barbe était tressée de fils d'or qui en lissaient les poils¹⁰.

La description de cette première entrevue « officielle » démontre clairement que pour le roi l'or n'était pas qu'un produit d'échange, mais qu'il servait à marquer son statut et son pouvoir spirituel.

Quand Ansa s'approcha des Portugais réunis autour de leur capitaine, Azambuja descendit de son fauteuil afin de lui marquer les honneurs dus à un roi ou à un chef. Ansa lui prit la main brièvement avant de la relâcher et « de faire claquer un doigt contre un autre en disant "Bere, bere" dans sa langue, ce qui signifie "Paix, paix" dans la nôtre¹¹ ». N'importe quel touriste qui s'est rendu en Afrique peut en témoigner, cette poignée de main suivie d'un claquement de doigts existe encore de nos jours, et sert de salut appuyé. Après ces formalités de bienvenue, il y eut un échange de salutations et de présents. Azambuja aborda les choses sérieuses en annonçant que son roi lui avait confié la construction, dans les parages, d'un lieu d'échanges permanent, ou « maison forte », afin de pouvoir y établir des liens commerciaux réguliers. En voyant qu'Ansa n'offrait pas de réponse claire, le capitaine portugais insista sur les richesses et les nouveaux produits qui afflueraient bientôt dans son royaume. Cela comprenait, à en croire les étrangers, la conversion au christianisme et le baptême, qui feraient du roi le « frère » et l'allié du roi du Portugal¹².

Ansa était tout à fait conscient des avantages présumés et d'au moins une partie des inconvénients de relations commerciales avec les Européens, car on avait déjà vu débarquer ces derniers dans les environs depuis une décennie : tous cherchaient à faire fortune avec l'or ouest-africain ; le roi n'avait pas de quoi être interloqué. « Les chrétiens qui sont venus ici jusqu'à présent, déclara-t-il sans ambages, n'étaient pas nombreux, et ils étaient sales et abjects¹³. » On imagine que seul un souverain confiant et serein pouvait prononcer de telles paroles. Toutefois, on peut y voir, par contraste, une sorte de compliment : Ansa semblait dire qu'il n'avait jamais pensé que les Européens

pussent être aussi civilisés que les ambassadeurs richement apprêtés de João II qu'il avait devant lui. Que cela l'ait flatté ou laissé indifférent, Azambuja continua d'insister. Ansa lui répondit alors sous forme de proverbe, comme le font souvent encore aujourd'hui les Akan et d'autres peuples d'Afrique de l'Ouest : « Les gens qui se côtoient de temps à autre restent en meilleurs termes que des voisins : ainsi va le cœur humain¹⁴. » Azambuja tenta de repousser cette objection en promettant pléthore d'affaires toutes plus lucratives les unes que les autres. Ansa finit par accepter la proposition du capitaine, mais avec un avertissement : les Portugais devraient respecter strictement tous leurs engagements ; en cas de problème, le roi et les siens quitteraient tout simplement la région, et les Portugais n'auraient plus personne avec qui faire des affaires.

Cette entrevue laisse entrevoir une tendance qui allait s'affirmer avec le temps jusqu'aux périodes les plus récentes de l'impérialisme occidental. Selon un scénario identique, des Européens venus de loin cherchaient obstinément à se faire une place dans les échanges commerciaux en promettant des bénéfices partagés et colossaux, des produits nouveaux, et enfin le christianisme, garant du salut de l'âme et de la protection. En général, les pouvoirs locaux tentaient d'accueillir les étrangers en limitant leur liberté d'action effective. Cependant, chaque fois, le chaos finissait par triompher.

En l'occurrence, les ennuis commencèrent presque immédiatement à Elmina ; la situation semblait grave, de prime abord, mais une solution fut assez vite trouvée. C'est à long terme, environ un siècle et demi plus tard, que la sagacité du roi d'Elmina trouverait sa confirmation. Le lendemain matin, avant même que les hommes d'Azambuja n'apportent au roi les présents promis, les tailleurs de pierre commencèrent le chantier, à la grande colère des habitants du village. La butte où les Portugais avaient commencé à creuser des fondations était une terre sacrée pour les Africains. Les esprits s'échauffèrent, une rixe violente éclata, faisant des blessés des deux côtés ; les Européens furent contraints de regagner à la hâte leurs canots et, de là, leurs navires. Le jour suivant, un petit groupe revint et réussit à amadouer les villageois en leur offrant deux fois plus que ce qu'ils avaient promis : du tissu, des bassines en cuivre, des conques très appréciées des gens du coin, des bracelets manilhas. Une fois la permission accordée, les hommes d'Azambuja mirent les bouchées doubles pour bâtir la forteresse, qui a longtemps été appelée « château » par les Ghanéens. Les maçons protégés par des soldats dressèrent les murailles intérieures en vingt jours¹⁵ ; la muraille extérieure, d'une circonférence plus grande, fut achevée quelques semaines plus tard. Ainsi, São Jorge da Mina fut le premier d'une longue série de soixante et quelques avant-postes bâtis le long des côtes de l'actuel Ghana par plusieurs nations européennes au cours des trois siècles suivants. Les premières forteresses avaient pour but de sécuriser le commerce de l'or. Ce n'est que bien plus tard, à partir des années 1640, que cette région devint un important vivier d'esclaves, en décalage par rapport à des régions comme la Guinée supérieure, le Kongo et Luanda (désormais la capitale de l'Angola). Au XXI^e siècle, le château d'Elmina – c'est le nom contemporain de la forteresse de São Jorge da Mina – est aussi solidement bâti qu'il en a l'air quand on le regarde depuis la butte que j'avais gravie pour le contempler.

De nos jours, des flopées de touristes se pressent pour visiter les étages supérieurs du château, balayés par les vents et habités jadis par le gouverneur et les officiers, et les cachots situés en contrebas de la cour, en particulier la célèbre « Porte sans retour », qui a vu tant d'esclaves être emportés vers les Caraïbes, le Brésil, ou, plus tard, vers les colonies britanniques d'Amérique du Nord. Les Portugais avaient débarqué ici attirés par un minerai précieux. C'est ce qui a déclenché tout ce qui a suivi, des « découvertes » espagnoles dans le Nouveau Monde à la mise en place d'une économie de plantations qui a quasiment aspiré par millions des Africains enchaînés afin de les déporter sur les rivages lointains de l'Atlantique. Aujourd'hui, pourtant, la forteresse d'Elmina n'est qu'un lieu de mémoire de l'esclavage ; on n'y mentionne quasiment pas le commerce de l'or.

Chapitre 8

L'ASIE EN SUSPENS

À la fin du XV^e siècle, le commerce de l'or revêtait une telle urgence pour le Portugal que les échanges allèrent bon train dès que la forteresse fut achevée. En général, une caravelle chargée d'or débarquait tous les mois à Lisbonne en provenance de cet avant-poste particulièrement apprécié ; la durée moyenne du transit pour chaque vaisseau était d'un mois. Il ne fallut pas longtemps pour que

les quantités d'or transforment en profondeur l'économie de ce petit État-nation. En effet, Elmina était à la hauteur – et même davantage – des espérances que nourrissaient les souverains portugais depuis les premières missions du prince Henri. Du fait des allers-retours en caravelle entre la Côte-de-l'Or et le Portugal, les dépôts mensuels dans les coffres de la Couronne étaient de quarante-six à cinquante-sept kilogrammes d'or entre 1482 et le milieu du XVI^e siècle¹. Le trésor du royaume, qui était appelé jusque-là Casa da Guiné – signe de l'importance déjà primordiale des échanges avec l'Afrique noire –, fut rebaptisé Casa da Mina et transféré au sein même du palais royal, à Lisbonne. On ne pouvait mieux reconnaître l'importance de l'or d'Elmina pour la prospérité du royaume. À eux seuls, les échanges avec Elmina firent doubler les revenus de la Couronne au cours des deux dernières décennies du XV^e siècle. En 1506, alors que l'impérialisme portugais enveloppait déjà le Brésil de ses tentacules et poussait même jusqu'en Asie², l'or de la région représentait encore un quart des revenus de la Couronne. La Côte-de-l'Or produisait environ six cent quatre-vingt kilogrammes d'or par an à destination du Portugal³, soit un dixième environ, selon certaines estimations, des réserves totales d'or dans le monde à l'époque.

Grâce à cette manne, la monnaie portugaise, d'une faiblesse chronique, se trouva renflouée ; pour la première fois, sa valeur fut reconnue dans le monde entier, de sorte que l'économie nationale put se diversifier en ne se cantonnant plus au sel, au poisson séché et au vin. C'était là le remake d'une histoire déjà ancienne, car l'or africain avait déjà eu une influence prépondérante sur la croissance d'autres empires, dans le monde arabe, à Carthage et à Rome. Toutefois, dans le cas du Portugal, l'or d'Elmina eut un effet plus important encore⁴, car cela marqua le point de départ d'une nouvelle ère moderne : l'or fut l'instigateur d'échanges économiques sur de longues distances, et dans une diversité de produits de grande valeur – objets en cuivre et en laiton, barres de fer, tissu, textiles indiens de luxe, et enfin armes à feu. Ces objets avaient pour but de permettre l'accès à l'or africain ; dans le cas des armes à feu, l'idée était de provoquer des guerres entre de petits royaumes afin de favoriser le trafic d'esclaves. Pendant ce temps-là, la vie à la cour royale de Lisbonne atteignait des niveaux de luxe et d'opulence qui étaient encore inimaginables quelques décennies plus tôt⁵.

Ces nouveaux circuits commerciaux ne se limitaient pas à l'Europe, car les rois et les chefs africains qui commerçaient librement avec les Portugais ne tardèrent pas à devenir des consommateurs éclairés et à savoir choisir leurs produits d'importation. Ils ne voulaient pas des tissus d'Europe, par exemple, car ils étaient en laine ou en lin, ce qui les rendait incompatibles avec le climat tropical. Les Portugais se mirent alors à se servir de l'or venu d'Afrique pour acheter des cotons indiens, qui étaient très recherchés en Afrique. En Afrique de l'Ouest, le commerce de cabotage se trouva amplifié d'autant⁶ : les Portugais achetaient des tissus africains dans un endroit, au Bénin notamment, et les revendaient ailleurs contre de l'or.

Quand l'or se mit à couler à flots, à partir des années 1480, Lisbonne se trouva dans une situation si florissante qu'elle interrompit presque totalement la recherche d'un chemin maritime vers l'Asie, alors qu'il s'agit aujourd'hui de l'explication privilégiée pour expliquer l'expansionnisme européen pendant l'âge des découvertes. Le Portugal, qui avait l'aval du pape pour conquérir la quasi-totalité de l'Afrique, avait surtout à cœur de protéger ses réserves d'or, comme en témoignent la construction de la forteresse d'Elmina et les subtiles tactiques commerciales et militaires qui y furent mises en œuvre. Outre la Côte-de-l'Or, la priorité du Portugal restait d'identifier d'autres réserves d'or en Afrique, un continent dont on pensait à l'époque qu'il abritait ce précieux métal en abondance. L'or appartenait assurément à cette catégorie de biens qui rend insatiable ; dans ce but, les Portugais, toujours désireux de mettre la main sur le marché sahélien, envoyèrent des ambassades à Tombouctou, à trois cents kilomètres en amont de la Sénégalie⁷.

Si la découverte d'une voie maritime vers l'Inde avait été la priorité de Lisbonne à la toute fin du XV^e siècle, comment expliquer l'énergie et la débauche d'efforts pour envoyer une autre ambassade, cette fois-ci dans le royaume du Kongo, en Afrique centrale, en 1491 ? Cette ambassade comptait des prêtres, des artisans car on espérait créer des liens économiques d'une ampleur encore supérieure à ce qui se pratiquait à Elmina. Sous monopole royal, le commerce avec le Kongo était censé engranger immédiatement des bénéfices importants⁸. Par comparaison, l'Inde, pour ne rien dire des terres d'Afrique australe, semblait un objectif incertain.

Comme on l'a vu, le Portugal attendit neuf ans avant de donner suite à la percée historique de Dias en 1488. Il y avait trop à faire en Afrique, et les bénéfices atteignaient un niveau extraordinaire. De plus,

si Lisbonne finit par donner suite aux explorations de Dias, le capitaine de la flotte n'était pas un vétéran couvert d'honneurs en ces temps de conquête maritime, donc quelqu'un qui témoignerait de l'importance accordée à cette mission par la Couronne, mais un petit noble de cour sans importance nommé Vasco de Gama⁹.

On peut toutefois mesurer l'importance historique de l'or africain en usant d'autres critères : en effet, c'est cet or qui finança la construction de nouvelles flottes et donc les missions d'exploration les plus célèbres de l'histoire du Portugal, d'abord le long des côtes africaines, puis, après 1497, jusqu'en Inde. Stimulée par l'apport exceptionnel de l'or de Mina à son économie, la Couronne redoublait d'envie de découvrir d'autres réserves d'or en Afrique. Lisbonne était en mesure de rivaliser avec l'Espagne en matière de navigation, de découvertes, de conquêtes, de croisades et de commerce intercontinental. On s'appuie aujourd'hui sur une annotation inscrite par Christophe Colomb en marge d'un de ses livres, l'*Imago mundi* de d'Ailly, pour affirmer qu'il se trouvait en personne à Lisbonne quand Dias est rentré de son périple jusqu'à la pointe méridionale de l'Afrique, et qu'en dépit du peu de retentissement de cet exploit à l'époque Colomb, pour sa part, ne s'y était pas trompé :

Il a raconté au très illustre roi du Portugal comment il a navigué 600 lieues plus au sud que la limite précédemment atteinte, c'est-à-dire 450 lieues vers le sud puis 250 vers le nord [sic], jusqu'en un promontoire auquel il a donné le nom de cap de Bonne-Espérance. [Dias] a dessiné et donné les détails de son voyage sur une carte de navigation qu'il a présentée publiquement au très illustre roi. J'étais là tout au long de cette audience¹⁰.

Quatre ans plus tard, le Portugal apprit le retour de Colomb de sa première expédition aux Amériques, et ce de la façon la plus directe qui soit : le navire amiral de l'explorateur, la *Niña*, jeta l'ancre à Lisbonne avant de voguer vers l'Espagne ; par une coïncidence presque incroyable, Colomb y rencontra Dias, qui commandait un vaisseau de guerre et qui l'escorta jusqu'au port. Peu de temps après, João II, qui trépignait d'en savoir davantage sur ce qu'avait découvert le navigateur génois pour le compte de la nation rivale, la Castille, reçut Colomb à sa cour. Bartolomé de las Casas a raconté leur entrevue dans son *Histoire des Indes*, même si on peut supposer qu'il ne s'agit pas d'un compte rendu mot pour mot et qu'il a quelque peu dramatisé le tout :

Alors, le roi, se rendant compte de l'immensité des terres découvertes et des richesses qu'il imaginait y avoir, ne pouvant cacher la grande douleur, qu'il avait au fond de lui mais qu'il cachait à l'extérieur, de la perte de choses si inestimables, qui avaient échappé à ses mains par sa faute, d'une voix forte et dans un élan de colère contre lui-même, se donna un coup de poing dans la poitrine, disant : « Oh ! homme de peu de connaissance ! pourquoi donc as-tu laissé échapper une entreprise de si grande importance¹¹ ? »

Même si on peut comprendre l'affliction du roi João II dans ce moment particulièrement dramatique, il n'y a pas en fait de raison objective de penser, si on dresse un bilan général, que le Portugal ait été supplanté par son grand rival ibérique dans la bataille d'influence géopolitique. Si nous pensons aussi facilement cela, c'est que nous avons l'habitude d'attribuer un rôle secondaire à l'Afrique. Dans le traité de Tordesillas de 1494, le Portugal et l'Espagne se partagèrent les contrées récemment découvertes en dehors de l'Europe selon un méridien situé à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert, qui appartenaient alors déjà à Lisbonne : tout ce qui se trouvait à l'est de cette ligne, dont l'Afrique subsaharienne, revenait au Portugal. Certes, l'Espagne emportait l'essentiel du continent américain, hormis le Brésil, tandis qu'au moins à titre temporaire Lisbonne gardait le contrôle de l'Asie, dont on admet habituellement que c'était l'objectif majeur de l'Europe depuis le début, ainsi que le trophée le plus convoité de l'âge des découvertes. Pourtant, des calculs précis montrent qu'en raison du coût élevé des voyages jusque dans la lointaine Asie au début du XVI^e siècle, l'Afrique rapportait au moins deux fois plus à la couronne portugaise que le commerce – pourtant si longuement convoité – d'épices et de tissus en provenance d'Asie¹².

L'historien Felipe Fernández-Armesto a aussi avancé cette idée, de façon plus frappante même en raison d'une comparaison plus parlante avec l'époque actuelle ; c'est un spécialiste reconnu du monde hispanique, et l'un des rares à exprimer cela aussi clairement. Contrairement à la plupart des historiens qui parlent du commerce et des relations avec l'Afrique comme d'un « épisode secondaire dans la construction de l'Occident¹³ », Fernández-Armesto a comparé le Portugal de

la fin du XV^e siècle à la situation actuelle des pays censément en voie de développement qui placent tous leurs espoirs dans le forage offshore afin de contrebalancer leur pauvreté et leur faible poids économique grâce à la découverte subite de pétrole ou de gaz¹⁴, et ce faisant, d'ouvrir la voie vers un avenir radieux. Cette stratégie n'a pas souvent été payante, mais le Portugal d'il y a cinq siècles et demi présente, de ce point de vue, un cas d'école.

En dépit du poids indéniable de la découverte de l'or africain, ce ne fut là que le premier trophée d'une longue série de gains spectaculaires. Le trafic lucratif d'esclaves supplanta bientôt le commerce de l'or, sans parler de la croissance galopante de la production de sucre dans les îles situées au large de l'Afrique. Peu après, l'expansion de l'industrie sucrière allait connaître un essor nouveau en entrant dans une phase historique à l'échelle mondiale, et ce exclusivement en raison de la traite d'esclaves africains, qui commença sur l'île minuscule de São Tomé. Fernão Gomes découvrit cette île avec ses hommes en 1471, puis l'île devint une colonie portugaise en 1485 et servit de laboratoire au modèle de l'agriculture de plantation développé ensuite au Brésil. Un calcul raisonnable conduit à penser que c'était une manne au moins égale à celle que l'Espagne allait pouvoir exploiter quelques années plus tard aux Amériques. Dans l'immédiat, la source principale à laquelle le Portugal devait sa bonne fortune, c'était la forteresse de São Jorge da Mina et ses abondantes cargaisons d'or. Comprendre l'émergence de la modernité à cette époque-là n'implique pas uniquement de s'intéresser de près aux relations entre Africains et Européens, mais aussi de se poser la question suivante : comment se fait-il que cette histoire soit restée si longtemps dans les marges, à n'être étudiée ni racontée par presque personne ?

Chapitre 9

RICHESES HUMAINES CONTRE RICHESSES MATÉRIELLES

Pour rentabiliser la découverte de la côte d'Elmina, le Portugal avait besoin de travailleurs et, en raison d'un certain nombre de facteurs contemporains, l'augmentation de la production d'or imposa le recours à l'esclavage. À quoi bon, doit-on se demander, construire une forteresse à Elmina si l'approvisionnement en or, si prometteur fût-il, demeurerait irrégulier ? De la même manière, mais du point de vue des Africains, à quoi bon s'embarrasser de ces étrangers blancs qui débarquaient de l'autre bout du monde si on ne pouvait pas tirer d'eux autre chose qu'un maigre assortiment d'objets métalliques déjà connus, et des textiles d'Afrique du Nord qu'on pouvait déjà acquérir en Afrique de l'Ouest ?

Comme l'esclavage des Arabes, l'esclavage des Blancs par les Blancs (en particulier de Slaves, un nom dont la racine commune avec le mot *esclave* saute aux yeux) s'est poursuivi en Italie, dans le sud de la France et dans la péninsule Ibérique jusqu'au XVI^e siècle. Même s'il avait beaucoup décliné dans ces territoires, l'esclavage est resté, selon les mots de l'historien Philip Curtin, « à tout le moins un aspect secondaire de la vie économique du monde méditerranéen jusqu'au XVIII^e siècle¹ »². Du fait de leur peau noire, les Africains offraient le prétexte censément rationnel d'une différence catégorielle avec les Blancs ; cette différence devint la justification première d'une nouvelle forme d'esclavage, qui allait connaître une expansion dramatique. C'est dans cette essentialisation même, dans ce classement par catégories, que se trouvent les origines du racisme moderne.

Dans cette région d'Afrique, comme ailleurs en Afrique subsaharienne, l'esclavage était une pratique très ancienne, mais sans commune mesure avec le modèle de l'esclavage de possession qui émergeait à peine dans les plantations de canne à sucre en même temps que l'expansion de l'impérialisme occidental. Pour les Akan, un ensemble diversifié d'ethnies dont les langues étaient suffisamment proches pour que leurs locuteurs se comprennent, l'acquisition d'esclaves se faisait lors de conflits fratricides, mais aussi lors d'expéditions contre des groupes ethniques étrangers. Les personnes capturées lors de ces conflits étaient parfois affectées à des tâches agricoles, à la construction de routes, voire enrôlées dans l'armée, mais comme chez les Ottomans, la priorité était de les assimiler aussi vite que possible dans la société. Les esclaves, en particulier les femmes, étaient intégrés aux familles akan par le biais du mariage, mais aussi comme concubines ou comme domestiques, avec un faible degré de stigmatisation.

Les Akan, qui contrôlaient les sources les plus opulentes d'or à l'intérieur des terres³, venaient d'établir des liens commerciaux fructueux avec les empires du Sahel occidental, comme le Mali et l'empire des Songhaïs, qui leur permettaient d'écouler le précieux métal. Ils vendaient l'or contre des produits venus d'Afrique du Nord et même d'Europe. Si les liens entre Akan et Portugais avaient un quelconque intérêt, au point d'en rentabiliser les coûts et l'embarras, il fallait des échanges plus réguliers et plus massifs. Toutefois, tant que les tissus indiens si convoités n'étaient pas disponibles, les produits apportés par les Portugais n'étaient pas d'un intérêt suffisant pour justifier d'affecter massivement leurs propres travailleurs à la production d'or. Pour citer les termes méprisants d'un marchand d'esclaves français, les Portugais « n'ont rien d'autre, pour leurs affaires, que des bagatelles⁴ ». Au moment où ils ont rencontré les Européens, les Akan avaient commencé à perfectionner avec une grande habileté la production d'or, en creusant des puits jusqu'à soixante-dix mètres dans le sol, soit à des profondeurs records pour l'époque⁵. Cependant, pour produire encore davantage et pouvoir commercer avec les Européens, il fallait beaucoup plus de travailleurs, tant pour l'extraction que pour le transport. Classique en Europe comme en Asie, le recours aux animaux de trait, comme les chevaux, n'était pas possible, car l'Afrique de l'Ouest au sud du Sahel était infestée par la mouche tsé-tsé, le vecteur de la trypanosomiose. En outre, la région n'avait aucune espèce locale qui puisse être employée massivement comme bête de somme.

En raison de cette pénurie d'animaux de trait et aussi d'autres facteurs, les Akan se montrèrent particulièrement réticents à vendre les leurs, et même des prisonniers de guerre issus d'autres ethnies comme esclaves aux Européens, au moins à cette époque. Un des premiers critères pour mesurer la richesse et la puissance d'un souverain en Afrique, à l'époque, c'était le nombre de sujets, en particulier le nombre d'hommes⁶. Sans surprise, cette réticence disparut dès que les marchands européens se mirent à pulluler sur la côte. Une forte demande en esclaves donna lieu à un commerce plus abondant et plus diversifié de produits, jusqu'à la vente d'armes à feu au XVII^e siècle, en particulier à l'initiative des Néerlandais et des Britanniques. Comme on le verra, le commerce d'armes à feu alimenta la violence généralisée en déstabilisant la région, ce qui s'avéra le meilleur moyen d'établir un nouveau marché d'approvisionnement en esclaves.

Près d'un demi-siècle avant le début du commerce d'esclaves à destination des plantations du Nouveau Monde, le principal problème des Portugais en Afrique de l'Ouest consistait à trouver le moyen d'accroître la production d'or en provenance d'Elmina. La solution s'imposa quand il s'avéra que les peuples de la Côte-de-l'Or étaient prêts – et même décidés – à vendre leur or contre des captifs africains importés de contrées éloignées. À ce stade, il faut bien préciser qu'à l'époque les populations du continent n'avaient pas la moindre idée qu'on pouvait leur assigner une identité collective d'« Africains », au sens où l'on comprend ce mot aujourd'hui. En d'autres termes, au XV^e siècle, *Africain* était une étiquette qui n'avait pas encore été inventée pour désigner une communauté morale ou politique. On peut affirmer sans ambages que les Akan, tant sur la côte qu'à l'intérieur des terres (d'où provenait l'essentiel de l'or), auraient vu ce trafic d'un tout autre œil s'ils avaient pu se douter que la même chose allait leur arriver dans le futur.

Si les Portugais et les autres Européens qui les suivirent bientôt dans cette région se servaient du terme de « Noir d'Afrique » comme d'une catégorie identitaire, on imagine sans peine que le fait que des chefs de la Côte-de-l'Or achètent des esclaves noirs à des marchands blancs favorisa la « normalisation » de cette nouvelle forme de commerce dans l'esprit des Européens ; n'oublions pas que les chefs et les marchands du Bénin avaient vendu ces mêmes esclaves noirs aux Européens avec tout autant d'enthousiasme.

On a le premier témoignage de cette nouvelle forme d'esclavage entre Africains grâce à un navigateur flamand nommé Eustache de la Fosse. Vers 1479 ou 1480, il acheta une femme et son fils sur la côte de l'actuelle Sierra Leone contre un plat à barbe et trois ou quatre grandes manilhas. Plus à l'est, à Shama, il revendit les deux captifs contre quatorze poids d'or. Dans sa chronique⁷, de la Fosse raconte comment, une fois prisonnier des Portugais au Village en Deux Parties (la future Elmina), il fut témoin du débarquement de deux cents esclaves apportés par bateau de régions situées plus à l'est et échangés contre de l'or.

L'histoire du navigateur flamand concorde avec d'autres témoignages qui affirment que certaines populations situées plus à l'est sur la côte n'avaient aucun mal à vendre des esclaves africains aux Européens contre des objets manufacturés en métal et des tissus. En 1486, des navires portugais

qui exploraient l'extrémité est du delta du Niger – où leurs compatriotes s'étaient aventurés dès 1471 – découvrirent cinq cours d'eau qui serpentaient au milieu des mangroves et qu'ils baptisèrent les Rivières aux Esclaves : un tel nom ne laisse guère planer de doute sur ce qu'ils recherchaient.

Les nouveaux venus furent ensuite accueillis à Gwaton, un port florissant sur l'Ovia, qui leur servit de base. Ils s'aperçurent vite que Gwaton était un allié commercial du royaume de Bini, nommé Bénin dans la plupart des langues européennes, un royaume dont l'existence remontait au XI^e siècle⁸.

Le Bénin n'avait rien de commun avec la communauté dirigée par Kwamena Ansa, dont le territoire peu étendu était entouré par des États akan certes divisés mais nettement plus grands qu'elle. Dans les régions côtières d'Afrique de l'Ouest, le Bénin était, à cette époque, la puissance prédominante. À leur arrivée, les Portugais furent impressionnés de voir la muraille imposante qui entourait la capitale. Des fouilles archéologiques menées dans les années 1990 ont démontré que cette muraille faisait partie d'un ensemble complexe qui s'étendait sur environ quinze mille kilomètres. Le royaume disposait d'un gouvernement central¹⁰, d'un commerce réglementé, d'une police, et enfin d'une armée qui pouvait aligner jusqu'à cent mille soldats. La monarchie, dirigée par des rois portant le titre d'*oba*, exerçait un contrôle strict sur l'économie¹¹, grâce à des guildes royales chargées de superviser la production d'objets artistiques mais aussi d'autres produits à forte valeur commerciale, comme les tissus luxueux qui étaient exportés dans toute la région.

Les Portugais s'avisèrent immédiatement du fort potentiel commercial d'un poivre savoureux vendu à Gwaton et qui devint bientôt très recherché sur les marchés en Flandre, mais rien qui puisse arriver à la cheville du commerce d'esclaves : les Portugais eurent la joie de découvrir un riche vivier d'esclaves lié aux guerres entre le Bénin et les royaumes voisins. Au début, le Bénin fut séduit par les possibilités commerciales que permettaient ces relations nouvelles avec des Européens : en 1486, l'*oba* dépêcha à Lisbonne une ambassade conduite par le chef de Gwaton ; il lui fut fait très bon accueil. De fait, c'était deux ans avant la réception du prince jolof dont il a été question plus haut. Les chroniques de la cour de João II décrivirent l'ambassadeur du Bénin comme « un homme parlant bien et fort d'une sagesse naturelle ». « On organisa en son honneur de grands festins et on lui montra les plus belles choses du royaume », et il put rapporter chez lui « de riches habits » dont il lui fut fait présent « pour lui et pour son épouse »¹². Sur un plan moins anecdotique, les navires qui le raccompagnèrent au Bénin avaient à leur bord des ecclésiastiques chargés d'essayer de convertir le maître de ce riche royaume, mais aussi des marchands, afin d'entamer le commerce d'épices et d'esclaves.

Les Portugais n'étaient cependant pas les seuls à élaborer, par le biais de la diplomatie et de semblables réceptions officielles, une conception nouvelle de leur identité au prisme d'un « autre » perçu comme tel, ce qui est un autre jalon majeur de ce que l'on considère comme la modernité. Dans le royaume du Bénin, il se passait la même chose : on le sait grâce à leur art particulièrement reconnaissable, qui avait connu son essor depuis le XII^e siècle et qui avait atteint un impressionnant degré de raffinement, tant esthétique que technique. Au moment de l'arrivée des Portugais, les artistes du Bénin étaient capables de mouler des plaques de cuivre d'une épaisseur d'à peine trois millimètres grâce à la technique dite de la cire perdue¹³, ce qui les plaçait au-dessus de n'importe quel artisan métallurgiste européen de la Renaissance. La technique consistait à sculpter dans de l'argile, puis à recouvrir la sculpture d'une très fine couche de cire, et enfin à verser du métal fondu dans le moule ; la cire fond et s'écoule en ne laissant que le cuivre.

L'art cérémoniel du royaume du Bénin permettait notamment de conserver une archive des événements historiques : ce fut là, semble-t-il, une des raisons principales de l'intérêt des autochtones pour les manilhas en cuivre et en bronze qu'ils faisaient fondre afin de sculpter des bustes et des frises. Ces œuvres sont désormais visibles dans les musées occidentaux, et, bien que le métal majoritairement employé soit du laiton, elles sont appelées bronzes du Bénin. En 1500, le prix d'un esclave vendu à Gwaton aux Portugais était de douze à quinze manilhas¹⁴ ; avec le temps et l'essor des relations commerciales, le coût du travail humain allait augmenter rapidement. Les Portugais apparaissent souvent dans les magnifiques œuvres produites à la cour du Bénin à cette époque, presque comme des curiosités humaines : cheveux longs, barbes fournies, nez exagérément effilés... Bientôt, les Africains, les autochtones d'Amérique et tous les autres « exotiques » allaient subir un traitement similaire dans les arts figuratifs et la littérature européenne. Tout cela relève

de ce que les spécialistes nomment la « transformation des subjectivités¹⁵ », qui commença à cette époque où les premiers contacts entre Africains et Européens eurent pour conséquence de modifier la façon dont les habitants du monde entier – et pas seulement les Européens – concevaient le monde et leur propre identité, et ce dans une perspective de plus en plus relative.

Après des débuts aussi prometteurs, le commerce avec le Bénin allait se révéler décevant. Au cours des premières années du commerce d'esclaves, Lisbonne n'affrétait qu'un seul navire pour les échanges entre Elmina et le Bénin. Dans la mesure où un voyage durait en tout de deux à trois mois – le plus long était de revenir à Elmina, dans une lutte acharnée contre les courants océaniques qui ramenaient sans cesse le navire vers l'est –, le commerce annuel ne dépassait guère les trois cents esclaves¹⁶. Au début du XVI^e siècle, les officiers en poste à Elmina réclamaient à cor et à cris une augmentation des livraisons en esclaves afin de concurrencer le commerce de l'or entre les Akan et les peuples du nord du Sahel¹⁷. Dès que Lisbonne accepta d'affréter trois navires de plus sur cette voie maritime, ce circuit économique simple mais d'une incroyable vitalité se trouva renforcé : désormais, les Portugais vendaient aux Akan les esclaves apportés de l'est. À l'apogée de ce commerce, soit quelques années plus tard, les bénéfices résultant de l'esclavage comptaient pour un sixième de ce que les Portugais gagnaient avec le commerce de l'or¹⁸, de sorte qu'une deuxième flotte fut bientôt mise en circulation afin de permettre des allers-retours entre Elmina et Lisbonne : dans un sens, les navires transportaient l'or africain, et dans l'autre ils emmenaient des employés portugais ainsi que les objets nécessaires au troc.

Par-delà leurs objectifs strictement mercantiles, les Portugais avaient d'autres intentions et ils voulaient absolument convertir les peuples avec qui ils faisaient des affaires ; à l'inverse de Kwamena Ansa à Elmina, l'oba du Bénin afficha, au moins au début et en vertu de l'attrait de l'inconnu, une certaine curiosité pour les rites religieux des Européens. Rien dans les documents dont on dispose ne permet d'attester que la traite transatlantique se serait déroulée différemment si les Africains s'étaient convertis massivement au christianisme. Au Bénin, puis au Kongo, les Portugais tentèrent, dès le début et en toute sincérité, de convertir les autochtones. Pour autant, l'impression générale est que les missionnaires de la fin du XIV^e et du XV^e siècle avaient surtout pour objectif de donner un semblant de respectabilité théologique aux atrocités commises dans le cadre de l'esclavage de possession, pratique encore très récente et qui n'était pas connue sous ce nom, pour ne rien dire de la rivalité entre nations européennes pour la légitimité et le prestige, dans laquelle l'Église catholique et la lutte contre l'islam jouaient un rôle démesuré.

Lors de leurs premières rencontres avec des Européens désireux de les convertir, les Africains ne manquaient pas non plus, il faut le dire, de motivations à moyen terme. L'oba du Bénin estima certainement que ce n'était pas cher payer d'accepter d'entendre les arguments religieux des Blancs, et même d'autoriser (avec maintes précautions) certains de ses sujets à se convertir, si cela permettait d'acheter des armes aux Portugais, voire d'obtenir leur aide dans la guerre qu'il livrait au même moment à un peuple voisin, les Idah. C'est dans cet esprit que l'oba séquestra quelques-uns des missionnaires portugais dans son camp militaire proche de la ligne de front afin de parler du dogme chrétien¹⁹. Rentré dans la capitale, il annonça qu'il permettait à un de ses fils et à un certain nombre de nobles de se convertir. Toutefois, le Bénin triompha sans trop de difficultés des Idah, et l'oba aux idées larges n'allait pas tarder à mourir. Ses successeurs se montrèrent nettement moins intéressés par les Portugais, que ce soit sur le plan religieux ou même sur le plan commercial. Autour de 1514, le Bénin commença à restreindre le commerce d'esclaves, en interdisant tout d'abord la vente de prisonniers de guerre de sexe masculin, sans doute parce que leur assimilation sociale revêtait une plus grande valeur. Pour les chefs africains, la croissance démographique fondée sur l'assimilation des prisonniers était la seule solution réaliste à court terme pour asseoir et renforcer la puissance de leur État²⁰.

Privés d'une part de leur ressource en esclaves, et confrontés par ailleurs aux maladies tropicales endémiques comme la malaria et la fièvre jaune qui décimaient leurs envoyés dans la baie du Bénin²¹, les Portugais se virent contraints de fermer leur *feitoria*, ou factorerie. Ce qu'il faut retenir de cet épisode dans les relations entre Africains et Portugais au XVI^e siècle, c'est que le Bénin est toujours resté aux commandes et que ce sont les étrangers, les Européens, qui ont dû se conformer aux coutumes et aux protocoles sans avoir leur mot à dire quand le royaume décida de mettre fin à la traite car elle ne présentait plus d'intérêt pour lui. À dire vrai, dans ce système bilatéral qui voyait

les Portugais accepter les clauses édictées par le royaume du Bénin, il est possible que les oba aient considéré les étrangers comme leurs vassaux²², même si ce n'était pas l'opinion des Européens.

Le Portugal devait revenir plus tard dans cette région du delta du Niger, à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle, afin d'en faire une des sources les plus abondantes de captifs africains à destination des cultures de rapport du Nouveau Monde : près d'un demi-million de femmes et d'hommes allaient être déportés depuis la zone côtière connue sous le nom de baie du Bénin. Dans l'intervalle, au titre d'un changement de stratégie lourd de conséquences, Lisbonne allait concentrer ses efforts sur l'île équatoriale de São Tomé, au large des côtes d'Afrique centrale²³.

Chapitre 10

CIRCUITS D'ANTAN ET D'AUJOURD'HUI

Soucieuse de tirer de ses pillages coloniaux d'antan des vertus commerciales pour le temps présent, TAP, la compagnie aérienne nationale portugaise, donne à la plupart de ses vols long-courriers le nom des plus célèbres navigateurs du pays. Lors de mes recherches pour écrire ce livre et d'un transit à Lisbonne, j'ai passé plusieurs heures particulièrement désagréables à regarder ces avions s'approcher de leur porte d'embarquement puis cheminer lourdement vers leur voie de décollage. On pouvait lire sur leurs flancs alourdis les noms des explorateurs les plus renommés du pays : Bartolomeu Dias, Vasco de Gama, Fernão de Magalhães (Fernand de Magellan) et Pedro Álvares Cabral. En soi, c'était déjà excitant de me rendre à São Tomé, un des rares pays d'Afrique où je n'étais encore jamais allé, mais à ce plaisir s'ajoutait celui d'une brève escale à Accra, la capitale du Ghana, ce qui signifiait que la compagnie aérienne suivait un itinéraire identique à l'un des circuits économiques les plus importants de l'histoire mondiale de ces cinq derniers siècles. L'itinéraire reliait le Portugal, le Ghana et São Tomé exactement comme les navires du XVI^e siècle le faisaient, avec à leur bord de l'or ou des esclaves. Malheureusement, cela se faisait sans tambour ni trompettes, et, autant que j'aie pu en juger, la compagnie aérienne n'en avait pas la moindre idée. Voilà un signe édifiant du niveau de reconnaissance du rôle joué par les Noirs dans l'histoire atlantique.

Pour diverses raisons, les Portugais avaient fini, à l'aube du XVI^e siècle, par se détourner de la factorerie établie au Bénin en 1486 pour se concentrer sur la colonisation de l'île de São Tomé, alors sans habitants. São Tomé, découverte en 1471, se situe quasiment sur la ligne de l'équateur, à quelque trois cents kilomètres à l'ouest de l'actuel Gabon ; son sol volcanique, de terre noire, reçoit d'abondantes pluies tropicales. Au vu du bilan en vies humaines sur le continent, au Bénin par exemple, et des difficultés liées aux relations avec des États africains à la fois forts et fantasques, les Portugais étaient échaudés. Leur expérience, ainsi que celle des Espagnols, leur avait également montré, dans des îles situées au large des côtes africaines (Madère, les îles Canaries, l'archipel du Cap-Vert), que la capacité à établir des cultures de rapport, notamment la production de sucre, rendait l'impérialisme africain naissant particulièrement lucratif. Le Portugal, qui avait une population modeste, voyait un autre avantage à la colonisation de São Tomé : il n'y avait qu'un nombre limité d'hommes en mesure de se lancer à l'aventure dans des terres inconnues, et sur une île un nombre même restreint de colons pouvait donner des résultats rapides. En se servant du Cap-Vert comme d'une rampe de lancement, Lisbonne comprit qu'il était possible de se livrer au commerce d'esclaves dans les zones littorales en engrangeant des bénéfices mais sans craindre d'attaques ni de représailles. Quand São Tomé devint officiellement une colonie, en 1485, c'était, d'après certains historiens, pour servir d'escale lors de longs périple à destination de l'Asie, qui n'étaient encore qu'à l'état de projet. Cela n'arriva jamais, même après la découverte du point de passage vers l'océan Indien par Dias en 1488, et ce pour des raisons liées à la navigation. Par contre, de telles hypothèses détournent de ce qui était, pour les Portugais, la priorité absolue, y compris d'ailleurs pour la petite île voisine de Principe. Dès les premiers décrets royaux qui en firent légalement une colonie, Lisbonne avait trois objectifs concrets : le ravitaillement des occupants de la forteresse de São Jorgé da Mina ; le ravitaillement en esclaves venus des zones proches des côtes afin de renforcer et, à terme, de remplacer le vivier du Bénin ; la production du sucre à destination des marchés européens, afin de renforcer la production de l'île de Madère, dont la rentabilité avait été maximale mais qui atteignait son apogée et n'allait pas tarder à décliner.

São Tomé eut une quatrième fonction, mais là il s'agit plutôt d'une coïncidence historique que d'une stratégie délibérée. En 1492, l'Espagne bannit environ cent mille juifs, surtout en Castille et à Grenade¹; réfugiés au Portugal, les Juifs ont pu constituer jusqu'à un dixième de la population portugaise. Les monarques avaient des sentiments mitigés à l'égard de cette augmentation subite de la communauté juive : d'un côté, à l'apport financier s'ajoutaient des compétences techniques et scientifiques; mais d'un autre côté, les monarques étaient conscients de la vigueur de l'antisémitisme dans toute la péninsule. Par conséquent, les Juifs durent choisir entre se convertir au christianisme ou quitter le pays : beaucoup choisirent la seconde option et s'installèrent au Cap-Vert, ou en Haute-Guinée, sur le continent africain, et se mêlèrent bientôt aux populations locales. D'autres finirent par se rendre dans le Nouveau Monde, que l'on commençait tout juste d'explorer, et devinrent des figures importantes de la production sucrière.

Dans la mesure où São Tomé se trouvait si loin de l'Europe et où le taux de mortalité des Européens y était très élevé en raison des maladies tropicales (et plus élevé encore au Bénin), le défi majeur de la nouvelle colonie fut de constituer un peuplement suffisamment conséquent pour permettre une réelle rentabilité. Pour ce faire, Lisbonne commença par déporter sur l'île les *degredados* (prisonniers), les prostituées, ainsi qu'un certain nombre d'« indésirables », avant d'y envoyer deux mille jeunes Juifs, qui devaient adopter de nouveaux noms et vivre en « nouveaux chrétiens », ce qui signifiait qu'ils avaient été convertis de force au christianisme. On n'a que peu de sources de cette époque, mais il semble qu'au moins six cents émigrés juifs périrent peu après leur arrivée à São Tomé². Cependant, les autres allaient former une part essentielle de cette nouvelle population hybride qui naquit des relations entre Portugais et Africains dans les premiers temps du commerce d'or et d'esclaves : la culture créole³. Cette population juive semble avoir joué un rôle majeur dans les innovations que São Tomé a apportées à la production sucrière⁴, ainsi que dans la commercialisation du sucre de canne en Europe. Très tôt, le Portugal s'est assuré de mettre des Africaines à la disposition des colons, dans l'idée de rendre leur séjour plus agréable mais aussi d'accroître rapidement la population. Par ailleurs, les créoles, qui parlaient des langues et des dialectes nouveaux issus du mélange d'identités multiples, allaient jouer un rôle de premier plan dans la création d'une nouvelle civilisation reliant divers territoires de l'océan Atlantique; ils sont, à ce titre, une des pierres de l'édifice nommé modernité. Toutefois, il faudra bientôt revenir à Elmina pour étudier le phénomène de créolisation.

São Tomé commença à envoyer ses premiers convois d'esclaves à Elmina à la toute fin du XV^e siècle. Les premiers échanges semblent s'être développés entre l'île et le Bénin, pour le trafic d'esclaves, mais dès les premières décennies du XVI^e siècle le Kongo prit son essor comme source principale d'esclaves pour la forteresse d'Elmina; dans les années 1530, des captifs étaient transportés du Kongo à Elmina via São Tomé à destination du Nouveau Monde et des dynamiques marchés aux esclaves de Lisbonne et de Séville. Pour les Portugais, le Kongo présentait l'avantage d'être plus proche que le Bénin de sa colonie de São Tomé; de surcroît, le Kongo fut la seule entité politique d'envergure à adopter franchement le christianisme, et ses rois coopérèrent avec les Portugais, au moins au début. Le commerce d'esclaves qui commença dès la création de la colonie de São Tomé fut si lucratif que les *degredados* qui y avaient été envoyés comme travailleurs engagés cherchèrent bientôt à s'enfuir pour s'installer à leur compte sur le continent africain et s'établir dans la contrebande d'esclaves.

Au cours de l'année 1504, São Tomé expédia neuf cents esclaves à Elmina⁵; au début des années 1520, l'île importait de l'intérieur des terres environ deux mille captifs par an, dont elle renvoyait à peu près un quart vers la Côte-de-l'Or pour le commerce avec les Akan; le Portugal avait établi la circulation officielle des navires transportant des esclaves à raison d'un tous les cinquante jours. Les autres esclaves, environ mille cinq cents Africains achetés au Kongo ou dans les proches alentours, étaient dépêchés dans le Nouveau Monde ou en Europe. Même s'il admettait des dérogations, le rythme préconisé a mis en branle certaines des innovations les plus notables de la traite à l'époque moderne, de l'embarquement d'esclaves enchaînés et entassés sans ménagement dans les navires à l'irrégularité des repas, en passant par la mise en place de tarifs plus élevés pour les esclaves âgés de douze à vingt-cinq ans. On préférait acheter des esclaves jeunes pour des impératifs de productivité, et, dans le cas des femmes, en raison de leur fertilité. Du fait des conditions atroces de la traite, un autre critère majeur était la simple capacité des esclaves à survivre dans le baraquement ou dans l'enclos où on les tenait prisonniers en attendant

leur déportation sur un autre continent. Au cours des siècles suivants, et au fur et à mesure que le recours à l'esclavage de possession s'étendait au Brésil, aux colonies espagnoles d'Amérique, aux Antilles et à l'Amérique du Nord, ces enclos faits de palissades fleurirent dans tous les marchés humains d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

On l'a dit, le rôle d'Elmina dans l'histoire mérite d'être réévalué, car le commerce dont c'était la plaque tournante a dopé le Portugal, accéléré l'intégration économique de l'Europe, entraîné la révolution des prix dans tout le continent et lancé le début d'une ère de croissance régulière et d'inflation modérée après des siècles de quasi-stagnation. En faisant venir des esclaves d'autres régions d'Afrique, Elmina a également donné le coup d'envoi à ce qui allait devenir la traite transatlantique. Pour ce dernier point, toutefois, l'île de São Tomé mérite également la palme, ou la marque d'infamie, même si elle a réussi jusqu'à présent à y échapper. En effet, cette île d'une superficie de huit cent cinquante-quatre kilomètres carrés est devenue le point le plus occidental de la production de sucre dans la moitié est de la planète; cette production n'a cessé de migrer vers l'ouest, depuis ses débuts en Nouvelle-Guinée à la préhistoire et son implantation en Inde puis au Proche-Orient. Après les croisades, elle s'implanta tout au sud de la péninsule Ibérique; de là, elle s'appuya sur les progrès de la navigation pour s'étendre au monde atlantique, en particulier dans les Canaries et à Madère. Ces îles situées au large du continent africain servaient de laboratoires à une échelle modeste : les plantations, plus étendues que n'importe où en Europe à l'époque⁶, permettaient une spécialisation à l'intention de marchés éloignés sous la conduite de puissances impériales elles-mêmes éloignées. Ces plantations d'un nouveau genre se différenciaient de leurs homologues d'Europe par le nombre important de travailleurs : des centaines d'engagés et d'esclaves, avec un minimum d'un esclave par lot de huit mille mètres carrés. Ce qui était également inhabituel, c'est la nature très compartimentée du travail⁷ : la production sucrière pratiquée dans ces îles dépendait étroitement de la spécialisation des travailleurs, ce qui est l'un des exemples les plus anciens de la division du travail, et donc d'un des traits les plus communément associés au capitalisme et à la première révolution industrielle.

Toutefois, c'est São Tomé qui a permis de fixer de façon définitive le modèle moderne de la plantation sucrière; outre ce que les producteurs de canne à sucre faisaient déjà à Madère ou dans les Canaries, les maîtres-plantateurs y apportèrent quelques finitions notables. Déjà, les plantations étaient plus vastes et fonctionnaient de façon plus industrielle, mais l'innovation majeure a eu un impact sur les vies des humains arrivés sous la contrainte ainsi que sur l'économie, la société et les relations géopolitiques des cinq siècles suivants : c'était la toute première fois qu'on mettait en place une forme d'esclavage entièrement racialisée afin de produire et d'exporter des denrées agricoles. En d'autres termes, les plantations de São Tomé reposaient entièrement sur l'exploitation violente d'esclaves noirs et africains : ce modèle, qui allait devenir le kit de survie et la condition *sine qua non* de la modernité⁸, s'exporta des rivages de São Tomé jusqu'au Nouveau Monde, avec dans son sillage tout ce qu'il y avait en lui de profondément inhumain.

En s'appuyant sur une ressource abondante d'esclaves capturés sur les côtes de l'Afrique continentale, la production sucrière de São Tomé a donné lieu à la croissance la plus vertigineuse qu'ait connue une denrée agricole dans l'histoire de l'humanité⁹. Lorsque la culture sucrière s'était développée dans les îles au large de l'Afrique, au début du XV^e siècle, cette denrée était davantage un remède qu'un aliment, un stimulant si cher que seuls les rois et les élites pouvaient se le payer. Grâce à São Tomé, le sucre allait devenir l'aliment de masse si répandu de nos jours qu'on n'y songe même plus. À peine arrivé dans la cour des grands grâce à l'or d'Elmina, le Portugal réussit à allier, au début de la seconde moitié du XVI^e siècle, la production sucrière, l'esclavage des Noirs et le recours aux entrepreneurs privés pour dominer les relations commerciales entre l'Europe et l'Afrique. Lisbonne se servit des abondantes richesses et des connaissances acquises à cette occasion pour partir à l'assaut du Nouveau Monde et de territoires situés plus loin encore.

Comme si cela ne suffisait pas, il y a un trait plus important encore et tout aussi oublié qui donne à São Tomé une importance historique. En effet, ce fut la première société esclavagiste créée par les Européens au profit des seuls Européens et dans laquelle les esclaves étaient beaucoup plus nombreux que leurs maîtres : que l'on pense à la Barbade, à la Jamaïque, à des régions entières du Brésil, et enfin aux immenses territoires du sud des États-Unis entièrement consacrés à la culture du coton. Ce modèle allait devenir la norme dans tous les endroits où les Européens et leurs

descendants établirent des plantations, et donc dans l'Amérique esclavagiste. En tout, le nombre d'Africains déportés dans le Nouveau Monde jusqu'en 1820 est quatre fois supérieur au nombre d'Européens¹⁰. São Tomé est le premier endroit qui a été conçu dès le départ afin de réduire des Noirs en esclavage. Le mot qui désigne en anglais l'esclavage de possession, *chattel*, est de la même famille que le mot *cattle*, qui désigne le bétail : les êtres humains deviennent des bêtes de somme privées de leur humanité. São Tomé a servi de point d'embarquement pour les premiers navires portugais transportant vers le Nouveau Monde des esclaves traités comme des marchandises. C'est aussi à São Tomé qu'ont éclaté les premières révoltes d'esclaves, dont un soulèvement dont on ne se souvient guère et qui s'est pourtant soldé par la victoire des esclaves. Comme on le verra, ces éclairs insoupçonnés étaient les signes annonciateurs du grand coup de tonnerre retentissant qui éclata plus de deux siècles et demi plus tard et qui bouleversa l'histoire mondiale, la révolution haïtienne. Et pourtant, en dépit de tout cela, on peut passer des jours et des jours à sillonner São Tomé, comme je l'ai fait lors de mes recherches pour ce livre, sans jamais trouver de sites majeurs ni de monuments officiels commémorant cette histoire¹¹.

Chapitre 11

JUSQU'À LA FIN DES TEMPS

À São Tomé, il y a étonnamment peu de reliques visibles du long passé esclavagiste de l'île, ou de l'époque où le système a été instauré. Même à l'état de ruines, les « maisons de maître » de la société des planteurs sont rares ; celles qui restent sont cachées au creux des montagnes, dans des impasses envahies par la forêt. Sur la place du Peuple, au cœur de la petite capitale maussade et poussiéreuse qui s'appelle aussi São Tomé, se trouve la cathédrale Notre-Dame-de-Grâce, qui a succédé, avec ses deux flèches et son air désuet, à la première cathédrale, bâtie en 1534. Étant donné le rôle central qu'a joué l'Église catholique dans la mise en place de la traite des esclaves¹ – n'oublions pas qu'elle l'a cautionnée mais qu'elle a également participé activement au trafic² –, on s'attendrait, en faisant le tour de la cathédrale, à y trouver une statue ou un monument à la mémoire des esclaves. Rien, mais, en revanche, si on marche cinq minutes par des rues criblées de nids-de-poule, on arrive au petit musée national, qui se trouve sur le site de l'ancienne forteresse, construite en 1566 au bord de l'océan par les Portugais afin de défendre leur trophée³ ; les canons d'époque sont encore en place, au pied du musée.

Parler d'un « musée » est plutôt exagéré, dans la mesure où ce bâtiment mal éclairé et à l'atmosphère étouffante ne donnait quasiment aucune information sur l'esclavage, qui est pourtant le fait historique majeur dans l'histoire de l'île. Les vitrines évoquent en majorité le XX^e siècle. Le plus aberrant de tout, pourtant, ce sont les immenses statues qui s'élèvent contre le musée, sur un carré de sable près de la plage fréquentée par une foule de jeunes gens venus nager : elles représentent trois explorateurs portugais qui fondèrent la colonie et le commerce d'esclaves afférent. L'un d'eux est João de Santarém, commandant d'un des navires de l'expédition qui découvrit l'or du Ghana, en 1471 ; le deuxième est Pêro Escobar, qui prit part, aux côtés de Diogo Cão, à la première expédition au Kongo, en 1482 ; enfin, la troisième statue est celle de João de Paiva, qui obtint de la couronne portugaise la propriété de l'île, en 1485. C'est à cette époque qu'on commença à employer couramment le verbe *descobrir* (découvrir)⁴ pour parler des sociétés très éloignées situées en Afrique. Ce concept même marque l'émergence d'une nouvelle vision, multimodale et relativiste, de l'identité. En très peu de temps, l'idée qu'il y avait, derrière chaque nouvel horizon, une série infinie de mondes nouveaux, fondamentalement différents et tous à même de changer la vision des choses, devint tout à fait banale. Tout a commencé par l'or ouest-africain, qui a été suivi de près par le trafic d'esclaves. Escobar a ensuite pris part à l'expédition de Vasco de Gama en Inde, en 1497, puis à la découverte fortuite du Brésil par Pedro Álvares Cabral, en 1500.

Lors de mes différents voyages de par le monde afin d'écrire ce livre, j'ai pu prendre profondément conscience de la façon dont ce genre de monument est devenu une sorte de norme générale, surtout si on les compare à l'absence de tout monument commémorant l'expérience des Africains pendant l'esclavage et les millions de morts sacrifiés à l'enrichissement de l'Europe et du Nouveau Monde. Le comble est que cela s'observe également dans des pays théoriquement indépendants et gouvernés

par des Noirs. J'ai constaté cela aux Antilles, à Bridgetown, ou encore à la Barbade : la statue qui trône au centre de la ville est celle de Horatio Nelson, comme si on se promenait au beau milieu de Trafalgar Square, à Londres. Lord Nelson est célèbre pour avoir combattu les Français et les Espagnols à la fin du XVIII^e siècle afin de maintenir la prédominance du Royaume-Uni sur les mers et plus particulièrement aux Antilles, et ce à l'apogée de la traite des esclaves en Amérique du Nord. Le vice-amiral était aussi, à titre personnel, un fervent partisan du trafic d'Africains.

Un an et demi après ma visite à la Barbade, les pouvoirs publics ont fini par retirer la statue qui trônait là, face au Parlement, depuis deux cent sept ans. Deux semaines plus tard, l'île cessa de reconnaître la couronne britannique comme chef d'État : autre décision à la fois symbolique et lourde de conséquences. Dans sa chanson *Redemption Song*, un de ses plus gros succès, Bob Marley, le grand visionnaire jamaïcain, demandait déjà aux Africains et aux membres de la diaspora noire de « s'affranchir de l'esclavage mental ». L'exemple de la Barbade montre combien cela peut s'avérer difficile, surtout pour un pays dont les revenus dépendent aussi largement du tourisme.

On ne doit pas chercher les preuves les plus évidentes de l'esclavage à São Tomé dans la forteresse du XVI^e siècle transformée en musée, mais plutôt dans le nord de l'île, dans les petites villes et les villages intemporels qui se massent autour des routes de montagne et de leurs lacets étroits, et où vivent, dans une pauvreté abyssale, les descendants directs des esclaves de l'industrie sucrière. Dans ces hameaux, presque aucune des personnes à qui je me suis adressé n'a été en mesure d'identifier les noms des plantations les plus tristement célèbres des débuts de l'esclavage. En insistant un peu, toutefois, et en arpentant des routes inondées, sans revêtement ni panneaux indicateurs, je suis parvenu à trouver certains de ces sites perdus, par exemple à Playa das Conchas, où de grands vallons descendant presque jusqu'au bord de l'océan offraient suffisamment de place pour y installer des plantations de canne à sucre d'une bonne rentabilité. Aujourd'hui, ces champs sont en jachère et envahis par de hautes herbes qui dansent dans le vent.

Dans l'histoire de l'agriculture sucrière, São Tomé a brillé de mille feux, mais, comme souvent, ce fut un feu de paille. Dans cette économie naissante et caractéristique du monde atlantique, l'île a connu un essor impressionnant, avant de voir ses sols s'appauvrir et de céder la place au Brésil, qui, du fait de sa superficie gigantesque, devint le nouveau centre de gravité du complexe de plantation sucrière⁵. À partir de là, l'île est entrée dans un irréversible déclin en seulement soixante-dix ans. La production de sucre avait commencé à Madère en 1425 en générant d'importants bénéfices ; à son apogée, elle atteignait trois cent mille arrobas⁶ (l'arroba, une unité de poids courante au Portugal à l'époque, équivaut à quinze kilogrammes) ; en 1496, la production annuelle pour la seule île de Madère était tombée à cent vingt mille arrobas. En 1530, São Tomé avait repris le flambeau et était devenue la principale fournisseuse de sucre à destination du Portugal. En 1555 on comptait entre soixante et quatre-vingts plantations sucrières dont la production annuelle, en constante augmentation, était de cent cinquante mille arrobas⁷. Environ douze mille esclaves africains travaillaient sur les terres et faisaient tourner la machine ; leur labeur était si rude que l'espérance de vie au travail ne dépassait probablement pas une dizaine d'années. Il fallait donc importer sans cesse des Africains depuis le continent. Il ne leur fallait pas seulement alimenter les moulins à sucre avec assez de canne ; ils consacraient leur unique jour de repos hebdomadaire à faire pousser de quoi se nourrir. De son côté, la petite communauté des Blancs de São Tomé se nourrissait des produits de base et des denrées plus recherchées qu'une vingtaine de navires par an apportaient du Portugal⁸.

Si inhumaine qu'elle ait été, la forme quasi définitive du système de plantation adoptée à São Tomé a eu des conséquences économiques bien plus importantes à long terme que l'expansionnisme espagnol à la même époque. En effet, le travail forcé des Noirs, soumis à un contrôle strict et violent, permettait une productivité nettement plus élevée et plus durable que l'exploitation minière au Nouveau Monde, avec nettement plus de possibilités de mettre en place ce que les économistes appellent des boucles de rétroaction positives. Le boom économique lié aux mines d'argent pour l'Espagne et aux mines d'or pour le Portugal a fini par se tarir ; son apogée a duré moins d'un siècle⁹. Par contre, l'agriculture de plantation fondée sur l'exploitation d'esclaves noirs, tout en faisant des émules, s'est poursuivie jusqu'au XIX^e siècle dans le monde lusophone. Des deux côtés de l'Atlantique, y compris à São Tomé et à Cuba, on a encore eu jusqu'au XX^e siècle des exemples de plantations dans lesquelles les conditions de travail n'étaient pas si éloignées que

cela de l'esclavage. De manière directe ou non, le modèle de plantation esclavagiste instauré à São Tomé allait donner lieu à deux des plus grandes révolutions agricoles de l'histoire moderne, qui seront l'objet de prochains chapitres : l'industrie sucrière de masse, et l'industrie du coton. Comme ce modèle a été employé dès que ce fut possible au Nouveau Monde, ces deux secteurs sont liés par la culture de l'indigo et du tabac, et en Caroline du Sud par le riz, le café et le cacao.

On ne saurait quitter São Tomé sans s'intéresser à un dernier trait caractéristique de l'histoire complexe et méconnue de cette île. De nos jours, presque personne ne cherche à savoir pourquoi les Européens n'ont pas mis toute leur énergie à installer des plantations sur le continent africain, surtout vu la proximité relative de ces territoires par rapport au Nouveau Monde qui allait bientôt être « découvert ». Cette question semble d'autant plus pertinente que l'Afrique ne manque pas d'une abondance de terres particulièrement adaptées pour y faire pousser de la canne à sucre, du coton et toutes les autres cultures de plantation. Après tout, c'est bien en Afrique qu'on allait chercher les travailleurs indispensables à ce système, tant et si bien que les Européens ont fini par y voir un vivier inépuisable. On pensait encore cela un siècle après la création de la colonie de São Tomé, et on continua à le penser longtemps encore au sein des puissances esclavagistes européennes. En 1591, alors que l'Angola fournissait pas moins de vingt mille esclaves par an, un officier déclara dans une lettre adressée à la Couronne qu'on pouvait compter sur cette colonie pour fournir des esclaves « jusqu'à la fin des temps¹⁰ ». Dans les faits, il n'y a pas eu de tentative pour défricher des terres sur le continent africain afin d'y cultiver de la canne à sucre ou d'autres plantes avant le XIX^e siècle¹¹, et même alors ces tentatives fragmentaires n'avaient d'autre origine que le démantèlement du système esclavagiste dans le Nouveau Monde. Une explication possible, ce sont les maladies endémiques, mais ça n'explique pas tout. Les Européens ont mis du temps à comprendre pourquoi ils disposaient, aux Amériques, d'un avantage épidémiologique conséquent : les populations autochtones, qui y avaient vécu sans encombre pendant des millénaires, à l'abri des maladies du Vieux Monde, commencèrent à tomber comme des mouches dès les premiers contacts avec les Blancs, et ce en raison de l'absence totale de protection immunitaire contre les maladies que ces derniers apportaient avec le bétail, en particulier les cochons. Pour les Amérindiens, même un simple rhume pouvait se révéler mortel. D'après une étude démographique récente, la population totale des autochtones d'Amérique était de soixante millions en 1492¹², soit un dixième de la population mondiale à l'époque ; en 1600, le contact avec les Blancs en avait tué cinquante-six millions.

En Afrique tropicale par contre, l'équilibre épidémiologique était inversé, car c'était les Européens qui n'étaient pas protégés contre des maladies mortelles comme la malaria et la fièvre jaune, sans parler d'une flopée d'autres affections moins connues. À l'époque prémoderne, un quart des Européens mouraient moins d'un an après leur arrivée en Afrique de l'Ouest ; dans certains endroits, ce chiffre atteignait les soixante-quinze pour cent. Même lorsque la mortalité des Blancs se mit à diminuer en raison notamment d'une meilleure hygiène, des taux de mortalité annuels de dix pour cent restaient monnaie courante¹³. Rien d'étonnant, donc, à ce que les ardeurs impérialistes des Européens sur des territoires qu'ils auraient pu contrôler dans le golfe de Guinée ou en Afrique centrale se soient trouvées fortement tempérées.

Cependant, les maladies mortelles n'étaient qu'une partie du problème. Du vivant d'Henri le Navigateur, les Portugais avaient déjà abandonné la stratégie des pillages violents sur les côtes africaines au profit de la diplomatie et d'échanges commerciaux entre parties égales ; c'était la seule option raisonnable, et à vrai dire rien d'autre n'était réellement possible. Après la mort du prince Henri, au fur et à mesure qu'ils descendaient vers le sud, ils ne purent percevoir de différence radicale, à l'exception de la couleur de peau, entre eux et les principales populations rencontrées – donc celles qui dominaient ces régions d'Afrique, le territoire akan, le Bénin, le Kongo –, que ce soit du point de vue de l'organisation politique ou de la puissance militaire. Quant à l'avantage que leur conféraient leurs épées et leurs armes à feu, il ne pesait pas bien lourd face aux délais d'approvisionnement en matériel et au faible nombre de soldats qu'ils étaient en mesure d'opposer à leurs adversaires africains¹⁴.

Outre l'absence de connaissances précises, les stéréotypes relatifs au présent et au passé de l'Afrique sont si bien ancrés que, peut-être, vous seriez étonnés d'apprendre qu'à la fin du Moyen Âge le niveau d'alphabétisation en Afrique était équivalent à celui de l'Europe¹⁵, notamment dans

le Sahel et les régions frontalières¹⁶. On trouvait sur le continent de nombreux États qui avaient mis en place des institutions formelles et des établissements destinés à la transmission des savoirs. Pas de malentendu : un fossé a fini par se creuser entre l'Europe et l'Afrique sur ce point, mais à ce stade ce serait anachronique ; de plus, si le taux d'alphabétisation relatif a diminué en Afrique, c'est en raison des violents bouleversements engendrés par l'agriculture de plantation et l'esclavage de possession.

Pour le Portugal, l'attrait de São Tomé était tout autant lié à ces différents facteurs, dont la grande difficulté à renverser l'équilibre social et politique contrôlé par des adversaires structurés sur le continent africain, qu'aux pluies abondantes et à l'extraordinaire fertilité des sols volcaniques de l'île. Le système esclavagiste était vu, à raison d'ailleurs, comme optimal si on isolait les prisonniers noirs sur des îles, soit en des lieux d'où il était par définition presque impossible de s'échapper et où tout acte de rébellion se traduirait par une répression impitoyable, donc sans grand espoir.

Si le complexe de plantation s'est déplacé de São Tomé vers les rivages des Amériques, et non en Afrique, en dépit des immenses réserves de population et de terres agricoles du continent, c'est un signe manifeste de la faiblesse relative de l'Europe. Transporter les esclaves vers les Amériques lointaines, c'était une solution « faute de mieux », pour reprendre la formule de David Eltis¹⁷. C'est la voie qui fut choisie en raison du pouvoir réel des Africains plutôt que par peur d'un environnement épidémiologique hostile.

Citons ces mots de l'ancien Premier ministre de Trinité-et-Tobago, Eric Williams :

Sur les plantations, la fuite était facile pour le travailleur blanc ; moins facile pour le Nègre [*sic*] qui, une fois libéré, avait tendance, par précaution, à rester en un lieu où il était connu et où il avait moins de chances d'être appréhendé comme vagabond, ou esclave en fuite. Le travailleur blanc attendait de la terre à la fin de son contrat ; le Nègre, dans un environnement étranger, reconnaissable aux traits et à la couleur, ignorant le langage et les manières du Blanc, pouvait facilement être privé de terre une fois pour toutes^{*1}.

La Caraïbe dont parlait Williams, où l'économie de plantation s'était d'abord développée par le recours à l'engagisme de travailleurs blancs, devint bientôt l'héritière la plus évidente du nouveau système, mais il faut aussi considérer le Brésil, un territoire pourtant doté d'un arrière-pays presque incommensurable, comme un autre exemple de ce schéma de base. Dans le Nouveau Monde, les Portugais, bientôt suivis par d'autres Blancs, apprirent à se servir justement de la couleur de peau des Noirs pour identifier ces travailleurs en tant qu'esclaves – ce qui n'était pas le cas des Amérindiens, qui réussissaient parfois à se fondre dans la masse – et pour leur barrer toute porte de sortie. En d'autres termes, dans ces territoires structurés sur l'esclavage de possession, l'identité noire elle-même devint une forme d'insularité.

Une autre tactique classique mise en place par les Européens consistait à mélanger délibérément des prisonniers d'origines ethniques diverses et parlant des langues différentes afin d'éviter que trop de personnes originaires du même endroit ne se retrouvent. Cette tactique avait pour objectif évident de limiter la capacité des esclaves à communiquer entre eux, et donc à s'organiser en complotant contre leurs maîtres. Autre objectif possible, faire en sorte que les esclaves oublient rapidement leur identité sociale, leur peuple d'origine, et qu'ils se persuadent que toute résistance serait vaine... autrement dit empêcher l'émergence, parmi les captifs, d'une conscience politique. C'est pourtant à São Tomé, où ces tactiques ont été ébauchées, que les prisonniers ont offert une éclatante réfutation historique de cette stratégie. Par leurs actions, les Noirs victimes du commerce à São Tomé ont indiqué clairement aux Européens désireux de les contrôler qu'on pourrait très bien arracher les Africains à leur terre natale, mais qu'il était plus ardu d'extirper l'Afrique, c'est-à-dire la terre synonyme de liberté, de la mémoire des Africains.

Chapitre 12

CHEMINS DE RÉSISTANCE

Au cours de mon séjour à São Tomé, je ne me suis pas contenté d'un unique trajet dans le nord de l'île pour tenter d'explorer cette histoire. Par un calme dimanche après-midi, écrasé sous la torpeur

équatoriale, j'ai pris ma voiture dans le sens opposé afin de chercher sur l'île des traces des deux premiers événements historiques ayant impliqué des esclaves ou de futurs esclaves. Ces épisodes, passés sous silence dans les livres d'histoire, ont permis très tôt de contrer l'idée qu'on pouvait aisément priver de liberté les Africains, voire de l'idée même de liberté.

São Tomé, la ville, est une capitale modeste et délabrée comme on en trouve tant en Afrique de l'Ouest; en ce jour, juste avant la Saint-Sylvestre, tout était fermé, à l'exception de la grande halle au poisson, un vaste bâtiment semi-enterré. Cette halle avait l'air d'être le centre de gravité de la ville, avec ses taxis crachotant des fumerolles, ses foules de piétons se pressant autour des piliers roses et sales, les cris des vendeurs et des clients, les étals exhibant le choix de poisson frais le plus impressionnant que j'aie vu de ma vie. En longeant l'océan vers le sud, la ville s'effiloche en un micmac de vieux quartiers que traversent des routes étroites et encombrées. Dans ces faubourgs délabrés, la pauvreté était plus marquée qu'ailleurs dans la capitale. Les gens vivent beaucoup dans la rue, en raison du manque de place dans les petites maisons vétustes et sans étage et de l'absence probable d'air conditionné.

Une fois passé ces faubourgs, j'eus généralement la route pour moi seul, laquelle se mua en une ligne ininterrompue de plages aussi idylliques que désertes et de montagnes escarpées couvertes de forêts si sombres qu'on voyait les vapeurs de la brume s'élever du sol et se figer en de petits oreillers nuageux. Environ une heure et demie après mon départ, je finis par arriver dans un village qui, à en croire le panneau d'entrée vert, se nommait São João dos Angolares. Je quittai la route à deux voies pour emprunter une route plus petite et en forte pente qui s'élevait vers un plateau et une grande demeure d'un rouge vif. Je crus d'abord que j'étais seul, mais soudain un jeune homme large d'épaules surgit du bas-côté et me fit énergiquement signe de continuer à monter jusqu'au sommet. Presque aussitôt, et avant même que j'aie pu décider s'il était prudent de faire ce qu'il me disait, une file d'enfants apparut; ils commencèrent à gravir la colline et je sentis aussitôt leur excitation face au spectacle inhabituel d'un étranger égaré. J'expliquai à l'homme dans un portugais approximatif et fortement mâtiné d'espagnol que je cherchais les Sete Pedras, un ensemble de récifs qui fut le théâtre d'un naufrage en 1554. Le jeune homme, qui devint un guide aussi enthousiaste que fidèle, m'enjoignit de garer ma voiture et de le suivre jusqu'au sommet. Une fois là-haut, alors que les enfants dans leurs haillons multicolores se pressaient autour de nous, il me montra, avec un large sourire, un point situé au large; j'aperçus alors clairement une grappe de sept rochers noirs qu'enveloppaient, avec une régularité de métronome, les vagues blanches d'écume.

C'est là, selon les récits anciens, qu'un navire transportant des esclaves depuis le continent s'était échoué lamentablement, non sans qu'un nombre non négligeable de captifs parvinssent à gagner le rivage à la nage et, de là, à recouvrer leur liberté. Dans le *matos* voisin, les forêts épaisses du sud de l'île, loin de la colonie européenne la plus proche, ils posèrent, à ce qu'on dit, les premiers jalons d'une communauté capable de survivre. On ignore s'il s'agissait d'un naufrage accidentel ou d'une mutinerie. Vingt-deux ans auparavant, en 1532, les cent quatre-vingt-dix esclaves que transportait le navire *Misericordia*, au nom approprié, s'étaient révoltés, avaient tué tous les membres d'équipage – sauf deux d'entre eux, qui parvinrent à s'enfuir – pour disparaître sans laisser de traces¹. Le naufrage des Sete Pedras n'est pas exempt, encore aujourd'hui, de zones d'ombre, au point que certains historiens y voient une légende orale apocryphe. Toutefois, on entend encore, dans le créole portugais parlé par les enfants massés autour de moi ce jour-là et ailleurs dans le sud de l'île, des traces très marquées du mbundu, la langue parlée en Angola et qui était a priori celle de ces fugitifs, ce qui renforce l'idée d'un lien historique. Je m'en aperçus immédiatement et compris pourquoi tant de personnes ont interprété cela comme un lien avec le continent africain.

Les épisodes de ce récit du naufrage des Sete Pedras sont comme un négatif photographique des récits d'aventures que les Blancs ont figés et publiés sous forme de romans pendant les premières décennies de l'impérialisme européen, et qui racontent le débarquement, à la suite d'un désastre, dans des terres étranges et lointaines. On pense bien sûr à des précurseurs du genre, comme *Robinson Crusoé*, de Daniel Defoe (1719), ou *Les Voyages de Gulliver*, de Jonathan Swift (1726), ou encore *Le Robinson suisse*, de Johann David Wyss, publié en allemand près d'un siècle plus tard. La vérité, c'est que Crusoé fait naufrage au cours d'une expédition pour aller chercher des esclaves en Afrique. À un moment de son récit, Crusoé grimpe au sommet d'une colline dans l'espoir

d'apercevoir des personnes venues le sauver, et avant de s'enfoncer dans le désespoir :

Je ne pouvais encore m'empêcher de gravir sur le sommet d'une petite montagne, et de là regarder en mer, dans l'espérance d'y apercevoir un navire. Alors j'imaginai voir poindre une voile dans le lointain. Je me complaisais dans cet espoir, mais après avoir regardé fixement jusqu'à en être presque aveuglé, mais après cette vision évanouie, je m'asseyais et je pleurais comme un enfant. Ainsi j'accroissais mes misères par ma folie².

Des auteurs comme Defoe ne semblent jamais avoir envisagé de s'intéresser à la richesse romanesque d'un désastre historique comme celui de Sete Pedras; ce que pouvait signifier la libération des Noirs, tant au plan dramaturgique que d'un point de vue moral, leur échappait complètement, tout comme cet épisode semble avoir échappé à presque tous les historiens.

Pendant près de deux décennies, les habitants blancs de la *povoação* portugaise, autrement dit la ville de São Tomé, ignorèrent qu'il y avait des Noirs libres sur l'île. Les deux communautés avaient vécu séparées : d'un côté, des occupants débarqués accidentellement et originaires du continent voisin; de l'autre, des colons européens venus là de leur propre chef. Les premiers furent bientôt désignés sous le nom d'Angolars. Leur peuplement fut une des premières colonies de fugitifs africains, ou de marrons comme on les a assez généralement appelés dans le cadre de la traite transatlantique. Au Brésil, ces communautés, tout à fait nombreuses, furent désignées sous le terme de *quilombos*³. En 1574 toutefois, les Portugais prirent conscience de la présence de colons noirs libres sur l'île, car ces derniers lancèrent une attaque surprise sur la ville de São Tomé en la détruisant, ou presque, avant de regagner leur camp de base dans le matos, au sud. Les Portugais ne voyaient aucun intérêt à s'installer dans cette partie de l'île, aux montagnes escarpées, et sans ports naturels ni surfaces planes nécessaires à l'agriculture de plantation.

Quoiqu'on ne sache pas grand-chose au sujet de cette attaque contre ce qui était, à l'époque, le principal comptoir et entrepôt d'esclaves en Afrique centrale, elle demeure le premier grand acte de résistance organisé contre les projets impérialistes des Européens. Comme d'autres historiens, Robert Garfield a suggéré que les Angolars, qui étaient peu nombreux au départ, subissaient une pression démographique accrue et devaient augmenter leur population, notamment féminine, afin d'assurer leur survie. D'après cette théorie, les Angolars avaient accueilli de loin en loin quelques esclaves fugitifs au cours de ces deux décennies d'isolement, et avaient appris beaucoup de choses au sujet des Portugais et de l'économie de plantation dans toute sa violence. Il est tout à fait plausible d'imaginer que leur animosité envers les Blancs ait pris sa source dans les récits oraux liés au naufrage des Sete Pedras ou au voyage à bord du *Misericórdia*. J'avais eu un aperçu grandeur nature de ce genre de tradition orale le jour où, cherchant à découvrir le site du naufrage, je me retrouvai encerclé par les enfants du village alors que je venais à peine de sortir de ma voiture. São Tomé est une île peu touristique; ce jour-là, tout le monde comprit tout de suite ce qui avait guidé mes pas en ces lieux. Même les enfants les plus jeunes étaient capables de réciter des fragments de ce récit de naufrage et de survie. Quand bien même ce ne seraient pas les souvenirs de cette évasion qui provoquèrent l'attaque surprise contre les Portugais, les Angolars avaient entendu de la bouche des esclaves échappés des plantations à quel régime funeste les Noirs étaient soumis pour cultiver et raffiner le sucre de canne. Par conséquent, même si les détails demeurent ténus, ce récit reste en lice pour s'inscrire dans l'histoire des révoltes, et plus largement dans celle d'un idéal encore à construire de panafricanisme, alors qu'on considère habituellement celui-ci comme un phénomène très récent.

Au cours des années qui suivirent ce premier assaut contre le pouvoir portugais, les Angolars se firent discrets; pour la communauté européenne de l'île, la vie reprit progressivement son cours normal, c'est-à-dire qu'on se remit à tirer des bénéfices mirobolants du corps des esclaves qui travaillaient les champs de canne, sans compter le commerce des esclaves avec le Nouveau Monde, en expansion croissante. On peut raisonnablement penser que les Blancs redoublèrent de vigilance contre de futures attaques. L'histoire des révoltes ultérieures à travers le monde atlantique laisse penser qu'ils se mirent à surveiller plus étroitement leurs esclaves, en les soumettant à des conditions de travail plus dures encore. Pourtant, cette prospérité retrouvée ne fut qu'un bref répit : en 1595, un soulèvement nettement plus violent dura vingt jours, et les révoltés n'étaient pas de mystérieux Angolars, mais les esclaves des plantations eux-mêmes. En juillet 1595, les rebelles, emmenés par un certain Amador, qui se disait roi et capitaine général, incendièrent plus

de la moitié des moulins à sucre de l'île, ainsi qu'un grand nombre de demeures coloniales dans le nord de l'île, tuèrent les maîtres après leur avoir confisqué les armes. À la tête d'une armée formée de quatre compagnies distinctes, Amador tenta d'encercler et d'assiéger la capitale; l'armée y pénétra le 28 juillet, avec pour effet une bataille rangée. La tentative de révolution fut étouffée, sans doute grâce à un des lieutenants d'Amador, qui révéla les plans du capitaine général. Ce soi-disant roi s'enfuit du lieu de la bataille, avant d'être capturé seul quelques jours plus tard dans la campagne; il fut pendu et écartelé afin de servir d'exemple à ceux de sa race et de montrer comment finissent les rebelles. En dépit de la défaite d'Amador, la résistance des esclaves fugitifs se poursuivit de façon plus sporadique et moins organisée dans l'île pendant des décennies, en contribuant à sonner le glas de son statut de producteur principal du sucre de canne.

Au tournant du XVII^e siècle, São Tomé se faisait déjà damer le pion par le Brésil, qui commençait à dépasser largement, pour cet or vert, les capacités de production d'une aussi petite île. Le Brésil n'hérita pas seulement du marché des plantations sucrières; il allait hériter tout aussi sûrement des révoltes d'esclaves, dans des proportions nettement plus conséquentes. De plus, on a calculé qu'au moins un dixième des trente-six mille navires transportant des esclaves entre l'Afrique et les Amériques ont connu de sérieuses rébellions au cours des siècles suivants⁴. Certaines d'entre elles sont passées à la postérité, comme la rébellion de l'*Amistad* en 1839⁵; certaines ont connu un grand retentissement en leur temps, comme l'histoire du *Little George*, un sloop parti des côtes de Guinée en 1730 avec quatre-vingt-seize Africains à son bord. Après avoir brisé leurs chaînes à quatre heures et demie du matin après six jours en mer à destination de Rhode Island, les captifs fracassèrent la cloison de séparation, s'emparèrent de trois membres d'équipage, des Blancs, qu'ils jetèrent par-dessus bord. Une bataille rangée s'ensuivit entre les Africains et le reste de l'équipage. Les Blancs se servirent d'un engin explosif improvisé, qui, loin d'atteindre l'objectif de tuer un bon nombre de rebelles, ravagea le bateau. Après une lutte acharnée, les hommes et les femmes destinées à l'esclavage triomphèrent et réussirent à conduire le vaisseau abîmé jusqu'à l'embouchure du fleuve Sierra Leone⁶, de sorte que le *Little George* est l'un des très rares navires transportant des esclaves à avoir ramené ces derniers en Afrique.

Dès le naufrage du *Misericordia*, l'histoire de São Tomé recelait en son tréfonds une leçon pour les Européens; l'île revêt une importance capitale dans le monde atlantique, en dépit de sa taille minuscule et de sa renommée plus microscopique encore. D'une part, on ne peut dissocier les révoltes d'esclaves de la production de sucre sur les plantations: au cours des siècles à venir, soixante-dix pour cent des esclaves enchaînés et transportés aux Amériques allaient travailler pour cette économie sanguinaire. D'un certain point de vue, l'histoire de l'expansion géographique de la production sucrière⁷, liée aux ravages de la déforestation et à l'épuisement des sols, ainsi qu'à la quête impitoyable de moyens de production toujours plus massifs, fut aussi remarquable qu'abominable pour l'économie. D'un autre point de vue, cette histoire est avant tout celle de violentes rébellions. Dans des territoires comme celui de Palmares, au Brésil, le nombre de quilombos finit par atteindre et même par dépasser les onze mille⁸. Au Brésil comme en Jamaïque, les marrons, dont la survie était en jeu, menèrent contre les armées coloniales des guerres longues et farouches.

Dans les années 1640, la Barbade devint le site principal d'expérimentation d'une nouvelle forme d'agriculture purement esclavagiste en faisant ensuite de toute la Caraïbe un véritable archipel sucrier ainsi que la salle des machines de l'économie nord atlantique. Les Antilles abritèrent des colonies dont certaines furent, à tour de rôle, les plus riches de l'histoire de l'humanité. En dépit de l'absence de montagnes et de forêts où se réfugier, la Barbade connut des rébellions dès les débuts de l'ère dite du « Big Sugar ».

Lorsque George Washington, encore jeune homme, se rendit à la Barbade en 1751 afin de soulager la tuberculose de son demi-frère grâce au climat océanique chaud, il tint un journal dans lequel il consigna minutieusement ses remarques, dont la plupart étaient très positives. Dans une des entrées de ce journal, il se déclara « totalement sous le charme » de la beauté de l'île. À cette époque, les esclaves représentaient les trois quarts de la population de la Barbade, et pourtant Washington ne mentionne jamais leur présence, sauf pour dire que certains Blancs ont adopté ce qu'il nomme, en des termes clairement péjoratifs, « le style noir⁹ ». Comme il possédait lui-même des esclaves – il avait fait un héritage à l'âge de onze ans –, cette omission est particulièrement flagrante en ce qu'elle

démontre l'incapacité du futur premier Président des États-Unis à commenter un des spectacles les plus communs à l'époque à la Barbade : les têtes en putréfaction des esclaves rebelles¹⁰, fichées sur des pieux aiguisés aux principaux carrefours afin de servir d'emblèmes sanglants du régime de terreur, et d'avertissement à tous ceux qui seraient tentés de se révolter. On nous somme régulièrement de ne pas juger les pères fondateurs de la nation américaine en vertu de critères contemporains. Toutefois, je ne peux m'empêcher de me remémorer cette phrase de Baldwin : « C'est leur innocence qui constitue leur crime¹¹. » Le moins que l'on puisse dire, c'est que le fait même, pour Washington, de ne pas considérer qu'un spectacle aussi percutant méritait d'être noté constitue un seul feuillet de papier pelure dans l'épais volume documentant le silence face à la place des Noirs dans l'émergence de notre monde.

C'est à la Barbade, en 1666, que le mot *maroon* fut employé pour la première fois en anglais. John Davies, le traducteur anglais d'un livre d'histoire consacré à cette île, écrivit que les esclaves « fuient dans les Montagnes et les Forêts, où ils vivent comme autant d'Animaux; on les appelle alors Marrons, autrement dit Sauvages ». Cet emploi, que la langue française a également emprunté¹², provenait d'un terme espagnol qui remontait au moins à 1535, soit presque au tout début de la traite transatlantique. Ce terme espagnol, *cimarrón*, avait été, selon Joseph Kelly, « forgé pour décrire le bétail apporté à Hispaniola et qui peuplait, après s'être enfui, les endroits sauvages de l'île¹³ »; cela montre sans ambages la déshumanisation abjecte qui est l'essence même de l'esclavage de possession. Les premiers esclaves noirs furent déportés à Hispaniola en 1501¹⁴; dès l'année suivante, certains d'entre eux avaient fui leur condition.

Les premiers Noirs à s'échapper sur le continent nord-américain firent appel à la forme de résistance la plus ancienne, qui est aussi la plus ordinaire : après avoir fui une colonie espagnole sur la côte de Caroline du Sud en 1526, ils s'installèrent dans des communautés d'autochtones américains. Cela fait d'eux les premiers à s'installer sur une partie du territoire de ce qui devait devenir les États-Unis¹⁵... eux, et pas les esclaves de Jamestown, plus connus pourtant, et qui débarquèrent quatre-vingt-treize ans plus tard, en 1619. Au cours de mes recherches, je me suis rendu à Jamestown, et me suis recueilli sous un ciel de plomb devant le chantier de fouilles de la maison d'un riche planteur nommé William Pierce. Ce dernier était le maître d'une des trente premières esclaves de Virginie, une femme prénommée Angela, vendue aux Anglais en 1619. La maison a disparu depuis longtemps, mais les archéologues fouillent encore la terre en quête d'objets, en particulier d'ustensiles de cuisine dont Angela s'est peut-être servie. Ces Africains, qui avaient été capturés en Angola avant d'être transportés jusque dans la colonie de Virginie, ont fini par acquérir tout récemment – et avec bien des réticences – une place centrale dans l'histoire coloniale américaine, et ce grâce aux efforts d'une équipe dirigée par Nikole Hannah-Jones, du *New York Times*¹⁶. Les marrons de 1526 restent, quant à eux, globalement inconnus du public.

Des premières révoltes à São Tomé jusqu'à la libération d'Haïti, en 1804, les personnes qui tiraient d'importants bénéfices, directs ou indirects, de la traite des esclaves, ont développé des arguments divers et variés pour expliquer l'esclavage racial et soulager leur conscience en justifiant la violence d'un système dont dépendaient étroitement leur propre existence et leur richesse. Une des théories que les penseurs pseudo-scientifiques comme le Jamaïcain blanc Edward Long ont popularisées est que les Africains ne sont pas réellement des humains, mais qu'ils sont le résultat d'un processus de polygénèse. Selon ce poncif idiot, le genre *Homo* se subdivise en trois espèces : les Européens et leurs semblables, les Noirs, et enfin les « oranges-outangs¹⁷ ». D'autres, des Portugais de l'époque du prince Henri aux puritains de la Nouvelle-Angleterre, s'abritèrent derrière la conversion des esclaves au christianisme pour dire qu'ils avaient été sauvés et qu'ils échappaient ainsi à la damnation éternelle. D'autres encore affirmaient solennellement, et assez couramment, que les esclaves étaient « heureux » et reconnaissants aux Blancs de s'occuper d'eux, avec tous les avantages qui étaient censés en découler, comme le fait d'être libéré des soucis du quotidien. Vers la fin du XVIII^e siècle, un représentant auprès de l'Assemblée coloniale française déclarait ce qui suit :

Que tout homme intelligent et instruit compare la situation déplorable de ces hommes en Afrique avec la vie agréable et facile dont ils jouissent aux colonies [...]. Munis de toutes les nécessités de la vie, environnés de facilités inconnues dans la plus grande partie des pays d'Europe, sûrs de la jouissance de leur propriété – car ils avaient une propriété, et elle était sacrée – soignés lorsqu'ils

étaient malades grâce à une dépense et une attention qu'on chercherait en vain dans les hôpitaux si vantés de l'Angleterre, protégés, respectés dans les infirmités de l'âge ; en paix avec leurs enfants et leurs familles [...]; affranchis lorsqu'ils avaient rendu d'importants services¹⁸ [...].

Une fois qu'on débarrasse ce discours de ses oripeaux, ce n'est rien d'autre que le portrait de l'esclave « heureux » dont l'histoire nous a amplement montré que sa véracité est nulle. Comme d'autres moins célèbres que lui, Frederick Douglass a dénoncé inlassablement cette idée, comme dans le dialogue suivant publié dans le journal afro-américain *The North Star* :

Un jour, dans une plantation, je suis passé près d'une femme de couleur qui travaillait en chantant énergiquement, d'une manière qui aurait pu me laisser imaginer qu'elle était la plus heureuse du groupe. Je lui dis alors : « Ton travail te semble agréable. » Et elle me répondit : « Non, massa. »

Comme je supposais qu'elle avait en tête quelque chose de particulièrement désagréable dans ce qu'elle faisait à ce moment-là, je lui demandai alors : « Dis-moi ce qui est le plus agréable, dans ton travail. » Elle me répondit en insistant avec force : « Rien agréable. Nous forcés de le faire¹⁹. »

Ce que les événements de São Tomé, la première société fondée sur la culture de plantation, avaient prouvé trois siècles plus tôt, et encore eût-il fallu que quelqu'un y prête attention, c'est que la soif de liberté et la détermination à risquer la mort pour redevenir libre sont des éléments indissociables de l'esclavage de possession ; si toutes les tentatives pour réprimer cette détermination étaient condamnées à long terme, elles allaient surtout avoir, du point de vue des Blancs désireux d'empêcher cette libération, et tout au long du processus, des effets particulièrement pernicieux²⁰.

Chapitre 13

DEVENIR CRÉOLE

Au début du XVI^e siècle, pendant que São Tomé commençait à s'établir en tant que première société de plantation sucrière et aussi en tant qu'entrepôt incontournable au tout début du commerce d'esclaves avec les Amériques, Elmina posait un autre jalon majeur dans l'histoire d'une nouvelle civilisation transatlantique. C'est là, dans les jupes – pour ainsi dire – de la forteresse portugaise de São Jorge que s'est développé un gros bourg qui a fini par devenir une ville dynamique et même, selon les critères du XVII^e siècle, une grande cité cosmopolite. Pour se faire une idée, disons qu'Elmina comptait quinze à vingt mille habitants¹, ce qui en faisait une ville plus peuplée que la Nouvelle-Amsterdam de l'époque, qui allait bientôt devenir New York, ou même que La Nouvelle-Orléans du XVIII^e siècle.

Mais la chose inédite n'était pas tant la taille de la ville que la nature inhabituelle de cette société, dont la prospérité dura pendant des décennies ; plus précisément, c'était sa structure unique, dans la mesure où il n'y avait pas seulement des Noirs et des Blancs, mais aussi une nouvelle catégorie sociale qui avait commencé à émerger dans des territoires comme celui-ci, car, face à une « inéluctable africanité² », les Européens et les populations autochtones ne cessèrent de nourrir des relations étroites afin de maintenir des échanges commerciaux lucratifs. Cette catégorie, c'est une population que l'on a nommée « créole », un terme polysémique qui peut être source de confusions. Comme on l'a vu, le mot « créole » sert à désigner, aux Amériques, quelqu'un qui est né dans le Nouveau Monde. D'autres emplois ont donné un sens linguistique à ce mot, afin de désigner des langues hybrides qui ont émergé dans les zones d'échanges commerciaux entre Européens et Africains. Dans ce livre, le terme « créole » désigne une classe totalement nouvelle, constituée de personnes aux origines sociales mais aussi raciales multiples, et qui est née directement de ces relations intercontinentales. Elmina ne fut en aucun cas la seule, ni même la première, des villes à voir émerger cette catégorie. Au XV^e siècle, les catholiques portugais et les nouveaux chrétiens s'étaient servis de l'île du Cap-Vert comme d'une base pour aller prospecter de nouveaux marchés, de la Sénégambie à la Haute-Guinée. Certains marchands blancs qui faisaient des affaires juteuses en créant des réseaux solides jusque dans l'intérieur des terres du continent africain se sont mis à avoir des enfants avec des femmes du cru, parfois pour sceller officiellement des alliances avec les chefs locaux. Ces Luso-Africains sont peut-être l'exemple le plus ancien pour étudier la formation des cultures créoles afro-européennes³. De même, les expériences des marchands explorateurs

français sur le fleuve Sénégal ont fini par engendrer une autre catégorie de Créoles, tout comme São Tomé un peu plus tard⁴.

Bien sûr, les côtes d'Afrique de l'Ouest ne sont pas le seul endroit où Blancs et Noirs ont noué des relations. En visite à Lisbonne en 1494, un docteur de Nuremberg nommé Hieronymus Münzer s'étonna de voir que des personnes originaires des zones subsahariennes étudiaient le latin et la théologie dans des écoles qui leur étaient réservées. Il est peu probable qu'il ait pu savoir que les instigateurs de ce système étaient les souverains du royaume du Kongo eux-mêmes⁵ : c'était une décision politique d'envoyer à Lisbonne les enfants des familles nobles du royaume.

Lorsque le Portugal finit par interdire l'importation d'esclaves sur son territoire, en 1761, le nombre d'Africains qui y avaient été emmenés de force s'élevait à quatre cent mille ; pourtant, même un nombre aussi conséquent n'entraîna pas un niveau de métissage et de relations interpersonnelles équivalent à celui des sociétés créoles d'Elmina et d'ailleurs. À Lisbonne, Séville ou ailleurs en Europe, les Africains vivaient certes aux côtés des Européens, mais comme domestiques, ouvriers agricoles, forgerons, maçons ; la présence africaine sur le continent européen resta relativement marginale de sorte qu'en fin de compte les personnes biculturelles n'avaient qu'un poids fort modeste.

En revanche, au milieu du XVIII^e siècle, Elmina avait engendré plusieurs générations d'individus aux compétences diverses dans une sphère interculturelle⁶ ; beaucoup d'entre eux, mais pas tous, étaient des métis qui contribuèrent au développement de tous les grands ports de la zone atlantique. La raison pour laquelle Elmina et son territoire étaient le terreau idéal pour voir émerger une culture aussi spécifique, c'est que les relations entre les Noirs et les Européens se faisaient dans des circonstances que ces derniers ne pouvaient jamais contrôler totalement. Une sous-culture créole s'était profondément enracinée pendant la longue période de commerce avec les Portugais qui commença à la fin du XV^e siècle, avant que la prise du fort de São Jorge da Mina, en 1637, ne voie advenir une autre période – tout aussi stable – de commerce avec les Néerlandais.

On associe généralement la prise de conscience de l'existence de ces communautés créoles anciennes dans des territoires comme Elmina aux travaux d'Ira Berlin, historien américain spécialisé dans l'histoire de l'Afrique et de l'esclavage. Ira Berlin a insisté sur la liminalité, autrement dit sur le rôle d'intermédiaires des membres de ces communautés établies dans de nombreuses villes du littoral africain. Dans des zones portuaires comme Elmina, les Créoles firent montre de leur adaptabilité, et d'une polyvalence qui allait bénéficier tant au commerce européen en Afrique qu'à la colonisation naissante du Nouveau Monde.

En un sens, on peut se servir de la métaphore de l'ouragan pour parler de la traite transatlantique. En effet, les ouragans se forment sur les zones littorales d'Afrique de l'Ouest avant d'aller violemment balayer les rivages américains éloignés ; de même, le commerce massif des Africains a placé sous un joug commun des millions de victimes massées dans les zones littorales avant de les disperser plus à l'ouest, sur le continent américain, et souvent sans logique apparente. Dans les premières décennies de ce nouvel impérialisme européen, les Créoles fonctionnaient assez différemment. Ils venaient combler les interstices entre le monde des Noirs et celui des Blancs ; ils ne cessaient de faire des allers-retours entre les continents et avaient leurs propres réseaux de communication, des confréries (*cofradias* en portugais). Ce qui leur facilitait le plus la tâche, c'était qu'ils étaient nombreux à travailler sur les navires et dans les ports. Dès les prémices du monde moderne, des hommes appartenant à ces communautés créoles voyagèrent aux côtés de Christophe Colomb, tandis que d'autres accompagnaient Balboa, Cortes, de Soto ou Pizarro dans leurs conquêtes historiques. Les Créoles étaient les rouages sans lesquels la machine sociale et économique n'aurait pas pu fonctionner ; ils étaient les intermédiaires par excellence.

Cela était tout aussi vrai dans les colonies américaines d'avant l'indépendance. Ira Berlin appelle les Créoles qui s'y sont installés « la génération de la Charte⁷ » : ceux qui ont joué un rôle indispensable avant la généralisation du système esclavagiste des plantations, et sans qui le projet impérialiste européen aurait rencontré des obstacles nettement plus marqués. Les Créoles ont fait partie des premiers colons de la baie de Chesapeake⁸, dans ce qui allait devenir la Nouvelle Amsterdam et où les Noirs – qu'ils soient esclaves, libres ou qu'ils appartiennent à une catégorie intermédiaire mouvante – vivaient depuis 1625 et représentaient environ trente pour cent de la population en

D'autres communautés créoles ont vu le jour assez rapidement dans des endroits aussi divers que Cap-Français (à Saint-Domingue), Carthagène, La Havane, Mexico ou encore San Salvador. Très au fait des cultures des deux continents, ces personnes parlaient des pidgins et des langues créoles qui étaient (et sont aujourd'hui encore) fortement mâtinées de portugais, même dans les colonies appartenant à d'autres pays que le Portugal : cela les plaçait dans une situation privilégiée et leur permettait de devenir des sortes de négociateurs culturels.

Même si c'est Ira Berlin qui a permis la diffusion de cette idée parmi les historiens de la diaspora africaine, on trouve chez d'autres auteurs – plus anciens et souvent d'origine africaine – des descriptions de première importance de ces communautés créoles cosmopolites, en particulier à Elmina. Ainsi, en 1970, l'historien ghanéen Kwame Yeboa Daaku a pu écrire ce qui suit, au sujet des mutations raciales, sociales et culturelles de la société d'Elmina : « Certains venaient dans ces villes pour vendre des biens et des denrées avant de retourner dans leur pays, mais d'autres n'avaient rien d'autre à vendre que leurs services et leurs compétences¹⁰. » L'apprentissage d'un langage commercial commun a fait naître une classe nouvelle d'intermédiaires, des autochtones comme John Kabes et John Konny, qu'on a appelés des princes marchands, et qui sont devenus riches et puissants en approvisionnant les forteresses militaires des étrangers : ils acheminaient jusqu'aux navires négriers, grâce à toute une flottille de bateaux, ce qu'ils avaient fait pousser dans leurs plantations. De plus, ils s'alliaient tantôt à tel groupe d'Européens, tantôt à tel autre, ce afin de garder leur autonomie ; ils allaient jusqu'à construire leurs propres forteresses. « Parallèlement à la nouvelle classe, on vit émerger un nouveau groupe, celui des mulâtres, qui étaient les descendants directs des marchands européens et de femmes africaines¹¹. »

Des travaux récents ont insisté sur le rôle primordial qu'a joué, dans la constitution des identités créoles, l'Afrique centrale occidentale¹², et ce dans des proportions nettement plus amples que ce qu'a pu suggérer Ira Berlin. Cette région a fourni plus de la moitié des cargaisons d'esclaves en partance pour le Nouveau Monde ; nombre d'entre eux venaient du Kongo et du royaume voisin de Ndongo, mais aussi de régions moins connues, comme Benguéla et la côte de Loango. Le seul port de Benguéla, au centre de la côte angolaise actuelle, a envoyé pas moins de sept cent mille esclaves enchaînés aux Amériques. Ces travaux récents sont venus complexifier la vision de la créolisation en montrant que de nombreux captifs d'Afrique centrale avaient une solide connaissance de la culture chrétienne longtemps avant d'être réduits en esclavage, et en démontrant également l'ancrage profond des traditions africaines ancestrales dans de nombreuses régions des Amériques, du point de vue de l'agriculture, de la religion, de la langue mais aussi d'autres formes culturelles.

Loin de moi l'idée d'enlever tout mérite à Berlin, Daaku et aux autres spécialistes de ce sujet en suggérant la modification suivante, ou mieux sans doute l'extension de l'hypothèse créole. Dans un article charnière de 1996, Berlin a écrit :

L'existence des Noirs sur le continent nord-américain ne trouve son origine ni en Afrique ni en Amérique, mais dans le monde intermédiaire entre ces deux continents. Sur le pourtour de l'océan Atlantique, d'abord en Afrique, puis en Europe et enfin aux Amériques, la société afro-américaine est née de la rencontre fondatrice entre les Africains et les Européens, et, de façon tout aussi capitale, de leur rencontre avec les peuples d'Amérique¹³.

Ce que l'on a envie de rétorquer à cela, cependant, c'est que l'argument de Berlin au sujet de ce nouveau type d'afrodescendant·es, dont certains étaient noirs mais la plupart métis, vaut tout autant pour les Blancs qui sont allés coloniser le Nouveau Monde. Ils ont été autant transformés par leurs relations avec des « autres » nouveaux que les Noirs, et ils allaient subir une déseuropéanisation semblable à la désafricanisation des personnes d'ascendance principalement africaine. Plus que toute autre chose, ce sont ces contacts et ce *brassage* culturel, racial, social et économique qui ont fait des Amériques – à force de déplacements, de croisements et de traumatismes – un territoire totalement nouveau et d'une spécificité radicale, un Nouveau Monde au vrai sens du mot, et, *in fine*, la force motrice de la modernité. C'est cette trajectoire qui a engendré tout ce que les Amériques ont d'unique et d'original, jusqu'au blues et au jazz.

Il ne s'agit pas de dissimuler ce que cette réalité a pu avoir de toxique. Même à grande échelle, le *brassage* dans le grand chaudron américain est toujours resté partiel et inachevé. Les Noirs ont

été l'élément déclencheur qui a permis la formation de la société américaine, mais ils ont été en grande partie, et délibérément, tenus à l'écart de cette formation par brassage. C'est en étant là, et en étant relégués dans des rôles restreints et marginaux, qu'ils ont permis aux autres, y compris les nouveaux venus les plus médiocres, de s'unir. Ce processus a servi à créer l'identité blanche, à la placer sur un piédestal et à faire naître un système dont nous avons durement souffert et dont nous peinons encore aujourd'hui à nous extirper. Pour citer Toni Morrison :

Les Noirs étaient une présence permanente. Tout le monde pouvait les regarder de haut. Les immigrants italiens. Les immigrants polonais. Il y avait toujours quelqu'un en dessous contre qui se montrer hostile. C'est cela qui a uni le pays dans un *melting pot*. [...] Qu'est-ce que c'était, ce chaudron, ce *melting pot*? Eh bien, la marmite, c'étaient les Noirs. Tout le reste se mélangeait et devenait américain. C'est comme ça qu'on devient américain¹⁴.



Fig. 6 : Le Brésil, avec indication des zones de production du sucre, et les Caraïbes.

Troisième partie

LE PARTAGE DES AFRICAINS

« Rien ne favorise autant la naissance de la politesse et du savoir qu'un nombre d'États voisins indépendants, entre lesquels le commerce et la politique ont formé des liaisons. L'émulation d'abord



Fig. 7 : Pelourinho, Salvador de Bahia, Brésil. (Photographie de Howard W. French)

qui ne sauroit manquer de régner entre ces États, tend manifestement à les perfectionner. »

DAVID HUME, *L'Origine et le Progrès des arts et des sciences*¹

Chapitre 14

POUR QUELQUES ARPENTS DE NEIGE

L'histoire moderne de l'Afrique, au sens d'un continent au centre de tensions géopolitiques et découpé en fragments par des puissances étrangères particulièrement avides, a commencé en 1884 en Allemagne, lors de la conférence de Berlin. À cette époque, les Européens ne contrôlaient que dix pour cent du continent, principalement tout au nord et tout au sud. En 1914, à la suite des décisions prises à Berlin trente ans plus tôt, les monarques et les autres dirigeants de l'Ancien Continent avaient mis la main sur plus de quatre-vingt-dix pour cent de l'Afrique. Les frontières sur lesquelles ils s'étaient mis d'accord entre eux sont encore, à ce jour, celles qui ont force de droit sur l'ensemble du continent.

En prenant le contrôle du continent, les Européens n'ont quasiment pas tenu compte de l'histoire africaine, ni de l'héritage des Empires autochtones, ni des États déjà existants. En divisant les régions en sous-régions, ils ont fait fi de la mosaïque complexe des langues locales. Ils n'ont presque pas pris en considération les schémas établis de longue date quant à l'identité, au commerce, pour ne rien dire des rivalités ethniques et des conflits ancestraux. Les Africains eux-mêmes ne furent nullement consultés.

La notion de « partage de l'Afrique », selon le terme retenu pour décrire les manœuvres des puissances impérialistes européennes à la fin du XIX^e siècle pour s'emparer de la quasi-totalité du continent, est l'une des images les plus ancrées dans l'imaginaire collectif au sujet de l'histoire africaine, et ce à raison. Ce partage a eu des conséquences désastreuses et durables pour le continent : une myriade d'États malingres et dysfonctionnels, gangrenés par des conflits interethniques ; des groupes ethniques très homogènes partagés entre plusieurs pays ; d'autres groupes n'ayant pas grand-chose en commun mélangés sans aucune logique au sein d'une entité nationale artificielle...

Même si l'héritage de la conférence de Berlin a été désastreux, cette période fut précédée d'une phase de partage tout aussi importante, et même sanglante, et dont les conséquences restent largement inconnues du grand public, sans mentionner les erreurs d'interprétation des spécialistes. Ici, nous avons choisi de qualifier cette période de « partage des Africains ». C'est cette période qui a duré plus de trois siècles à partir de la construction, chaotique et improvisée, de la forteresse d'Elmina qui a donné naissance à notre monde moderne.

La rivalité entre nations européennes en Afrique, ce vide géographique qu'il était censément question de circonscrire, a pris des formes diverses. Cela a commencé par les grandes batailles navales entre l'Espagne et le Portugal au large de la Côte-de-l'Or afin de s'assurer le contrôle des abondantes réserves d'or à la fin du XV^e siècle. Au XVII^e siècle, cette rivalité pour contrôler les richesses nouvelles nées du labeur des esclaves africains dans les plantations du Nouveau Monde avait fini par alimenter un conflit prolongé et complexe dans l'Atlantique Sud, presque une guerre mondiale qui n'est que rarement enseignée ou discutée. Cette guerre se déroula simultanément des deux côtés de l'Atlantique, avec des alliances complexes et changeantes entre nations européennes et africaines, sans compter les alliés brésiliens et leurs intermédiaires. Il s'agit notamment d'un des aspects essentiels, mais largement sous-estimés, de la guerre de Trente Ans ; ce conflit a lourdement ponctionné les ressources économiques des belligérants en imposant des manœuvres tactiques hautement risquées sur terre et sur mer.

Cette conquête de l'Atlantique Sud fut suivie d'une guerre interminable dans ce qui allait devenir la mer la plus convoitée de l'océan Atlantique : la mer des Caraïbes. Cette guerre débuta pour de bon quand Oliver Cromwell, devenu Lord-protecteur du Commonwealth d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande en 1653, mit au point ce qu'il appela le « Western design¹ ». Son but avoué était d'expulser les Espagnols des Amériques, en commençant par les Antilles. L'Angleterre de Cromwell connut son premier succès d'envergure en s'emparant de la Jamaïque, en 1655, mais ce succès avait été

précédé par un échec cuisant à Saint-Domingue. Les deux expéditions avaient à leur tête l'amiral William Penn, le père du quaker qui fonda la Pennsylvanie un quart de siècle plus tard. La Jamaïque devenait à ce titre le lot de consolation de l'Angleterre, mais c'était un lot dix-huit fois plus grand que la Barbade, qui était jusque-là sa plus grande colonie dans les Caraïbes. Les Anglais se dépêchèrent d'appliquer ce qu'ils avaient appris à faire dans la petite île, de sorte que la Jamaïque devint bientôt le premier producteur mondial de sucre.

L'Angleterre avait regardé de près les premières conquêtes impériales des Néerlandais, tout en espérant supplanter ces derniers. La Compagnie royale d'Afrique était une compagnie marchande fondée par les Stuart avec des commerçants de la City afin de prendre aux concurrents européens une partie du commerce florissant avec l'Afrique de l'Ouest². C'était une copie conforme de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales³; de même, l'initiative du « Western design » tirait son inspiration de la façon dont les Néerlandais avaient tenté de mettre en place leurs conquêtes aux dépens du Portugal⁴, avec un document nommé *groot desseyn*, ou Grand Projet, dont il sera de nouveau question plus tard. Après avoir aidé les Pays-Bas à obtenir leur indépendance contre l'Espagne des Habsbourg, la Grande-Bretagne leur fit la guerre à trois reprises dans la seconde moitié du XVII^e siècle. En effet, ces rivaux également d'obédience protestante venaient de subir, face aux Portugais, des pertes sévères au Brésil et en Angola. Ainsi, l'Angleterre devenait le principal pourvoyeur d'esclaves dans les plantations des Amériques⁵; en 1700, presque la moitié de la circulation transatlantique d'esclaves passait par elle⁶. Conséquence secondaire, mais non négligeable, l'Angleterre allait voir la valeur de ses exportations vers l'Afrique multipliée par dix au cours du XVIII^e siècle⁷. Dans la mesure où l'Espagne et les Pays-Bas se trouvaient de plus en plus relégués à un rang secondaire pour le marché juteux du sucre et des esclaves, la France et l'Angleterre ne cessèrent de combattre afin de s'assurer le contrôle de cette région que l'on connaît surtout pour ses plages ensoleillées. Au terme d'un de ces conflits, la guerre de Sept Ans, en 1763, Voltaire fit partie de ceux qui réclamaient que la France garde sous son aile la petite île de Guadeloupe en laissant à la Grande-Bretagne le territoire nettement plus vaste de la Nouvelle-France⁸, selon le nom donné aux terres françaises du Canada. C'est ce territoire qu'il rabaisa dans son chef-d'œuvre *Candide* en le qualifiant de « quelques arpents de neige⁹ ».

La formule de Voltaire peut nous sembler n'être qu'une boutade sans importance, mais un tel raisonnement n'avait rien d'impromptu : si la France était prête à procéder à un tel échange dans le Nouveau Monde, cela en dit très long sur la nature et la portée de ce partage du monde, qui consistait à se partager les Africains. On s'imagine généralement la rivalité entre les nations européennes en cette époque de conquêtes impériales comme un combat pour s'emparer de vastes étendues : plus le morceau raflé était gros, plus son propriétaire avait d'importance. Pourtant, le partage des Africains obéissait à une logique différente. Il ne s'agissait pas tant de kilomètres carrés que du contrôle de l'approvisionnement en travailleurs noirs ainsi que des parcelles propices à la culture de la canne à sucre, sur lesquelles les esclaves africains pourraient produire des richesses jusque-là insoupçonnées. Avant l'ère du coton, qui n'advint qu'un siècle et demi plus tard, cette stratégie était d'autant plus efficace et lucrative qu'elle se concentrait sur le contrôle de zones côtières très restreintes comme Elmina, ou d'enclaves étroites comme la colonie portugaise d'Angola, ou encore d'îles antillaises dont la plupart étaient de faible superficie, comme la Guadeloupe si précisée par Voltaire avec ses mille six cents kilomètres carrés.

On ne peut pas comprendre non plus la guerre entre la France et la Grande-Bretagne dans la vallée de l'Ohio, soit dans ce qui devint ultérieurement le territoire des États-Unis, sans connaître le contexte général de la rivalité entre ces deux puissances dans les Antilles; or, la plupart des récits se concentrent sur les batailles de cette « guerre de la Conquête » dans le nord du Midwest et au Canada. L'historiographie traditionnelle a eu tendance à n'interpréter ce conflit qu'à l'aune de l'équilibre politique sur le continent européen; il est vrai que c'est en Europe que le bilan humain de la guerre de Sept Ans fut le plus lourd. Du côté des historiens états-uniens, qui parlent habituellement des « guerres franco-indiennes », l'accent est davantage mis sur la rivalité entre Anglais et Français pour le contrôle de l'Amérique du Nord, sans tenir compte de grand-chose d'autre; pour des raisons qui tombent sous le sens, ce sont les exploits et les bévues du jeune George Washington, alors lieutenant-colonel dans l'armée de Virginie, qui font l'objet des analyses les plus poussées.

Cependant, tout indique que le commerce et la puissance sur mer, que les dirigeants européens et leurs sujets considéraient comme la clé de la prospérité¹⁰, furent des facteurs majeurs pour les deux belligérants. En 1750, cela faisait un siècle que les Caraïbes revêtaient une importance économique et stratégique supérieure aux colonies d'Amérique du Nord. Lorsque la guerre éclata, le déséquilibre entre ces deux zones commençait à être moins flagrant, mais, pour beaucoup de personnes très influentes en France, la principale raison pour laquelle il fallait combattre les Anglais en Europe était de défendre les colonies françaises aux Antilles en jugulant le pouvoir de la Grande-Bretagne. Le contrôle des Antilles restait une priorité. En dépit d'une population d'esclaves plus modeste que celle contrôlée par les Britanniques, les plantations françaises dans les Caraïbes connurent une expansion nettement plus rapide au cours du XVIII^e siècle, notamment grâce à l'essor fulgurant de Saint-Domingue (Haïti)¹¹.

Pour citer Daniel A. Baugh, qui commente ici le conseil donné à la cour de Versailles par Roland-Michel Barrin, comte de la Galissonnière, gouverneur de la Nouvelle-France :

Si les Britanniques n'étaient plus sous la menace des Canadiens et des Indiens en Amérique du Nord, ils étaient en mesure de « s'armer considérablement » dans ce continent, et de là il leur faudrait « si peu de temps pour transporter des troupes en nombre à Saint-Domingue ou sur l'île de Cuba, ou encore vers nos Îles-du-Vent qu'il serait fort difficile et coûteux de nous défendre »¹².

Les prévisions de Barrin s'avérèrent particulièrement justes. Lorsque William Pitt se mit à avoir une grande influence politique en Grande-Bretagne en 1757, il mit au point un plan ambitieux pour attaquer la prospérité française à la racine, autrement dit la chaîne d'approvisionnement en esclaves en Afrique de l'Ouest et les îles productrices de sucre dans les Caraïbes où ces esclaves étaient acheminés. En 1758, la marine britannique fit main basse sur les principaux ports de transit français situés dans ce qui est aujourd'hui le Sénégal et la Gambie, à commencer par l'île de Gorée, au large de Dakar. Ayant triomphé dans ce premier assaut contre la prospérité française, Pitt lança une flotte de soixante-treize navires sur les Antilles, avec neuf mille hommes à leur bord. Un mois après avoir accosté à la Barbade, quatre mille de ces soldats étaient morts et inaptes au service, en grande partie à cause de la fièvre jaune, et ce avant même d'avoir livré bataille. Un mois plus tard, le nombre de soldats britanniques en état de combattre avait encore diminué d'un tiers¹³.

L'objectif initial de Pitt était de s'emparer de la Martinique¹⁴. Cette île, d'une superficie quatre fois moindre que celle de Long Island, avait une activité sucrière telle que ses importations d'esclaves dépassent le nombre total d'Africains déportés aux États-Unis tout au long de son histoire, y compris pendant la période coloniale. Découragés par le système de défense de la Martinique et son artillerie lourde, les Anglais choisirent d'attaquer plutôt la Guadeloupe. Le fait même d'avoir essayé de s'emparer de la Guadeloupe en dit long. Les actions répétées des grandes puissances européennes démontrent à l'envi que le contrôle du commerce d'esclaves et de l'agriculture de plantation justifiait à leurs yeux les plus grands sacrifices. Ce qui peut expliquer une telle opiniâtreté n'est pas aussi obscur que certains historiens l'ont prétendu. Dès qu'ils contrôlèrent la Guadeloupe, les Britanniques redonnèrent à l'île sa mission première, celle de produire du sucre grâce au labeur des esclaves. La Grande-Bretagne augmenta dramatiquement les importations d'esclaves : en deux ans, elles dépassèrent les importations françaises des soixante années précédentes, de sorte que le nombre de plantations en Guadeloupe passa de 185 à 447. Les résultats furent rapides et spectaculaires. La production sucrière de la Guadeloupe ne tarda pas à dépasser celle de la Martinique ; mieux encore, « en 1761, elle devint la première exportatrice de sucre, de rhum et de café au sein de l'Empire britannique, tout en prenant la tête des achats de biens britanniques et américains¹⁵ ».

Comme Barrin l'avait annoncé, ce désir de contrôler la productivité des esclaves africains conduisit les Britanniques jusqu'à Saint-Domingue, où l'agriculture de plantation atteignit son apogée à la fin du XVIII^e siècle. L'île d'Hispaniola a beau être grande pour une île des Caraïbes (par exemple, elle est quarante-six fois plus grande que la Guadeloupe), elle est plus petite que l'État de Caroline du Sud. Selon certains chiffres, les colonies françaises aux Antilles, Saint-Domingue en tête, représentaient environ quinze pour cent de la croissance économique française entre 1716 et 1787¹⁶, ce qui donna un sacré coup d'accélérateur à la transition de la France vers une économie industrialisée capitaliste. Pour les deux grandes puissances européennes de l'époque, la Grande-Bretagne et la France, la perspective de contrôler de pareils eldorados était trop belle : le butin attendu méritait

qu'on lui sacrifie sans compter ressources matérielles et vies humaines. Malheureusement pour elles, la soif de liberté des esclaves de Saint-Domingue, associée au génie tactique et politique d'une génération de révolutionnaires et de libérateurs, fut plus grande encore.

Dans l'histoire du monde moderne habituellement dispensée dans les institutions occidentales, on ne prêtait guère d'attention au rôle joué par l'Afrique ou les Africains, jusqu'à ce qu'un jeune thésard de Trinité-et-Tobago n'ait l'audace d'affirmer que, sans l'Afrique et l'agriculture de plantation qui n'aurait pas été possible aux Caraïbes sans les Africains, l'Occident n'aurait jamais connu l'éblouissante prospérité ni l'industrialisation éclair qui furent les siennes au XIX^e siècle.

C'est Eric Williams qui le démontra dans sa thèse de doctorat en histoire soutenue à Oxford en 1938, soit l'année même où C.L.R. James, un autre grand intellectuel des Caraïbes, faisait paraître son ouvrage fondateur sur la révolution haïtienne, *Les Jacobins noirs*¹⁷. Williams remania et étoffa ensuite son travail pour publier en 1944 ce qui devint également un ouvrage majeur, *Capitalisme et esclavage*¹⁸. Dans cet ouvrage, Williams s'en prenait de façon radicale aux grilles de lecture majoritaires, pour montrer que la révolution économique qui avait fait de l'Occident une force ascendante à l'échelle mondiale impliquait, pour citer Selwyn Carrington en 2003, de « remettre la Caraïbe au centre du système économique atlantique¹⁹ ». À chaque fois que j'ai discuté de l'histoire de l'esclavage avec des intellectuels britanniques, j'ai pu constater qu'ils s'empressaient de détourner l'attention et d'évoquer le rôle de premier plan joué par leur pays dans l'abolition de l'esclavage. Ils affirment que ce rôle est lié à la volonté de donner plus de poids à la doctrine alors naissante du libéralisme. Cette expérience me laisse entrevoir les difficultés qu'a dû rencontrer Eric Williams pour soutenir sa thèse dans un climat universitaire britannique dont on peut supposer qu'il était nettement plus conservateur il y a près d'un siècle. Voici ce qu'écrivait en 2020 la grande autrice anglo-jamaïcaine Zadie Smith : « Il n'est pas exagéré de dire que la seule chose qu'on m'a apprise au sujet de l'esclavage au cours de mes études au Royaume-Uni, c'est que c'est "nous" qui y avons mis fin²⁰. » Et de fait, avant les travaux d'Eric Williams, la tradition historique majoritaire était ce qu'on appelait l'école impériale britannique, qui postulait que « les richesses de l'Europe avaient permis aux colonies des Caraïbes de se développer », et non l'inverse²¹. D'ailleurs, on a dit plus ou moins la même chose au sujet de l'Afrique lors de la décolonisation.

La ténacité de Williams face à des vents contraires aussi violents finit par être récompensée plusieurs décennies plus tard, mais pas avant que l'Empire n'ait, en quelque sorte, contre-attaqué. Il y eut alors une pléthore de publications universitaires sur les sujets que la thèse de Williams avait abordés, moins pour explorer les hypothèses de l'historien trinitadien que pour les réfuter. Scott Reynolds Nelson l'a souligné en 2015 :

De David Landes à Ralph Davis, des dizaines d'historiens britanniques ont tenté, entre les années 1950 et les années 1980, de lui répondre en avançant que les colonies n'avaient jamais pesé dans la croissance économique du pays. D'après eux, c'étaient la mécanisation, le commerce par voie maritime et le système bancaire libéral qui avaient servi de « moteur » à la croissance économique de la mère-patrie²².

On a assisté à un retour de manivelle aussi vigoureux sur les rivages lointains de l'Atlantique, et donc... aux États-Unis.

Ce qui rend la thèse d'Eric Williams plus admirable encore, c'est qu'il n'y avait eu, dans la tradition universitaire occidentale, quasiment aucune prise en compte sérieuse de l'hypothèse, pourtant assez flagrante, que les colonies de plantation, l'esclavage et le trafic d'esclaves, soit séparément soit pris ensemble sous le concept du complexe de plantation sucrier, aient pu contribuer fortement à l'industrialisation du Royaume-Uni et plus généralement à l'essor du monde occidental moderne. Le milieu universitaire a préféré se contenter de généralisations théoriques en remontant à Adam Smith, l'économiste et philosophe écossais du XVIII^e siècle, et dépeindre l'esclavage comme une impasse historique dans la mesure où personne ne pouvait en tirer de bénéfice économique majeur. En d'autres termes, on n'accordait guère de crédit à l'idée que notre prospérité actuelle doit beaucoup aux Africains, c'est-à-dire à la vigueur des muscles africains, à la sueur coulant du front des Africains, aux larmes des Africains arrachés à leur terre et enchaînés, à leur ingéniosité, à leur volonté farouche de survivre.

Il ne s'agit pas de dire que la démonstration de Williams était infaillible ; à la vérité, elle

recelait quelques erreurs significatives. Même des critiques bienveillants ont souligné que ses connaissances en économie étaient modestes, que sa méthodologie était datée et enfin qu'il n'appuyait pas son argumentation sur des données et des statistiques d'une solidité à toute épreuve, ce qu'exige un sujet comme le sien, en particulier dans sa dimension économique. Comme il cherchait à appliquer sa démonstration à une large échelle, cela multipliait les points d'entrée pour ses détracteurs. L'idée que le complexe de plantation sucrier aux Antilles et les esclaves qui y travaillaient avaient contribué à la révolution industrielle n'est qu'un amuse-bouche. Pour citer un résumé de la thèse de Williams : « L'essor de Liverpool, la prospérité de l'Empire britannique, les victoires de la Royal Navy, l'opulence des dynasties bancaires britanniques, la réussite des fabriques de coton anglaises, tout cela dépendait du trafic d'esclaves et de ce que produisaient les esclaves²³. » Malgré les réfutations qu'appelle ce genre d'affirmation, les historiens de ces dernières décennies ont fini par donner globalement raison à Eric Williams en apportant un soutien de poids à ses arguments, pas seulement à l'homme, devenu dans les années 1960 le premier Premier ministre de son pays.

L'argument que les adversaires du jeune historien trinitadien ont eu le moins de mal à démonter, c'est celui qui défrisait le plus les tenants de l'école impériale, à savoir l'idée que le Royaume-Uni ne s'était résolu à abolir l'esclavage qu'après avoir constaté que le complexe de plantation n'était plus très rentable, surtout face aux solutions d'approvisionnement croissantes et relevant du libre-échange. « Le monde entier devenant colonie britannique, écrit Williams, les Antilles furent condamnées²⁴. » En fait, beaucoup de critiques de Williams ont fait remarquer qu'à l'époque de l'abolition de la traite, en 1807, le commerce des esclaves était à son apogée pour le Royaume-Uni, et l'agriculture de plantation, florissante²⁵. Le mouvement abolitionniste à proprement parler est né dans les années qui suivirent l'indépendance américaine, et on trouvait en son sein des quakers, des militants infatigables comme Thomas Clarkson, Granville Sharp, ou le député William Wilberforce. Olaudah Equiano, un esclave affranchi, a aussi joué un rôle capital, en informant Sharp dès 1783 de la tragédie des cent trente-deux Africains jetés par-dessus bord lors d'un trajet effectué par le *Zong*, un navire négrier de Liverpool, entre Cape Coast, près d'Elmina, et la Jamaïque. Cet événement atroce se produisit après qu'une erreur de navigation eut fait dériver le navire dans la mer des Caraïbes en faisant craindre à l'équipage une pénurie d'eau. Le navire réclama ensuite, auprès de son agent d'assurances, un dédommagement pour les Africains que l'équipage avait massacrés. Sharp fit en sorte de donner un grand écho à cette tragédie choquante.

L'abolition de 1807 fut proclamée moins en raison d'une compassion irrésistible pour le sort d'autres êtres humains que d'une crise de légitimité impériale. Cette crise est née, en grande partie, de la lutte des Américains pour leur indépendance. Autre facteur, l'Afrique de l'Ouest était traversée par des mouvements islamiques réformateurs qui s'opposaient à l'esclavage²⁶, ce qui annihilait quasiment l'argument d'une bienveillance relative des chrétiens à l'égard des Africains, argument qui remontait aux débuts de la traite par les Portugais. Un autre facteur déclencheur plus immédiat fut l'indépendance d'Haïti : dans la mesure où la France se voyait privée de cette colonie, le Royaume-Uni perdait son argument le plus évident pour continuer de vouloir produire au sein de plantations employant des esclaves.

Eric Williams n'a pas convenablement évalué les raisons de l'engagement britannique dans le trafic d'esclaves, en jugeant qu'il s'agissait d'intérêts principalement matérialistes. En fait, c'est une autre forme d'intérêt personnel qui prit le dessus, l'idée d'amour-propre, et donc qu'il était primordial de s'affranchir de toute corruption morale et de toute forme de culpabilité. La Grande-Bretagne, une nation protestante, n'avait cessé de triompher de la France catholique au cours du XVIII^e siècle, au point d'inscrire ces victoires dans « le cadre plus général d'une bataille entre la démocratie parlementaire et l'absolutisme tyrannique²⁷ », pour citer l'historien britannique Michael Taylor. Dans cette vision des choses, la liberté était en cause. La victoire inattendue des révolutionnaires américains qui invoquaient la liberté en se réclamant des idéaux du protestantisme avait plongé la Grande-Bretagne dans un profond dilemme moral, au point de mettre en cause l'idée même d'empire. Pour citer un autre historien britannique, Christopher Brown, « soutenir l'esclavage devenait particulièrement embarrassant à partir du moment où on discutait publiquement du mérite de la gouvernance impériale²⁸ ».

À l'exception de cette bévue, les tripotées de critiques qui ont sué sang et eau pour essayer de

réfuter la thèse de Williams affrontent un obstacle si évident et si insurmontable qu'il n'est pas surprenant de constater qu'ils ne le mentionnent jamais. Certains ont affirmé que la traite des esclaves ne générait que des bénéfices très relatifs et donc qu'elle n'a pas pu constituer un facteur décisif ou capital dans la croissance soudaine de l'Angleterre, ou de l'Europe. Ce qu'ils n'expliquent pas, c'est la raison pour laquelle, dans l'hypothèse où l'esclavage aurait été aussi marginal qu'ils le prétendent dans la prospérité de l'Europe jusque dans ses territoires du Nouveau Monde, les puissances du Vieux Continent ont autant investi, et aussi longtemps, avec un bilan aussi lourd en vies humaines et en trésorerie, pour s'assurer de contrôler les échanges dans les zones d'où provenaient les esclaves ainsi que la mainmise sur les zones de plantation où on les transportait, aux Amériques. La réponse la plus plausible est évidemment que ces grandes puissances étaient très conscientes de l'importance centrale de l'esclavage et de ce que produisaient les esclaves pour leur prospérité, et qu'elles géraient de façon rationnelle les coûts incompressibles qu'imposait la perpétuation de ce système.

En vérité, cette histoire nous contraint à reconsidérer un des arguments les plus rebattus pour expliquer la croissance économique de certains pays d'Europe, en particulier du Royaume-Uni, aux XVIII^e et XIX^e siècles, et le fossé grandissant entre leur richesse ou leur pouvoir et la situation de la Chine, de l'Inde, de l'Empire ottoman mais aussi de l'Afrique à la même époque. En général, on explique la réussite de ces quelques pays d'Europe en disant qu'ils étaient devenus plus efficaces et plus compétents que leurs rivaux du reste du monde, à commencer par les nombreux États que l'Europe avait soumis avant de les coloniser. Ce n'est pas faux, même si un tel raisonnement n'est pas loin de la tautologie pure et simple. J'aimerais emprunter au sociologue et politologue américain Charles Tilly sa célèbre formule selon laquelle « les guerres créent les États », et l'étendre même en insistant davantage sur la rivalité entre nations européennes hors du continent même. Justement, les capacités grandissantes de l'État à cette époque étaient très étroitement liées à de violentes rivalités impérialistes dont le théâtre était notamment l'océan Atlantique, et ce dès la fin du XV^e siècle au large des côtes d'Elmina, comme on l'a vu. Pour élargir sa sphère d'influence et s'assurer de conquêtes juteuses, il fallait absolument construire une structure étatique plus efficace ; comme l'a bien noté Tilly, cela signifiait que « les préparatifs de guerre obligeaient les dirigeants, bon gré mal gré, à mettre en place des institutions qui finirent par avoir un fonctionnement autonome, et donc une cour, un trésor royal, une administration fiscale, des administrations régionales, des assemblées publiques, etc.²⁹ ». Ce genre d'institutions renforcèrent énormément le pouvoir de l'État et sa capacité à mobiliser sa force de frappe, mais aussi « les doléances des citoyens à l'égard de l'État³⁰ », d'où l'extension du contrat social et la multiplication des services que l'État se mit à fournir à ses citoyens. L'historien Frederick Cooper parle en ces termes de l'État qui finit par dominer le monde atlantique à partir du XVII^e siècle en construisant une flotte sans précédent : « C'était l'Empire qui construisait l'État britannique, et non l'inverse³¹. »

La formule de Tilly sur les guerres et les États est marquante, mais il ne faudrait pas l'interpréter de façon trop étroite. Il ne faut pas analyser les guerres entre États européens uniquement selon les notions classiques d'alliance, de contre-alliance, de tactique et de conséquence, à savoir tout ce dont regorgent les livres d'histoire. Il faut aussi les analyser, plus directement, à l'aune d'un objectif réel qui était tout à fait nouveau mais aussi vecteur de profonds changements : le contrôle de vastes empires outre-mer. Toutefois, ce terme même obscurcit plus qu'il n'éclaire. Pendant quatre siècles, cette lutte s'est traduite, le plus souvent, par des conflits inhabituels, souvent non déclarés, dont le but était de chercher à contrôler l'Afrique et les Africains, en particulier de s'assurer de pouvoir exploiter des corps noirs. En mettant les Africains au travail selon des méthodes coercitives et savamment calculées, les Européens tirèrent des bénéfices largement supérieurs à ceux des mines d'or africaines au XVI^e siècle. Il n'est pas faux d'estimer que ces êtres humains que l'on enchaînait avant de les transporter de l'autre côté de l'Atlantique étaient une sorte d'or noir, mais le partage des Africains allait au-delà de ça : c'était une lutte mondiale pour s'assurer l'accès à la ressource en esclaves mais aussi, simultanément, à toutes les Guadeloupe de la terre, c'est-à-dire aux zones tropicales où la productivité des captifs serait optimale. Les États européens modernes les plus prospères se sont nourris de cette guerre-là, d'une guerre qui justifiait des combats incessants, de nouvelles armes, et des morts, bien sûr.

Chapitre 15

LUTTER EN AFRICAINS

Le mont Santiago, dont la forme solitaire surplombe la ville d'Elmina, est un point idéal pour comprendre la lutte pluriséculaire des Européens pour tenter de contrôler les corps noirs. Dès leur première ascension, les Portugais érigèrent une chapelle à son sommet; plus tard, ils y construisirent une muraille défensive. À l'époque moderne, ce sommet a servi à héberger une léproserie, puis une école de tourisme, laquelle a fermé boutique, hélas, depuis belle lurette. Toutefois, si le mont Santiago a une véritable importance, oubliée de presque tous les visiteurs, c'est qu'il s'agit du lieu de la victoire des Néerlandais sur les Portugais en 1637, qui permit aux premiers de s'emparer de la Côte-de-l'Or après des décennies d'efforts infructueux, mettant fin, par là même, à cent cinquante-cinq ans d'hégémonie portugaise dans le commerce de l'or en Afrique de l'Ouest.

Les Néerlandais avaient déjà tenté de prendre le fort d'assaut, notamment par l'océan, en mitraillant São Jorge da Mina avec des boulets de canon et en faisant le blocus de la lagune pour empêcher les Portugais d'exporter l'or, mais aussi afin de bloquer leur approvisionnement. Pourtant, malgré les décès en cascade des gouverneurs, malgré des effectifs réduits à quelques dizaines d'hommes – surtout à cause de la malaria et d'autres fièvres tropicales –, les Portugais avaient tenu bon. Leur pugnacité s'explique en partie par la solidité de la forteresse, mais aussi par le recrutement d'alliés parmi les populations locales. Les forces auxiliaires akan ne se contentaient pas d'approvisionner les Portugais; elles leur donnaient également des informations précieuses sur les navires néerlandais, ainsi que sur les mouvements de troupes.

En août 1637, une flotte néerlandaise constituée de neuf vaisseaux de guerre avec à leur bord huit cents soldats jeta l'ancre au large de la Côte-de-l'Or afin de tenter une fois encore de s'emparer d'Elmina. Grâce à leurs alliés akan, les Portugais surent que les Néerlandais avaient l'intention de s'emparer du mont Santiago avant de mitrailler la forteresse depuis son sommet. Afin d'empêcher cela, des auxiliaires africains postés en défense de la montagne déjouèrent les manœuvres des Néerlandais lors de leur première tentative d'ascension. Les combattants africains, dont la plupart vivaient à Elmina, quittèrent le champ de bataille prématurément afin de célébrer leur victoire, ce qui permit à leurs ennemis de se rassembler et de gravir le mont Santiago avec leurs canons. Depuis le sommet, ils se mirent à bombarder la forteresse sans relâche, mais en vain, toujours en raison de la solidité de son architecture. Si les Portugais finirent par se rendre¹, ce ne fut pas en raison des bombardements incessants, mais parce qu'ils étaient affamés. Les Néerlandais victorieux laissèrent les survivants portugais vider les lieux sains et saufs, à condition qu'ils partent les mains vides. Ces Portugais embarquèrent plus tard pour São Tomé, mais cette île, nettement moins bien défendue qu'Elmina, passa bientôt, elle aussi, entre les mains des Néerlandais. La colonie portugaise récente de Luanda subit le même sort, mais provisoirement, comme nous le verrons plus tard.

Avant de s'emparer d'Elmina, les Néerlandais réussissaient à acquérir cinq tonnes d'or par an en se contentant de braconner sur les territoires de la Côte-de-l'Or contrôlés par les Portugais². Ces derniers ne doutèrent jamais du fait que c'était l'or africain qui avait incité de prime abord ces arrivistes néerlandais à lancer une offensive de grande ampleur contre leurs possessions. Quant aux Néerlandais, ils savaient parfaitement que les Portugais, ou d'autres nations européennes, allaient tenter de leur reprendre Elmina, ou à tout le moins de profiter de l'aubaine. Les Néerlandais ne voulurent rien laisser au hasard et engagèrent des travailleurs africains afin de construire, au sommet du mont Santiago, la citadelle aux murs blanchis à la chaux qui s'y trouve encore aujourd'hui. Cette citadelle devait empêcher les ennemis de pénétrer dans la baie ou de tenter une attaque du genre de celle qui avait permis aux Néerlandais de s'emparer de la forteresse en contrebas.

Pour les Provinces-Unies, l'enjeu stratégique était limpide : en 1580, le Portugal s'était allié à l'Espagne, qui était alors en guerre contre les Pays-Bas et contre la révolution protestante qui mettait à mal l'autorité impériale espagnole. À cette époque, l'immense empire du roi d'Espagne, Philippe II, comprenait une bonne partie du Nouveau Monde, de la Californie actuelle jusqu'au point le plus au sud de l'Amérique, et même au-delà, jusqu'aux Philippines, qui doivent leur nom à ce roi. Selon la devise même de son blason, « le monde ne suffit pas »³; qu'il ait pu envisager d'envahir

la Chine avec une armée de huit mille hommes donne une idée assez juste de ses ambitions. Pour punir les Néerlandais rebelles, Philippe II leur interdit l'accès aux ports de la péninsule Ibérique⁴, de sorte que les Néerlandais, grands navigateurs dont la richesse s'était bâtie sur les mers, partirent chercher dans le vaste monde de nouvelles perspectives commerciales, jusque dans les Caraïbes : ils trouvèrent de vastes réserves de sel à Punta de Araya, tout au nord de l'actuel Venezuela⁵. Pour citer les termes d'une brochure publiée par la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales en 1630 : « Les Indes occidentales peuvent devenir la principale source d'enrichissement des Provinces-Unies : abondance d'argent et diminution de la puissance de l'ennemi⁶. » Peu après, les Néerlandais étendirent leurs activités en suivant les mêmes routes que les Portugais avaient empruntées depuis l'époque du prince Henri, deux siècles plus tôt, le long des côtes d'Afrique de l'Ouest : leur but avoué était de s'emparer d'une part du commerce florissant de l'or.

Avec le recul, il semble évident que l'Empire portugais a énormément souffert de son mariage forcé avec l'Espagne, car les Néerlandais indociles avaient quelques avantages de taille. L'un d'entre eux était le fait que, grâce à des cités commerçantes de premier plan comme Anvers puis Amsterdam, les Pays-Bas étaient le numéro un mondial pour de nombreux produits qui servaient de monnaie d'échange pour l'or d'Afrique de l'Ouest, à commencer par les manilhas, toujours aussi populaires, le fer en barres, et d'autres objets en métal, ainsi que les tissus d'Europe et d'Inde. Les Portugais, de leur côté, ne produisaient presque aucun des produits appréciés par les Africains.

Afin d'être à la hauteur de leurs ambitions commerciales, les Provinces-Unies construisirent également de nombreux navires, dont une puissante flotte de vaisseaux de guerre. Mais l'avantage principal des Néerlandais était paradoxal. En effet, l'expansion territoriale des Portugais s'était déroulée si rapidement que leur empire était trop vaste. Le Portugal s'était enrichi en étant le premier grand Empire, mais son modèle, qui reposait sur des ressources humaines limitées en raison de sa population modeste, dépendait étroitement du recrutement de mercenaires, ce qui était un frein. Confrontée aux manœuvres d'autres grandes puissances, Lisbonne fut dans l'incapacité d'être assez réactive et se trouva assez vite distancée. Ses rivaux européens, en particulier les Français et les Anglais, avaient commencé à braconner sur les terres portugaises dès le XVI^e siècle. Au tournant du XVII^e siècle, ce sont les Provinces-Unies qui avaient les meilleures raisons de vouloir affronter la puissance ibérique d'une manière concertée ; la stratégie mise en œuvre fut donc d'accorder des licences commerciales pour établir une domination coloniale et de s'attaquer au Portugal dans les zones où sa présence était limitée et où sa puissance économique était moindre, en le forçant à choisir les territoires qu'il pouvait vraiment défendre. Comme la grande loterie impériale pour le contrôle des corps noirs et les richesses qui en découlaient continuait d'attirer de nouvelles puissances, c'est cette même stratégie que les Anglais appliquèrent contre les Français un siècle et demi plus tard.

Henock Estartenius, un pasteur calviniste qui se trouvait à bord d'un des navires néerlandais partis à l'assaut du Brésil en 1624, résuma parfaitement la stratégie des Pays-Bas dans la guerre de Trente Ans : l'offensive contre le Pernambouc était, selon lui, « le moyen parfait d'empêcher le roi d'Espagne de garder son glaive contre notre gorge, et de couper les réserves qui lui permettent de faire la guerre en Europe⁷ ». Cette campagne connut un net regain trois ans plus tard, lors de la bataille de Matanzas, au large des côtes cubaines, et de la capture par un amiral néerlandais, Piet Heyn, d'un des fleurons de la flotte espagnole⁸ : le butin fut de 11,5 millions de florins-or au bas mot. Cette prise fut si conséquente qu'elle permit à la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales, fondée en 1621 et encore fragile, de financer la construction d'une nouvelle flotte mais aussi de verser des dividendes de cinquante pour cent à ses actionnaires. Les livres d'histoire insistent généralement pour dire que cette flotte considérable a ensuite permis aux Néerlandais de s'emparer des principales régions sucrières du Brésil, et c'est effectivement le cas. Mais ce que les livres d'histoire omettent souvent, c'est la façon dont cette flotte a aussi servi à accroître la sphère d'influence néerlandaise sur les côtes africaines, toujours aux dépens du Portugal. Pour les Néerlandais, le vivier d'esclaves africains était primordial pour triompher du Portugal, puis pour assurer la rentabilité du Brésil. Tout a commencé par la prise d'Elmina, qui était encore considérée dans toute l'Europe comme le point d'accès au marché de l'or en Afrique.

Cet assaut contre Elmina donna le coup d'envoi d'un nouveau conflit quasi mondial, passé inaperçu, à une époque où la formule selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres

moyens aurait mérité un léger correctif : au début du XVII^e siècle, c'est le commerce européen qui était la continuation de la guerre par d'autres moyens. Ce que cela signifiait concrètement, c'est que les offensives néerlandaises simultanées en Afrique et dans le Nouveau Monde contraignirent le Portugal à faire des choix, ce qui n'était jamais arrivé ; il devint évident que, tant en matière de commerce que de gouvernance, le Portugal avait eu les yeux plus gros que le ventre. « Ses réserves en hommes, en bois et en d'autres ressources, a pu écrire Charles Tilly, étaient restées dangereusement limitées, à tel point qu'au XVI^e siècle les navires "portugais" n'avaient souvent pas d'autres Portugais à leur bord que le commandant⁹. »

Face à cette crise, des voix s'élevèrent à Lisbonne au début du XVII^e siècle pour inciter la Couronne à envoyer en Afrique, contre les Néerlandais, des troupes habituellement attachées au commerce des épices en Asie. D'autres étaient d'avis que le commerce avec les Indes orientales était bien trop précieux pour être pareillement mis en danger. Au début à tout le moins, c'est le commerce avec l'Asie qui eut le dessus, ce qui explique que la forteresse d'Elmina ait passé tant d'années sans réel approvisionnement et sans recevoir l'appui de nouvelles forces militaires. Toutefois, la prise d'Elmina, en 1637, suivie bientôt par la perte de São Tomé et de Luanda, sema la panique à Lisbonne en forçant la Couronne à repenser fondamentalement ses revenus impériaux et à se recentrer sur l'Atlantique. Luanda fournissait jusque-là vingt mille esclaves par an¹⁰, ce qui est un nombre colossal pour l'époque, quoique très en deçà des chiffres que la traite transatlantique devait atteindre au cours des siècles suivants.

Il y avait alors un dicton fort répandu : « Sans l'Angola, pas d'esclaves ; sans esclaves, pas de sucre ; sans sucre, pas de Brésil¹¹. » Il est difficile de concevoir une formule qui en dise plus long sur l'histoire du monde atlantique de cette époque. Grâce aux esclaves capturés en Angola, le Brésil était devenu une gigantesque manufacture sucrière ainsi qu'une source massive de revenu pour le Portugal, et ce en un laps de temps extraordinairement bref. Au cours des trois décennies qui suivirent le débarquement de Pedro Álvares Cabral en Amérique du Sud, en 1500, le Brésil n'avait occupé qu'une place modeste dans le système économique du tout jeune Empire portugais. Il ne pouvait pas rivaliser avec l'or africain ou avec les épices d'Asie. Le seul produit commercial valable était un bois exotique, le pernambouc ou bois-brésil, qui servait à faire des teintures d'un rouge vif. Cela explique que, aux yeux de beaucoup, le Brésil n'ait été qu'un point de ravitaillement sur la route des Indes pour les navires suivant une course aussi erratique que celle de Cabral, car il fallait voguer à l'ouest avant de repiquer vers l'est, doubler le cap de Bonne-Espérance et entrer dans l'océan Indien. « On peut dire, se lamentait l'explorateur Amerigo Vespucci, qu'on n'a rien trouvé là de valable à l'exception d'une foison de bois tinctorial, des *canafistula*, sans parler de merveilles de la nature qu'il serait trop pesant de décrire ici¹². » Un autre érudit du XVI^e siècle, Jules César Scaliger, se montra plus cinglant encore dans sa critique des épices brésiliennes, qu'il qualifia de « piètres, frustes, infectes¹³ ». D'un point de vue historique, l'ironie est savoureuse : le sucre, dont le Brésil allait bientôt devenir le premier producteur mondial, deviendrait l'épice la plus recherchée¹⁴, et ce dans des proportions incomparables. En effet, en 1660, la valeur du sucre sur les marchés du monde entier dépassait la valeur combinée de tous les autres produits tropicaux.

Le fait est que le Portugal n'a pas réellement commencé d'administrer le Brésil avant les années 1530, et en établissant une série de concessions féodales nommées *donatorias*, ou capitaineries, plus ou moins sur le modèle du plan d'organisation instauré à São Tomé quelques décennies plus tôt. Si la Castille pouvait s'appuyer sur des taxes locales pour engranger d'importants revenus, le pouvoir monarchique portugais dépendait, pour sa survie même, du commerce impérial¹⁵, qu'il confiait non à une administration directe par l'État, mais aux ambitions financières de sa noblesse. Dans un tel système, les colonies devaient payer pour leur propre entretien, et à cet égard le Brésil était à la traîne, car il ne créait que de maigres revenus. Le problème trouva progressivement sa solution avec un accroissement de la production agricole, en commençant par le tabac, mis en culture en Amazonie, puis par le sucre, mais aussi par des taxes sur le reste des échanges commerciaux. Il était tout aussi important de repousser les intrus d'autres pays d'Europe en les empêchant de venir défier Lisbonne sur les terres sud-américaines. Sur ce point, la plus grande menace venait des marchands français, qui refusèrent de s'acquitter des redevances et provoquèrent par là même l'envoi de navires portugais en 1530 pour défendre les intérêts de la Couronne. Les Français résistèrent ; dans les années 1550, des calvinistes français créèrent la première d'une longue série de colonies françaises, sur l'îlot de Coligny, au large de Rio

de Janeiro, en lui donnant le nom étrange de France Antarctique. On a tout oublié de cette colonie aujourd'hui, mais elle fut directement soutenue par le roi de France, ce qui entraîna la nomination, par le Portugal, d'un nouveau gouverneur-général chargé d'administrer le Brésil tout entier ; à son arrivée, Mem de Sá fonda Rio de Janeiro avant de devenir un précurseur de la production du sucre de canne et l'une des grandes figures de l'histoire brésilienne.

Mem de Sá, qui commandait une flotte de vingt-six vaisseaux de guerre et de deux mille soldats, commença par dissoudre purement et simplement la petite colonie française. Il administrait le territoire en prenant ses ordres directement de la couronne portugaise : ce fut le début d'une tutelle portugaise plus marquée et plus sourcilieuse sur le Brésil, qui coïncida avec les débuts d'efforts concertés pour y développer la culture de la canne à sucre. À l'époque, le sucre était encore considéré comme un médicament exotique ou comme une épice de luxe, et la production brésilienne était d'environ deux mille cinq cents tonnes¹⁶, soit la moitié de la production de São Tomé.

En 1580, soit au tout début de ce qu'on a nommé « le siècle du sucre brésilien », la production était à la hauteur du niveau supérieur atteint par São Tomé ; quelques années plus tard, São Tomé était en net déclin, et le Brésil atteignait seize mille tonnes par an, loin encore de son apogée. Tout comme l'essor fulgurant de São Tomé avait condamné la production de sucre à Madère, la croissance du Brésil, qui était à la fois plus nette et plus profonde, mit fin à la production massive de sucre à São Tomé. En 1625, le Brésil était devenu l'exportateur principal pour toute l'Europe¹⁷. Un peu plus d'un siècle après, le sucre ne serait plus du tout considéré comme un produit de luxe ; en un laps de temps extrêmement bref, c'était devenu un produit de première nécessité des deux côtés de l'Atlantique. À ce moment-là, tout comme São Tomé avant lui, le Brésil, qui avait contribué à faire du sucre une des denrées commerciales les plus recherchées, était en train d'être supplanté, au profit de la nouvelle coqueluche sucrière, un archipel de colonies dans les Caraïbes. Au milieu du XVIII^e siècle, le sucre et ses produits dérivés, de la mélasse au rhum, avaient bâti les fondations de la consommation de masse en bouleversant les mœurs alimentaires en Europe ; le cas le plus flagrant était l'Angleterre. Assurément, aucun autre produit n'a eu une telle influence sur la condition moderne. Le sucre était un bien très largement disponible et donc à la portée de toutes les bourses, ce qui a accentué son impact économique et social en transformant les échanges commerciaux, le travail, la productivité, l'accès aux loisirs et, bien sûr, la santé. L'aspect moins réjouissant est que le sucre est devenu une sorte d'intermédiaire concret pour justifier l'esclavage. On trouvera dans les pages qui viennent l'essentiel des explications relatives à la façon dont le sucre a bouleversé l'économie mondiale, l'équilibre géopolitique et les sociétés, et aux motivations derrière ce changement. Mais, avant cela, il faut regarder de plus près l'esclavage sucrier au Brésil, car, pour évoquer de nouveau l'adage à propos des esclaves d'Angola, sans les travailleurs arrachés au continent africain rien de tout cela n'aurait été possible.

Chapitre 16

MOURIR TOUJOURS, DANS DES PAYS INFINIS

Au début du XVI^e siècle, au cours des premières décennies de présence portugaise au Brésil, le travail forcé était principalement assuré par des autochtones amérindiens dans les premières plantations de canne à sucre qui, quoique de taille modeste, commençaient à proliférer à Bahia et dans le Pernambouc. Ce fut l'occasion d'une véritable transition dans le développement économique de l'Occident ; les prémices du capitalisme à venir fleurissaient au sein de modes de production féodaux, et ce en dépit de leur incompatibilité présumée. Voici l'analyse proposée en son temps par Philip Curtin dans son ouvrage *Grandeur et décadence du complexe de plantation* :

Les planteurs possédaient la terre, ils possédaient les outils – les moulins à sucre – et ils possédaient les travailleurs, les esclaves. Mais une plantation de canne à sucre était aussi une société comprenant entre cent et trois cents personnes, davantage même sur les périodes récentes. Les plantations étaient disséminées dans un pays nouveau dont la structure de gouvernement n'était pas encore en mesure d'administrer des individus. Ces petites sociétés avaient besoin d'être gouvernées, de sorte qu'il était naturel que ce soit le *senhor de engenho*, le maître du moulin

à sucre, qui prenne l'initiative de régler les conflits, de punir les personnes ayant commis une infraction contre l'intérêt public, et d'assumer les pouvoirs incombant habituellement à la police et aux juges. La propriété allait de pair avec le droit de punir les esclaves. Les domaines étaient autonomes, et permettaient quasiment de vivre en autarcie ; l'administration royale était trop éloignée pour exercer un contrôle effectif¹.

À chaque nouvelle migration de l'industrie sucrière, d'abord en Méditerranée, puis dans l'océan Atlantique au large des côtes ouest-africaines, et enfin au Brésil, elle connut des mutations, qui étaient tantôt des ajustements majeurs, tantôt de profondes transformations. À Madère et dans les îles Canaries, les Portugais avaient employé à la fois des travailleurs blancs engagés et des esclaves canariens ou d'Afrique noire. La principale innovation apportée par São Tomé fut de réinventer le modèle de la plantation sucrière à la fin du XV^e siècle en n'ayant recours qu'à des esclaves noirs. Personne n'en était conscient à l'époque, mais ce nouveau facteur allait devenir le moteur principal de toute une époque et entraîner le monde entier sur la route de la Révolution industrielle. Sur une petite île isolée, le seul moyen concret d'augmenter la productivité – vu l'état des connaissances techniques de l'époque – était d'augmenter le nombre d'esclaves noirs et de tirer d'eux la quantité maximale de travail au coût le plus bas. La logique implicite de parasitisme et de perception des loyers allait bientôt faire de São Tomé la première société de plantation créole, une structure sociale pyramidale qui se retrouverait des siècles plus tard dans les Antilles et le delta du Mississippi. Dans sa forme la plus sommaire, cela signifiait un nombre très restreint de Blancs, une classe intermédiaire de métis et, au bas de l'échelle, la très grande majorité, des travailleurs noirs dont l'exploitation brutale engendrait des taux de mortalité élevés et une demande toujours plus forte de nouveaux esclaves. Dans la mesure où São Tomé se concentrait sur la production du sucre pour l'exportation, presque tout ce que consommaient les Blancs devait être importé. Le principe fondateur d'un système de plantation monoculturel, c'est que les seuls à bénéficier d'une certaine autarcie sont les esclaves. Dans cette colonie insulaire, ils se bâtissaient eux-mêmes des baraques à la lisière des champs de canne à sucre. Leur régime alimentaire se composait principalement de bananes qu'ils faisaient pousser et de cochons qu'ils avaient le droit d'élever et qui se nourrissaient des rebuts de canne à sucre. Afin de produire le plus de sucre possible, ils n'avaient le droit de s'occuper de leurs besoins personnels que le dimanche. Il s'agissait là des prémices de l'esclavage de possession, qui allait bientôt se transplanter de l'autre côté de l'océan Atlantique.

L'apport principal du Brésil consista dans l'application de ce système à une tout autre échelle géographique : les régions côtières de Bahia et du Pernambouc où les Portugais installèrent leurs moulins à sucre disposaient de vastes territoires plats, fertiles et bénéficiant d'une abondante irrigation naturelle. Même si le sucre de canne est originaire de la lointaine Nouvelle-Guinée, comme le supposent aujourd'hui les scientifiques, le *massapé*, c'est-à-dire le type de sol caractéristique de plusieurs zones du nord-est du Brésil², semblait convenir à la production mieux que tout autre sol précédemment exploité. Outre l'investissement, l'autre élément essentiel était une main-d'œuvre abondante. Le sucre était une culture qui nécessitait de travailler toute l'année ; le travail étant à la fois exténuant et dangereux, il n'y avait jamais eu d'autre recours, dans tous les cas d'exploitation commerciale, que le travail forcé³.

Comme cela se produirait ailleurs dans le Nouveau Monde, l'arrivée d'aventuriers, de soldats, de marchands et de colons venus de la péninsule Ibérique donna le signal de l'extinction de masse pour les peuples autochtones du Brésil. Comme avec les réserves potentielles d'esclaves en Angola au début de la traite des êtres humains, les Portugais avaient d'abord pensé que cette population était un vivier presque inépuisable ; cependant, en raison des maladies transmises par les nouveaux venus, le taux de mortalité des esclaves autochtones et des travailleurs engagés était si élevé que les plantations de canne à sucre et les autres entreprises portugaises durent faire face à un roulement démesuré. La première épidémie dont on ait gardé la trace, sans doute une épidémie de variole, a frappé les côtes brésiliennes en 1559, avant de s'étendre vers le nord et de connaître son apogée trois ans plus tard : trente mille autochtones travaillant sous le contrôle de maîtres brésiliens trouvèrent la mort, principalement dans des missions dirigées par des jésuites nommées *aldeias*. Il est certain que de nombreux autres autochtones qui vivaient près de ces zones créées à la suite de déplacements forcés de populations et qui étaient en contact direct ou indirect périrent également.

Un an plus tard, c'est une épidémie tout aussi mortelle de rougeole qui décima les communautés. Voici ce qu'écrivit alors un chroniqueur portugais :

La population qui était déjà là il y a vingt ans, à Bahia, est décimée, et cela semble incroyable, car personne ne pensait qu'autant de gens disparaîtraient, a fortiori en aussi peu de temps. Même les autochtones qui n'étaient pas emportés par la maladie devenaient apathiques, quand ils n'étaient pas rendus infirmes par des infections qui avaient trouvé dans ces populations une terre vierge⁴.

Cette dernière image signifie bien que les autochtones n'avaient pas d'immunité naturelle. La stupeur et la confusion des Portugais face à cette situation inattendue furent encore accentuées par de récents événements dans l'histoire de l'impérialisme européen. Comme l'avaient rapporté de nombreuses chroniques de l'époque, un nombre effarant d'Européens étaient morts en Afrique tropicale : beaucoup attribuaient cette mortalité à des miasmes mystérieux qu'ils associaient aux marécages et aux forêts tropicales. Mais aux Amériques, c'étaient les autochtones qui mouraient par milliers juste après avoir commencé à fréquenter les nouveaux venus. La science a permis de comprendre depuis que ces épidémies étaient provoquées par une liste impressionnante d'agents pathogènes apportés du Vieux Monde et auxquels les populations autochtones n'avaient jamais été exposées : variole, rougeole, coqueluche, varicelle, peste bubonique, typhus, fièvre typhoïde, diphtérie, choléra, scarlatine, grippe. Même le rhume, trimbalé à bord des navires européens⁵, s'avéra mortel.

En voyant mourir par milliers les Amérindiens qu'ils étaient venus évangéliser, les Jésuites eurent une sorte de réflexe superstitieux, qu'on a trop rapidement voulu camoufler sous le terme ronflant de « dogme ». Ils récusèrent toute explication médicale, préférant interpréter ces taux de mortalité élevés comme une forme de colère divine contre la nudité des autochtones, ainsi que contre leurs mœurs sexuelles et leurs autres coutumes, toutes choses que déploraient vivement les Jésuites. Ils redoublèrent donc d'efforts pour guérir les âmes, plutôt que les corps, de ces êtres qu'ils avaient parqués afin de les mettre au travail. « Si on donnait à ces gens, écrivait un jésuite⁶, une instruction catholique plus rigoureuse et plus stricte, on les détournerait des comportements déviants, et par voie de conséquence on les protégerait de toutes ces maladies du corps. » Il faut considérer cette réaction des Jésuites pour ce qu'elle est, à savoir une forme de pensée magique ou irrationnelle, car les Européens de l'époque – et les Occidentaux depuis tout ce temps – n'avaient que mépris pour les « superstitions » des populations des nombreuses régions du monde qu'ils avaient colonisées, en particulier en Afrique.

Le déclin rapide de la population autochtone n'eut pas de conséquences que pour la production de sucre, qui était rapidement devenue l'alpha et l'oméga de l'économie brésilienne. Dans la mesure où les Portugais dépendaient totalement du travail des autochtones, l'agriculture dans son ensemble s'en trouva affectée, entraînant une famine parmi les autochtones qui avaient été enrôlés dans les communautés portugaises, mais aussi une pénurie croissante pour les Blancs. Le gouverneur général Mem de Sá réagit en lançant des expéditions militaires de plus en plus loin à l'intérieur des terres afin de capturer des autochtones et de les enrôler de force dans les plantations. Ces expéditions se faisaient souvent avec l'appui de certains groupes autochtones auxquels les Portugais donnaient des armes afin de leur permettre de régler leurs comptes avec d'anciens rivaux.

On trouve là des ressemblances frappantes avec les stratégies que les Européens commençaient à élaborer un peu partout le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, et ce alors même qu'ils renonçaient progressivement – décision lourde de conséquences – à la politique diplomatique de respect mutuel mise en place à la fin du XV^e siècle. À partir du XVII^e siècle, les Européens allaient finir par semer délibérément la violence et la discorde entre peuples africains afin d'augmenter le trafic d'esclaves. Alors que le commerce établi de l'or était progressivement supplanté par le commerce d'esclaves, les Néerlandais prêtèrent des armes à des États rivaux de la Côte-de-l'Or à condition que leurs clients leur vendent tous leurs prisonniers. Un proverbe néerlandais populaire à l'époque déclarait qu'avec les guerres il y avait « peu d'or mais plein de Noirs⁷ ». En Afrique, la tactique habituelle était le troc d'esclaves contre des armes, de l'alcool et certains produits de luxe comme les tissus indiens. Au Brésil par contre, la métallurgie n'était guère prisée des populations autochtones, donc les Portugais troquaient généralement des fusils, mais plus souvent des haches et des scies, en raison des avancées quasiment révolutionnaires que de tels outils permettaient dans un environnement de forêts extrêmement denses.

Couper un seul arbre de 1,20 mètre de circonférence avec une hache traditionnelle pouvait prendre jusqu'à 115 heures, soit trois semaines en travaillant huit heures par jour. Avec une hache en fer, les bûcherons pouvaient effectuer cette même tâche en moins de trois heures. Avec des haches en pierre, il fallait 153 journées pour déboiser un demi-hectare, soit une parcelle typique de culture sur brûlis, mais huit jours seulement avec des haches en fer, vingt fois plus rapidement donc⁸.

Malgré le fossé technologique pour les armes et les outils en métal, la plupart des peuples autochtones du Brésil résistèrent violemment à l'invasion portugaise et aux tentatives d'enlever les leurs pour exiger des rançons. Ces attaques ciblaient généralement les moulins à sucre : en cherchant à les détruire, les autochtones montraient qu'ils comprenaient parfaitement le rôle central de la canne à sucre et du produit fini, le sucre, dans les plans de l'impérialisme portugais. Quoique généralement passée sous silence, cette résistance des autochtones américains se perpétuait, et presque tous les migrants européens qui « s'installaient » dans le Nouveau Monde en firent les frais, des îles de la Caraïbe aux plaines des États-Unis en passant par les premières colonies britanniques.

Cette résistance contre la confiscation de leurs terres par les Portugais et contre le travail forcé dans les plantations donna lieu à une vague de soulèvements à l'initiative d'un culte messianique que les colons nommèrent Santidade. Les chefs de file de ce mouvement mêlèrent des symboles catholiques et des rituels tupinamba (du nom d'une ethnie largement représentée) en promettant la rédemption et la paix sur terre une fois que les Blancs auraient été chassés du continent. Certaines de ces communautés hébergeaient jusqu'à vingt mille rebelles autour des années 1580, soit à l'époque où les esclaves africains prédominaient dans les plantations. Comme cela se produisit ailleurs en Amérique, ces communautés accueillèrent fréquemment des fugitifs noirs⁹.

À la différence des esclaves noirs travaillant sur de petites îles, les « Indiens » du Brésil vivaient dans leur pays natal, de sorte qu'à la grande frustration des Portugais il était presque impossible de les empêcher de s'enfuir. Outre les attaques décrites plus haut, la résistance des autochtones prit d'autres formes, parfois incompréhensibles pour les Portugais, comme leur refus des valeurs matérialistes des Européens et leur indifférence pour les rétributions en argent. Autre tactique classique, une productivité délibérément très faible, que les colons interprétèrent à tort comme de « la paresse », alors qu'il s'agit là de « l'arme des faibles », pour citer la formule mise à l'honneur par le politologue et anthropologue James C. Scott¹⁰.

Ce sont ces obstacles pratiques à l'embrigadement des autochtones qui poussèrent de prime abord les Portugais à envisager de remplacer les « Indiens » par des Africains. Sans l'arrivée de millions d'esclaves africains, on ne saurait guère imaginer toute la série d'événements célèbres qui a suivi. Le Nouveau Monde ne serait pas devenu habitable dans les mêmes proportions. Sans leurs colonies prospères, les grandes nations impérialistes d'Europe – et l'Europe dans sa totalité – ne se seraient pas enrichies dans les mêmes proportions. Sans ces richesses et sans cette puissance qui s'appuyait sur des diasporas européennes toujours plus vigoureuses sur le continent américain, que resterait-il de ce terme vague mais omniprésent d'« Occident » ? Notre situation actuelle est si évidente pour nous qu'il nous est difficile d'imaginer cette hypothèse. Mais sans cet enchaînement d'événements, l'Europe serait peut-être restée une sorte de cul-de-sac, d'un double point de vue géographique et civilisationnel. Sans le contrôle de ce Nouveau Monde rendu habitable et profitable grâce à des esclaves africains¹¹, il n'y a guère de raisons de croire que ce qu'on appelle aujourd'hui le Vieux Continent n'aurait pas continué à être à la traîne des foyers de civilisation les plus avancés, en Asie et dans le monde islamique.

C'est à cette aune qu'il faut considérer l'avantage épidémiologique des Européens arrivant au Brésil ainsi que dans d'autres régions des Amériques aux XVI^e et XVII^e siècles. Sans cet avantage, ils n'auraient jamais pu s'emparer des vastes territoires du Nouveau Monde, en tout cas ni à cette échelle ni à un rythme aussi effréné.

Qu'il s'agisse d'historiens, de démographes, de biologistes ou d'experts de nombreuses autres disciplines, il reste compliqué de dresser un bilan complet et définitif du tragique effondrement démographique des peuples autochtones d'Amérique. Ce livre n'a pas l'ambition d'étudier en détail les analyses les plus récentes, mais il n'est pas possible de poursuivre sans tenter de donner une idée générale de ce cataclysme. Les vagues d'épidémie et de forte mortalité qui

ont suivi immédiatement l'arrivée des Blancs ont été décrites à l'échelle du continent comme la Grande Extinction. Une étude récente a suggéré que près de 56 millions d'êtres humains ont péri, soit environ 90 % de la population autochtone, entre l'arrivée des Européens et le début du XVII^e siècle. Un tel nombre fait de ces épidémies l'événement le plus tragique de l'histoire de l'humanité¹² ; seule la Seconde Guerre mondiale aurait un bilan humain plus lourd. D'autres ont critiqué le caractère exclusif de l'explication pathogénique, pour insister sur les conflits armés et les déplacements forcés de populations, dont les conséquences furent « des privations matérielles, des famines, des conditions favorisant les maladies¹³ ». Pour donner une idée de ce que de tels chiffres peuvent signifier concrètement, prenons l'exemple du Mexique : la population au moment du débarquement de Hernán Cortés a été estimée à 25,2 millions, sur un territoire d'environ 520 000 kilomètres carrés ; autour des années 1620-1625, il n'y avait plus que 730 000 autochtones¹⁴, soit 3 % de la population d'origine.

Chapitre 17

LE FOUR PERPÉTUEL

Les délices réputés de Rio de Janeiro avaient singulièrement accru mon intérêt pour le quai du Valongo. J'étais arrivé à Rio au beau milieu de l'hiver, et j'étais accueilli chez un ami à deux rues de l'une des plages les plus célèbres du monde, Copacabana. J'étais là pour le travail, mais l'océan exerçait un attrait irrésistible, surtout par les chaleurs de fin d'après-midi. Pourtant, le plus grand obstacle à l'exploration du passé esclavagiste de cette ville n'est ni le sable ni la samba. J'avais beau me trouver à l'épicentre de la traite transatlantique des esclaves, je découvrais une ville qui ne s'intéressait ni de près ni de loin aux divers aspects de cette histoire, quoique le Brésil – et même le monde moderne – se soit construit sur cette histoire. J'avais passé des journées à écumer les favelas et les vieux quartiers historiques remplis de bâtiments à colonnades décrépits, vestiges de l'époque coloniale ; j'avais parlé à plusieurs reprises de l'absence des Noirs dans les plus hauts degrés de l'échelle sociale ; en abordant la question du passé lointain, je n'avais guère récolté que des propos convenus. Je me mis en quête, comme je l'avais fait tant d'autres fois en préparant ce livre, de vestiges archéologiques qui témoigneraient du commerce d'Africains qui avait transformé cette société : ici, à Rio, c'était peine perdue.

Ou du moins, c'était peine perdue jusqu'au quai de Valongo, un lieu dont j'avais eu connaissance par diverses lectures avant mon départ de New York, mais dont la majorité des cariocas ne savaient rien. Malgré tout, je m'étais attendu à un lieu majestueux, à un monument digne de ce nom, ou à tout le moins à un lieu de mémoire doté d'une signalétique. À la place, je tombai presque par hasard sur ce que je ne saurais mieux décrire que comme un grand trou dans le sol. Ce site, constitué d'une longue muraille et d'une place affaissée faite de pavés irréguliers, bâti sur ce qui était une plage, n'a été l'objet de fouilles qu'en 2011, après avoir passé cent soixante-huit ans à l'abri des regards. C'est ici, comme l'explique un écriteau bien modeste du Patrimoine mondial de l'Unesco, que neuf cent mille Africains ont débarqué dans le Nouveau Monde, ce qui en fait le premier port d'arrivée de la traite.

Au cours des premières décennies, la culture du sucre de canne au Brésil ne donnait que de faibles rendements ; l'investissement européen était trop maigre pour financer le trafic d'esclaves africains dans des proportions suffisantes. Jusqu'en 1560, les Portugais s'appuyèrent presque exclusivement sur le travail forcé des autochtones ; après cette date commença la transition progressive et déterminante vers l'emploi de travailleurs noirs ; ce processus dura quarante ans. Une fois le pas franchi, il ne fut plus possible de revenir en arrière et de renoncer à l'esclavage de masse. Le Brésil a importé davantage d'esclaves pour ses plantations que tout autre pays, soit environ quarante pour cent des Africains déplacés dans les Amériques. Fait étonnant si on garde ces chiffres en tête, ces Africains n'étaient pas destinés au départ au travail des champs¹, mais à occuper des emplois de domestique, de forgeron, de contremaître ou encore de purgeur (c'est-à-dire nettoyer la canne de ses impuretés lors du processus de raffinage). Au fur et à mesure que le travail forcé des Africains devenait la norme, l'essentiel d'entre eux se retrouvaient à cultiver la canne dans la plantation, un travail éreintant.

Le produit de leur labeur fit de l'industrie sucrière un élément primordial, pas toujours reconnu en

tant que tel, de l'industrialisation occidentale. Tout d'abord, il y eut une forte impulsion financière pour l'Europe. Outre les avantages les plus évidents de cette industrie, à savoir les rentes et bénéfices immédiats, il faut aussi tenir compte de ce que les économistes nomment les effets multiplicateurs : les différentes activités annexes découlant de la production du sucre, et l'expansion rapide du système de l'économie de plantation. En termes d'échelle, le plus énorme de ces effets multiplicateurs fut l'esclavage même, qui dut son développement à l'industrie sucrière plus qu'à tout autre facteur. Enfin, la production de sucre demandait des compétences technologiques poussées : récolter la canne, en exprimer le jus, le bouillir... toutes ces étapes, et bien d'autres, devaient être rigoureusement minutées afin de garantir efficacité et qualité. Une fois devenues des complexes industriels constitués de champs et de moulins à sucre, les plantations furent longtemps les plus grandes usines du monde. La Caraïbe n'a pas encore fait son entrée dans notre histoire mais, à terme, il n'était pas rare de dénombrer jusqu'à deux mille esclaves sur une seule plantation : aucun commerce en Europe n'atteignait de telles proportions. Caitlin Rosenthal a livré l'analyse suivante :

Ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que les plus grosses usines se sont mises à être d'une taille semblable à celle des plantations de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les faïenceries réputées de Josiah Wedgwood, dont certains historiens disent qu'elles étaient les plus grandes usines de leur temps, n'employaient que 450 personnes à la mort de leur fondateur, en 1795. En Grande-Bretagne, les grandes manufactures textiles du Lancashire étaient loin d'avoir 500 employés².

Lorsque la production de sucre commença à se développer au Brésil, au milieu du XVI^e siècle, Lisbonne avait de bonnes relations diplomatiques et commerciales avec le royaume du Kongo. Le Portugal venait également d'établir une nouvelle colonie à Luanda, plus au sud. Ce fut là l'un des facteurs qui contribuèrent à faire de l'Afrique centrale la source principale d'esclaves à destination du Brésil à cette époque charnière qu'on a désignée comme le « siècle du sucre » pour la colonie. L'Afrique centrale était relativement proche du Brésil, mais ce n'était pas le seul atout aux yeux des Portugais ; comme on l'a vu, les vents et les courants océaniques ont souvent joué un rôle décisif et sous-estimé dans l'histoire de l'Atlantique, et à cette latitude la traversée d'est en ouest était très rapide. La conséquence en était un faible taux de mortalité des esclaves lors de la traversée, des cargaisons plus importantes, et donc des prix plus bas³. Comme les terres brésiliennes étaient planes, très fertiles et bien irriguées, c'est la main-d'œuvre qui constituait l'essentiel de l'investissement en capital pour les planteurs : elle s'élevait à vingt pour cent du coût de la production de sucre à l'époque, et si on ne traite cet aspect que d'un strict point de vue économique – donc en laissant de côté la morale et les questions éthiques –, l'Afrique centrale était la meilleure solution.

Entre le soulèvement des Angolars à São Tomé, en 1595, qui a failli réussir, et les attaques des rivaux européens désireux de conquérir l'île, en particulier le raid par des navires néerlandais en 1599, tous les éléments étaient réunis pour déplacer l'épicentre des plantations de canne à sucre employant des esclaves de l'autre côté de l'Atlantique. Les troubles récurrents à São Tomé poussèrent les planteurs et les techniciens spécialisés dans la production de sucre à s'en aller. Ceux qui étaient déterminés à poursuivre leurs efforts dans cette activité lucrative se rendirent au Brésil, qui n'était alors qu'une jeune colonie, mais qui commençait à se forger la réputation de nouvel eldorado portugais.

En un temps remarquablement court, la conjonction de ces éléments (l'abondance de terres fertiles dans le nord-est du Brésil et les réserves apparemment inépuisables d'esclaves d'Afrique centrale) a débouché sur l'un des épisodes les plus spectaculaires de l'économie du monde occidental à l'ère de la première modernité. Par comparaison avec une production encore dérisoire en 1570, soit peu après le début de la déportation de Noirs au Brésil, la croissance de la production de sucre a connu un rythme effréné. En 1580, les esclaves de la colonie portugaise produisaient déjà 180 000 arrobas de sucre, soit trois fois la production de Madère et de São Tomé réunies. En 1614, la récolte dépassait les 700 000 arrobas⁴, ce qui n'admet aucune comparaison avec la production de ces deux îles. La production finit par atteindre 1 million d'arrobas, soit environ quatorze tonnes et demi. Cela semble une quantité modeste à nos yeux, mais pour l'époque cela signifiait que ce produit, qui commençait tout juste à transformer le régime alimentaire, l'économie et la société en Europe, inondait littéralement le marché.

Lorsque l'industrie sucrière brésilienne prit véritablement son essor, ceux qui en profitèrent eurent

le sentiment d'une manne tombée du ciel, ce qui n'était pas si éloigné de la vérité. Leur sentiment de vertige alla jusqu'à se traduire dans les termes mêmes employés pour parler de ce secteur. En effet, les nombreux moulins à sucre du nord-est du Brésil – situés au centre de grandes propriétés où le capital, la canne à sucre et la main-d'œuvre se trouvaient réunies dans une synergie industrielle, sinon morale – furent nommés *engenhos*, en faisant un nom de l'adjectif « ingénieux ». La première décennie du XVII^e siècle a vu fleurir bien des textes enthousiastes sur la croissance du Brésil, comme celui-ci :

Ce fruit et remède nommé sucre pousse dans toute cette province en telle abondance qu'on en peut approvisionner non seulement le royaume [du Portugal] mais l'Europe tout entière, et il est admis qu'il rapporte au trésor de Sa Majesté environ 500 000 cruzados, et aux entrepreneurs privés des sommes à peu près équivalentes⁵.

En se fondant sur ces témoignages, un historien a estimé que les revenus portugais provenant du Brésil étaient d'environ cinquante pour cent supérieurs aux coûts de fonctionnement de la colonie⁶.

Au Brésil, comme j'ai pu l'observer, on peut encore visiter un vaste archipel de villes autrefois riches et qui ont dû leur essor au sucre, comme Cachoeira, la deuxième ville la plus ancienne de l'État de Bahia. Là, le principal magnat du sucre résidait dans une gigantesque maison de planteur située au sommet d'une petite montagne. De ce point d'observation bercé par des brises rafraîchissantes, il pouvait admirer toute la ville construite autour du fleuve. Aujourd'hui, bien qu'il s'agisse presque d'une ville fantôme, Cachoeira exsude encore cette richesse d'antan. Son centre, taillé avec un soin d'orfèvre, se compose d'une cathédrale richement décorée, de promenades le long du fleuve vertes mais désertes, et d'un réseau de rues protégées des fortes chaleurs par leur étroitesse, et qui ont été pavées il y a plus de deux siècles grâce à la manne du sucre.

Dans les années 1630, pas moins de soixante mille esclaves africains travaillaient dans les plantations brésiliennes, et ce nombre augmentait rapidement. Les Africains et les Afro-Brésiliens représentaient déjà la quasi-totalité de la main-d'œuvre des plantations de canne à sucre. Le Portugal, qui restait semi-féodal et qui dominait totalement le commerce des esclaves en Amérique, envoyait des Africains de l'autre côté de l'Atlantique à un rythme estimé à quinze mille esclaves par an, dont un bon nombre étaient vendus dans les nouvelles colonies espagnoles, que ce soit dans les Caraïbes, au Mexique ou en Bolivie, où nombre d'entre eux jouaient un rôle important dans l'exploitation minière. À cette époque, un prêtre portugais en visite dans des plantations gérées par des jésuites à Bahia témoigna des souffrances des esclaves :

Quiconque voit ces énormes fours perpétuellement en activité dans l'obscurité de la nuit, les hautes flammes s'élevant en colonnes de chacun d'eux, par les deux ouvertures ou événements par lesquels ils respirent le feu, les Éthiopiens ou Cyclopes baignant dans la sueur, aussi noirs que vigoureux, qui nourrissent le feu de son combustible solide, et les fourches dont ils usent pour l'attiser, ces gens, de la couleur même de la nuit, travailler sans relâche et sans jamais cesser de gémir, sans un moment de paix ni de repos – quiconque voit, enfin, tout l'appareillage déroutant et tonitruant de cette Babylone, ne doutera pas, même s'il a vu l'Etna et le Vésuve, que c'est là l'image même de l'enfer⁷.

En général, les ouvrages qui parlent de l'Amérique latine et de l'essor de l'Occident au début de la période moderne ont tendance à souligner l'importance de la formidable expansion minière du Nouveau Monde, en insistant notamment sur l'extraction de l'argent par les Espagnols au XVI^e siècle à Potosí et au Mexique. Les galions espagnols – les plus grands navires de l'époque – transportaient chaque année une quantité d'argent équivalant à trois à cinq millions de pesos vers la Chine des Ming, où on l'échangeait contre de la soie, de la porcelaine, du thé et d'autres produits⁸. La forte demande européenne pour ces marchandises transforma la Chine en ce qu'on a pu décrire comme une « pompe aspirante⁹ ». Les Ming adoptèrent l'argent comme valeur refuge après la dévaluation du papier-monnaie dans la Chine impériale, où il était largement utilisé au moins depuis le XI^e siècle. Le besoin jamais assouvi d'argent sur le marché chinois¹⁰ fit grimper le prix du métal au double de ce qu'il valait en Occident, ce qui ne manqua pas de susciter la recherche de profit à grande échelle dans le cadre des arbitrages de marchés.

L'obsession de l'Espagne pour l'extraction minière modifia fortement sa vision du Nouveau Monde, en aboutissant à ce qu'on a appelé « le stade le plus élevé du féodalisme¹¹ ». Alors que les Portugais privilégiaient les initiatives commerciales et maritimes en adoptant une approche

relativement souple de la gestion économique des colonies, l'Espagne s'efforçait de gérer de façon très pointilleuse ses vastes colonies en contrôlant toutes les transactions. Lorsque l'Espagne ne se concentrait pas sur l'extraction directe d'or et d'argent, elle s'intéressait à la taxation des peuples colonisés, qui était « plus facile à documenter que les bénéfices de l'esclavage¹² ». Robin Blackburn a analysé de manière convaincante ces deux approches distinctes de la gestion coloniale :

Contrairement aux Néerlandais, aux Anglais et aux Vénitiens, les Portugais n'ont pas mandaté les marchands pour organiser le pouvoir colonial. Contrairement aux Espagnols, ils n'ont pas toléré la création de grands domaines autonomes au sein de leurs territoires d'outre-mer, mais sans être toutefois en mesure d'empêcher les administrateurs coloniaux, les prêtres et les soldats de commercer pour leur propre compte ou d'accepter des pots-de-vin contre des passe-droits liés à l'abus de leur pouvoir officiel. Les revenus des colonies ont donc assuré à la Couronne une indépendance relative vis-à-vis des autres formes de pouvoir au Portugal, mais tout en liant son influence à des fonctionnaires souvent corrompus. La monarchie ne pouvait prospérer qu'à condition que l'or et les autres marchandises circulent librement depuis les colonies¹³.

Pour être juste, la distinction avec l'Espagne tient peut-être davantage aux réalités démographiques qu'à l'idéologie pure. Le Portugal, beaucoup plus petit, ne disposait tout simplement pas de la population nécessaire pour instaurer une vaste bureaucratie coloniale. À l'inverse, non seulement l'Espagne pouvait envoyer de nombreux colons, mais elle s'appuyait sur son aristocratie pour occuper les plus hauts postes du gouvernement dans des endroits comme la Nouvelle-Espagne et le Pérou, tout en faisant un bilan minutieux de leur activité après la fin de leur mandat. À partir de 1503, l'Espagne imposa que tous les échanges commerciaux avec le Nouveau Monde soient gérés par la Casa de Contratación de Séville, l'agence royale qui gérait d'une main de fer cet Empire qui ne cessait de s'étendre. À partir de 1519, les sessions du Conseil des Indes, l'office chargé des affaires impériales, devinrent hebdomadaires¹⁴, le roi assistant souvent en personne aux débats autour des affaires coloniales.

Il ne fait aucun doute que l'immense manne que l'Espagne a tirée de l'extraction d'argent dans le Nouveau Monde a eu un impact profond sur l'économie mondiale, en liant l'Orient et l'Occident plus étroitement que jamais. Quand on évoque les changements économiques de cette époque, l'essor prolongé de la production d'or au Brésil au XVIII^e siècle, notamment dans la région de Minas Gerais, est relégué au second plan, alors qu'il est tout aussi colossal pour ce qui est des nouvelles richesses produites. Cela, plus encore que l'argent de Bolivie, n'aurait pas été possible sans le travail des esclaves africains. En affirmant que « presque tout notre or » provient du Portugal¹⁵, Adam Smith a fait de l'afflux du métal précieux dans l'économie européenne résultant de l'essor de l'or brésilien le principal facteur d'accélération de la révolution industrielle. La plupart des ouvrages d'histoire qui parlent de l'essor de l'Occident laissent de côté le fait que la production du sucre au Brésil, qui représentait à elle seule quarante pour cent des revenus du Portugal à la fin des années 1620, a été plus lucrative que le commerce de l'argent ou que celui de l'or. Qui plus est, la production de sucre dans les plantations esclavagistes avait des liens beaucoup plus étendus et profonds avec d'autres secteurs des économies du Nouveau Monde et d'Europe que l'extraction minière.

Comme l'a écrit Stuart B. Schwartz, un des grands spécialistes de l'Amérique latine :

Il convient de souligner que, malgré la tendance de l'historiographie brésilienne à parler d'un cycle du sucre suivi d'un cycle de l'or, les revenus du sucre ont toujours été supérieurs à ceux de l'or ou de toute autre marchandise, et ce même à l'apogée de la production d'or. En 1760, lorsque les exportations totales du Brésil étaient évaluées à 4,8 millions de milreis, le sucre représentait 50 % de ce total, et l'or 46 %. Même si, après 1680, le mot *sucre* n'évoquait plus de facto le Brésil, il n'a jamais cessé d'être le premier produit d'exportation du Brésil ou de l'état de Bahia pendant la période coloniale¹⁶.

C'est précisément à cause de cela, pour la couronne portugaise, que le travail des esclaves au Brésil rapportait davantage que ses territoires en Asie. Sous la pression générale, en particulier des Néerlandais, le Portugal dut faire un choix douloureux, mais nécessaire : après avoir perdu Elmina en 1637, Lisbonne céda bientôt le contrôle de ses colonies en Asie. En moins de trois décennies, il fallut renoncer à Malacca (dans l'actuelle Malaisie), à Colombo (au Sri Lanka), ainsi qu'à Kochi

et Kannur (en Inde), qui étaient tous des ports d'une grande importance pour le commerce des épices¹⁷. Bien entendu, ce furent, à l'époque, de sérieuses défaites, mais ce n'est qu'en renonçant à une partie de son empire tentaculaire que Lisbonne put clarifier ses objectifs stratégiques et conserver ce qui comptait le plus. Cela signifie qu'après une étonnante série de guerres aux fortunes diverses menées simultanément contre les Néerlandais et contre deux royaumes très résistants en Afrique centrale occidentale, comme on va le voir, le Portugal parvint à affirmer sa mainmise sur les deux joyaux de son empire : le Brésil et l'Angola. Il est d'ailleurs à noter que le premier n'avait pratiquement aucune valeur sans le second. Si le Portugal s'était accroché bec et ongles à ses territoires en Asie, il est quasi certain qu'il aurait tout perdu.

Chapitre 18

LA FOSSE AUX OURS DE L'EUROPE

Au cours des années 1640, l'épicentre de la révolution sucrière atlantique a commencé à se déplacer du Brésil, territoire immense, vers de petites îles beaucoup plus faciles à contrôler, et pas si différentes, en fait, de l'île africaine qui l'avait vu naître. C'est dans l'île minuscule de la Barbade, dans les Caraïbes orientales, qu'a commencé cette transition. La Barbade fait cinquante kilomètres de long sur quarante-sept de large, soit une superficie deux fois moindre que celle de São Tomé. En dépit de sa taille modeste, ce fut probablement, de toutes les délocalisations qu'a connues la canne à sucre, l'étape la plus significative pour la culture la plus importante de l'époque en termes d'économie coloniale. Pour les Anglais¹, c'est ici que le sucre, les grandes propriétés foncières et une abondante main-d'œuvre en esclaves noirs se sont rencontrés pour la première fois.

Lorsque les premiers colons anglais s'y installèrent définitivement, en 1627, la Barbade était complètement inhabitée, car elle avait été abandonnée par les Caribes et, avant eux, par les Arawaks, peut-être en raison des raids d'esclaves organisés par les Espagnols pour se fournir en main-d'œuvre pour les mines d'Hispaniola. Au début du XVII^e siècle, lorsque les Anglais et les Français ont commencé à coloniser les Petites Antilles, l'Espagne avait déjà pris le contrôle des principales îles des Caraïbes. Des îles comme la Barbade ou Saint-Martin faisaient alors figure de lots de consolation. Longtemps avant que le Royaume-Uni ou la France n'envisagent de fonder de riches empires sur le système des plantations, elles considéraient les Petites Antilles principalement pour leur valeur stratégique. En effet, la mer des Caraïbes était située bien au-delà de la « ligne », c'est-à-dire dans une zone située au sud du tropique du Cancer et dans l'Atlantique Ouest, où les traités diplomatiques, les conventions et autres subtilités régissant les relations entre empires européens rivaux perdaient toute valeur juridique. En cette époque de flibuste, les Petites Antilles constituaient donc des bases idéales pour jouer à cache-cache avec les navires espagnols tout leur dérochant une partie de leurs trésors américains. Ce sont des endroits comme ceux-ci qui ont contribué à faire de la mer des Caraïbes la « fosse aux ours de l'Europe », selon l'expression mémorable d'Eric Williams² : en d'autres termes, une zone où se sont multipliées les escarmouches et les batailles navales jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Lorsqu'ils débarquèrent dans un lieu situé à l'ouest et connu ultérieurement sous le nom de Holetown, les nouveaux colons anglais commencèrent par débroussailler la forêt extraordinairement dense qui couvrait l'île. Selon leur témoignage, des arbres d'une hauteur de soixante mètres poussaient, à l'endroit où leur bateau avait accosté, pratiquement jusqu'au rivage. La canne à sucre aurait été introduite peu après, à partir de plants pris dans une colonie hollandaise située sur le fleuve Essequibo, dans l'actuelle Guyane. Toutefois, dans cette période peu prometteuse, le commerce de la Barbade reposait sur la culture du tabac, de l'indigo et du coton. À l'époque, c'étaient surtout des engagés anglais, aidés d'une poignée d'esclaves africains, qui travaillaient dans les champs. Au milieu des années 1630, l'essor de la culture du tabac en Virginie et la piètre qualité des récoltes de la Barbade ont réduit à néant les rêves de prospérité qu'avaient fait naître les premières plantations de tabac. Il se trouve que la pression exercée par la Virginie sur le rendement du tabac de la Barbade coïncida avec une forte hausse du prix du sucre, due en partie à l'instabilité persistante au Brésil, où la rivalité entre les Provinces-Unies et le Portugal pour le contrôle de l'Atlantique Sud faisait rage. Conjugués, ces deux facteurs ont permis l'essor sans précédent du sucre de la Barbade. Les planteurs commencèrent à acheter davantage

d'esclaves grâce aux sommes prêtées par des créanciers en Angleterre contre la promesse de futures livraisons de sucre, et ne tardèrent pas à jeter les bases juridiques de l'asservissement des Africains, qui fut ensuite largement imité dans tout le Nouveau Monde anglophone.

En 1636, les autorités civiles de l'île avaient déjà fixé une règle qui fut largement adoptée par la suite dans les systèmes d'asservissement de tout l'hémisphère : les esclaves le restaient à vie. En 1661, alors que l'île connaissait une véritable flambée du sucre, les autorités décrétèrent un ensemble plus exhaustif de lois régissant la vie des esclaves, un Code noir qui s'avéra « l'un des textes de loi les plus influents adoptés par une législature coloniale³ ». Antigua, la Jamaïque, la Caroline du Sud et, « indirectement », la Géorgie adoptèrent ce Code dans son intégralité, tandis que de nombreuses autres colonies anglaises s'en inspiraient largement. Ce Code, qui décrit les Africains comme une « espèce païenne, brutale, imprévisible et dangereuse », donne à leurs propriétaires blancs le droit de contrôler leur vie presque en totalité. Le procès en présence d'un jury, droit garanti aux Blancs, était exclu pour les esclaves, que leurs propriétaires pouvaient punir à leur guise sans encourir de conséquences, même en cas de meurtre, à condition qu'ils puissent citer un chef d'inculpation. D'autres articles du Code interdisaient aux esclaves noirs d'exercer des métiers qualifiés, contribuant ainsi à faire de la race une sorte de membrane largement imperméable divisant les Blancs et les Noirs dans le Nouveau Monde. Avec des mesures de cet ordre, la Barbade, pourtant minuscule, est devenue un moteur extrêmement puissant de l'histoire, non seulement du fait des richesses prodigieuses qui allaient en sortir, et qui étaient « sans précédent dans le reste de l'Amérique coloniale⁴ », mais aussi par son exemple juridique et social. Elle se distingue pour son rôle pionnier dans le développement de l'esclavage de possession et la mise en place du système de plantation, pour son Code qui a servi de modèle, et plus tard pour son rôle de vivier des premières migrations, tant noires que blanches, vers les Carolines, la Virginie et, plus tard, la Jamaïque. C'est là que se trouvait le noyau atomique du système de plantation anglais dans le Nouveau Monde ou, pour reprendre les termes d'un historien, son « foyer culturel⁵ ».

En 1642, la rivalité impérialiste entre Européens connut un tournant plus violent, avec le soulèvement sanglant des *moradores*, les colons lusophones du Brésil restés fidèles à Lisbonne, contre la domination néerlandaise. Les Provinces-Unies avaient pris le contrôle du Brésil afin de priver le Portugal et l'Espagne (dont celui-ci était encore un allié) du capital produit par les esclaves de l'industrie sucrière. Sans se limiter à leur objectif initial, qui était d'affaiblir l'Espagne en attaquant le Portugal par le biais des revenus que lui procurait le sucre brésilien, les Néerlandais se lancèrent dans une tentative éphémère mais nettement plus ambitieuse afin de devenir une puissance mondiale à part entière. Ils ne suivaient en rien la voie tracée par les premières conquêtes espagnoles et portugaises ; leur plan était de bâtir un empire cohérent reliant des territoires disparates et complémentaires autour du littoral atlantique⁶. Dans ce cadre, celui du Grand Projet dont il a déjà été question, les Néerlandais comptaient se servir de leur toute nouvelle Compagnie des Indes occidentales pour construire un monopole commercial dans l'hémisphère occidental, à l'image de ce qu'ils avaient déjà mis en place en Asie. En effet, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales était devenue la principale source de richesse des Provinces-Unies à l'étranger, et de loin⁷.

Les historiens insistent tellement en général sur les origines asiatiques de ce rapide enrichissement qu'ils négligent ou passent sous silence ce que les Pays-Bas ont tenté de faire dans l'hémisphère ouest en se servant des esclaves africains, de leur puissance maritime et du système de plantation. Pour citer Jan de Vries, l'un des principaux historiens de l'âge d'or néerlandais, « la "réalité atlantique" n'a jamais été à la hauteur des espoirs que ses premiers instigateurs avaient placés en elle, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé⁸ ». Sur le plan théorique, le Grand Projet s'appuyait sur des synergies déjà constitutives de l'impérialisme portugais, tout en cherchant à les pousser beaucoup plus loin. Tant qu'elles l'ont pu, les Provinces-Unies ont contrôlé la plupart des principales sources d'esclaves en Afrique centrale et occidentale, c'est-à-dire à la fois Elmina et Luanda. Dans les deux décennies 1630 et 1640, les Néerlandais ont pu faire traverser l'Atlantique à 31 533 Africains afin de produire du sucre au Brésil⁹. Sur cette même période, ils contrôlaient l'écosystème le plus vaste et le plus prometteur du monde pour la production de sucre, à savoir les terres qu'ils avaient conquises au Brésil, tout en contrôlant également des colonies sur le continent nord-américain, de l'actuel Massachusetts au Delaware, un territoire alors nommé Nouvelle-Néerlande, et à New York, alors appelée Nouvelle-Amsterdam. D'abord spécialisés dans le commerce des

fourrures, ces territoires se sont mis à fournir des denrées alimentaires aux économies de plantation des Provinces-Unies, plus au sud dans les Amériques. La Nouvelle-Néerlande et le Brésil furent bientôt peuplés par des colons néerlandais et par des autochtones convertis au calvinisme.

Les Néerlandais ne sont jamais parvenus à mener leur Grand Projet à son terme, mais cela ne signifie pas que leurs idées sont restées lettre morte. Ce sont les Britanniques qui se sont chargés de leur mise en œuvre, eux dont la montée en puissance rapide, à partir du milieu du XVII^e siècle, s'est fondée sur la recherche du même type de synergie, mais de façon plus approfondie. Les Britanniques ont cherché à mettre en relation les économies des quatre coins de l'Atlantique (l'Europe, l'Afrique, les zones tropicales fertiles du Nouveau Monde et l'Amérique du Nord) comme les Néerlandais n'y étaient jamais parvenus. Le continent nord-américain, dont les Britanniques ont chassé les Néerlandais, s'est vu confier un rôle plus accompli que sous ses précédents maîtres, comme on le verra. Dès les premières étapes de ce nouveau système généralisé, les colonies britanniques en Amérique du Nord ont fourni les vivres – donc la viande, le poisson et les céréales – ainsi que les chevaux, les bœufs, le bois et d'autres ressources naturelles aux colonies beaucoup plus lucratives comme la Barbade, qui a pu, grâce à l'industrie sucrière, atteindre le revenu d'exportation par habitant le plus élevé des Amériques, et où, en raison des profits élevés tirés de la culture de la canne à sucre, toute autre utilisation de ces terres peu étendues s'est vite avérée non rentable. Comme l'écrivait un colon de la Barbade au milieu du XVII^e siècle, « les hommes ont si grande volonté de planter de la canne à sucre qu'ils préfèrent acheter des aliments à des prix onéreux que de les faire pousser, tant est immense le profit qu'on tire du sucre une fois qu'il donne rendement¹⁰ ».

Au bilan, aucune partie du continent américain n'a bénéficié d'un soutien plus massif que la Nouvelle-Angleterre, dont les agriculteurs et les pêcheurs avaient pour mission principale d'approvisionner la Barbade et, au-delà, l'ensemble des plantations sucrières des Caraïbes. En fait, tout autant que les idéaux des Lumières, ce sont les racines antillaises de cette prospérité croissante qui – en libérant les marchands et les agriculteurs de villes comme Boston, Salem et Providence de la dépendance économique dans laquelle les tenait la mère patrie – ont amorcé l'idée d'indépendance dans cette partie de l'Amérique britannique. Comme l'a noté Wendy Warren : « Dans les années 1680, pour n'importe quelle journée d'exercice, plus de la moitié des navires au mouillage dans le port de Boston faisaient commerce avec les Antilles, et près de la moitié des bateaux qui faisaient du commerce avec les Antilles provenaient des ports d'attache de la Nouvelle-Angleterre¹¹. »

Toutefois, quand les Portugais ont passé le relais aux Néerlandais dans ce contexte global de construction impériale, puis quand ceux-ci à leur tour l'ont passé aux Britanniques, le critère commun, c'était l'apport majeur, très lucratif, de l'asservissement des Africains. Sans cela, aucune des ambitions impériales des Européens n'avait de sens. Cette réalité se retrouve dans les réflexions de l'abbé Raynal, un éminent penseur antiesclavagiste français de la fin du XVIII^e siècle. À ce sujet, Raynal, l'auteur d'une histoire du colonialisme européen en plusieurs volumes, a écrit : « Les travaux des colons, établis dans ces isles long-tems méprisées, sont l'unique base du commerce d'Afrique ; étendent les pêcheries & les défrichemens de l'Amérique Septentrionale ; procurent des débouchés avantageux aux manufactures d'Asie ; doublent, triplent peut-être l'activité de l'Europe entière. Ils peuvent être regardés, comme la cause principale du mouvement rapide qui agite l'univers¹². » Par cette dernière phrase, il faisait bien sûr allusion au progrès économique rapide et accéléré de l'Europe.

Les idées de Raynal faisaient écho à celles de William Burke, cousin d'Edmund Burke et administrateur colonial en Guadeloupe en 1760, alors que l'Angleterre venait tout juste de la reprendre à la France :

C'est grâce à la traite des Indes occidentales qu'une grande partie de l'Amérique du Nord est en mesure de commercer avec nous. En réalité, le commerce avec ces provinces d'Amérique du Nord [...] doit être considéré, au même titre que le commerce avec l'Afrique, comme dépendant étroitement du commerce avec les Indes occidentales et subordonné à ce dernier ; il doit croître et décroître exactement à la mesure des progrès et des revers des Indes occidentales¹³.

Il nous faut ici décrypter un certain nombre d'euphémismes et de circonlocutions pour saisir la signification véritable de ces mots. Quand Burke évoque la traite des Africains, il s'agit

essentiellement d'un commerce brutal consistant à enchaîner des femmes et des hommes puis à les transporter de force de l'autre côté de l'océan. Quand Raynal parle, quant à lui, du labeur des colons des Caraïbes, il s'agit bien du labeur des Noirs qui travaillaient jusqu'à la mort pour de gros profits, principalement dans les plantations de canne.

Pour en revenir aux projets néerlandais, leur échec s'est fait en deux temps. Tout d'abord, les Portugais ont commencé à copier les méthodes que les Néerlandais avaient utilisées contre eux, comme lors du saccage, par les loyalistes portugais, des plantations de canne à sucre de l'État de Bahia gérées par les Néerlandais, qui priva les Provinces-Unies de ressources financières dont elles avaient besoin pour rentabiliser leur nouvel Empire atlantique. Les Britanniques profitèrent de l'affaiblissement des positions néerlandaises pour s'emparer de la Nouvelle-Amsterdam en 1664 (et la rebaptiser New York), tout en se renforçant dans les Caraïbes.

Les dégâts subis par les plantations du Brésil au cours des combats opposant Portugais et Néerlandais ont placé le sucre de la Barbade – et la Grande-Bretagne aux Antilles – dans une position privilégiée. L'un des tout premiers – et des plus importants – planteurs de canne à sucre de la Barbade se trouvait être un Anglais d'origine néerlandaise, James Drax, un homme coriace et ambitieux. Drax avait débarqué dans l'île en 1627, à l'âge de dix-huit ans : c'était l'un des cinquante passagers du *William and John*, le premier vaisseau transportant des colons anglais. À noter, un autre passager, Henry Winthrop¹⁴, dont le père, John, allait diriger les efforts de colonisation dans le Massachusetts.

Drax avait débarqué à la Barbade fort de 300 livres sterling et d'un rêve¹⁵ : il ne voulait pas rentrer en Angleterre sans avoir bâti un domaine garantissant un revenu annuel de 10 000 livres sterling. Ce genre d'intention était la règle, et non l'exception, parmi les premiers colons britanniques dans les Caraïbes. Au cours des années qui suivirent, les gains de Drax dépassèrent très largement cette somme pourtant rondelette. Il ne fut pas le seul à tirer son épingle du jeu : symboles parfaits de l'importance de saisir l'opportunité quand elle se présente, deux autres magnats de l'industrie sucrière étaient également arrivés à bord du *William and John*¹⁶.

Chemin faisant, avant d'accoster à la Barbade, le *William and John* croisa la route d'un navire portugais transportant des esclaves d'Afrique de l'Ouest à destination du Brésil¹⁷. Après une attaque réussie contre le navire portugais, les Britanniques s'emparèrent de dix prisonniers africains, qui devinrent les premiers esclaves de l'île. Je trouve le caractère atroce de cet incident tout à fait saisissant, et j'ai souvent pensé qu'il résumait au mieux la condition de tant d'autres Africains qui allaient être vendus comme esclaves aux Amériques. On ne saura jamais leurs noms, ni leur origine exacte, mais il est probable qu'à ce stade ces Africains avaient déjà changé de propriétaire au moins trois fois. La première transaction avait sans doute eu lieu entre deux sociétés africaines, peut-être à la suite d'un conflit sur la côte. Ils furent ensuite vendus à des marchands blancs qui les ont gardés quelque temps dans un baraquement, à moins qu'ils ne les aient chargés directement à bord d'un navire portugais mouillant au large. Ces prisonniers n'avaient jamais navigué en mer et n'avaient aucune idée de l'endroit où on les emmenait, ce qui était déjà suffisant pour les terroriser. Ils avaient fini par se trouver pris, en pleine mer, au milieu d'une escarmouche entre deux tribus de Blancs ; ils ne pouvaient deviner les causes de cette rivalité, alors qu'ils étaient justement l'objet de ces convoitises dont ils ignoraient tout. Ce qui est certain, c'est que les épreuves les plus ignobles ne faisaient que commencer, pour eux et pour les centaines de milliers d'autres qui viendraient après eux.

Les documents d'époque suggèrent que Drax a dû une grande partie de sa fortune, dès le début des années 1640, à une main-d'œuvre composée de « Noirs du Portugal¹⁸ », selon les termes de Richard Ligon, l'auteur d'une chronique particulièrement précieuse au sujet de l'expansion de l'industrie sucrière sur l'île, *A True and Exact History of the Island of Barbadoes* [Histoire vraie et exacte de l'île de Barbade], publiée à Londres en 1657. Ce que signifie probablement « Portugal » ici, c'est que Drax avait pris une longueur d'avance en établissant la plantation la plus sophistiquée de l'île, ce qui a fini par lui permettre de prendre l'ascendant dans ce secteur. En effet, il avait eu l'idée judicieuse d'acheter des esclaves qui connaissaient déjà la culture et le traitement de la canne à sucre, en allant les chercher dans la région sucrière la plus riche du Brésil, le Pernambouc¹⁹.

Lorsque j'ai entrepris de retrouver les vestiges du domaine de Drax à la Barbade, ça n'a pas été un

échec total, comme pour le cimetière d'esclaves dont il est question dans l'introduction de ce livre. Il ne m'a fallu qu'une grosse demi-journée pour le trouver, et donc me rendre en voiture au centre de l'île, en traversant des villages dont la riche terre noire, autrefois recouverte de forêts, s'égrenait, en cette saison, en champs de canne à sucre se balançant au gré du vent. Puis j'ai emprunté des routes étroites bordées de maisons aux couleurs pastel et délicieusement victoriennes construites à flanc de colline, qui montaient en lacets vers les plateaux verdoyants. Là, bercée par une douce brise, la terre prenait une teinte plus rougeâtre, en raison de sa teneur élevée en argile qui la rend particulièrement adaptée à la culture de la canne à sucre. Le GPS de mon téléphone ne m'était pas d'une grande utilité dans le coin, et je me suis trompé plusieurs fois de chemin. À ma grande surprise, les habitants à qui j'ai demandé à plusieurs reprises mon chemin n'étaient en mesure de me donner que des indications vagues, et souvent contradictoires. En fin de compte, le domaine se trouvait au bout d'un sentier non balisé, en pente et gravillonné, qui traversait un champ boueux tout près d'une route. Je savais que James Drax lui-même avait été préposé aux voies quand la colonie venait d'être fondée, et il y avait donc de fortes chances pour que j'aie roulé tout ce temps sur des routes qu'il avait tracées. En m'approchant, j'ai enfin pu voir la demeure jacobéenne la plus ancienne des Amériques, la maison baronniale que Drax fit bâtir au début des années 1650. On voit au premier coup d'œil que cette maison de pierre sombre de trois étages, robuste et semblable à une forteresse, avec ses pignons identiques de chaque côté et un toit rouge vif, a été construite pour durer ; peu de temps après, et pour des raisons demeurées inconnues, Drax, pourtant au faîte de sa gloire, repartit en vitesse pour l'Angleterre, et n'en revint jamais.

À moins de cent mètres de la demeure se dressait un haut-fourneau, la grosse chaudière de l'ancienne sucrerie, celle qui avait autrefois permis à son propriétaire des profits considérables. De l'autre côté se trouvait un amas de ruines : les quartiers où logeaient les esclaves qui cultivaient la canne et alimentaient le moulin à sucre. L'une des idées novatrices de Drax avait été de développer entièrement le concept de plantation sucrière autonome. Outre l'achat d'une partie des récoltes à des petits planteurs voisins (comme l'avaient fait la plupart des premiers exploitants de moulins à sucre au Brésil), l'essentiel de son activité consistait, à dessein et dans un esprit d'innovation, à gérer l'ensemble des étapes de la transformation du produit, des boutures de canne à sucre repiquées jusqu'aux pains de sucre et granules expédiés en Grande-Bretagne. Il avait décidé que c'était la manière la plus efficace de gérer une plantation, à condition d'acquérir suffisamment de terres et d'esclaves. Gérer la totalité de l'activité sur place était la condition *sine qua non* d'une forte valeur ajoutée. Ce fut le secret de son immense fortune, et de celle des autres grands planteurs qui suivirent son exemple. Qui plus est, c'est ce qui assura l'avenir du secteur dans les Caraïbes, et ce qui fit de cette région l'une des plus grandes sources de richesse que le monde ait connues.

La mise en place intégrée de la production sucrière à la Barbade prit rapidement d'autres formes, l'installation des moulins à sucre dans les plantations en activité n'étant que la première étape. En 1660, à Londres, comme nous l'avons déjà mentionné, des personnes issues de l'élite avaient créé la Compagnie des aventuriers royaux d'Afrique, que l'historien Christopher Brown a qualifiée, plutôt lapidairement, de « voleurs réunis en SARL²⁰ ». La mission originelle de cette compagnie était de parvenir à contrôler le commerce de l'or le long de la côte Ouest-africaine, ce qui se traduisit par des raids approuvés par le gouvernement, des actes de piraterie menés pour l'essentiel contre les navires des nations européennes rivales. Au cours des premières années de la Compagnie, cette activité fut si lucrative que la Monnaie royale instaura une nouvelle unité monétaire, la guinée, frappée d'un éléphant d'Afrique sur une face ; cette pièce, d'une valeur d'une livre et d'un shilling, est restée en usage jusqu'en 1967. En dépit de ces succès rapides, la charte millénaire du monopole royal fut modifiée à peine trois ans après la fondation de la Compagnie, et ce afin de placer la traite des esclaves au cœur de ses activités. À l'époque, c'est le duc d'York, le frère du roi, premier dans l'ordre de succession, qui la dirigeait aux côtés d'autres investisseurs éminents issus de la famille royale, dont la reine tout juste intronisée, Catherine de Bragance. On trouve aussi, parmi les souscripteurs, le nom d'un jeune professeur d'Oxford, John Locke.

Après la mainmise sur l'or africain, l'étape suivante consistait à confisquer autant que possible la traite des Africains, que ce soit aux dépens des Portugais ou des Néerlandais qui s'étaient établis à Elmina et le long des côtes depuis la fin des années 1630. Dans ce but, presque aussitôt après les amendements apportés à la charte, un convoi de quarante navires britanniques partit pour l'Afrique où, pour citer Hugh Thomas, ils « s'emparèrent des îles du Cap-Vert et reprirent Cape Coast [à quinze kilomètres d'Elmina] ainsi que plusieurs autres territoires néerlandais sur la Côte de l'Or, avant de traverser l'Atlantique pour s'emparer de la Nouvelle-Amsterdam, en Nouvelle-Hollande, en Amérique du Nord, ville qu'ils rebaptisèrent peu après pour honorer l'actionnaire principal des Aventuriers royaux, le duc d'York²¹ ». Cependant, comme l'a fait remarquer Christopher Brown, à mesure que l'influence de la Compagnie faiblissait, le commerce des esclaves en Afrique de l'Ouest « se mettait à ressembler à une véritable foire d'empoigne²² » : de nombreux Britanniques en quête de fortune se rendaient en Afrique de l'Ouest pour y faire la traite des captifs noirs.

L'objectif initial de la Compagnie était de « fournir des esclaves à la Barbade au prix de 17 livres par tête et, de 1663 à 1666, elle y a transporté plus de 5 000 esclaves au prix moyen de 18 livres²³ », manquant de peu cette cible. On estime à 32 496²⁴ le nombre d'Africains arrivés dans l'île dans les années 1660. À cette époque, le prix des esclaves livrés à la Barbade avait chuté de trente-cinq pour cent par rapport aux sommets atteints dans les années 1640²⁵, à une époque où on avait vendu environ 10 000 Africains de moins. Mais l'impact de l'effondrement du contrôle assuré par les Néerlandais sur la traite d'humains a été plus durable que la baisse momentanée des tarifs, car la Grande-Bretagne était en train de s'assurer le monopole du commerce des esclaves, qu'elle allait exercer pendant un siècle et demi, ce qui a donné un coup d'accélérateur à son expansion dans les Caraïbes et plus généralement à la constitution de son Empire. Au terme de ce siècle et demi, la Compagnie des aventuriers royaux et l'instance qui lui a succédé, la Compagnie royale d'Afrique, fondée en 1672, auront déporté plus d'hommes, de femmes et d'enfants d'Afrique vers le Nouveau Monde que n'importe quelle autre nation ou institution²⁶. La Grande-Bretagne a vaincu les Provinces-Unies sans difficulté, mais en s'inspirant de leurs pratiques, en suivant de très près les modalités du Grand Projet, et en y insufflant une ambition encore plus grande.

Parmi les innovations les plus importantes expérimentées à la Barbade figurent de nouveaux modèles financiers. La construction de grandes plantations avec moulin à sucre intégré, dont James Drax a été le pionnier, nécessitait l'accès à des capitaux en grande quantité, ce qui a contribué au développement de ce que l'on a appelé « l'empire du crédit²⁷ » en Grande-Bretagne. Attirés par la perspective de rendements élevés, des créanciers anglais enthousiastes se mirent à accorder des prêts garantis sur les récoltes futures. De leur côté, les propriétaires de plantations investirent les bénéfices en achetant davantage d'esclaves, afin d'accroître toujours plus la productivité et la production. Les prêts accordés par Londres ont fait tourner les moteurs et stimulé la hausse de production requise pour répondre à la demande grandissante de sucre (et des produits dérivés du sucre) en Grande-Bretagne.

Chapitre 19

DU FUMIER DANS LE MOINDRE TROU

Pour comprendre pleinement la révolution qui se mettait alors en branle, il faut se rappeler que le sucre n'a pas été, dans l'évolution économique de l'Occident, qu'un simple produit comestible ou une simple marchandise. Comme l'a écrit Sidney Wilfred Mintz dans son ouvrage de référence *La Douceur et le pouvoir*, « des hommes influents, convaincus que des marchandises comme le sucre étaient nécessaires à leur bien-être, s'engagèrent dans de féroces batailles politiques pour protéger les capitaux investis dans le développement des plantations et tout ce qui s'y rapportait¹ ». En fait, à la fin du XVII^e siècle, le sucre était devenu un moteur essentiel de l'activité économique en Grande-Bretagne. Au début du XX^e siècle, on notait qu'« un planteur qui dépensait mille livres dans [les Caraïbes] avait de meilleurs résultats et bénéficiait davantage au pays que le double de cette somme dépensé par la même famille à Londres² ».

Les nouvelles organisations commerciales comme la Compagnie ont été particulièrement innovantes³, dans la mesure où leur fonctionnement – l'apport de capitaux par des investisseurs d'horizons divers – est analogue à celui d'une société moderne. Ce n'est là qu'une des nombreuses

façons dont la traite des esclaves a conduit, de par son développement rapide, à la modernisation économique, politique et sociale de la mère patrie, tout en modifiant profondément un grand nombre de secteurs, de la banque aux assurances en passant par le transport maritime. Fait rarement souligné, l'esclavage a même contribué à l'émergence du système binaire des partis politiques rivaux, les Whigs et les Tories⁴, mais aussi à la croissance de la City comme centre financier et, plus généralement, à l'éclosion de la puissance et de la prospérité britanniques. Selon Joseph Calder Miller, historien spécialiste de l'esclavage transatlantique, les plantations, les sociétés monopolistiques et les nouvelles colonies sucrières comme la Barbade constituaient des « laboratoires contrôlés de méthodes nouvelles d'investissement et de gestion » qui ont contribué à « établir une modernité dorée sur des fondements monarchiques »⁵.

Pour revenir brièvement à l'histoire de la famille Drax, il faut noter que tant avec James Drax qu'avec son successeur à la Barbade, Henry, l'accumulation d'esclaves allait de pair avec l'accumulation de terres. James Drax fut le premier grand propriétaire d'esclaves de l'île, avec vingt-deux Africains en 1642, un nombre énorme pour l'époque ; en 1644, il y en avait trente-quatre de plus. Au début des années 1650, en voyant deux cents Noirs cultiver ses champs, le père Antoine Bier, un Français de passage, nota que les Noirs qui faisaient fonctionner le moulin à sucre constituaient un « spectacle marquant⁶ ». En revanche, il fallut attendre dix ans pour que la plupart des autres planteurs de l'île se mettent à avoir massivement recours à des esclaves noirs, la main-d'œuvre africaine étant alors « non seulement moins chère, mais aussi beaucoup plus facile à obtenir » que la main-d'œuvre blanche⁷. Au début des années 1640, Drax possédait cent soixante hectares, et dix ans plus tard, deux cent quatre-vingts.

On peut comprendre le type de plantation que dirigeait James Drax grâce au mémoire détaillé rédigé par son petit-fils, Henry, un mode d'emploi de vingt-quatre pages destiné à son contremaître, qui a été recopié et étudié pendant plus d'un siècle par d'autres planteurs désireux de faire fortune dans le sucre. Le portrait qu'il dresse des Drax est celui de « cultivateurs de registres », ou de pionniers du capitalisme, dont les pratiques financières rigoureuses et l'attention portée à l'organisation du travail visaient à tirer parti d'une comptabilité minutieuse et de l'exploitation des données afin d'améliorer en permanence la productivité.

Compte tenu de la petite taille de l'île, une fois que les premières générations eurent accaparé les terres et investi à tous crins dans le sucre, les nouveaux arrivants n'avaient plus grand-chose à se mettre sous la dent, surtout pas les pauvres Blancs engagés qui avaient été la principale source de main-d'œuvre de l'île au tout début de la colonie. Pour ces ex-domestiques, cela faisait de la Barbade « le pire pays pour un pauvre⁸ » de toute l'Amérique britannique, un endroit que presque tous les Blancs qui n'avaient pas fait fortune cherchaient désespérément à fuir, ce qui impliquait de s'installer dans une autre colonie anglaise des Caraïbes ou sur le continent nord-américain. Afin de maintenir un certain nombre d'engagés blancs dans l'île, jusqu'à cinquante mille prisonniers politiques y avaient été déportés avant 1659, sans oublier des soldats écossais et irlandais capturés lors des campagnes de Cromwell, et enfin tous ceux qui avaient été recrutés dans des villes comme Londres et Bristol avant d'être expédiés contre leur gré dans les Caraïbes. Le terme argotique utilisé pour évoquer cela n'a plus cours en anglais, mais à l'époque on disait que quelqu'un s'était fait « barbader », un peu comme on parlait de se faire « shanghaïer » à la fin du XIX^e siècle. Entre ces difficultés, le coût nettement inférieur de la main-d'œuvre africaine, et aussi des raccourcis raciaux selon lesquels le corps et le caractère des Noirs seraient mieux adaptés à un travail éreintant sous les tropiques, les planteurs ont fini par privilégier la main-d'œuvre africaine, ce qui a fait de la Barbade, en moins d'une génération, l'archétype de la société esclavagiste.

Entre 1630 et 1680, la Barbade, où la présence noire était d'abord minime, est devenue un territoire dont la population était constituée à soixante-quinze pour cent de personnes arrivées d'Afrique enchaînées ; pour la main-d'œuvre, la proportion s'élevait à quatre-vingt-quinze pour cent¹⁰. À l'ouest, ces nouvelles sociétés esclavagistes se trouvaient surtout aux Caraïbes : la Barbade en est devenue le modèle. Bien que le Brésil ait accueilli le plus grand nombre d'esclaves tous pays confondus, il n'a jamais été constitué en majorité d'esclaves, même en comptant les Créoles métis dans l'équation. En Amérique, on n'a connu de prédominance aussi écrasante des Noirs que dans les basses terres rizicoles de Caroline. C'est d'ailleurs là que l'on trouve le premier exemple de plantations cultivées par des esclaves africains en Amérique du Nord : le troisième gouverneur de

la colonie, Sir John Yeamans, fondateur de Charleston, fit venir des esclaves de la Barbade pour défricher ses terres et commencer à planter¹¹. Dans une large mesure, les populations de Caroline, de Virginie, du Maryland et même de Rhode Island et du Massachusetts sont issues d'émigrants blancs venus de la Barbade.

Les planteurs de la Barbade, et, plus tard, de centres de production beaucoup plus importants comme la Jamaïque et Saint-Domingue, étaient des bidouilleurs invétérés¹², qui cherchaient à augmenter les rendements et les profits grâce à de constantes innovations, pas uniquement sur le plan des techniques agricoles, mais grâce à une gestion stricte et exigeante de la main-d'œuvre, ce qui les met au rang des « capitalistes les plus accomplis de leur temps¹³ ». Pour nous, c'est difficilement conciliable avec le fait que leur richesse – et toute la prospérité de cette époque – a eu l'esclavage comme socle ; pourtant, c'est bien là que se trouvent les racines de notre modernité commune.

Les notions nouvelles qu'on qualifierait aujourd'hui d'humanistes, à savoir l'éthique du travail et les valeurs sociales, voyaient à peine le jour en Grande-Bretagne, mais sans s'appliquer aux esclaves noirs, ou très marginalement. Les Européens avaient le droit d'exploiter à fond la main-d'œuvre africaine, « comme des chevaux ou des bœufs¹⁴ », ce qu'on n'aurait pas toléré avec des Blancs. Cette exploitation raciale se caractérisait par des journées interminables à travailler dans les champs : les journées de travail commençaient avant le lever du soleil pour se poursuivre jusqu'au crépuscule, et souvent au-delà. La Compagnie royale, qui avait pour objectif de départ une proportion de deux tiers d'hommes dans les cargaisons d'esclaves, n'y est jamais parvenue, peut-être à cause de la résistance des Africains et de l'importance que certaines sociétés africaines accordaient aux hommes. Pour pallier la pénurie d'hommes, le système de plantation tel qu'il s'est mis en place à la Barbade et sur d'autres îles a imposé aux femmes certaines tâches très dures¹⁵, comme les travaux des champs les plus pénibles. Au début de l'ère moderne, de telles pratiques étaient exclues pour les Blancs, même pour les travailleurs engagés, dont les conditions de travail épouvantables ont parfois été comparées à celles des esclaves africains. Pendant qu'elles plantaient, qu'elles arrachaient les mauvaises herbes ou qu'elles récoltaient la canne¹⁶, les femmes noires, même enceintes, étaient fouettées presque aussi souvent que les hommes.

Plus qu'une simple tactique visant à accroître la productivité, la soumission des Noirs à des traitements aussi brutaux et dégradants est devenue très tôt un jalon psychologique et social primordial pour affirmer la supériorité de l'identité blanche dans les nouvelles sociétés composites des Amériques ; les Blancs démontraient par là même l'argument tautologique selon lequel les personnes de souche européenne¹⁷ étaient un type d'être humain fondamentalement différent, et d'une nature intrinsèquement supérieure aux Noirs. « La nature du travail dans une plantation sucrière, a écrit Peter Thompson, était sans équivalent dans l'expérience européenne, et même les amateurs de sucre décrivaient le travail lui-même, donc les travailleurs, en termes animaliers¹⁸. » En échappant aux indignités les plus flagrantes que subissaient les Noirs réduits en esclavage, les Blancs les plus modestes ont progressivement commencé à s'identifier au « fort sentiment d'honorabilité que suscitait le sentiment de faire partie de la classe des maîtres¹⁹ », pour reprendre la formule du sociologue Orlando Patterson.

L'une des tâches les plus déshumanisantes était l'épandage du fumier, technique indispensable à un bon rendement des cultures de canne à sucre. C'est à Drax que l'on doit aussi cette innovation de l'épandage intensif de fumier. Selon ses propres mots : « Sans épandre du fumier dans le moindre trou, il n'est point possible de produire de bonnes cannes à sucre²⁰. » Il faisait épandre environ deux tonnes et demie par hectare chaque année. Pour ce faire, les esclaves devaient transporter sur leur tête de grandes bassines remplies d'excréments animaux et humains, de quarante kilos en moyenne, puis verser les excréments dans les trous où les plants de canne étaient fichés ; au cours du transport les excréments coulaient inévitablement sur le visage des esclaves, leur corps en était recouvert. Conséquence logique, cette pratique a provoqué une explosion des taux de maladie parmi les porteurs de fumier²¹. À la Barbade, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, c'étaient surtout des femmes originaires d'Afrique qui accomplissaient cette tâche, comme l'ensemble des travaux des champs.

Pendant la saison des récoltes, période particulièrement éprouvante, de nombreux esclaves devaient travailler presque toute la nuit, à alimenter les chaudières en canne à sucre et à s'assurer que le feu ne s'éteignait pas. « Seul le dimanche était jour de repos. Hormis cette interruption, les

vingt-cinq hommes et femmes qui travaillaient à la fabrique se relayaient par équipes en phases continues qui duraient toute la journée et une partie de la nuit, ou toute la nuit à raison de trois ou quatre fois par semaine²². » Les esclaves se nourrissaient parfois de jus de canne pour tenir le coup, en raison de sa forte teneur en sucre, et parfois aussi d'alcool de canne. Comme ils dormaient debout, en quelque sorte, beaucoup mouraient à la suite de graves brûlures ou après avoir laissé traîner leurs mains et avoir été happés par les rouleaux. Ce type d'accident était si fréquent qu'il y avait souvent une petite hache accrochée à une chaîne juste à côté afin de pouvoir couper le bras du malheureux esclave avant que la machine ne dévore son corps tout entier. Ces pratiques de travail dans les moulins à sucre²³ ont gravé cette image si profondément dans les mentalités des pays anglophones qu'on la retrouve sous la forme du zombie dans la culture populaire contemporaine, que ce soit en tant que motif récurrent de la pop music – qu'on songe au clip du tube de Michael Jackson *Thriller* –, des films hollywoodiens et des séries télévisées (*The Walking Dead*).

Même si on demandait aux contremaîtres de ne pas traiter trop durement les esclaves, le monde des plantations sucrières acceptait sans broncher des taux de mortalité élevés pour les Noirs qui travaillaient dans les champs ou à la chaudière ; c'était là un paramètre banal pour ce secteur d'activité, un fait ordinaire de la vie. Si la main-d'œuvre noire d'Henry Drax comptait trois cent vingt-sept esclaves, par exemple, ses écrits suggèrent un taux de mortalité de trois à cinq pour cent par an²⁴. D'autres planteurs de la Barbade de l'époque parlent plutôt de six pour cent. On estime généralement l'espérance de vie moyenne des esclaves à partir du moment où ils sont pris au piège de la production sucrière à sept ans, voire moins²⁵.

Les taux de mortalité dans les plantations de canne à sucre brésiliennes étaient certes élevés, mais l'approche adoptée par Drax et les autres grands planteurs de la Barbade marquait une rupture nette avec les pratiques en vigueur dans les États du Pernambouc et de Bahia, rupture qui reflétait le rôle important quoique discret de ce secteur dans la transition du féodalisme vers le capitalisme. Comme l'observe Richard Dunn, « au Brésil, le *senhor de engenho*, ou seigneur de la fabrique, était, comme son nom l'indique, un seigneur opulent. Il possédait des terres immenses, entretenait un grand nombre d'artisans salariés, de métayers et d'esclaves, vivait fastueusement dans sa grande maison et présidait aux destinées d'une communauté patriarcale et autarcique, avec église, tribunal, police et organismes de protection sociale²⁶. » À l'opposé de ce seigneurialisme, les premiers cultivateurs de la Barbade qui firent fortune furent des hommes qui, comme Drax, cherchaient des bénéfices et une spécialisation beaucoup plus étroite et rigoureuse, de façon assez proche, *de facto*, de l'éthique entrepreneuriale actuelle. Il est important de noter que nombre d'entre eux avaient des liens commerciaux avec la Grande-Bretagne et qu'ils étaient issus de familles ayant investi dans le commerce atlantique et dans les navires de corsaires. « Le planteur anglais, poursuit Dunn, était à la fois seigneur de fabrique et cultivateur de canne à sucre. Ne se souciant pas de nourrir et d'habiller sa main-d'œuvre grâce aux produits de son domaine, il dépendait de fournisseurs extérieurs. L'aide aux travailleurs était réduite au strict minimum²⁷. »

Lorsque la Grande-Bretagne a fini par estimer qu'un approvisionnement abondant et régulier de ses colonies sucrières en esclaves était vital pour son empire outre-Atlantique et qu'elle a encore augmenté sa participation à la traite des Africains vers les Antilles, la longévité des esclaves s'en est trouvée inévitablement diminuée, de même que leur taux de reproduction. À partir des années 1660, ces systèmes se sont caractérisés par une espérance de vie très brève et un faible taux de reproduction, à mesure que les plantations sucrières se répandaient dans les Caraïbes. Dans une région où la Barbade était devenue un modèle, y compris pour les Français, on considérait habituellement qu'il était « moins cher de faire travailler les esclaves au maximum, de les épuiser avant qu'ils ne deviennent inaptes au service, puis d'en acheter de nouveaux pour les remplacer²⁸ », selon les propos mêmes d'un planteur d'Antigua en 1751. Robert Robinson, pasteur et planteur dans la colonie de Nevis, considérait qu'au vu du faible taux de survie des enfants, des pertes de productivité qu'impliquaient les grossesses et des dépenses liées à l'alimentation et à l'habillement des enfants avant qu'ils puissent être utiles dans la plantation, il n'y avait « guère de bénéfice²⁹ » à permettre aux esclaves de se reproduire, et donc peu de raisons d'encourager cela.

Comme le suggère ce genre d'anecdote, l'émergence des Caraïbes comme l'organe vital ayant permis l'essor économique de la Grande-Bretagne – et, dans son sillage, de la France – reposait sur un système d'exploitation dans lequel les humains étaient gravement maltraités. Tout comme

les fabricants de nos téléphones en programment l'obsolescence, les propriétaires d'esclaves dans les îles savaient que la dureté du travail, la malnutrition et les maladies entraîneraient la mort prématurée de leurs esclaves noirs. C'est ce que Malachy Postlethwayt, penseur britannique du XVIII^e siècle qui a beaucoup écrit sur l'esclavage, le commerce et l'Empire, avait à l'esprit en disant que l'approvisionnement abondant et ininterrompu de nouveaux esclaves en provenance d'Afrique était « la clé de voûte³⁰ » de la prospérité de son pays.

Entre les débuts modestes de l'esclavage à la Barbade dans les années 1630 et la dernière décennie de ce siècle, ce sont 95 572 vies africaines qui se consumèrent dans les champs et les moulins à sucre de cette petite île³¹. Entre 1701 et 1810, le bilan humain pour la Barbade s'élevait à 252 000 esclaves³². Pour mieux comprendre la barbarie dans toute son ampleur, il faut savoir qu'au total, quelque 2,7 millions d'Africains ont été déportés comme esclaves dans les Antilles britanniques au cours des cent cinquante ans précédant l'abolition par Londres, en 1807, de ce trafic d'êtres humains. C'est d'ailleurs vers la fin de cette période que ce commerce fut le plus dense. Néanmoins, Randy Browne indique qu'à cette date, « la population totale d'esclaves des Caraïbes britanniques représentait à peine un tiers de ce chiffre, soit environ 775 000³³ ». Même après la fin de la traite, les esclaves ont continué de souffrir d'un taux de mortalité plus rapide que le taux de reproduction. Toujours selon Browne, en 1834, « seuls 665 000 esclaves avaient survécu³⁴ ».

La situation différait passablement de celle observée au Brésil, et radicalement de l'esclavage aux États-Unis, car à la suite de l'abolition britannique de la traite, en 1807, puis d'une semblable interdiction américaine entrée en vigueur l'année suivante, il n'y avait plus d'approvisionnement possible en Afrique. Tout cela a coïncidé avec l'avènement de l'ère du Coton, dont nous allons reparler. Pour l'instant, disons seulement que, si brutal qu'ait pu être l'esclavage en Amérique du Nord, les propriétaires de plantations, dont les cultures demandaient un travail moins ardu et qui vivaient dans un environnement moins favorable aux maladies, avaient généralement à cœur de voir leurs esclaves se reproduire.

Une autre innovation primordiale a été expérimentée à la Barbade : le travail en ateliers, reposant sur des « chefs » armés qui forçaient les esclaves à maintenir un certain rythme. Bien que ce système ne se soit généralisé qu'à partir de la fin du XVII^e siècle, lorsque les esclaves africains ont complètement remplacé les engagés, c'est James Drax qui l'a mis en œuvre le premier. L'idée originale de ces petites unités de travail, ou « ateliers » (*gangs*), d'après Henry Drax, était « d'empêcher l'oisiveté et d'obliger les Noirs à faire leur travail correctement³⁵ ». Par conséquent, les esclaves furent soumis à une surveillance constante et à une discipline impitoyable, tandis que le système se perfectionnait en attribuant aux esclaves les tâches pour lesquelles ils étaient jugés les plus aptes, en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur force physique, de leur dextérité ou de leur endurance, et en mesurant leur productivité. Drax demandait à recevoir ces rapports tous les quinze jours³⁶, ce qui lui permettait de récompenser ou, plus souvent, de punir les esclaves et les contremaîtres selon son degré de satisfaction. Les esclaves qui travaillaient dans un domaine précis avaient tendance à être plus efficaces que ceux qui changeaient de poste et ne développaient pas de compétence spécifique. Ces ateliers formalisés n'étaient pas encore suffisants : en suivant l'exemple de Drax, les propriétaires, s'appuyèrent sur des registres détaillés pour organiser les « ateliers » selon tout un système de numérotation.

Le premier atelier était généralement constitué des esclaves les plus robustes et les plus habiles : des hommes et des femmes, ces dernières parfois plus nombreuses, chargés de creuser les trous (la tâche la plus éprouvante physiquement), de planter et de récolter à l'aide de houes rudimentaires et d'outils ressemblant à des faux, appelés *billhooks* (serpettes). Simon Newman, historien britannique spécialiste de l'esclavage, a établi qu'« un esclave de la première équipe devait creuser entre soixante et cent trous par jour, quatre-vingts trous par jour correspondant à charrier entre dix-huit et quarante-deux mètres cubes de terre³⁷ ». Ceux qui prenaient du retard ne manquaient pas d'être fouettés. Un deuxième atelier était composé de travailleurs moins en forme, mais jugés capables d'effectuer des travaux pénibles : planter, désherber, récolter, transporter du fumier. Un troisième atelier était composé de travailleurs moins jeunes qui avaient survécu à ces traitements et d'une majorité d'enfants ; il était chargé d'un ensemble varié de tâches moins exigeantes.

Le système de Drax annonçait de près la division du travail, la caporalisation et la tenue de registres à une échelle industrielle, toutes choses instaurées en Angleterre au moins un siècle plus tard.

Pour citer les observations d'un auteur de passage dans une plantation de la Barbade au début du XIX^e siècle : « J'ai souvent pensé qu'une bande de Noirs en train de creuser des trous pour les cannes paraissent aussi redoutables, avec leur chef qui les houspille et le mouvement rapide de leurs houes, qu'une phalange d'infanterie... sans compter mon étonnement à voir comment cette façon de faire permet à des êtres de poursuivre aussi longtemps des efforts aussi violents³⁸. » Ces méthodes de gestion, qui insistent sur la spécialisation et la synchronisation des tâches, étaient les ancêtres de la chaîne de montage moderne ; elles étaient appliquées avec autant d'énergie dans les moulins à sucre que dans les champs de canne.

Les esclaves enfournaient la canne dans des moulins verticaux à trois rouleaux : un esclave jetait la canne par la fente supérieure, un autre esclave la faisait passer par la fente inférieure, le jus de canne brun s'écoulait des rouleaux dans une auge, puis par des tuyaux jusqu'à une cuve qui se trouvait dans une pièce nommée étuve. Il fallait bouillir le jus de canne en quelques heures, sans quoi il fermentait et devenait inutilisable³⁹.

Tout cela remet en question ce que l'on pense savoir des origines de l'industrialisation, que l'on situe habituellement dans le Lancashire, en Angleterre, où des investisseurs-entrepreneurs décidèrent un jour de rémunérer des tisseurs à domicile afin qu'ils fabriquent des tissus pour leur firme. Ce travail dit « à la tâche » se solda par de larges bénéfices qui permirent d'investir dans des systèmes de production plus modernes et à plus grande échelle, et des technologies de plus en plus performantes, comme l'énergie hydraulique et la vapeur.

Les historiens cherchent rarement ailleurs qu'en Angleterre les origines de ces procédures. Ce qui permet de suggérer que les Caraïbes furent un laboratoire essentiel, c'est que l'argument n'est globalement pas en contradiction avec le récit traditionnel : on peut facilement admettre que l'univers de la ferme et celui de l'usine se sont rencontrés pour la première fois dans les grandes plantations sucrières, en donnant naissance à certaines des plus grandes entreprises de l'époque. De fait, le modèle de la plantation intégrée a permis la transition vers l'industrialisation en reposant sur la division du travail, la spécialisation et la synchronisation minutieuse, trois caractéristiques largement reconnues comme des critères centraux de l'industrialisation. Parmi les autres caractéristiques, citons le recours massif aux emprunts commerciaux, mentionné plus haut, ainsi que les sommes en jeu. Pour insister sur ces processus, il convient de les comparer à l'influence des industries extractives ibériques, en particulier aux mines d'argent et d'or dans le Nouveau Monde, deux autres sources de la grande manne économique de l'époque pour l'Europe. À propos de l'Espagne, Marie Arana a pu affirmer que « la manne des mines d'argent n'a débouché sur aucun progrès industriel : ni ponts, ni routes, ni usines ; pas de véritable progrès dans la vie quotidienne des Espagnols lambda⁴⁰ ».

On ne devrait d'ailleurs pas se limiter aux travaux des historiens et des économistes sur ces sujets. Les paroles suivantes, prononcées en 1676 par un esclave barbadien anonyme, expriment avec éloquence le caractère industriel de la vie de tout esclave : « Le démon qui taraude l'Anglais le pousse à faire travailler tout ce qui existe ; il fait travailler les Noirs, il fait travailler les chevaux, les ânes, le bois, l'eau et le vent⁴¹. » Les économistes parlent aujourd'hui d'« intrants », et, en ce sens, tous les intrants – dans le cas du sucre, il y en avait davantage encore que dans l'énumération de cet esclave – étaient exploités d'une façon synchronisée complexe et minutieuse, afin de rationaliser la production et de maximiser le rendement. L'exploitation acharnée de la main-d'œuvre noire, comme dans le système des ateliers, était bien sûr le point d'orgue de cette symphonie démoniaque, son centre et son moyeu. Les conséquences sont connues : une richesse et une productivité qui ont cimenté la nouvelle économie atlantique émergente et contribué à asseoir l'Europe elle-même dans une position dominante. « Il est inconcevable, a écrit David Eltis, que ne serait-ce qu'une seule société humaine – du moins avant 1800 – ait pu égaler la production individuelle des esclaves de la Barbade du XVII^e siècle⁴². »

Chapitre 20

LE GRAND SURSAUT CAPITALISTE

L'essor rapide des plantations sucrières antillaises à partir de la Barbade – qui était le principal site au milieu du XVII^e siècle – s'est produit au moment idéal pour l'Europe. La flambée de l'économie espagnole grâce aux mines d'argent du Nouveau Monde avait déjà commencé à ralentir vers 1620. Au même moment, le commerce des céréales baltes et des lainages (qui constituaient le socle du commerce nord-européen) marquait le pas, tout comme celui du vin français. Par conséquent, selon Robin Blackburn, en prenant du poids, les plantations esclavagistes « n'étaient pas simplement à contre-courant de la crise du XVII^e siècle, mais elles sont devenues un pôle dynamique de l'économie atlantique au cours de la période 1700-1815¹ ».

Par la suite, le sucre est rapidement devenu un produit rare, dont l'offre était toujours inférieure à la demande, et dont le prix a néanmoins fortement baissé au fil du temps. Ce phénomène s'explique principalement par l'augmentation constante des superficies plantées en canne à sucre au fur et à mesure que le système de plantation s'imposait sur des îles de plus en plus grandes. La Grande-Bretagne s'est emparée de la Jamaïque en 1655, pour transposer le modèle de la Barbade sur cette île plus vaste, en y apportant environ 1,2 million d'esclaves arrachés au continent africain², ce qui en fait la plus grosse colonie esclavagiste de l'Empire britannique. Après un petit retard au démarrage, la France, déterminée à avoir sa part du gâteau, a commencé à rattraper la production britannique dans les îles qu'elle contrôlait. Entre 1651 et 1725, les départs d'esclaves d'Afrique à destination des Caraïbes françaises sont passés d'environ 5 500 à près de 77 000 par an. Entre 1725 et 1750, l'émergence rapide de Saint-Domingue comme premier producteur de sucre a vu le volume des expéditions d'esclaves doubler pour la seule³ France.

Nous reviendrons prochainement sur l'histoire du sucre et sur la généralisation de l'esclavage dans les Caraïbes, qui a culminé avec la libération d'Haïti grâce au soulèvement déterminé des esclaves, mais il faut d'abord s'intéresser à la nature profonde du changement planétaire que le sucre des plantations esclavagistes avait déjà commencé à provoquer lors de cette première grande vague caribéenne. Dans les quarante années qui ont suivi la création de la plantation de James Drax, la consommation de sucre a été multipliée par quatre en Grande-Bretagne, essentiellement grâce à la production de la Barbade. Dans les années 1620, le commerce combiné du sucre et des esclaves du Brésil avait éclipsé les échanges commerciaux du Portugal avec l'Asie en valeur globale⁴, tout en égalant les sommes amassées par l'Espagne avec ses mines d'argent. En 1600, le Brésil fournissait la quasi-totalité du sucre consommé en Europe occidentale. Mais, preuve de la progression de la révolution sucrière dans les Antilles, en 1700, la Barbade produisait à elle seule plus de sucre que la région de Bahia au Brésil et fournissait près de la moitié de la consommation européenne⁵, malgré son démarrage tardif et sa superficie beaucoup plus modeste. En 1660, on estime que la production de sucre de la Barbade valait à elle seule plus que les exportations combinées de toutes les colonies espagnoles du Nouveau Monde⁶. Et ça ne faisait que commencer. De 1650 à 1800, à mesure que de nouvelles îles sucrières s'implantaient dans les Caraïbes, la consommation de sucre en Grande-Bretagne a augmenté de deux mille cinq cent pour cent⁷; au cours de cette période, la valeur marchande du sucre a toujours dépassé la valeur de toutes les autres marchandises combinées⁸.

Il va de soi qu'une expansion aussi massive, sur une période aussi longue, allait avoir un effet d'aspiration énorme, à la fois direct et indirect. À Londres, le nombre de raffineries passa de cinq en 1615 à trente en 1670⁹; il y en avait probablement soixante-quinze en 1700; de nombreuses autres raffineries s'installèrent dans des villes portuaires plus petites et dans des capitales de province. Et ce ne sont pas, tant s'en faut, les seuls effets commerciaux et économiques du complexe sucrier et esclavagiste. En fait, le boum du sucre a créé une longue succession de vagues systémiques puissantes dont les effets ont été ressentis dans tout le monde atlantique. Nous avons déjà évoqué la manière dont les premiers échanges commerciaux des Portugais avec l'Afrique de l'Ouest ont renforcé les circuits commerciaux en Europe et au-delà, l'or africain étant utilisé pour acheter des manilhas et d'autres objets métalliques en Europe du Nord, en passant généralement par les marchés néerlandais. Alors que les Néerlandais accaparaient provisoirement les avant-postes impériaux du Portugal en Afrique et au Brésil – et alors même qu'ils ont ensuite largement abandonné l'idée d'un Empire territorial dans le monde atlantique pour se spécialiser

dans le transport de marchandises et d'esclaves –, ils réussirent à surpasser leurs rivaux ibériques non seulement grâce à une puissance de feu supérieure, mais aussi grâce à des coûts inférieurs. Ils fabriquaient les objets les plus prisés par les Africains et affichaient donc des prix de vente inférieurs à ceux des Portugais. C'était le cas notamment des textiles, qui étaient sur le point de devenir le produit le plus important de l'ère industrielle. Les Africains de l'Ouest adorant les tissus légers multicolores des tisserands indiens, les Néerlandais s'employèrent à fabriquer des articles équivalents mais de moindre qualité qu'ils vendirent en grande quantité le long de la côte africaine. Au début de son Empire, l'Angleterre suivit assidûment l'exemple commercial des Néerlandais, tout en s'efforçant d'accroître sa puissance maritime afin d'évincer son proche rival.

Les marchés africains allaient jouer un rôle essentiel mais plutôt indirect dans la croissance de l'industrie manufacturière britannique : des canons aux navires, et des cordages aux voiles, tous les articles nécessaires au commerce maritime connurent une forte expansion¹⁰. Mais à mesure que leur empire naissant des Caraïbes se développait grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, les Britanniques trouvèrent de nouveaux marchés particulièrement importants pour le secteur le plus prometteur, à savoir le textile, avec la question des vêtements destinés aux esclaves¹¹. L'importance des esclaves dans l'essor du textile anglais ne s'est pas limitée à la vente de tissu dans les postes d'esclavage africains de la Grande-Bretagne, comme Cape Coast, ou dans ses propres îles sucrières. Dans le cadre du conflit l'opposant aux Provinces-Unies au milieu du XVII^e siècle, la Grande-Bretagne a soutenu les efforts des Portugais contre la domination néerlandaise au Brésil : en contrepartie, les Portugais durent ouvrir le marché brésilien aux produits manufacturés anglais. Au milieu du XVIII^e siècle, cette situation conduisit le marquis de Pombal, ministre principal du roi du Portugal, à regretter que « l'or et l'argent soient des richesses fictives, puisqu'on ne saurait vêtir les Noirs qui travaillent dans les mines du Brésil sans l'Angleterre, à tel compte que la valeur de leur production devient relative au prix des étoffes¹² ».

La Barbade et les autres colonies sucrières des Caraïbes n'ont pas seulement donné une impulsion importante à l'économie européenne au XVII^e siècle ; plus important encore, elles ont sauvé de la noyade les colonies britanniques d'Amérique du Nord, qui n'avaient pas le droit de vendre la plupart de leurs produits manufacturés sur le marché britannique. Pour leur plus grand bonheur, les Américains trouvèrent à la Barbade des acheteurs avides de produits bruts ou finis. Comme on l'a vu, cela allait des meubles au bétail (pour sa viande et son fumier, très apprécié comme engrais) en passant par le bois de construction. La Barbade importait ces produits et bien d'autres encore, car une fois que la monoculture de la canne à sucre prit le dessus, les terres agricoles furent jugées trop précieuses pour qu'on y fasse pousser d'autres aliments ou pour qu'on les utilise à d'autres fins. La Barbade, un peu comme les États pétroliers d'aujourd'hui, importait à peu près tout ce dont ses habitants avaient besoin pour vivre. Même le rhum a fini par être importé de Nouvelle-Angleterre. Voici ce qu'en disait Eric Williams dans *Capitalisme et esclavage*, à propos d'une époque légèrement postérieure :

En 1770, les colonies continentales expédiaient aux Antilles près d'un tiers de leurs exportations de poisson séché et la quasi-totalité de leur poisson salé, sept huitièmes de leur avoine, sept dixièmes de leur blé, presque tous leurs pois et leurs fèves, la moitié de leur farine, tout leur beurre et fromage, plus d'un quart de leur riz, presque tous leurs oignons, cinq sixièmes de leurs planches de pin, chêne et cèdre, plus de la moitié de leurs douves, presque tous leurs cerceaux, tous leurs chevaux, moutons, cochons et volailles, presque tout leur savon et leurs bougies. Comme le fait remarquer le professeur Pitman : « C'est la richesse accumulée grâce au commerce antillais qui, plus que toute autre chose, étaya la prospérité et la civilisation de la Nouvelle Angleterre et des colonies du centre¹³. »

Pour mieux comprendre la dépendance de l'Amérique du Nord vis-à-vis des échanges avec ces îles, il faut préciser de façon chiffrée les disparités de richesse au sein de l'Empire britannique. Si on prend l'exemple de la Jamaïque, un historien a estimé que le revenu annuel par habitant des Blancs au cours de la décennie évoquée par Williams était plus de trente-cinq fois supérieur à celui des colonies britanniques d'Amérique¹⁴, soit 2 201 livres sterling contre 60,20 livres sterling.

Pour aller à l'encontre de la façon dont le rôle de l'Afrique et des Africains dans la création du monde moderne a été sous-estimé et leur redonner leur véritable place, il faut des approches multiples, ainsi que des arguments fondés sur des preuves variées. Jusqu'à présent, c'est l'impact direct du travail des esclaves déportés d'Afrique (ainsi que celui de leur progéniture) qui a été mis en avant. Au XVI^e siècle, lorsque la traite des esclaves a pris son essor, 370 000 Africains enchaînés ont traversé l'Atlantique. Ce nombre a été multiplié par cinq au siècle suivant, avec le lancement de l'industrie sucrière dans les Caraïbes. Au XVIII^e siècle, la traite d'esclaves tripla : 6,1 millions d'Africains furent emmenés comme esclaves vers le Nouveau Monde¹⁵.

Outre l'énorme production – de sucre, mais aussi de bien d'autres marchandises – générée par leur travail, nous avons parlé, entre autres dans le chapitre précédent, des nouveaux marchés porteurs suscités par la nécessité d'habiller, de nourrir et de transporter les esclaves. Comme on l'a déjà vu, ces marchés ont certes dynamisé les affaires, mais surtout, ils se sont intégrés, d'abord entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, puis de façon plus globale. C'est peut-être pour la Nouvelle-Angleterre et les autres colonies américaines de la Grande-Bretagne que l'effet a été particulièrement marquant, car ces économies sont devenues rentables en grande partie grâce à la demande des sociétés esclavagistes des Caraïbes. Cela leur a permis de devenir la « clé des Indes », pour reprendre l'expression de l'historienne Wendy Warren¹⁶. Pour donner une idée de la complémentarité entre ces deux régions de l'Empire britannique, un chercheur a estimé que « sur le commerce maritime colonial à destination de la Barbade en 1686, quatre-vingt pour cent du tonnage était enregistré en Nouvelle-Angleterre, et plus d'un tiers à Boston¹⁷ ».

Il y a vingt ans, Kenneth Pomeranz, spécialiste d'histoire économique et de la Chine, nous a permis de mieux saisir l'essor fulgurant de l'Europe au XIX^e siècle en étudiant la manière dont la Grande-Bretagne, en particulier, est parvenue à dépasser la Chine, qui occupait depuis longtemps la place de nation la plus riche du monde. Son ouvrage de référence, *Une grande divergence : la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*¹⁸, a ouvert la voie à une meilleure compréhension de l'apport de l'Afrique et des Africains à notre modernité commune. Il attribue à deux facteurs principaux l'ascension fulgurante de l'Europe sous l'impulsion des Britanniques. Le premier, dit-il, est le « dividende écologique », à savoir le bénéfice que s'est assuré l'Europe en s'emparant complètement des Amériques dans un laps de temps étonnamment court, et donc en intégrant *de facto* plusieurs millions de kilomètres carrés de terres agricoles productives dans la sphère économique européenne. Le deuxième facteur évoqué par Pomeranz est la confiscation par l'Europe de la main-d'œuvre africaine à une échelle immense à travers l'esclavage, ce qu'il appelle par euphémisme « les fruits de la coercition coloniale¹⁹ ». En associant ces deux facteurs, la terre et la main-d'œuvre, Pomeranz nous aide nettement à mieux comprendre le rôle central de l'esclavage dans l'émergence d'une nouvelle économie capitaliste mondiale autour de l'Atlantique.

Pour Pomeranz, la Grande-Bretagne a bénéficié d'apports diététiques majeurs grâce à la commercialisation du sucre, qui a vu le régime quotidien de la population britannique s'améliorer considérablement en valeur calorique, et ce pour un coût remarquablement faible, en particulier une fois que la Barbade et les autres îles sucrières anglaises des Caraïbes sont entrées sur le marché. L'apport calorique du sucre bon marché aurait permis, toujours d'après Pomeranz, aux ouvriers des premières usines industrielles d'Angleterre de supporter des journées de travail longues et intenses. Sans le sucre, le pays aurait dû consacrer une fraction plus importante de ses terres et de sa main-d'œuvre à la production de ces nouveaux aliments. Quinze ans avant Pomeranz, dans *La Douceur et le pouvoir*, l'anthropologue Sidney W. Mintz avait souligné l'impact considérable de la canne à sucre et de ses produits dérivés sur les habitudes alimentaires en Grande-Bretagne. Mintz estime que le sucre ne représentait que deux pour cent de l'apport calorique au Royaume-Uni en 1800. Mais à la fin du XIX^e siècle, le siècle qui a vu ce pays connaître un essor sans précédent, ce taux était de quatorze pour cent²⁰, soit bien plus que pour n'importe laquelle des nations européennes rivales. Si on la mesure autrement, la croissance de la consommation de sucre peut sembler plus impressionnante encore :

La consommation de sucre par habitant en Angleterre est passée d'environ 2 livres par personne dans les années 1660 à 4 livres par personne dans les années 1690, et n'a cessé d'augmenter au cours du XVIII^e siècle. Au moment de la révolution américaine, les Anglais, sexe et âge confondus, consommaient en moyenne 23 livres de sucre par an. [...] Les colons britanniques du continent

nord-américain importaient presque moitié moins de sucre, soit environ 14 livres par personne en 1770, mais ils se rattrapaient avec les produits dérivés du sucre : le rhum et la mélasse²¹.

Au risque de faire sourciller les diététiciens d'aujourd'hui, ce qu'explique Pomeranz, c'est que ces apports caloriques ont contribué à améliorer nettement la productivité nationale. L'inclusion du sucre à prix abordable dans le régime alimentaire anglais a certes provoqué une avalanche de gâteaux, de tartes et autres confiseries ; plus important, elle a permis de généraliser les boissons contenant de la caféine, comme le café, qui était également cultivé par des esclaves dans les Amériques – tout comme le cacao, un autre stimulant –, et le thé, qui devient la boisson nationale un siècle plus tard. Comme l'eau courante était souvent dangereuse pour la santé, de nombreux Britanniques privilégiaient jusque-là la bière, qu'ils buvaient même pendant les heures de travail, ce qui ne manquait pas d'entraîner un état somnolent, voire incohérent. L'ère du sucre a donc permis aux travailleurs d'être plus dynamiques, grâce à des boissons qui avaient en outre l'avantage d'être meilleures pour la santé, puisqu'elles impliquaient de faire bouillir de l'eau. Pendant que ces breuvages devenaient populaires, un autre stimulant, le tabac, connaissait un semblable essor ; or, il avait aussi l'avantage, sur le lieu de travail – sinon pour la santé à long terme –, de couper l'appétit. Comme me l'a confié l'historien des Caraïbes Randy Browne en résumant le changement qui a sous-tendu la révolution industrielle, « les gens sont passés des sédatifs aux fortifiants ».

Ajoutons une autre dimension cruciale, plutôt surprenante, du rôle du sucre, et que Pomeranz n'a pas explorée. Pour parler de l'époque moderne, on ne peut se cantonner à l'économie ; or, le sucre et les autres stimulants ont fait évoluer la nature même de la société. Le succès des plantations de la Barbade et la révolution sucrière qui s'est ensuivie ont eu pour conséquence un changement fondamental dans le développement, en Grande-Bretagne, de ce que nous appelons aujourd'hui la société civile. Grâce à l'existence de boissons chaudes, sucrées et fortifiantes le premier café a ouvert ses portes à Oxford en 1650²². De là, les cafés se sont rapidement multipliés à Londres, ce qui a contribué à établir un outil de communication qui venait d'être inventé en Allemagne : le journal. Les lieux de rencontre tels que les cafés et la publication régulière, sous la forme de journaux, d'informations politiques sont à l'origine de la sphère publique moderne, selon la terminologie du philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas. Cette formule sophistiquée permet de parler de l'émergence, à l'époque des Lumières, d'un intérêt commun pour les affaires publiques et la participation citoyenne. Pour Habermas, les conversations que l'on a en lisant le journal et en buvant une boisson caféinée dans des lieux comme les cafés correspondent à la première fois dans l'histoire où « les personnes privées se rassemblaient pour former un public faisant un usage politique de sa raison²³ ».

Brian William Cowan, historien spécialiste de l'Europe de la première modernité, a décrit comme suit le Londres du milieu et de la fin du XVII^e siècle : « Les nombreux cafés de la métropole constituaient plus que la somme de leurs parties ; ils formaient un système interactif dans lequel l'information était socialisée et interprétée par les différents membres de la cité. » En d'autres termes, le café devint « le principal lieu de sociabilité dans lequel les “nouvelles” étaient à la fois produites et consommées », et « tout café digne de ce nom devait donner à ses clients l'accès à un choix de journaux »²⁴. Cette transformation de la vie sociale en Grande-Bretagne a fait l'objet d'un distique particulièrement frappant, qu'on trouve dans un poème satirique de 1751 intitulé *The Student* :

Au Tom's ou au Clapham's je vais après dîner Car il me faut savoir les bruits de la cité²⁵.

Grâce à des transformations sociales historiques majeures comme celles-ci, on finit par comprendre que les Lumières mêmes plongeaient leurs racines dans le labeur et la sueur des captifs africains, victimes de la traite et contraints de travailler dans les plantations intégrées qui devinrent le modèle dominant pour la production de sucre dans les Caraïbes entre le milieu et la fin du XVII^e siècle. Pomeranz devance l'objection selon laquelle la Grande-Bretagne aurait pu enrichir autrement son régime calorique et démontre minutieusement à quel point le sucre du Nouveau Monde a constitué une aubaine sans précédent pour la Grande-Bretagne en ce qui concerne le métabolisme mais aussi l'environnement :

Une acre de canne à sucre sous les tropiques fournit autant de calories que quatre acres plantées en pomme de terre – un aliment méprisé par la plupart des Européens du XVIII^e siècle –, ou que

neuf à douze acres de blé. Si on se fie aux chiffres donnés par Mintz, les calories provenant du sucre consommé en Grande-Bretagne vers 1800 auraient occupé au moins 500 000 hectares de terres britanniques avec un rendement moyen, et probablement plutôt autour de 750 000 hectares ; en 1831, entre 750 000 et un million d'hectares auraient été nécessaires. Vu que les terres non cultivées en Europe (et surtout en Grande-Bretagne) à l'époque étaient loin d'être les plus fertiles, il se pourrait que ces chiffres soient encore en deçà de la vérité²⁶.

Pomeranz utilise la même logique de calcul relative au coût comparatif pour démontrer que, sans ses millions de kilomètres carrés de terres agricoles fertiles en Amérique du Nord et sans la main-d'œuvre des esclaves qui firent du coton le produit phare sur le marché mondial au XIX^e siècle, le Royaume-Uni aurait eu du mal à soutenir l'expansion du secteur textile qui fut au cœur de la révolution industrielle :

En 1815, le Royaume-Uni importait du Nouveau Monde 100 millions de livres de coton ; en 1830, ce chiffre atteignait 263 millions. Si l'on remplaçait cette fibre par un poids équivalent de chanvre ou de lin, la superficie supplémentaire nécessaire serait relativement modeste : 80 hectares en 1815, 200 en 1830. Mais le lin et le chanvre plus encore étaient considérés comme des fibres de trop piètre qualité, et requéraient davantage de travail ; de plus, les filatures mécaniques ont été mises au point plus tard pour le lin et le chanvre que pour le coton. Mieux, le chanvre et le lin nécessitaient beaucoup de main-d'œuvre et de fumier, de sorte que dans la plupart des fermes ils n'étaient cultivés que comme cultures maraîchères. Même après trois siècles de programmes gouvernementaux et de subventions, la production à grande échelle était restée lettre morte, que ce soit en Grande-Bretagne ou en Amérique du Nord.

Reste la laine, qui est longtemps restée la principale fibre pour la confection d'habits. Cependant, s'il avait fallu élever suffisamment de moutons pour remplacer le fil fabriqué à partir des importations de coton du Nouveau Monde, les superficies agricoles requises auraient été colossales : près de quatre millions d'hectares en 1815, en tablant sur le rendement des fermes modèles, et plus de dix millions d'hectares en 1830. Ce chiffre dépasse le total des terres cultivées et des pâturages de tout le Royaume-Uni²⁷.

Même en admettant qu'on ait pu organiser cette substitution en termes quantitatifs, ce qui est peu probable, on se heurte à d'autres problèmes. Depuis le XIII^e ou le XIV^e siècle, le principal produit d'exportation de la Grande-Bretagne était la laine, qu'elle vendait à ses voisins européens. Le marché européen a diminué pour les lainages anglais avec l'essor du mercantilisme au XVII^e siècle et la concurrence de la production française à la fin du XVIII^e siècle. Les échanges avec les zones tropicales, qu'il s'agisse de l'Afrique ou du Nouveau Monde, ne pouvaient pas se substituer à ce marché, car la laine n'était pas adaptée aux climats chauds. Le décollage économique et l'industrialisation de l'Angleterre, en avance sur ses voisins, dépendaient de la capacité du pays à surmonter le problème que constituait sa dépendance vis-à-vis de la laine pour sa croissance économique. Les nouveaux marchés atlantiques, qui n'auraient pas existé sans l'esclavage et la production de sucre, ont permis cela. Le monde atlantique était celui de la diversité économique et de bénéfices multipliés par la division du travail et des échanges.

Les produits manufacturés anglais ont trouvé des débouchés sur les marchés florissants d'Amérique du Nord²⁸, au point que ces échanges égalèrent bientôt, puis dépassèrent la valeur des échanges avec l'Europe. Comme on l'a vu, les colonies anglaises en Amérique finançaient leurs échanges avec la mère patrie en écoulant un large éventail de leurs propres produits, d'abord à la Barbade, puis vers les autres îles productrices de matières premières, comme la Jamaïque. Malgré le mercantilisme théorique de l'époque, les possibilités d'échanges avec d'autres pays étaient nombreuses, que ce soit entre les esclavagistes anglais et les Espagnols dans le Nouveau Monde ou dans le cas des colonies américaines qui vendaient leurs marchandises dans les Caraïbes aux Français ou à d'autres. C'est ce boum triangulaire²⁹ qui a dispensé l'Angleterre de consacrer une grande partie de ses terres au pâturage des moutons nécessaire à la production de laine, et tout cela en s'appuyant fermement sur l'esclavage des Africains.

Outre les historiens, le consensus, tardif mais de plus en plus affirmé, sur le lien direct entre le commerce des biens issus ou financés par le travail dans les plantations d'esclaves et la forte croissance de l'Europe s'est aussi vu étayer par des économistes et des politologues soucieux

d'exactitude historique. Dans un article important publié cinq ans après l'ouvrage de Pomeranz, trois éminents chercheurs du MIT, Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson, ont fait remonter les sources de cette divergence, ou du « miracle » économique européen, plus loin dans le passé, en affinant fortement le récit. Leur étude établit un lien statistique solide entre, d'une part, l'urbanisation accélérée et la croissance économique en Europe, et d'autre part les « fruits de la coercition coloniale » mis en avant par Pomeranz dans le Nouveau Monde entre 1500 et 1850. Ce qui ressort clairement de leurs chiffres³⁰, c'est que le différentiel de croissance entre l'Europe occidentale et les autres régions au cours de cette période est presque entièrement imputable à la croissance des nations ayant accès à l'océan Atlantique, ou à ce que les auteurs appellent les « négociants atlantiques ». Il est frappant de constater que cette disparité se manifeste presque immédiatement après la percée de Christophe Colomb vers le Nouveau Monde, d'où la date de 1500. Les données mises en avant par Acemoglu, Johnson et Robinson opposent la croissance économique des villes portuaires atlantiques d'Europe occidentale non seulement à celle des villes méditerranéennes et des villes enclavées d'Europe de l'Est, mais aussi à celle des villes asiatiques³¹. C'est au début du XVII^e siècle, cependant, que la divergence la plus spectaculaire commence, ce qui ne semble pas être le fruit du hasard. C'est à ce moment précis que les Néerlandais et, juste derrière eux, les Britanniques se sont mis en quête des richesses de l'Afrique. Cela passait bien sûr par le commerce de l'or et des esclaves : pour les Néerlandais, dans l'agriculture de plantation brésilienne, la traite des esclaves et le commerce associé dans les Antilles ; pour les Britanniques, à la Barbade et, par la suite, dans d'autres îles sucrières émergentes des Caraïbes, ce qui a permis à la Grande-Bretagne de devenir la puissance dominante de l'Atlantique en matière de traite d'esclaves.

En situant les débuts de cette divergence européenne dès 1500, ces auteurs nous obligent à revenir brièvement sur l'émergence des « royaumes de l'or » dans la région du Sahel africain à l'époque médiévale, y compris sur la visite au Caire et le pèlerinage à La Mecque de l'empereur malien Mansa Moussa. Ce périple a permis de mettre en évidence sur les cartes européennes l'existence d'abondantes sources d'or en Afrique, ce qui a incité le Portugal à se lancer dans une longue quête le long des côtes africaines. Il s'agit là d'une autre façon de démontrer que la découverte de l'or à Elmina par le Portugal est devenue une étape cruciale de l'histoire européenne, quoique largement négligée dans les récits habituels de la période, qui se concentrent sur la découverte des routes maritimes vers l'Asie et passent le rôle de l'Afrique par pertes et profits.

Pour la période postérieure à l'ère du sucre, Acemoglu, Johnson et Robinson n'affirment pas que, pris séparément ou ensemble, les échanges avec l'Afrique (textiles et autres marchandises pour les esclaves), avec les Caraïbes (pour le sucre et d'autres produits issus des plantations) ou avec le continent nord-américain (produits manufacturés britanniques) ont pu constituer une manne suffisante pour expliquer une accélération aussi soudaine de l'essor économique des principales puissances atlantiques de l'Europe à partir du XVII^e siècle. Leur hypothèse donne lieu à une théorie différente, à la fois plus subtile et plus complexe, pour expliquer les origines de la modernité. Selon eux, au début de cette période, Madrid et Lisbonne avaient accumulé d'importantes sources de richesse grâce à l'exploitation minière pour l'Espagne, et à l'agriculture de plantation et à la traite des esclaves pour le Portugal. Ces richesses ont entraîné une forte croissance des échanges intra-européens, ainsi qu'un accroissement considérable de la concurrence entre les voisins ibériques et, par la suite, entre un nombre croissant de puissances européennes. Les nations qui ont le plus profité de leurs liens naissants avec le Nouveau Monde furent les Provinces-Unies, la Grande-Bretagne (puis le Royaume-Uni) et, enfin la France. Cet argument est particulièrement nuancé parce qu'il va bien au-delà des mesures étroites des revenus du commerce dans son évaluation des avantages et des effets de l'Empire.

Pour les trois auteurs c'est en raison de structures politiques moins absolutistes que les Néerlandais et les Britanniques se sont trouvés en meilleure position que les deux nations ibériques pour rechercher des bénéfices et les développer, et pour profiter plus profondément de l'intégration grandissante de l'économie atlantique. De même, selon eux, la croissance de nouvelles fortunes privées s'appuyant sur la traite des esclaves et son corollaire, l'agriculture de plantation, a contribué à limiter le pouvoir des monarques, en réduisant les monopoles royaux, en renforçant le pluralisme politique et en encourageant l'émergence d'institutions à la fois plus fortes et plus favorables aux entreprises. La Grande-Bretagne est, à ce titre, un cas d'école. Au XVII^e siècle, la traite des esclaves s'est trouvée au centre du débat pour savoir si, pour reprendre les termes de

l'historien britannique William A. Pettigrew, « la légitimité de l'État anglais devait provenir de la Couronne ou des sujets de la Couronne³² ». Les opposants au monopole royal sur l'esclavage africain ont trouvé bien des moyens pour faire pression sur le Parlement et pour exprimer leur point de vue en usant de la liberté de la presse. Pettigrew a même affirmé que ce débat « n'était pas le reliquat d'une société traditionnelle précapitaliste mais une rhétorique subtile relevant des moments fondateurs dynamiques de la société moderne³³ ». Ce n'était toutefois qu'un début. Ce lobby, qui a contribué à propulser la Grande-Bretagne au rang de superpuissance esclavagiste au cours du siècle suivant, s'est consolidé sous forme d'une organisation, la West India Interest³⁴, qui s'est battue pour défendre l'agriculture des plantations esclavagistes bien après l'abolition de la traite par le Royaume-Uni en 1807.

Le rôle des nouvelles élites commerciales dont la prospérité dépendait de l'esclavage est devenu un élément important de la guerre civile anglaise de 1642-1649 et de la Glorieuse Révolution, en 1688-1689. De façon tout à fait ironique, ces deux événements furent surtout, si on s'en tient à la politique intérieure, des luttes visant à étendre la « liberté » en limitant le pouvoir de la monarchie. Acemoglu, Johnson et Robinson s'appuient sur eux pour contextualiser de façon plus large l'essor de l'Europe : « Les faits vont à l'encontre des théories les plus populaires sur l'essor de l'Europe, car celles-ci mettent l'accent sur la continuité entre la croissance avant et après 1500 et sur l'importance de certaines caractéristiques européennes distinctives, telles que la culture, la religion, la géographie et les caractéristiques du système étatique européen. Par contre, les faits confirment les théories qui soulignent l'importance des profits réalisés dans le commerce atlantique, le colonialisme et l'esclavage³⁵. » Ils ajoutent toutefois :

L'essor de l'Europe reflète non seulement les effets directs du commerce atlantique et du colonialisme, mais aussi une transformation sociale majeure qui en découle. [...] Le commerce atlantique aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne (ou, plus justement, en Angleterre et dans le duché de Bourgogne) a modifié l'équilibre du pouvoir politique en enrichissant et en renforçant les intérêts commerciaux en dehors du cercle royal : négociants engagés dans le commerce maritime, marchands d'esclaves, planteurs coloniaux de toutes sortes... Par ce biais, il a contribué à faire émerger des institutions politiques protégeant les marchands contre le pouvoir royal³⁶.

De tels arguments viennent compléter notre vision de la façon dont les sociétés européennes ont changé grâce à la consommation massive de sucre et des boissons fortifiantes qui l'accompagnent, le café et le thé. Dans ce cas, le principal changement que la sueur et la productivité des Africains ont apporté à l'Europe relève de la société civile et de l'émergence d'une sphère publique moderne. Les théories d'Acemoglu, Johnson et Robinson permettent de mieux comprendre comment les liens de l'Europe avec l'Afrique et, par le biais de la main-d'œuvre africaine, avec les économies de plantation du Nouveau Monde ont également contribué à stimuler une forte modernisation politique des élites européennes, ce d'une façon cruciale mais rarement mentionnée. Cela nous ramène à la théorie de Tilly selon laquelle plus l'État fiscal et militaire développait ses pouvoirs d'extraction à cette époque, plus il devait répondre aux revendications de ses propres citoyens au moyen de réformes politiques et d'une perception nouvelle de ses responsabilités³⁷.

Les historiens qui s'intéressent à l'économie et les économistes soucieux du contexte historique ont encore du pain sur la planche pour compléter le tableau en continuant à mettre en évidence le rôle essentiel qu'ont joué l'Afrique et les Africains pour lancer l'Europe sur la voie de la modernité et d'une divergence économique que les autres régions du monde commencent seulement à combler³⁸. L'une des caractéristiques les plus remarquables de cette histoire, cependant, est la lenteur et la réticence des universitaires avant la prise en compte de la contribution cruciale de l'Afrique. Dans les décennies qui ont suivi l'abolition de la traite des esclaves par le Royaume-Uni, en 1807, et pendant près d'un siècle et demi, l'attention de l'Occident envers l'Afrique s'est concentrée sur ce que l'Europe prétendait être sa mission civilisatrice sur le continent, le « fardeau de l'homme blanc ». Il a fallu un non-Européen, un Noir des Antilles de surcroît, Eric Williams, pour inverser les termes du débat, en passant de l'insistance sur les prétendus bienfaits de l'influence européenne à l'idée que c'est en fait le « continent obscur » (ou supposé tel) qui avait favorisé, avec la traite transatlantique, l'essor de l'Europe. Dans le même ordre d'idées, et cela est tout aussi digne d'intérêt, il est curieux de constater qu'au cours du demi-siècle qui a suivi la publication, en 1944, de *Capitalisme et esclavage*, les chercheurs occidentaux ont mis beaucoup plus d'énergie

à trouver des failles dans son argumentation, voire à la contredire qu'à envisager avant cela la possibilité que l'Afrique et les Africains aient bien joué un rôle important dans l'histoire de l'Europe. Le fait que, dans les décennies qui suivaient, des chercheurs dans des domaines aussi variés que la théorie de la dépendance, l'histoire marxiste, les études culturelles britanniques et les études postcoloniales aient continué à s'inspirer des écrits de Williams témoigne de la fécondité de ses idées. Il convient également de citer le projet de l'University College de Londres *Legacies of British Slave-Ownership* [l'héritage du système esclavagiste britannique], qui, en s'inspirant de Williams, a identifié les quarante-sept mille Britanniques qui ont réclamé et reçu 20 millions de livres sterling d'indemnisation de la part de leur gouvernement après l'abolition de l'esclavage dans les Caraïbes britanniques, en 1833³⁹. Ce versement représentait quarante pour cent du budget du gouvernement de l'époque, soit l'équivalent d'environ 17 milliards de livres sterling aujourd'hui.

Ainsi, Pomeranz résume – et réfute – quelques-unes des principales objections que les critiques de Williams ont formulées :

Certains nient que la coercition (c'est-à-dire l'esclavage) ait permis de réaliser des bénéfices supérieurs à la moyenne. D'autres admettent au moins la possibilité de profits supérieurs à la normale, tout en affirmant que cette accumulation était insignifiante par rapport aux profits engrangés au titre de l'activité économique en Europe même. D'autres encore soulignent [...] les besoins en capitaux relativement faibles des débuts de la révolution industrielle pour affirmer que même sans bénéfices exceptionnels l'industrialisation aurait suivi son cours⁴⁰.

Ce genre de cadrage passe cependant à côté de ce qui est le plus important pour comprendre cette histoire. Si l'esclavage des Africains a grandement aidé l'Occident, ce n'est pas en vertu d'un éventuel coup de pouce à l'industrialisation, théorie dont la plupart des chercheurs même admiratifs de Williams estiment qu'elle est faiblement étayée et exagérée⁴¹. L'apport principal, tellement évident que personne ne le voyait, est quelque chose d'incontestable : c'est l'Afrique qui a fourni l'apport le plus essentiel de tous, et de loin, pour rendre le Nouveau Monde économiquement viable, à savoir les humains dont le continent a été vidé au cours de la plus grande migration forcée de l'histoire de l'humanité. En d'autres termes, les Africains sont devenus l'ingrédient indispensable de ce vaste projet. Les sceptiques doivent se demander ce que les nouveaux arrivants européens auraient fait sans les esclaves. Mais nul besoin d'attendre la réponse. Même si ces faits n'ont jamais été reconnus comme il se doit, c'est leur force physique et leur volonté de survivre aux horreurs de l'esclavage qui ont établi une grande partie de la richesse et de la puissance du capitalisme occidental prédominant dans les siècles suivants. Leur travail n'a pas seulement permis au monde atlantique d'être rentable. Oui, comme nous l'avons affirmé ici, c'est le travail que des esclavagistes se sont approprié qui a produit la quasi-totalité des marchandises et une grande partie de l'or et de l'argent à la source de l'essor de l'Occident. Mais ce n'est pas tout. Loin de là.

Il y a plus important : c'est la création même de ce monde atlantique, une sphère géographique d'une ampleur sans précédent et s'étendant sur quatre continents, qui a donné naissance à ce que l'on considère aujourd'hui comme « l'Occident », et c'est ce qui a donné ses lettres de noblesse à cette notion géographique. Sans les Amériques et leurs liens séculaires et profonds avec l'Afrique, quel poids aurait eu l'Europe dans l'histoire du dernier demi-millénaire ? Répondre à cette question, c'est non seulement remettre sur le métier ce que nous pensons savoir de l'histoire moderne, mais c'est aussi reconsidérer fondamentalement l'identité occidentale même. Ce qui a distingué l'Europe moderne des autres régions du monde, ce ne sont pas tant ses qualités intrinsèques, comme le professent les partisans du chauvinisme culturel ou les suprémacistes, mais plutôt le fait que ses peuples ont traversé l'Atlantique à un moment particulièrement opportun, en transformant radicalement l'existence des habitants des trois continents impliqués grâce à la contribution indispensable des Africains. Ce faisant, l'Europe s'est elle-même transformée, et n'a pas été seulement l'agent de cette transformation, comme on l'imagine souvent. Plus tard, nous explorerons plus en détail le rôle essentiel de l'Afrique dans l'invention et la fabrication de ce nouveau concept nommé Occident, en accordant une attention particulière aux colonies américaines (devenues plus tard les États-Unis) et à Haïti, l'ancienne colonie de plantation qui, après la seule grande révolte d'esclaves réussie de l'histoire mondiale, est devenue la deuxième république des Amériques. Mais avant d'en arriver là, il faut, dans les pages qui suivent, s'intéresser à l'impact de ces interactions sur l'Afrique, pierre angulaire méconnue de notre monde atlantique.



Fig. 8 : Figure couchée, Djenné-Djeno, Mali, XII^e-XIV^e siècle. ¶ (Avec l'aimable autorisation du Metropolitan Museum of Art et du Musée national du Mali, Bamako [R 88-19-275])

Statue sans tête d'une personne allongée sur le côté, redressée sur un coude, avec les mains qui se joignent au niveau du bas du ventre. Elle porte de nombreux bijoux, colliers et bracelets, et semble également porter une dague accrochée au bras.

Homme à cheval de profil, portant un casque et des armes. L'encolure du cheval porte des ornements.

Deux pièces de monnaie ancienne, rondes, où il est inscrit des inscriptions en arabe.

Deux pièces de monnaie ancienne, rondes, où il est inscrit des inscriptions en arabe.

Photographie prise de l'intérieur des terres, face à la mer. Paysage en bord de mer, où la végétation est très présente. Au second plan, il y a un village portuaire où se trouvent de petites bâtisses blanches elles-mêmes au pied du château d'Elmina.

L'image représente l'intérieur du fort, des touristes s'y trouvent avec un guide, une sorte de cour ouverte avec sur la droite un escalier menant à une terrasse de pierre où deux lampadaires sont disposés aux extrémités. Les murs sont blancs et possèdent de petites fenêtres qui donnent sur cette cour.

Un bout du fort se trouve au premier plan à gauche, en face le paysage est ouvert sur la mer et sur la droite, face au fort, on voit les trois statues.

Au premier plan à gauche, il y a une bâtisse en longueur correspondant à la fabrique de sucre et au-dessus sur la colline toujours à gauche de l'image, on peut apercevoir des habitations. Le reste du tableau est ouvert sur un paysage de végétation.

Ces ruines sont composées de deux bâtiments entre lesquels il y a une tour. Le tout est envahi par la végétation.

Bâtiment blanc en pierre sur deux étages où l'on a cinq grandes fenêtres et des portes.

Paysage broussaillieux et vide avec au milieu une seule petite pancarte. Une autre photographie montre un gros plan de cette pancarte qui donne des renseignements sur le lieu. Le texte dit : la zone fait environ 4500 mètres carrés où sont enterrés 570 esclaves, certains sous de petits tumulus, d'autres non. En 1970, les fouilles archéologiques du site ont apporté beaucoup d'information sur la vie des esclaves à la Barbade (bijoux et outils retrouvés maintenant exposés au musée). C'est le seul cimetière d'esclaves d'une plantation de l'hémisphère ouest qui a été excavé.

Au milieu d'un champ, la tour en ruine est percée de deux portes en arc de cercle.

Homme qui possède des chaînes brisées au niveau de chaque poignée, brandissant ses bras vers le ciel.

Deux couples d'aristocrate se trouvent face à un gigantesque banquet chargée d'impressionnantes sculptures en sucre, dont un grand nombre de créatures terrestres et marines, des orangers en pot et même un château. Sous le dessin se trouve du texte en allemand.

Deux soldats côte à côte dont un est plus grand que l'autre, portant tous deux un casque et une longue tunique.

Paysage où est représenté un château et sa ville au bord d'une falaise, au pied desquels passe un fleuve. Les rives sont très boisées et plusieurs bateaux naviguent sur le fleuve.

Au centre, un casque en or avec au dessus une couronne laissant sortir cinq bras armés d'une épée. En dessous du casque, un bouclier décoré de bras de soldats armés. Enfin, s'échappe du casque des rubans de tissu.

Coussin de forme rectangulaire portant à chaque coin un pompom. Au centre, des lignes y sont brodées.

Forme de bonnet orné par des symboles géométriques brodés

Le roi est assis au centre. Face à lui, les ambassadeurs hollandais sont à genoux. À gauche, des ambassadeurs du roi du Kongo assistent à la scène portant des torches enflammées. Au dessus du roi se trouve un lustre portant de nombreuses bougies.



Fig. 9 : Figure équestre, Mali, XII^e-XIV^e siècle. ¶ (Avec l'aimable autorisation du Metropolitan Museum of Art, collection privée de James J. et Laura Ross, New York)



Fig. 10 : Dinar en or (diamètre 19 mm) d'as-Shakir li-Allah, frappé à Sijilmassa AH334. Banque al-Maghrib, Rabat, Maroc, n° 515455. ¶ (Photographie Fouad Mahdaoui, avec l'aimable autorisation du Block Museum of Art, Northwestern University)



Fig. 11 : Dinar en or (diamètre 25 mm) d'Abû Bakr ibn 'Umar, frappé à Sijilmassa AH477. Banque al-Maghrib, Rabat, Maroc, n° 520162. ¶ (Photographie Fouad Mahdaoui, avec l'aimable autorisation du Block Museum of Art, Northwestern University)



Fig. 12 : Forteresse d'Elmina, vue du sommet de la colline où se trouvait le fort construit par les Néerlandais, St. Jago, Elmina, Ghana. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 13 : Touristes à l'intérieur de la forteresse d'Elmina. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 14 : Forteresse et musée Saint-Sébastien, avec des statues de conquistadors portugais, São Tomé. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 15 : *Paysage brésilien avec moulin à sucre* par Frans Post, 1659-1660. ¶ (Avec l'aimable autorisation du Statens Museum for Kunst, National Gallery, SMK Photo/Jakob Skou-Hansen)



Fig. 16 : Ruines d'un moulin à sucre à Bahia, Brésil : raffinerie Sergipe do Condo, « la reine du Recôncavo ». ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 17 : Casa de Angola, centre culturel angolais, à Salvador de Bahia, Brésil. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 18 : Cimetière des esclaves de Newton, à la Barbade, l'un des plus grands cimetières d'esclaves africains du monde occidental. ¶ (Photographies Howard W. French)



Fig. 19 : Ruines de la chaudière, plantation de Drax, Saint George, la Barbade. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 20 : Statue représentant l'Émancipation, la Barbade. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 21 : *Festin*, de Frans Hogenberg. ¶ (Getty Research Institute, Los Angeles 86-B22668)



Fig. 22 : Panneau de bronze représentant des marchands portugais, XVI^e-XVII^e siècles, Bénin. ¶
(Avec l'aimable autorisation du Metropolitan Museum of Art)



Fig. 23 : Capitale du royaume du Kongo, Mbanza Kongo. Gravure extraite de O. Dapper, *Naukeurige Beschrijvinge der Afrikaensche Eylanden : als Madagaskar, of Sant Laurens, Sant Thome, d'eilanden van Kanarien, Kaep de Verd, Malta en andere...* ¶ (Amsterdam, 1668), p. 562-563. ¶ (Avec l'aimable autorisation de la Caroline Batchelor Map Collection, David Rumsey Map Center, Stanford Libraries, <https://purl.stanford.edu/nr266xf1214>)

[illegible]

Handwritten signature: R. T. Smith

Fig. 24 : Lettre d'Afonso I^{er} du Kongo à Manuel I^{er} du Portugal, demandant l'envoi d'objets religieux portugais, 8 juin 1517. ¶ (*Corpo Cronológico, Parte I*, mc 22, no 5. PT/TT/CC/1/22/5. ¶ Archives nationales de Torre do Tombo/DGLAB, ministère de la Culture, Lisbonne, Portugal)



Fig. 25 : Armoiries officielles des rois Manikongo, 1528-1541. ¶ (Détail extrait du *Livro da nobreza e da perfeição das armas dos reis cristãos e nobres linhagens dos reinos e senhorios de Portugal*, d'António Godinho, Casa Real, Cartório da Nobreza, liv. 20 PT/TT/CR/D-A/001/20, Archives nationales de Torre do Tombo/DGLAB, ministère de la Culture, Lisbonne, Portugal)



Fig. 26 : Coussin en raphia, tissu de luxe, royaume du Kongo, XVII^e-XVIII^e siècle. ¶ (Photographie John Lee, Musée national du Danemark)



Fig. 27 : Chapeau de prestige en raphia ou en fibre d'ananas, royaume de Kongo, XVI^e-XVII^e siècle.
¶ (Photographie de Kit Weiss, Musée national du Danemark)



Fig. 28 : Ambassadeurs néerlandais à la cour de Garcia II, roi du Kongo. D'après O. Dapper, *Naukeurige Beschrijvinge*, p. 580. ¶ (Avec l'aimable autorisation de la National Library of the Netherlands)



Fig. 29 : *Don Miguel de Castro*, émissaire du comte de Soyo au Brésil néerlandais, portrait de Jasper Becx, vers 1640-1647. ¶ (Avec l'aimable autorisation du Statens Museum for Kunst, National Gallery of Denmark, Copenhagen/SMK)

Représentation d'un homme noir nous regardant, portant un chapeau à large bord, une tunique sur une chemise à motif végétal, un large col blanc et un baudrier en travers du torse muni d'une épée.

Représentation d'un homme blanc qui nous regarde, portant une tunique avec un col en dentelle et une longue chaîne avec un pendentif. Il les cheveux très court, une barbe et une moustache.

Miniatures en métal, de forme géométrique (carré, triangle, rectangle) avec des ornements en relief dessus.

Toussaint Louverture brandit une épée en regardant vers l'arrière, sur un cheval qui est en train de cabrer. L'homme porte un uniforme de l'armée.

Le bâtiment est en brique où l'on aperçoit deux grands emplacements presque intacts pour des fenêtres. Il ne reste que les murs, le toit a disparu. Un panneau explicatif se trouve devant.

Maison blanche bourgeoise qui possède de grandes colonnes, deux grands escaliers descendant du premier étage entouré par une terrasse. Au premier plan on voit un groupe de visiteurs.

Petites maisons de bois sur pilotis, toutes alignées, installées entre les arbres.

Un champ s'étire à perte de vue, sillonné de rangées entre lesquelles stagne de l'eau. Un regroupement d'arbres est visible au troisième plan de l'image.

Affiche annonçant un concert de blues le samedi 24 octobre 1964 à 20 heures, avec The Howling Wolf et Muddy Waters, ainsi que leur photo. L'entrée coûte 3,50 dollars en cas de réservation et 4 dollars sur place.

Vielle façade en pierre avec des fenêtres de bois blanc abimé. Il y a une porte principale avec au dessus une pancarte où il est inscrit "Home of The Delta Blues, Riverside Hotel". Des bancs sont installés de chaque côté de l'entrée.

Panneau noir où est expliqué en blanc le projet Route de l'esclave initié par l'UNESCO.

Ruine d'une ancienne habitation en brique où sont encore présentes quatre grandes colonnes devant le manoir.

Panneau blanc résumant la vie du gouverneur James Barbour.

Chapitre 21

PROPRIÉTAIRES D'ESCLAVES, MAÎTRES DES OCÉANS

Chemin faisant, il reste autre chose à préciser à propos d'Eric Williams, en réponse à ceux qui ont affirmé que l'esclavage et les plantations du Nouveau Monde n'avaient jamais été un trésor aussi fabuleux pour l'Europe que ne l'ont prétendu, par exemple, les Trinidiens. Plutôt que n'importe lequel des arguments avancés jusqu'à présent, peut-être suffit-il de poser une question. D'après David Geggus, « aucune autre région du monde [que les Caraïbes] n'a été gouvernée par l'Europe pendant aussi longtemps et avec une part aussi importante de sa population en esclavage¹ ». Tout au long de cette période, les Européens ont livré des batailles acharnées pour contrôler la région. La longue période de domination espagnole, qui débuta avec Christophe Colomb, fut suivie par une curée désordonnée qui vit accourir Néerlandais, Anglais et Français, avant une période de quasi-hégémonie britannique ponctuée toutefois par le volume de production phénoménal assuré par les esclaves français de Saint-Domingue. Tout au long de cette période, les forces maritimes, qu'il s'agisse des marines officielles ou des corsaires, furent les principaux instruments de l'expansion commerciale, chaque puissance étant décidée non seulement à surpasser ses rivales, mais aussi à les renverser ou à les évincer. Certains ont voulu, à tort, expliquer ce comportement par des motivations abstraites, comme la recherche de la gloire². En réalité, la lutte impériale pour les Caraïbes était motivée par une vision réaliste, à savoir que c'est l'argent qui fait la puissance, et qu'il faut en contrôler la source pour empêcher les rivaux de s'en emparer et pour se prémunir du manque à gagner comme des dangers éventuels d'une défaite.

Citons encore Robin Blackburn :



Fig. 30 : *Le Lieutenant-Amiral Pieter Pietersz Heyn* (1577-1629), portrait de Paulus Moreelse, 1630.
¶ (Avec l'aimable autorisation du Het Sheepvaartsmuseum, Amsterdam)



Fig. 31 : Poids de mesure akan utilisés dans le commerce régional de l'or, Côte-de-l'Or (Ghana). ¶
 (Avec l'aimable autorisation du Collection Nationaal Museum van Wereldculturen)



Fig. 32 : Toussaint Louverture, chef des Noirs insurgés de Saint Domingue, vers 1800. ¶ (Avec l'aimable autorisation de la John Carter Brown Library, Brown University)



Fig. 33 : Bâtiment où une femme répondant au nom d'Angela, arrivée à Jamestown, Virginie, en 1619, travaillait à la cuisine. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 34 : Plantation Evergreen, paroisse de Saint-Jean Baptiste, Louisiane. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 35 : Quartier des esclaves, plantation Evergreen, Louisiane. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 36 : Clarksdale, Mississippi, terres agricoles pour la culture du coton. ¶ (Photographie Howard W. French)

CLUB PARADISE

645 E. GEORGIA AVE., - MEMPHIS, TENN.

SAT. OCT. 24

8:00 P. M. UNTIL

ADVANCE ADMISSION \$3.50 - AT DOOR \$4.00

FOR RESERVATIONS CALL 774-4871

BATTLE OF THE BLUES



HOWLING WOLF

THE HOWLING WOLF

"TAKE IT FOR ME"

"SPOONFUL" ★ "EVILS"

"I SHOULD OF QUIT YOU A LONG TIME AGO"

VS

MUDDY WATERS

"I GOT MY MOJO WORKING"

"THE SAME THING"

"HOOTCHIE COOTCHIE MAN"



MUDDY WATERS

2 - BIG BANDS - 2

GLOBE POSTER - BALTIMORE

Fig. 37 : Affiche pour un concert de blues au Club Paradise avec Muddy Waters et Howling Wolf, 1964. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 38 : Hôtel Riverside, Clarksdale, Mississippi, autrefois hôpital afro-américain, où Bessie Smith est morte à la suite d'un accident de voiture. ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 39 : Lieu de débarquement en 1738 de cent vingt-six esclaves africains du navire *Martha & Jane*, Middletown, Connecticut. Ce site fait partie du projet de l'Unesco « La route des esclaves : Résistance, liberté, patrimoine ». ¶ (Photographie Howard W. French)



Fig. 40 : Ruines de Barboursville, maison de James Barbour, conçue par Thomas Jefferson. ¶
(Photographie Howard W. French)

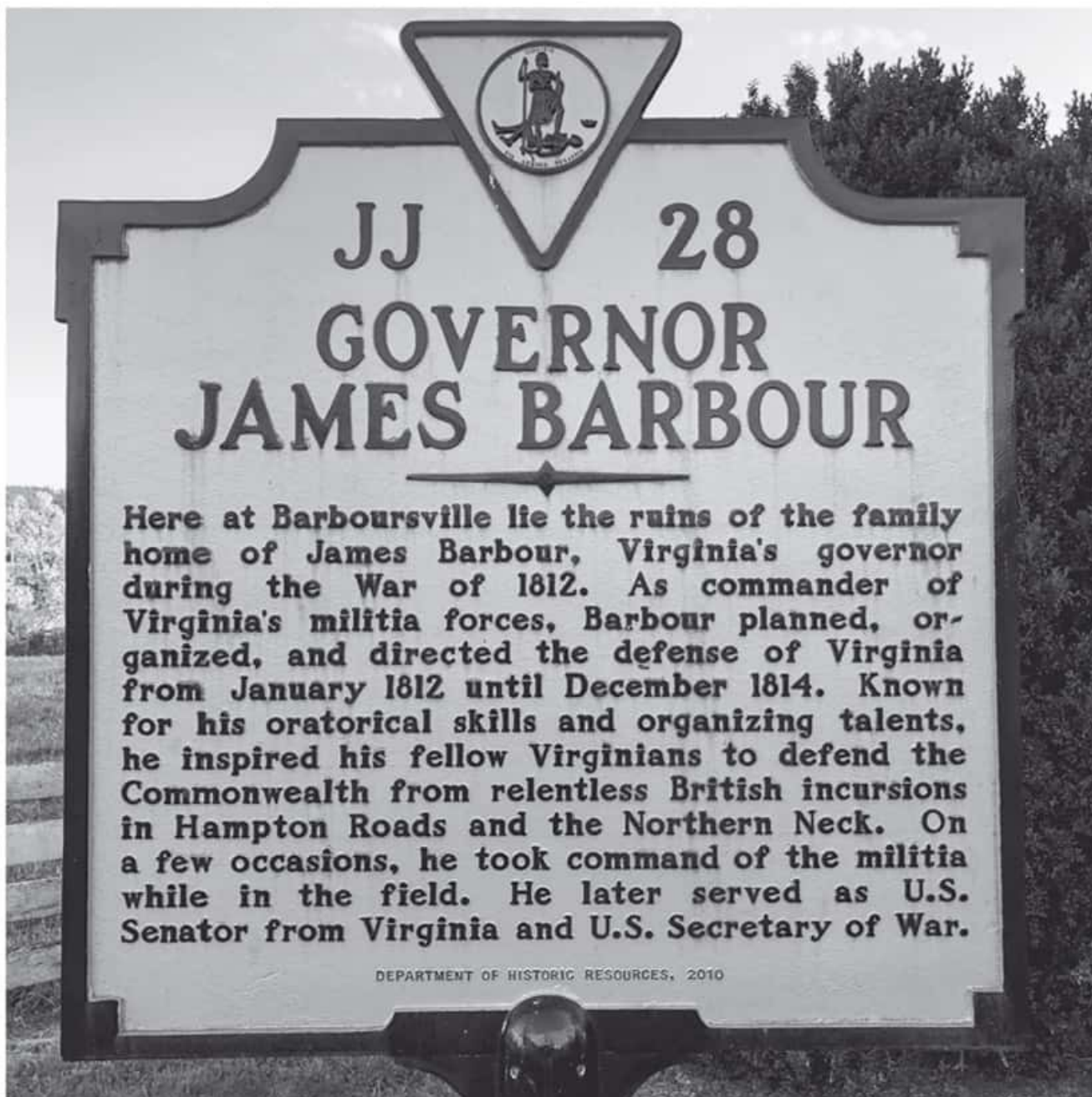


Fig. 41 : Borne routière dédiée à James Barbour. State Route 33, Barboursville, Virginie. ¶
(Photographie Howard W. French)

Les stratégies commerciales et navales d'hommes d'État tels que Walpole, Chatham, Choiseul et Pombal se sont concentrées sur le Nouveau Monde autant que sur la vieille Europe. Les dirigeants britanniques souhaitaient éviter de voir l'Europe continentale tomber entre les mains d'une seule puissance, mais ils n'avaient pas d'objection à détenir un contrôle hégémonique des Amériques. Quelle que soit l'importance de l'Europe pour la France, ses dirigeants n'ont jamais estimé qu'ils pouvaient laisser les Britanniques agir à leur guise dans le Nouveau Monde. Permettre cela eût été renoncer non seulement à des sommes colossales, mais aussi à quelque chose d'extraordinairement prometteur pour l'avenir et qui distinguait l'époque moderne des époques précédentes³.

Blackburn parle ici du XVIII^e et du XIX^e siècles, mais il aurait pu étendre sa chronologie plus loin dans le passé, car les ouvrages qui traitent du XVII^e siècle n'accordent que peu de place à la concurrence violente et onéreuse entre nations européennes autour du trafic d'esclaves et des plantations dans les Caraïbes. En 1690, alors que l'Angleterre commençait à peine à s'implanter dans la région, Christopher Codrington, riche planteur, propriétaire d'esclaves et négociant barbadien, puis gouverneur anglais des îles Sous-le-Vent, écrivait : « Tout repose sur la maîtrise de la mer. Si nous l'avons, nos îles sont en sécurité, même en étant peu peuplées ; si les Français l'ont, nous ne pouvons pas, après la forte mortalité enregistrée récemment, lever assez d'hommes dans toutes les îles pour en tenir ne serait-ce qu'une seule⁴. » Dans son ouvrage de référence *The Command of the Ocean* (la maîtrise des océans), N.A.M. Rodger a décrit ce que les puissances européennes qui convoitaient le contrôle des Caraïbes allaient bientôt apprendre : « Les grandes flottes dont tout le monde avait tant espéré et attendu furent d'une efficacité restreinte dans des circonstances imprévues. Il était plus facile de livrer des batailles que de les gagner, et plus facile de les gagner que d'en tirer un avantage durable⁵. »

On rassembla, comme il se devait, des flottes gigantesques qui furent déployées dans le bassin des Caraïbes, à un coût faramineux pour les finances publiques, sans compter les pertes en vies humaines au cours des combats pendant un siècle et demi. Mais que sont donc ces « circonstances imprévues » ? Les maladies arrivent en tête, en particulier la fièvre jaune et le paludisme. Ces deux maladies, apportées par les esclaves africains, dévastèrent les troupes européennes qui opéraient dans la région, par un renversement aussi ironique qu'inopiné qui frappa les Blancs, eux dont les maladies avaient dévasté les populations amérindiennes. La saison des batailles navales se limitait à peu près à la période allant de décembre à mai dans les Antilles, où elle était suivie de ce que l'on appelait la saison des maladies, au cours de laquelle des taux de mortalité atteignant quatre-vingt-cinq pour cent n'étaient pas rares parmi les marins européens, au point de décimer des flottes entières.

En 1741, lorsque l'amiral britannique Edward Vernon se rendit à la tête d'une escadre sur la côte de l'actuelle Colombie pour assiéger Carthagène, vingt-deux mille hommes périrent de maladie, principalement de fièvre jaune et de paludisme⁶. Vingt ans plus tard, en 1762, la Grande-Bretagne mobilisa plus de deux cent trente navires et vingt-six mille hommes (soldats, marins et esclaves) pour reprendre La Havane aux Espagnols. En six semaines de combats actifs et pendant les onze mois d'occupation qui suivirent, la Grande-Bretagne perdit plus d'hommes que pendant toute la guerre de Sept Ans en Amérique du Nord⁷.

Pendant que ces nations connaissaient des fortunes variables dans la région, elles continuèrent d'investir d'importantes ressources navales, d'argent et de vies humaines, et redoublèrent leurs efforts pour tenter d'affermir leur emprise dans les Antilles ou de limiter l'emprise des nations rivales. Pour l'Angleterre et la France, cela revenait à déployer dans la mer des Caraïbes entre soixante et quatre-vingts navires de ligne chacune, ainsi qu'une multitude de petits navires. Malgré les pertes considérables et récurrentes, les deux camps ne cessèrent d'accroître leurs forces jusqu'au grand affrontement pour le plus grand enjeu de l'océan : Saint-Domingue. C'est là que la rivalité impériale pour les îles de plantation et leurs richesses entra dans sa phase finale. Mais ce n'est pas le triomphe d'une nation européenne sur une autre qui annonça la fin des hostilités, comme les protagonistes auraient pu s'y attendre, mais plutôt la victoire d'une nation composée en grande partie de personnes nées en Afrique, arrachées à leur terre et réduites en esclavage de l'autre côté de l'Atlantique. Lorsque la France dut finir par renoncer définitivement à Haïti, un écrivain de l'époque qualifia sa défaite face aux révolutionnaires noirs de « pire catastrophe qu'ait jamais connue un empire⁸ ». En réalité, cette défaite eut des conséquences encore plus

importantes. C'était une défaite pour les empires du Nouveau Monde *tout court*⁹, comme on le verra plus en détail ; elle allait mettre un terme à l'idée même de l'esclavage des Noirs.

Dans les premières lignes de sa préface à l'édition originale de son ouvrage de référence consacré à la révolution haïtienne, C.L.R. James a parfaitement résumé la situation :

En 1789, la colonie antillaise de Saint-Domingue représentait les deux tiers du commerce extérieur de la France et constituait le plus grand marché de la traite européenne des esclaves. Partie intégrante de la vie économique de l'époque, elle était la plus grosse colonie du monde, faisant la fierté de la France et la jalousie de toutes les autres nations impérialistes. Tout cet ensemble reposait sur le labeur d'un demi-million d'esclaves.

Au mois d'août 1791, alors que les répercussions de la Révolution française, commencée depuis deux ans, se faisaient sentir à Saint-Domingue, les esclaves entrèrent en révolte. Leur lutte dura douze ans. Ils mirent tour à tour en déroute les Blancs locaux et les soldats de la monarchie française, une invasion espagnole, une expédition britannique de près de soixante mille hommes, et un contingent français identique, commandé par le propre beau-frère de Bonaparte. La défaite des troupes napoléoniennes, en 1803, permit l'installation de l'État noir d'Haïti, qui s'est maintenu jusqu'à nos jours¹⁰.

Cette dernière expédition était dirigée par le général Charles-Victor-Emmanuel Leclerc, qui avait été envoyé en Haïti dans le but de restaurer la suprématie blanche sur l'île, de réduire de nouveau en esclavage sa population noire après qu'elle eut pourtant gagné sa liberté et, cela fait, de poursuivre la conquête dans les Caraïbes. Au lieu de cela, comme on va le voir dans les prochains chapitres, cette expédition coûta à la France de Napoléon tout le territoire de Louisiane, et accéléra même l'abolition de l'esclavage dans le Nouveau Monde, bien qu'il ait fallu quelques décennies de plus avant d'y parvenir. Pourquoi les Européens auraient-ils consenti à tant de dépenses et de difficultés s'ils n'avaient pas considéré les empires esclavagistes du Nouveau Monde comme d'une importance vitale ? Comment se fait-il que les principales nations européennes aient été si longtemps prêtes à se battre et à mourir pour ces îles, si ce nouveau système impérialiste fondé sur la puissance esclavagiste n'avait pas été immensément rentable, comme d'aucuns le prétendent ?

La réponse à cette question, c'est que, au moment le plus crucial dans l'histoire, les Caraïbes semblaient posséder les éléments essentiels à la constitution d'un empire dans le monde atlantique. Pour citer Blackburn, cela signifiait « des territoires débarrassés des populations autochtones, des terres fertiles, de bons ports, des vents favorables, des cultures locales de subsistance à haut rendement, des conditions climatiques adaptées, des conditions de sécurité très convenables ; la seule chose qui manquait, c'était une main-d'œuvre¹¹ ». Mais comme tout lecteur le sait déjà à ce stade et comme on va le voir en détail, la main-d'œuvre allait être fournie par le terme le plus important de l'équation : l'Afrique.

Quatrième partie

LE SALAIRE DU DIEU-PYTHON

« Les morts n'ont d'autre secours que notre mémoire. Ils s'y effacent, et si chaque défunt est comme quelqu'un que les vivants ont tué, il est aussi celui qui doit leur sauver la vie, sans savoir s'il y parviendra. »

THEODOR ADORNO¹

Chapitre 22

ZONES DE DIFFRACTION

Pour entrer dans la forteresse d'Elmina, il faut d'abord traverser un pont étroit qui enjambe les douves creusées tout autour contre d'éventuels assaillants, venus de l'étranger ou des villages voisins. Au bout de cette passerelle se trouve une plaque de marbre sur laquelle on peut lire :

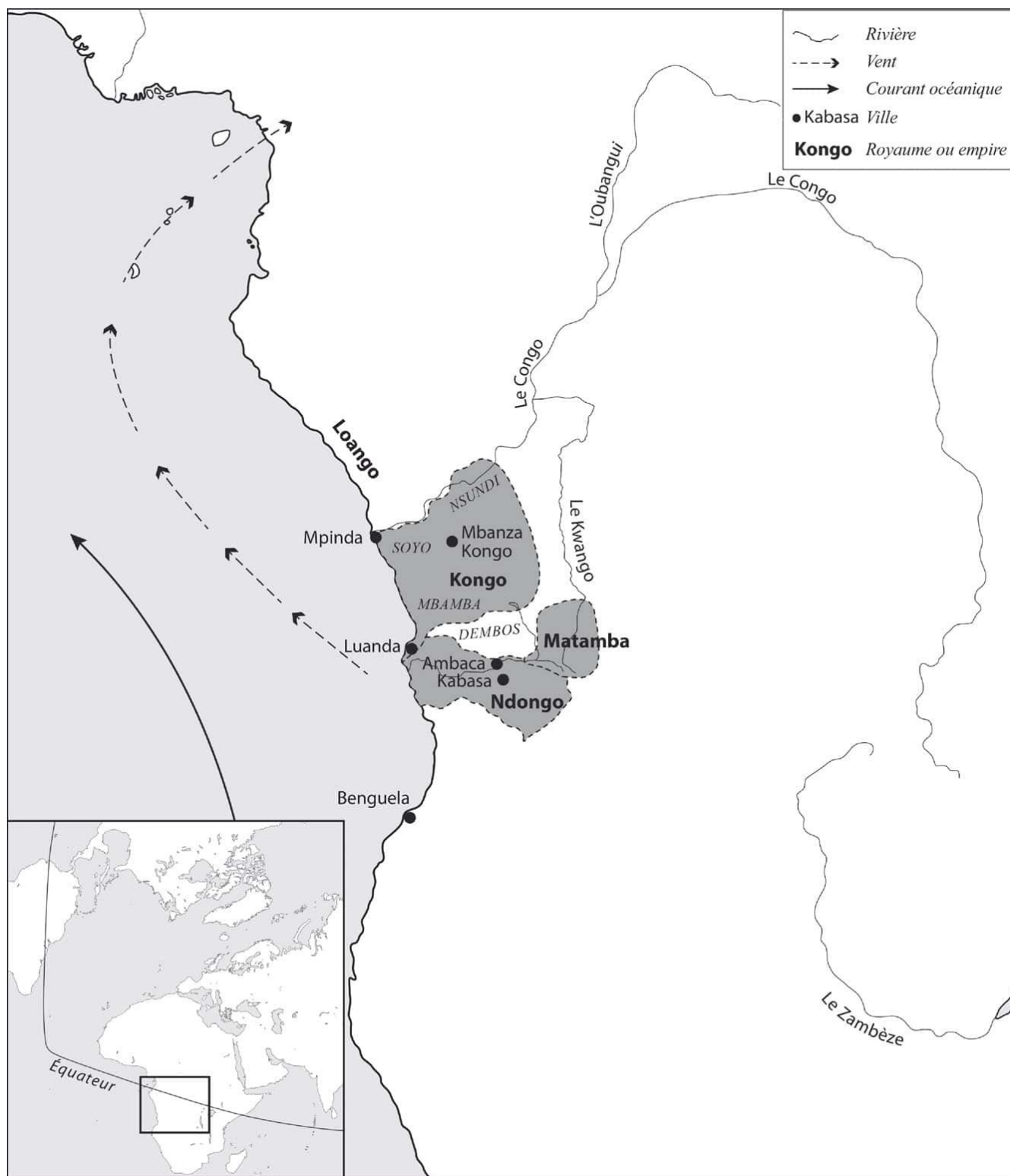


Fig. 42 : Carte du Kongo et d'autres royaumes d'Afrique centrale.



Fig. 43 : Crucifix du royaume du Kongo, cuivre, XVI^e-XVII^e siècles. (Avec l'aimable autorisation du Metropolitan Museum of Art)

Pour qu'on n'oublie jamais l'épouvante de nos ancêtres, et que ceux qui sont morts reposent en paix. Que ceux qui reviennent ici retrouvent leurs racines. Puisse l'humanité ne plus jamais perpétrer pareille injustice contre l'humanité. Nous, les vivants, jurons de respecter ce serment.

Après avoir pris leur billet, la plupart des visiteurs s'attardent dans la grande cour ouverte du château, où on se sent inévitablement et profondément désorienté. À l'une des extrémités de cette cour s'élève une double balustrade majestueuse qui conduit à un portail, et de là aux deux étages supérieurs, où logeaient autrefois le gouverneur et ses officiers. Tout autour de la cour blanchie à la chaux se trouvent les portes des cachots qui accueillaient séparément les hommes et les femmes. Là, captifs et captives attendaient d'être expédiés de l'autre côté de l'océan, dans un monde où tout n'était que douleur et effroi face à l'inconnu : le monde de l'esclavage.

Je suivis un groupe d'une dizaine de visiteurs, pour la plupart Afro-Américains comme moi, qui s'enfonçaient dans la plus tristement célèbre de ces salles, un cachot sombre et humide appelé « la Porte du Voyage sans retour ». Lors de la fouille, en 1972, d'un cachot similaire situé dans le fort de Cape Coast, les archéologues déterrèrent quinze centimètres de déchets compactés, dont une grande partie était constituée d'excréments, de sang et de fragments de peau¹. Dans cette pièce sombre et basse de plafond, j'attendais l'occasion de passer la tête par l'unique fente et de fixer la lumière perçante du soleil. Ce que l'on aperçoit, c'est une étroite bande de terre qui sépare la forteresse du rivage. C'est là qu'attendaient les embarcations rassemblées à proximité afin de transporter de force les captifs chargés de lourdes chaînes jusqu'aux navires puissants venus les chercher pour les emmener aux Amériques. Même si les captifs devaient déjà être terrorisés en trébuchant à pas forcés jusqu'au rivage, le moment du départ leur réservait un épisode plus terrifiant encore, lorsque ces êtres enchaînés deux par deux (pour qu'ils ne puissent pas sauter par-dessus bord) devaient prendre place dans les embarcations. Les rameurs musclés qui composaient ces équipages locaux savaient parfaitement anticiper les vagues successives, dont certaines atteignaient trois mètres de haut. C'était indispensable. Leurs proies humaines devaient, pour quitter à tout jamais le continent, courir aussi vite que possible en poussant les longues pirogues dans l'océan dès que la vague suivante semblait moins redoutable, et en espérant ne pas couler ou chavirer. Sortir des cachots obscurs du fort d'Elmina et s'élancer dans les vagues, c'était comme quitter le ventre de sa mère dans un étrange rituel d'accouchement à rebours. En grimpaient cahin-caha à bord du navire qui allait les emmener vers les Amériques, les survivants accomplissaient la « première étape du voyage devant les conduire du statut d'être humain à celui de bétail² ».

Plus tard, depuis une terrasse au dernier étage de la forteresse, je pus voir plus nettement ce dont je n'avais eu qu'un aperçu depuis le portail lugubre du cachot. Au loin je distinguais le village ramassé sur les rives de la Benya, dont l'embouchure est encombrée de barques de pêcheurs, en bois, qui ne doivent pas être très différentes de celles qu'on utilisait lors du débarquement des Portugais, en 1471. Là-bas, plus loin, brumeuse de tant d'embruns, se trouvait la baie avec la plage incurvée où Diogo de Azambuja chercha un point de mouillage sûr pour ses navires avant de débarquer et de s'emparer des réserves d'or abondantes qui furent à l'origine de bouleversements historiques pour l'île.

D'après le récit des premiers explorateurs portugais, les villageois rencontrés à Elmina portaient tellement de bijoux et d'autres parures en or que les Portugais surent aussitôt que la source des fabuleuses richesses de l'Afrique de l'Ouest – cet or dont la légende en Europe remonte au voyage au Caire de Mansa Moussa – était tout près. Le lendemain de ma visite de la forteresse, je me promenai seul, en fin d'après-midi, en partant de mon petit hôtel situé près du pont rouillé qui enjambe l'estuaire de la Benya jusqu'au bout de la plage qui borde la baie d'Elmina. À cette heure tranquille, les pêcheurs, déjà rentrés de leur incursion quotidienne en mer, s'affairaient à réparer leurs filets. Mais alors que le soleil commençait sa course vespérale et que s'estompaient les chaleurs de l'après-midi, on percevait par endroits une autre activité, presque furtive : des femmes et des enfants creusaient des trous dans le sable mouillé et tamisaient le sable qu'ils avaient pris dans leurs mains au moyen de grilles bancales dans leur cadre de bois. Ils cherchaient de l'or.

Ce littoral Ouest-africain, dans le Ghana actuel, avait retrouvé sa vocation d'antan, non du fait de cette prospection artisanale, dont les habitants reconnaissaient volontiers qu'elle est illégale, mais parce que l'or est redevenu un pilier central de l'économie nationale, même si les simples quidams

n'en arborent plus dans les mêmes proportions. Désormais, les mines du pays sont une source majeure d'emplois dans cette région : par exemple, mon beau-frère, Ngamah, est ingénieur pour une multinationale aurifère, à Nsuta, une mine située à l'intérieur des terres, à une heure de route.

En fait, l'or n'a jamais vraiment décliné dans la région. Sa production n'a jamais cessé et, comme en témoigne la présence de l'entreprise qui emploie Ngamah, les Européens n'ont jamais relâché leurs efforts. Mais en un laps de temps remarquablement court, à partir du milieu du XVII^e siècle, l'or fut éclipsé par une autre marchandise, qui allait changer le cours de l'économie mondiale plus profondément encore que l'or lui-même : la traite transatlantique des Noirs.

Lorsque la traite des esclaves commença à prendre de l'ampleur, dans la première moitié du XVI^e siècle, l'essentiel des captifs provenait d'une région que les Européens appelaient le Cap-Vert, qui comprend l'île du même nom, mais qui s'étend aussi des brousses parsemées de baobabs du Sénégal et de la Gambie jusqu'à la Guinée-Bissau et aux forêts tropicales de la Sierra Leone avec leurs étendues marécageuses. Ce choix répondait dans une large mesure à des considérations pratiques, puisque cette région était la partie de la côte Ouest-africaine la plus proche des deux autres continents concernés par la traite. Ainsi, la Haute-Guinée, comme on appelle aussi cette région, fut la première de toute l'Afrique subsaharienne à être associée au monde atlantique émergent. Certains historiens sont allés jusqu'à la qualifier de véritable berceau de l'économie atlantique³.

Le commerce européen des esclaves qui commença au compte-gouttes à partir du milieu du XV^e siècle partait surtout des îles du Cap-Vert. Cette nouvelle colonie obtint de la couronne portugaise en 1466 sa première charte d'esclavage⁴, dix ans avant que le reste de la côte Ouest-africaine ne fasse l'objet d'une véritable exploration, ce qui attira presque illico des personnes de divers pays venues chercher fortune grâce au commerce avec l'Afrique.

L'avalanche d'or espérée par le Portugal ne s'est jamais concrétisée en Haute-Guinée. Toutefois, comme amorce au commerce des esclaves, les îles du Cap-Vert et la Haute-Guinée allaient remplir plusieurs critères convergents pour Lisbonne. Le premier d'entre eux était le besoin désespéré de main-d'œuvre au Portugal même, car le pays se remettait à peine d'un épisode majeur de peste noire survenu un siècle plus tôt. Au début du XV^e siècle, la population de Lisbonne, qui comptait environ cent mille habitants⁵, était composée à dix pour cent de Noirs, un quart de la population d'origine africaine du pays. Nicolas Clénard, un Belge en voyage au Portugal à cette époque, a écrit : « À Evora, c'était comme si j'étais entré dans une cité des Enfers, tant je ne cessais de croiser des Noirs, une race que je déteste⁶. » En 1472, le parlement portugais adressa une pétition au roi Alphonse V, « l'Africain », en lui demandant d'interdire l'exportation des esclaves noirs du royaume vers d'autres pays, en particulier vers l'Espagne, où se trouvait un marché tout aussi lucratif d'Africains⁷. Voici leur argumentation : « la raison en est, Sire, que les esclaves constituent une grande part de la population de vos royaumes, et qu'ils permettent de créer de nouvelles terres, en défrichant des bois et en asséchant des marécages, entre autres avantages. Et comme ces peuples d'Afrique se sont soumis, il vaudra mieux qu'ils se soumettent à votre royaume que de voir des étrangers profiter [des terres de Guinée], pour lesquelles ils n'ont pas versé de sang⁸. »

En fait, le défi le plus urgent et le plus constant pour la Couronne était alors d'assurer le contrôle d'une activité aussi lucrative. À cette fin, Lisbonne instaura des lois et des codes de plus en plus restrictifs visant à réglementer le commerce sur le continent africain. Bientôt, le fait d'aller en Afrique sans autorisation devint un crime de première gravité, en vertu d'une loi stipulant que « personne, quel que soit son rang ou sa position, ne doit fréquenter les Noirs, sous peine de mort⁹ ».

Au début du XVI^e siècle, un récit de l'explorateur et commerçant portugais Duarte Pacheco Pereira indiquait que trois mille cinq cents esclaves étaient achetés chaque année sur les côtes de Haute-Guinée¹⁰. Quelques années plus tôt, en 1497, après avoir visité le Cap-Vert, Christophe Colomb écrivait aux Rois catholiques d'Espagne, Ferdinand et Isabelle : « Ces derniers jours, lorsque je suis allé au Cap-Vert, où les gens font grand commerce d'esclaves et où il y a d'incessantes allées et venues de navires qui en apportent ou partent en chercher, j'ai noté que même les esclaves les moins chers et en état déplorable étaient vendus pour 8 000 maravedis¹¹. »

Pour des raisons que les Portugais ne comprirent sans doute pas totalement à l'époque et qu'ils ne pouvaient prévoir, la région de Haute-Guinée constituait le terrain idéal pour établir un commerce

transcontinental d'esclaves. En effet, elle était déjà devenue une sorte de « zone de diffraction » au cours des deux siècles précédents, lorsque le Kaabu, un empire malinké, s'était étendu vers la côte, à la fois vers l'ouest et vers le sud, à partir de son centre situé dans le sud-ouest du Mali actuel, en se heurtant à d'autres royaumes qui se trouvaient sur son chemin, créant par là même une « bousculade entre peuples¹² », pour citer l'expression de Walter Rodney. « En effet, la Haute-Guinée dans son entier offrait de nombreuses possibilités de conflits entre groupes ethniques, avec des conflits ciblés pour se procurer des esclaves destinés à l'exportation¹³. » L'aggravation des conflits fut souvent synonyme d'expansion du marché des esclaves, un commerce qui avait longtemps été orienté vers les marchés islamiques, dont les principaux débouchés se trouvaient à l'extrême nord du désert du Sahara et au Proche-Orient. On peut raisonnablement penser que les Africains, qui avaient déjà l'habitude de vendre comme esclaves des membres d'ethnies rivales par l'intermédiaire de tels circuits, n'avaient pas de problèmes pour faire affaire avec les nouveaux arrivants venus d'Europe.

Quand d'autres nations européennes se lancèrent dans le commerce d'esclaves africains, la concurrence de plus en plus rude, alliée à d'autres facteurs que nous examinerons, forcèrent les Portugais à pousser de plus en plus loin le long de la côte africaine jusqu'à atteindre la région du Kongo et de l'Angola, où ils se mirent bientôt à acquérir des esclaves en plus grand nombre qu'auparavant. D'autres, en particulier les Néerlandais et les Anglais, se concentrèrent sur Elmina et sur la partie de la côte qui s'étend vers l'est jusqu'à l'actuel Nigeria, qui vit aussi la traite des esclaves prendre un essor phénoménal.

Chapitre 23

N EGROS SEGUROS

Au travers de l'exploitation ignoble et pluriséculaire des Africains, le complexe de plantation fut la principale source de richesse dans le Nouveau Monde et, *de facto*, de l'essor de l'Occident. Comme nous l'avons vu, ce sont, bien plus que l'argent ou l'or, les denrées agricoles produites par des Noirs travaillant dans des conditions épouvantables qui ont propulsé l'Atlantique Nord sur une orbite nouvelle et lui ont donné l'ascendant pour toute la période moderne.

Mais avant de nous tourner vers les régions de l'Afrique subsaharienne qui ont fourni la plus grande partie des captifs sans lesquels tout cela eût été impossible, il est important d'explorer de prime abord comment les Noirs réduits en esclavage sont devenus la marchandise dominante du Nouveau Monde. Cela ne manquera pas de surprendre de nombreux lecteurs, mais c'est une histoire dont les premiers épisodes impliquent tout autant les nouvelles conquêtes de l'Espagne que les économies de plantation du Portugal ou de l'Angleterre.

Le premier Noir à arriver aux Amériques, Alonso Prieto¹, a débarqué en 1493, libre, sur un navire espagnol, lors de la deuxième expédition de Christophe Colomb. En 1501, l'esclavage des Africains avait commencé à se répandre dans le Nouveau Monde², en commençant par la colonie fondée par Christophe Colomb, Hispaniola. Près d'un quart de siècle s'écoula avant la première expédition directe d'esclaves en provenance d'Afrique, via São Tomé.

Au XVI^e siècle, environ deux cent soixante-dix-sept mille Africains enchaînés ont traversé l'Atlantique³, dont près de quatre-vingt-dix pour cent à destination des territoires américains nouvellement conquis par l'Espagne, au premier rang desquels Carthagène, la Nouvelle-Espagne et Veracruz. Sur le long terme, ce trafic d'êtres humains s'est soldé par le déplacement de deux millions soixante-dix-mille personnes dans les Amériques espagnoles⁴, soit en provenance directe d'Afrique, soit par le biais d'un commerce intra-américain très dynamique, à partir de lieux tels que l'île de Curaçao, sous contrôle des Néerlandais, ou la Jamaïque anglaise. Les Amériques espagnoles sont ainsi devenues la deuxième zone de migration permanente forcée des Africains, après le Brésil, loin devant les Caraïbes britanniques ou françaises. Paradoxalement, il s'y est pratiqué un trafic d'esclaves très supérieur à la zone géographique pour laquelle on a le plus grand nombre d'archives : les colonies anglaises qui devinrent plus tard les États-Unis. Il n'y a pas d'autre région du Nouveau Monde où la traite des Africains a été aussi peu étudiée ; nulle part ailleurs on n'a assisté à un effacement historique des Noirs aussi total et aussi scandaleux. Pourtant, les

données disponibles montrent que le rôle des Africains fut tout aussi indispensable à la rentabilité de l'Amérique latine hispanique que pour les autres grandes puissances coloniales européennes de l'hémisphère⁵.

Face à la Grande Extinction des peuples autochtones, les Espagnols ont rapidement saisi l'urgence de disposer d'une main-d'œuvre stable pour faire tourner leurs nouvelles colonies. En 1517, le frère dominicain Bartolomé de las Casas avait déjà exhorté le pouvoir espagnol à envoyer des Noirs à Hispaniola afin de soulager et de remplacer la population autochtone, dont la chute démographique était très marquée. Le plaidoyer de Las Casas et d'autres finit par aboutir à l'abolition de la traite des Indiens dans l'ensemble des Amériques espagnoles en 1542. Même si cette interdiction n'a été que partiellement respectée, elle fit comprendre à la monarchie espagnole le besoin impérieux de main-d'œuvre africaine pour cultiver les terres nouvellement conquises.

Les Africains réduits en esclavage en Haute-Guinée se mirent à affluer en Nouvelle-Espagne afin de contribuer, par leur labeur exténuant, à produire la source de richesse la plus connue de cette colonie : ses mines d'argent. Cependant, les Noirs furent affectés à deux tâches tout aussi essentielles, et généralement oubliées quand on évoque la colonisation européenne du Nouveau Monde. Il s'agit des fabriques de chaussures, de vêtements et d'autres biens destinés aux colons et aux esclaves, ainsi que des vastes plantations sucrières du Mexique. En 1645, alors que le sucre commençait à se développer à la Barbade, la Compagnie de Jésus, l'un des principaux producteurs esclavagistes de sucre, se vantait de posséder deux plantations dans l'archevêché de Puebla, à raison de 1,5 million de livres de ce produit par an⁶. En 1542, Hernán Cortés, l'Espagnol à la tête de l'expédition de 1519 qui vainquit l'Empire aztèque en plaçant la majeure partie du Mexique sous la domination de la Castille, avait engagé cinq cents esclaves africains pour travailler dans sa sucrerie près d'Oaxaca, *a priori* la première plantation de ce type en Nouvelle-Espagne. L'autre forme d'emploi à grande échelle des esclaves africains était la fabrication de tissu et d'autres produits manufacturés dans des ateliers aux conditions de travail iniques semblables aux *sweatshops* d'aujourd'hui. En effet, l'Espagne n'était pas en mesure de fournir à la colonie suffisamment de vêtements, de chaussures, d'articles en cuir ainsi que bien d'autres articles de première nécessité. Ces premières *obras*, ou usines, étaient concentrées dans les zones urbaines, où les Noirs du Mexique vivaient en grand nombre au XVI^e siècle. Par exemple, Vázquez de Espinosa se rendit à Mexico en 1612 et indiqua que cinquante mille Noirs et métis y vivaient, ainsi que quatre-vingt mille Indiens et quinze mille Espagnols⁷. En 1600, la population de Potosí, en Bolivie, était équivalente à celle de Londres ou de Tokyo⁸. Au tournant du XVIII^e siècle, l'Amérique espagnole comptait une demi-douzaine de villes plus grandes que les plus grandes villes dans les colonies anglaises d'Amérique, Mexico et Guanajuato en tête, nombre d'entre elles regorgeant de Noirs.

Avant l'abolition de l'esclavage des Indiens, les Africains pouvaient être jusqu'à dix fois plus chers que les autochtones du Mexique⁹. Cette énorme différence de prix se reflétait dans l'exploitation des membres de ces deux groupes. Certes, ces deux populations étaient toutes deux maltraitées, mais comme Colin A. Palmer l'a dit au sujet du travail sur les plantations dans *Slaves of the White God* (Les esclaves du Dieu blanc) : « Alors que la plupart des Indiens avaient une journée de travail de dix heures (entre huit heures du matin et six heures du soir), les esclaves noirs travaillaient souvent de trois heures du matin à onze heures du soir, soit un total de vingt heures¹⁰. » Contrairement à leurs homologues, les esclaves noirs devaient aussi travailler par roulement.

Les chercheurs n'ont accordé que peu d'attention à la place du Mexique dans l'histoire du sucre au début de l'ère moderne, peut-être en raison de la prédominance grandissante de l'extraction minière au détriment des cultures sucrières. Malgré tout, ces brigades noires travaillant par roulement ressemblaient à s'y méprendre aux « ateliers » des plantations de la Barbade, qu'elles devançaient d'un bon siècle.

Alors que la disparition de la population indigène du Mexique s'accélérait, les autorités coloniales prirent conscience de l'importance de la main-d'œuvre noire qui, bien que numériquement faible par rapport à la main-d'œuvre indienne, « constituait la base sur laquelle reposait toute la structure du travail »¹¹. Elles réclamaient donc sans cesse une augmentation du nombre de Noirs. Deux décennies après l'abolition de l'esclavage indien, le *cabildo*, ou conseil administratif, de la ville de Mexico écrivait à la couronne espagnole : « Depuis qu'on nous a subitement retiré le recours à

l'emploi des Indiens [...] il y a un grand besoin de main-d'œuvre dans les haciendas, les mines, les raffineries de sucre, les fermes et les autres activités du pays, et il n'est d'autre remède que d'apporter ici des Noirs en grand nombre.¹² » Balayant les inquiétudes ponctuelles du pape au sujet du commerce grandissant des esclaves africains, le roi d'Espagne, Charles II, commanda un rapport sur la main-d'œuvre dans les Amériques espagnoles, dont les conclusions furent que, sans commerce d'esclaves, « les propriétés foncières, dont les esclaves noirs sont la principale richesse, seraient en perdition, et l'Amérique serait confrontée à une ruine absolue¹³ ».

La richesse des Amériques espagnoles à cette époque dépendait des Noirs bien au-delà de leur rôle dans l'exploitation des mines, la production de sucre ou la fabrication industrielle encore balbutiante de textiles. Près de la moitié de l'or que l'Espagne allait tirer du Nouveau Monde provenait du Royaume de Nouvelle-Grenade¹⁴, ainsi qu'on appelait alors la Colombie, le Panama et le Venezuela actuels, et ce secteur devait une grande partie de sa production au travail obligatoire des Noirs. L'empire colonial espagnol encore en gestation tira également profit de fortes synergies régionales, tout comme celles que nous avons observées entre l'Angleterre, ses terres sucrières aux Antilles et les jeunes colonies de l'Amérique du Nord continentale. Tout comme en Bolivie pour Potosí, les plaines mexicaines, par exemple, apportèrent, grâce au travail des Noirs qui étaient employés dans les cultures, les denrées alimentaires et les biens d'usage quotidien sans lesquels l'industrie minière et même la vie quotidienne eussent été impossibles dans des régions comme Zacatecas et Guanajuato, où se trouvaient des mines d'argent.

Certains historiens affirment aujourd'hui que même en élargissant, si tardivement que ce soit, la perspective, on ne rend pas assez précisément compte de la nature fondamentale de l'apport des Africains à la constitution d'un royaume espagnol pérenne dans le Nouveau Monde. Comme le public imagine que l'Amérique espagnole des débuts était peuplée de *conquistadores* et de colons blancs, on sait rarement que, contrairement aux colonies anglaises et même françaises qui allaient imiter leur exemple, on y eut très peu recours aux serviteurs européens, qu'ils soient volontaires ou engagés. Pendant un peu plus d'un siècle, dans de nombreuses régions des Caraïbes, les Noirs et les métis, ou « mulâtres », étaient plus nombreux que les colons blancs, que ce soit dans des avant-postes importants comme Carthagène, La Havane, Veracruz et Saint-Domingue, ou de vastes territoires ruraux, où les personnes d'ascendance africaine, y compris les esclaves, mais aussi les Noirs libres servaient de socle à toute l'activité économique et occupaient la terre. Là, leur existence fut celle de « colons de substitution¹⁵ », pour reprendre l'expression de David Wheat, spécialiste de la sphère ibérique atlantique à l'époque de la première modernité ; par leur présence même, ils venaient conforter les revendications espagnoles de souveraineté, qui, sans eux, eussent été bien minces, voire inapplicables.

En 1598, cette dure réalité poussa le gouverneur de Carthagène à s'indigner : « Dans ce pays [...], les Espagnols ne fournissent aucun service, en particulier pour ce qui est des occupations inférieures indispensables à la tenue d'un ménage. Les employés sont tous des Noirs.¹⁶ » Cette réalité, comme l'a écrit Wheat dans *Atlantic Africa and the Spanish Caribbean* (L'Afrique atlantique et la Caraïbe espagnole), « venait perturber la notion même de colonisation européenne des Amériques¹⁷ ».

Wheat n'est pas le seul à l'avoir noté, les Noirs servirent souvent d'éclaireurs pour les conquistadores espagnols, avant d'aider à défendre les territoires espagnols contre les Anglais et contre d'autres intrus. Ces missions commencèrent dès les premières incursions de la Castille dans le Nouveau Monde. En 1502, Nicolás de Ovando, depuis peu gouverneur d'Hispaniola, fit venir d'Espagne un certain nombre de Noirs, à la fois pour travailler et pour aider à surveiller les autochtones. Au début de la colonisation d'Hispaniola, l'Espagne appelait certains esclaves des *negros seguros*, ou « Noirs de confiance » ; elle leur fournit des armes afin qu'ils l'aident face à la révolte des indigènes Taïno, une méthode également mise en œuvre par les Portugais au Brésil, et ultérieurement par d'autres colons européens dans le Nouveau Monde¹⁸.

Lors de la conquête de Porto Rico, en 1508, Ponce de Léon employa des soldats africains. En lançant dans la bataille de « nombreux esclaves noirs¹⁹ », Diego Velázquez imita cette tactique lors de la conquête de Cuba, trois ans plus tard. Il y avait beaucoup d'esclaves africains lors de l'expédition espagnole de 1526 dans les Carolines²⁰, en Basse-Californie dans les années 1530, et lors de la tentative avortée d'Hernando de Soto pour prendre le contrôle de la Floride, en 1539. Ce sont les

Noirs qui rendirent possible la première colonie européenne sur le continent américain, au Panama. Avec l'aide de trente autres esclaves, Nuño de Olano, un conquistador noir réduit en esclavage, aida Vasco Núñez de Balboa à construire une flotte de trente navires sur la côte pacifique du Panama²¹ ; en 1534, un contingent de deux cents Africains escorta Pedro de Alvarado au Pérou²², où il découvrit que Pizarro l'avait déjà conquis... et qu'il y employait lui aussi de nombreux esclaves.

On sait que Sir Francis Drake s'allia à des *cimarrones* (marrons) et à des pirates huguenots français pour attaquer Nombre de Dios, sur la côte caraïbe du Panama espagnol, au début des années 1570²³, et s'empara d'un butin de 40 000 livres sterling en or, en argent et en perles. Cependant, lorsqu'il tenta d'envahir une seconde fois la Tierra Firme, selon le nom donné alors à l'isthme, en 1596, l'un de ses officiers fut abattu, alors qu'il cherchait à puiser de l'eau, par Pedro Yalonga, un esclave resté loyal aux Espagnols. Cette fois-là, les esclaves et les Noirs libres, alliés aux Espagnols, combattirent les hommes de Drake et les empêchèrent de s'emparer de Panama City. Yalonga s'appuya ultérieurement sur les services rendus pour demander au gouvernement local sa manumission, qu'il obtint²⁴.

L'histoire n'a malheureusement pas retenu les noms de la plupart des Noirs impliqués dans ce genre d'épisodes. Il faut toutefois insister sur une autre histoire, qui est heureusement associée à un nom, celui de Juan Garrido. Né au royaume de Kongo dans les années 1470, Garrido arriva au Portugal dans son jeune âge, sans qu'on sache s'il était esclave ou non. Plus tard, il se rendit en Espagne, où il se convertit officiellement au catholicisme. En 1502, il arriva à Saint-Domingue dans le cadre d'une expédition espagnole. De là, Garrido, dont le nom d'adoption signifie « beau », participa à l'invasion de Porto Rico et de Cuba avant de rejoindre les troupes d'Hernán Cortés lors de la prise du Mexique²⁵.

Garrido vécut librement parmi les Blancs à Mexico ; y ayant pris femme, il eut trois enfants. C'est à lui qu'on devrait l'introduction de la culture du blé, une culture du Vieux Monde, dans les Amériques. Dans sa requête de 1538 pour voir reconnaître ses mérites après trois décennies de loyaux services à la Couronne, il écrivit :

Moi, Juan Garrido, noir de peau, résidant dans cette ville [Mexique], je me présente à Votre Seigneurie et atteste avoir requise une preuve de ma fidélité au roi, par ce rapport sur la manière dont j'ai servi Votre Majesté dans la conquête et la pacification de la Nouvelle Espagne, depuis l'époque où le marquis del Valle [Cortés] y est entré, et sans recevoir ni salaire, ni serviteurs indigènes, ni quoi que ce soit d'autre. Vu que je suis marié et habitant de cette ville, où j'ai toujours vécu ; vu que je suis allé découvrir et pacifier les îles de San Juan de Buriquén de Puerto Rico ; vu que je suis allé pacifier et conquérir l'île de Cuba avec l'*adelantado* Diego Velázquez : de toutes ces façons pendant trente ans j'ai servi et continue de servir Votre Majesté ; aussi, pour les raisons énoncées ci-dessus, fais-je requête à Votre Seigneurie. Et aussi vu que j'ai été le premier à avoir l'idée de semer du blé ici, en Nouvelle-Espagne, et de voir s'il prenait ; cette expérience, je l'ai menée à mes frais personnels²⁶.

Ce cas concret permet de mieux comprendre l'importance, largement sous-estimée, des Noirs en Amérique latine, et le rôle central de ces hommes et de ces femmes dans la formation du monde atlantique.

Chapitre 24

LA RUÉE VERS LES ESCLAVES

La dernière fois que nous avons mentionné les activités des Néerlandais en Afrique de l'Ouest, ils venaient de reprendre Elmina au Portugal, en 1637, après des années de tentatives infructueuses, et c'est à partir de cette place forte qu'ils établirent bientôt un nouveau siège pour la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales, ainsi que des échanges lucratifs autour du commerce de l'or. En 1642, les Néerlandais évincèrent les Portugais de leurs derniers avant-postes le long de la côte, des forteresses plus petites comme celle d'Axim. Les Néerlandais avaient commencé à s'emparer de la majorité des exportations d'or de la région bien avant cette date, en grande partie grâce à des marchandises de meilleure qualité. Avec leur flotte plus importante et plus performante, ils pouvaient également vendre à moindre prix leurs marchandises aux élites locales désireuses de

posséder des objets de luxe exotiques. Cependant, ce récit, si clair soit-il, ne tient pas compte d'une rivalité plus complexe qui débuta bien avant que les Néerlandais ne s'emparent d'Elmina. Pendant plus d'un siècle, la Côte-de-l'Or avait été dans le viseur d'aventuriers venus de bien d'autres pays d'Europe : tous cherchaient à se tailler une part du commerce de l'or dont le Portugal revendiquait les droits depuis le traité de Tordesillas, en 1494. En 1542, par exemple, un navire français acquit la somme considérable de mille onces d'or non loin d'Elmina ; une dizaine d'années plus tard, des navires anglais commencèrent à caboter au large de la Côte de l'Or afin de se livrer à des échanges au coup par coup sans risquer d'être interceptés par les Portugais.

Les efforts des Néerlandais pour s'emparer d'Elmina avaient commencé pour de bon en 1593, après le retour au pays d'un compatriote emprisonné à São Tomé après avoir obtenu des informations précieuses sur les ressources aurifères ouest-africaines et avoir lancé une expédition commerciale¹. En 1600, la première compagnie ayant pour mission explicite de se livrer au commerce de l'or en Afrique fut créée à Amsterdam ; elle demanda immédiatement sa protection au Parlement pour ses voyages. Dès avant 1610, les Hollandais envoyaient en moyenne vingt navires par an commercer sur la Côte-de-l'Or², où le rendement annuel avoisinait deux mille livres d'or, un apport de prime importance pendant l'âge d'or néerlandais. Au début du XVII^e siècle, l'or de la Côte-de-l'Or représentait un dixième des échanges mondiaux³. Lorsque les Néerlandais commencèrent à être en position de domination dans ce secteur, leurs ressources africaines étaient si importantes qu'elles représentaient la quasi-totalité du numéraire des Provinces-Unies, selon le nom donné alors aux Pays-Bas⁴. Le long de la côte, les marchands néerlandais échangeaient chaque année « 180 000 mètres de lin, 40 000 livres de bassines, bouilloires et autres objets en cuivre, 100 000 livres de perles, ainsi que des couvertures et d'autres marchandises⁵ ». À titre de comparaison, les Portugais fondaient encore une grande partie de leurs échanges, au début du XVI^e siècle, sur les manilhas en cuivre.

Ces nouvelles stratégies furent lourdes de conséquences économiques, car elles contribuèrent à renforcer la modernisation des industries hollandaises, les textiles créant beaucoup plus de valeur ajoutée que le commerce portugais d'articles en métal plutôt rudimentaires. Dans les années 1640, le commerce de tissu avec la Côte-de-l'Or joua un rôle important dans la croissance spectaculaire de l'industrie textile néerlandaise⁶, après la lourde crise qui l'avait affectée au siècle précédent ; sa production était pratiquement tombée à zéro en 1580.

L'afflux de tissu néerlandais sur les marchés de la Côte-de-l'Or eut des conséquences tout aussi profondes et durables sur l'économie et la société de la région. Face à cet afflux et à la baisse des prix, les textiles locaux disparurent progressivement du marché, laissant la Côte-de-l'Or de plus en plus dépendante de l'exportation de ressources naturelles brutes. À l'origine, il s'agissait de l'or, une monnaie d'échange reconnue dans le monde entier. Mais à partir du milieu du XVII^e siècle les sociétés africaines eurent, pour financer leur commerce extérieur, de plus en plus recours aux esclaves, qui avaient déjà fait leurs preuves pour produire des marchandises rentables dans le Nouveau Monde.

À chaque fois, en échange de leurs « marchandises », les sociétés commerciales de la Côte-de-l'Or se trouvaient forcées d'accepter des articles de valeur éphémère ou décroissante contre des marchandises d'une valeur quasi universelle comme de l'or, ou des esclaves, c'est-à-dire des êtres humains synonymes d'une productivité considérable. Les marchandises européennes allaient des tissus aux objets en métal de première utilité, comme les bassines utilisées pour la cuisine, l'hygiène et le rangement, mais aussi des cauris. Les Néerlandais ajoutèrent bientôt d'autres biens de consommation, comme le rhum et le tabac du Nouveau Monde, et également des armes à feu⁷. D'un point de vue strictement commercial, les chefs africains étaient souvent des commerçants sagaces, et capables, comme on le verra, de tenir compte de leur connaissance du marché pour faire les meilleures affaires ; cependant, comme tout économiste moderne peut le constater, la nature même de ces échanges a progressivement et fatalement modifié l'équilibre commercial au détriment du continent africain.

En s'emparant d'Elmina, les Provinces-Unies firent leur la revendication de souveraineté de Lisbonne sur le monde africain de la façade atlantique. Il s'agissait à la fois d'accéder à de riches ressources – l'or, une fois encore, et bientôt les esclaves – et d'attaquer le Portugal là où il était le plus vulnérable, afin de se venger de la guerre de l'Espagne contre elles⁸. Toutefois,

alors que l'emprise commerciale et diplomatique du Portugal sur cette région s'était maintenue pendant environ un siècle et demi, les Provinces-Unies furent d'emblée confrontées à des attaques contre leur souveraineté, en particulier de la part d'une Grande-Bretagne en pleine ascension. Par rapport aux Portugais et même aux Néerlandais, elle s'était montrée timide dans le contexte de ce commerce, se contentant d'actes de piraterie irréguliers sans soutien étatique cohérent pendant la majeure partie du XVI^e siècle. Cette situation s'explique en partie par le fait que l'Angleterre était en proie à une grande instabilité religieuse après la conversion d'Henri VIII au protestantisme dans les années 1530, mais aussi par sa relative pauvreté en comparaison de ses rivales principales, l'Espagne et la France. La conquête impérialiste s'était largement concentrée sur le contrôle de l'Irlande. Cependant, au cours de la période élisabéthaine, à partir de 1558, Londres fut de plus en plus attentive à ne pas se laisser distancer par les puissances européennes dans la quête de nouveaux territoires et de nouvelles sources de richesse, dans le contexte de la constitution des premiers Empires. La reine Élisabeth et son entourage aristocratique eurent pour principal objectif de contester l'hégémonie espagnole en Europe et aux Amériques, dans une double optique d'enrichissement et de lutte contre le catholicisme. Sa politique s'appuyait sur un mélange de protestantisme, de nationalisme belliqueux et de piraterie, à tel point qu'il n'était guère aisé de distinguer duquel de ces éléments relevait telle ou telle décision. Comme l'a écrit un spécialiste de cette période, « c'est la participation de la noblesse [élisabéthaine] qui métamorphosa le cabotage sur la Manche des années précédentes pour faire naître les périples lointains des années 1670 et 1680, en mêlant du même coup les ambitions des pilleurs et des commerçants⁹ ». À l'apogée de la période 1585-1603, c'est un millier de navires espagnols et portugais qui tombèrent sous les assauts des pirates anglais¹⁰.

En 1583, le ministre le plus important de la reine Élisabeth, Sir Francis Walsingham, mandata Richard Hakluyt, un jeune clerc d'Oxford, comme ambassadeur à Paris pour trouver des moyens d'établir des colonies anglaises à l'étranger¹¹. Hakluyt allait devenir l'un des principaux instigateurs de l'Empire britannique à ses débuts, en commençant par la Virginie. L'intérêt de l'Angleterre pour l'Afrique de l'Ouest remontait à plus loin¹², car la reine commença à soutenir les expéditions dès 1561, en prêtant des navires royaux, en investissant ses propres fonds et en engrangeant directement une part des bénéfices. La plupart de ces voyages étaient menés par des aventuriers corsaires comme John Hawkins, qui atteignit l'Afrique de l'Ouest en 1562 et qui, selon le récit de Hakluyt, « prit possession, en partie par l'épée et en partie par d'autres moyens, d'un nombre d'au moins trois cents Noirs¹³ ». Il vendit ces esclaves sur l'île espagnole d'Hispaniola après avoir traversé l'Atlantique. Là, Hawkins « se débarrassa de la totalité de ses Noirs, contre lesquels il reçut une telle quantité de marchandises qu'il ne se contenta pas de charger ses trois navires de peaux, de gingembre, de sucre et de perles de culture, mais qu'il chargea également deux autres navires de peaux et d'autres marchandises similaires¹⁴ ». Les écrits de Hakluyt et les récits d'aventures de personnages tels que Hawkins et Sir Walter Raleigh ont également nourri une grande partie de la littérature populaire de l'époque¹⁵, en rendant sensibles pour le grand public les thèmes de l'exploration, de la navigation, de la conquête, de l'émigration et du colonialisme de peuplement.

Lors de la création de la Compagnie des marchands aventuriers de Londres, en 1631, l'idée était en grande partie de concurrencer les Néerlandais, dont la prospérité grandissante devait beaucoup à la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales, déjà en activité depuis une décennie. Malgré un « monopole » sur le commerce avec l'Afrique entre le cap Blanc et le cap de Bonne-Espérance pour une période de trente ans, la Compagnie des marchands aventuriers ne rapporta d'abord que peu d'or par rapport à ses concurrents néerlandais, au point de s'attirer les critiques du Parlement pour n'avoir pas réussi à localiser les sources de production du précieux métal, dont les Anglais espéraient apparemment s'emparer.

Dans les années 1660, la Compagnie des aventuriers royaux d'Afrique, brièvement évoquée dans la troisième partie, succéda à cette première société. Il lui fut accordé, dans un bel élan d'optimisme, un monopole sur le commerce africain de l'Angleterre pour une période de mille ans, mais ses activités furent sérieusement mises à mal par la deuxième guerre anglo-néerlandaise de 1664-1665 et, en 1672, une autre entité dotée d'une charte similaire lui succéda : la Royal African Company. Or le milieu du XVII^e siècle fut le moment précis où le complexe des plantations de canne à sucre à la Barbade prit son essor en créant un besoin impérieux d'esclaves africains dans les Caraïbes

anglaises. Au cours de la première moitié du siècle, sur trente-quatre mille sept cent vingt-cinq Africains embarqués sur des navires négriers pour être vendus dans les Caraïbes anglaises, quatre-vingt-quinze pour cent étaient destinés à la Barbade. Dans la seconde moitié du siècle, ce nombre avait été multiplié par dix, cinquante-cinq pour cent du trafic étant à destination de la Barbade. Le besoin d'esclaves devint bientôt si pressant qu'en 1698 le monopole millénaire de la Royal African Company fut abrogé et le commerce des esclaves vers le Nouveau Monde, ouvert à tous à condition de s'acquitter d'une taxe de dix pour cent destinée à couvrir les coûts d'entretien et de défense des forts et des comptoirs commerciaux britanniques en Afrique de l'Ouest¹⁶. Quelques années plus tard, la demande et les bénéfices tirés du commerce des esclaves continuant d'augmenter, parallèlement à l'essor de l'industrie sucrière dans les Caraïbes, cette taxe fut supprimée, ce qui ouvrit *de facto* la voie à un commerce illimité¹⁷ : on peut attribuer cette décision à la fois au lobby des planteurs (le « West India Interest ») et à un vigoureux groupe de pression en faveur du libre-échange en Angleterre. Poussée par des motifs similaires, la France fit de même en 1701, en mettant fin au monopole du commerce des esclaves dont jouissait sa Compagnie de Guinée (et ensuite son successeur, la Compagnie des Indes), en échange du paiement d'une taxe pour chaque Africain vendu par des marchands travaillant à leur compte.

Le XVII^e siècle vit de farouches combats entre les États européens pour la construction et le contrôle des forts commerciaux le long de la côte de ce qui est aujourd'hui le Ghana ; même des nations dont peu de gens se rappellent aujourd'hui qu'elles ont été impliquées dans l'histoire de l'Afrique de l'Ouest s'impliquèrent, notamment le Danemark et le Brandebourg-Prusse. Le fort principal était celui de Cape Coast, construit par la Suède en 1653. Les Anglais s'en emparèrent en 1664, puis l'agrandirent et le fortifièrent considérablement. Le fait qu'il soit situé à seulement dix kilomètres d'Elmina, occupée et exploitée avec grand profit depuis vingt-sept ans par les Néerlandais montre clairement que l'Angleterre voulait ravir aux Provinces-Unies leur position commerciale dominante dans la région. Au milieu du XVII^e siècle, ces deux puissances ne cessèrent de s'affronter, à tel point que les tensions engendrées par leur lutte pour contrôler les esclaves et l'or firent éclater la deuxième guerre anglo-néerlandaise, de 1664-1665¹⁸.

C'est moins évident, mais le choix de Cape Coast par les Anglais comme site rival d'Elmina témoignait également de la prédominance des Africains par rapport aux Européens dans cette région. Le paysage politique de la côte était composé de petits royaumes et de chefferies, restreints quant à leur population comme à leur territoire, peu d'entre eux dépassant les mille cinq cents kilomètres carrés. Souvent, ils ne comptaient qu'entre trois mille et cinq mille habitants¹⁹. Malgré leur taille modeste, ces entités africaines rechignèrent toujours à céder des parcelles du littoral aux puissances européennes désireuses de commercer sur la côte, et elles avaient les moyens de leurs ambitions : en effet, l'avantage technologique des Européens à l'époque - c'est-à-dire les fusils et les canons - restait plus théorique que réel. La cadence de tir des mousquets à chargement frontal et leur manque de précision, en particulier²⁰, ne permettaient pas d'arrêter des assaillants hardis ; les armées de la Côte-de-l'Or furent le plus souvent de redoutables adversaires.

Outre les questions d'armement et de tactique de combat, les royaumes côtiers firent également exprès de forcer les étrangers à établir leurs positions dans un faible périmètre, car ils avaient compris que les escarmouches entre Européens leur permettraient de mieux les contrôler. David Eltis a fait remarquer que « les Européens ne construisaient de forts qu'avec l'autorisation du souverain africain et à condition de bénéficier d'un traitement de faveur de la part des autorités africaines dans le commerce de l'or ou des esclaves ». « Toutefois, ajoute Eltis, de telles promesses se traduisaient rarement dans les faits. »²¹ Le pouvoir des Africains se voyait aussi renforcé par un système actif de renseignements établi par les autochtones le long de la côte, et qui permettait d'indiquer précisément le type de marchandises transportées par les navires européens à leur arrivée et les prix demandés pour celles-ci. Cela permettait aux populations locales de monter les Européens les uns contre les autres et de négocier en position de force.

Pour les Néerlandais, l'or, qui servait à financer la guerre contre l'Espagne, restait le principal enjeu commercial sur la Côte-de-l'Or. Certes, ils achetaient aussi des esclaves, qu'ils expédiaient depuis Elmina vers les plantations dans le nord-est du Brésil que les Provinces-Unies venaient de prendre au Portugal (alors uni à l'Espagne) en 1630, et qu'elles conservèrent jusqu'en 1654. Pour l'Angleterre, par contre, l'équation s'inversa dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Bien entendu,

les Anglais ne se détournèrent pas de l'or, qu'ils achetaient insatiablement dès qu'il était possible de s'en procurer. D'ailleurs, entre 1674 et 1714, la Royal African Company a frappé 548 327 de ces pièces appelées guinées avec de l'or provenant presque exclusivement de ces régions²². Malgré cette manne, l'Angleterre devint dès 1660 le leader incontesté de la traite des esclaves dans l'Atlantique Nord, une position qu'elle garda jusqu'à l'abolition de la traite, en 1807²³.

C'est en effet à ce moment-là que la Côte-de-l'Or passa du statut de mine d'or à celui de mine d'esclaves dont la main-d'œuvre était devenue très recherchée en Jamaïque et dans le reste des Caraïbes anglaises. Entre 1660 et 1713, période qui a vu le commerce des esclaves africains croître très rapidement, l'Angleterre dépassa largement ses rivaux néerlandais. L'Angleterre a expédié 560 000 captifs d'Afrique vers le Nouveau Monde, contre 205 000 pour les Provinces-Unies. Ce décollage fut particulièrement évident pendant la période de la « ruée vers les esclaves²⁴ », c'est-à-dire les années 1700-1713, au cours desquelles les départs de la Côte-de-l'Or quadruplèrent par rapport aux quatre décennies précédentes, pour atteindre le nombre de 119 552 esclaves. À la suite de cette ruée de l'Angleterre sur l'esclavage, les édifices que les Européens avaient construits le long de cette partie de la côte, à commencer par Elmina, changèrent radicalement, et à tout jamais, de fonction. Fini, les comptoirs fortifiés, les avant-postes destinés au commerce de l'or : ils cédèrent la place aux cachots destinés à enfermer les esclaves, et à ce titre tristement célèbres. Ce ne fut là qu'un des points de transition parmi tant d'autres.

En 1700, la valeur de la production des plantations anglaises – surtout le sucre, mais aussi rhum, tabac, gingembre, indigo et coton – égalait celle du reste de la production du Nouveau Monde sous contrôle européen, toutes marchandises confondues²⁵. À peu près à la même époque, les historiens estiment que la valeur du commerce d'esclaves avait également dépassé celle du commerce de l'or²⁶.

Chapitre 25

DES AFFAIRES AU PARFUM D'ENFER

S'il est facile de comprendre, de façon concrète, pourquoi beaucoup de nations européennes se sont lancées sans ménagement dans « la course aux Africains » au XVII^e siècle, les personnes dotées de sentiments humains seront toujours mal à l'aise en considérant ces décisions du point de vue éthique et moral. Outre cette question qui doit tarauder la civilisation occidentale se dresse une autre énigme troublante : pourquoi les Africains se sont-ils si facilement prêtés à un commerce qui, du moins avec le recul, allait s'avérer si clairement préjudiciable à long terme aux régions mêmes où la traite des esclaves était le plus intense, ainsi qu'à l'ensemble du continent ?

Bien que les détails de ce trafic d'êtres humains aient beaucoup varié selon les régions, certains éléments fondamentaux de cette énigme demeurent. Le premier, c'est le fait que les sociétés africaines concernées aient pratiqué l'esclavage à l'échelle régionale, souvent depuis longtemps. En Afrique – comme c'était le cas à l'époque pré-moderne dans toutes les sociétés du monde – on réduisait en esclavage des rivaux vaincus et traités comme des trophées. La pratique consistant à capturer ou à acheter des esclaves pour les faire travailler à des fins explicitement économiques était également monnaie courante. C'était le cas au XVI^e siècle, tant dans l'Empire songhaï qu'au Kongo, par exemple, où les esclaves travaillaient sur de grands domaines agricoles appartenant à la famille royale et aux élites proches du pouvoir¹. C'était également le cas sur la Côte-de-l'Or, où on se servait des esclaves pour les échanges commerciaux avec des sociétés éloignées, en leur faisant transporter l'or et l'ivoire vers la côte et les marchandises importées vers l'intérieur des terres. Comme on l'a vu, l'omniprésence de la mouche tsé-tsé sur les côtes d'Afrique de l'Ouest et le parasite mortel du trypanosome dont elle était vectrice avaient considérablement réduit la possibilité d'avoir recours à des bêtes de somme.

Au fur et à mesure que les Européens se ruaient vers la Côte-de-l'Or à la recherche du métal qui a donné son nom à la région, la demande en or se mit à dépasser l'offre², qui atteignit son apogée en 1680, avant de décliner progressivement. Mais avant ce revirement, les élites locales, les *abirempon*, étaient depuis longtemps devenues férues de parures étrangères. Celles-ci leur permettaient de s'enrichir et leur conféraient une grande part de leur prestige social³.

Tout en tentant de s'approvisionner en tissus étrangers, en perles vénitiennes, en porcelaine fine, en soie et en divers produits manufacturés, sans oublier des armes à feu toujours plus nombreuses, les Africains vivant le long de la côte comprirent progressivement que les corps noirs étaient la marchandise préférée des Européens. En général, tant que ces captifs provenaient d'États voisins et rivaux, les chefs de ces sociétés disséminées le long de la côte n'éprouvaient que peu de scrupules à les vendre.

Pour comprendre cela, il faut se rappeler qu'à une époque où peu d'Africains s'étaient rendus en Europe et en étaient revenus, et où presque personne n'avait la moindre idée de ce qui attendait les Africains dans le Nouveau Monde, il n'y avait guère de sentiment unifié ni de concept global d'identité africaine. Pour cette raison, on ne peut tenir comme allant de soi la solidarité intra-africaine, certainement pas dans une mesure comparable à l'identité partagée que les Africains et les membres de la diaspora africaine célèbrent largement aujourd'hui⁴. Sur la Côte-de-l'Or, comme en Haute-Guinée, un commerce organisé, antérieur au marché transatlantique, avait depuis belle lurette établi des liens avec l'Afrique soudanaise et la traite d'esclaves dans le Sahara. Mais comme on le verra bientôt, même en Afrique centrale, où il n'y avait guère d'expérience en matière de commerce intercontinental ou avec des sociétés éloignées⁵, les formes déjà établies d'esclavage et les pratiques commerciales associées ont permis aux marchés locaux d'être réactifs dès que la demande européenne se fit plus pressante, au XVI^e siècle.

On a avancé plusieurs hypothèses peu compatibles pour expliquer la forte présence de l'esclavage dans les sociétés africaines, et le débat est loin d'être clos. Selon l'une d'entre elles, la conjonction de vastes territoires et de la très faible densité de population du continent à l'ère pré-moderne a longtemps empêché les dirigeants de constituer de grandes entités politiques centralisées, ce qui empêchait aussi de prélever l'impôt dans des proportions et avec une régularité suffisantes. Le nombre de personnes placées sous les ordres d'un souverain était un traditionnel marqueur clé de la richesse et du pouvoir monarchique dans les sociétés africaines. Mais dans ces conditions des personnes appartenant à un réseau clanique étendu et mécontentes de leur sort pouvaient simplement choisir de partir et de se réinstaller ailleurs⁶. Il était donc difficile pour les chefs d'imposer leur autorité sur des espaces étendus au moyen de mesures répressives. Ils cherchaient plutôt à intégrer les étrangers, y compris les esclaves, dans leurs sociétés. L'assimilation rapide est donc devenue une stratégie politique courante dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest⁷. Dans la pratique, cela consistait à faire des razzias pour enlever des esclaves dans les sociétés voisines, puis à permettre l'intégration de ces derniers dans leur nouvelle culture grâce au mariage, au concubinage ou à la naturalisation des enfants.

D'autres spécialistes ont longtemps soutenu que c'est l'absence du concept de propriété foncière privée, ou du moins de mise en pratique du concept, qui a encouragé, dans de nombreuses sociétés africaines, le commerce d'êtres humains. Les personnes sont ainsi devenues l'une des formes les plus importantes de capital⁸ : c'étaient à la fois des êtres vivants et des biens fongibles. On a déjà vu de quelle façon les esclaves furent utilisés comme capital dans les échanges avec les Européens, un modèle dont la généralisation a peut-être été facilitée par l'idée déjà présente qu'un être humain pouvait avoir valeur de capital. Voici ce qu'en a dit John Thornton :

L'esclavage était très répandu sur la façade atlantique de l'Afrique parce que les esclaves étaient la seule forme de propriété privée génératrice de revenu reconnue par le droit africain. En revanche, dans les systèmes juridiques européens, comme la terre était la principale forme de propriété privée génératrice de revenu, l'esclavage était relativement peu répandu. En effet, en Europe, la propriété foncière était généralement une condition préalable au recours aux esclaves, du moins dans le domaine de l'agriculture. [...] C'est donc l'absence de propriété privée foncière – ou, pour être plus précis, le modèle de la propriété foncière collective – qui explique que l'esclavage ait été aussi omniprésent dans la société africaine⁹.

Bien entendu, les notions européennes profondément ancrées qui mettaient l'accent sur les biens fonciers n'ont pas empêché les sociétés de plantation du Nouveau Monde de traiter les esclaves

africains comme des biens fongibles.

Pour la majeure partie du continent africain, on dispose malheureusement de très peu d'archives sur les pratiques esclavagistes et surtout le volume des échanges pour la période précédant l'arrivée des Portugais et des autres nations européennes. En raison du fort intérêt des Européens pour la Côte-de-l'Or, on sait cependant beaucoup de choses sur les interactions commerciales et politiques entre les élites locales et les étrangers. Pour construire leurs ouvrages fortifiés au bord de la mer et mettre en place une quantité d'échanges à même de justifier leurs efforts, les Européens rivalisèrent toujours davantage, d'abord en versant régulièrement des redevances en échange du droit de s'installer ou d'exploiter leurs avant-postes, puis en ayant massivement recours aux « verroteries » (*dashes*), des présents censés garantir la loyauté commerciale, toujours fragile, des dirigeants locaux dans un environnement politique très fragmenté. Les Européens n'étaient pas au bout de leurs peines. Même après avoir mis en place les échanges, ils furent confrontés à une concurrence commerciale incessante entre eux, dans la mesure où les élites africaines cherchaient, en toute logique, à faire autant de bénéfices que possible.

Pendant que le commerce de l'or était à son apogée, pas moins des deux tiers de toutes les marchandises vendues par les nations européennes en Afrique étaient échangées sur cette bande longue de trois cents kilomètres ; c'était le cas de pas moins de quatre-vingt-cinq pour cent des textiles exportés en Afrique de l'Ouest par la Royal African Company¹⁰. La demande de produits étrangers était si forte qu'aucune puissance européenne n'était en mesure d'y subvenir seule. Comme l'a fait remarquer David Eltis : « Jusque dans les années 1680 et même jusqu'au XIX^e siècle pour certains articles, les Anglais se procuraient les barres de fer, les spiritueux, les textiles divers et les articles de quincaillerie qu'ils commercialisaient en Afrique et aux Amériques auprès de fournisseurs étrangers, pas en Angleterre¹¹. » Sur la Côte-de-l'Or, pour ne citer qu'un exemple, les tissus européens les plus demandés étaient des articles en lin connus sous le nom de *sletias*, un mot qui tire son origine du mot *Silesia*, car ils provenaient de Silésie¹². En d'autres termes, les centres consacrés au commerce d'esclaves sur ce littoral ont eu un impact majeur sur les circuits commerciaux en Europe. Ce processus s'accroissait, mais il était déjà à l'œuvre à partir du XV^e siècle, avec les échanges commerciaux entre le Portugal et l'Afrique, qui ont mis sur orbite les relations entre les deux continents. Dans le cas de la Royal African Company, environ la moitié des marchandises échangées contre des esclaves avant 1698 étaient des produits étrangers achetés auprès d'autres pays européens¹³.

Les voyageurs européens qui arpenterent la Côte-de-l'Or au début des années 1600 furent étonnés de la grande diversité culturelle et linguistique de la région. En 1623, Dierick Ruyters, un marchand néerlandais chevronné, a noté que tous les dix ou douze kilomètres on rencontrait un groupe dont la langue et les coutumes étaient différentes¹⁴. Bien avant le déclin du commerce de l'or, les Européens, poussés par le désir de minimiser les coûts et de maximiser les bénéfices, avaient commencé à nouer des alliances plus durables et plus exclusives avec les entités politiques de la Côte-de-l'Or... des alliances qui, ils le savaient, allaient susciter des conflits entre États africains. En 1612 par exemple, les Néerlandais reçurent une ambassade du roi d'Asebu, venu demander leur aide contre les Portugais¹⁵ ; ces discussions furent bientôt suivies de la construction, par le Parlement néerlandais, d'une forteresse à Asebu.

En fait, dès les premières décennies du XVII^e siècle, certains parlèrent ouvertement de cette stratégie consistant à diviser pour mieux régner, stratégie dont le résultat idéal serait de développer et de renforcer le commerce d'esclaves. Un négociant portugais écrivait par exemple sans ambages : « ils se feront bientôt davantage la guerre, ce qui les obligera à échanger plus d'or pour financer leurs guerres¹⁶ ». Entre penser cela et attiser délibérément les conflits entre sociétés africaines pour favoriser le commerce d'esclaves, il n'y avait qu'un pas qui, comme le montrent de nombreux autres témoignages de l'époque, fut vite franchi. Comme l'a souligné Toby Green, « les agents européens de la Côte notaient qu'avec les guerres il y avait "pénurie d'or mais abondance de Noirs", et ils accrurent les livraisons d'armes pour accélérer le trafic d'esclaves¹⁷ ».

Avec l'Angleterre pour mener la danse, le XVIII^e siècle vit fleurir le commerce des armes dans les zones esclavagistes. Outre qu'elles favorisaient les desseins impériaux grandissants des puissances étrangères, les armes à feu constituaient une source de profit lucrative¹⁸. Le commerce des armes, alimenté en partie par le commerce des esclaves, eut au moins une autre conséquence majeure. Tout

comme l'augmentation de la production et de la qualité des textiles pour répondre à la demande africaine avait stimulé toute l'industrie néerlandaise, l'essor du commerce des armes à feu servit de rampe de lancement à la métallurgie anglaise¹⁹ et, dans la foulée, à l'industrialisation proprement dite.

Alors que les Anglais – entre autres – cherchaient à accroître le commerce d'esclaves en Afrique occidentale et centrale, on se mit à se servir des armes à feu (comme pour le tissu auparavant) comme monnaie d'échange, voire directement dans les transactions commerciales. Elles devinrent aussi un moyen de crédit²⁰ : les Européens livraient des armes à feu aux belligérants, en attendant un paiement ultérieur sous forme d'esclaves capturés. Jadis, les Européens s'étaient montrés réticents à vendre des armes à feu aux Africains, car ils craignaient évidemment que ces derniers ne les utilisent contre eux. Pour réduire les risques, ils ne tardèrent pas à mettre en place des stratégies. Les Anglais commencèrent à vendre aux Africains des armes à feu de mauvaise qualité, usagées ou réparées, et des fusils peu fiables dont la durée de vie moyenne ne dépassait pas un an. Outre que cela limitait le risque que les Africains s'en prennent aux Européens, Priya Satia, historienne spécialiste des armes à feu, a noté que « les transactions commerciales étaient en partie dopées par la nécessité de remplacer régulièrement les armes²¹ ».

De fait, les Africains se mirent à adapter leur tactique militaire à l'utilisation des fusils européens²². En outre, ils en réclamaient souvent, les échangeant contre des esclaves capturés lors de conflits avec d'autres États africains, ce qui se produisit dès la fin du XV^e siècle dans le royaume du Kongo, dont il est question dans les pages qui suivent. Pourtant, tout porte à penser que beaucoup d'Africains avaient deviné le subterfuge consistant à leur vendre des marchandises truquées et que la technologie des armes à feu européennes ne les impressionna guère jusqu'à l'émergence d'armes plus fiables et plus puissantes, en particulier les fusils automatiques au XIX^e siècle. Autrement dit, de nombreuses sociétés africaines continuèrent de privilégier les épées, les lances et les sagaies, ainsi que l'arc et les flèches. C'était le seul choix raisonnable, même quand on pouvait se procurer des armes à feu ou quand on devait combattre des ennemis qui en possédaient.

Chapitre 26

L'EXPANSION DE LA TRAITE DES AFRICAINS DE L'OUEST

Pour évoquer de façon cohérente l'évolution politique de l'Afrique à l'époque où la traite des esclaves s'intensifiait en Amérique, il faut se garder de toute généralisation. Alors que le littoral de la Côte-de-l'Or (peu ou prou le Ghana actuel) était constitué de micro-États sans cesse en conflit, souvent très violents, pour des motifs divers, des alliances matrimoniales au commerce avec les Européens, le milieu du XVII^e siècle a vu monter en puissance l'un des plus grands empires d'Afrique, celui des Ashantis. Cet État, composé de locuteurs de la langue akan, au centre du Ghana, existait avant la traite transatlantique, mais dans une situation de vassalité vis-à-vis d'un autre empire, le royaume de Denkyira. En unifiant les clans et en nouant d'autres alliances, l'Empire ashanti forma un pouvoir centralisé sous la direction d'un roi nommé Osei Tutu. Ce souverain puissant et sagace enchaîna une série impressionnante de victoires militaires contre ses anciens suzerains, les Denkyira, puis contre presque tous les autres micro-États de la sous-région. Grâce à ces victoires, les Ashantis finirent par contrôler presque intégralement le commerce de l'or dans la région dans les années 1750¹ et furent en mesure d'exercer un rôle majeur dans le commerce des esclaves.

Le nom *ashanti* signifie « à cause de la guerre » ; au cours de la première moitié du XVIII^e siècle, ce royaume, fort de ses victoires, put contrôler un territoire correspondant à peu près au Ghana actuel. Au cours du XIX^e siècle, les Ashantis menèrent une série de guerres intenses contre le Royaume-Uni, qui continuait de consolider son empire dans toute l'Afrique. Les Ashantis achetaient beaucoup d'armes européennes, tout en ayant apparemment compris sur quel paradoxe économique autodestructeur reposait une grande partie du commerce entre les deux continents : les Africains échangeaient de l'or et des êtres humains contre des tissus et d'autres marchandises dont la valeur d'échange n'allait cesser de décroître. Pour tenter de sortir de cette situation, lorsque de grandes quantités d'or au Brésil furent découvertes à partir des années 1690, avec pour conséquence d'envahir les marchés, les Ashantis se mirent à conserver leurs réserves d'or jusqu'à

atteindre une balance commerciale déficitaire². Ils voyaient là un moyen de mieux résister aux menaces des Européens. En revanche, ils ne purent jamais mettre un terme définitif au commerce des esclaves.

Le littoral situé à l'est de la Côte-de-l'Or a mis du temps à susciter les convoitises des Européens dans leur quête d'esclaves pour alimenter les marchés du Nouveau Monde. C'est d'une tragique ironie, car à la fin du XVII^e siècle, la région qui s'étend de la Volta, à l'ouest, au système lagunaire de Lagos, dans l'actuel Nigeria, était désormais connue sous le nom de « Côte des esclaves » : elle devint l'une des sources les plus prolifiques d'esclaves pour le Nouveau Monde³. Le faible intérêt initial pour cette zone s'explique en partie par l'absence de ports naturels et par les terribles et dangereux rouleaux qui s'abattaient sur de longues étendues de plage. Avant le développement de nouvelles techniques, seules de petites embarcations pouvaient s'approcher du rivage en toute sécurité, ce qui limitait la possibilité de transporter des esclaves ou de faire du commerce d'autres marchandises. Une autre raison, et non des moindres, est que la demande en esclaves pour São Tomé, la péninsule Ibérique, le Brésil et les Amériques espagnoles, encore modeste, pouvait être facilement satisfaite à partir des ressources existantes.

Après plusieurs événements importants survenus de part et d'autre de l'Atlantique, la situation changea du tout au tout. D'abord, le Bénin, vaste et noble royaume situé très à l'est de la Côte-de-l'Or et grand fournisseur d'esclaves, décida de cesser de vendre des humains dans le cadre de cette traite européenne. Ensuite, et surtout, en 1630, les Néerlandais occupèrent le Pernambouc, au Brésil. Jusque-là, ils avaient quasiment fait preuve d'indifférence à l'égard de la traite des esclaves, n'en expédiant que pendant huit années entre 1500 et 1636. Maintenant qu'ils avaient un besoin urgent de main-d'œuvre pour leurs nouvelles plantations aux Amériques, et donc de rentabiliser leur Grand Projet, ils mirent les bouchées doubles. Au cours des cent années suivantes, ils expédièrent trois cent vingt-six mille sept cent cinquante-sept esclaves, soit près de quatre-vingt-deux mille tous les vingt-cinq ans⁴. Les Néerlandais abandonnèrent le Pernambouc en 1654 (et São Tomé en 1648), mais au fil du temps ils changèrent de cap et renoncèrent à une politique de colonisation de premier plan⁵ pour devenir des intermédiaires avantageux, capables de livrer de grandes quantités d'esclaves africains aux îles sucrières françaises et anglaises des Antilles, puis, à partir de 1662 (après l'obtention de l'*asiento*, une licence impériale), à leurs anciens ennemis, les Espagnols.

Alors que la bataille faisait rage entre Européens sur la Côte-de-l'Or, les étrangers se mirent à prospecter plus vers l'est et firent du commerce dans la région une véritable foire d'empoigne. En l'espace de quelques décennies, à partir du début du XVIII^e siècle, la Côte des Esclaves passa rapidement du statut de petit nouveau à une position de quasi-monopole. Le commerce des esclaves dans cette région n'était pas le fait d'États minuscules mais de puissants royaumes. Le premier d'entre eux à s'imposer fut le royaume d'Allada, ou d'Ardra, avant de devoir faire face à un État côtier voisin et rival, le royaume Houéda (ou d'Ouidah), qui fut lui-même éclipsé par un royaume plus grand et encore plus prospère situé à l'intérieur des terres, le Dahomey.

Au début des années 1990, alors que je vivais à Miami et que je couvrais les Caraïbes pour le *New York Times*, j'allai en avion en Afrique de l'Ouest avec ma famille, et je parcourus les neuf cent kilomètres et quelques qui séparent Abidjan, en Côte d'Ivoire, d'Abomey, l'ancienne capitale du Dahomey, dans la région centrale du pays connu aujourd'hui sous le nom de Bénin. Nous y visitâmes une enceinte impériale aux murs d'adobe qui faisait partie de ce qui était autrefois l'un des plus grands ensembles de toute l'Afrique de l'Ouest. Seules deux des douze ailes du palais royal, dont chacune avait été construite par un des rois de la dynastie, sont en état, car le dernier souverain autonome du Dahomey, le roi Béhanzin, avait ordonné la destruction du palais pour éviter qu'il ne tombe entre les mains des troupes françaises.

Après être passés sous une voûte en argile, nous vîmes des temples et des bâtiments soigneusement blanchis à la chaux en compagnie d'un guide qui évoqua en détail la riche histoire martiale de ce royaume. Avant chaque bataille, nous dit-il, les Dahoméens lavaient leurs armes dans le sang de leurs ennemis ; après chaque conquête, un rite consistait à sacrifier quarante captifs et à mélanger

leur sang à de l'huile de palme ; on versait aussi de l'alcool à terre pour nourrir les ancêtres. Dans une lettre envoyée en 1724 au roi d'Angleterre, alors qu'il entreprenait la conquête des petits royaumes côtiers, le monarque du Dahomey, Agadja ou Aghadia, disait de lui-même : « Je suis grand admirateur d'armes à feu, et j'ai presque complètement abandonné les arcs et les flèches⁶. » Dans la même missive, il affirmait avoir conquis pas moins de deux cent neuf « pays ».

Avant même l'essor du royaume de Dahomey, les souverains d'Allada avaient admirablement démontré leur capacité de faire la guerre et de gouverner des États qui allaient monter en puissance dans cette région avec la généralisation de la traite des esclaves, à la fin du XVII^e siècle. Ils restreignirent notamment le rôle des puissances européennes par rapport à leur situation sur la Côte-de-l'Or, ce qui est le signe qu'ils avaient bien compris ce qui s'y passait. Comme l'explique Robin Law, « en 1670, lorsque les Français demandèrent l'autorisation de construire leur fabrique d'Offra à l'européenne (vraisemblablement en brique ou en pierre, plutôt qu'en terre), le roi d'Allada refusa, au motif qu'ils risquaient d'y installer des canons et d'en faire une forteresse qui les rendrait maîtres de son royaume, comme, disait-il, les Néerlandais l'avaient fait à Elmina, sur la Côte-de-l'Or⁷ ». À Ouidah, les Européens durent même respecter la religion locale, notamment le principal culte national, celui du dieu-python Dangbe, sauf à risquer la mort. Law poursuit : « En 1688, un visiteur français du nom de Du Casse alla plus loin et chercha à s'attirer les faveurs des autorités d'Ouidah en accompagnant le roi Agbangla dans la procession annuelle vers le sanctuaire principal de Dangbe, vêtu d'une peau de léopard⁸. » Ces actions scandalisèrent certainement les autres Européens résidant dans le royaume, mais Du Casse avait sans doute jugé utile de s'abaisser de la sorte pour obtenir de meilleures conditions sur l'un des marchés d'esclaves les plus abondants d'Afrique. Lors d'une bataille contre le royaume Houéda, quarante ans plus tard, en 1727, les armées du Dahomey firent prisonniers une quarantaine de Blancs de diverses nationalités venus sur la côte à la recherche d'esclaves, dont le gouverneur de la Royal African Company britannique, et les conduisirent à l'intérieur des terres. Là, le roi Agadja reçut les Blancs en audience et leur dit « qu'il était tout à fait désolé de ce qui s'était passé, car il avait donné l'ordre à ses capitaines [...] de ménager les Blancs, mais qu'il espérait qu'ils excuseraient ce qui leur était arrivé, car tels étaient les hasards de la guerre⁹ ».

Des anecdotes comme celle-ci illustrent le pouvoir que détenaient parfois les rois africains. C'étaient des souverains, non des vassaux passifs. Le commerce transatlantique ne fut que marginalement le fait de chasseurs d'esclaves européens, des campagnes militaires européennes directes ou même de pressions armées sur les royaumes africains. D'ailleurs, pour certains historiens, l'armée professionnelle d'Agadja était peut-être, à son apogée à la fin des années 1720, l'une des plus redoutables au monde¹⁰. Quoi qu'il en soit, les Européens ne jouissaient ni d'une puissance supérieure ni même d'une quelconque domination militaire dans la plupart des régions du continent, comme ce fut le cas dans le Nouveau Monde jusqu'au XIX^e siècle, lorsque la traite des esclaves atteignit son apogée avant d'être abolie. Les armes à répétition ont largement contribué à cette tardive supériorité militaire, mais si l'équilibre des forces a été ainsi bouleversé, c'est pour une raison moins évidente : au XIX^e siècle, les Européens ont enfin commencé à mieux comprendre les mécanismes de l'hygiène et des maladies¹¹, alors qu'ils souffraient jusque-là d'un taux de mortalité effroyable.

S'il a fallu l'accord et même l'enthousiasme des élites pour qu'un commerce d'êtres humains de cette ampleur fonctionne pendant des siècles, des débuts timides de la traite des esclaves, dans les années 1400, jusqu'à son abolition, quatre cents ans plus tard, il faut veiller à ne pas interpréter de manière trop restrictive les motivations de souverains africains comme Agadja. Le commerce des marchandises étrangères, qui consistait principalement en des articles de prestige auxquels avaient accès peu d'habitants ordinaires de ces royaumes, était un motif essentiel pour vouloir vendre des compatriotes africains afin qu'ils soient réduits en esclavage et expédiés à l'étranger, ce que certains dirigeants savaient - nous en avons la preuve - être économiquement et même politiquement désastreux à long terme. Mais ce n'était pas la seule raison. En s'intensifiant considérablement au XVIII^e siècle, la traite des esclaves provoqua inévitablement le chaos et la désintégration de la plupart des entités politiques d'Afrique de l'Ouest. Dans ces circonstances, vendre des gens appartenant à des groupes rivaux ou des ennemis vaincus et capturés dans le cadre de la traite devint un système de gouvernement raisonnable, si déplorable que cela puisse nous paraître aujourd'hui. Souvent, c'est tout simplement la survie à court terme qui l'exigeait.

On entrevoit cette situation dans ses grandes lignes avec l'histoire du Dahomey. On ne saisira peut-être jamais totalement les raisons exactes qui l'ont poussé à attaquer les petits royaumes côtiers esclavagistes d'Allada et d'Ouidah, mais certains historiens ont émis l'hypothèse que si le Dahomey avait pris les armes contre ses voisins, c'est parce qu'en multipliant les razzias pour vendre des esclaves à des acheteurs européens voraces ces deux États déstabilisaient fortement l'arrière-pays, qui était le lieu de pouvoir du Dahomey. Après avoir commencé à l'emporter sur ses faibles rivaux, le Dahomey s'est aussi très clairement engagé dans la traite des esclaves, au point de devenir bientôt un fournisseur important. De fait, entre 1720 et 1725, on estime à quatre cent mille le nombre d'Africains capturés et transportés depuis la Côte des Esclaves¹², soit plus que dans n'importe quelle autre région du continent. Selon une autre hypothèse très répandue, le Dahomey était motivé, dans une large mesure, par le besoin de se protéger contre un autre empire de l'intérieur, l'Oyo (dans le Nigeria actuel), un État dont la puissante armée s'appuyait sur sa cavalerie – une stratégie récente dans la région – et avançait sur lui depuis le nord-est. Dans cette optique, les bénéfices issus de la vente d'esclaves dans le cadre de la traite américaine, qui devenaient de plus en plus nécessaires pour financer les armes, peuvent être considérés comme relevant autant de l'art de gouverner que de la recherche avide de produits de luxe et de profits commerciaux¹³.

D'ailleurs, informé de la montée du sentiment abolitionniste en Europe, le roi Agongolo, alors souverain du Dahomey, aurait répondu à un interlocuteur européen :

Vous, les Anglais, êtes, à ce qu'on m'en a dit, entourés par les mers et, de ce fait, votre sort semble être de communiquer avec le monde entier, ce que vous faites au moyen de vos navires ; tandis que nous, les Dahoméens, qui sommes placés sur un grand continent et entourés d'une variété d'autres peuples, de même couleur de peau, mais parlant des langues différentes, sommes contraints, par le tranchant de nos épées, de nous défendre contre leurs agressions et de punir les pillages commis à notre encontre. De telles actions mènent à des guerres incessantes. Ainsi, vos compatriotes qui prétendent que nous faisons la guerre à seule fin de fournir des esclaves pour vos navires se trompent donc lourdement. [...] Au nom de mes ancêtres et en mon nom personnel, j'affirme qu'aucun Dahoméen n'est jamais parti en guerre dans le seul but de se procurer de quoi acheter vos marchandises¹⁴.

Chapitre 27

LE SALAIRE DE LA RÉSISTANCE

Tandis que nous suivons pas à pas les explorateurs portugais lors de leurs percées historiques en matière de navigation au XV^e siècle, et les ramifications de la traite transatlantique, nous allons devoir nous arrêter encore deux fois sur la route qui conduit plus à l'est le long de la côte de l'Afrique occidentale. En retraçant cet itinéraire, la priorité a été de montrer la complexité et la diversité des modèles et des pratiques du commerce d'êtres humains entre Européens et Africains, avant de porter notre attention sur ses conséquences dévastatrices.

Comme les autres lieux dont nous avons parlé en détail, le golfe du Biafra a fini aussi par devenir une riche source d'esclaves ; toutefois, certaines caractéristiques le distinguent de la Côte des Esclaves et de la Côte-de-l'Or. Certains lecteurs se rappellent que le Biafra est le nom de la guerre de sécession au Nigeria à la fin des années 1960, l'un des conflits les plus meurtriers qu'ait connus le continent à cette époque. Cette région, qui s'étend de l'est du delta du Niger jusqu'aux denses forêts du Gabon, plus au sud, le long de cette partie du continent qui ressemble à un torse, fut l'une des trois principales sources de la traite d'esclaves, environ un million six cent mille personnes entre 1550 et 1850¹, avec un pic dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Le golfe du Biafra mérite d'être examiné de près car, même s'il n'y a pas eu, dans son histoire, d'États puissants ou de structures impériales supra-étatiques, il a quand même fourni un grand nombre d'esclaves au marché atlantique. Une partie de l'explication réside dans la guerre entre la confédération d'Aro et une myriade d'États plus petits dans un paysage politiquement fragmenté. Cette région livra ses premiers esclaves au marché européen dans les années 1640, probablement à la suite de conflits localisés, avant de ralentir quelques décennies plus tard. Le commerce reprit ensuite de manière spectaculaire dans les années 1740, lorsque les Aro étendirent leur influence

dans l'arrière-pays igbo, à l'ouest et au nord-ouest. Par là même, la confédération créa certains des marchés d'esclaves les plus actifs du continent, des lieux dont les noms sont passés à la postérité, comme Bonny, Calabar et New Calabar², tous situés dans le sud-est du Nigeria.

Par-delà sa structure politique, le golfe du Biafra avait d'autres traits saillants. Ainsi, contrairement à la Côte des Esclaves et à la Côte-de-l'Or, les Européens n'ont jamais essayé d'y bâtir des forts ni même des bases commerciales permanentes. De plus, la région a fourni un grand nombre d'esclaves, malgré l'opinion très négative – et injuste – que les esclavagistes européens avaient de ses habitants, comme on va le voir plus loin. Il faut y voir le reflet de l'explosion de la demande d'esclaves africains dans les Amériques au XVIII^e siècle. Enfin, dans un secteur qui accordait une grande importance aux hommes, cette région se distinguait par la proportion inhabituellement élevée de femmes vendues comme esclaves³. En expédiant de plus en plus de femmes vers les Antilles et la Virginie, ses niveaux d'exportation dépassèrent ceux de la Côte-de-l'Or et se rapprochèrent de ceux de la Côte des Esclaves⁴.

Les préjugés négatifs contre le Biafra et contre ses habitants sont d'abord liés au taux de mortalité très élevé dans la région, qui affectait autant les Européens venus dans ces régions pour acheter des esclaves que les esclaves eux-mêmes⁵. Le taux de mortalité de ces derniers était de 18 %, contre 10,8 % en moyenne pour l'ensemble des esclaves⁶. Marchands et planteurs ont propagé des stéréotypes grossièrement racistes sur les prétendues caractéristiques ethniques des résidents de chaque région d'où provenaient les esclaves. À la Barbade, au XVII^e siècle, les esclaves du golfe du Biafra étaient traités de « Noirs surnuméraires »⁷, soit le fond du panier. Les Blancs qui venaient dans la région pour faire commerce d'êtres humains attribuaient le taux de mortalité élevé, tant pour eux-mêmes que pour les habitants, à la prédominance supposée d'une atmosphère viciée, ainsi qu'aux temps de transit plus longs vers les marchés du Nouveau Monde, affectant les équipages ainsi que leur cargaison. Il y avait toutefois un autre facteur, à savoir le taux de suicide, qui était exceptionnellement élevé par rapport aux normes de la traite.

D'après les préjugés des esclavagistes et des propriétaires de plantations, que ce soit sur les marchés d'esclaves de la côte du Biafra ou sur ceux du Nouveau Monde, les Igbo étaient de petite taille ou, dans les termes mêmes d'un témoignage de l'époque, « petits, minces, faibles et d'une couleur virant au jaunâtre ». Cela jouait en leur défaveur à une époque où la couleur noire des esclaves était conventionnellement considérée comme un signe de force et de robustesse. En accord avec une opinion très répandue, un autre témoignage affirmait que les Igbo étaient « d'une morosité suicidaire » en particulier les hommes igbo, qui avaient la réputation de refuser la nourriture à bord des navires. Les femmes igbo, quant à elles, étaient censées être particulièrement enclines à s'enfuir, seules ou en groupe. L'un des récits les plus anciens que l'on a de ces pulsions suicidaires se trouve sous la plume d'un esclave igbo, Olaudah Equiano, auteur de ce qui est probablement le plus connu des récits d'esclave parvenus à la postérité sous forme écrite. Equiano décrit d'abord son voyage par voie terrestre après avoir été enlevé dans son village natal au milieu des années 1750, à l'âge de onze ans, en traversant des territoires habités par une diversité de « nations et de peuples » dans ce qui est aujourd'hui le sud-est du Nigeria. Puis, peu après avoir été embarqué sur un navire d'esclaves à destination de la Barbade, il écrit :

Un jour, alors que la mer était calme et le vent modéré, deux de mes compatriotes fatigués qui étaient enchaînés l'un à l'autre (je me trouvais près d'eux à ce moment-là), préférant la mort à une telle vie de misère, passèrent à travers les filets tant bien que mal et sautèrent à la mer : aussitôt, un autre individu plutôt abattu, qui, à cause de sa maladie, fut autorisé à être déchaîné, suivit également leur exemple ; et je crois que beaucoup d'autres auraient bientôt fait de même s'ils n'avaient pas été empêchés par l'équipage du bateau qui fut d'emblée alerté⁸.

Les esclaves igbo disparus, qu'ils se soient suicidés ou évadés, auraient contribué à répandre dans le Nouveau Monde l'idée que certains esclaves étaient capables de retourner en Afrique comme par magie. Dans son ouvrage de référence, inédit en français, Michael A. Gomez relie ces comportements à une profonde croyance religieuse igbo en la réincarnation. Cette croyance, à son tour, vint nourrir une forme effroyable de terrorisme d'État, qui s'est répandue de la Barbade à la Louisiane en passant par Haïti, et qui consistait à décapiter les rebelles afin de décourager les esclaves de cette communauté qui s'imaginaient mourir puis revenir intacts à leur lieu d'origine⁹.

Il faut étudier le taux de suicide élevé parmi les captifs échangés dans la baie du Biafra pour une raison plus importante encore : comprendre l'impact global de la résistance africaine sur la traite des esclaves aux États-Unis au plan quantitatif. Les Européens achetèrent des Biafrais en grand nombre en dépit des préjugés profonds et omniprésents à leur encontre, et malgré la proportion élevée de femmes. Au XVIII^e siècle, pendant l'apogée de la production sucrière, comme l'a écrit G. Ugo Nwokeji, historien de la traite des esclaves et du début de l'Afrique moderne, cela démontre « un besoin d'esclaves toujours plus impérieux, qui ne laissait pas d'autre choix aux planteurs que de s'approvisionner partout où on pouvait en trouver¹⁰ ». D'aucuns peuvent être tentés de considérer le suicide comme un signe de défaitisme, ou de le réduire à la seule volonté d'en finir. À y regarder de plus près, cependant, le suicide est une forme énergique de refus et de défi. En un sens, la réputation des pertes élevées dues au suicide parmi les captifs du golfe du Biafra décourageait les trafiquants, tout comme la réputation tout aussi répandue selon laquelle les esclaves de la région de la Sénégalie étaient du genre à se révolter et à se mutiner, tant sur terre que sur mer.

Que l'on parle de suicide ou de mutinerie, ce genre de réputation nous contraint à réviser notre jugement. Si l'on ne tient pas compte des élites locales qui en profitèrent, il nous faut supposer que la résistance des Africains à l'esclavage fut presque systématique, bien qu'elle ait pris des formes différentes, avec une intensité variable selon les régions. Quel aurait donc été le destin de la traite américaine sans ces suicides, ces rébellions et d'autres formes de résistance ? L'un des principaux historiens de l'esclavage, David Eltis, a proposé la réponse suivante :

Entre 1700 et 1800, 5,5 millions d'Africains ont été emmenés d'Afrique. En l'absence de résistance, ce chiffre aurait été supérieur de neuf pour cent. Ainsi, rien qu'au XVIII^e siècle, la résistance a permis à un demi-million d'Africains d'échapper aux plantations des Amériques – et aux consommateurs européens de payer plus cher les produits des plantations. En effet, les Africains qui sont morts en résistant aux marchands d'esclaves, comme ceux qui ont échoué avant de se retrouver à travailler dans les plantations des Amériques, ont sauvé d'autres personnes du Passage du milieu¹¹.

Ailleurs dans ses écrits, Eltis souligne également qu'au-delà des actes individuels de mutinerie et de révolte, la traite des esclaves a toujours été fortement influencée par les relations des puissances européennes et des marchands, d'un côté, avec les élites africaines, d'autre part. Toutes les parties, à chaque instant, étaient obligées d'évaluer un ensemble complexe de facteurs. Il s'agissait notamment des forces en présence sur le terrain, du prix d'achat des esclaves, de la qualité et de la nature des marchandises européennes proposées en échange, et des besoins des souverains africains eux-mêmes, en termes de sécurité locale, de ressources humaines et de considérations stratégiques vis-à-vis des puissances régionales et extrarégionales. En outre, sur le terrain, les marchands européens devaient généralement s'attirer les faveurs des souverains africains afin de préserver leur accès au marché des esclaves. Une anecdote rapportée par l'historien Christopher Brown donne un exemple très éclairant quant à la complexité de ces interactions :

En 1777, le capitaine Benjamin Hughes de Liverpool vendit en esclavage deux hommes libres qu'il avait engagés à Annamaboe [sur la Côte-de-l'Or] pour l'aider à conduire son navire vers les Antilles. Quelques années plus tôt, le prince de Badagry, sur la Côte des Esclaves, avait répondu à un coup fourré du même ordre du capitaine James Johnson, également de Liverpool, en prenant neuf otages britanniques sur un autre navire, à titre de représailles. Pour éviter semblable riposte, la Company of Merchants Trading to Africa [Compagnie des Marchands Exerçant en Afrique] fit tout son possible pour apaiser les parties lésées à Annamaboe. Tout d'abord, elle organisa le voyage en Jamaïque d'un parent, Cofee Aboan, afin qu'il puisse identifier le captif survivant, Quamino Amissah. Le comité ramena ensuite Aboan et Amissah en Angleterre et, au nom d'Amissah, intenta un procès au capitaine Hughes. Tout fut mis en œuvre pour permettre à Amissah de rentrer chez lui en bonne santé. Les dommages et intérêts versés après le procès furent envoyés à Annamaboe dans l'espoir de mettre fin aux plaintes. Tout au long de cette épreuve, le comité des marchands ne cessa d'avertir « la famille et les amis » d'Amissah « des efforts du comité pour que justice lui soit rendue ». Le motif invoqué pour justifier tant d'efforts est explicite : « Son arrivée en toute sécurité en Afrique est d'une importance capitale pour le commerce avec ce pays¹². »

Chapitre 28

HABITÉ PAR L'ESPRIT

En 1995, alors correspondant pour le *New York Times*, j'embarquai à bord d'un petit avion à hélices pour quitter le pays connu à l'époque sous le nom de Zaïre et me rendre dans le pays voisin, la République du Congo. Comme on le dit entre journalistes, c'était une sorte de répit, mais d'un genre inhabituel. Au cours des mois précédents, les médias internationaux avaient qualifié, sans vraiment exagérer, de « première guerre mondiale africaine » les combats dévastateurs qui se déroulaient au Zaïre, et que je couvrais pour mon journal. Si la formule avait du sens, c'est que les États voisins s'étaient rués sur le Zaïre pour soutenir l'un des deux camps de cette guerre civile, tout comme les mercenaires ukrainiens et d'autres commanditaires puissants venus d'Europe ou des États-Unis.

En me rendant au Congo, j'avais l'intention de rencontrer l'un des plus grands écrivains africains, le romancier Sony Labou Tansi. À l'époque, avant l'existence de traitements efficaces, on disait qu'il était en train de mourir du sida. Malgré le sentiment que le temps pressait, ma recherche devint un véritable jeu de piste. Je n'eus pas de mal à trouver sa maison dans la capitale, Brazzaville, mais là j'appris qu'il était parti dans un village éloigné afin de suivre un traitement traditionnel : les médecins consultés en France lui avaient dit qu'ils ne pourraient rien faire pour le sauver. Après plusieurs heures de route et après avoir franchi un fleuve dans une pirogue étroite mal assurée, je parvins au village. Une fois en sécurité de l'autre côté, il ne me fallut qu'une poignée de minutes pour comprendre que personne ne savait qui était Tansi. Coup de chance, je tombai sur le fils du romancier, qui finit par se rendre à mes exhortations et accepta de m'accompagner dans un autre village, où son père et sa mère vivaient à présent. Heureusement que j'étais parti tôt, car il fallait encore quatre heures de route.

Une fois parvenus au bout d'une piste de sable qui sillonnait d'épaisses forêts tropicales, nous descendîmes de notre jeep pour entamer la dernière étape de notre voyage. Nous sûmes que nous arrivions à destination en voyant des volutes de fumée s'élever au sommet d'une colline et en entendant un tambour. C'est dans une clairière que je demandai où était Tansi à la première personne que nous croisâmes, et qui m'indiqua aussitôt le chemin. L'écrivain marchait déjà à notre rencontre, un sourire énigmatique sur le visage. Il me dit d'emblée ces paroles : « Les mystères existent encore. » Il m'expliqua que sa guérisseuse lui avait dit le matin même qu'un étranger viendrait à sa rencontre ce jour-là.

La guérisseuse arriva sur ces entrefaites. Toute vêtue de blanc, accompagnée par le vacarme de plusieurs joueurs de tambour, elle déversait un flot de paroles, comme parlant en langues, tout en griffonnant des mots illisibles sur du papier pour imprimante. Après cette arrivée tonitruante, Tansi m'accompagna jusqu'à une hutte en bambou où sa femme, Pierrette, était étendue, très émaciée, à l'article de la mort. Après m'être assis auprès d'elle un moment, je sortis pour converser avec Tansi. Quelques jours plus tard, ils seraient morts tous les deux, mais il était toujours convaincu du contraire. Il m'expliqua avec enthousiasme qu'il avait repris espoir en se replongeant dans sa propre culture kikongo. Pour lui, les traditions médicales kikongo recelaient le secret de sa guérison, mais il allait plus loin : la solution aux problèmes de la région la plus violente et la plus corrompue d'Afrique, c'était un retour aux traditions et la reconstitution des entités politiques rompues plusieurs siècles auparavant par l'impérialisme européen. Tansi poursuivit en affirmant que sa guérisseuse était la réincarnation d'une prophétesse majeure du XVIII^e siècle, Dona Beatrice, originaire du plus grand et du plus célèbre de ces États, le royaume de Kongo, qui va être la dernière étape de notre long itinéraire le long de la côte occidentale du continent.

Comme les lecteurs le savent grâce aux précédentes étapes sur cet itinéraire qui nous a conduits de la Haute-Guinée à la baie du Biafra en passant par la Côte-de-l'Or et la Côte des Esclaves, il n'existe pas de situation typique permettant de résumer la rencontre entre l'Afrique et l'Europe, et aucun récit particulier ne peut expliquer l'histoire de la région dans son intégralité. C'est particulièrement vrai pour les quelque deux cent cinquante premières années de la traite des esclaves vers les Amériques, et ce récit, comme d'autres, est loin d'être exhaustif.

Le royaume de Kongo mérite cependant que l'on entre dans les détails, d'abord à cause du commerce de grande ampleur qui servit, dans cette région, de modèle, mais aussi parce qu'il

se distingue à bien des égards par son histoire tout à fait singulière – c'est certes une immense tragédie, mais c'est encore davantage que cela. Le Kongo ouvre une fenêtre sur les batailles complexes et uniques livrées par les sociétés africaines afin de se frayer leur chemin vers la modernité, une modernité qui, comme partout ailleurs, se nourrit d'influences majeures provenant d'autres parties du monde inconnues jusqu'alors. Ce qui est remarquable chez les Kongo, c'est que, dès leurs premiers contacts avec ces étrangers bizarres et importuns apparus si soudainement, ils luttèrent âprement, et avec ingéniosité, pour rester maîtres de leur destin.

Au moment du premier contact avec les Européens, lors de l'arrivée de l'explorateur portugais Diogo Cão, en 1483, le royaume de Kongo était déjà un État bien organisé, probablement fondé à la fin des années 1300. Jusque dans les années 1960, l'avis qui prévalait chez les chercheurs occidentaux était que cette partie du continent communément appelée « Afrique noire » était incapable de former des États complexes ou des formes élaborées de gouvernement. Partout où on avait découvert les vestiges d'accomplissements majeurs, qu'il s'agisse des sublimes bronzes du Bénin, des ruines de la Nubie ou de l'ancien Zimbabwe², on supputait que c'était l'œuvre de mystérieux envahisseurs (sous-entendu, des Blancs), ou d'autres étrangers supérieurs mais inconnus. Après le pillage du Bénin par les Britanniques, en 1897, les bronzes de cette culture furent exposés pour la première fois, à Londres ; d'après un article de presse, ils ne pouvaient qu'être l'œuvre d'une « tribu nomade d'artisans étrangers³ ». Même si les travaux universitaires de ces dernières décennies ont contredit radicalement ces idées racistes, ce point de vue persiste dans la culture populaire occidentale. Cela vient du fait qu'on n'a pas inclus l'Afrique dans l'enseignement de l'histoire du monde, et que le monde du spectacle a toujours fait son miel du primitivisme africain.

Le Kongo de la fin du Moyen Âge était un État centralisé en expansion qui contrôlait un territoire tentaculaire situé à cheval sur l'Angola actuel et sur la République démocratique du Congo (l'ex-Zaïre). Entre les années 1550 et les années 1650, à l'apogée de son hégémonie régionale, le Kongo régnait sur un territoire de près de cent cinquante mille kilomètres carrés⁴, soit plus grand de vingt pour cent que l'Angleterre et presque deux fois plus grand que le Portugal, le pays qui devint bientôt, tour à tour, son partenaire et son adversaire. Le Kongo disposait d'un système politique rarissime pour un royaume, car ses dirigeants n'étaient pas désignés selon le principe habituel de succession, mais par le biais d'un processus plus complexe impliquant des électeurs issus de la famille royale élargie et de certains clans appartenant à l'élite. Le royaume reposait aussi sur une organisation religieuse complexe, car les Kongo vénéraient à la fois un être suprême de nature divine et les ancêtres.

Le royaume assit son pouvoir et ses premiers succès sur un système économique dont les réseaux de commerce et de mécénat reliaient des régions aux caractéristiques géographiques très diverses et aux produits tout aussi diversifiés et spécialisés. Le roi et sa cour étaient installés dans un lieu carrefour qui permettait un contrôle strict du commerce et de la fiscalité. Les principales marchandises échangées dans le royaume étaient le cuivre, les coquillages *nzimbu* qui servaient de monnaie officielle, le sel et les tissus, dont l'explorateur portugais Duarte Pacheco Pereira déclara qu'ils étaient « si beaux qu'il n'y a pas, même en Italie, de travail plus accompli⁵ ».

Autre État disposant d'une économie diversifiée avant d'entrer en contact avec les Européens, le Bénin n'avait pas grand-chose à faire des produits venus d'Europe ou de la religion chrétienne, à tel point qu'il mit fin au commerce d'esclaves avec ces nouveaux venus peu de temps après avoir commencé. En revanche, pour des raisons qui leur sont propres, le christianisme exerça un attrait puissant et presque immédiat sur les souverains du Kongo. Cet attrait peut s'expliquer en partie par certaines des croyances antérieures. Terrible coïncidence, la cosmologie du Kongo affirmait qu'il y avait un royaume d'êtres supérieurs quelque part de l'autre côté de l'océan, et que des individus de couleur blanche y habitaient. Ils ne manquèrent sans doute pas d'être stupéfaits en voyant les voiliers portugais apparaître au large de leurs côtes, arborant une forme familière d'iconographie religieuse que les Kongos considéraient comme n'appartenant qu'à eux : la croix.

Lorsque Olaudah Equiano, dont il a été question au chapitre précédent, fut fait prisonnier enfant sur la côte du Biafra et vendu comme esclave, il fut terrifié à l'idée du sort qu'il imaginait lui être réservé par ses étranges ravisseurs blancs :

Lorsque j'observai tout autour du bateau, et aperçus un grand fourneau rappelant du cuivre en fonte, ainsi qu'une multitude de Noirs de tous âges enchaînés les uns aux autres, chacun exprimant par sa mine à la fois le découragement et la souffrance, je ne doutai plus de mon sort ; et presque accablé d'horreur et d'anxiété, je tombai sans mouvement sur le pont et m'évanouis. Quand je repris un peu connaissance, je vis quelques Noirs près de moi qui, je crois, faisaient partie de ceux qui m'avaient amené à bord, et pour cela recevaient leur salaire ; ils me parlèrent dans le but de dissiper mes craintes, mais en vain. Je leur demandai si nous n'étions pas destinés à servir de nourriture à ces hommes blancs aux regards horribles, aux visages rouges et aux cheveux longs. Ils m'assurèrent que ce n'était pas le cas...⁶

De telles images de terreur devaient être monnaie courante dans la plupart des régions de la côte. En voyant une fumée lourde de menaces s'échapper des étranges navires européens, certains Africains pensaient que leurs ravisseurs utilisaient des os humains comme combustible ou qu'ils faisaient bouillir de la chair humaine pour en tirer de l'huile⁷. Certains navires européens avaient de grands yeux peints à la proue, ce en quoi des Africains des zones littorales voyaient un symbole du mal ; quant aux immenses voiles, jusqu'alors inconnues d'eux, ils les prenaient pour de mystérieuses ailes blanches ou pour des couteaux luisants, donc pour un motif de crainte. Comme l'a rapporté James Sweet, d'autres imaginaient que « des cadavres d'esclaves étaient jetés dans l'océan Atlantique afin de servir à ramasser des cauris⁸ », car les Blancs en possédaient une très grande quantité à titre de monnaie d'échange. Même après les premiers contacts, de nombreux Africains croyaient que les produits d'usage qu'ils associaient aux Blancs – le vin rouge ou le fromage – étaient faits avec le sang ou la cervelle d'autres Noirs, et aussi qu'une substance létale utilisée par les Blancs, la poudre à canon, était concoctée à partir de leurs os séchés⁹.

Contrairement aux régions d'Afrique de l'Ouest déjà évoquées, le Kongo n'avait qu'une faible connaissance du monde extérieur quand ils rencontrèrent les Européens. Les liens commerciaux avec les autres continents, soit par le commerce à longue distance avec des musulmans à travers des territoires fortement boisés, soit par voie maritime, étaient bien plus ténus que dans la grosse poche, formée par l'ouest du continent, et même que sur la côte orientale. Aussi, lorsque les navires de Diogo Cão débarquèrent en 1483, les motifs de stupéfaction ne manquèrent pas¹⁰. Lors de son premier périple dans la région du Kongo, Cão, issu d'une famille de la grande aristocratie du nord du Portugal et ancien compagnon de route d'Henri le Navigateur, débarqua sur les rives sud-est d'un des estuaires du fleuve Congo, dont le débit était si puissant qu'on le décelait en mer à une distance de trente lieues marines, soit cent soixante kilomètres environ¹¹. Il y érigea un *padrao* en pierre, une de ces balises en forme de croix emportées par les marins portugais depuis les premières explorations africaines d'Henri. Les marins devaient les disposer le long de la côte, comme des pierres précieuses sur un collier, afin de signaler les endroits qu'ils jugeaient particulièrement importants. Depuis Mpinda, un lieu dont Cão eut tôt fait d'apprendre qu'il faisait partie d'un grand royaume situé quelque part à l'intérieur des terres, il envoya des émissaires chargés de cadeaux à la capitale afin de nouer des relations. On dit qu'afin d'assurer leur sécurité, Cão prit en otages plusieurs dignitaires locaux, avant de faire voile vers Elmina. Deux ans plus tard, il revint du Portugal, toujours chargé de cadeaux pour le chef du Kongo, et avec les otages. Ceux-ci pouvaient servir d'interprètes, mais aussi témoigner de la vie dans un monde encore inconnu du Kongo, au moment même où le rideau se refermait sur le Moyen Âge.

Bien des aspects des traditions religieuses du Kongo sont encore discutés, mais selon une interprétation les albinos étaient considérés comme des esprits des eaux capables de franchir une frontière spirituelle entre le monde quotidien et un royaume intangible et mystérieux, et étaient à ce titre vénérés. Pour ne pas en conclure trop vite que c'est le signe d'un retard culturel africain, d'un trait propre à la pensée prélogique, il faut savoir que les Portugais et les autres Européens de l'époque étaient également enclins à des superstitions religieuses. Comme l'a fait remarquer David Northup, « les chrétiens de la péninsule Ibérique acceptaient pleinement l'existence d'esprits mineurs comme les anges et les démons, d'intercesseurs dotés de grands pouvoirs spirituels comme les saints, et du pouvoir malveillant de la sorcellerie, toutes choses qui avaient des équivalents dans les croyances africaines¹² ». Un bon siècle après le début des relations entre les Portugais et le Kongo, les représentants de l'Empire portugais en Afrique centrale procédaient à des cérémonies votives complexes avant de lancer une campagne militaire¹³, et ils assistaient parfois à pas moins de cinq messes afin de s'imprégner du rituel catholique et d'y puiser des forces spirituelles avant

de combattre.

Le spectacle inédit d'hommes blancs portant la croix, symbole très courant dans leur art sacré et leurs propres cérémonies, emplît certainement d'effroi les Kongos de Mpinda, mais non sans exercer aussi une certaine forme d'attraction, d'extase spirituelle ou de vénération. Les hommes de Cão avaient dit aux Kongos que les Blancs étaient les sujets du roi du Portugal, ce que leurs hôtes ont peut-être traduit par *nzambi mpungu*¹⁴, un terme désignant la plus haute autorité religieuse. Il ne faut pas supposer, pour autant, qu'ils aient pris cela pour argent comptant¹⁵. On doit le récit de cette première rencontre entre les hommes de Cão et un chef local, le seigneur de Soyo, en 1483, à un chroniqueur portugais nommé Rui de Pina, auteur des lignes suivantes en 1492 :

Le seigneur de la contrée où ils débarquèrent le 29 mars 1491 était un grand seigneur, oncle du roi [du Kongo], et son sujet, nommé Manisoyo, cinquante ans, empreint d'humanité et de sagesse. Il se trouvait à deux lieues du port quand on l'avertit de l'arrivée de la flotte, et il lui fut demandé d'en informer le roi. Ledit Manisoyo, voyant les emblèmes du roi du Portugal, montrant des signes de grande joie et de révérence [à l'égard du roi du Portugal], plaça ses deux mains contre le sol puis sur son visage, ce qui est le plus grand signe de respect que ces gens puissent rendre à leurs rois¹⁶.

Le Manisoyo (Mwene Soyo), ou seigneur de Soyo, province du Kongo où les Portugais avaient accosté, accepta d'être initié au culte des Blancs : il reçut le baptême et consentit à la construction d'une petite église. Quand Cão revint du Portugal, il fut escorté jusqu'à la capitale, Mbanza Kongo, par deux cents soldats du royaume ; le voyage dura vingt-trois jours¹⁷.

Mbanza Kongo était une ville populeuse, située au sommet d'un haut plateau, avec un promontoire saillant. Son immense quartier fortifié en forme de labyrinthe, où se trouvait la résidence du roi, avait une circonférence d'environ un kilomètre et demi¹⁸. Certains Portugais furent tellement impressionnés par ce qu'ils virent qu'ils comparèrent la capitale du Kongo à une grande ville de leur pays, Évora. Lorsque les premiers Portugais arrivèrent, des courriers venus de Soyo avaient déjà prévenu depuis longtemps le roi du Kongo, Nzinga a Nkuwu, de leur arrivée imminente.

Lorsque les chrétiens arrivèrent à la cour, ils furent accueillis par une foule innombrable, dans une grande agitation, et furent logés dans de grandes maisons neuves et d'un grand cachet, pourvues de tout ce dont ils pouvaient avoir besoin. [...] Le capitaine et les moines reçurent du roi une ambassade constituée de nombreux nobles diversement accoutrés, d'une multitude d'archers, de lanciers, et d'autres portant hallebardes de guerre, et aussi d'innombrables femmes réparties en grands groupes, jouant sur des trompettes en ivoire et des timbales, chantant les louanges du roi du Portugal et évoquant sa grandeur avec un bel enthousiasme. C'est ainsi qu'ils arrivèrent devant le roi¹⁹.

C'est là que, le 3 mai 1491, quinze mois jour pour jour avant que Christophe Colomb ne quitte l'Espagne pour son premier voyage à la découverte des Indes orientales (en lançant par là même, comme on le prétend généralement, l'ère moderne), Nzinga a Nkuwu, le mani Kongo, roi du royaume le plus important où les Portugais se soient rendus en Afrique tropicale, se convertit en grande pompe au christianisme. Il adopta le nom de règne de João I^{er}, emprunté au roi du même nom qui régnait alors au Portugal. Six des aristocrates de la cour de João I^{er} furent aussi baptisés et adoptèrent les noms de membres de la cour du roi du Portugal²⁰. En l'espace d'un peu plus d'une génération, toute l'élite kongo adopta le système des titres féodaux du Portugal, de sorte que ce royaume récemment christianisé se trouva peuplé de comtes, de ducs et autres.

L'essor du christianisme à cette époque est l'un des épisodes les plus frappants de la transition vers l'ère moderne mais, hors des cours d'histoire africaine à l'université, on n'en sait généralement rien. Après sa conversion, João I^{er} envoya des jeunes Kongos en Europe pour qu'ils y apprennent à écrire et reçoivent une instruction religieuse, ce qui conduisit à l'adoption du portugais par le royaume pour sa correspondance officielle, la diplomatie et la tenue des registres : cela eut des conséquences majeures. La plus importante est qu'avec cette élite lettrée le Kongo devint le premier État subsaharien dont l'histoire est relatée dans des documents et des archives émanant des Africains eux-mêmes. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que João I^{er} du Kongo corresponde avec Manuel I^{er} (qui avait succédé à João II sur le trône du Portugal) en l'appelant « frère²¹ ». John Thornton, historien spécialiste du Kongo, estime à plus de dix mille le nombre de documents laissés

par le royaume²².

Malgré son caractère expéditif, il serait faux d'imaginer, à partir du récit de la conversion de João I^{er}, que le christianisme reçut du jour au lendemain un accueil unanime dans le royaume. Au cours des premières années de cette nouvelle ère, certains membres influents de l'élite kongo restèrent dubitatifs, au point d'éprouver de l'animosité à l'égard de la nouvelle foi. Certains purent regretter n'avoir pas été choisis pour accompagner João lors de son baptême. D'autres virent peut-être dans la religion des étrangers une menace contre leurs intérêts personnels et institutionnels dans la religion et les pratiques sociales du Kongo. Enfin, il y avait le problème du mariage. Le christianisme, tel qu'enseigné par les Portugais envoyés pour inculquer le dogme nouveau aux membres de l'élite, imposait une stricte exigence de monogamie dans un environnement dominé par la polygamie. De surcroît, la politique nobiliaire et les règles de succession au Kongo reposaient sur une structure clanique complexe, ou *mwissikongo*, qui mêlait polygamie et succession matrilineaire.

D'après une des lectures de la politique de ce royaume, le choix d'un souverain au Kongo s'articulait aux alliances changeantes entre les clans, ou *kanda*, avec pour effet secondaire courant de violents conflits. Si les arrangements au coup par coup entre factions ou lignées rivales empêchaient la prédominance d'une seule lignée royale, comme le prévoyait le système de désignation, ils finirent par s'avérer être une réelle faiblesse, le talon d'Achille du royaume. À la mort de João, en 1509 (ou, selon des travaux récents, en 1506²³), la religion importée, qui n'avait pas été entièrement adoptée, devint un paramètre nouveau dans un système de succession déjà compliqué.

Afin d'enraciner le christianisme dans son royaume et de s'assurer que cette religion lui survivrait, João avait fait baptiser Mvemba a Nzinga, le premier fils de sa principale épouse. À la mort de João, ce fils, qui avait reçu le nom chrétien d'Afonso I^{er}, voulut succéder à son père. Selon les protocoles normaux de succession, comme le rapporte Cécile Fromont, « un groupe d'électeurs qualifiés choisissait le nouveau roi parmi plusieurs candidats éligibles », un système de transition qui « accordait une grande importance à la capacité du candidat choisi d'asseoir son règne et d'affermir sa légitimité sur les plans politique, militaire et surnaturel »²⁴. Aucun privilège n'était conféré aux enfants de l'épouse principale du roi, ou à la notion de primogéniture. En fait, les règles excluaient pratiquement toute transmission directe du pouvoir. La tradition portugaise et le christianisme semblaient cependant fournir une justification convaincante pour envisager ce nouveau mode de succession suivant les pratiques et les préceptes des nouveaux venus.

À la mort de son père, Afonso I^{er} n'était pas dans la capitale mais dans la province voisine de Nsundi, où il occupait un poste de gouverneur. Avant qu'il ne revienne à Mbanza Kongo, un demi-frère païen, Mpanzu a Nzinga, dont l'ambition de succéder à son père avait le soutien de plusieurs *mwissikongo*, revendiqua le trône et reçut peut-être même l'investiture²⁵. Après être entré clandestinement dans la ville, probablement avec l'aide de sa mère, Afonso I^{er} réussit à lever une petite troupe d'environ trente-cinq hommes qu'il mena à la bataille contre les forces loyales à son demi-frère. Dans cette troupe, il y avait peut-être quelques Portugais. Lorsque les deux camps s'affrontèrent aux abords de la capitale, Afonso, constatant que ses hommes étaient en infériorité numérique, invoqua saint Jacques l'Apôtre (Santiago), qui, à en croire les récits, apparut à tous brandissant une croix et accompagné d'un ou de plusieurs cavaliers vêtus de blanc, ce qui provoqua la débandade soudaine des troupes ennemies. Les païens furent vaincus, et Mpanzu a Nzinga fait prisonnier puis exécuté. Ainsi le veut, en tout cas, la légende officielle, telle que le vainqueur Afonso voulut la transmettre à la postérité²⁶.

Quoi qu'il en soit, le résultat montre qu'Afonso I^{er} sut tirer parti de la nouvelle foi étrangère pour justifier ses prétentions au pouvoir en contournant les règles. Il lui restait à se gagner les faveurs des cercles nobiliaires non convertis, et à consolider son pouvoir. Pour ce faire, le nouveau dirigeant chercha à hâter la christianisation du royaume, en faisant du catholicisme la religion d'État; il poursuivit les réformes déjà commencées par son père en renforçant les liens avec les Portugais. Cela consistait à s'attaquer frontalement aux pratiques religieuses préexistantes, comme le culte des ancêtres; le nouveau roi y mit peut-être d'autant plus d'ardeur qu'il voulait convaincre les Portugais. Il fut ordonné de détruire les idoles placées sur les tombes des nobles dans tout Mbanza Kongo²⁷. Il fallait également se dépêcher d'instaurer l'infrastructure religieuse à même d'institutionnaliser le nouveau culte. Dans un premier temps, une nouvelle église imposante fut bâtie sur les terres du cimetière royal. Elle fut consacrée à Notre-Dame de la Victoire, afin de

rappeler à tous, clairement et pour longtemps, la façon dont Afonso avait conquis le pouvoir, c'est-à-dire grâce à une intervention divine supposée.

Afonso ne s'arrêta pas en si bon chemin : il reçut – à moins qu'il n'en ait même fait la requête – un blason pour son royaume, commandité par le roi du Portugal et directement inspiré des traditions héraldiques du Portugal. Ce blason était de cinq épées représentant l'intervention céleste des combattants victorieux, des coquilles Saint-Jacques, attribut de saint Jacques, et deux idoles brisées censées symboliser « l'appui surnaturel du soutien d'Afonso à la conversion du royaume²⁸ » et à sa victoire sur le paganisme. Dans l'une de ses lettres, Afonso I^{er} en parle avec fierté : « Il nous a semblé très juste, par-delà les nombreuses grâces et louanges que nous avons rendues à Notre-Seigneur pour nous avoir accordé si grande miséricorde et clémence, et au vu d'un miracle si évident, et d'une si grande victoire, d'honorer ce souvenir par notre blason, afin que les futurs rois et seigneurs du mani Kongo n'oublient jamais l'excellence de cette miséricordieuse action, sublimement accomplie pour leur roi, leur royaume et leur peuple²⁹. »

Une autre façon de consolider son pouvoir consista pour Afonso à maîtriser parfaitement la nouvelle foi. Les historiens ne sont toujours pas d'accord, aujourd'hui, pour dire si sa foi était sincère et sans ambiguïté, ou si elle était plutôt dictée par des motifs tactiques et politiques.

Même en s'appuyant sur les archives assez conséquentes, il est tout aussi impossible de déterminer l'ordre clair des priorités pour les Portugais dans leur relation approfondie avec le royaume de Kongo. Dès les premiers contacts, les nouveaux arrivants ont su que la région regorgeait de gisements de cuivre de grande qualité, qu'ils ne pouvaient manquer de convoiter, ainsi que divers autres minerais, en particulier l'argent, dont la recherche infructueuse se poursuivait jusqu'au XVIII^e siècle. Dans les premiers temps de l'Empire atlantique, où les Portugais et les Espagnols avaient pour motivation principale leur rivalité, certains ont été tentés d'interpréter l'obsession de Lisbonne pour les mines d'argent de cette région comme une riposte à la découverte de sources exceptionnelles de ce métal par l'Espagne à Potosí et au Mexique, deux endroits où l'extraction argentifère connut un essor considérable dès la seconde moitié du XVI^e siècle.

Il me semble que c'est presque exactement le contraire. Comme je l'ai démontré, c'est l'Espagne qui s'est lancée dans la découverte et la conquête des Amériques par convoitise à l'égard du Portugal à la suite des succès de Lisbonne en Afrique de l'Ouest, en particulier de la mise en place d'un commerce de l'or très rentable à Elmina. Ce commerce, qui débuta environ un demi-siècle avant les débuts de l'industrie argentifère aux Amériques, renforça la détermination de l'Espagne à égaler les découvertes du Portugal. Dans les années 1490, Lisbonne expédiait près de six cents kilos d'or par an depuis Elmina³⁰.

Le Kongo et toute cette partie de l'Afrique centrale eurent rapidement une influence majeure avec l'extraction argentifère dans les Amériques, car le Portugal, en vertu du traité de Tordesillas, approuvé par le Vatican, jouissait de droits exclusifs sur le commerce en Afrique, y compris sur les premières transactions d'esclaves. L'Espagne était donc largement tributaire des fournisseurs portugais, à travers l'asiento, pour acquérir la main-d'œuvre noire indispensable au développement de l'exploitation minière et de l'agriculture dans ses territoires du Nouveau Monde³¹. En 1629, les esclaves du Kongo et des environs jouaient déjà un rôle si important dans l'exploitation des mines d'argent espagnoles en Bolivie, par exemple, qu'un catéchisme en kimbundu, une langue majeure en Afrique centrale occidentale, fut publié à Lima³², suivi, quelques décennies plus tard, par une grammaire kimbundu-espagnol pour faciliter la communication avec le nombre croissant d'esclaves kongos employés dans les champs et dans d'autres secteurs vitaux autour de Potosí.

Cela dit, le trafic d'esclaves en provenance du Kongo s'est développé avant l'essor des mines d'argent espagnoles de l'autre côté de l'Atlantique. Bien que le commerce d'êtres humains entre le Portugal et ce royaume ait commencé à une échelle réduite, il apparut presque aussitôt³³. Au moins depuis la mise en place de relations commerciales avec le royaume du Bénin, au nord-ouest, les Portugais étaient apparemment de plus en plus convaincus qu'ils allaient bientôt élucider le mystère du légendaire monarque chrétien africain qu'ils appelaient le Prêtre Jean ; ils voyaient dans le fleuve Congo la piste qui permettrait de le trouver. Outre ces motivations, il faut mentionner le prestige et l'influence que le Portugal espérait gagner tant auprès de Rome qu'en Europe en montrant que son impérialisme naissant convertissait des païens à la foi catholique.

Peu importe de quel côté penchait la balance pour Afonso, toujours est-il que la sincérité de façade de sa conversion impressionna fortement nombre d'Européens qui se rendirent dans son royaume. Voici ce qu'en disait une lettre adressée par un certain Rui de Aguiar au roi Manuel I^{er} au sujet d'Afonso en 1516 :

Son dévouement à la foi chrétienne est tel qu'il me semble être non pas un homme mais plutôt un Ange que Dieu a envoyé dans ce Royaume afin de le convertir [...] parce que j'assure Votre Altesse qu'il en sait plus que nous sur les Prophètes et l'Évangile de Notre-Seigneur Jésus-Christ, sur la vie des saints et sur tous les rites de notre Sainte Mère l'Église, et qu'il nous en remontre [...] il parle si bien et si convenablement qu'il me semble que c'est toujours l'Esprit Saint qui parle à travers lui : parce que, Monseigneur, il ne cesse d'étudier, au point de s'endormir parfois sur ses livres et d'oublier souvent de manger ou de boire tant il est occupé à parler de ce qui a trait à Notre-Seigneur³⁴.

Ce n'était qu'un début. Afonso, qui régna sur le royaume de Kongo pendant trente-quatre ans, fut un souverain déterminé et roublard ; mieux encore, il voyait loin. La meilleure preuve en est peut-être qu'il poursuivit presque tout de suite l'œuvre de son père en envoyant davantage de fils de la noblesse kongo au Portugal, puis dans d'autres pays d'Europe, afin qu'ils apprennent à lire et à écrire, ainsi que des éléments de théologie et les us et coutumes des Européens du XVI^e siècle. Il envoya même trente-cinq personnes issues de son clan, dont plusieurs de ses enfants : certains se distinguèrent bientôt par leurs aptitudes³⁵.

Par exemple, Henrique, l'un de ses fils, fut ordonné prêtre au Portugal et, en 1518, nommé évêque *in partibus infidelum*, ce qui signifie que son évêché couvrait une bonne part des territoires païens d'Afrique³⁶. À partir des années 1530, et pendant tout le siècle suivant, le Kongo envoya régulièrement des missions au Vatican, ce qui montre que le royaume comprenait très bien le pouvoir institutionnel centralisé de l'Église catholique en Europe. Antonio Manuele, un ambassadeur kongo envoyé au début du XVII^e siècle au Vatican, avait beau avoir reçu toute son éducation dans son pays, sa maîtrise du portugais et du latin, ainsi que des Saintes Écritures, fit une telle impression sur ses hôtes qu'il reçut les derniers sacrements du pape Paul V avant d'être inhumé en grande pompe au Vatican. Aujourd'hui encore, on peut voir un portrait d'Antonio Manuele dans le baptistère de Sainte-Marie-Majeure, à Rome³⁷. Sans toujours y parvenir, la diplomatie du royaume a continûment cherché à s'assurer le soutien de Rome pour contrebalancer l'influence du Portugal.

Malgré cela, il faut comprendre les relations entre le Kongo et le Portugal – deux sociétés très différentes et au début d'une nouvelle ère – tout au long du XVI^e siècle comme un échange bilatéral et non dans l'idée d'une domination verticale, chaque partie faisant de son mieux pour promouvoir ses intérêts, mais aussi pour comprendre et même respecter la structure sociale insolite de l'autre sans perdre le fil des événements de l'époque³⁸. L'une des nombreuses preuves d'interpénétration est l'histoire d'un noble kongo nommé Vernon, qui occupa la fonction d'intendant ou de collecteur d'impôt au Portugal ; son mariage le fit même entrer dans la famille royale portugaise au milieu du XVI^e siècle.

Arrêtons-nous un peu pour souligner les disparités entre l'histoire du Kongo et les événements de la même période dans les Amériques espagnoles, où des peuples autochtones majeurs tels que les Aztèques et les Incas, pour prendre deux des exemples les plus importants et les plus célèbres, ont été détruits presque immédiatement après l'arrivée des Européens ; les Incas furent même défaits par une armée de cent soixante-dix hommes³⁹. Dans toute l'Amérique espagnole, le christianisme, imposé par la force, servit d'instrument de conquête ; or, les Portugais du Brésil étaient encore plus méprisants que les Espagnols à l'égard des cultures autochtones. Le Portugal dénigra la communauté autochtone de sa nouvelle colonie en disant que ces personnes n'avaient « ni dieu ni loi⁴⁰ », et utilisa les ordres missionnaires pour les mettre au pas et les endoctriner.

En revanche, après avoir établi des liens bilatéraux à la fin du XV^e siècle, le Kongo ne versa aucun tribut au Portugal⁴¹ ; Lisbonne n'en réclama pas. Il est vrai que lorsque João I^{er} et son fils

Afonso I^{er} demandèrent son soutien au Portugal sur divers sujets, ce soutien fut négocié et payé sans sourciller. À titre d'exemple, il y eut un accord militaire prévoyant six navires portugais et cent quatre-vingts marins, quarante soldats munis d'armes à feu, deux canons de moyen calibre, mille pièces d'artillerie et trois cents halberdiers, entre autres⁴². Très tôt, Afonso se servit de l'exportation d'esclaves pour « raffermir [ses] liens diplomatiques, matériels et culturels⁴³ » avec le Portugal. Dans une missive envoyée à Lisbonne en 1514, il indiqua avoir envoyé cinquante esclaves et 800 manilhas de cuivre au Portugal pour « obtenir le secours dont nous avons besoin⁴⁴ ». Plus tard, il dit avoir envoyé cinq cents esclaves pour couvrir les frais d'hébergement de deux de ses neveux à Lisbonne.

De fait, aucun État africain, quelle que soit sa taille, ne fut conquis par les Européens avant le XIX^e siècle, malgré les relations nourries qui ont alimenté la traite des esclaves. Pour sa part, le Kongo entretenait globalement de bonnes relations avec le Portugal – des relations qu'on ne peut comprendre qu'en admettant que les deux parties étaient sur un pied d'égalité – pendant plus d'un siècle et demi après la découverte du royaume par Diogo Cão. Cela non seulement parce que le royaume et ses institutions étaient solides à l'époque où ces deux civilisations se sont rencontrées, mais aussi parce que l'État kongo et certains de ses souverains, comme Afonso I^{er}, ont fait preuve d'intelligence et de sagacité.

Comme le suggère le programme de soutien dont on vient de parler, Afonso I^{er} avait une vision claire des avantages qu'il comptait tirer des relations naissantes avec le Portugal. Il semble avoir été particulièrement attentif, presque dès le début, à la nécessité de protéger son royaume de toute ingérence politique ou ecclésiastique. Disons-le sans ambages : il comprit très vite qu'il ne fallait pas que des relations étroites entre États débouchent sur la soumission du Kongo à une puissance étrangère déstabilisatrice. En envoyant des jeunes étudier en Europe, l'élite put accéder à une compréhension approfondie et nuancée des coutumes des étrangers, ce qui renforça durablement son intention de sauvegarder sa souveraineté. À cet effet, le royaume instaura une église locale indépendante, dont les paroisses couvraient l'ensemble du territoire et étaient dirigées non par des Portugais, mais par des frères laïcs issus de la population locale.

L'alphabétisation devint un autre atout majeur de l'administration locale, car elle aidait à la fois aux relations extérieures avec le Portugal et l'Europe et à améliorer le contrôle fiscal, l'institution judiciaire et même la conservation des archives. Tout cela finit par rendre nécessaire l'instauration d'un système éducatif propre au royaume. Même si les professeurs de portugais, de latin, et de certaines matières dans le cadre des études supérieures étaient portugais, ils restaient très strictement contrôlés par les autorités du royaume. Fait remarquable, au milieu des années 1520, Afonso I^{er} avait commencé à étendre l'éducation aux populations rurales⁴⁵ et avait nommé des maîtres d'école aux quatre coins du royaume.

Bien qu'il n'y ait pas eu de véritable crise entre le Kongo et le Portugal avant le XVII^e siècle, des points de divergence et des tensions se firent jour dès le début des relations entre les deux pays. Vu que ses élites avaient rapidement assimilé l'essentiel du dogme chrétien, le Kongo se mit à exiger son siège épiscopal moins de vingt ans après avoir adopté la nouvelle religion d'État. Mais le Portugal, qui voyait dans le contrôle de l'Église catholique un moyen d'accentuer son influence sur le Kongo et la région environnante, fit pression sur Rome pour qu'il n'en soit rien, et eut gain de cause. Ainsi, c'est la nouvelle colonie de Lisbonne, São Tomé, avec à sa tête un évêque portugais, qui devint le centre administratif de l'Église pour toute la région. Le Kongo essuya également une fin de non-recevoir quand il demanda à exercer sa souveraineté sur São Tomé. Nouvelle tentative, lorsque Afonso I^{er} voulut acheter aux Portugais un ou plusieurs navires en état de naviguer : nouveau refus. Vu que São Tomé devenait le noyau du commerce et des communications portugaises dans la région, le pouvoir insulaire s'opposa de façon répétée à tout ce qui était en mesure d'accroître l'indépendance d'Afonso I^{er}, interceptant même une grande partie de sa correspondance officielle pour l'empêcher de communiquer avec Lisbonne. Entre-temps, le roi João III, qui avait succédé à Manuel I^{er} sur le trône portugais en 1521, ne vit pas d'intérêt à soutenir les intérêts du royaume africain contre ceux de sa colonie sucrière en plein essor⁴⁶.

Chapitre 29

CŒURS SOMBRES

Pendant ce temps se mettait en place une dynamique historique plus forte, qui conduisit les royaumes du Kongo et du Portugal vers une collision fatidique, même s'il fallut plus d'un siècle pour atteindre le dénouement de cette crise. Cette dynamique s'explique par les liens significatifs qui se nouaient alors entre l'Ancien et le Nouveau Monde. L'intérêt initial de Lisbonne pour le commerce des esclaves avec le Kongo avait des motivations bien terre à terre. La première était la situation démographique désastreuse du Portugal : aggravée par l'épidémie de peste, la pénurie de main-d'œuvre au sein du pays handicapait lourdement l'économie du royaume tout en rendant plus difficile la concurrence avec son voisin plus peuplé, l'Espagne, dans la grande course à l'impérialisme qui ne faisait que débiter. Comme on l'a vu, au cours du premier quart du XVI^e siècle, plus de douze mille esclaves furent transportés de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe¹, c'est-à-dire principalement vers le Portugal, mais aussi vers l'Espagne, où on les employa dans une large gamme de métiers.

La demande s'accroissait par la suite, car il fallait sans cesse livrer de nouveaux corps noirs à ces grandes dévoreuses d'hommes qu'étaient les plantations de São Tomé. Le sucre était en plein essor sur cette île en 1520. À cette époque, il y avait, dans ces plantations qui devinrent le modèle de la production de sucre par les esclaves dans les Amériques, jusqu'à trois cents Africains travaillant simultanément². Il faut rappeler, dans ce contexte, la décision prise par le Bénin de fermer ses marchés d'esclaves. Cela redora nettement le blason du Kongo aux yeux des Portugais, car il s'agissait d'une autre réserve de main-d'œuvre, tout à fait accessible de surcroît. Le Bénin avait d'abord refusé de vendre des hommes aux Portugais³ avant de mettre carrément un terme au commerce d'esclaves avec eux, après le refus portugais de vendre des canons à ce royaume tant qu'il n'aurait pas fait allégeance à la foi chrétienne. Afonso I^{er} du Kongo, lui, accueillit favorablement, semble-t-il, la possibilité de vendre des esclaves : il se mit bientôt à en vendre aux Portugais, pour atteindre le rythme de quatre mille par an au milieu du siècle, selon les chiffres du royaume kongois⁴.

Le Kongo pratiquait certes, et depuis belle lurette, l'esclavage à usage interne, mais il avait interdit la vente de citoyens nés libres. Dans une région où le pouvoir se définissait normalement, avant tout, en termes de démographie – c'est-à-dire à raison du nombre de personnes qu'un chef contrôlait ou qui lui prêtaient allégeance et respect selon la coutume –, la pratique de l'esclavage était peut-être de l'ordre d'un système de protection pour les plus faibles. Comme l'a écrit Joseph C. Miller, « les esclaves étaient souvent, dans les faits, des étrangers en situation précaire, capturés dans des circonstances qui les sauvèrent purement et simplement de la famine, des personnes qui voulaient les tuer, ou de la mort par condamnation judiciaire⁵ ».

Il n'est pas question, ici, de chercher à enjoliver le système d'asservissement africain, ni d'affirmer que c'était une partie de plaisir pour ceux qui y étaient soumis ; d'ailleurs, en la matière, les avis des historiens divergent. Ce qui est certain, c'est que les moyens d'échapper à l'esclavage en Afrique centrale occidentale ne manquaient pas. Il y avait, par exemple, le mariage, qui permettait de faire partie de la famille de ses propriétaires, sans servitude transgénérationnelle comme dans le cas des biens meubles. Au Kongo, comme dans d'autres sociétés africaines de l'époque, des enfants d'esclaves devenaient chefs d'État. Ainsi, après la fin du règne d'Askia le Grand, en 1529, les six dirigeants suivants de l'Empire songhaï furent des fils de concubines⁶. Le Kongo, appliquant les règles en vigueur au Bénin, interdisait de vendre les femmes comme esclaves. Quant à l'esclavage des hommes, il était réservé aux prisonniers de guerre et aux personnes condamnées pour crimes graves⁷.

Pendant un certain temps au moins, Afonso répondit sans trop de mal à la demande portugaise croissante d'esclaves africains. Il les vendait en échange de services rendus par ses nouveaux partenaires étrangers, afin de payer leur soutien en tant qu'alliés, ainsi que pour s'approvisionner en produits prestigieux ou dernier cri. Le Kongo acquérait la plupart des esclaves qu'il vendait dans le cadre d'échanges avec le royaume de Tio, situé plus à l'est. Il ne fallut pas longtemps, cependant, pour que l'appétit de Lisbonne ne puisse plus se contenter des réserves accessibles de captifs achetés au Tio, auxquels les familles kongo ajoutaient quelques cousins encombrants dont

on pouvait aisément se débarrasser. Entre-temps, l'attrait pour les produits importés avait pris une ampleur dangereuse et incontrôlable. Le Kongo essaya d'abord de payer aussi ses importations de produits européens avec du cuivre et d'autres produits locaux, tels que la cire, l'ivoire et le tissu de palmier (ou raphia), mais dans les années 1560, selon une estimation, les esclaves étaient devenus la seule « monnaie » qu'acceptaient les Portugais avec enthousiasme en échange des marchandises que lorgnaient leurs partenaires kongolais⁸. Il s'ensuivit un conflit de valeurs de plus en plus marqué entre une forme de matérialisme centrée sur l'argent, qui se répandait en Europe, et le modèle africain commun décrit plus haut, dans lequel le pouvoir reposait davantage sur un système d'allégeance entre humains que sur le commerce. L'un de ces systèmes était destiné à s'imposer, tandis que l'autre allait, du même coup, s'effondrer progressivement.

Lorsqu'il devint évident que le cuivre et la cire n'avaient guère d'utilité pour maintenir le commerce d'articles de luxe avec le Portugal, le Kongo lança une guerre territoriale contre son voisin du sud et vassal, le royaume de Ndongo, afin de faire provision de captifs que ses lois propres l'autorisaient à vendre comme esclaves. Le Kongo eut d'abord le dessus sur son voisin, mais cette offensive déclencha un cycle plus large de guerres d'esclavage qui finit par engloutir toute la région.

Deux lettres remarquables adressées par Afonso I^{er} à son homologue portugais, João III, en 1526, pour se plaindre de l'expansion de la traite des esclaves, donnent un aperçu de la crise à venir. Dans la première de ces lettres, datée de juillet, le souverain kongo écrivait ceci :

Et ce que nous coûtent ces tourments est que lesdits marchands enlèvent chaque jour nos compatriotes, les fils du pays et fils de notre noblesse, ainsi que nos vassaux et nos parents, parce que ces voleurs et ces hommes sans conscience les abusent avec le désir de posséder les choses et les biens de ce Royaume dont ils sont avides, puis ils s'en emparent et les vendent de telle manière, Monsieur, qu'en raison de cette déchéance et de cette débauche, notre contrée est presque dépeuplée, ce qui ne saurait vous agréer, ni vous profiter, Votre Altesse. Et pour éviter tout cela dans notre royaume, il ne nous faut pas davantage de prêtres ou de maîtres d'école, ni même plus de marchandises, sauf pour le vin et la farine pour le saint sacrement, car ce que nous demandons à Votre Altesse, c'est de nous aider et de nous défendre en cette affaire en disant à vos agents de n'amener ici ni marchands ni marchandises, car notre volonté est que dans ce Royaume il n'y ait pas de commerce d'esclaves ni de débouché pour ce commerce⁹.

Dans la seconde lettre, qui date d'octobre, Afonso I^{er}, apparemment plus affligé encore, se plaint de ce qu'il désigne comme « un grand inconvénient qui ne sert guère à Dieu ». Cet « inconvénient » était la vente de membres de sa famille, d'autres nobles et de sujets ordinaires « aux hommes blancs qui sont dans notre royaume »¹⁰.

Ce document historique atteste de nombreux griefs. Afonso I^{er} demandait désespérément de l'aide pour encadrer un commerce d'esclaves qui commençait à être hors de contrôle. Le dirigeant kongo se disait également mécontent que Lisbonne se soit mise à aider son rival, le Ndongo, un territoire revendiqué par le Kongo et avec lequel le Portugal avait établi des relations commerciales dynamiques¹¹. Afonso I^{er} était également dépité devant le comportement peu scrupuleux des prêtres portugais qui avaient commencé à vendre à leur compte des esclaves et à les expédier à São Tomé¹². Dans certains cas, les prêtres retenaient des jeunes filles en captivité pour satisfaire leurs besoins sexuels. Enfin, il s'inquiétait de l'afflux de commerçants portugais de São Tomé sur le territoire du Ndongo, ce qui rappelait la stratégie des Portugais en Haute-Guinée. Ces étrangers s'installaient dans les capitales et les villes de province et faisaient commerce des produits européens directement avec les chefs locaux, sapant ainsi le contrôle d'Afonso sur les réseaux patrimoniaux qui constituaient l'un des piliers de son pouvoir¹³. Le roi du Portugal, João III, rejeta toutefois d'emblée les sollicitations d'Afonso et refusa de juguler le commerce des esclaves, en répondant que le Kongo n'avait pas d'autre intérêt, pour le Portugal, que d'être un vivier d'esclaves.

Bien que cette première pétition d'Afonso I^{er} contre la traite des esclaves date de 1526, la demande d'esclaves en provenance de cette région commençait tout juste à s'accroître. Le Portugal avait découvert le Brésil en 1501, mais ce n'est que dans les années 1530 que Lisbonne s'engagea à gouverner et à exploiter ce nouveau territoire en tant que colonie à part entière. Le Portugal prit alors un virage stratégique lourd de conséquences, en faisant du Brésil sa priorité absolue, avant

même l'Inde ou l'Orient. Le renforcement de l'approvisionnement en esclaves – dont le labeur était nécessaire pour rentabiliser sa nouvelle colonie brésilienne – étant désormais une priorité, le Kongo et l'Afrique centrale occidentale devinrent la principale « solution » pour le Portugal. Ainsi, environ 32 000 esclaves furent expédiés au Brésil depuis cette région (et principalement depuis l'Angola) au cours du dernier quart du XVI^e siècle. Mais ce n'était là qu'un début. Dans la première moitié du XVII^e siècle, le trafic quintupla, avec respectivement 184 000 et 173 000 esclaves enchaînés et déportés dans les Amériques¹⁴, la moitié d'entre eux à destination du seul Brésil. Pour atteindre de tels chiffres, il fallait inonder de marchandises les nouveaux marchés de l'Afrique centrale occidentale, où se trouvaient des acheteurs enthousiastes.

Si l'on fait momentanément abstraction des conséquences politiques et économiques à long terme, les termes de l'échange semblaient s'améliorer considérablement pour les vendeurs africains à mesure que le commerce des esclaves se développait, ce qui rendait d'autant plus irrésistible le déferlement de nouvelles marchandises. Les tissus achetés en Asie et en Europe du Nord jouèrent un rôle primordial. Comme l'a écrit l'historien de l'esclavage Joseph C. Miller, « les princes fortunés se paraient, ainsi que leurs serviteurs, des étoffes les plus fines et les plus élégantes du marché, les soies écarlates occupant une place de choix, s'affichaient sous des chapeaux à large bord et se faisaient transporter dans des palanquins décorés de taffetas fins ». Au fur et à mesure que les marchés s'ouvraient à ce commerce, « les textiles importés finirent par vêtir les gens ordinaires, parés de quantités d'étoffes que seuls les plus riches et les plus puissants pouvaient jadis se payer »¹⁵.

Dans une région qui produisait elle-même des tissus raffinés mais surtout destinés aux élites, les textiles importés devinrent un élément fondateur de la modernité, car la nouveauté et la variété inépuisable des nouvelles marchandises lancèrent des renouvellements réguliers et sans précédent de la mode et du style. L'attrait de ces marchandises indiennes, comme on les appelait, ainsi que des textiles européens, était tel que le tissu devint bientôt la principale monnaie d'échange lorsque l'Afrique centrale occidentale entra dans le système de la traite transatlantique. De fait, au début, lorsque Afonso I^{er} (et d'autres rois et souverains après lui) exerçait encore un contrôle assez strict des échanges avec les Européens, un coupon de tissu importé suffisamment long pour suffire à habiller un membre de l'élite¹⁶ – disons cinq mètres de long – devint l'unité monétaire de base pour le commerce international. Cette unité, c'était la « pièce » de tissu et son équivalent de troc était un esclave de sexe masculin, jeune et en bonne santé, que l'on désignait et comptabilisait également comme *peça da Índias*, c'est-à-dire une pièce des Indes, et plus souvent en un seul mot, *pièce*¹⁷.

Cependant, à mesure que la demande d'esclaves montait en flèche, l'inflation s'installait, et il ne fallut pas longtemps pour que deux « pièces » de tissu soient nécessaires pour acquérir une seule pièce, au sens d'esclave, et ainsi de suite dans une spirale infernale. Pour les Européens, il ne s'agissait au fond que d'un manque à gagner largement compensé par ce que Miller a nommé les « dépendances induites¹⁸ » que les tissus importés créaient dans toute la région alors que des quantités toujours plus importantes envahissaient les marchés. Bien que le tissu n'ait pas eu d'égal en valeur d'échange pendant la traite des esclaves, l'alcool et les armes à feu s'imposèrent progressivement comme des produits commerciaux importants. Les alcools européens ne pouvaient pas se substituer massivement aux boissons africaines, profondément ancrées dans les usages, mais ils avaient un attrait inégalable en prestige, à l'instar des habits de luxe. Ils permettaient au chef ou au noble qui en buvait de se distinguer des autres. Un personnage politique de premier plan pouvait vendre quatre cents esclaves ou plus par an à seule fin de rester approvisionné en rhum fabriqué au Brésil par des esclaves à partir de sucre de canne¹⁹. Selon une estimation²⁰, sur près de un million deux cent mille prisonniers embarqués à Luanda à destination du Nouveau Monde, un tiers a été acheté grâce à l'importation de boissons alcoolisées comme le rhum brésilien.

La période vit d'autres dynamiques se mettre en place. Comme le vivier d'hommes que les lois locales autorisaient à vendre pour la traite fut bientôt tari, la guerre devint le moyen principal d'acquérir de nouveaux stocks d'êtres humains commercialisables. En effet, à chaque fois que l'offre locale d'esclaves s'avérait insuffisante, des commerçants créoles connus sous le nom de *pombeiros* s'installaient dans de nouvelles zones avec de grandes quantités de produits pour le troc et un crédit quasi illimité, ce afin d'acheter des êtres humains. Plus le rayon d'action de ce commerce

s'élargissait, plus de nouvelles régions étaient touchées par la frénésie que provoquait le flot de marchandises étrangères bénéficiant encore de l'attrait de la nouveauté.

En 1540, même le Kongo semblait avoir renoncé à résister à l'expansion du commerce régional des esclaves, qui ne fit que s'accroître au cours des décennies suivantes. Cette année-là, Afonso I^{er} écrivit à son homologue portugais en vantant les qualités uniques de son royaume pour alimenter ce marché toujours plus insatiable. Cette lettre est tout à fait tragique : « Mettez tous les pays de Guinée d'un côté et seulement le Kongo de l'autre, et vous verrez que le Kongo est plus rentable que tous les autres réunis [...] aucun roi de la région n'estime autant les marchandises portugaises ou ne traite les Portugais aussi bien que nous. Nous protégeons leur commerce, nous le soutenons, nous ouvrons des marchés, des routes et le Mpumbu, où les pièces [esclaves] sont échangées²¹. »

Après la mort d'Afonso I^{er}, en 1542, il fallut encore environ cent vingt ans pour que le Kongo s'effondre totalement, une période marquée par une instabilité intérieure endémique, mais aussi par une diplomatie audacieuse et imaginative mettant aux prises trois continents, et par des guerres menées en s'alliant à la fois avec et contre la plupart des principales nations européennes. Il y eut d'abord deux guerres civiles : c'était la troisième fois consécutive que la succession donnait lieu à un conflit ouvert opposant différentes branches de la noblesse. Au beau milieu du second conflit de succession, en 1568, le Kongo fut envahi par un groupe mystérieux venu de l'est, les Jagas. Les historiens restent partagés quant à leurs origines et leurs motivations : selon une hypothèse, les Jagas étaient une des factions dans la guerre civile qui avait placé Alvaro I^{er} sur le trône du Kongo l'année précédente²² ; pour d'autres, les Jagas occupaient des territoires situés très à l'est au-delà des frontières du royaume²³, et ils se sont soulevés soit pour riposter aux déprédations de la traite des esclaves sur leurs terres, soit peut-être pour participer eux-mêmes à cette traite et avoir accès au commerce lucratif des marchandises étrangères.

Quoi qu'il en soit, cette année-là, les Jagas chassèrent Alvaro I^{er} et sa cour de la capitale, Mbanza Kongo, en permettant pour la première fois l'asservissement généralisé de personnes nées libres au Kongo²⁴. Depuis l'île située sur le fleuve Congo où il avait trouvé refuge, Alvaro I^{er} demanda son aide au Portugal pour organiser une contre-offensive et restaurer l'autorité royale dans la capitale. Le Portugal accepta, non sans exiger des contreparties : en échange de six cents soldats déployés pour aider à restaurer l'autorité kongolaise, le Kongo paierait un tribut sur une période limitée²⁵, tout en acceptant l'établissement d'une petite colonie portugaise dans une zone côtière du sud contrôlée depuis longtemps par le royaume africain.

En 1571, le roi Sébastien I^{er} du Portugal décréta cette nouvelle colonie en nommant à sa tête le petit-fils de l'explorateur Bartolomeu Dias, Paulo Dias de Novais²⁶, à qui il donna mandat de gouverneur à vie et de seigneur avec droit d'hérédité. Lorsque Paulo Dias arriva à Luanda quatre ans plus tard, à la tête d'une armada de neuf navires transportant sept cents hommes, ainsi qu'une artillerie abondante, il lança la construction de la première ville fortifiée européenne en Afrique subsaharienne depuis Elmina, près d'un siècle plus tôt. Cette forteresse resta au centre des opérations esclavagistes portugaises pour l'essentiel de l'Afrique centrale occidentale jusqu'à l'abolition de la traite, en 1761²⁷. Même à cette date tardive, des nobles portugais rêvaient encore de découvrir des quantités d'argent ou d'or suffisantes pour faire de la colonie de Luanda une sorte de « Potosí sur le Kwanza²⁸ ». Toutefois, Dias n'oubliait pas son mandat royal : « Soumettre et conquérir le royaume d'Angola²⁹ », c'est-à-dire le Ndongo. Il n'était plus question, pour les Portugais, d'entretenir des relations courtoises avec leurs hôtes ni de compter sur le seul commerce de nouveaux produits, comme ils l'avaient fait pendant un siècle avec le Kongo voisin. Au contraire, leur dessein était de « conquérir et dominer » les habitants du Ndongo³⁰. Dias, passablement mégalomane, était intimement convaincu que les nouveaux marchés d'esclaves proches de sa colonie créeraient assez de richesse pour créer une civilisation dirigée par des Blancs³¹, et digne d'être comparée à Rome : une telle vision tirait manifestement sa source des liens commerciaux avec les marchés d'esclaves du Nouveau Monde. Au début, le nouveau gouverneur de Luanda eut le soutien du roi du Kongo, Alvaro I^{er}, mais cette entente entre Lisbonne et l'autorité rétablie de

Mbanza Kongo se délita rapidement, en partie en raison du soutien portugais au Ndongo, un État qui était tantôt le rival tantôt le vassal du Kongo, et en raison des nombreux raids d'esclaves qui s'ensuivirent sur le territoire du Kongo.

Si l'on en croit l'histoire telle que le royaume de Ndongo la racontait, cet État était né au XVI^e siècle en s'affranchissant du Kongo, situé au nord, plus ancien et nettement plus grand. Le Ndongo, soucieux de rester dans la course, envoya, comme son voisin, plusieurs ambassades au Portugal entre 1518 et 1556, chacune d'entre elles demandant à Lisbonne d'établir des relations, y compris des missions catholiques, comme le Portugal l'avait fait plus d'un demi-siècle plus tôt avec le Kongo. En 1560, Lisbonne finit par accéder à cette demande, en concluant par la suite une alliance officielle avec le Ndongo³². L'alliance fit long feu : en 1579, les deux parties étaient en conflit ouvert. Les Portugais avaient aidé le roi du Ndongo, Kasenda, dans ses campagnes contre des chefs provinciaux rebelles, mais comme les hommes de Dias s'implantaient de plus en plus dans le royaume, Kasenda en vint à croire, à juste titre, que leur véritable objectif était de le renverser. En réponse, il ordonna l'arrestation et l'exécution de quarante Portugais qui vivaient dans la capitale, Kabasa, ce qui poussa Dias à ne plus rien dissimuler de son dessein colonial. En 1582, Dias se vantait auprès du roi Sébastien I^{er} d'avoir rallié à sa cause « soixante-dix chevaliers » dont la puissance allait lui permettre de vaincre « le roi de Ngola »³³, dont les armées avaient subi des dizaines de milliers de morts au cours des différentes campagnes. Ces pertes venaient en fait accroître le commerce des esclaves, ce qui avait toujours été l'un des principaux objectifs du Portugal. Selon des chiffres portugais de l'époque, entre 1575 et les années 1590, Lisbonne expédia au Brésil jusqu'à cinquante mille esclaves du Ndongo³⁴.

Au cours de cette période, selon John Thornton, le Portugal a réussi à construire un « vaste réseau de colonies et de comptoirs commerciaux³⁵ » dans toute la région, en couvrant les territoires de ces deux royaumes et même davantage, à seule fin d'accroître son commerce d'esclaves dans l'Atlantique, désormais en pleine expansion. En 1576, un Portugais écrivait fièrement au sujet de la nouvelle colonie de Luanda : « Ici on trouve tous les esclaves dont on a besoin et ils ne coûtent pratiquement rien. Hormis les chefs, tous les indigènes ici sont nés esclaves ou peuvent être réduits en esclavage sans même de prétexte³⁶. » En 1591, les colons portugais étaient si enthousiastes quant aux perspectives de leur commerce d'êtres humains que l'un d'entre eux alla jusqu'à écrire à la Couronne que Luanda pourrait fournir des esclaves au Brésil « jusqu'à la fin du monde³⁷ ». Cependant, les actes de plus en plus abominables du Portugal finirent par inciter le Kongo et le Ndongo à conclure des alliances tactiques grâce auxquelles ces deux puissances d'Afrique centrale purent ponctuellement infliger des défaites majeures aux Portugais. Pendant ce temps, chacun des deux royaumes se mettait en quête d'alliés étrangers pour réussir à vaincre Lisbonne.

En 1591, avant même d'avoir pu nouer de telles alliances, les armées africaines expulsèrent presque les Portugais de leur colonie de la baie de Luanda, connue plus tard sous le nom d'Angola. Les Portugais, résistants et déterminés, se ressaisirent vite toutefois et, en 1600, ils avaient étendu leur colonie jusqu'au nord du fleuve Kwanza, en empiétant grandement sur les zones revendiquées par le Kongo. Cette situation provoqua une rupture brutale entre le Kongo et le Portugal, au point que le roi du Kongo, Alvaro I^{er}, déposa des recours diplomatiques contre les actions des Portugais, tant auprès de Lisbonne que de Madrid et de Rome. Pendant ce temps, le Portugal continuait à montrer les muscles face au Ndongo. Incapables de vaincre les armées du Ndongo dans les principaux territoires, les Portugais changèrent de tactique en 1615 et conclurent une alliance avec une force mercenaire d'origine mystérieuse et constituée de nomades cannibales, les Imbangala, peut-être elle-même victime de déprédations antérieures - traite d'esclaves ou sécheresse, on ne sait pas très bien. Après deux années de meurtres, de viols et de pillages tous azimuts, les Imbangala s'emparèrent de la capitale du Ndongo en forçant le roi à fuir.

Au fur et à mesure, les jeunes hommes capturés sans souci de leur ethnie³⁸ vinrent grossir les rangs de ces armées emmenées par des seigneurs de guerre aux allures de pillards. En 1621, elles avaient capturé cinquante mille esclaves vendus ensuite aux Portugais pour alimenter le commerce atlantique en plein essor. Les Imbangala répandirent la terreur tant et si bien que les foires aux esclaves organisées par les Portugais pour accroître le commerce en devinrent quasiment obsolètes et furent bientôt remplacées par l'asservissement massif de communautés entières. Pour la première fois, un grand nombre de jeunes enfants, ou *muleques*, furent réduits en esclavage,

ce qui rompait avec la pratique prévalant en Afrique atlantique et consistant à préférer les jeunes adultes de sexe masculin en état de procréer. Cette présence soudaine et massive d'enfants parmi les esclaves s'explique en partie parce que les Imbangala avaient besoin de recruter des hommes en âge de combattre, mais aussi parce que la politique portugaise en la matière était en train d'évoluer. Tant par des décrets royaux que par des lois fiscales, les règles de la traite des esclaves furent modifiées afin d'autoriser l'esclavage des enfants par souci accru de rentabilité³⁹. Outre les campagnes de terreur menées par les Imbangala, les chefs portugais qui se succédèrent suivirent une stratégie consistant à fomenter des conflits presque permanents afin de vassaliser les chefs locaux, ou *sobas*. Ils contraignirent ces chefs à payer un tribut annuel sous forme de captifs, généralement des enfants et des femmes, ce qui permit d'accroître encore le commerce d'esclaves.

Après le succès consommé du projet initial de Lisbonne consistant à prendre le contrôle du Ndongo et à s'en servir comme d'un vivier censément inépuisable d'esclaves, un nouveau gouverneur portugais, João Correia de Sousa, décida de lancer ses alliés Imbangala à l'assaut du Kongo, dans l'espoir de déstabiliser fortement ce royaume, voire de le mettre à bas. Le prétexte pris par les Portugais allait devenir un classique de la géopolitique de l'esclavage : ils affirmèrent que le Kongo offrait l'asile aux esclaves fugitifs des territoires périphériques. Les lecteurs américains reconnaîtront là un argument avancé par la Confédération du Sud pour déclencher la guerre civile. Le Kongo allait effectivement s'effondrer face à la duplicité belliqueuse du Portugal (et du Brésil), mais plusieurs décennies plus tard, et non sans avoir mis en place des stratégies qui comptent parmi les plus remarquables de l'histoire de la résistance à la première phase de l'impérialisme européen.

Chapitre 30

LA GUERRE DE L'ATLANTIQUE NOIR

L'invasion du Kongo par les Portugais alliés aux Imbangala débuta à la fin de l'année 1622, un an après la création de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales. Le but avoué de cette compagnie était de priver l'Espagne des ressources vitales qu'elle tirait du commerce florissant des esclaves et du sucre, deux marchés dominés jusqu'alors par le Portugal. Les Kongos et les Néerlandais nouaient des liens depuis le débarquement des premières missions maritimes néerlandaises en quête de débouchés commerciaux à la fin du XVI^e siècle. L'Espagne et le Portugal avaient, on s'en souvient, unifié leurs couronnes en 1580 : pour les Provinces-Unies, s'attaquer aux nouvelles sources de richesse portugaises venant de l'exploitation des Africains était un moyen puissant d'affaiblir le financement militaire de l'Espagne pendant la guerre de Trente Ans.

En novembre 1622, une armée constituée de Portugais et d'Imbangala mit en déroute les troupes kongolaises dans le sud du royaume, et le bruit courut que des cannibales avaient dévoré des nobles. Cette bataille se solda aussi par la déportation de nombreux prisonniers au titre de la traite transatlantique. Les armées du Kongo relevèrent la tête et, au mois de janvier suivant, battirent à plate couture leurs ennemis lors d'une bataille importante près de la ville de Mbanda Kasi. Fort de cette victoire, le roi kongo Pedro II prit une série d'initiatives diplomatiques tout à fait inédites. Dans des lettres envoyées au roi d'Espagne et au pape, il dénonça l'offensive portugaise et les atrocités commises par les Imbangala en exigeant la restitution des nobles kongo et d'autres personnes envoyées au Brésil comme esclaves. Ses protestations furent payantes, puisque, deux ans après, plus d'un millier de ces Kongos traversèrent l'Atlantique dans l'autre sens et retrouvèrent leur foyer¹.

C'était là un remarquable renversement de situation, mais Pedro II ne s'arrêta pas en si bon chemin. La même année, lui et le comte Manuel, souverain de Soyo, puissante province kongolaise située sur la côte et en partie autonome, envoyèrent chacun une lettre aux États généraux (le Parlement néerlandais) pour demander une alliance formelle en vue d'expulser les Portugais d'Angola. Un marchand néerlandais nommé Joris Pieterse transmit ces missives, informant les États généraux de la demande du Kongo « de leur fournir quatre ou cinq navires de guerre ainsi que cinq ou six cents soldats pour les aider sur mer et sur terre ». En retour, le Kongo proposait de payer « les navires et la solde des soldats en or, en argent ou en ivoire ». Pour souligner l'importance stratégique de l'Angola, le Kongo offrait aux Néerlandais de contrôler Luanda, précisant que « plus de vingt-quatre

mille Noirs en [étaient] déjà expédiés tous les ans vers le Brésil, les Indes occidentales et d'autres endroits »².

À l'époque de cette proposition d'alliance, les Néerlandais cherchaient déjà à sectionner la jugulaire d'Espagne et à priver ce pays des richesses du Nouveau Monde, qui reposaient entièrement sur l'esclavage des Africains. Parmi les pistes explorées par la toute nouvelle Compagnie des Indes occidentales figuraient la prise de La Havane et des îles Canaries³, ce qui était susceptible de donner un point de contrôle convenable du continent africain à partir duquel elle pourrait lancer une offensive contre la traite transatlantique des esclaves par les Espagnols.

L'Angola représentait cependant une cible bien plus importante que ces deux objectifs⁴. Dans les années 1620, ce pays fournissait plus de la moitié de tous les esclaves du Brésil et du Nouveau Monde espagnol. En effet, la « construction continue du Brésil » et la « destruction constante de l'Angola »⁵ étaient deux desseins indissociables. Ainsi, la Compagnie des Indes occidentales avait tout intérêt à couper le robinet de ce commerce d'êtres humains en Afrique centrale occidentale pour ébranler radicalement le complexe atlantique des puissances ibériques.

Une proposition d'alliance comme celle-ci ne pouvait émaner que d'un royaume africain très bien informé de la situation politique en Europe. Il devait être parfaitement au fait non seulement du conflit entre les Néerlandais et les Espagnols, et de l'union du Portugal avec l'Espagne, mais aussi, probablement, de la création récente de la Compagnie des Indes occidentales. Le Kongo était au fait de ces différentes choses grâce aux liens commerciaux qu'il entretenait depuis belle lurette avec les Néerlandais, et parce qu'il avait investi pour conserver une bonne représentation diplomatique en Europe. Sans cette promesse de soutien d'un allié africain fort et déterminé à subventionner l'offensive néerlandaise, il eût été impossible d'atteindre des objectifs aussi ambitieux.

Il s'ensuivit le plus grand conflit du XVII^e siècle opposant deux empires atlantiques⁶, une guerre complexe menée sur terre et sur mer de part et d'autre de l'océan Austral, qui a grandement contribué à affaiblir le Portugal et à vider les caisses de l'Espagne pendant vingt ans, et qui reste pourtant largement passée sous silence quand les historiens évoquent la guerre de Trente Ans. Il est indubitable que, sans l'initiative stratégique du Kongo, aucun projet mené par les Provinces-Unies dans l'Atlantique à cette époque n'aurait mérité le nom de Grand Projet.

En décembre 1623, le Parlement néerlandais répondit à la missive de Pedro II datée de l'année précédente en envoyant au Brésil une grande flotte composée de vingt-six navires de guerre et de trois mille trois cents combattants. Ils s'emparèrent rapidement de Salvador, la capitale de l'état de Bahia, la deuxième ville la plus importante du monde impérial portugais après Lisbonne. J'ai beau être un voyageur aguerri, car j'ai visité près de cent vingt pays, peu d'endroits m'ont autant surpris par leur extravagance que le Pelourinho, le grand centre impérial de Salvador, qui s'étend somptueusement sur une colline offrant une vue imprenable sur la vaste baie de Tous les Saints. C'est de l'horizon que l'on voit scintiller au loin qu'arrivèrent tant d'esclaves, et que partaient les navires chargés du sucre du Recôncavo, la région de plantation la plus riche de Bahia. Le Pelourinho est parsemé d'églises extraordinaires tout en dorures, et d'innombrables merveilles architecturales datant du XVI^e au XVIII^e siècle, dont beaucoup entourent la grande place où l'on conduisait les esclaves pour les fouetter publiquement. Les édifices construits par les Portugais étaient parmi les plus somptueux de l'époque. Grâce à la main-d'œuvre noire, ils en avaient les moyens, et la magnificence de cet endroit suggère que les Portugais n'ont jamais imaginé devoir y renoncer un jour. Cela explique aussi pourquoi, une fois dépossédés, ils firent des pieds et des mains pour évincer les Néerlandais et reprendre le contrôle.

En août 1624, une flotte nettement inférieure aux vingt-six navires de guerre initiaux partit de Salvador de Bahia sous le commandement de Piet Heyn, vice-amiral de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales, afin de s'emparer de Luanda. Pedro II avait demandé entre cinq cents et six cents soldats, mais Heyn n'emmenait que quatre cent vingt hommes avec lui. Cela ne l'empêchait pas d'être sûr de son fait, d'une part parce qu'il détenait une copie des lettres de Pedro II⁷, et d'autre part parce qu'il savait qu'une petite flotte placée sous le commandement d'un autre officier néerlandais, Phillips van Zuylen, était déjà sur place.

Cependant, lorsque Heyn arriva au large des côtes de l'Afrique centrale occidentale, la situation avait subitement pris une autre tournure. Pedro II était mort, ouvrant ainsi, encore une fois, la voie

à une succession disputée au Kongo. De plus, le royaume subissait des attaques au nord et au sud, c'est-à-dire de la part des Portugais et de leurs alliés Imbangala. À sa grande consternation, Heyn apprit que son compatriote van Zuylen avait déjà livré un assaut contre Luanda avant de repartir vers le nord. Heyn, sans se décourager, lança une attaque sur Luanda le 30 octobre 1624, pour abandonner moins d'une semaine plus tard sous la pression défensive d'un puissant bombardement par les Portugais. Peu après, Heyn se rendit en navire dans la province de Soyo, où il trouva la flotte de van Zuylen au mouillage. Il tenta de persuader le comte Manuel de soutenir sa guerre contre les Portugais à Luanda⁸, en vain car Manuel mettait en doute l'authenticité de ses lettres et les luthériens néerlandais étaient, aux yeux de Kongos fervents catholiques, des hérétiques protestants. Cela reste difficile à comprendre dans la mesure où Manuel, comme le roi Pedro II, avait auparavant demandé une alliance aux Néerlandais, mais s'explique peut-être en partie par des pressions exercées sur lui par les Portugais.

Le Kongo connut bientôt une longue période de guerre civile qui l'affaiblit et le rendit temporairement incapable de nouer des alliances ou de mener une diplomatie audacieuse. De plus, les événements prirent une nouvelle tournure dramatique lorsque Heyn fit voile vers l'ouest et traversa l'Atlantique pour réaliser un exploit que ni les Anglais ni les Français n'avaient jamais réussi, en dépit de ressources plus importantes et d'efforts renouvelés. Comme on l'a vu, c'est au large de Cuba, dans la baie de Matanzas, en 1628, que Heyn se saisit sans dommages d'une flotte de navires espagnols qui convoyaient de l'argent. Forts de ce butin triomphal, les Néerlandais, entre-temps chassés de Bahia, mirent le grappin sur la province brésilienne voisine du Pernambouc, qui devint la pierre angulaire de leur empire. Désireux de faire fructifier la production du sucre en plein essor dans cette région, les Néerlandais laissèrent de côté leurs scrupules religieux relatifs à la traite des esclaves. Ils revinrent donc au Kongo, où ils devinrent des acteurs majeurs de ce commerce au milieu du XVII^e siècle⁹. Peut-être est-ce le sceau d'infamie associé à l'esclavage¹⁰ qui explique pourquoi la Nouvelle-Amsterdam est la colonie néerlandaise du XVII^e siècle la plus connue et la plus étudiée aux Pays-Bas aujourd'hui, et non la colonie brésilienne du pays, pourtant infiniment plus importante.

En 1635, après une défaite néerlandaise lors d'une bataille navale au large de l'Angola, leur flotte battit en retraite à Soyo, où un nouveau comte, nommé Paolo, les invita à renouer des relations commerciales. À cette époque, les Néerlandais avaient pour priorité manifeste d'acheter des esclaves; Paolo les autorisa à établir une « factorerie » à cette fin à Mpinda, le port de Soyo où Diogo Cão avait établi le premier contact entre l'Europe et le Kongo cent cinquante ans plus tôt. Ce n'est toutefois qu'en 1641 que les liens entre les Néerlandais et les Kongos se renforcèrent en une alliance solide. Cette nouvelle phase stratégique n'intervint que lorsque le chef d'une autre province kongolaise, Garcia de Mbamba, écrivit à l'agent néerlandais : « Si Dieu tout-puissant m'accorde d'être roi, comme je l'espère bientôt, car je suis l'héritier le plus proche de la Couronne, je tenterai d'attaquer les Portugais, car ici, à Mbamba, ils me sont source de maints ennuis¹¹. »

Le 22 février, peu de temps après cette missive, le gouverneur de Mbamba devint effectivement roi, sous le nom de Garcia II. Moins de six mois plus tard, les Néerlandais envoyèrent en Angola la plus grande expédition de l'histoire de la Compagnie des Indes occidentales. Elle était formée de « vingt-deux navires, deux mille soldats des Pays-Bas et d'autres pays d'Europe, et d'Amérindiens du Brésil¹² ». Le commandant, Cornelis Cornelison Jol, avait reçu l'ordre de s'emparer de Luanda et de « conclure une alliance avec le roi du Congo, le comte de Soyo et les autres rois et princes voisins [...] et de conclure avec eux une alliance défensive et offensive, afin d'étendre notre puissance militaire aussi loin que possible¹³ ». La victoire des Néerlandais à Luanda fut immédiate, puis le Kongo envoya des forces pour protéger l'accès vers la côte, en renforçant de cette façon la stratégie de la Compagnie des Indes occidentales. En mars 1642, alors que les Portugais se trouvaient confrontés à une pression croissante, Garcia II signa une alliance globale avec les Néerlandais et leur accorda le droit de faire commerce d'esclaves dans la région et de construire des forts. Très soucieux, comme c'est souvent le cas, de la souveraineté de son royaume en tant que monarque kongo, Garcia II imposa cependant deux restrictions majeures : les Néerlandais n'obtinrent pas le monopole tant attendu sur ce commerce, et il leur fut interdit de prêcher la foi protestante.

Malgré ces réserves, les nouveaux alliés infligèrent une défaite majeure aux Portugais dans le Sud en septembre. Njinga, la puissante reine qui régnait depuis longtemps sur le Ndongo, s'allia

alors aux Néerlandais et au Kongo dans le cadre d'une alliance pan-centrafricaine aux contours assez flous. La perspective de chasser complètement le Portugal de la région et de le repousser vers « le Brésil ou le Bengale », selon les termes de Garcia II¹⁴, devenait désormais un objectif réalisable. Cependant, ce que ne savaient pas les belligérants, c'est que la politique européenne s'était déjà radicalement réorientée au point de reconfigurer profondément la situation dans cette partie de l'Afrique centrale. En décembre 1640, le Portugal s'était soulevé contre la domination espagnole et avait obtenu son indépendance. L'année suivante, il avait fait la paix avec les Pays-Bas. Affaiblir l'Espagne, cela avait toujours été la priorité des Pays-Bas : la dernière raison impérieuse de s'attaquer aux intérêts de Lisbonne en Afrique venait de s'envoler. La nouvelle de la paix entre les Pays-Bas et le Portugal ne parvint à Luanda que le 21 septembre 1642. Les armées du roi Garcia II remportaient alors de grands succès contre les Portugais¹⁵, mais le chambardement de la politique européenne lui coupa l'herbe sous le pied. Les deux puissances européennes conclurent un accord sur les relations commerciales à Luanda et dans ses environs. Cet accord comprenait des dispositions qui permettaient aux Jésuites de reprendre leur activité rentable dans plus de cinquante plantations qu'ils avaient installées le long de la rivière Bengo afin d'approvisionner Luanda, mais il permettait aussi le rétablissement du commerce massif d'esclaves¹⁶.

Plusieurs autres changements importants se profilaient à l'horizon ; chacun d'eux permet de souligner un trait primordial pour notre compréhension des quatre cents dernières années et qui n'est que rarement mis en avant : l'importance économique et politique de l'Afrique centrale occidentale au sein du monde atlantique dans son entier. Le Kongo entra en guerre contre le Soyo ; les deux camps envoyèrent des diplomates et des nobles de l'autre côté de l'Atlantique, à Recife, la capitale du Pernambouc, afin de rallier le gouvernement néerlandais à leur cause. Les Néerlandais se battirent à nouveau aux côtés du Kongo, surtout pour empêcher la déroute des armées de la reine Njinga en Angola. En 1648, le Portugal riposta en envoyant du Brésil une importante flotte transportant des troupes¹⁷, dont des esclaves noirs et autochtones, afin de contraindre son rival européen à capituler.

Le Kongo continua seul la lutte contre le Portugal, persistant même après la reconquête de l'Angola par Lisbonne. Dans les années 1660, le Kongo, empêtré de nouveau dans de violents conflits de succession, vit la déroute de son armée lors de la grande bataille de Mbwila. Le roi Antonio du Kongo fut fait prisonnier et décapité par les Portugais, ce qui provoqua une guerre civile féroce dans le royaume. Malgré ce revers, le Kongo continua d'infliger des pertes importantes aux troupes portugaises. Le Portugal subit ce qui fut peut-être la pire défaite de toute l'histoire de sa présence en Angola lors d'une bataille en un lieu appelé Kitombo en 1670¹⁸ : son armée fut réduite à néant. Cette défaite fut toutefois une sorte de dernier sursaut : au prix d'immenses sacrifices certes, le Portugal renforça progressivement son pouvoir en Angola, une colonie qu'il occupa, saigna aux quatre veines, et conserva jusqu'en 1975. Pendant toute la durée de la traite transatlantique des esclaves, Luanda envoya un million trois cent mille esclaves aux Amériques, soit le nombre le plus important d'esclaves déportés à partir d'un point de départ unique¹⁹.

Garcia II fait figure de chef particulièrement ingénieux dans un royaume qui a eu à sa tête un bon nombre d'hommes d'État extraordinaires ; cette réputation est largement justifiée même si, à la fin de son règne, son royaume était en passe de sombrer corps et biens. Garcia II avait compris qu'il fallait miser sur les Néerlandais pour débarrasser son pays des Portugais qui étaient de véritables sangsues. Il avait une vision très juste de la matrice politique complexe des royaumes autochtones dans sa région, et il manœuvra habilement pour inciter le Ndongo, un État rival et même ennemi jusqu'à peu, à participer à l'effort mutuel contre l'adversaire commun, Lisbonne. Mais on doit aussi voir en lui un personnage profondément tragique, car il comprit trop tard les conséquences pour son royaume du fléau de l'esclavage, si tard qu'il ne put rien faire pour y remédier.

Dans une lettre adressée en 1643 à un recteur jésuite de Luanda, Garcia II déplorait qu'« au lieu de l'or, de l'argent ou d'autres choses qui servent ailleurs de monnaie », les esclaves fussent devenus la monnaie de toute la région, ajoutant même que « dans notre naïveté, nous avons laissé s'installer ce qui est à l'origine de tous les maux de notre pays »²⁰.

Si nous nous sommes attardés aussi longtemps sur deux royaumes de l'Afrique centrale occidentale, le Kongo et le Ndongo, qui sont pratiquement inconnus du grand public, ce n'est pas seulement pour les menus détails de leur histoire, aussi étonnants et insoupçonnés soient-ils. Comme on l'a vu, ces deux États – et en particulier le Kongo – ont joué un rôle de premier plan dans la lutte capitale entre trois continents pour l'Atlantique Sud, à un moment crucial de l'ère pré-moderne. L'objectif plus large est de prendre en compte les conséquences nombreuses et durables de la traite atlantique des esclaves sur l'Afrique. Ce faisant, on en revient au cœur de ce livre : l'avènement de la modernité. Notre tâche consiste à mieux comprendre le chemin parcouru par l'Afrique pour parvenir à sa propre version de ce concept, une version qui est loin d'être homogène. On aurait pu utiliser à la place la riche histoire des Ashantis, dans l'actuel Ghana, ou celle du Bénin, l'empire situé dans le sud du Nigeria actuel. Les Ashantis ont passé la majeure partie du XIX^e siècle à résister fermement aux Britanniques au cours de trois guerres majeures et de nombreux conflits moins importants, avant de finir par céder, en 1900, devant la plus grande puissance impériale du monde. Ce qui signa leur défaite, ce fut l'utilisation d'armes précises et à longue distance, comme les fusils Enfield et Snider²¹, ainsi que de l'artillerie moderne, dont les Britanniques avaient commencé de se servir à la fin du XIX^e siècle. Hélas, les Ashantis ont eux aussi largement participé à la traite des esclaves.

Le Kongo, cependant, offre l'avantage unique d'avoir laissé de vastes archives ; avec le Ndongo et un certain nombre d'États plus petits qui lui étaient affiliés dans cette région, il occupe la première place incontestée quant aux pertes en vies humaines, en main-d'œuvre et en force de travail dans le cadre de la traite transatlantique. Cette histoire politique, conjuguée à la catastrophe démographique et humaine, nous a transmis trois types d'expérience qui peuvent servir à interpréter l'avènement de la modernité et, plus tard, la formation des États modernes indépendants dans une grande partie du reste de l'Afrique subsaharienne, quoiqu'à des degrés différents.

Si la traite transatlantique et les industries dont elle a fait des vecteurs profonds de la transformation du monde (par le biais du sucre puis du coton) ont joué un rôle essentiel dans l'essor de l'Europe et, comme on le verra dans la cinquième partie, des États-Unis, notre principal objectif jusqu'à présent a été d'explorer la façon dont elles ont influé sur le passé récent de l'Afrique et sur sa situation contemporaine. L'histoire tragique des relations du Kongo avec l'Europe, tragique car elle s'est soldée par un esclavage massif, illustre de manière dramatique la marginalisation des relations entre l'Afrique et l'Europe au début de l'ère moderne. Comme on pouvait s'y attendre, le paysage politique africain était très varié à la fin du Moyen Âge, tout comme en Europe. L'Afrique était un tissu de micro-États, pour la plupart éphémères, comme d'autres sociétés que les politologues qualifient d'an-étatiques. Cependant, au Kongo, comme au Ndongo au sud, et comme dans bien d'autres endroits, du littoral d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Sénégal, etc.) à la vaste zone intérieure de la région, ainsi que dans les zones correspondant au Mali et au Nigeria actuels, la fin du Moyen Âge et le début de l'ère moderne ont vu se former des États complexes, solides et extrêmement compétents.

Nous voilà contraints de nous demander ce que serait devenue la carte politique de l'Afrique au fil du temps si les Européens n'étaient pas arrivés avec la ferme intention de se lancer dans le commerce de l'or et, plus tard, dans celui des esclaves. On peut imaginer bien des issues différentes. Parmi elles, il n'est pas déraisonnable d'imaginer que de larges pans d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale auraient suivi un processus progressif de consolidation politique. Ce processus aurait pu se fonder sur un mélange d'alliances pacifiques et d'intégrations, ainsi que sur des conquêtes sanglantes, comme cela s'est produit ailleurs dans le monde. Si l'Afrique avait disposé de plus de temps et d'espace pour se développer de façon relativement autonome, elle aurait vraisemblablement été mieux préparée à son intégration ultérieure dans l'économie mondiale²² et plus à même de négocier cette transition cruciale dans des conditions nettement plus favorables. Selon un tel scénario, l'Afrique aurait évité le morcellement terrible entériné par la conférence de Berlin et qui pèse encore lourdement sur le continent aujourd'hui. L'existence de cinquante-quatre pays, souvent minuscules, dont les frontières ont été tracées au gré des caprices des empires européens, constitue un lourd fardeau que les peuples africains semblent voués à porter jusque dans un avenir indéfini.

Cela concerne tout particulièrement les seize pays africains enclavés, soit près d'un tiers de

l'ensemble du continent, et dont quatorze ont été créés par les Européens. On trouve une forte proportion de pays enclavés parmi les nations les moins développées du monde. En moyenne, leurs échanges commerciaux sont inférieurs de trente pour cent à ceux des pays côtiers. Le coût des activités commerciales dans les pays enclavés est généralement beaucoup plus élevé que dans les pays côtiers. En Afrique, la conséquence a été la faiblesse des investissements, hormis les industries extractives. La Banque mondiale a calculé que le simple fait d'être enclavé réduit le taux de croissance national annuel de un et demi pour cent en moyenne²³. Si on prend en compte les effets cumulatifs, c'est là un handicap permanent absolument majeur. Vu qu'ils sont entourés de tous les côtés, les pays enclavés sont également beaucoup plus susceptibles de subir des conflits frontaliers, ainsi que les conséquences négatives des conflits dans les États limitrophes, de sorte que ce sont eux qui voient partir une proportion plus importante de réfugiés. Pour donner un exemple concret, il suffit de s'intéresser à la région du Sahel, qui avait un tel poids historique vers la fin du Moyen Âge, donc dans le monde atlantique. Ses États enclavés – le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad – sont parmi les pays les plus pauvres et les moins stables du continent et, de nos jours, les conflits qui ne cessent de s'y aggraver sont à l'origine des fortes migrations vers l'Europe et même vers des continents plus éloignés.

Pour ne rien laisser de côté dans notre hypothèse alternative, il faut dépasser l'héritage handicapant des frontières imposées par des étrangers, et considérer le coût plus massif encore de la désagrégation des processus politiques souverains sous le coup de la traite transatlantique, qui a duré quatre siècles, puis de la phase d'hégémonie coloniale qui lui a succédé. Les Occidentaux se faisaient l'effet, au cours de la période coloniale, de s'acquitter du prétendu « fardeau de l'homme blanc » en offrant à un continent désespérément arriéré un système juridique et institutionnel moderne. En fait, ce qui s'est passé, c'est que là où il y avait des structures autochtones fortes, elles ont été démantelées; dans d'autres cas, des bricolages mal ficelés et fondés sur une compréhension erronée des coutumes et identités locales ont donné lieu à l'instauration d'un régime indirect pour les remplacer, quand les autorités coloniales ne prétendaient pas carrément partir de rien. Selon Sara Berry, les États coloniaux se sont montrés incapables d'« imposer aux sociétés autochtones leurs lois et leurs institutions, ou leur propre version d'institutions africaines pseudo-traditionnelles²⁴ ». Pour certains chercheurs, il n'y a pas eu d'autre effet que de déstabiliser les formes locales de gouvernement²⁵. D'autres, en revanche, affirment que l'invention coloniale d'institutions néo-traditionalistes a fait naître de nouvelles formes d'autoritarisme, un « despotisme décentralisé », selon l'expression du grand politologue ougandais Mahmood Mamdani²⁶. Quel que soit le diagnostic, rares sont ceux qui considèrent aujourd'hui que l'Europe a placé l'Afrique sur des rails solides et fiables.

La transition entre l'ère de la traite transatlantique et l'instauration de colonies européennes à part entière en Afrique s'est opérée progressivement et sur le long terme, entre la fin du XVIII^e et celle du XIX^e siècle. De nos jours, ce qui s'est passé entre l'Europe et l'Afrique au cours de cette période n'est que rarement évoqué, alors que c'est particulièrement pertinent si on cherche à donner un sens aux questions que nous avons avancées quant au parcours d'obstacles que fut l'accès de l'Afrique à la modernité.

Après l'indépendance des États-Unis, le Royaume-Uni envisagea sérieusement d'établir un empire en Afrique. Londres avait évidemment déjà perçu l'intérêt vital de ce continent en tant que source d'esclaves pour ses riches colonies des Caraïbes. Toutefois, à la fin de la guerre d'indépendance américaine, la France était devenue, grâce à sa colonie de Saint-Domingue, le pays d'Europe qui bénéficiait le plus largement du système de plantations dans la région des Antilles. Le Royaume-Uni se mit à voir l'Afrique comme un endroit propice à des avancées rapides dans un contexte de développement d'un empire fondé sur le libre-échange. Il y avait deux objectifs dans l'équation : atténuer le choc psychologique de sa défaite face aux États-Unis ; garantir, grâce à la mainmise sur des territoires tropicaux, une source inépuisable de produits agricoles et de matières premières nécessaires dans le cadre de la révolution industrielle²⁷. Pour la troisième fois, l'Afrique devenait l'eldorado européen, après l'exploitation de l'or par les puissances de la péninsule Ibérique et les siècles passés dans le commerce d'esclaves. Contrairement aux autres, cette nouvelle ère, presque oubliée désormais, fut tout à fait éphémère.

C'est parce qu'une croyance répandue associait le climat tropical et la fertilité qu'a émergé l'idée d'une Afrique source potentielle de croissance exorbitante. Les voyageurs britanniques et européens qui se rendaient en Afrique (ainsi qu'au Brésil et dans certaines zones tropicales d'Asie) faisaient des récits enthousiastes sur la productivité magique de terres si riches qu'il suffisait d'y répandre des graines et peut-être d'arracher quelques mauvaises herbes par-ci par-là pour obtenir des récoltes fabuleuses. Abolitionnistes et industriels se sont mis à affirmer que la recette d'une telle richesse ne résidait pas dans l'esclavage, mais dans l'initiation de la main-d'œuvre africaine par les Britanniques aux pratiques occidentales éclairées en matière d'agriculture, d'élevage et de gestion²⁸. Vu sous cet angle, le potentiel de l'Afrique a brièvement suscité un niveau d'intérêt pour le continent jamais atteint à l'époque moderne, ni même depuis. Ce changement d'attitude à l'égard de l'Afrique était peut-être en germe avant même l'indépendance américaine. Le contenu de la prestigieuse encyclopédie britannique *Universal History*, publiée entre 1736 et 1765 en soixante-cinq volumes *in octavo*, en est un bon indice. En un reflet révélateur des motivations impérialistes grandissantes du pays, près de la moitié du contenu était consacrée à l'histoire du monde non occidental ; fait remarquable, un huitième des articles d'histoire moderne étaient relatifs à l'Afrique, soit autant que l'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud réunies²⁹.

Cet enthousiasme pour le continent s'évanouit aussi vite qu'il était apparu, pour deux raisons étroitement liées à des questions de contexte. Comme on l'a vu, à la fin du XVIII^e siècle, lorsque le pays a commencé à voir en l'Afrique la prochaine grande structure impériale, les Européens comprenaient encore mal le rôle de l'hygiène dans la lutte contre les maladies et il n'y avait pas encore de théorie moderne des germes. En conséquence, ceux qui arrivèrent en Afrique de l'Ouest sans avoir développé d'immunité contre les nombreuses maladies tropicales endémiques de la région périrent par centaines. Le taux de mortalité oscillait entre vingt-cinq et soixante-quinze pour cent pour les Européens au cours de leur première année dans les zones littorales d'Afrique de l'Ouest, ce qui valut à cette région le sinistre surnom de « tombeau des Blancs ». Même ceux qui survivaient à leur première année dans la région continuaient à mourir à un taux annuel moyen d'environ dix pour cent. Mesuré en vies européennes, cela signifiait que le coût économique était beaucoup plus élevé qu'en Inde, par exemple, ou que dans les Caraïbes.

D'autre part, l'intérêt des Britanniques pour le subcontinent asiatique était à son apogée à ce moment précis³⁰, ce qui aida à étouffer dans l'œuf les velléités de mettre le paquet sur l'Afrique. La Compagnie britannique des Indes orientales a principalement assis son pouvoir sur le sous-continent indien dans les années 1780 et 1790. Le monopole de la Compagnie prit fin en 1813, mais à cette époque le commerce avec l'Inde était devenu bien plus développé et moins risqué qu'un hypothétique commerce avec l'Afrique, en particulier compte tenu du caractère éclaté de ce continent.

Une fois que le Royaume-Uni eut aboli la traite des esclaves, en 1807, d'autres nations européennes l'interdirent à leur tour dans les décennies suivantes. Cette évolution s'explique en partie par les efforts abolitionnistes déployés par le Royaume-Uni ; les contraintes financières imposées aux autres pays pratiquant l'esclavage encouragèrent aussi ces derniers à y mettre fin. On s'en souvient rarement, mais après la longue période de traite des esclaves, l'Afrique a connu une phase remarquablement courte de domination coloniale, au cours de laquelle les lois et les institutions occidentales furent soigneusement greffées – à ce qu'on croit souvent – sur le corps politique de l'Afrique. Dès le début, la réalité fut à mille lieues de ce genre de projet. Pendant cette période, à quelques exceptions près, les puissances européennes investirent fort peu pour développer ou même gouverner l'Afrique, que ce soit sur le plan budgétaire ou sur le plan humain. J'ai eu l'occasion de raconter ailleurs à quel point la présence des colons était extraordinairement faible presque partout sur le continent :

À la fin des années 1930, la France ne comptait que 385 administrateurs coloniaux chargés de présider aux destinées de 15 millions de sujets africains. Les colonies britanniques d'Afrique, avec 43 millions d'habitants, en avaient à peu près 1 200. À la fin des années 1950, à l'aube de l'indépendance du continent, sur 200 millions d'habitants en Afrique subsaharienne, le système

éducatif européen n'avait donné que 8 000 diplômés de l'enseignement secondaire, dont la moitié provenaient de deux colonies seulement, le Ghana et le Nigeria britanniques. Dans les territoires français, seul un tiers des enfants en âge d'être scolarisés avaient reçu une éducation primaire³¹.

En Inde, d'après le recensement impérial de 1861, la population britannique était de 125 945 personnes. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des statistiques exhaustives pour l'Afrique, il ne fait aucun doute que la population britannique sur ce continent était nettement inférieure en nombre. Autre contraste saisissant : les chiffres de l'Asie du Sud-Est. Selon une estimation, à la fin des années 1930, dix pour cent des Vietnamiens placés sous le régime colonial français avaient appris à lire et à écrire³², soit un taux supérieur aux performances éducatives de presque tous les régimes coloniaux d'Afrique à la même époque.

La tutelle coloniale directe de l'Europe n'a pas commencé en même temps pour toute l'Afrique, et elle a aussi pris fin à des dates diverses, mais on peut dire qu'elle a duré grosso modo de 1885 au début des années 1960. Hormis l'Afrique du Sud, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'on s'est mis à investir réellement dans les infrastructures³³. Les rares chemins de fer à avoir été construits étaient pour la plupart des voies à petit gabarit dont l'objectif principal était de transporter les minéraux bruts de la mine au port. Ne perdez pas de temps à chercher des lignes ferroviaires ou des autoroutes reliant les colonies entre elles. Compte tenu de la courte durée et de la nature ténue de l'engagement colonial de l'Europe en Afrique, il n'est pas étonnant qu'une grande partie du continent a connu, après les indépendances, une expérience du développement mouvementée sur le plan politique et insatisfaisante sur le plan économique.

Chapitre 31

DES HUMAINS AUX QUATRE VENTS, UN CONTINENT SAIGNÉ À BLANC

Nous reviendrons sur la question de la fragilité des structures économiques et institutionnelles de l'Afrique à l'aube des indépendances, mais il nous faut d'abord évoquer un autre aspect essentiel de la traite transatlantique : ses effets dévastateurs sur la démographie du continent. D'après le consensus général¹, environ douze millions cinq cent mille Africains ont survécu à la traversée de l'Atlantique et à la traite des esclaves dans le Nouveau Monde. On dénombre six autres millions qui ont été réduits en esclavage et contraints de quitter le continent en transitant par l'Afrique du Nord, la mer Rouge et l'océan Indien. C'est à juste titre que l'historien Paul Lovejoy a qualifié cette énorme hémorragie d'êtres humains de « rupture radicale » dans l'histoire du continent². Pendant des années, les débats entre spécialistes ont fait rage pour évaluer les conséquences démographiques de cette saignée. Selon une évaluation détaillée et récente de la démographie du continent³, la population africaine avait été réduite en 1850 environ de moitié par rapport à ce qu'elle aurait été sans le commerce massif d'êtres humains à l'ère moderne. D'autres études ont démontré que ce n'est qu'en 1975 que l'Afrique a atteint la densité de population dont jouissait l'Europe en 1500⁴.

Si rigoureuse soit-elle, cette tentative de modélisation sous-estime néanmoins sérieusement l'impact démographique de la traite des esclaves en laissant de côté les pertes en vies humaines provoquées par la traite en Afrique même. Sans doute est-il impossible d'établir une quantification fiable du bilan humain résultant des guerres liées à l'esclavage, des captures et surtout des voyages entre l'intérieur du continent – où se trouvaient les points de capture d'esclaves – et la côte. Certains historiens ont néanmoins estimé que le nombre d'Africains morts dans ces circonstances égalait celui des survivants de la traversée de l'Atlantique⁵. Si l'on tient compte du nombre d'Africains morts sur les cimetières flottants en route vers les Amériques, il est possible que quarante-deux pour cent seulement des personnes prises dans les filets des marchands d'esclaves aient survécu assez longtemps pour être vendues dans le Nouveau Monde⁶. Joseph C. Miller a estimé qu'en sus de ces chiffres épouvantables, à la fin de la période d'« acclimatation⁷ » de trois à quatre ans à laquelle étaient soumis les esclaves après leur arrivée au Brésil (et dans d'autres sociétés de plantation), seules vingt-huit à trente pour cent des personnes capturées en Afrique étaient encore en vie⁸. Même si cela représentait un taux global de « gaspillage » de vies humaines de l'ordre de deux tiers, les Portugais et les autres nations impliquées dans l'esclavage ont inlassablement

comptabilisé ces pertes horribles comme relevant du coût moralement négligeable de la « conduite des affaires ».

Si Miller voit à peu près juste en estimant que le nombre d'Africains morts en captivité sur le continent équivalait à celui des survivants embarqués sur des navires esclavagistes, cela modifie du tout au tout le calcul global de l'impact démographique de l'esclavage sur l'Afrique. Pour plusieurs spécialistes, la croissance démographique du continent est restée très inférieure à ce qu'elle aurait été sans la traite des esclaves, mais la population de l'Afrique a même carrément diminué en valeur franche au cours des quatre siècles de la traite transatlantique⁹. Cela dit, la question du nombre d'habitants dont l'Afrique a été privée dépasse le simple souci d'exactitude. Ce fut l'un des paramètres fondamentaux qui ont façonné son entrée dans la modernité. Pendant la majeure partie de son histoire à l'époque prémoderne, l'Afrique est restée nettement sous-peuplée par rapport à l'Europe ou à l'Asie¹⁰. Cela s'explique par le rôle de maladies exceptionnellement nombreuses en Afrique tropicale¹¹, qui, en diminuant la fécondité et en aggravant la mortalité infantile, affectent la croissance démographique.

Vu que la traite transatlantique a emporté des millions de personnes sur une période relativement courte, l'Afrique s'est trouvée considérablement démunie face à la concurrence d'autres régions du monde, au moment même de la première phase de mondialisation. Ce qui est loin d'être un détail, c'est que dans le même temps la population du Royaume-Uni et de nombreuses autres régions d'Europe était en plein essor. La forte croissance démographique a accéléré dans tous ces endroits l'urbanisation qui, à son tour, a entraîné divers processus de modernisation. La croissance démographique a favorisé l'éclosion d'États plus grands et plus puissants, capables d'organiser et de lever des armées plus importantes. Cela signifiait des marchés beaucoup plus vastes, ainsi que la possibilité d'intensifier considérablement le commerce. En privant l'Afrique de tout cela, la saignée permanente du système esclavagiste a rendu le continent plus vulnérable aux concurrents et aux agresseurs venus d'ailleurs, en particulier les Européens, qui non seulement se développaient rapidement mais qui, comme on l'a vu, s'enrichissaient beaucoup plus grâce à la confiscation de la main-d'œuvre africaine : il faut rappeler que, par principe, cette main-d'œuvre était composée en grande majorité de personnes dans la force de l'âge.

Indépendamment de la traite des esclaves elle-même, la population de l'Afrique subit un nouveau revers, comme ses institutions politiques, au cours de la période de conquête européenne généralisée du continent à la fin du XIX^e siècle. En fait, même au début de la période coloniale, dans les premières années du XX^e siècle, sa population continua probablement de décliner¹².

Si l'exode forcé des Africains, qui a commencé à la fin du Moyen Âge pour culminer entre le milieu du XVIII^e et le milieu du XIX^e siècle, a représenté une rupture radicale avec le passé du continent¹³, la reprise tardive mais spectaculaire de la croissance de la population africaine qui a commencé pendant l'entre-deux-guerres, au XX^e siècle, peut être considérée comme une autre rupture radicale ; pas seulement pour l'Afrique cette fois-ci, mais pour l'humanité dans son ensemble. La population de l'Afrique, qui dans toute son histoire n'avait jamais connu de croissance rapide et soutenue, a augmenté d'environ six cent pour cent au cours du XX^e siècle¹⁴, passant d'environ cent trente millions d'habitants à un milliard en l'espace d'un siècle. Bien qu'il s'agisse d'un rythme de croissance démographique sans précédent dans l'histoire de l'humanité, il faut considérer cette croissance, pour une grande partie sinon la totalité, comme une sorte de compensation ou de sursaut par rapport aux déprédations du passé. L'essor démographique de l'Afrique au XX^e siècle s'est produit trop tardivement pour que le continent soit en mesure de rivaliser avec l'Europe, l'Amérique du Nord et d'autres centres mondiaux de richesse et de pouvoir. En effet, ces zones avaient commencé à mettre en place les conditions de leur développement un siècle auparavant, voire davantage, lorsque d'étroites relations se nouèrent grâce au transport maritime et au commerce, ce qui donna aux pays de l'Atlantique Nord une position prépondérante dans le contexte d'économies fortement mondialisées.

Ce qui ne laisse pas d'en surprendre beaucoup, c'est que la croissance de l'Afrique au XXI^e siècle est en passe d'être plus monumentale encore que celle du siècle précédent, ce qui contribuera à déterminer fortement et à définir notre avenir collectif en tant qu'êtres humains. Selon les projections du Programme des Nations unies pour le Développement et la division de la population, un organisme dont la fiabilité n'est plus à démontrer, l'Afrique, qui compte environ

1,4 milliard d'habitants à l'heure actuelle, en comptera 2 milliards d'ici le milieu du siècle et pourrait même atteindre 4 milliards d'ici la fin du XXI^e siècle. L'ironie historique ne manque pas d'amertume. Cette croissance démographique sans précédent n'a pas eu lieu sous la houlette prétendument bienveillante de l'homme blanc portant son « fardeau », mais plutôt dans le sillage des indépendances des années 1950 et 1960. Ce n'est qu'à cette époque, et non pendant la période coloniale, que le domaine de la santé publique a commencé à bénéficier d'investissements significatifs¹⁵, en particulier dans les soins maternels et infantiles.

La question qui se pose aujourd'hui au monde entier est la suivante : quel genre de vie auront ces centaines de millions de nouveaux Africains des décennies futures dans les États où ils naîtront et dont la structure fragmentée est un héritage colonial ? Peu importe votre pays de résidence et peu importe si vos préoccupations actuelles n'ont guère de rapport avec l'Afrique, la réponse vous concernera.

L'humanité – et l'Europe en particulier – pourrait avoir à payer une facture colossale pour le pillage de l'Afrique, qu'elle a organisé et dont elle a abondamment profité dans le passé. Si les choses tournent mal pour l'Afrique dans le siècle à venir, cela se traduira par des vagues de migration d'une ampleur inimaginable par rapport au niveau actuel. Des maladies nouvelles se répandront, sans parler des guerres chroniques et du terrorisme ; tout cela est lié à l'instabilité politique et au sous-développement économique de l'Afrique. Par ailleurs, qu'il s'agisse de la destruction des vastes forêts tropicales encore préservées sur le continent ou des océans qui le bordent, la dégradation de l'environnement aura des effets dévastateurs à l'échelle mondiale.

Pour éviter pareil scénario-catastrophe, il est nécessaire de mener des actions concertées et d'améliorer vraiment les perspectives actuelles de l'Afrique, notamment en stimulant son développement économique par le truchement d'une industrialisation accrue. L'emploi et l'éducation, en particulier à destination des filles, seront les clés à la fois pour atteindre cet objectif et pour infléchir durablement la courbe démographique. Hélas, rien n'indique encore que l'Europe, l'Occident ou qui que ce soit d'autre – pas même la Chine, dont les relations récentes avec le continent font l'objet d'une grande attention – seront vraiment à la hauteur de ce défi. En fait, comme l'a souligné Dani Rodrik, économiste à Harvard, la montée en puissance d'une Chine récemment industrialisée au cours du dernier demi-siècle a obéré l'industrialisation à grande échelle du reste du monde¹⁶. Cela sera particulièrement vrai pour la plupart des pays africains, que la conférence de Berlin a cantonnés dans des zones économiques restreintes, avec des États enclavés ou dont la pérennité demeure douteuse.

Un dernier point au sujet de la démographie : les énormes déplacements de population sur le continent provoqués par la traite des esclaves. À mesure que le rayon d'action ou la zone de chalandise de la traite s'étendait vers l'intérieur des terres, des chaînes humaines de captifs qui venaient d'être faits prisonniers étaient transportées vers les côtes par groupes de vingt à cent personnes. Joseph C. Miller rappelle qu'« un anneau autour du poignet droit de chaque individu le rattachait à la chaîne principale et l'empêchait d'utiliser sa main droite pour briser les entraves » et que « les individus qui résistaient ou qui tombaient étaient traînés à terre par le reste du groupe »¹⁷. Du fait de l'explosion de la demande étrangère pour alimenter les plantations des Antilles et de l'augmentation spectaculaire des déplacements de population en Afrique qui en a résulté à partir du XVIII^e siècle, le continent a connu une augmentation non négligeable – et paradoxale – de la pratique de l'esclavage parmi les Africains eux-mêmes.

Les raisons en sont multiples. D'une part, les systèmes de valeurs traditionnels furent transformés radicalement par les nouvelles formes d'échange, direct ou indirect, de biens importés avec les Européens. D'autre part, les structures existantes se délitèrent en de multiples endroits. Enfin, de nombreux Africains victimes de la traite furent retenus dans des zones intermédiaires sans jamais atteindre la côte. Cette situation déstabilisa fortement les sociétés qui se trouvèrent les accueillir. En outre, lorsque les sociétés côtières qui avaient vu leur population décroître lors de la première phase de la traite jouèrent un rôle plus central dans ce commerce d'êtres humains, nombre d'entre elles cherchèrent à absorber les victimes plus récentes de la traite qui arrivaient de l'intérieur du pays. Les nouveaux venus vinrent remplacer une partie des populations disparues, quoique sous forme d'esclaves, et renforcer ces sociétés face aux sociétés voisines et rivales. Lorsque la traite des esclaves cessa, au début du XIX^e siècle, certains rois et chefs d'Afrique de l'Ouest se plaignirent

du fait que non seulement on venait de leur couper une source de revenu, mais aussi qu'il leur fallait nourrir et assimiler un grand nombre de nouveaux captifs arrivés de l'intérieur pour être vendus aux Européens¹⁸. Inévitablement, nombre d'entre eux furent maintenus en esclavage, mais dans ces sociétés africaines totalement nouvelles pour eux.

Il s'agit d'une dynamique courante dans presque toutes les cultures du littoral d'Afrique de l'Ouest, mais qu'on a beaucoup de mal à admettre ou à étudier. Quelle que soit la participation de leurs ancêtres à la traite transatlantique, de nombreuses sociétés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale occidentale se trouvèrent contraintes d'assimiler dans leurs groupes ethniques, voire dans leurs familles des esclaves venus d'ailleurs. Si je le sais, c'est certes que j'ai étudié ce sujet, mais aussi que j'ai été témoin du caractère traumatisant de cette expérience dans ma propre belle-famille. Il y a quelques années, au cours d'un conflit en son sein, j'ai appris qu'une branche du clan de ma femme avait été l'esclave d'une autre branche. C'était il y a suffisamment longtemps pour que les deux côtés se considèrent désormais comme des cousins à part entière. Cependant, les descendants des esclaves réussissent mieux que beaucoup de membres de l'ancienne branche esclavagiste de la famille, ce que l'un d'entre eux a rappelé sans crier gare au cours de cette dispute, rouvrant ainsi une blessure dont tous pensaient qu'elle avait cicatrisé depuis longtemps.

D'autres populations fuirent en s'enfonçant vers l'intérieur des terres, souvent dans des endroits hostiles, c'est-à-dire des zones semi-désertiques, des forêts tropicales, des terres stériles et même des zones montagneuses. Il y a plusieurs décennies, alors que je finissais mes études, je fis le premier d'une longue série de voyages sur le continent, d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, jusqu'à la ceinture centrale du fleuve Niger, au centre du Mali. C'est là que vit le peuple dogon qui, au XV^e siècle, tenta d'échapper à la traite des esclaves sévissant dans sa région en s'installant sur le versant abrupt d'une montagne¹⁹, où certains d'entre eux résident encore aujourd'hui.

Ce sont là quelques-unes des solutions extrêmes qui se sont imposées à beaucoup d'Africains pendant plusieurs siècles, tout au long de la traite transatlantique des corps noirs. Dans toutes les parties du continent où sévissait la traite des esclaves, des « zones d'éclatement²⁰ » se peuplèrent d'une mosaïque hétérogène de personnes fuyant désespérément la zone – en perpétuelle expansion – de ce commerce.

Pour mettre un terme aux questionnements qui sont au cœur de cette quatrième partie, à savoir la façon dont les relations inextricables entre l'Europe et l'Afrique, nées à la fin du Moyen Âge, ont affecté à long terme la place de l'Afrique dans le monde, il faut revenir au développement économique et à l'infrastructure institutionnelle. Dans les pages précédentes, nous avons décrit comment le continent s'était trouvé entravé par une forte balkanisation et par la création de nombreux États enclavés. Il faut désormais se pencher sur d'autres causes possibles, peut-être plus surprenantes, de la faiblesse persistante de l'économie et des institutions africaines. Les politologues Nathan Nunn et Leonard Wantchekon ont mis en évidence une forte corrélation entre, d'une part, l'intensité et la durée de la traite des esclaves dans diverses régions d'Afrique, et d'autre part l'érosion durable du contrat social. Leurs travaux font écho à une multitude de publications qui soulignent, depuis plusieurs décennies, l'importance d'un climat de confiance sociale pour la prospérité et le développement économique.

Nunn et Wantchekon affirment sans ambages que « la traite des esclaves a altéré les normes culturelles des groupes ethniques qui y ont été exposés, en diminuant leur confiance en autrui ». En outre, poursuivent-ils, « les régions où le niveau de confiance est faible ont développé des institutions plus faibles, qui ont à leur tour entraîné des comportements néfastes et des niveaux de confiance encore plus faibles. Ces sociétés sont coincées dans une équation associant absence de coopération, méfiance et institutions inefficaces. »²¹ Selon eux, ce genre de comportement s'est pérennisé parce que, sous la pression de la traite, les individus ont cherché à se protéger de l'esclavage en se retournant contre d'autres membres de leur communauté.

Parfois, on piégeait des personnes naïves en leur faisant miroiter de l'aide ou un abri afin de les attirer chez telle ou telle personne. D'autres fois, on les vendait en vertu d'une procédure

formelle certes légale mais profondément corrompue par le commerce d'esclaves. Une tactique courante était ce qu'on appelle aujourd'hui un « piège à miel » : pousser des hommes (en général) à commettre un adultère, ce qui était strictement interdit dans de nombreuses sociétés africaines, puis dénoncer soit l'infraction commise, soit l'intention de commettre un crime. Les rois et les chefs avaient en général de nombreuses épouses dont ils se servaient pour ces stratagèmes ; le traquenard donnait lieu à un jugement sommaire et à la vente de la victime sur le marché aux esclaves. Les fonctionnaires locaux abusaient de leur pouvoir, selon Joseph C. Miller, pour transformer « les cours d'arbitrage en tribunaux condamnant les voleurs, les sorcières et les sorciers des zones rurales à la vente et à l'exil²² ».

En raison de ce dévoiement des procédures judiciaires, la confiance dans les institutions et dans l'autorité même fut, selon Nunn et Wantchekon, fortement ébranlée : « Comme les chefs étaient souvent des marchands d'esclaves, ou des personnes contraintes de vendre leur propre peuple en esclavage, la traite a pu susciter une certaine méfiance à l'égard des figures politiques, en particulier des dirigeants locaux²³. »

Passons sur l'argumentaire statistique détaillé de ces deux auteurs pour nous concentrer davantage sur les mécanismes hypothétiques ayant permis à cette méfiance de se généraliser et sur les conséquences supposées de cette évolution. En s'appuyant sur une pléthore de données récentes (à l'inverse du faible nombre d'éléments pour l'Afrique précoloniale), Nunn et Wantchekon affirment que « dans les régions fortement exposées à la traite des esclaves, la méfiance a fini par s'avérer plus payante qu'un système basé sur la confiance, ce qui l'a rendue inéluctablement plus populaire²⁴ ».

Ce travail statistique représente une contribution précieuse dans ce domaine d'étude ; ces dernières années, un grand nombre de chercheurs ont souligné les effets délétères et durables de l'esclavage de masse sur la cohésion sociale et politique en Afrique. Par exemple, sous la plume de Walter Hawthorne : « La traite transatlantique était insidieuse parce que ses effets ont imprégné le tissu social en profondeur [...] pas seulement au niveau de l'État mais dans les villages et les familles. [...] Ainsi, dans de nombreuses régions, la traite des esclaves a dressé les voisins les uns contre les autres²⁵. » Avec le temps, cette situation a fini par enfoncer un coin dans les relations sociales même les plus étroites.

Une dernière remarque quant aux mécanismes qui ont fait profondément et durablement dévier de leur course les sociétés africaines. Il s'agit là d'une théorie certes plus spéculative, mais fondée sur des éléments scientifiques. Elle stipule que les différents types de stress peuvent être transmis à la descendance et aux générations suivantes par des voies dites épigénétiques²⁶. En d'autres termes, les caractéristiques observables d'un organisme (et ici on parle bien sûr des êtres humains) sont influencées non seulement par son génotype, mais aussi par son phénotype. Selon cette théorie, cela résulte d'interactions entre la manifestation concrète du programme génétique, d'une part, et l'environnement et les conditions sociales, d'autre part.

Les condamnations pour adultère ou pour sorcellerie sont une chose, mais pour comprendre le fonctionnement hypothétique du traumatisme épigénétique transgénérationnel, il faut imaginer le stress permanent des membres d'une communauté devenue la proie des marchands d'esclaves. En se fondant sur l'expérience des populations d'Afrique centrale occidentale, la région la plus durement touchée par la traite, Joseph C. Miller a estimé que pour une année donnée, 0,25 à 0,5 % des habitants d'une population globale de l'ordre de vingt millions de personnes pouvait avoir été déplacés de force de l'intérieur vers les ports d'esclavage. Dans ces conditions, écrit-il, « un hameau agricole d'une taille moyenne de cent habitants dont une vingtaine d'hommes jeunes pouvait s'attendre à voir disparaître l'un d'entre eux une fois ou deux par cycle agricole²⁷ ». Conséquence de la disparition régulière de personnes dans le cadre de ce trafic, souvent de manière furtive et par surprise, les habitants finirent par nourrir un très fort sentiment d'insécurité vis-à-vis de leur cadre de vie, avec un coût social bien plus élevé que ce qui a déjà été évoqué, à savoir les taxes sur la main-d'œuvre, la productivité ou la fécondité. Il n'est pas invraisemblable de penser qu'au coût social s'est ajouté un coût épigénétique transgénérationnel. Pour citer Miller, « il devenait pratiquement inévitable de voir, pendant son enfance, un parent ou un ami proche disparaître sans laisser de traces²⁸ ». Cette théorie épigénétique transgénérationnelle peut nous aider à mieux comprendre le déficit de confiance sociale en Afrique. Il ne s'agit pas seulement de

la confiance que de nombreux Africains refusent d'accorder aux institutions gouvernementales, au marché économique, aux personnes extérieures à leur groupe ethnique ou même à leur communauté immédiate. Il peut également s'agir de quelque chose de bien plus profond et insidieux : l'écho lancinant d'une blessure transmise de génération en génération, un qui-vive permanent pour des humains qui se demandent à chaque instant ce qui va leur tomber sur la tête.



Fig. 44 : Les États-Unis, avant la guerre civile (1861-1865), et le bassin des Caraïbes.

Cinquième partie

L'ATLANTIQUE NOIR, UN MONDE RENOUVELÉ

« La civilisation court à sa ruine ! rugit-il avec virulence. Je suis d'un affreux pessimisme par rapport à ce qui se passe. As-tu lu *The Rise of Coloured Empires*, d'un certain Goddard ? »

F.S. FITZGERALD. *Gatsby le Magnifique*¹

Chapitre 32

LE PARFUM DE LA LIBERTÉ

Leurs échanges étaient destinés à être tenus secrets, et ils le sont restés ; même les dates précises se sont effacées. En décembre 1810, un petit groupe d'esclaves qui travaillaient dans les champs

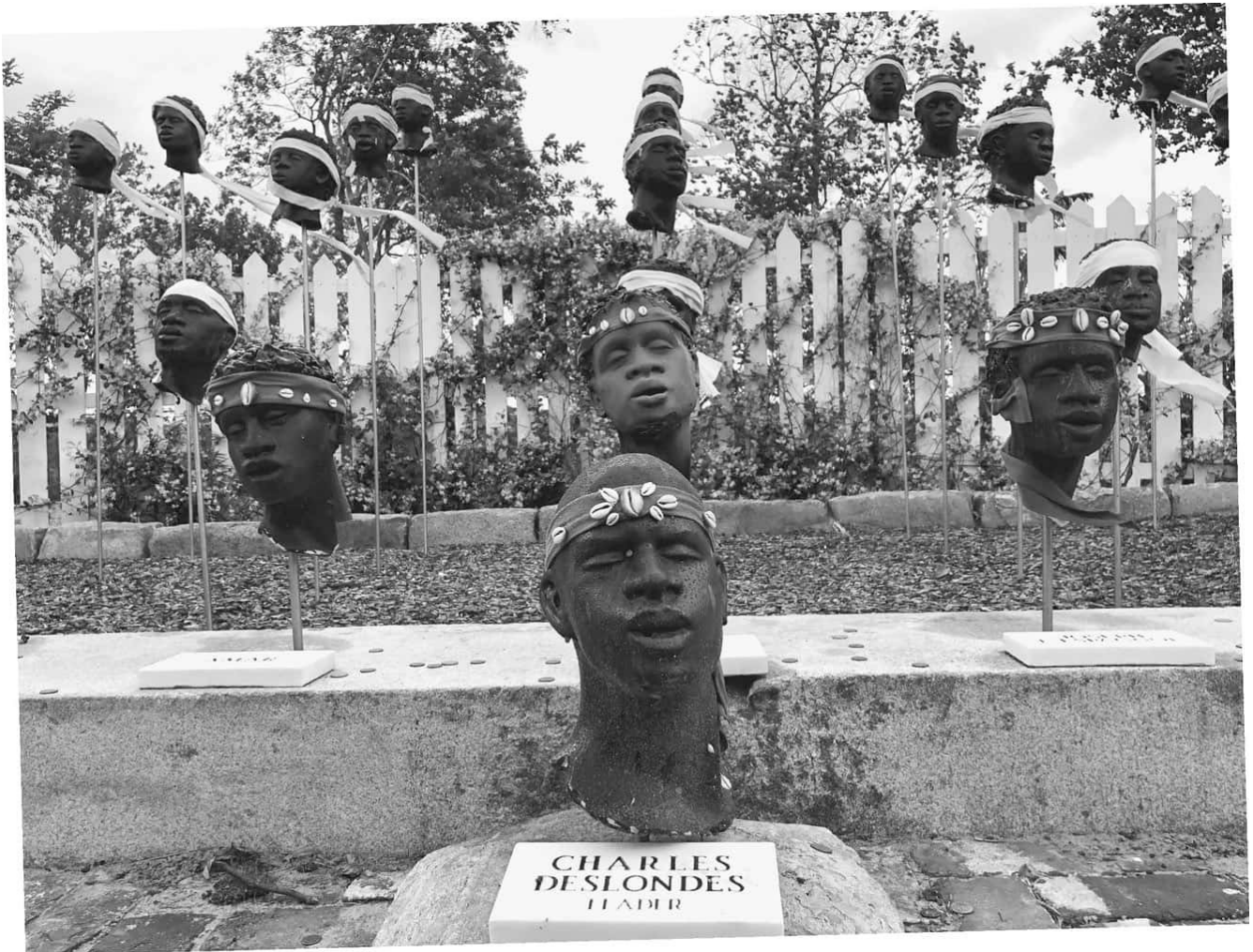


Fig. 45 : Monument en l'honneur de Charles Deslondes et des autres meneurs de l'insurrection de la Côte allemande en 1811, plantation Whitney, Wallace, Louisiane. (Photographie de Howard W. French)

bordant le Mississippi sur la partie inférieure de son cours, quelques dizaines de kilomètres avant que le fleuve ne se jette dans le golfe du Mexique en y déversant ses eaux boueuses, se réunit pour préparer le plus grand soulèvement d'esclaves de l'histoire des États-Unis, le premier qui ait nécessité de faire appel à l'armée afin de le réprimer.

Selon les éléments dont on dispose, la tête pensante de ce complot était Charles Deslondes, un esclave métis de la plantation de Manuel Andry. Deslondes avait tout fait pour gagner la confiance de son maître, ce qui lui avait permis d'atteindre le poste privilégié de commandeur. Cette situation est typique d'autres révoltes du Nouveau Monde menées par des esclaves qui jouissaient d'une relative confiance. Ces meneurs étaient cochers, laquais ou commandeurs. Tous les matins, Deslondes, âgé d'environ vingt-deux ans, sonnait les cloches appelant les esclaves de la plantation d'Andry à commencer leur longue journée de labeur dans les champs de canne à sucre. Il notait précisément leur productivité afin de signaler ceux qui seraient punis par le fouet et ceux qui, plus rarement, recevraient une petite faveur. Pour Deslondes, les récompenses n'étaient pas négligeables. Il avait la permission de quitter les lieux pour aller, en suivant la route qui longeait le fleuve, dans une autre plantation où vivait et travaillait son amante, également esclave, détail grâce auquel il allait entrer dans l'histoire.

La route qui reliait les deux plantations traversait un comté particulièrement opulent du territoire d'Orléans, connu sous le nom de Côte allemande en raison d'une vague d'immigration en provenance d'Allemagne au début du XVIII^e siècle. Depuis cette époque, les plantations de canne à sucre s'étaient multipliées le long de la rive orientale du Mississippi, dans la paroisse de Saint-Charles, au point de devenir l'une des zones de production de matières premières les plus dynamiques. Mais ce n'est pas tout. Le grand fleuve sillonnant le territoire voyait transiter une part énorme des exportations américaines, une part si importante qu'au début du XIX^e siècle les exportations partant du Grand Ouest via le golfe du Mexique égalaient le commerce transatlantique direct des États-Unis¹. À l'époque de la révolte, la région connaissait une expansion si vertigineuse que la valeur immobilière des plantations était multipliée par deux tous les ans.

En 1803, Thomas Jefferson avait réussi une prouesse monumentale en achetant à la France le territoire de la Louisiane pour la somme historique de 15 millions de dollars. La superficie de la jeune nation états-unienne s'en trouva d'un coup presque doublée, avec l'apport de ce qui allait devenir quinze nouveaux États. Au total, ces territoires, qui avaient appartenu aux Amérindiens et étaient encore globalement sous leur contrôle, représentent un quart de la superficie actuelle des États-Unis. Au moment de conclure cet accord avec la France de Napoléon, Robert Livingston, le diplomate chargé de négocier pour Jefferson, proclama : « Nous avons vécu longtemps, mais voici la tâche la plus noble de toute notre vie. Le traité que nous venons de signer n'est pas le fruit de la ruse ou de la force ; il est tout aussi avantageux pour chacune des deux parties signataires et il transformera de vastes déserts en cantons florissants. À partir de ce jour, les États-Unis prennent place au premier rang des nations². » On parle souvent de cette acquisition de la Louisiane comme d'un pari clairvoyant par lequel Jefferson misait sur l'avenir d'une nation destinée à avoir la taille d'un continent en s'étendant *in fine* d'un océan à l'autre, mais en fait il s'agissait d'un braquage complet, même pour l'époque. En effet, cette nouvelle région charriait des richesses colossales, toutes liées, bien entendu, à l'esclavage. Une note de 1797 adressée au Congrès montre à l'envi que le territoire de la Louisiane n'aurait pas eu de valeur dans d'autres circonstances. « Les auteurs de ce mémoire prient qu'il leur soit permis de déclarer que la majeure partie du travail dans le pays est effectuée par des esclaves, comme dans les États du Sud, labeur sans lequel, dans leur état présent, les fermes de cette région n'auraient guère plus de valeur pour leurs occupants qu'une quantité égale de terres à l'abandon³. »

Jefferson ne se lança pas dans l'achat de la Louisiane sans connaître les risques inhérents à un ensemble de relations sociales fondées sur l'exploitation intensive des esclaves. Son ambition célèbre était de bâtir ce qu'il appelait un « empire de la liberté ». Cette liberté, c'était celle des Blancs qui allaient venir des États de l'Est et, au-delà, de l'Europe, pour peupler ces nouveaux territoires et s'y enrichir en faisant fructifier la sueur des Noirs. À l'époque de cet accord, Jefferson était néanmoins déjà hanté par le risque de soulèvements d'esclaves dans son Sud natal. L'un des principaux atouts de son projet pour la Louisiane, rarement souligné dans les cours d'histoire états-unienne, était de diminuer ce risque en se servant de la vallée du Mississippi et des plantations

de coton qui commençaient à en tapisser les rives comme d'une sorte de trop-plein pour éviter l'engorgement en Virginie. Pour lui, si on organisait une deuxième grande migration d'esclaves vers l'ouest, en leur faisant quitter l'État où était né George Washington, les deux Caroline, le Maryland et la Géorgie, cela augmenterait la proportion de Blancs dans cette région en réduisant les risques de rébellion de la part des Noirs. C'est précisément dans ce but qu'entre 1820 et 1860, un million de Noirs furent dûment « vendus pour aller vers l'aval du fleuve » (*sold down the river*), un euphémisme dissimulant ce qui était souvent un voyage brutal. Ce n'était là rien de moins qu'une réédition de la déportation abominable d'esclaves en provenance d'Afrique, mais avec un volume plus de deux fois supérieur. Cela découlait directement de la solution envisagée par Jefferson pour répondre à la demande croissante de main-d'œuvre par les planteurs de coton⁴. Cette demande était d'ailleurs une des conséquences de l'indépendance d'Haïti, qui avait été, sous domination française, un gros exportateur de coton pour l'industrie textile britannique.

Même avec ce trop-plein, Jefferson pensait que la révolte des Noirs n'était qu'une question de temps. Il prédisait que l'afflux d'esclaves à La Nouvelle-Orléans ferait inévitablement de cette ville et de toute la région une poudrière plus explosive encore que celle qu'il craignait pour les plantations de tabac de sa Virginie natale. Selon ses propres paroles prémonitoires, « le premier chapitre de cette histoire qui commença à Saint-Domingue racontera comment les Blancs ont été chassés de toutes les îles les unes après les autres ». Il parlait de la colonie de plantation qui avait été rebaptisée Haïti en 1804, à la suite de la révolte des esclaves. « Si nous ne faisons rien, et promptement, nous serons les assassins de nos propres enfants. [...] La tempête révolutionnaire qui balaie actuellement la planète nous tombera dessus, et nous ne serons pas malheureux si nous prenons à temps les dispositions nécessaires pour qu'elle ne malmène pas trop nos territoires. »⁵ Vouloir endiguer le mouvement de libération des masses de Noirs réduits en esclavage dans le Nouveau Monde, cela revenait un peu à tenter de contrôler une épidémie une fois qu'un virus respiratoire s'est répandu quelque part : on essaie vainement d'avoir un coup d'avance. Plusieurs années auparavant, George Washington avait eu la même intuition que Jefferson. En 1791, l'année où commença la révolte des esclaves à Saint-Domingue, il avait écrit à l'ambassadeur de France aux États-Unis pour lui promettre son aide : « Je suis heureux de pouvoir témoigner que les États-Unis sont parfaitement disposés à apporter toute l'aide possible à nos bons amis et alliés français afin de réprimer l'inquiétante insurrection des Noirs à Hispaniola⁶. » Inquiétante, et pour cause : Washington était lui-même un grand propriétaire d'esclaves.

En 1811, La Nouvelle-Orléans et ses faubourgs comptaient vingt-cinq mille habitants⁷, ce qui en faisait une ville de taille moyenne pour l'époque, mais en pleine expansion. Environ onze mille esclaves noirs et six mille Noirs libres y vivaient. Dans le canton voisin de la Côte allemande, où le sucre était roi, et non le coton, qui allait bientôt dominer l'économie dans la vallée du Mississippi, la population était composée d'esclaves à plus de soixante-quinze pour cent. Près de quatre-vingt-dix-pour cent des Blancs y possédaient des esclaves⁸.

Lorsque Charles Deslondes commença les préparatifs clandestins de son soulèvement, en décembre 1810, il le fit avec un sens de l'opportunité égal à sa conscience historique. Il était aussi clairvoyant que Jefferson, et même davantage. La fin de l'année était une période où des fêtes décadentes battaient leur plein sur la Côte allemande et à La Nouvelle-Orléans. Les Blancs étaient d'autant moins prêts à riposter que l'armée américaine était en guerre avec l'Espagne dans l'ouest de la Floride, dans l'espoir d'évincer cette puissance européenne sur le déclin. Le pari de Deslondes ne se résumait pourtant pas à une simple prise de conscience de la situation. Tout comme les petits groupes d'esclaves confédérés qui fomentaient le soulèvement de la Côte allemande à ses côtés, il pouvait pratiquement sentir – dans le vent tourbillonnant – le parfum de la liberté, le souffle de l'histoire.

Pas moins de vingt-neuf mille esclaves furent déplacés dans la vallée du Bas-Mississippi en passant par La Nouvelle-Orléans entre 1770 et 18089, année de l'abolition du commerce extérieur d'esclaves aux États-Unis. Beaucoup étaient originaires de Saint-Domingue, d'où les planteurs avaient commencé à partir au début de la révolte des esclaves, en 1791. Quels que soient les mensonges réconfortants dont les Blancs ont pu se bercer quant au bien-fondé d'un esclavage bienveillant, tous les Noirs savaient que la liberté était un droit naturel et qu'ils l'avaient également bien méritée. Une autre chose tout aussi cruciale que les esclaves venus d'Haïti ont comprise, c'est

que, malgré leur argent et leur puissance apparente, il était possible de vaincre les Blancs par des actes de bravoure concertés et déterminés. Tandis que Jefferson confessait ses inquiétudes, les esclaves du Nouveau Monde se sentaient, quant à eux, galvanisés par la nouvelle de la victoire des Noirs en Haïti¹⁰. On a des exemples nombreux et frappants de cela. Pour n'en citer qu'un seul, c'était déjà devenu une tradition en 1808, pour les Noirs libres de Philadelphie, de fêter le 1^{er} janvier, jour de l'indépendance d'Haïti, comme « le jour de notre jubilé politique », pour citer un pasteur afro-américain¹¹.

Certains des principaux participants à la révolte de la Côte allemande étaient originaires d'Haïti, où ils avaient été témoins directs des événements révolutionnaires. Cependant, même ceux qui n'avaient pas été aux premières loges tiraient leur connaissance de ce que l'historien Julius S. Scott a appelé, dans l'ouvrage primordial du même nom, le « vent commun ». Cette expression désigne la capacité des esclaves, jugée parfois surnaturelle par la classe dirigeante blanche, à être très vite au courant des événements historiques qui se produisaient dans le monde atlantique en rapport direct avec leur situation. La plupart des réseaux d'information des Noirs, qu'ils soient libres ou asservis, avaient pour centres les villes portuaires situées au bord de l'océan, plus particulièrement dans les Caraïbes. Là, les Noirs exerçaient des fonctions très diverses, y compris à bord des navires, comme c'était le cas d'Olaudah Equiano. Les sites principaux pour la diffusion d'informations à longue distance étaient des villes comme La Havane, Kingston, Cap-Français, Bridgetown et Charleston, ainsi que La Nouvelle-Orléans. Ces villes étaient les filles d'Elmina dans le Nouveau Monde, au sens où elles avaient engendré des cultures créoles pleines de vitalité et des réseaux d'information, d'idées et de fraternité qui traversaient terres et mers.

Mais cela allait plus loin. Les propriétaires d'esclaves de la Jamaïque s'étonnaient du fait que même les esclaves des plantations situées dans les collines enclavées de l'île, loin des ports, soient informés aussi vite, voire plus vite, que leurs maîtres blancs. Cela contraignait certains Blancs à reconnaître que les Noirs, en dépit de leur prétendue absence de « civilisation », étaient capables de mettre en œuvre, de façon tout à fait irritante, un « mode inconnu de transmission de l'information¹² ». Si l'on en croit le passage suivant de son journal, cela plongeait John Adams, l'un des quatre Pères fondateurs, deuxième président des États-Unis, dans des abîmes de perplexité : « Les Noirs ont une manière stupéfiante de se transmettre des informations. Cette méthode permet aux nouvelles de parcourir plusieurs centaines de kilomètres en une semaine ou en une quinzaine de jours¹³. »

Si importante soit-elle, la révolution haïtienne n'était pas le seul chant de liberté baignant l'atmosphère de la Côte allemande à la veille de cette révolte et venant redonner de la force à ceux qui étaient décidés à se battre pour leur propre liberté. Partout dans l'Atlantique noir naissaient incessamment des feux plus modestes ; même s'ils étaient de courte durée, ils contribuaient à raviver la flamme de la soif de liberté aux quatre coins de cette région. Où qu'ils vécussent, les esclaves ne manquaient jamais de grappiller quelques nouvelles, si fragmentaires soient-elles, qui leur inspiraient du courage ou leur livraient des enseignements afin de se préparer pour le feu de la fois suivante^{*1}. Comme le savaient les premiers hommes d'État américains comme Jefferson et Washington, un mouvement de libération plein de fougue s'était développé parmi les esclaves dans les économies de plantation des Caraïbes et le long du littoral atlantique tout au long du XVIII^e siècle. Ce mouvement vit éclater une violente insurrection sur l'île Saint-Jean, alors colonie danoise, en 1733. Il y eut également le soulèvement de Stono, en Caroline du Sud, en 1739 : celui-ci s'inscrivait dans le cadre d'une lutte plus large pour le contrôle de la traite transatlantique et du continent américain, qui s'étendait de la Géorgie à Carthagène des Indes, en Colombie. Lors de la révolte de Stono, les esclaves des colons anglais rallièrent les forces espagnoles qui occupaient la Floride car elles semblaient leur promettre la liberté.

Cette décennie fut aussi marquée par de violentes insurrections à répétition menées par des marrons en Jamaïque. On ne le sait guère mais il y eut également des soulèvements à New York en 1712 et en 1741. En 1712, une trentaine de Noirs originaires de la Côte-de-l'Or tuèrent neuf Blancs et en blessèrent sept autres avec des armes à feu, des gourdins et des couteaux¹⁴, avant que la milice locale ne mette fin à leur révolte. En 1749, des esclaves se révoltèrent à Caracas après qu'un Noir libre, Juan de Cádiz, fraîchement débarqué d'Espagne, eut répandu la rumeur selon laquelle le roi avait ordonné la libération de tous les esclaves des Indes¹⁵. Un événement

similaire se produisit à la Martinique¹⁶.

Nous passons ici sous silence de nombreuses révoltes de taille plus modeste, mais il est impossible de ne pas parler de l'énorme insurrection de 1760 en Jamaïque, connue sous le nom de « guerre de Tacky », qui a ébranlé l'Empire britannique et propagé une onde de choc à travers les Amériques. La Virginie, par exemple, dont l'économie de plantation prenait un essor fulgurant, chercha à interdire temporairement l'importation d'esclaves en provenance de la Jamaïque, de peur qu'ils ne sèment cet esprit d'insoumission sur le continent¹⁷. Même si leur soulèvement s'étendit à toute la colonie, l'objectif des Coromantins, esclaves originaires de la Côte-de-l'Or, qui menèrent cette révolte n'était pas tant de faire la guerre aux troupes britanniques que de paralyser complètement l'économie de l'île. À l'époque, la Jamaïque comptait quatre-vingt-dix pour cent de Noirs, et c'était à n'en pas douter la colonie la plus rentable de l'Empire. C'était aussi la colonie la plus influente au plan politique ; la répression de cette révolte contraignit la Grande-Bretagne à déployer l'escadre la plus puissante de son empire américain¹⁸.

Outre ces grandes révoltes d'esclaves noirs, les travailleurs des plantations étaient aussi au courant des bouleversements idéologiques en cours chez les Blancs, en particulier en Amérique et en France. Dans les colonies britanniques d'Amérique, les propriétaires d'esclaves se disaient eux-mêmes soumis à l'esclavage par l'Angleterre car ils ne bénéficiaient d'aucune représentation politique et, dès que l'occasion se présenta, ils menèrent une guerre révolutionnaire pour obtenir ce qu'ils appelaient leur « liberté ». En 1779, des centaines de Noirs furent amenés d'Haïti pour combattre au nom de la France et des révolutionnaires américains qu'elle soutenait, et mettre fin au siège britannique de Savannah. Ce fut un échec, mais les troupes haïtiennes permirent néanmoins aux troupes américaines de battre en retraite. Loin de garantir la liberté pour tous, cependant la révolution américaine conforta les prétentions des Blancs à avoir le droit de posséder des esclaves noirs. Selon Christopher L. Tomlins, un principe fondamental de la jeune république – jamais formulé mais présent dans son ADN – impliquait qu'« un haut degré de liberté n'était possible pour les hommes libres qu'à condition d'être financé par l'asservissement des esclaves¹⁹ ».

Parmi les soldats originaires de Saint-Domingue qui combattirent les Britanniques à Savannah – et qui donc se battirent pour l'indépendance américaine – se trouvait Henri Christophe (le futur roi d'Haïti, qui y fut légèrement blessé), André Rigaud et Martial Besse : des noms qui allaient s'inscrire au panthéon de la révolution haïtienne²⁰. Deux autres figures révolutionnaires majeures de la colonie française de Saint-Domingue, les chefs François Makandal et Dutty Boukman, s'étaient enfuis de Jamaïque, où ils étaient esclaves, pour rejoindre cette île et y recouvrer la liberté.

Nous aborderons bientôt la révolution haïtienne, mais nous nous contenterons pour l'instant d'une anecdote qui en dit long sur les premiers efforts déployés par la France pour la réprimer. Le soulèvement massif des esclaves en Haïti débuta deux ans après le début de la Révolution française, qui en avait dessiné les contours. En 1792, lorsque le marquis de la Salle fut dépêché pour réprimer le soulèvement des esclaves haïtiens, il ordonna à ses troupes de remplacer leur devise (« Vivre libre ou mourir »), directement inspirée de la Révolution française, par quelque chose de moins subversif : « La Nation, la Loi, le Roi ». C'était particulièrement dangereux, explique le marquis, « dans une terre où toutes les propriétés sont fondées sur l'esclavage des nègres, qui, s'ils adoptaient pour eux-mêmes cette devise, les porteroit à massacrer leurs maîtres, et l'armée qui passe les mers pour porter dans la colonie la loi et la paix²¹ ».

La France tenta également d'empêcher l'arrivée à Saint-Domingue d'esclaves venus d'Europe et donc témoins directs de la révolution qui s'y déroulait ; il ne faut pas être grand clerc pour en comprendre la raison. Grâce à l'augmentation vertigineuse de sa population d'esclaves en quelques décennies, la France avait transformé la partie d'Hispaniola qu'elle contrôlait, la future Haïti, en première productrice de sucre et de café au monde. Entre 1781 et 1791, les navires français transportèrent d'Afrique plus de deux cent vingt-quatre mille Africains réduits en esclavage, la plupart d'entre eux à destination de Saint-Domingue. Environ la moitié de ces Africains venaient d'Angola et du Kongo²². À la fin des années 1780, Saint-Domingue avait un chiffre d'affaires supérieur à celui de toutes les autres colonies françaises réunies : elle représentait à elle seule un tiers du commerce français.

Ce qu'il faut retenir de cette époque révolutionnaire, c'est que les précautions prises pour empêcher

que les Noirs eussent vent des nouvelles relatives aux droits de l'homme et à la liberté furent vaines. Les réseaux d'information reliant entre eux les esclaves des différentes sociétés esclavagistes du Nouveau Monde étaient bien trop puissants pour être censurés²³. En 1802, tout en prononçant l'interdiction pour un Afro-Américain d'être facteur, le receveur général des postes Gideon Granger écrivit au président de la commission de contrôle du Sénat américain pour l'avertir qu'à la suite des événements survenus à Hispaniola, les esclaves américains « sauront que les droits d'un homme ne dépendent pas de sa couleur²⁴ ». Et d'ajouter : « Après ce que Saint-Domingue a montré au monde entier, nous ne saurions être trop prudents pour tenter d'empêcher des maux similaires dans les quatre États du Sud, où l'on trouve, en particulier dans les comtés situés à l'est et où les colons vivent depuis longtemps, une si forte proportion de Noirs que cela menace la tranquillité et le bonheur des citoyens libres. » En 1827, cependant, le premier journal noir des États-Unis invitait ouvertement ses lecteurs à dire ce qu'ils savaient des conquêtes de la liberté : « Que se passera-t-il lorsque les esclaves des Antilles et des États espagnols deviendront tous des citoyens libres²⁵ ? »

Pour en revenir à l'estuaire du Mississippi, c'est sur le site de Pointe Coupée, en 1795²⁶, que fut déjoué un complot visant à organiser ce qu'on a ensuite considéré comme une sorte de prologue de la révolte de la Côte allemande. En découvrant un exemplaire de la Déclaration française des droits de l'homme de 1789 dans une case d'esclave, les Espagnols, qui gouvernaient alors le territoire, comprirent ce qui se tramait. Quelques années auparavant, en 1791, un planteur français de la Martinique avait compris l'impact possible de la Déclaration : il n'y avait, écrivait-il alors, « personne qui ne frémît à l'idée qu'un esclave ou même un homme de couleur libre puisse dire "Je suis aussi un homme, j'ai donc aussi des droits, et ces droits sont égaux pour tous"²⁷ ».

Lorsque Charles Deslondes commença à réunir en secret un petit groupe de conspirateurs, probablement en prenant le prétexte de ses rendez-vous amoureux, ces hommes jetèrent les bases, ni plus ni moins, de ce qu'on appelle le panafricanisme.

Bien sûr, il est peu probable que quiconque, parmi ces chefs rebelles, ait explicitement envisagé leurs actions sous cet angle, mais cela ne doit pas nous empêcher de le faire. Entre autres traits distinctifs, la traite transatlantique était une sorte de guerre menée par les Blancs contre la race africaine : « une guerre contre les sauvages²⁸ », ou du moins contre des personnes définies comme telles afin de pouvoir les exploiter. Sur le continent africain même, la prise de conscience de la nature exclusivement raciale de cette guerre – ou, pour mieux dire, la prise de conscience qu'il y avait, pour les Européens, une race de personnes appelées Africains – a été lente, cependant que l'Occident conceptualisait l'altérité noire en la codifiant dans des textes juridiques. Cette lenteur est, comme on l'a vu, surtout due à la nature fragmentée du paysage politique en Afrique. De même, pratiquement aucun Africain ne s'était rendu dans le Nouveau Monde pour y observer l'avènement du système de plantation et ses bouleversements, de sorte qu'il n'y avait personne pour expliquer sa nature et les enjeux que ce système représentait pour les Noirs en général.

Dans les colonies sucrières impitoyables des Caraïbes (la Jamaïque, la Martinique et la Barbade), l'espérance de vie d'un esclave oscillait entre cinq et sept ans. À Saint-Domingue, à l'époque de la révolution qui allait donner naissance à la nation libre d'Haïti, la population était très majoritairement d'origine africaine. Les grandes plantations sucrières laissaient peu de place à la vie de famille ou à la préservation de liens familiaux entre les générations, pour ne rien dire du faible nombre d'« anciens ». Compte tenu de la faible espérance de vie, presque tous les Noirs restaient ancrés dans une culture encore authentiquement « africaine ». Par contre, dans la vallée du Mississippi et sur le continent américain en général, la situation était bien différente. Bien que la Côte allemande se soit surtout consacrée à la production sucrière, les plantations de coton et d'autres biens se développaient dans les comtés voisins. Dans ce monde, l'espérance de vie des esclaves était nettement plus élevée que dans les îles sucrières, à tel point qu'on finit par assister à la croissance « naturelle » de la population. Les descendants des esclaves finirent par devenir plus nombreux que leurs parents ; on les appela « créoles », ce qui signifie dans ce contexte qu'ils étaient nés sur le sol américain.

Deslondes était lui-même créole ; par ailleurs, il était métis. Il faut lire son mouvement comme une forme ancienne de panafricanisme car il rallia ses camarades de lutte en vertu d'idées, de plus en plus répandues, sur l'identité noire. Il fédéra autour de lui des personnes qui partageaient deux caractéristiques : des créoles, ou Noirs nés et élevés aux États-Unis, qui ne parlaient aucune langue africaine ; des métis, au moins en petit nombre²⁹. Il y avait des esclaves venus d'endroits très différents d'Afrique. Parmi eux figuraient des Coromantins, de la Côte-de-l'Or, dont deux meneurs connus. Walter Johnson en a dressé l'inventaire :

Parmi eux se trouvaient des hommes nommés Charles, Cupidon, Télémacque, Janvier, Harry, Joseph, Kooch [ou Kook], Quamana [ou Quamena, ou Kwamena] Mingo, Diaca, Omar, Al-Hassan. Ils étaient nés en Afrique ou aux États-Unis, francophones et anglophones, chrétiens, musulmans, créoles, akan et congolais ; leurs compagnies reflétaient la diversité de leurs origines. Ils représentaient les esclaves du Nouveau Monde dans toute leur diversité, avec pour intention de renverser l'esclavage³⁰.

Un autre chercheur a fait remarquer au sujet de Toussaint Louverture, de Deslondes et des alliés de ce dernier, que l'idéologie et la tactique de leur mouvement de créolisation s'inscrivaient dans « un milieu dynamique et fertile permettant les échanges d'idées et de pratiques entre l'Europe et les Caraïbes, mais aussi entre l'Afrique et les Caraïbes³¹ ».

Quant aux esclaves originaires du Ghana et d'Afrique centrale occidentale, nombre d'entre eux avaient récemment pris part aux guerres qui venaient d'éclater dans ces deux parties du continent et qui alimentaient le trafic. Leur expérience des combats aida peut-être les conspirateurs à préciser le *modus operandi* et à dessiner l'affrontement à venir. Beaucoup venaient d'Haïti, où ils avaient vu de leurs propres yeux ce dont les Noirs étaient capables lors d'une confrontation armée avec les Blancs ; sans doute certains avaient-ils participé directement à la naissance d'Haïti. En fait, la révolte de la Côte allemande se place presque au milieu de ce que l'on a appelé « la période de conspiration et de rébellion des esclaves la plus riche et la plus méticuleuse de l'histoire américaine³² », à savoir les années 1800-1831.

Deslondes et ses camarades reçurent aussi le soutien des communautés marronnes d'esclaves en fuite ; ces groupes vivaient dans les marécages situés loin des plantations de la Côte allemande. Il s'agissait là de la reprise d'un modèle de résistance observé pour la première fois à São Tomé au début du XVI^e siècle, où les esclaves et les marrons avaient conspiré pour déjouer les efforts des Blancs qui voulaient les diviser. La concertation avec les marrons motiva peut-être davantage de Noirs à prendre part au soulèvement, mais l'idée était aussi de fournir une voie d'évasion dans les marais et les bayous au cas où la révolte échouerait.

À n'en pas douter, Deslondes et les siens croyaient pouvoir conquérir leur liberté en prenant d'assaut La Nouvelle-Orléans après une marche de soixante kilomètres depuis leur point de départ, tout en sachant que leur défaite était probable. De par sa conception même, quelle qu'en soit l'issue, ce soulèvement avait en partie pour objectif de laisser une empreinte pour les générations futures et de garder toute sa fraîcheur et son parfum de la liberté. Ils voulaient répandre le sang et faire assez de remue-ménage pour montrer que les Noirs feraient tout pour être libres et pour que l'histoire se souvienne d'eux.

Avec un petit groupe d'esclaves, Charles Deslondes lança la révolte dans la nuit du 8 janvier 1811 : ils attaquèrent Manuel Andry, le propriétaire de la plantation où il travaillait. Andry avait confié les clés de la propriété à Deslondes, son commandeur ; le groupe dirigé par Deslondes surprit le maître dans sa chambre, au deuxième étage ; ils tuèrent son fils et le blessèrent grièvement, sans toutefois réussir à empêcher sa fuite. Pour eux, la plantation d'Andry constituait une première cible idéale car ce planteur dirigeait la milice locale et ils pensaient qu'il contrôlait une réserve d'armes bien fournie. En réalité, les insurgés trouvèrent beaucoup moins d'armes qu'ils n'avaient espéré ; ils durent se contenter d'une poignée de fusils et de quelques uniformes, qu'ils revêtirent, comme l'avaient fait les rebelles haïtiens.

À mesure qu'ils progressaient vers le sud-est le long de la rive, des esclaves d'autres plantations se joignirent à eux : de vingt-cinq au départ, ils furent bientôt deux cents. Leurs rangs grossirent encore quand ils attaquèrent la plantation d'un colon blanc nommé James Brown ; là, ils furent rejoints par deux conspirateurs coromantins, Kook et Kwamena. Lors de son avancée, l'armée

rebelle s'empara de plusieurs mousquets qui vinrent s'ajouter aux outils agricoles et aux coutelas constituant l'essentiel de l'armement. Ils s'emparèrent également de dizaines de chevaux, ce qui leur permit d'aller plus vite et d'effectuer des missions de reconnaissance. Les révolutionnaires portaient désormais des bannières en marchant au rythme de tambours martiaux et de slogans comme « En route pour La Nouvelle-Orléans » et « La liberté ou la mort », qui leur donnaient certes du cœur à l'ouvrage, mais qui faisaient connaître leur arrivée loin devant eux. Cela rallia de plus en plus d'esclaves à leur cause en repoussant vers la ville les Blancs de toute la Côte allemande, chez qui le souvenir du massacre des planteurs et des colons français en Haïti était encore vif. Manuel Andry parvint cependant à gagner la rive ouest du fleuve et, de là, à lever une petite armée de Blancs lourdement armés afin de repousser les esclaves.

Dans un premier temps, la riposte des Blancs fut chaotique et désorganisée. Des sentinelles se rendirent à cheval à La Nouvelle-Orléans tôt le matin du 9 janvier pour avertir de ce qui se passait en amont. Quelques heures plus tard, on vit entrer en ville, cherchant refuge, une longue file de Blancs s'étirant sur plus de quinze kilomètres. Dans l'après-midi, le gouverneur du territoire, William C.C. Claiborne, ordonna au nouveau commandant des forces américaines en Floride occidentale, Wade Hampton, de se préparer à défendre la ville. Avec peu d'hommes à sa disposition, Hampton ne put rassembler que deux compagnies de volontaires, qui vinrent en renfort des trente soldats de l'armée régulière.

Après s'être mis en route sous une pluie battante en début de soirée, les hommes de Hampton furent rejoints par des marins de la flotte du commandement naval de La Nouvelle-Orléans, ce qui porta leur nombre à une centaine. La conspiration des esclaves avait probablement anticipé cela en comptant sur la forte majorité de Noirs résidant à La Nouvelle-Orléans pour attaquer l'armurerie de la ville, car ils espéraient s'emparer d'une grande quantité d'armes et de munitions³³. Mais lorsque les hommes de Hampton allèrent à la rencontre des esclaves révoltés, qu'ils traitaient de bandits, d'émeutiers et de malandrins, ils laissèrent derrière eux juste assez d'hommes pour défendre l'armurerie ; c'est là qu'un des dispositifs essentiels de la rébellion fit long feu.

Le premier affrontement se déroula le 10 janvier vers quatre heures du matin, dans une sucrerie au lieu-dit Cannes Brûlées, à une quinzaine de kilomètres de La Nouvelle-Orléans. L'armée des esclaves rebelles avait judicieusement choisi cet endroit pour interrompre sa marche nocturne : les bâtiments solides de la sucrerie, entourés d'une palissade, leur offraient un refuge fortifié. Après une reconnaissance approfondie, les troupes américaines avancèrent à cheval et encerclèrent rapidement le camp des rebelles. Elles comptaient sur l'effet de surprise pour lancer une attaque millimétrée. Mais lorsque la fumée des fusils se dissipa, tout ce qu'ils trouvèrent, ce fut une poignée de Noirs désarmés, tous les autres ayant réussi à s'enfuir longtemps avant l'offensive³⁴. L'armée américaine ne pouvait pas s'en douter, mais elle était tombée dans une ruse classique sur les terrains militaires d'Afrique centrale occidentale : les armées africaines avaient la réputation de se disperser face aux attaques massives des Portugais. L'ennemi, incité à se lancer dans une poursuite échevelée, ou tout simplement réduit à l'épuisement, peut alors faire l'objet d'attaques ciblées ou par petits groupes³⁵.

Les rebelles tentèrent de désorienter les hommes de Hampton en faisant marche arrière et en remontant vers le nord-ouest, tout en les attaquant régulièrement, mais ils ne devaient pas tarder à tomber eux-mêmes dans un traquenard ; cette attaque surprise fut bien plus meurtrière et plus décisive que la première. Manuel Andry avait réussi à retraverser le Mississippi à la tête d'une milice d'environ quatre-vingt-dix hommes armés jusqu'aux dents, et que ce soit grâce à des informations ou par un pur coup de chance, il se retrouva à portée de tir des Noirs révoltés.

Un peu après neuf heures du matin, les deux camps se firent face dans un champ ouvert. La milice d'Andry eut pour renforts la petite troupe menée par Hampton et une autre escouade de Blancs arrivée du nord. Pour les Noirs, il ne s'agissait plus seulement de liberté. Ils savaient qu'ils seraient tués jusqu'au dernier en cas de défaite. Ils firent montre d'une discipline étonnante, se mirent en ordre de bataille et se préparèrent à ce qui les attendait. Sans surprise, les Blancs chargèrent. Comme il savait que les mousquets manquaient de précision, Deslondes avait interdit à ses hommes de tirer avant que les Blancs ne soient quasiment à bout portant. Les Blancs – qui ne manquaient pas, pour leur part, de munitions – mitraillaient à tout va ; ils avaient commencé à tirer alors qu'ils étaient encore loin et ils continuèrent sans relâche au fur et à mesure de l'assaut. Les Noirs commencèrent

à tomber sous les balles, d'abord un à un, puis plusieurs à la fois. Ils tinrent néanmoins la ligne jusqu'à voir leurs munitions s'épuiser. Ce qui était à l'origine une bataille en bonne et due forme fut une déroute, et même un massacre au cours duquel des dizaines de rebelles noirs furent tués. Manuel Andry, satisfait, parlerait plus tard d'un « massacre considérable³⁶ ».

Vingt et un des rebelles furent conduits dans une plantation voisine, où ils furent jugés et condamnés à mort par un jury composé de planteurs décidés à obtenir vengeance. Parmi eux se trouvaient les meneurs coromantins, Kook et Kwamena. Kook admit fièrement avoir tué à coups de hache le planteur François Trépagnier, maître de la compagnie de Deslondes, mais il refusa de donner aux planteurs des informations sur les autres rebelles. Kwamena fit preuve d'une même morgue : tout en reconnaissant sa culpabilité, il « ne dénonça personne³⁷ », selon les minutes du procès. Charles Deslondes, pour sa part, avait réussi à fuir provisoirement le champ de bataille et s'était réfugié dans les marais voisins, mais on ne tarda pas à le capturer et à l'exécuter de manière particulièrement horrible : il eut les bras coupés et les jambes brisées, avant d'être fusillé. Pour ses assassins, sa mort ne suffisait pas. Dans un dernier acte de vengeance, son corps sans vie et couvert de sang fut fiché sur une broche et rôti en public.

Vingt-neuf autres survivants de la bataille furent traînés à La Nouvelle-Orléans, où on les jugea davantage selon les règles³⁸, mais avec un tribunal présidé par un juge blanc qui avait fui la révolution haïtienne. Après le procès, les têtes ensanglantées d'une centaine d'insurgés, dont ceux qui avaient été exécutés avec Kwamena par les planteurs, furent placées sur des piques. Ces piques furent installées à intervalle régulier le long de la digue, entre la place d'armes de La Nouvelle-Orléans et la Côte allemande, « pour servir d'exemple effroyable à tous ceux qui voudraient troubler l'ordre public à l'avenir », selon les termes du « tribunal »³⁹ paroissial. Pendant que ces têtes pourrissaient dans l'air raréfié et nourrissaient les oiseaux qui les picoraient, elles apportaient joie et réconfort aux planteurs, tout en servant d'avertissement, s'il en était besoin, aux esclaves survivants.

Quoi qu'elle ait été étouffée dans l'œuf, la révolte de Deslondes influa fortement sur l'histoire politique de la Louisiane et, par conséquent, sur toute la vallée du Mississippi. Les communautés de planteurs, longtemps dubitatives et même hostiles à l'idée d'être intégrées aux États-Unis, se rallièrent rapidement à cette perspective. Elles savaient que leurs milices locales ne seraient jamais plus en mesure de faire respecter le système radicalement inégalitaire d'oppression qui constituait le fondement incontournable de toute société esclavagiste. La Louisiane intégra l'Union en 1812, et La Nouvelle-Orléans vit son expansion économique reprendre et même s'accélérer considérablement. Le coton prit son essor dans toute la région, en servant de levier puissant aux États-Unis dans leur ensemble et en transformant encore le monde atlantique.

Si Deslondes espérait que sa révolte s'écrivît en grandes lettres dans les livres d'histoire, comme je le crois, il a fallu attendre une date récente pour que cela se concrétise. Tandis que les planteurs rétablissaient leur emprise sur la région, et que l'heure était au décollage économique et à la revendication du statut d'État, on effaçait lentement mais sûrement ce soulèvement des mémoires. Comme Daniel Rasmussen l'a dit dans un livre paru en 2011, et dont le point de départ était son mémoire de fin d'études à Harvard : « Le soulèvement de 1811 a beau être la plus grande révolte d'esclaves de l'histoire américaine, l'article universitaire le plus long ne fait que vingt-quatre pages⁴⁰ ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que la négligence des spécialistes ne saurait être le seul motif. L'oubli et l'effacement ont fait l'objet d'une politique étatique concertée, et ce pendant plusieurs générations ; cette politique est aujourd'hui entre les mains du secteur lucratif du tourisme des plantations.

Lors de mes recherches pour écrire ce livre, j'ai passé un certain temps dans la vallée du Mississippi, de Memphis à La Nouvelle-Orléans en passant par le delta des champs de coton et la Côte allemande, car j'espérais trouver des échos de cette histoire... sans succès, en général. Mes recherches m'ont fait visiter quelques-unes des plus grandes plantations encore existantes ; elles sont à la tête d'un commerce florissant qui propose à un public apparemment ignorant du passé des visites relevant plutôt de la nostalgie d'un passé étrangement romancé et du refus de voir la réalité en face. On ne lésine ni sur les mariages en robes d'époque ni sur les séances de photos façon Belle Époque. Dans la somptueuse plantation Evergreen, sur la paroisse Saint-Jean-Baptiste, en Louisiane, après m'être présenté à un responsable blanc comme « historien » travaillant sur l'esclavage, celui-ci

m'a discrètement averti, en chuchotant : « On n'insiste pas vraiment sur l'expérience des esclaves ici. » On insiste plutôt sur l'architecture et le mode de vie des Blancs, comme s'il était possible de dissocier cela du quotidien des Noirs dont ces Blancs étaient les maîtres. Je pris toutefois mon ticket d'entrée, car je voulais voir cette propriété qui apparaît dans l'une des productions hollywoodiennes les plus récentes et les plus marquantes pour évoquer la violence organisée contre les Noirs dans les plantations : *Django Unchained*, le film de Quentin Tarantino.

En ce jour de printemps humide, une petite foule de visiteurs se bousculait pour prendre des photos sur la pelouse, devant les célèbres balustrades jumelles de cette immense maison d'un blanc étincelant. La guide nous décrit en détail le style néo-hellénique du bâtiment et, après être entrés dans la maison pour y visiter certaines pièces d'habitation, nous n'eûmes à entendre qu'anecdotes sur ce que faisaient le maître et la maîtresse de maison en fonction des saisons, et sur la vie des Blancs au bord du fleuve. Nous apprîmes que pendant la saison des pluies, son lit, visible depuis la grande véranda du deuxième étage, n'était qu'une pataugeoire presque impraticable. La guide, une femme blanche d'une cinquantaine d'années, ne dit pas un mot de ceux qui devaient jadis se dépêtrer de cette boue, dégager les roues des carrosses et transporter des provisions pour le compte de leurs maîtres blancs. Elle ne dit pas un mot non plus de la grande révolte des esclaves qui avait eu lieu non loin de là.

Après la visite de la maison des maîtres, la plupart des visiteurs se dirigèrent vers la sortie, mais nous fûmes quelques-uns à poursuivre la visite avec les quartiers des esclaves, qui se situaient sur l'arrière, près des marécages. Nous montâmes à bord de minibus dont on nous dit qu'ils étaient obligatoires, en dépit de la courte distance. Nous fîmes la connaissance d'une autre guide, noire cette fois-ci. C'était une femme mince d'une cinquantaine d'années, qui en faisait des tonnes pour amuser les touristes, dans une sorte de parodie chaleureuse du Sud profond. Après nous avoir demandé d'où nous étions originaires, elle nous bombardait de questions dignes d'un jeu télévisé, un moyen détourné pour faire passer quelques rudiments historiques à base de noms et de dates.

Le véhicule climatisé nous laissa tout près d'une magnifique allée ombragée de chênes majestueux dont les branches étaient couvertes d'une mousse verte formant des sortes de toiles vaporeuses. Ces chênes sont caractéristiques des plantations que j'ai visitées, de Natchez à La Nouvelle-Orléans, ce qui m'est aussitôt revenu en mémoire grâce au film de Tarantino. Tout en poussant des cris admiratifs, les autres visiteurs se photographièrent à tour de rôle, puis notre guide nous incita gentiment à poursuivre notre chemin. Les cabanes d'esclaves les mieux conservées se trouvaient juste devant nous, encore dans l'ombrage des chênes : comme elles semblaient propres, avec leur architecture rudimentaire en planches et leur légère surélévation afin d'atténuer les écarts de température saisonniers. On nous autorisa à entrer dans une ou deux de ces cabanes et à imaginer l'espace de quelques instants comment des familles noires entières devaient vivre dans une seule pièce servant de cuisine, de séjour et de chambre à coucher.

Les visiteurs semblaient étonnés du manque criant de confort et d'intimité ; je ne voyais pas très bien ce qu'ils avaient pu s'imaginer d'autre. Visiblement choqués, ils posèrent des questions, une fois de retour dans le minibus, sur le traitement infligé aux esclaves, et je me mordis la langue pour ne pas prendre la parole. Notre guide expliqua alors ce qu'on lui avait certainement raconté, à savoir que les esclaves de cette région avaient eu de la chance, parce que la région avait été colonisée par les Français, et que les Français, dit-elle avec une candeur totale, traitaient leurs esclaves « mieux que quiconque ».

Heureusement, tout le secteur du tourisme de plantation ne ressemble pas à ça. Plus tard dans la journée, je visitai une autre propriété située tout près. La Whitney Plantation était d'allure moins grandiose, mais au premier coup d'œil le lieu semblait plus touristique encore. Après un portail, on est accueilli, dans un espace élégant et climatisé, par une multitude de guichetiers, de guides et de vendeurs de souvenirs : je m'attendais à une nouvelle déception. Pourtant, la visite s'avéra en tout point différente ; elle s'intéressait davantage à l'expérience des esclaves noirs qu'à celle des maîtres ou des intendants blancs. Un groupe d'une quinzaine de personnes écoutait religieusement notre guide qui nous faisait visiter les lieux, s'arrêtant devant des stèles de granit sombres où sont inscrits les noms d'esclaves achetés à La Nouvelle-Orléans et amenés ici, ou nés sur la plantation, ainsi que leurs dates de décès. Certains avaient encore leur nom africain, ce qui me laissa deviner leurs origines : leur traversée forcée de l'Atlantique les avait arrachés aux territoires désormais

nommés Ghana, Nigeria, Congo et Guinée. La plupart étaient morts jeunes, à quelques exceptions près.

Nous longeâmes un marais où, nous dit notre guide, il y avait encore des alligators, comme autrefois, soit un autre danger qui venait s'ajouter au fouet et aux meutes de chiens pour tout esclave désireux de s'enfuir. Après un tournant, nous arrivâmes dans un espace d'allure solennelle, où m'attendait un spectacle inattendu : trois rangées de têtes noires réalistes, dix-neuf au total, avec des bandanas rouges ou blancs couverts de cauris, dressées sur des piques. L'artiste avait voulu donner à chacune d'elles des traits distinctifs. Sur la rangée de devant se trouvait la tête de Charles Deslondes, la bouche légèrement entrouverte comme s'il avait été figé en plein discours. La plaque de marbre blanc placée devant la statue indiquait son nom, accompagné d'un seul mot en guise de légende : *Chef*.

Chapitre 33

LES JACOBINS NOIRS

Dans la préface de son livre *Les Jacobins noirs*, l'historien trinitadien des Caraïbes C.L.R. James a évoqué la révolution haïtienne d'une manière à la fois somptueuse et parfaitement cohérente (voir p. 258 de cet ouvrage).

Cette façon de résumer les choses permet aux lecteurs de visualiser rapidement l'exploit monumental des sans-culottes, de ces armées d'esclaves qui combattirent « nus comme des vers », pour citer l'expression de Toussaint Louverture, pour vaincre les uns après les autres les Européens déterminés à les priver de liberté. Il y a là suffisamment de matière pour développer, comme C.L.R. James l'a si bien fait, l'une des histoires de libération les plus remarquables : la plus grande révolte d'esclaves de l'histoire de l'humanité, et la seule à avoir donné naissance à un État libre. En outre, il fait allusion ici et là, au fil du livre, à la filiation avec d'autres révoltes d'esclaves dans le Nouveau Monde, précédents mais aussi encouragements aux Noirs qui conduisirent vers la liberté les esclaves de la colonie française de Saint-Domingue. Ce qui échappe largement à cette vision pourtant détaillée, c'est la façon dont la libération d'Haïti a permis aux États-Unis, nation encore embryonnaire, de s'imposer en tant que puissance continentale : en ce sens elle a changé l'histoire mondiale comme peu d'autres révolutions des temps modernes.

Comme sur beaucoup d'autres histoires mentionnées dans ce livre, les lecteurs occidentaux même très informés ne savent pas grand-chose de cette révolution, hormis quelques bribes qui rempliraient à peine une page d'almanach. L'invisibilisation de cette libération par des esclaves récemment débarqués d'Afrique est particulièrement gênante et même pernicieuse pour les Américains, pour deux raisons : la proximité géographique d'Hispaniola (l'île où se trouve Haïti) avec l'Amérique, et l'impact considérable de la révolution haïtienne non seulement sur la taille et la forme des États-Unis, mais aussi sur son caractère même en tant que nation et sur son émergence en tant que puissance mondiale.

De même que l'insurrection vouée à l'échec de Charles Deslondes tira directement son inspiration des nouvelles de la Révolution française, et du soulèvement d'Haïti qui l'a suivie, la révolution haïtienne s'inspira de révoltes passées. Logiquement, le rôle de la Révolution française dans ce qui s'est passé à Haïti fut plus immédiat et plus puissant qu'en Louisiane, car Saint-Domingue était encore une colonie française. On souligne moins le fait que les esclaves amenés en Haïti venaient de Jamaïque et d'autres régions des Caraïbes britanniques, et qu'ils ont donné une impulsion essentielle à la résistance noire à Saint-Domingue et à cette révolte de la fin du XVIII^e siècle.

La colonie française de Saint-Domingue était devenue en un temps record le territoire le plus riche du monde. Fait tout aussi remarquable, pendant que le commerce extérieur français était multiplié par cinq, elle représenta un tiers de l'ensemble de ce commerce extérieur¹. Qu'est-ce que cela signifiait, pour le tiers de l'île d'Hispaniola détenue par les Français, de devenir la colonie la plus riche de tous les temps²? On a calculé qu'entre 1716 et 1787, période qui inclut les grandes années de prospérité de la France au XVIII^e siècle, quinze pour cent de sa croissance économique provenait de son empire aux Antilles³. Pas moins de un million de sujets du roi de France dépendaient directement du commerce colonial pour leur subsistance⁴. À elle seule, la

masse commerciale de Saint-Domingue égalait celle de l'ensemble des États-Unis⁵. Les bénéfiques colossaux des sociétés de plantation contrôlées par la Grande-Bretagne et la France dans les Antilles firent entrer ces deux économies dans l'âge de l'industrialisation. Pour citer C.L.R. James, « le monde occidental n'avait pas connu pareil progrès économique depuis des siècles⁶ ». Dans les deux pays, cette croissance engendra une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie, qui contribua à l'avènement de grands bouleversements sociaux et politiques.

C.L.R. James a noté, au sujet des principaux ports français de l'Atlantique, en citant Jaurès : « [...] les fortunes nées à Bordeaux et à Nantes de la traite des esclaves, donnèrent à la bourgeoisie cet orgueil qui exigeait la liberté et contribuait à l'émancipation humaine⁷. » On pourrait ajouter à cette liste Le Havre et Marseille. Les historiens contemporains ont repris ces affirmations en les amplifiant même, et en allant jusqu'à écrire, comme l'a fait Laurent Dubois, l'un des plus éminents spécialistes contemporains d'Haïti, que les richesses nouvelles générées par les esclaves de Saint-Domingue avaient « contribué à jeter les bases de la Révolution française⁸ ».

On ne saurait trop insister sur la rapidité foudroyante avec laquelle s'est opéré ce miracle sucrier, cette métamorphose impossible sans le travail des esclaves. Lorsque l'Espagne céda Saint-Domingue à la France, en 1697, les Européens y vivaient grâce à la piraterie et à l'élevage, qui permettait de faire le commerce des peaux. En 1739, c'était déjà la colonie esclavagiste la plus riche du monde, avec pas moins de quatre cent cinquante moulins à sucre⁹, contre seulement trente-cinq au début du siècle. Comme de nombreux exemples l'ont montré, l'expression même de « colonie d'esclaves » impliquait que les richesses n'étaient produites et durables qu'en dépendant entièrement des corps noirs. Ce qui distinguait surtout Saint-Domingue, c'était le rythme auquel la colonie consommait les corps des Africains, rythme qui s'accrut tout au long du siècle pour atteindre des sommets monstrueux à la veille de la Révolution. L'appétit de la France pour les nouvelles richesses provenant du sucre, de l'indigo, du coton et du café était tel qu'au cours de la décennie précédant le soulèvement, le nombre d'esclaves importés à Saint-Domingue fut trois fois supérieur à celui de la décennie précédente. Sur une seule année, le nombre d'esclaves importés dépassait souvent les trente mille, soit un chiffre supérieur à celui des Blancs vivant dans la colonie. Les importations d'esclaves atteignirent leur apogée en 1790, l'année précédant le début de la révolte.

Au total, ce sont environ six cent quatre-vingt-cinq mille esclaves enchaînés qu'on a traînés vers ce charnier au cours du XVIII^e siècle¹⁰, beaucoup d'entre eux arrivant de la région du Kongo. Les planteurs blancs ne s'en sont probablement pas rendu compte, mais il était peut-être moins facile et plus insupportable d'être ainsi exploités pour des esclaves arrivés directement d'Afrique que pour les créoles élevés dans la servitude. Les nouveaux venus avaient connu tout récemment encore la liberté ; nombre d'entre eux, comme les Kongos, avaient déjà pratiqué des techniques de résistance et de guerre. Comme cela se produisit des décennies plus tard dans le sud des États-Unis, la classe des planteurs de Saint-Domingue se berça d'une sécurité illusoire en imaginant que les esclaves, pourtant soumis à des conditions effroyables et à des taux de mortalité impensables, étaient satisfaits de leur sort.

À bien des égards, Saint-Domingue fut victime de son succès, ou du moins du degré de cupidité indécent de ses propriétaires. La France, dont la marine de guerre et la marine marchande cédaient le pas face à la Grande-Bretagne, peinait à répondre à la demande toujours grandissante de main-d'œuvre servile dans le cadre de la traite, ce qui finit par inciter les colons blancs à faire affaire avec les colonies esclavagistes britanniques voisines plus avancées que Saint-Domingue. Quand j'écris « plus avancées », je veux dire que les colonies britanniques ont commencé bien plus tôt à édifier de grands complexes de plantations, mais aussi que les révoltes d'esclaves et la culture marronne y étaient plus enracinées. La Jamaïque était un cas d'école : des communautés marronnes importantes s'y étaient établies de longue date, et il y avait de nombreux cas de résistance organisée des esclaves dans la première moitié du XVIII^e siècle. Comme on l'a vu, cette résistance atteignit son paroxysme en 1760, pendant la guerre de Sept Ans, avec la guerre de Tacky, qui fit plus de cinq cents morts et menaça sérieusement le pouvoir colonial. Cette rébellion jamaïcaine a été qualifiée de « plus grave défi lancé en temps de guerre contre la domination britannique par des ennemis intérieurs plutôt qu'extérieurs, du moins avant le XX^e siècle¹¹ ».

En même temps que la guerre de Tacky, en Jamaïque, eut lieu le soulèvement le plus important qu'ait

connu Saint-Domingue avant la révolution haïtienne de 1791, une révolte menée par un ancien esclave marron, un prêtre vaudou nommé François Makandal. Il tirait sa grande influence dans le nord de l'île du recours à des images et des expressions catholiques facilement adaptables à de nombreuses confessions africaines. En outre, en dépit de l'interdiction de pratiquer officiellement des cultes africains, les colons blancs de l'île ne comprenaient pas que le culte catholique était déjà pratiqué au Kongo depuis près de deux siècles. À Saint-Domingue, les prêtres étaient très souvent des personnes ayant survécu peu auparavant à l'esclavage et investies de pouvoirs culturels dans leur pays d'origine, par exemple le Kongo ou le Dahomey. Les conflits généralisés et l'instabilité politique qui y régnaient accentuaient l'instabilité tant linguistique que religieuse de ces régions. Loin de les condamner à la « mort sociale », selon la célèbre expression d'Orlando Patterson, le Passage du milieu a permis aux Africains asservis de se servir de leur maîtrise des coutumes religieuses pour forger de nouvelles identités et des pactes solides¹², mais aussi d'assimiler rapidement le vocabulaire ésotérique et les rituels du catholicisme dans le Nouveau Monde. Cela s'est confirmé à Saint-Domingue, mais aussi dans tous les endroits où les révoltes devinrent courantes, du Brésil à La Nouvelle-Orléans.

Makandal finit par être arrêté, accusé de sorcellerie et brûlé sur le bûcher en 1758, après qu'environ cinq mille personnes eurent trouvé la mort au cours de l'insurrection, la plupart censément sous l'effet du poison. Makandal fut jugé coupable de cette vague de décès mystérieux, mais des historiens ont récemment fait valoir que la majorité de victimes étaient des Noirs qui étaient sans doute morts à la suite d'une contamination fortuite de la farine par des mycotoxines issues de moisissures ; le tout était dû à de mauvaises conditions de stockage¹³.

Makandal avait débarqué à Saint-Domingue après s'être enfui de la Jamaïque. Il en était de même pour un esclave nommé Dutty Boukman, également prêtre clandestin et qu'on considère en général comme l'instigateur du soulèvement des esclaves haïtiens de 1791 (tout débuta lors d'une cérémonie vaudoue secrète, dans le nord de la colonie). Un autre chef révolutionnaire important de Saint-Domingue, Henri Christophe, était né en esclavage sur l'île de Saint-Kitts, une colonie de plantation britannique¹⁴.

À la veille de cette révolution, Saint-Domingue comptait environ quatre cent soixante mille esclaves noirs, contre trente et un mille Blancs seulement. Entre ces deux populations aux intérêts irréconciliables, les esclavagistes et les esclaves, se trouvait un troisième groupe, les « gens de couleur libres », dont le nombre était presque égal à celui des Blancs. Je simplifie là un contexte sociologique d'une grande complexité. On imagine souvent les « gens de couleur libres » comme des métis à la peau claire, mais en réalité il y en avait de toutes les couleurs. Le terme qui importe ici, c'est l'adjectif « libre », car il s'agissait de personnes d'origine africaine, mais affranchies. Il y avait aussi beaucoup de catégories au sein de la population blanche, par exemple en fonction de la richesse, de la classe sociale et de la possession de plantations et d'esclaves ; on retrouvait des catégories similaires pour les personnes de couleur libres. En simplifiant au maximum, la vie dans cette colonie, qui était la poule aux œufs d'or de la France, était empêtrée dans un triangle racial pernicieux au point d'être « stratifiée de façon pathologique¹⁵ » avec la couleur de la peau pour unique critère.

L'animosité des Blancs à l'égard de la métropole s'amplifia presque aussitôt après l'essor économique de la colonie dans les années 1720, car les planteurs étaient hostiles à l'idée de payer l'impôt sans être représentés politiquement, ce qui annonce un aspect important de la révolution américaine. Les planteurs s'irritaient également des restrictions imposées par le mercantilisme français, l'État ayant le monopole du commerce d'esclaves, que ceux qui cherchaient à faire fortune dans le sucre trouvaient toujours trop timide. La France imposait aussi aux colons de lui réserver la vente de leurs marchandises, et selon des modalités qu'elle seule fixait. Il y eut un regain d'animosité dans les années 1780, après la mise en place d'aménagements modestes dans le Code noir, le texte qui encadrait l'exploitation des esclaves. L'un de ces aménagements donnait congé aux esclaves le samedi après-midi, en sus de la pause traditionnelle du dimanche, et recommandait également de petites améliorations pour la nourriture et l'habillement. Un fonctionnaire blanc de

la colonie dénonça ces nouvelles règles comme une atteinte au « droit sacré de la propriété¹⁶ ». En 1785, un autre s'exclamait : « Comment produire beaucoup de sucre quand nous ne travaillons que seize heures par jour ? » Ici, le pronom « nous » désignait les esclaves. Il répondait d'ailleurs à sa propre question en affirmant que l'économie des plantations de la colonie n'était riche qu'à proportion du taux de « consommation des hommes et des animaux »¹⁷. Un autre affirmait doctement : « Toutes les lois en faveur des Noirs, aussi justes et humaines puissent-elles être, constitueront toujours une violation des droits de propriété si elles ne sont pas interprétées par les colons. [...] Toutes les lois sur la propriété ne sont justes que si elles sont acceptées par ceux qui y sont intéressés en tant que propriétaires¹⁸. » Au XVIII^e siècle, l'objection concernant les droits inviolables des propriétaires était devenue quasi systématique dans les sociétés esclavagistes dominées par les Blancs.

Les divergences entre les trois grandes catégories raciales de Saint-Domingue ne cessèrent de s'accroître au cours du siècle, jusqu'à ce que la Révolution française, en 1789, oblige à une prise de position claire. Au milieu du siècle, les Blancs avaient fini, comme en Jamaïque, par s'organiser pour enrôler des gens de couleur libres afin de réprimer les insurrections de marrons qui se répandaient comme une traînée de poudre dans la colonie. Les hommes « de couleur » pouvaient posséder des biens, exercer des professions et même posséder des esclaves mais, interdits de participer à l'assemblée coloniale, ils étaient privés de représentation politique. Comme les Blancs avaient besoin d'eux comme alliés militaires, les gens de couleur revendiquèrent la même représentation que celle obtenue naguère par les Blancs. La tension ne cessa de monter car plus les Blancs dépendaient des hommes de couleur pour garantir leur sécurité, plus leur conception de la race se radicalisait pour aboutir à une compartimentation stricte des personnes en fonction de leur couleur. Convaincus que leur position privilégiée au sommet de la pyramide sociale de l'île dépendait d'une discrimination raciale de plus en plus stricte, les Blancs s'efforcèrent de codifier des différences fantasmées entre êtres humains d'ascendance différente. En 1767, par exemple, un décret ministériel visant à répondre aux aspirations à l'égalité des personnes de couleur libres déclarait : « On ne peut effacer en leur accordant la liberté la tache de l'esclavage dont sont souillées les personnes d'ascendance africaine¹⁹. »

Ni la France ni les Français installés dans la plus lucrative de ses colonies ne se rendirent compte que le triangle racial pernicieux de Saint-Domingue l'avait placée sur la voie de la dévastation. Pour reprendre les mots de Mirabeau, les planteurs « dormaient au bord d'un Vésuve²⁰ ». Même si la révolution à Saint-Domingue fut une conséquence involontaire de la Révolution française, l'éruption inévitable de ce volcan se produisit dans la foulée. L'article premier de la Déclaration des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée nationale quelques semaines après la chute de la Bastille, était un séisme : il déclarait que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Un tel énoncé a donné des ailes aux personnes de couleur, comme on pouvait s'y attendre, *a fortiori* aux esclaves, qui se soulevèrent en Martinique dès 1789. Ils comprirent, en ayant vent de cette nouvelle, que le roi avait décidé de leur accorder la liberté, mais que les planteurs insatiables empêchaient cela en censurant le décret.

Après les débuts de la Révolution française, l'effervescence gagna les personnes de couleur libres de Saint-Domingue, bien informées de l'évolution de la situation politique en métropole. En réaction, certains Blancs décidèrent au début de l'année 1791 que la seule solution aux tensions raciales sur l'île était de se débarrasser des gens de couleur²¹, c'est-à-dire de les massacrer. Cette idée faisait partie d'un projet de plus grande ampleur pour se débarrasser de la tutelle de la France en invitant le Royaume-Uni à protéger la colonie. Pendant ce temps, les esclavagistes de toutes les Amériques étaient invités à se serrer les coudes et à réprimer leurs sujets noirs, à tuer dans l'œuf les premiers symptômes du réformisme européen et à arrêter la « contagion de la liberté²² », afin d'assurer la survie et la perpétuation du modèle de la société de plantation. Le lecteur se souviendra ici de la lettre de George Washington à l'ambassadeur de France aux États-Unis, dans laquelle il promettait son soutien aux propriétaires d'esclaves. La France étant accaparée par ses propres luttes révolutionnaires, un conflit armé ouvert éclata à Saint-Domingue entre Blancs et Noirs ; il se poursuivit par intermittence au cours des deux années suivantes. Dès qu'il le pouvait, chacun des deux camps cherchait à enrôler des esclaves de manière opportuniste.

Dix ans plus tôt, avant même la Révolution française, l'abbé Raynal, encyclopédiste français

et chroniqueur du colonialisme, avait prédit que la libération des Noirs à Saint-Domingue était inévitable. Raynal affirmait que les esclaves n'avaient pas besoin de recevoir des conseils quant à l'opportunité ou même l'aspect pratique de la liberté en tant qu'objectif. Ils ne manquaient pas non plus de modèles, vu qu'il en existait déjà dans les sociétés marronnes de la Jamaïque et du Surinam, lesquelles étaient nées de révoltes réussies. À Saint-Domingue, tout ce qui leur manquait, c'était une bonne occasion de se révolter et des meneurs compétents. « Il ne manque aux nègres, écrivait Raynal, qu'un chef assez courageux pour les conduire à la vengeance et au carnage. Où est-il, ce grand homme, que la nature doit à ses enfans vexés, opprimés, tourmentés ? Où est-il ? Il paroîtra, n'en doutons point, il se montrera, il lèvera l'étendard sacré de la liberté²³. » Le durcissement du conflit entre Blancs et Noirs à Saint-Domingue, ainsi que la résistance des planteurs de la colonie contre la France, fournirent le prétexte de la révolte. Les esclaves de l'île trouvèrent en la personne de Toussaint Louverture, un ancien cocher de plantation, ce grand meneur hors du commun. En fait, Toussaint – né en esclavage et libéré à seulement quarante ans passés, après avoir appris à lire et à écrire et être devenu un lecteur assidu de Machiavel, Montesquieu et Rousseau²⁴ – aurait été particulièrement séduit par ces paroles de Raynal, qu'il avait lues et relues et qu'il avait adoptées comme une sorte de cri de ralliement.

Chapitre 34

DES « AFRICAINS DORÉS »

Les événements qui marquèrent le début de la révolution haïtienne eurent lieu au centre du complexe de plantation, à l'extrême nord de la colonie, vers dix heures du soir, le 22 août 1791. Pour mieux comprendre cette révolution, il faut résister à la tentation – forte – de la téléologie. D'après une longue tradition d'ouvrages historiques, tout commença par un soulèvement nocturne des esclaves, au lieu-dit Bois-Caïman, à l'occasion d'une cérémonie religieuse africaine. Les chefs rassemblés auraient sacrifié un cochon et bu son sang goulûment, en promettant d'être loyaux et d'une détermination sans faille tout en versant des libations. Au son pesant et cadencé des tambours qui résonnaient bruyamment dans la nuit, les esclaves des plantations voisines vinrent grossir les rangs de l'insurrection. Le ciel se teinta d'un rouge éclatant, tandis que s'embrasaient les champs de canne, les plantations et les demeures de leurs maîtres. À la fin de la révolution, en 1804, avec l'avènement d'une jeune République dirigée par les Noirs, soit seulement le deuxième État et gouvernement indépendant de ce type dans l'hémisphère, le résultat fut ce qu'un historien a qualifié à juste titre de « déclaration des droits de l'homme la plus radicale que le monde ait connue¹ ». Il existe au moins un aspect de la révolution haïtienne qui est indubitablement plus radical que la révolution américaine, pourtant plus encensée et de vingt ans son aînée : la nouvelle république abolit l'esclavage et la discrimination raciale sur son territoire, des mesures qu'il fallut cent cinquante ans aux États-Unis pour prendre, aussi progressivement que timidement.

Toussaint Louverture est mort avant de voir l'avènement de cette république mais, plus que quiconque, il en a défini l'objectif révolutionnaire. Il s'agissait d'être à la hauteur des idéaux avortés de la Révolution française, de la liberté universelle et de la vraie *fraternité*, des idées qui resteraient lettre morte tant que perdurerait l'esclavage. En expliquant le but de son combat, le chef militaire déclara : « Il ne doit exister chez les hommes, quelle que soit leur couleur, qu'une seule distinction : celle des bons d'avec les méchants. Les Noirs, les hommes de couleur et les Blancs, quand ils sont soumis aux lois, doivent être également protégés ; ils doivent être également réprimés quand ils s'en écartent². » Pour citer le commentaire d'un historien, « aucun autre dirigeant, où que ce soit, n'a salué un tel idéal, même théoriquement, avant de nombreuses décennies³ ». Il convient de comparer cette affirmation avec les pensées des principaux contemporains britanniques ou états-uniens du siècle des Lumières. En 1805, Talleyrand écrivait : « L'existence d'une peuplade nègre armée et occupant les lieux qu'elle a souillés par les actes les plus criminels est un spectacle horrible pour toutes les nations blanches⁴. » De même, le général britannique envoyé à Hispaniola pour vaincre Toussaint avait souligné que l'objectif des Britanniques était d'empêcher la propagation contagieuse, dans les riches colonies esclavagistes des Antilles britanniques, des « doctrines sauvages et pernicieuses de la liberté et de l'égalité⁵ » de Saint-Domingue.

Alors que le soulèvement des esclaves gagnait tout le nord de la colonie française, des Blancs terrifiés se précipitèrent vers Cap-Français, alors la plus grande ville de Saint-Domingue et l'une des plus grandes de cet hémisphère ; les longues files désordonnées de réfugiés semèrent la panique, comme cela devait se reproduire à La Nouvelle-Orléans en 1811. La révolte des esclaves haïtiens parut peut-être tombée de nulle part pour les Blancs, mais elle était tout sauf spontanée. Dans sa phase initiale, le soulèvement était dirigé notamment par le prêtre Boukman, déjà évoqué plus haut. Boukman, né en Sénégambie, avait vécu en Jamaïque, où il était employé comme conducteur d'esclaves. Ce dernier détail signifie qu'il devait bénéficier de privilèges spéciaux pendant les semaines qui précédèrent l'insurrection, y compris le droit de sortir de la plantation pendant son jour de repos hebdomadaire, ce qui était primordial pour préparer l'action révolutionnaire. Lors de la cérémonie du Bois-Caïman qui embrasa le nord de Saint-Domingue, Boukman s'exprima en termes nettement messianiques, exhortant les esclaves prêts à le rejoindre dans la révolte à vénérer les cultures et les religions de leurs ancêtres. « Nous devrions tous, lança-t-il en créole, rejeter l'image du dieu de l'homme blanc qui est si impitoyable. Écoutez la voix de la liberté qui chante dans tous nos cœurs⁶. »

Les événements de Saint-Domingue semblent avoir été déclenchés par une rumeur qui se répandit à Hispaniola, selon laquelle un ordre de Louis XVI abolissant l'usage du fouet et accordant trois jours de repos par semaine aux esclaves avait été ignoré par les autorités locales. La révolte des esclaves de 1789 en Martinique, dont il a été question plus haut, avait démarré pour des raisons similaires. Il s'agissait d'un schéma classique qui se reproduisit à plusieurs reprises au cours de cette période, mais cette fois-ci avec un autre dénouement. Cependant, la Révolution française servit davantage encore à motiver les esclaves : beaucoup se dirent que les Blancs de France avaient brisé les fers qui les soumettaient au pouvoir de certains de leurs semblables. « S'ils l'ont fait, pourquoi pas nous ? » se disaient les esclaves de Saint-Domingue⁷, tant et si bien qu'à la fin du mois de septembre 1791 les plantations couvrant une large bande autour de Cap-Français avaient été détruites par des dizaines de milliers d'esclaves rebelles. La majeure partie de la colonie fut bientôt sur le pied de guerre.

Au début de la révolution haïtienne, Toussaint Louverture n'occupait pas le devant de la scène ; au contraire, il n'y avait pas de véritables meneurs identifiables. Début novembre, alors que la violence allait bon train et que plus d'un millier de plantations étaient déjà réduites en cendres⁸, Dutty Boukman, l'une des figures les plus marquantes du soulèvement, fut fait prisonnier et exécuté. La France révolutionnaire espéra rétablir l'ordre en gagnant l'allégeance d'une partie des rebelles : elle publia un décret accordant l'égalité des droits à la population de couleur libre de la colonie. Cela se produisit alors que des discussions étaient déjà en cours en métropole sur l'avenir de l'esclavage, au grand dam des planteurs furieux. L'un d'entre eux déclara : « Il ne peut y avoir de culture à Saint-Domingue sans l'esclavage ; on n'a point été chercher et acheter à la côte d'Afrique cinq cent mille sauvages esclaves pour les introduire dans la colonie en qualité et au titre de citoyens français ; c'est que leur subsistance, comme libre, y est physiquement incompatible avec l'existence de nos frères européens⁹. » Peu de gens pouvaient s'en douter, mais c'était pourtant ce qu'ils allaient devenir moins d'un an plus tard, du moins sur le papier.

En octobre, les pouvoirs de Louis XVI furent suspendus, et la République française, proclamée. Ce même mois, le fils cadet d'un roi d'Allada sortit du rang et se déclara plus ou moins le chef des esclaves révoltés¹⁰ : « Je veux que la liberté et l'égalité règnent à Saint-Domingue. Unissez-vous, frères, et combattez avec moi pour la même cause¹¹. » Cet homme, c'était Toussaint, bien sûr ; selon C.L.R. James, son génie de meneur d'hommes se traduisait notamment par sa capacité à faire comprendre à des gens aussi profondément déshumanisés par l'esclavage qu'il ne fallait pas « être honteux d'être noir ». La révolution dont il prit la tête avait donné à ces nouveaux affranchis « la possibilité de s'instruire, leur avait rendu confiance et fierté »¹². Toussaint adopta bientôt le nom de L'Ouverture (plus tard simplifié en Louverture), ce que l'on a interprété comme le symbole de quelqu'un qui trouve un moyen d'ouvrir la situation. Et C.L.R. James d'ajouter : « À l'exception [...] de Bonaparte, aucune figure de l'époque révolutionnaire en France ne parcourut tant de chemin et si rapidement¹³. »

Le triangle racial de Saint-Domingue n'a jamais été très clairement défini comme on a pu le croire. Alors que la révolte montait en puissance, on vit bientôt fleurir des divisions entre Blancs pauvres et riches, entre les planteurs et les ouvriers, mais aussi entre royalistes (la plupart des riches

et des nantis) et républicains. Les planteurs de l'île en appelèrent alors aux Blancs des colonies britanniques voisines (en particulier de la Jamaïque, située à moins d'une journée de navigation), en s'appuyant sur la théorie très plausible selon laquelle une révolte d'esclaves réussie dans la plus grande société de plantation des Antilles finirait par gagner d'autres colonies. La Grande-Bretagne prit cette menace très au sérieux et intervint en envahissant carrément l'île : le premier débarquement de tuniques rouges eut lieu en septembre 1793. L'Angleterre espérait préserver le modèle économique et institutionnel de l'esclavage de plantation dans l'hémisphère. Partout où les envahisseurs britanniques reprenaient un territoire à Saint-Domingue, ils avaient pour mission d'y rétablir l'esclavage et de relancer la production de sucre et des autres cultures commerciales. L'objectif de Londres n'était pas seulement d'empêcher la contagion de la liberté. L'Angleterre cherchait aussi à tirer profit de l'anarchie en arrachant à son principal rival sa colonie la plus riche. Une étape importante venait d'être franchie dans la guerre mondiale qui opposait la France et la Grande-Bretagne depuis une bonne partie du XVIII^e siècle.

Il n'est pas possible de broser ici – dans toute sa complexité, avec ses affres et ses exploits – un portrait exhaustif de la révolution haïtienne, événement historique mondial de première importance. Notre objectif est de nous intéresser surtout aux conséquences de cette révolution en Europe, c'est-à-dire l'abolition de la traite transatlantique et les premiers jalons de l'anticolonialisme dans le monde entier, ainsi qu'à son influence décisive sur les jeunes États-Unis. Ces aspects sont habituellement peu étudiés dans les cours d'histoire consacrés à la naissance de la modernité et à l'essor de l'Occident.

Les troupes britanniques fraîchement débarquées se heurtèrent d'emblée à la résistance des armées constituées d'hommes de couleur libres, mais des problèmes plus graves menaçaient déjà. Au moment de leur intervention, Toussaint avait déjà pris de l'avance et dirigeait une armée impressionnante composée principalement d'esclaves affranchis, mais aussi de déserteurs français blancs. Après s'être alliée à l'Espagne, qui contrôlait les deux tiers orientaux d'Hispaniola, son armée eut pour adversaires à la fois la Grande-Bretagne et la France. « Les Espagnols étaient des Blancs qui leur offraient des fusils, des munitions et des approvisionnements, qui les reconnaissaient comme soldats, les traitaient en égaux et leur demandaient de tuer d'autres Blancs¹⁴ » : voici comment C.L.R. James résume le changement tactique de Toussaint en faveur des Espagnols. La lutte sans merci qui s'engagea pour le contrôle de l'île entre les principales puissances impériales européennes, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, faisait curieusement écho au triangle racial violent qui prévalait à cette époque entre les colons blancs, les personnes de couleur libres et les esclaves : dans ce conflit, les Européens, seuls ou coalisés, soutenaient l'un ou l'autre des groupes raciaux de l'île. Les États-Unis entrèrent bientôt dans la danse et furent, après le retrait de l'Espagne, le troisième côté du triangle.

Une des plus grandes qualités de Toussaint était son talent de tacticien. Dès que la République française décréta la fin de l'esclavage, en 1794, il se remit du côté de la France pour se battre contre les Espagnols et surtout les Anglais. En ayant recours à des stratégies militaires probablement inspirées par l'arrivée récente d'un grand nombre d'esclaves qui avaient combattu au Kongo et en Angola, les troupes de Toussaint déjouèrent à plusieurs reprises les tentatives britanniques de les pousser à livrer bataille dans des face-à-face plus conventionnels. Elles attaquaient lorsque éclataient de violents orages, afin de semer la peur et la confusion parmi les Britanniques¹⁵, et les soldats se cachaient dans les collines ou les bois, afin d'être en place pour des assauts ponctuels et des escarmouches quand les tuniques rouges empruntaient les routes. Toussaint sut aussi tirer parti du climat tropical infectieux d'Hispaniola : même s'ils étaient présents aux Caraïbes depuis près d'un siècle et demi, les Britanniques ne comprenaient toujours pas grand-chose à ces questions. Les envahisseurs s'obstinaient à porter de lourds uniformes de flanelle. Ils traitaient la fièvre au mercure, au poivre de Cayenne ou en pratiquant les bonnes vieilles saignées¹⁶ ; en outre, ignorant tout de la théorie des germes (en particulier de l'origine de la fièvre jaune et du paludisme, les maladies les plus mortelles, transmises par les moustiques), ils bâtirent leur plus grand hôpital tout près d'un marécage, dans la capitale, Port-au-Prince. Toussaint, s'il ne connaissait pas l'existence des virus et des parasites, avait remarqué que les troupes étrangères étaient plus vulnérables que jamais à la saison des pluies ; il lança donc ses principales campagnes militaires durant cette période.

Comme les premières troupes britanniques avaient été sérieusement mises à mal par le commandement habile de Toussaint, la discipline militaire de l'ennemi et un climat propice aux maladies mortelles, la Grande-Bretagne tenta de sauver la mise en lançant une seconde expédition, à la fin de l'année 1795. À l'époque, il s'agissait de la plus grande jamais lancée par ce pays¹⁷. Londres renforça même ses troupes en achetant des esclaves directement aux navires qui les transportaient d'Afrique aux Antilles¹⁸ : ces esclaves recevaient une formation militaire express, et se voyaient promettre d'être libérés s'ils survivaient. Cette offensive vit le début d'une ère, qui dura de 1795 à 1807, au cours de laquelle l'armée britannique devint le plus grand propriétaire d'esclaves de l'Empire, achetant environ un esclave sur dix vendus dans les Caraïbes. Tout cela fut vain : en 1798, le Parlement, alarmé par le coût de cette guerre à Saint-Domingue, sans perspective évidente de succès, voulut tirer le rideau sur l'aventure. Edmund Burke lança alors sa célèbre formule selon laquelle tenter de prendre le contrôle de la colonie française revenait à « se battre pour conquérir un cimetière¹⁹ ». Ce qui lui échappait, à lui et aux autres défenseurs de l'Empire, c'était que les anciens esclaves avaient des motivations radicalement nouvelles. « Nous nous battons, déclara Toussaint à ses hommes, pour que la liberté, qui est le plus précieux de tous les biens terrestres, ne périclite pas²⁰. »

En octobre 1798, cinq ans après avoir envahi Saint-Domingue, les Britanniques baissèrent pour la dernière fois l'Union Jack, le rangèrent et vidèrent les lieux. Vu que soixante pour cent des vingt mille hommes qu'ils y avaient déployés étaient morts, ils n'avaient plus guère le choix. Toussaint Louverture, qui avait grandi en esclave, était désormais célébré comme le libérateur de l'île ; sa victoire, il l'avait conquise face au plus grand de tous les empires. Comme souvent pour ce dont je parle dans ce livre, rares sont les Occidentaux – hors des cursus spécialisés – qui connaissent son histoire. Plus de soldats britanniques sont morts lors de la tentative ratée pour s'emparer de Saint-Domingue qu'en affrontant l'armée révolutionnaire américaine deux décennies plus tôt. Pourtant, le nom de la colonie noire ne figure sur la bannière d'aucun régiment pour commémorer telle bataille ou tel haut fait d'armes : nouvel acte d'invisibilisation dans cette grande symphonie d'effacement de l'histoire.

En mars 1802, près de deux ans et demi après avoir pris le pouvoir en France en adoptant le titre de Premier consul, Napoléon Bonaparte signa un traité de paix à Amiens avec l'éternelle rivale britannique. Libéré de la guerre en Europe mais aussi des guerres navales contre les Anglais, il entreprit de rétablir rapidement le contrôle de la France sur ses colonies afin d'engranger plus de bénéfices et de lui redonner son statut de première puissance européenne²¹. Logiquement, reprendre le contrôle des richesses de Saint-Domingue fut une priorité absolue. Les projets d'expansion du dictateur français prévoyaient de rétablir les bénéfices importants tirés du sucre et du café cultivés par les esclaves, mais aussi de reprendre à l'Espagne – par voie diplomatique – l'immense territoire de la Louisiane. La France voyait dans ces terres un vivier de première importance, et une source de matières premières nécessaire aux sociétés de plantation des îles françaises dans les Caraïbes. Ce n'est pas là une idée d'une folle originalité : on a déjà vu comment, à l'époque de l'Amérique coloniale, des endroits comme la Nouvelle-Angleterre avaient joué le même rôle pour les sociétés esclavagistes contrôlées par Londres, de la Barbade à la Jamaïque. Comme l'a dit John Adams juste avant la révolution américaine, le commerce des Indes occidentales (comme on les appelait) servait de « maillon essentiel d'une vaste chaîne qui a fait de la Nouvelle-Angleterre, des provinces du Sud et des îles des Indes occidentales ce qu'elles sont²² ». Comme souvent chez le Premier consul, ce qui distingue la vision napoléonienne de l'intégration de domaines aux vocations économiques différentes, c'est la dimension du projet, son gigantisme.

Au moment même où l'impérialisme français s'intéressait de nouveau aux Antilles, Toussaint Louverture, ancien cocher en livrée désormais général arborant des médailles, assumait ouvertement son rôle de dirigeant. Il restait officiellement un officier loyal de l'armée française, mais sur le sol de Saint-Domingue, Toussaint commençait à exercer son pouvoir d'une manière de plus en plus autoritaire, se faisant même proclamer gouverneur général à vie. Comme on l'a souvent remarqué, Napoléon et lui se ressemblaient beaucoup, qu'il s'agisse de leur petite taille,

de leur génie militaire ou de leur refus de voir contestée leur autorité : tout cela les a placés sur une même orbite avant la collision fatale.

Dans une nouvelle Constitution promulguée en 1800, Napoléon avait décrété que les colonies seraient déterminées par des lois spéciales pour tenir compte des différences dans la nature des choses et du climat²³ et qu'elles ne seraient plus représentées à l'Assemblée. Bien qu'il ait pris soin de préciser que « les principes sacrés de la liberté et de l'égalité des Noirs n'éprouveront jamais parmi vous d'atteinte ni de modification²⁴ », les historiens y ont souvent vu le début d'une série de mesures visant à rétablir l'esclavage aux Antilles, ce que la France tenta ouvertement moins de deux ans plus tard. Pressentant ce qui allait se passer, Toussaint, inquiet, déclara au représentant du Consulat : « Nous sommes libres aujourd'hui parce que nous sommes les plus forts. Le consul maintient l'esclavage à Bourbon : nous serons aussi esclaves quand il sera le plus fort²⁵ ».

Sans l'autorisation de la France, ni même de consultation préalable, Toussaint ajouta à la Constitution de Napoléon un décret de son cru, propre à Saint-Domingue : l'île devait continuer à faire partie de la France, mais, pour en citer textuellement les propos audacieux, « ce n'est pas une liberté de circonstance concédée à nous seuls que nous voulons ; c'est l'adoption du principe que tout homme né rouge, noir ou blanc, ne peut être la propriété de son semblable²⁶ ». Désormais, à Saint Domingue, jurait-il, « il ne peut y avoir d'esclaves, l'esclavage est définitivement aboli, et tous les hommes de l'île naissent, vivent et meurent libres et français²⁷ ».

Toussaint s'efforçait de faire régulièrement l'éloge de la France et de caresser Napoléon dans le sens du poil, car il espérait ainsi rassurer la puissance coloniale et prouver que Saint-Domingue ne cherchait pas de rupture franche ; malgré tout, Napoléon ne décolérait pas. Il répondit que la déclaration de Toussaint, tout « en renfermant beaucoup de bonnes choses », en contenait quelques-unes « qui sont contraires à la dignité et à la souveraineté du peuple français ». Le pire, du point de vue de Napoléon, était peut-être qu'un ancien esclave eût l'audace de s'adresser à lui d'égal à égal, « du premier des Noirs au premier des Blancs »²⁸, comme Toussaint le dit dans une lettre. En fait, l'empereur français avait donné l'ordre de déployer un corps expéditionnaire aux Caraïbes avant même de prendre connaissance de la Constitution de Toussaint²⁹ ; quand il l'eut lue, cela confirma ses craintes, et il accrut le nombre des troupes envoyées.

La flottille rassemblée par Napoléon fut la plus importante jamais lancée pour attaquer Saint-Domingue, mais également l'un des plus grands déploiements de troupes à être effectués outre-mer par une nation européenne. Elle avait pour mission explicite de vaincre les généraux noirs et de ramener la colonie dans le droit chemin. En tout, les cinquante navires transportaient trente-cinq mille soldats et marins français, dont plusieurs des meilleurs généraux d'un pays alors au sommet de sa puissance. L'un d'eux, le commandant en chef de la mission, n'était autre que Charles-Victor-Emmanuel Leclerc, époux de Pauline Bonaparte et beau-frère de Napoléon. En France, Napoléon présenta son offensive comme une « croisade des peuples civilisés d'Occident contre le barbare noir qui se lève en Amérique », affirmant que « les Espagnols, les Anglais et les Américains sont tout autant consternés par l'existence de cette République noire »³⁰. Entre-temps, Napoléon ordonna au général Leclerc d'éliminer de la colonie tous les Noirs ayant le grade de capitaine ou un grade supérieur, en prononçant la célèbre phrase : « Défaites-nous de ces Africains dorés et il ne nous restera plus rien à désirer³¹. »

Cependant, James Stephen, avocat abolitionniste anglais et futur député, observateur particulièrement perspicace de la situation aux Caraïbes, voyait se profiler un désastre. Il serait aussi impossible de soumettre le peuple de Saint-Domingue à l'esclavage, écrivait-il, « que de reprendre un philosophe aux superstitions de la crèche afin de lui faire croire de nouveau aux géants et aux magiciens, ou que d'effrayer un homme d'âge mûr avec la baguette de son maître d'école³² ».

De son côté, voyant l'énorme quantité de navires rassemblés au large des côtes, Toussaint s'exclama dans un accès inhabituel de défaitisme : « Il nous faut périr. Toute la France est venue à Saint-Domingue³³. » Sa morgue habituelle reprit assez vite le dessus, toutefois, et l'ordre fut donné de brûler Cap-Français nouvellement reconstruit et de ne pas faire de quartier dans les violents combats qui s'ensuivirent contre les troupes de Leclerc. Toussaint déclara plus tard : « J'ai pris les armes pour la liberté de ma couleur, que seule la France a proclamée, mais qu'elle n'a aucun droit d'annuler. Notre liberté ne se trouve plus entre ses mains mais dans les nôtres. Nous saurons la

défendre ou mourir³⁴. »

Les anciens esclaves de Saint Domingue opposèrent une telle résistance que la frustration de Leclerc éclata au grand jour, alors même que son armée progressait : « Vainqueurs partout, nous ne possédions rien au-delà de nos fusils. L'ennemi ne tint nulle part, et pourtant il ne cessa pas d'être maître du pays.³⁵ » Cela témoignait une fois encore du commandement inspiré des Noirs, mais aussi de l'expérience de la guerre et des tactiques militaires qu'avaient apportée d'Afrique les esclaves récemment affranchis. Les troupes françaises commencèrent néanmoins à prendre le dessus en ralliant progressivement à leur cause les Blancs, les Noirs libres et enfin, provisoirement du moins, deux des lieutenants de confiance de Toussaint, Jean-Jacques Dessalines et Henri Christophe. Face à ces revers, Toussaint lui-même fut amené à négocier avec les Français, puis à participer à une réunion qui aboutit à son arrestation et à sa déportation. Les paroles qu'il prononça avant de quitter l'île avaient des accents clairement prophétiques : « En me renversant, vous avez seulement abattu le tronc de l'arbre de la liberté de Saint-Domingue. Ses racines repousseront, car elles sont nombreuses et profondes³⁶. » Emprisonné dans les montagnes du Jura, Toussaint y mourut le 7 avril 1803.

En privant la colonie de ses principaux dirigeants noirs, la France pensa avoir pris un avantage décisif, mais il s'agissait d'un revirement aussi illusoire que temporaire. La résistance des Noirs s'affaiblit sans jamais s'éteindre complètement. En effet, elle se trouva de nouveaux chefs révolutionnaires comme Macaya et Jean-Baptiste Sans Souci³⁷, qui se battaient depuis le début de l'insurrection à la tête des *bossales*, des hommes qui, comme eux, étaient nés en Afrique et avaient acquis de l'expérience dans les guerres civiles du Kongo. Bientôt, toutefois, les événements en France firent passer l'insurrection à la vitesse supérieure, avec plus d'intensité que jamais. En mai 1802, l'Assemblée nationale vota par deux cent onze voix contre soixante le rétablissement de l'esclavage en Martinique, à La Réunion et dans les autres îles françaises. En juillet, cette nouvelle parvint à Saint-Domingue, apportée par des esclaves guadeloupéens qui s'étaient enfuis pendant que leur navire était au mouillage dans le port de Cap-Français. Le général Leclerc fut immédiatement conscient du risque qu'il y avait à relancer la rébellion à Saint-Domingue ; il envoya un message à Napoléon pour l'inciter à la prudence. « Ne pensez pas, insista-t-il, à établir l'esclavage ici avant quelque temps³⁸. » Plus tard, Dessalines, qui devint le premier empereur d'Haïti après son indépendance, admonesta Leclerc dans les mêmes termes : « Il va y avoir un tremblement de terre³⁹ ! » Rien ne put toutefois dissuader Napoléon. Le rétablissement de l'esclavage dans la colonie la plus riche de France fut en effet proclamé à la fin cette même année.

Dans ce livre, il a déjà été proposé plusieurs captivantes versions hypothétiques de l'histoire, et la volte-face de Napoléon sur l'esclavage nous semble ouvrir une de ces pistes : si la France avait confirmé l'autonomie de Saint-Domingue et l'abolition de l'esclavage, Toussaint et ses successeurs auraient pu devenir de puissants alliés contre le Royaume-Uni aux Antilles. À tout le moins, cela aurait pu déstabiliser la Jamaïque, ou d'autres possessions anglaises, ne serait-ce que par l'exemple. Toussaint aurait pu contribuer à leur libération en prenant la tête d'une armée ennemie. Ce ne sont pas là de purs fantasmes : ce scénario fut envisagé, à l'époque, par nul autre que Charles-Maurice de Talleyrand, alors ministre français des Affaires étrangères⁴⁰. Pour sa part, Napoléon justifia sa décision en des termes raciaux très explicites, et encore aujourd'hui d'une triste actualité : « Je suis pour les Blancs parce que je suis blanc ; je n'en ai pas d'autre raison, et celle-ci est bonne. Comment a-t-on pu accorder la liberté à des Africains, à des hommes qui n'avaient aucune civilisation, qui ne savaient pas seulement ce qu'était une colonie, ce qu'était la France*1 ? »

Quand on connaît la suite de l'histoire du monde atlantique, il n'y a aucune raison de restreindre ce petit exercice de spéculation aux Caraïbes. La libération des esclaves à Saint-Domingue aurait aussi, probablement, fait vaciller le complexe esclavagiste des États-Unis au moment même où il prenait son essor dans le Sud profond et dans la vallée du Mississippi, dont il sera bientôt question. Nous avons déjà vu comment le modèle de l'insurrection réussie d'Haïti a poussé les esclaves à se révolter en Louisiane. Quelle aurait pu être son influence si la France avait pris de vitesse le Royaume-Uni dans la défense de l'abolition ? Comment pareil virage aurait-il modifié ce que la jeune république américaine, où la francophilie était forte, jugeait comme acceptable ? Hélas, il n'en fut rien. Ce qui s'est produit au début du XIX^e siècle, c'est que le Royaume-Uni est devenu le grand défenseur de l'abolition de la traite transatlantique, tirant parti de l'ascendant moral que cela lui donnait pour

vaincre Napoléon en Europe et pour renforcer son propre empire. Les Britanniques ont réussi ce tour de force sans lever le petit doigt pour libérer les six cent mille esclaves qui leur assuraient de larges bénéfices dans les Antilles⁴¹.

Peu de temps avant la mort de Toussaint dans le Jura, Leclerc commença à sentir que le vent tournait irrémédiablement en défaveur des Français. Les anciens esclaves, et surtout les bossales lui semblaient faire preuve d'une détermination fanatique à rester libres, même aux prises avec les tactiques terroristes de l'armée française, et il déplorait leur indifférence face à la mort. Comme il pensait que des Noirs qui avaient eu le goût de la liberté en défiant la France ne pourraient jamais être mis au pas, il confia à Napoléon que la seule solution était une « guerre d'extermination⁴² », après laquelle il faudrait repeupler la colonie avec des Africains qui n'avaient pas idée des luttes de leurs prédécesseurs, des esclaves tout juste débarqués d'Afrique. En octobre 1802, Leclerc écrivit à Napoléon pour l'avertir d'un besoin urgent de renforts, car les revers s'accumulaient, notamment le lourd tribut que la fièvre jaune faisait payer à ses hommes, comme aux Britanniques quelques années plus tôt. Le même mois, Dessalines et Christophe reprirent le commandement des armées de résistance en tournant le dos à Leclerc. « Envoyez immédiatement, écrivit-il, douze mille renforts et 10 millions de francs en espèces, ou Saint-Domingue sera perdue à jamais⁴³. » C'est là sa dernière lettre : Leclerc succomba lui-même à la fièvre jaune dans la nuit du 2 au 3 novembre.

Le successeur de Leclerc, le vicomte de Rochambeau, réagit à la situation compliquée de la France sur l'île avec une violence qui dépassa tout ce que l'on avait pu voir jusqu'à présent dans un conflit pourtant riche en atrocités. Qualifié d'« expert en atrocités⁴⁴ » par un historien, Rochambeau fit sien l'idée d'extermination, en gasant les Noirs dans les cales de navires où l'on faisait brûler du soufre ; c'est là un des premiers exemples connus de guerre chimique. Il fit aussi venir de Cuba de gros molosses qu'il dressa à attaquer les Noirs. Le déchaînement de violence de Rochambeau eut pour unique effet de renforcer la cohésion des Noirs et des hommes de couleur ; elle incita également les troupes noires, notamment celles commandées par Dessalines, à procéder à des exécutions massives de Blancs à titre de représailles. Rien ne pouvait empêcher la libération de Saint-Domingue ; Rochambeau, qui passa les derniers jours de son commandement à vivre dans la débauche et l'ivresse, le comprit et se rendit finalement à Dessalines, qui prit le commandement de la colonie en déclarant son indépendance. Les Noirs triomphants rebaptisèrent le pays Haïti, nom donné à l'île par ses premiers habitants, les Taïnos. Voici ce qu'affirme la déclaration d'indépendance du 1^{er} janvier 1804 : « Ce n'est pas assez d'avoir expulsé de votre pays les barbares qui l'ont ensanglanté depuis deux siècles [...] il faut, par un dernier acte d'autorité nationale, assurer à jamais l'empire de la liberté dans le pays qui nous a vus naître⁴⁵. »

Napoléon, qui jouit d'une réputation de génie militaire, est également célèbre pour sa défaite lors de la campagne de Russie de 1812. Cette défaite est considérée non seulement comme une monumentale erreur de calcul, mais aussi comme un exemple classique d'*hubris*, d'orgueil démesuré. Croire qu'une puissance située de l'autre côté de l'océan parviendrait à brutaliser et à réduire de nouveau en esclavage des Noirs qui avaient déjà obtenu leur liberté une fois et l'avaient défendue avec succès contre les deux autres plus grands empires d'Europe, le Royaume-Uni et l'Espagne, c'était aussi déraisonnable que d'envoyer une armée à Moscou pour se battre en hiver. Le coût de cet acte de folie fut d'ailleurs colossal : plus de cinquante mille Français, dont dix-huit généraux, périrent en cherchant à éteindre le flambeau de la liberté. Comme l'a noté un historien, « Napoléon a subi plus de pertes à Saint-Domingue qu'à Waterloo⁴⁶ ».

Tout comme la défaite de l'Angleterre face aux armées de Toussaint, cette guerre d'indépendance n'est guère enseignée dans les écoles des États-Unis. Pourtant, si cette victoire à Hispaniola était capitale pour les esclaves africains d'Haïti comme pour Napoléon et ses armées, ce sont les conséquences de ces combats sur le continent nord-américain qui ont l'écho le plus vif dans le monde d'aujourd'hui.

Chapitre 35

BLUES AND THE AMERICAN TRUTH*1

Pendant le long voyage en voiture qui m'a conduit vers le sud, en suivant le fleuve Mississippi, jusqu'à la région où Charles Deslondes avait mené la révolte de la Côte allemande, puis jusqu'à La Nouvelle-Orléans, je restai quelques jours dans la petite ville de Clarksdale. J'y étais déjà venu trente ans plus tôt, lors d'une traversée du delta du Mississippi, fasciné par ses sols de terre noire et ses paysages sans relief qui s'étendaient jusqu'à l'horizon. Cette fois-là, j'étais venu de Miami pendant les vacances d'été avec Avouka, mon épouse, et nos deux fils encore en bas âge, William et Henry Nelson. Nous voulions surtout visiter des sites clés de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1950 et 1960, comme le pont Edmund Pettus à Selma, en Alabama, où mes parents avaient participé à la campagne de Birmingham.

À l'époque, j'étais directeur éditorial pour le *New York Times* et je couvrais les Caraïbes et l'Amérique centrale. L'histoire de l'esclavage et l'ensemble des liens culturels profonds qui unissent les Afro-Américains à l'Afrique de l'Ouest m'intéressaient déjà au plus haut point. Cependant, avec le recul, des dizaines d'années plus tard, je ne peux m'empêcher de constater combien est lacunaire ma compréhension des phénomènes que j'explore dans ce livre. Cet été-là, en parcourant l'étroite plaine alluviale du delta, qui s'étend sur trois cent vingt kilomètres du sud au nord, de Vicksburg à Memphis, et du fleuve Mississippi à l'ouest aux falaises de loess de la région de Yazoo à l'est, deux choses nous ont frappés de façon durable. Ça a tout l'air d'un cliché, mais il y avait d'abord le sentiment omniprésent d'anachronisme, d'intemporalité de la texture des choses : ici, la vie ne s'écoulait pas ; elle perlait goutte à goutte. Ensuite, la pauvreté généralisée, qui concernait surtout la population noire de la région, comme cela avait toujours été le cas. Nous avons dîné de poisson-chat frit, de purée de pommes de terre et de salade de chou sur des tables couvertes de lino, dans de petites cafétérias où tournaient en grinçant des ventilateurs de plafond tout droit sortis de cartes postales des années 1950. Les serveuses noires portaient des tabliers blancs qui avaient presque l'air d'uniformes, et nous étions souvent assis près de clients blancs sévères dont les regards méfiants et incrédules à la vue d'une famille de convives à la peau plus ou moins sombre, et qui passaient sans transition du français – la langue maternelle d'Avouka, qui a grandi en Côte d'Ivoire – à l'anglais, nous désignaient clairement comme des étrangers parmi eux. Leur air déconcerté m'a rappelé le cri médusé qu'on attribue au secrétaire d'État de Woodrow Wilson, William Jennings Bryan, alors qu'il cherchait à intervenir lors d'une crise en Haïti. Le plus haut diplomate américain est censé s'être exclamé : « Vous y croyez, vous ? Des nègres qui parlent français*2 ! »

Lors de ce voyage, au début des années 1990, nous avons eu la joie de nous perdre, par une forte canicule, sur de petites routes. Nous avons regardé, hébétés, les avions d'épandage se déplacer lentement, tourner en rond et faire des boucles paresseuses au-dessus des champs plantés de coton avant de larguer de longs nuages blancs et toxiques ; nous avons vu, horrifiés, des équipes de travail entièrement formées de Noirs désherber les bas-côtés des routes nationales à l'aide de machettes, dans une pratique qui rappelait les chaînes de forçats de jadis. Ces chaînes de forçats avaient elles-mêmes pour ancêtres les « caravanes » d'esclaves qui furent emmenés ici contre leur gré, depuis le Vieux Sud d'où ils étaient originaires.

À l'époque, nous nous arrêtions pour parler avec les gens, en particulier les Noirs d'un certain âge, qui se faisaient couper les cheveux au salon de coiffure ou qui, assis dans leur véranda au parquet grinçant, respiraient avec délectation la fraîcheur de la brise. Nous nous rendîmes dans le célèbre Riverside Hotel, à Clarksdale, le lieu de résidence préféré de générations de musiciens noirs pendant la période Jim Crow. Célèbre, et même mythique, car c'est là qu'on emmena Bessie Smith, « l'impératrice du blues », une nuit de 1937, après un accident de voiture sur la grand-route en provenance de Memphis ; à l'époque, ce bâtiment en brique était encore un hôpital afro-américain. Du fait de sa probabilité même, une version légendaire (et dont le lyrisme n'égale que la fausseté) de cet événement a bientôt eu force de vérité : Bessie Smith serait morte après avoir été refusée à l'accueil de l'hôpital réservé aux Blancs. Nous visitâmes enfin le Delta Blues Museum de Clarksdale, notre destination principale, qui se trouvait alors au deuxième étage de l'imposante bibliothèque municipale Carnegie. Comme des centaines d'autres, cette bibliothèque fut construite grâce à une

subvention de 10 000 dollars accordée par le magnat de l'acier Andrew Carnegie ; elle fut inaugurée en 1914.

À l'apogée de la production de coton, les Noirs constituaient les trois quarts de la population du delta, soit une proportion similaire à celle des Caraïbes. Rien n'aurait pu l'indiquer en se promenant dans ce centre-ville sans vie, un quadrillage bien ordonné d'une quinzaine de pâtés de maisons où vivaient surtout des familles blanches. Le Clarksdale noir n'était guère visible : situé à l'est de la ville, littéralement de l'autre côté de la voie ferrée, le long de rues étroites et en mauvais état qui partaient des rives de la Sunflower, une rivière paresseuse bordée de cyprès. Avouka et moi quittions notre hôtel en catimini la nuit pour aller dans les quartiers afro-américains au moment où ils s'animaient, après nous être assurés que nos enfants dormaient d'un sommeil de plomb, et en nourrissant l'espoir coupable qu'ils ne se réveilleraient pas pendant nos petites escapades. Nous nous rendions dans des tripots et des *juke joints* enfumés qui passaient du blues à plein volume et dans lesquels les parties de billard attiraient les parieurs et leur faisaient sortir des billets de 10 ou 20 dollars. Ces parties endiablées faisaient parfois un tel tapage que les danseurs quittaient la piste pour s'agglutiner autour des tables qu'éclairaient des lampes fluorescentes.

Quand j'étais lycéen, j'avais développé un goût marqué pour le Delta blues, une passion plutôt inhabituelle pour le fils d'une famille afro-américaine de classe moyenne vivant dans le Nord-Est. À l'époque, on trouvait cette musique rétrograde et peut-être même, pour certains, un peu embarrassante. Mes goûts ont toujours été éclectiques, et ce qui a guidé mon choix, c'est ma passion pour Jimi Hendrix, puis, plus indirectement, le regain d'intérêt de mes camarades de classe blancs, excités par la reprise explicite des rythmes du blues par des groupes de rock blancs comme les Rolling Stones, qui vendaient des millions de disques en ne proposant pourtant qu'une musique dérivative. En 1961, Keith Richards et Mick Jagger avaient scellé leur rapprochement en écoutant des disques de Muddy Waters¹. Le plus grand succès des Stones, *(I Can't Get No) Satisfaction*, découle directement de cette expérience. Les racines remontent plus loin, bien sûr. Bien avant les Rolling Stones, Elvis Presley était parvenu à se bâtir une renommée et une fortune colossales en s'appropriant purement et simplement le travail de musiciens noirs.

Depuis, j'avais compris que le delta du Mississippi avait une plus grande importance que ce qu'en disait le récit habituel, qui en faisait simplement le lieu de naissance d'un style très spécifique de musique « country » noire, aux accents rugueux voire apocalyptiques. Ses interprètes majeurs étaient des pionniers comme Son House, Charley Patton, Arthur « Big Boy » Crudup et, le plus célèbre d'entre eux, Robert Johnson. Clarksdale avait choisi depuis peu comme carte de visite cette image de lieu de naissance du blues. Cela attirait les touristes blancs venus de loin pour écouter du blues « authentique » et pour visiter les lieux célèbres, comme le carrefour de la Highway 61 et de la Route 49, où Robert Johnson est censé avoir vendu son âme au diable contre ses dons musicaux.

Le Delta a été sans nul doute une source majeure de l'un des deux courants musicaux principaux – l'autre étant le jazz – qui ont donné sa spécificité, son *américanité*, à la musique américaine. Les styles qui y sont nés font partie de ce que l'historien de l'art Robert Farris Thompson a nommé « le jaillissement spirituel d'un peuple particulièrement doué pour l'élan étincelant de l'improvisation² ». Cette expression fait référence au mélange des traditions africaines (en particulier celles des Yorubas, du Dahomey, du Kongo et du Mandé) et d'influences européennes dans ce chaudron culturel du Nouveau Monde qu'était l'Atlantique noir. La façon dont ces styles se sont nourris mutuellement sur le littoral ouest de l'océan Atlantique a certes donné naissance au jazz et au blues, mais aussi au rock, au reggae, à la samba, à la bossa nova et au mambo.

Ce qui caractérise avant tout le Delta blues, c'est qu'il est né de l'expérience de générations d'esclaves qui récoltaient le coton, et des myriades de métayers qui suèrent sang et eau après eux en sillonnant les mêmes champs. Leur vie se résumait à des mains calleuses et blessées par les épines que cachaient les épaisses capsules de coton, un dos endolori à force de remplir des sacs lourds et encombrants, de les soulever ou de les traîner derrière soi. Comme tous les styles cités ci-dessus, cette musique a des racines plus anciennes, difficiles à préciser mais indéniables, qui remontent à la déportation de millions d'Africains enchaînés et à la détermination de ces personnes à porter le deuil de leur terre natale, et à survivre, physiquement, certes, mais aussi culturellement et spirituellement. En remontant encore plus loin, la musique du delta du Mississippi semble reliée à son véritable delta, celui du fleuve Niger – avec ses royaumes et ses empires millénaires –, et

tout aussi sûrement liée à la baie du Bénin. Dans ces lieux, on jouait d'instruments qui furent les précurseurs de la cymbale *hi-hat* et des façons de jouer de la guitare et du banjo qui sont nées dans les champs de coton, comme en témoignent les collaborations actuelles qui coulent de source, entre les musiciens du delta du Niger, comme Ali Farka Touré, et ceux du delta du Mississippi.

« Le blues est le parent de tout jazz digne de ce nom³ », a écrit un jour le critique LeRoi Jones (Amiri Baraka) au sujet de cette autre musique constitutive de l'américanité. Les origines exactes du jazz sont toutefois un peu plus obscures. Outre celles qu'il tire du blues et de l'expérience afro-américaine de l'esclavage, il est censé être né pour de bon dans les quartiers urbains noirs du Sud. L'émergence d'une société créole hétérogène – et d'une culture de même ordre – à La Nouvelle-Orléans, nourrie d'influences haïtiennes et africaines autant qu'espagnoles, françaises et américaines, a joué un rôle de premier plan dans la naissance du jazz. Tous ces éléments réunis ont engendré un style musical sublime et profondément novateur.

Ce n'est pas un hasard si c'est à La Nouvelle-Orléans, à cinq cent quarante kilomètres au sud de Clarksdale, que le coton tout aussi précieux que volumineux produit dans les champs du delta était chargé sur des navires à destination de Liverpool. Entre les années 1780 et 1860, cette fibre nourrit en Angleterre une industrialisation à la fois plus puissante et plus précoce que des transitions économiques similaires ailleurs dans le monde. Comme l'a écrit un spécialiste de la période, « c'est la façon dont la Grande-Bretagne est parvenue à devenir la première nation industrielle et financière du monde qui l'a propulsée vers l'hégémonie mondiale au milieu du XIX^e siècle⁴ ». Jamais au cours du millénaire précédent il n'y avait eu d'expansion comparable de la croissance économique, où que ce soit dans le monde⁵ : c'est le coton, donc l'esclavage dans les plantations du Delta, qui l'ont rendue possible.

Sans le blues et le jazz, qui sont nés du coton, chacun à leur façon, bien des éléments de la culture populaire américaine sont difficilement imaginables, en particulier dans le champ musical, qui se démarque si nettement de la tradition européenne et qui a marqué si fortement le monde de son empreinte. W.E.B. Du Bois a évoqué ces traditions musicales uniques comme on parle de la sève qui suinte d'un arbre aromatique : elles découlaient, disait-il, de l'expérience de l'esclavage américain comme le « saint chrême » et constituaient « la seule forme pure d'art en Amérique »⁶. Le critique musical Ted Gioia a formulé différemment cette idée. « L'influence du Delta sur les styles musicaux actuels, a-t-il écrit, est si présente qu'il est quasiment impossible d'en saisir la pleine mesure. Autant essayer d'imaginer la cuisine sans les herbes et les épices, ou la médecine avant l'arrivée de la pénicilline⁷. »

Malgré mon amour éperdu pour le blues, ce qui m'a ramené dans le Delta lors de cette deuxième visite, récente, c'est le coton, mais même là la musique m'a servi de guide. Dans ma jeunesse, l'un de mes artistes préférés était McKinley Morganfield, un artiste plus connu sous son nom de scène, Muddy Waters. Il fut élevé dès son plus jeune âge par une grand-mère qui avait été métayère à la ferme Stovall, une plantation de coton fondée par la famille Stovall avant la guerre de Sécession. Enfant, il avait cueilli du coton, castré le maïs, conduit un tracteur, avant d'échapper au dur labeur des champs grâce à la musique⁸. La plantation des Stovall, grande de quelque mille huit cents hectares, se trouve à moins de dix kilomètres à l'ouest du centre-ville de Clarksdale. Lorsque je m'y suis rendu pour la première fois, au début des années 1990, on voyait encore la petite cabane délabrée où le bluesman a passé sa jeunesse, dans une courbe sur une route à double sens. C'était une habitation de métayer tout à fait typique : une maison délabrée pour les sans-terres, un endroit sans électricité ni eau, où le seul chauffage était assuré par un poêle à bois. À cette époque, la petite véranda en façade avait disparu depuis longtemps : après s'être lentement dégradée, elle fut définitivement démolie par une tornade. C'est là que, quand il avait la vingtaine, Muddy Waters organisait régulièrement des *jukes* et soirées friture le samedi soir... des fêtes qui se caractérisaient par le whisky de contrebande, un véritable tord-boyaux bu à même le goulot, par la danse et le jeu, et assez souvent par des accès de violence. C'est dans ce milieu qu'est né Muddy Waters. Ce milieu rejetait la stratégie de respectabilité d'une classe moyenne noire modeste et fragile qui préconisait l'instruction comme voie du salut « et surtout de se comporter de façon extrêmement polie et compassée⁹ », pour reprendre les termes du sociologue noir Charles S. Johnson dans les années 1950. C'est dans ce milieu qu'un ferment créatif s'est levé en lui.

« Je ne dirais pas tout à fait que je subvenais à mes besoins, mais je travaillais, a-t-il déclaré bien

plus tard, en décrivant ces années de formation. Je n'ai pas reçu une éducation très développée. Les écoles n'étaient pas très bonnes et puis surtout je n'avais pas vraiment le temps, à l'époque, de m'en soucier¹⁰. » Les artistes de blues de cette génération, tout comme les métayers du coton qui avaient vécu là avant eux et qui étaient morts dans le delta, savaient que cette région – avec sa couche arable de cinquante pieds de profondeur déposée au fil des âges par le « fort dieu brun¹¹ » du fleuve Mississippi, pour citer la formule mémorable de T.S. Eliot – produisait une richesse inouïe. Ils étaient tout aussi convaincus que cette richesse était strictement réservée à d'autres, surtout dans des endroits éloignés comme New York et Londres. Ils savaient aussi que la plupart des gens qui vivaient et travaillaient là étaient condamnés à rester pauvres et victimes de la ségrégation. Enfin, ils savaient que rien de tout cela n'était fortuit ; tout avait été prévu ainsi. Pour reprendre les mots du grand romancier et critique afro-américain Albert Murray, le blues consistait à décrire les réalités les plus prosaïques de la vie, « un moyen de tirer le meilleur parti d'une situation déplorable, non en rendant la capitulation tolérable [...] mais en insistant sur la continuité et sur les épreuves¹² ».

Clarksdale n'a ouvert le premier lycée destiné aux Noirs que dans les années 1950 ; les rares écoles primaires étaient médiocres, et elles adaptaient leur calendrier aux besoins des planteurs de coton en n'ouvrant que les jours où il pleuvait tellement que les champs étaient trop boueux pour y travailler. James K. Vardaman, ancien gouverneur de l'État et sénateur américain à l'époque de la naissance de Muddy Waters, expliqua très clairement qu'instruire les Noirs « les rendrait inaptes au travail que l'homme blanc leur a prescrit et qu'il leur faudra bien accomplir [...], la seule conséquence étant de rendre moins efficaces les ouvriers agricoles et de pousser les cuisinières à l'insolence¹³ ». Plus tard, l'université d'État, Ole Miss, donna à un de ses amphithéâtres le nom de Vardaman. C'est dans ce contexte que Muddy Waters perfectionna ses compétences en guitare « slide », tout en développant sa voix de baryton puissante et reconnaissable entre toutes. C'était un son empreint de douleur et de colère certes, mais où s'entendait aussi un mélange d'insolence et de crânerie, sans compter une croyance mystique, presque surnaturelle, dans le destin brillant qui serait le sien. Muddy Waters se vantait qu'une gitane avait prédit tout cela avant sa naissance, et la confiance qu'il tirait de cette prédiction lui permit de quitter la ferme, de partir à Chicago et, de là, d'aller à l'assaut du monde, loin, bien loin du royaume de ses ancêtres, ce royaume quadrillé par les champs de coton et qu'il chantait souvent sans jamais y retourner.

Les Stovall, eux aussi, ont tiré leur épingle du jeu, à leur manière. Avec l'argent amassé grâce aux plantations de coton, ils ont créé une société immobilière industrielle située à Chicago, entrée en Bourse en 1993 et vendue en 2006 pour 3,5 milliards de dollars¹⁴. Ce parallèle permet d'entrevoir, dans un raccourci, le reflet de l'histoire de toute une région. Clarksdale doit son nom à un architecte anglais, John Clark, qui s'installa dans le comté de Coahoma en 1882. Voici comment Françoise N. Hamlin a résumé ceci dans son livre (inédit en français) *Crossroads at Clarksdale* (Clarksdale au carrefour : la lutte des Noirs pour la liberté dans le delta du Mississippi après la Seconde Guerre mondiale) : « Les Européens ont fait de ce comté le fermoir doré de la ceinture de coton, en accaparant la richesse qu'ils avaient tirée du sol et des esclaves et en l'investissant désormais dans les machines et les produits chimiques plutôt que dans les muscles et la sueur des Noirs. Les descendants des esclaves, eux, luttent toujours pour survivre¹⁵. »

La cabane où vivait Muddy Waters pendant ce qu'il a nommé son enfance « virile » se trouve aujourd'hui dans le nouveau Delta Blues Museum, qui lui rend hommage, ainsi qu'à une foule d'autres musiciens qui ont contribué à façonner le son caractéristique du Delta blues. On y trouve John Lee Hooker, Howling Wolf, Elmore James et bien d'autres encore. En me promenant sur la digue voisine et en sillonnant à travers de minuscules villes fantômes au bord du fleuve, j'ai fini par localiser l'endroit où se trouvait autrefois cette cabane, au bord d'un immense champ qui venait d'être labouré avant les semailles : on n'y cultive plus le coton, mais le maïs et le soja. Pourtant, il m'était impossible de faire taire mon sentiment d'effroi en pensant à la culture qui remplaça le sucre au tournant du XIX^e siècle comme principale source de richesse agricole du monde occidental, et à la sueur et au sang qui y sont étroitement mêlés.

En 1836, l'année où les terres que j'arpentais tombèrent entre les mains de la famille Stovall, le coton était le produit le plus précieux pour l'économie de la nation émergente la plus puissante de l'époque¹⁶, et pourtant la richesse dérivée du coton, soit, à dire vrai, la richesse dérivée de

l'esclavage, devait attendre vingt ans encore avant d'atteindre son apogée aux États-Unis. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'essor de la production cotonnière américaine devint aussi l'élément central indispensable à l'industrialisation croissante de l'Angleterre. Sans lui, pas de production massive de textiles ni de commercialisation à large échelle. En Grande-Bretagne, dix ans avant la fin du XVIII^e siècle, les tissus en coton, quoique déjà très rentables, ne représentaient que 2,6 % de l'augmentation marginale de la valeur obtenue grâce au traitement ou à la transformation des produits, ce qu'on appelle la valeur ajoutée en économie. En 1801, ce taux s'élevait à 17 %, et à 22,4 % en 1831. À cette époque, un travailleur britannique sur six était employé dans la production textile¹⁷ et, comme l'a fait remarquer Sven Beckert, l'essor du secteur textile et de l'habillement était ce qui incitait le plus à développer rapidement le tout nouveau réseau ferroviaire britannique, les fonderies de fer et tant d'autres activités économiques émergentes.

On ne saurait trop insister sur le fait que rien de tout cela n'aurait été possible sans la captation violente des terres des Amérindiens dans toute la vallée du Mississippi. Des plans pour aboutir à cela ont commencé à se mettre en place cinq ans à peine après l'achat, en 1803, de la Louisiane à la France dans la mesure où un agent du gouvernement américain informait déjà le secrétaire à la guerre comme suit : « il n'y aura jamais de tranquillité sur ces frontières tant qu'on n'aura pas repoussé les Indiens de l'autre côté du Mississippi¹⁸ ». En mai 1808, lorsqu'un groupe de Cherokees se rendit à Washington pour plaider en faveur de leurs droits, le président Jefferson lui-même les exhorta à « s'installer sur nos [sic] terres de l'autre côté du Mississippi¹⁹ ».

Ce qui suivit fut une longue campagne d'extorsion, devenue incontrôlable dans les années 1830, une décennie qui commença par la ratification de l'Indian Removal Act (loi sur le déplacement des Indiens). Au moyen de méthodes génocidaires, cette campagne tua, dispersa ou chassa vers l'ouest des membres des nations Creek et Choctaw, ainsi que de nombreux membres des nations Chickasaw et Seminole. Dans une lettre adressée au Congrès l'année même où les Stovall prirent possession de leurs terres, John Ross, chef d'une autre nation touchée, les Cherokees, écrivait : « On peut piller nos biens sous nos yeux ; on peut bien nous violenter ; on peut même nous prendre la vie, et personne ne se soucie de nos plaintes. Nous sommes privés de nation, privés de nos droits. Nous sommes privés de notre appartenance à la famille des hommes²⁰. » Les autorités répliquèrent de diverses manières, souvent violemment, mais c'est Henry Clay, sénateur du Kentucky, qui résuma parfaitement l'état d'esprit en 1825, en rapportant ce qu'il venait de dire au président John Quincy Adams lors d'une réunion du cabinet au sujet des populations autochtones : « Il pensait qu'ils étaient voués à l'extinction et, quoique n'ayant jamais fait preuve d'inhumanité à leur égard, et quoi qu'il ne fût point prêt à approuver de tels actes, il ne pensait pas qu'ils méritaient de survivre en tant que race. Il les considérait comme essentiellement inférieurs à la race anglo-saxonne, qui occupait à présent leur place sur ce continent. Leur race ne pouvait s'améliorer, et leur disparition de la famille humaine ne serait pas une grande perte pour la planète²¹. » La déportation des Amérindiens et la colonisation blanche qui suivit furent si totales que l'histoire violente de la vallée du Mississippi allait inspirer les mouvements de colons blancs encouragés par des gouvernements européens pendant une bonne partie du siècle suivant, que ce soit en Afrique australe, au Kenya, ou dans l'Algérie sous domination française. Comme l'a écrit Claudio Saunt dans *Unworthy Republic* (la République indigne, inédit en français), « Pendant la conquête nazie de l'Europe de l'Est, Hitler a, de façon très parlante, comparé les "habitants indigènes" à des "Indiens" en déclarant : "la Volga doit être notre Mississippi"²². »

Chapitre 36

LES DONs DU PEUPLE NOIR*1

On résume souvent l'esclavage dans le Nouveau Monde en deux verbes : planter, récolter. Du tabac au coton en passant par le riz, le modèle économique de l'Amérique reposait, à ses débuts, si largement sur la multiplication des plantations que ce résumé est peut-être inévitable. Sans être totalement erronée, cette image de la façon dont l'Amérique du Nord continentale s'est enrichie est passablement incomplète. Avant d'être occupée par les colons européens, la vallée du Mississippi, qui était la patrie chérie des peuples autochtones, était en grande partie constituée de forêts sauvages, où poussaient d'immenses cyprès, des gommiers et des frênes, peuplées de pumas et

d'ours, mais aussi de vastes marécages et de vignes incroyablement denses qu'il a fallu défricher avant que cette terre conquise puisse être exploitée à l'occidentale. Aujourd'hui oublié, ce travail fut aussi l'œuvre des esclaves noirs. Voyageant avec leurs commandeurs sur des bateaux plats, équipés d'outils rudimentaires, parfois enchaînés, ils devaient abattre des milliers d'arbres, assécher des marécages, scier du bois, construire des maisons, bâtir des clôtures et labourer des champs. Sans tout ce travail, qui vit des dizaines de milliers d'esclaves s'épuiser à la tâche, même jusqu'à en mourir prématurément, il n'aurait guère été possible de cultiver ces terres.

Aujourd'hui, tout le monde connaît le résultat même si on a jeté aux oubliettes le long processus, mais c'est ce travail primordial qui posa les fondations d'une nouvelle nation de la taille d'un continent, un pays qui s'enrichit dans des proportions inimaginables. Citons ces lignes du magazine *American Cotton Planter* au sujet du delta, en 1853 : cela n'eût pas été possible si le Sud n'avait pas disposé de terres presque infinies comme de « la main-d'œuvre la moins chère et la plus disponible au monde pour cultiver presque uniquement un produit qui, après la nourriture, est le confort le plus nécessaire de la race humaine, et dont elle fait grande consommation¹ ». En 1830, soit la décennie même où les Stovall acquirent les terres agricoles de Clarksdale sur lesquelles travailla ensuite la grand-mère de Muddy Waters, alors qu'un sixième des Britanniques étaient employés dans l'industrie textile, un million de personnes, soit un Américain sur treize – en grande majorité des esclaves –, travaillaient dans la culture du coton.

En chinois, le caractère qui signifie « maison » est un idéogramme composé de deux éléments : un toit et un cochon. Voilà une représentation très simple de ce qu'il fallait autrefois pour constituer (ou du moins pour commencer à bâtir) un foyer : un abri et l'animal domestique préféré de l'époque. À l'aube de la grande ère du coton dans la vallée du Mississippi, région qui accueillait à bras ouverts les Blancs venus de l'est, il fallait trois éléments considérés comme constitutifs de la légitimité sociale et de la richesse personnelle : une épouse de type européen, un lopin de terre et des esclaves². En possédant des Noirs que les planteurs étaient en mesure d'employer, les nouveaux venus faisaient bien plus que favoriser la production. Les esclaves facilitaient l'acquisition de nouvelles terres, qu'il s'agisse d'un premier bien ou de l'agrandissement d'un domaine déjà étendu ; en outre, grâce à la richesse née de l'addition des terres et de la sueur des Noirs, on était sûr d'attirer des Blancs prêts à s'engager pour la vie dans ces zones frontalières dominées par la culture du coton.

C'étaient les esclaves, et eux seuls, qui faisaient tourner la machine : les Blancs de la vallée du Mississippi – qu'il s'agisse des planteurs établis ou des petits propriétaires terriens (*yeomen*) idéalisés par Thomas Jefferson, les chercheurs de fortune qui ne cessaient de débarquer dans le nouvel eldorado du coton – n'avaient d'autre obsession que de s'en procurer. Comme l'a fait remarquer Joseph Ingraham, un auteur de l'époque, « vendre du coton pour acheter des Noirs et fabriquer plus de coton pour acheter plus de Noirs, *ad infinitum*, c'est ce vers quoi tendent les activités du planteur de coton véritable ; son âme entière n'est occupée que par cet objectif³ ». Les planteurs de coton de la vallée ne savaient peut-être pas d'où venait ce principe, mais les lecteurs se souviendront que son origine remonte aux débuts du boom sucrier à la Barbade, dans les années 1640. Le delta fut la dernière partie de la vallée inférieure du Mississippi à être ouverte aux plantations, mais on comprit vite que c'était l'endroit idéal pour cultiver le coton, de sorte qu'il employa bientôt plus d'esclaves que n'importe quelle autre région. Le comté de Washington, au cœur du delta, est un cas typique. En 1840, quatre ans seulement après l'acquisition par les Stovall de leur plantation, il y avait dix esclaves pour quatre Blancs. Dix ans plus tard, les familles blanches du comté possédaient en moyenne plus de quatre-vingts esclaves⁴.

L'importation légale d'esclaves en provenance de l'étranger fut interdite en 1807, mais cela n'interrompit nullement l'arrivée massive d'esclaves dans des régions comme le Mississippi, l'Alabama et la Louisiane, où la culture du coton commençait tout juste à décoller. En effet, des myriades d'esclaves continuèrent d'affluer, et ce en toute légalité. La plupart des Noirs pris dans ce tourbillon venaient d'abord de Virginie et du Maryland, des États situés plus au nord qui avaient été au centre de l'esclavage américain au XVIII^e siècle. Ces Noirs asservis, ou leurs ancêtres immédiats, avaient déjà survécu au Passage du milieu. Ils avaient survécu à la terrible période d'acclimatation, avec ses taux de mortalité effroyablement élevés. Ils avaient également survécu aux cadences infernales et aux maigres repas qui étaient le quotidien dans les plantations de la

région de Chesapeake. Et voilà qu'on les expédiait en grand nombre vers le sud, en séparant des familles qui n'étaient pas reconnues par la loi et se retrouvaient dispersées aux quatre vents.

Dans le cadre de cette traite nationale, ou interne, des hommes d'affaires et des spéculateurs à la petite semaine achetaient des Noirs dans ces États, souvent pas plus d'une douzaine à la fois, puis ils les emmenaient de force vers les nouvelles régions de culture du coton... comme du bétail, mais du bétail enchaîné et sous la menace des fusils. Au fur et à mesure de leur progression vers le sud, en Géorgie et jusqu'en Louisiane, ils étaient vendus à des planteurs insatiables. Entre 1790 et 1810, pendant les deux premières décennies de l'expansion cotonnière dans le pays, près de cent mille esclaves partirent de Virginie et du Maryland pour les régions du Sud et du Sud-Ouest⁵ ; ce n'était qu'un début. Dans les années 1830, le Mississippi arracha à lui seul cent trente mille esclaves aux anciens États esclavagistes⁶. Au bilan, au cours du demi-siècle qui précéda la guerre de Sécession, ce sont près de un million d'esclaves qui rejoignirent les États du Sud à pied ou par voie maritime, soit environ le double du nombre d'Africains arrivés directement en Amérique du Nord à l'époque coloniale. Ce fut une migration, ou, plus exactement, une déportation massive : les Noirs pris au piège furent plus nombreux que les Blancs qui colonisèrent l'Ouest américain en convois de chariots, un épisode qui est pourtant devenu un des sujets fétiches de Hollywood au XX^e siècle. Cette déportation dépassa aussi l'émigration des Juifs de Russie et d'Europe de l'Est au XIX^e siècle⁷. Pourtant, dans quelle école les élèves apprennent-ils cela ? Voici ce qu'en dit l'historien Walter Johnson, qui a étudié cette période :

Lorsqu'il est devenu évident que l'achat, le transport et la revente d'esclaves pouvaient rapporter gros, des entreprises très structurées sont venues concurrencer les petits spéculateurs indépendants. Ces entreprises disposaient souvent, au nord comme au sud, de bureaux et de cellules sécurisées pouvant accueillir jusqu'à cent esclaves à la fois, de vastes cours où ces esclaves pouvaient faire de l'exercice, et de salles d'exposition où les acheteurs intéressés pouvaient interroger et examiner les personnes qu'ils espéraient acheter⁸.

Avec l'essor de ce commerce lucratif, on se mit à organiser régulièrement des ventes aux enchères dans les grandes villes situées aux extrémités de la chaîne, comme Charleston et La Nouvelle-Orléans, souvent devant le palais de justice de la ville⁹. En 1859, quelques années avant la défaite du Sud dans la guerre de Sécession, cette « fièvre des Noirs » et l'exode qu'elle provoqua atteignirent leur apogée au cours de la plus grande vente aux enchères d'esclaves jamais enregistrée. Elle fut organisée à Savannah, en Géorgie, à la demande d'un certain Pierce Mease Butler, descendant d'une riche famille de planteurs, qui liquidait ses esclaves afin de couvrir ses dettes. Butler avait dilapidé une grande partie de sa fortune en jouant en Bourse, avant de se ruiner davantage encore dans un divorce coûteux. Cette année-là, les journaux annoncèrent l'événement avec des titres comme celui-ci¹⁰ :

À VENDRE : DES NOIRS POUR CULTIVER RIZ
ET COTON – UN LOT DE 440 !

Expérimentés dans la culture du riz et d'autres denrées, beaucoup d'ouvriers mécaniciens et de bons domestiques aussi. En vente les 2 et 3 du mois du mars, à Savannah, par l'entremise de J. Bryan.

Juste avant la vente, les esclaves de Butler furent réunis dans un enclos au centre de la ville, sur un site voisin du lieu où la plus ancienne église noire de Savannah, la First African Baptist Church, serait construite ultérieurement. Quelques jours avant la vente, on les mena dans un hippodrome qui était depuis longtemps le lieu de rencontre favori de l'élite blanche de la ville. L'historienne Anne Bailey décrit la scène : « Les acheteurs les firent défiler et danser. Ils leur ôtèrent leurs habits pour vérifier qu'ils n'étaient pas blessés ; ils leur pinçaient les membres et leur faisaient bander leurs muscles. Ils cherchaient attentivement d'éventuelles cicatrices, car elles étaient censées être le signe d'une nature rebelle¹¹. » Plus tard, autour d'un verre, les acheteurs de Noirs, selon le nom donné aux agents blancs, échangèrent des conseils sur les « meilleures méthodes pour contrôler un *nègre réfractaire* ».

Au moment où les Stovall acquirent leur plantation, le labeur des esclaves achetés de cette manière avait déjà fait de la couche arable profonde du Delta la terre agricole la plus riche du monde. Cette terre noire, très fertile, avait déjà engendré une avalanche de bénéfices largement supérieurs aux énormes fortunes que certains Français avaient tirées de Saint-Domingue¹² ; la région comptait

plus de millionnaires, en proportion, que n'importe quelle autre des États-Unis. Les chiffres précis restent difficiles à croire. En 1790, la production américaine de coton tournait autour de 700 000 tonnes. En 1800, elle atteignait 16 millions de tonnes¹³. En 1820, la production annuelle s'élevait à 80 millions de tonnes. Enfin, à la veille de la guerre de Sécession, la production de coton, en expansion géographique mais toujours concentrée sur la vallée du Mississippi, approchait le chiffre stupéfiant de un milliard de tonnes par an. Pour citer l'analogie suggérée par Sven Beckert, le coton est, aux États-Unis du XIX^e siècle, ce que le pétrole est à l'Arabie saoudite du XX^e siècle¹⁴ : il a fait de ce pays la société esclavagiste la plus riche et la plus prospère de toute l'histoire. Grâce à l'essor vertigineux de la production américaine, le coton s'est imposé comme la marchandise la plus précieuse au monde. En revenu par habitant, le Sud est devenu plus riche que n'importe quel pays européen, à l'exception du Royaume-Uni.

Au cours de cette période, le coton était grosso modo le seul article produit aux États-Unis que le reste du monde souhaitait acquérir et importait en quantités importantes et régulières. Selon une estimation, le Sud représentait les deux tiers des exportations américaines, mais seulement un dixième de ses importations¹⁵, ce qui témoigne des inégalités extrêmes et de la misère qui constituaient l'essence même de l'esclavage. Comme l'indiquait, dans les années 1840, un éditorial d'un journal de Natchez, dans le Mississippi, les grands planteurs de la région « vendent leur coton à Liverpool et achètent leurs vins à Londres ou au Havre, mais ils achètent de quoi vêtir leurs Noirs à Boston, leurs outils agricoles à Cincinnati, et enfin les provisions comme les produits superflus à La Nouvelle-Orléans¹⁶ ».

L'une des caractéristiques de l'esclavage de plantation, telle qu'instaurée à São Tomé au début des années 1500, et qui n'a guère varié dans les différentes zones géographiques et les différentes cultures, consistait à ne nourrir la plupart des Noirs asservis qu'à seule fin d'assurer leur subsistance. Ainsi, le métabolisme des esclaves faisait l'objet des mêmes calculs en termes de marges bénéficiaires que leur productivité. C'était vrai des esclaves qui travaillaient à Mount Vernon, la propriété de George Washington, et qui étaient cent vingt-quatre au moment de sa mort¹⁷, comme de ceux du Mississippi et de l'Alabama. Les esclaves mangeaient rarement de la viande, et le reste de leur régime alimentaire, du riz brisé au poisson salé, était étroitement rationné.

Ces calculs avaient certes un objectif de rentabilité, mais l'aspect psychologique était également limpide : ils s'inscrivaient dans une stratégie délibérée de domination sociale et de déshumanisation, qui visait à renforcer la différenciation entre les races en ravalant les uns plus bas que terre et en plaçant les autres sur un piédestal. Il faut donc considérer l'esclavage de possession comme un élément fondamental du système américain des « hiérarchies ascendantes¹⁸ », qui s'est longtemps efforcé d'assigner aux individus des situations différentes selon leur origine ou leur apparence. Le revers de la médaille, bien sûr, c'est que l'esclavage a joué un rôle primordial pour développer la notion de blancheur¹⁹ et la consolider en tant qu'identité raciale, ce qui est l'une des conséquences indirectes les plus frappantes de la modernité. Comme l'a écrit la romancière Toni Morrison : « Rien n'a mis en valeur la liberté [des Blancs] – au point peut-être même de la créer – comme l'esclavage¹⁹. »

J'ai vu les vestiges de ce système lors d'une visite à la Greenwood Greathouse, une grande plantation en ruine sur la côte nord de la Jamaïque. Dans ce lieu, même les esclaves dits privilégiés, ceux que l'on disait être de « la maison », devaient suivre un chemin tracé au sol entre la cuisine et la table, car ils devaient être sous surveillance constante pendant qu'ils servaient leurs maîtres. Sinon, à ce que m'a dit un guide noir très bien informé, ils risquaient de voler un morceau pour leur propre consommation et de profiter ainsi de mets réservés uniquement à la classe supérieure.

Comprendre l'alimentation comme une caractéristique fondamentale de l'économie de l'esclavage permet d'envisager l'esclavage de possession aux États-Unis de manière plus globale, non seulement comme un moyen de produire massivement des biens, mais aussi comme un trait largement sous-estimé des innovations aussi ingénieuses qu'immorales du capitalisme américain

à ses débuts. Les esclaves devinrent ainsi des unités de capital et des réserves de valeur, ce qui comptait autant que leur fonction de production. En tant que tels, leurs maîtres se servaient couramment d'eux comme d'une garantie pour obtenir des prêts, que ce soit pour acheter de nouvelles terres et du matériel ou pour acheter davantage d'esclaves. Cette dimension financière de l'esclavage a commencé, au plus tard, à la Barbade, lorsque les grandes banques anglaises acceptèrent de financer les producteurs de sucre, qui se servaient des esclaves comme d'unités de valeur pour garantir leurs emprunts. Dans la vallée du Mississippi, cette pratique s'est à la fois élargie et intensifiée, sans se limiter aux grands financiers internationaux comme la banque Barings et les Rothschild, ni même aux grandes banques américaines, qui ont toutes participé à ce commerce en en tirant d'énormes bénéfices. On a aussi vu fleurir de petites banques locales désireuses de profiter des perspectives commerciales qu'offrait le domaine de la finance esclavagiste. En effet, ces dernières années, des études ont estimé que la valeur des esclaves dans l'Amérique d'avant la guerre civile était supérieure à la valeur de tous les autres actifs réunis, dans l'industrie et le transport (chemins de fer, routes, ports, etc.)²⁰, et qu'elle valait autant, voire jusqu'à deux fois plus que l'ensemble du revenu national.

Comme l'a montré Bonnie Martin, la pratique consistant à émettre des hypothèques garanties par la valeur des esclaves remonte aux années 1730, époque à laquelle elle était courante tant en Louisiane, française, qu'en Virginie, anglaise. Toutefois, comme elle le fait remarquer, « ce sont les Blancs du Sud, et non les banquiers internationaux, qui ont tiré le plus de bénéfices de cette stratégie fiscale²¹ ». Ils y sont parvenus grâce à des accords de financement entre voisins, garantis par des esclaves. En hypothéquant ainsi la propriété en vies humaines, les propriétaires d'esclaves pouvaient continuer à tirer profit de leur production, ainsi que de l'augmentation de leur valeur, notamment dans le cas des enfants. De fait, l'un des principes les plus cruels de l'esclavage dans le Nouveau Monde permettait de s'enrichir grâce à la naissance d'enfants, qui devenaient systématiquement la propriété des maîtres. À l'époque où la vallée du Mississippi a commencé à produire massivement du coton, Bonnie Martin estime que la valeur du capital ainsi mobilisé pouvait varier, au cours d'une année donnée, de vingt pour cent à cent soixante-quinze pour cent, voire plus, de la valeur des denrées de base produites dans les plantations²².

Pour développer certains des arguments que j'avance, je me suis largement appuyé sur une génération récente d'historiens, dont certains sont cités ou mentionnés ici, et dont beaucoup ne le sont pas. L'ensemble de leurs recherches a permis d'éclairer en profondeur la façon dont l'essor des États-Unis eut l'esclavage pour facteur principal, en particulier la richesse créée par la culture du coton dans le Sud. Cette révolution historiographique, encore en cours, a permis de renverser un certain nombre d'idées reçues, dont certaines ne sont pas loin de nier carrément l'importance économique fondamentale de l'esclavage pour les États-Unis. Selon cet argumentaire déjà ancien, l'esclavage ne serait globalement pertinent que pour le Sud, tandis que les États du Nord se seraient développés séparément, en toute indépendance économique et en gardant théoriquement les mains propres. Pour d'autres, l'esclavage tel qu'il était pratiqué dans le Sud des États-Unis n'avait pas grand-chose de capitaliste ; pire même, le Sud aurait été très en retard par rapport au Nord, et l'esclavage, loin d'être une bénédiction, aurait constitué, selon cette théorie longtemps enseignée, un frein au développement du pays. C'est pour ces raisons, entre autres, qu'on a parfois affirmé que l'esclavage était d'emblée voué à l'échec.

En vérité, que ce soit la déportation des Amérindiens, le déplacement forcé des esclaves noirs ou la création de nouvelles plantations dans les terres à coton de la vallée du Mississippi et des régions voisines, tout a été financé abondamment par Wall Street et par d'autres établissements financiers du Nord-Est, qui ont engrangé au passage d'énormes profits au point de faire d'eux « l'équivalent nordiste des planteurs du Sud²³ ». À ce soutien fructueux à la production des plantations par des centres financiers éloignés, où l'on avait déjà une piètre opinion de l'esclavage, s'ajoutaient des réseaux d'investissement encore plus vastes, qui s'étendaient jusqu'à Londres en faisant de l'exploitation ininterrompue des corps noirs tout le contraire d'un petit négoce cantonné au sud des États-Unis : c'était un commerce pan-atlantique massif et d'un grand dynamisme économique.

Bien entendu, une grande partie de ces recherches récentes ont eu pour précurseurs les intellectuels noirs qui, depuis un siècle, mettent en question les récits usuels de la classe dominante sur le rôle de l'esclavage dans l'histoire de l'Atlantique et des États-Unis. À cet égard,

on a déjà exploré les idées de l'historien et homme d'État trinitadien Eric Williams. Aux États-Unis, le grand intellectuel afro-américain W.E.B. Du Bois était plus en avance encore sur son temps ; il a laissé une œuvre colossale qui a démolie bon nombre des théories évoquées ci-dessus. Par exemple, en 1924, dans son ouvrage *The Gift of Black Folk* (le don du peuple noir : comment les Noirs ont fait l'Amérique, inédit en français), il écrivait : « C'est le travail des Noirs qui a créé le commerce mondial moderne, lequel s'est forgé dans le commerce des corps des esclaves en étant le premier facteur de prospérité des premières grandes villes commerciales de notre époque²⁴. » Dans son chef-d'œuvre *Black Reconstruction in America* (la reconstruction noire en Amérique : essai historique sur le rôle des Noirs dans la tentative de reconstruction démocratique, également inédit en français), publié dix ans plus tard, Du Bois proclamait, à juste titre, que le travail des Noirs « est devenu la pierre angulaire non seulement de la structure sociale du sud des États-Unis, mais aussi des usines et des échanges commerciaux dans le Nord, du complexe industriel anglais, du commerce européen, de la balance des achats et des ventes à l'échelle planétaire²⁵. »

L'idée que l'importation d'esclaves africains est le point d'appui de la modernité est, bien entendu, ce qui constitue l'enjeu central du présent ouvrage. Les idées de Du Bois ont été discréditées par les historiens reconnus de son époque. Elles ont aussi été rejetées par la presse grand public : sur de tels sujets, celle-ci a souvent tenté d'imposer une vision historique conformiste tout en effaçant la contribution fondamentale des Noirs à l'Amérique et au monde atlantique dans son ensemble. Ainsi, le magazine *Time*, qui était alors l'un des principaux médias américains quant à l'influence sur l'opinion publique, qualifia Du Bois de « vitupérateur » en affirmant que l'histoire des États-Unis telle qu'il la raconte dans « La Reconstruction noire » était un « pays fabuleux dans lequel les scènes et les repères familiers ont tous été modifiés ou déblayés²⁶ ».

À mes yeux, il faut en finir au plus vite avec ce déni du rôle fondamental qu'a joué l'esclavage dans la puissance et la prospérité américaines, afin que les Américains puissent se comprendre eux-mêmes et comprendre la place véritable de leur pays dans l'histoire mondiale. Ce qui est limpide, même à première vue, c'est que pendant les dix ou vingt ans qui ont suivi l'indépendance des États-Unis, cette nation est restée un acteur de second ordre dans l'économie atlantique ; c'était un pays au potentiel considérable certes, mais qui n'avait rien de la grande salle des machines ou du générateur économique qu'il est devenu par la suite. En l'espace de quelques décennies, c'est-à-dire avant le milieu du XIX^e siècle, il s'était mis en selle grâce à l'esclavage de plantation et à la monoculture du coton pour devenir une nation en voie d'industrialisation rapide ainsi qu'une future puissance mondiale. En effet, comme l'a écrit un historien, « le secteur du coton fut la seule "grande force d'expansion" de l'économie américaine²⁷ ».

Chapitre 37

LA FABRIQUE DE L'OUEST ET SA « CONQUÊTE »

Examinons les deux théories opposées qui expliquent les liens entre l'expansion économique américaine et l'industrie du coton. La théorie prédominante s'appuie fortement sur la technologie ; l'autre, que les programmes scolaires n'abordent ou ne traitent que rarement, est centrée sur la politique américaine et sur la manière dont elle dépend de l'histoire du monde atlantique au sens large. Certes, les points de vue divergents sont possibles, mais beaucoup relèvent de la mythographie en ne parlant que du courage, de l'esprit d'initiative, et en fin de compte de l'ingéniosité des Blancs partis de la Côte Est, après être arrivés d'Europe, pour « apprivoiser » et donc rendre cultivables les vastes étendues sauvages américaines qui s'étendaient à l'ouest et au sud-ouest de la chaîne des Appalaches. C'est une histoire qu'on nous a à tous enseignée, pas forcément sur les bancs de l'école, mais de façon plus insidieuse, par le biais de la télévision, du cinéma et de la rhétorique politique.

Le récit qui explique par la technologie l'essor de l'industrialisation et de la puissance du pays se concentre sur l'invention d'une seule machine, le *cotton gin* ou égreneuse à coton, et sur son inventeur, Eli Whitney. Cette histoire, presque tous les Américains l'apprennent à l'école ; elle sert à illustrer comment l'inventivité à tous crins des Américains triomphe des obstacles techniques au progrès économique. Le *cotton gin* a été utilisé pour la première fois en 1793, à une époque où la production américaine de coton dépassait à peine neuf mille balles par an. À elle seule, nous

dit-on, cette invention a supprimé deux énormes points de blocage, en permettant à l'Amérique de répondre à la demande croissante d'un Royaume-Uni en pleine industrialisation. Tout d'abord, le traitement du coton après récolte était particulièrement lent et laborieux, car il nécessitait souvent une heure entière de travail manuel par esclave pour enlever les graines dans une simple livre de coton blanc. Ensuite, la superficie des terres qu'on pouvait consacrer à cette culture lucrative était très limitée, car la variété « à longue fibre » de Sea Island, la plus prisée, qui poussait le long des côtes de Géorgie et de Caroline du Sud, dans la zone de production d'origine, s'acclimatait mal dans l'intérieur du pays. L'égreneuse d'Eli Whitney aurait changé la donne en un tournemain, car elle permit de traiter, donc d'épépiner, le coton « à courte fibre ». Cette variété poussait à merveille à l'intérieur des terres, dans la région nommée *upcountry*. Le récit grandiose de cette avancée majeure avait commencé au début du XIX^e siècle, mais c'est sans doute le titre d'un livre publié en 1956 par Constance McLaughlin Green et Oscar Handlin qui le résume le mieux : *Eli Whitney et la naissance de la technologie américaine*¹.

Il ne s'agit pas de dénigrer Whitney ou l'utilité de son invention, même si son rôle précis fait l'objet de vives discussions. Des égreneuses à coton, il y en avait en Inde depuis près de mille cinq cents ans, même si ces dispositifs utilisaient une technologie assez différente. Plusieurs historiens ont aussi mis en cause la façon dont le récit habituel de cette invention a longtemps promu une vision du Sud comme constitué d'esclaves paresseux et de Blancs attardés. On présente les habitants de la région comme des *minus habens* incapables de transformer l'économie de la région jusqu'à ce que le destin leur apporte Whitney, un nordiste formé à Yale qui perça promptement le mystère de la production d'une culture dont il ne savait absolument rien jusque-là². Ce récit conventionnel, qui présente cette invention presque comme un miracle, laisse également de côté le besoin impérieux de trouver une alternative au tabac, qui était le pilier de l'économie américaine mais qui subissait un contexte de forte baisse des prix ; or, ce besoin se faisait sentir depuis le début des années 1780.

Il est incontestable que la production de coton a décollé dans les années 1790 dans le sud des États-Unis et que l'égreneuse Whitney a joué un rôle important. La valeur des terres d'excellente qualité utilisées pour la culture du coton aurait triplé après l'adoption de l'égreneuse³. Que manque-t-il donc dans cette histoire ? La technologie de transformation n'était pas le seul point de blocage pour la production de coton à l'époque, ni le plus important. Comme on l'a vu, elle a connu une croissance massive au cours de la décennie suivante, avec seize millions de tonnes au tournant du XIX^e siècle. Même si on fait du coton gin la cause principale de cela, l'explosion de la production est due à plusieurs modifications dans le travail des esclaves. Tout d'abord, les importations d'êtres humains en provenance d'Afrique ont connu une croissance sans précédent. Une fois ce commerce définitivement interdit, en 1807, le redéploiement massif des esclaves du Maryland et de Virginie vers les nouvelles régions productrices de coton s'est accéléré. De façon classique, l'augmentation des outils de production, c'est-à-dire ici les esclaves, a entraîné une forte hausse de la production. Mais il n'y a pas que cela. Les analyses conventionnelles de l'essor du coton américain ne tiennent pratiquement pas compte de l'augmentation massive et concomitante de la productivité des esclaves dans les plantations, qu'Edward Baptist a estimée à 400 % pour les années 1800-1860⁴. Selon lui, ce résultat s'explique par l'augmentation systématique de méthodes violentes de surveillance et de punition, combinée à une tenue de registres de plus en plus poussée :

En 1801, la moyenne dans plusieurs camps de travail de Caroline du Sud était de 13 kilogrammes par jour et par cueilleur. En 1818, les esclaves du camp de travail de James Magruder, dans le Mississippi, récoltaient entre 23 et 38 kilogrammes par jour. Dix ans plus tard, en Alabama, ces chiffres allaient jusqu'à 63 kilogrammes, et dans les années 1840, dans un camp de travail du Mississippi, les travailleurs apportaient lors d'une bonne journée jusqu'à 160 kilogrammes chacun à la pesée - « la plus grosse récolte dont j'aie entendu parler », pour citer le contremaître. Au cours de la décennie suivante, les moyennes augmentèrent encore⁵.

Que la production ait augmenté grâce à des innovations technologiques ou grâce à un traitement toujours plus sévère infligé aux esclaves, à un certain moment la production de coton se heurta à des limites plus gênantes que le coût élevé de l'égrenage manuel : le manque de nouvelles terres cultivables dans un climat tempéré. Ce problème n'a pas été résolu grâce à un scénario rassurant et familier (celui de l'ingéniosité, du sacrifice et de la persévérance des Blancs), ni même à de nouvelles formes de châtiment infligées aux esclaves, comme on peut les découvrir sous la plume

d'Edward Baptist. Au contraire, s'il a disparu, c'est – ironie du sort – en raison de l'insatiable appétit de liberté des Noirs de Saint-Domingue.

C'est là qu'intervient la seconde théorie, généralement passée sous silence. En effet, la perte imminente de Saint-Domingue força Napoléon à abandonner en grande partie son idée de bâtir un empire sur le continent américain. En janvier 1803, Thomas Jefferson missionna James Monroe pour rejoindre Robert Livingston à Paris afin de négocier l'achat de La Nouvelle-Orléans à la France. Leur objectif était de garantir un débouché maritime aux marchandises américaines produites entre les vallées de l'Ohio et du Mississippi et d'assurer par là même la rentabilité des zones frontalières en expansion permanente. Deux mois plus tard, les représentants de Jefferson découvrirent avec stupéfaction la contre-proposition des Français : les Américains se voyaient contraints d'acheter des droits impériaux sur la totalité du territoire de la Grande Louisiane, soit deux millions deux cent mille kilomètres carrés appartenant en fait aux Amérindiens. Comme ils n'avaient pas même osé rêver d'une pareille aubaine, ils s'empressèrent d'accepter un prix de 15 millions de dollars (soit environ huit *cents* par hectare), sans compter le coût élevé des nombreux « accords compensatoires » imposés par la suite aux populations autochtones.

Avant la vente de ce vaste territoire aux États-Unis, la colonisation française de la Louisiane était restée minimale, presque théorique. Il s'agissait d'un projet impérialiste que la France considérait comme une sorte d'arrière-boutique ou de centre d'approvisionnement de sa principale possession de l'autre côté de l'Atlantique, sa colonie extraordinairement lucrative de Saint-Domingue. Cette vision stratégique s'exprimait déjà en 1789, sous la plume de l'ambassadeur de France aux États-Unis dont un rapport exhortait Paris à agir rapidement pour reprendre la Louisiane à l'Espagne, en arguant qu'elle « pourrait devenir un centre pour le commerce des fourrures du Nord, un bon client pour la mère patrie, un dépôt d'approvisionnement pour les Antilles et le théâtre d'un vaste commerce avec les États-Unis⁶ ». Il ne s'agissait là, au fond, que d'une remise à jour du vieux rêve européen de créer d'immenses synergies esclavagistes en intégrant de nouveaux territoires à l'Empire, cette aspiration dont le Grand Projet néerlandais fut le premier exemple dans l'histoire. Napoléon s'appropriera plus tard ce concept, persuadé qu'une fois la révolte des esclaves de Saint-Domingue réprimée et le système de plantation restauré, la richesse de l'île, selon les termes de Robert Paquette, « entraînerait les autres territoires français aux Amériques, voire la France elle-même, dans une prospérité mutuelle, et surtout vers l'autonomie⁷ ».

Jean-Jacques Dessalines et Alexandre Pétion, homme de couleur libre et cofondateur d'Haïti, repassèrent en octobre 1802 du côté des insurgés en lutte contre la France ; le général Leclerc mourut le mois suivant ; enfin, la guerre contre l'Angleterre reprit de plus belle. Tout cela persuada Napoléon que le sens de l'histoire avait condamné l'île à ne plus être une colonie. « Maudit sucre, maudit café, maudites colonies⁸ ! », se serait exclamé l'empereur français en se voyant contraint d'accepter les pertes financières gigantesques subies à Saint-Domingue pour pouvoir espérer encore dominer l'Europe. En abandonnant son rêve d'un empire atlantique centré sur Saint-Domingue, Napoléon a provoqué indirectement deux des plus grands événements du XIX^e siècle. Pour le Royaume-Uni, la défaite de la France aux Antilles signa la fin de la menace que représentait ce rival dans le système atlantique de plantation : les Britanniques allaient désormais prendre, l'esprit libre, le chemin de l'abolition⁹. Un lent chemin, car l'abolition ne s'est pas achevée avec la fin de la traite britannique des esclaves, en 1808, mais seulement vingt-cinq ans plus tard. L'autre grand événement, c'est que par leur détermination à acquérir leur liberté, les Haïtiens ont permis aux États-Unis de racheter la Louisiane et ainsi de se positionner dès le XIX^e siècle pour devenir une grande puissance. Plus que tout autre moment dans l'histoire du pays, le combat de libération des esclaves de Saint-Domingue a formé et façonné la carte des États-Unis que nous connaissons aujourd'hui, à l'échelle du continent.

Génération après génération, les écrivains et les enseignants états-uniens ont tenté de minimiser cela, mais ils ne sont pas les seuls à passer sous silence des détails qui vont à l'encontre de mythes bien pratiques. « On s'attendrait à ce que ces "faits", dont aucun n'est controversé, fassent l'objet de nombreux commentaires, même négatifs », a déploré mon ami l'historien regretté Michel-

Rolph Trouillot, dans son ouvrage de référence *Silencing the Past*¹⁰, en parlant des liens entre la révolution haïtienne et l'achat de la Louisiane. « Pourtant, ajoutait-il, une lecture attentive des historiens français révèle de multiples couches de silence¹¹. »

Il en va de même pour le Royaume-Uni et pour la façon héroïque dont il s' imagine avoir mis fin à l'esclavage outre-Atlantique presque à lui seul.

L'acquisition d'un territoire aussi vaste que celui de la Louisiane permit à Jefferson et à d'autres membres de l'élite de Virginie de poursuivre un objectif de longue date : débarrasser en partie l'État de ses esclaves, car leur forte proportion avait toujours été considérée comme un danger, voire un péril mortel. L'exemple tout récent de la révolution haïtienne donna à cet objectif un caractère d'urgence. Au début du XIX^e siècle, on était passé de un demi-million d'esclaves noirs à l'époque de la révolution américaine à un million¹², et même si les dirigeants blancs ne pouvaient pas le prévoir précisément, la population d'esclaves allait atteindre les quatre millions en 1865. Il faut aussi comprendre la décision de Jefferson comme une étape d'un projet plus ancien et très profond visant à redynamiser les Blancs en s'appuyant sur l'expansion territoriale et sur l'exclusion ; ce projet émana d'autres figures majeures comme Benjamin Franklin, John Adams et George Washington. Dès le départ, la double menace de la résistance des Amérindiens et de la révolte des Noirs, alliée à la promesse de l'expansion de la « frontière blanche », fut un ingrédient stratégique essentiel pour cimenter la jeune nation¹³.

Pour Jefferson, les événements qui aboutirent à la création de l'État haïtien n'avaient longtemps eu d'autre sens que de menacer la puissance et la sécurité des Américains blancs. La liberté des Noirs était synonyme de menace. Même si ce point de vue nous frappe aujourd'hui comme quelque chose de déplorable, il n'en reste pas moins qu'il obéit à une logique limpide. Après tout, comme l'a écrit Annette Gordon-Reed, « les colons savaient exactement ce qu'ils avaient mis en œuvre pour amener ces gens sur leurs côtes, dans leurs champs et dans leurs maisons ». « Leur société, ajoutait-elle, s'était construite et maintenue grâce à des violences bien réelles et grâce à des menaces de représailles »¹⁴. C'est cette réalité qui poussa Alexis de Tocqueville à écrire que « le danger plus ou moins éloigné, mais inévitable, d'une lutte entre les Noirs et les Blancs qui peuplent le sud de l'Union, se présente sans cesse comme un rêve pénible à l'imagination des Américains¹⁵ ».

Alexander Hamilton tranchait avec ses contemporains quand il admettait ouvertement que sans la libération d'Haïti la Louisiane serait restée inaccessible : « Nous sommes redevables au courage et à la résistance obstinée de ses habitants noirs des obstacles qui ont empêché la colonisation véritable de la Louisiane [par la France]¹⁶. » Jefferson, lui, était incapable de comprendre que cette révolution d'esclaves avait offert à son pays une énorme chance géopolitique : pour lui, Toussaint Louverture n'était rien d'autre qu'un « cannibale¹⁷ ». Et Jefferson d'ajouter au sujet de la révolution haïtienne : « Jamais les hommes n'avaient eu à ressentir une tragédie aussi profonde. Je suis de plus en plus convaincu que les îles des Indes occidentales resteront toutes aux mains des gens de couleur et que tôt ou tard les Blancs en seront tous expulsés. Il est grand temps d'anticiper les scènes sanglantes auxquelles nos enfants – voire nous-mêmes, au sud du Potomac – devront faire face, et de tenter de les éviter¹⁸. »

En Virginie, la plus riche et sans doute la plus importante des colonies américaines sur le plan politique, l'ère de la grande prospérité engendrée par la culture du tabac était finie depuis les années 1650 ; un siècle plus tard, la diversification grâce au blé et au maïs était déjà bien entamée¹⁹. George Washington, lui-même grand planteur, diminua la culture du tabac en 1763 pour y mettre entièrement fin trois ans plus tard²⁰. La culture du tabac était loin d'être aussi ardue que celle de la canne à sucre dans les Caraïbes, mais elle occupait les esclaves neuf mois sur douze. Cependant, après la chute des prix du tabac, des cultures moins exigeantes en main-d'œuvre, comme le maïs, diminuèrent le besoin d'esclaves pour les grands planteurs de Virginie. Les importations d'esclaves dans la colonie culminèrent dans les années 1730 : les Africains fraîchement débarqués représentaient alors entre trente-quatre et quarante-quatre pour cent de la population²¹. Alan Taylor l'a souligné : « Dans les années 1760 ce qui inquiétait les responsables politiques en Virginie,

c'était de se retrouver avec plus d'esclaves que nécessaire pour l'économie, et donc avec trop d'esclaves pour se sentir en sécurité²². » L'abolition de la traite transatlantique aux États-Unis, en 1808, déclencha une ruée pour tirer parti de la demande croissante d'esclaves et des prix élevés qu'ils atteignaient dans les territoires nouvellement acquis, ce qui donna naissance au florissant commerce intérieur décrit dans le chapitre précédent.

En achetant la Louisiane, Jefferson fut en mesure de réaliser son vieux rêve de créer un vaste « empire de la liberté », selon ses propres termes totalement dénués d'ironie – et ce bien que l'expression figure telle quelle dans la Déclaration haïtienne des droits de l'homme –, en se servant des territoires nouvellement acquis à l'ouest pour constituer une nouvelle classe de petits propriétaires blancs, les *yeoman farmers*. Il s'agissait surtout d'Anglais, d'Irlandais et d'Allemands, dont il pensait qu'ils incarneraient et perpétueraient le mieux les valeurs républicaines de la jeune démocratie. Pour Jefferson, déplacer des Noirs depuis les États de l'Est où il y avait trop d'esclaves revenait à faire d'une pierre plusieurs coups, sans compter que les « nouvelles » terres en question étaient le territoire de communautés autochtones qu'on repoussait ainsi plus à l'ouest, violemment bien sûr. C'était, de fait, un projet gigantesque et coordonné. La plupart des routes et des sentiers qu'empruntèrent les Amérindiens lors de leur exil forcé vers l'ouest étaient ceux que foulèrent ensuite les esclaves noirs enchaînés.

On se servit de chasseurs de têtes indépendants pour aller chercher des esclaves dans les campagnes de Virginie et ailleurs dans le « Vieux Sud » : ces négociants, qui étaient payés à la commission, proposaient des prix alléchants aux fermiers blancs qui tiraient le diable par la queue avec la culture du tabac, du riz et du blé. On réunissait ensuite les Noirs ainsi revendus en « caravanes » de trente à quarante personnes, mais parfois de plusieurs centaines²³. Sous la surveillance de Blancs circulant dans des chariots, les captifs étaient conduits, les poignets menottés et tous reliés par une énorme chaîne, à travers le Sud-Est jusqu'aux marchés d'esclaves florissants, dans des villes comme Natchez, et surtout à La Nouvelle-Orléans. Dans cette dernière ville, près d'un demi-million de Noirs furent vendus lors de ventes aux enchères publiques : ces ventes étaient un divertissement aussi excitant pour les Blancs que l'opéra français et le théâtre d'Orléans. Pourtant, si l'on en croit un spécialiste de ce vaste commerce intérieur d'esclaves noirs, La Nouvelle-Orléans ne comptait en 2015 qu'un seul monument historique public le commémorant. Et encore, même si l'intention est louable, le panneau installé sur la façade extérieure du restaurant Maspero's identifie malheureusement de manière erronée cet emplacement comme celui d'un marché aux esclaves connu sous le nom de Maspero's Exchange²⁴.

À elle seule, la Virginie expédia près de quatre cent cinquante mille Noirs dans la région du Mississippi entre 1810 et 1860. Pour la seule année 1857²⁵, les revenus officiellement enregistrés du trafic d'êtres humains à Richmond s'élevaient à 4 millions de dollars, soit l'équivalent d'environ 440 millions de dollars aujourd'hui. L'évacuation des Noirs du Vieux Sud était censée diminuer le danger qu'ils représentaient pour les Blancs au cœur de la Virginie bien-aimée de Jefferson ; elle rapporta aussi beaucoup d'argent aux propriétaires d'esclaves virginiens et, grâce aux impôts, à l'État. De plus, les esclaves vendus allaient travailler pour les *yeoman farmers* blancs, donnant ainsi à la grande vision impériale de Jefferson des bases concrètes : le travail forcé des Noirs. Pour Jefferson, c'était tout bonnement l'ordre normal des choses. Décongestionner l'Old Dominion (comme était surnommée la Virginie) et d'autres régions fortement peuplées en esclaves permit aussi d'éviter une alliance potentielle – et très redoutée – entre les Noirs et les Blancs les plus pauvres, dont beaucoup avaient été recrutés à l'origine au titre de l'engagisme. Pour citer encore Annette Gordon-Reed, « au lieu de cela, les Blancs pauvres, encouragés par une politique de nantis, s'abritèrent dans un idéal de blanchité et dans le fantasme qu'un jour eux aussi pourraient posséder des esclaves²⁶ » dans les régions occidentales du pays qu'on commençait à coloniser.

Bien entendu, toute ligne de conduite adoptée par un homme d'État implique d'exclure d'autres hypothèses : cela vaut pour la politique de Jefferson dans la vallée du Mississippi et l'Ouest américain en général. Des historiens ont récemment affirmé que Jefferson aurait pu utiliser l'argent provenant de la vente des terres de l'Ouest pour libérer les Noirs de l'esclavage dont il lui arrivait de dire qu'il le détestait. S'il trouvait inacceptable d'avoir une cohabitation trop marquée entre Noirs et Blancs, il aurait également pu consacrer de larges portions des territoires de l'Ouest à la réinstallation des esclaves libérés²⁷. Une idée comme celle-ci permet de mettre en cause la

vision téléologique qui accapare une bonne part de nos débats sur cette époque, à savoir que ce qui s'est passé était tout simplement inévitable, ce que l'historien français François Furet a analysé comme une autre forme d'illusion de vérité²⁸. Dans son livre *The Forgotten Fifth*, Gary Nash a noté que le sentiment pro-esclavage ne s'était pas encore fermement installé au sein de la jeune nation²⁹, ce qui rend ce scénario alternatif beaucoup moins farfelu qu'on ne pourrait le croire à présent.

Dans les premières décennies de leur existence, les États-Unis étaient principalement gouvernés par des hommes du Sud, qui ont rapidement trouvé d'autres raisons d'appuyer une expansion esclavagiste vers l'ouest, et en particulier dans la vallée du Mississippi, en allant au-delà du projet initial de Jefferson. Pendant la guerre de 1812, le Royaume-Uni encouragea vivement les Noirs des plantations du Sud à désertir ; il finit par rendre leur liberté à trois mille quatre cents esclaves qui s'étaient enfuis dans la région de Chesapeake. Cela ranima, chez les Blancs de tous les grands États esclavagistes, la crainte d'une alliance impie entre les Anglais et les deux communautés de personnes racisées dans les colonies : les Amérindiens et les Noirs. Thomas M. Bayly, colonel de la milice de Virginie et plus tard membre du Congrès, déclara : « Outre le danger que représentent les ennemis étrangers, nous avons en notre sein un ennemi plus dangereux que celui qui peut nous arriver de l'autre côté de l'Atlantique³⁰. » Cette panique raciale était sans aucun rapport avec la réalité. Lors des combats de ce qui est devenu la révolution américaine, la Grande-Bretagne n'avait pas cherché à détruire sa colonie ; de même, elle ne tenta pas d'aligner des soldats noirs en grand nombre dans l'espoir de transformer la guerre de 1812 en guerre raciale.

En fait, ce sont les Virginiens eux-mêmes qui, se sentant acculés, donnèrent des armes à cinq cents esclaves pour combattre les Anglais pendant la guerre d'indépendance³¹ : ce « détail » fut ensuite nié et largement rayé des livres d'histoire. Ces deux actions visant à armer les esclaves, que ce soit du côté des Britanniques ou des Américains, rappelaient ce qui s'était passé pendant la guerre d'indépendance, même s'il est rare d'apprendre cela à l'école de nos jours. La crainte d'un axe britannico-noir était si réelle qu'au moment où débutait l'assaut britannique sur Washington, D.C., pendant la guerre de 1812, des rumeurs infondées faisant état d'une révolte d'esclaves poussèrent les miliciens américains à fuir la capitale et les comtés environnants du Maryland et de la Virginie. Les troupes britanniques purent ainsi s'emparer de la ville abandonnée par la milice sans tirer un seul coup de feu. Bien entendu, les Américains finirent par renverser le cours de la guerre lors de la bataille de Baltimore, que célèbre un chant dont l'auteur est Francis Scott Key et devenu depuis l'hymne national. Les gens qui chantent régulièrement *The Star-Spangled Banner* dans les stades ne prêtent guère attention au vers menaçant de la troisième strophe, qui célèbre la répression de cette révolte imaginaire : *No refuge could save the hireling and slave*^{*1}.

Outre les diverses raisons citées plus haut, l'expansion du territoire des Blancs et de l'esclavage vers l'ouest, jusqu'à la vallée du Mississippi et au-delà, est aussi devenue un moyen de renforcer la sécurité nationale contre la menace conjointe d'attaques par les Britanniques et de révolte des esclaves. On comprend combien Jefferson et ses semblables en Virginie prenaient cette idée au sérieux en s'intéressant à leurs déclarations autant qu'à leurs actes. Patrick Henry, le planteur et homme politique passé à la postérité pour sa célèbre phrase « *Give me liberty, or give me death* » (« Qu'on me donne la liberté ou qu'on me donne la mort »), a également écrit ces lignes moins célèbres : « Notre pays verra sa population augmenter. La question est de savoir s'il sera peuplé d'Européens ou d'Africains [...] Existe-t-il quelqu'un d'assez dégénéré pour souhaiter que son pays devienne le sombre gîte des esclaves ? Non ; tant que nous le pourrons, peuplons nos terres d'hommes qui garantissent notre paix intérieure et nous font honneur aux yeux des nations étrangères³². » Jefferson, pour sa part, lança un avertissement lourd de sous-entendus sur l'impossibilité pour les Blancs et les Noirs de coexister en toute liberté : « Entre les préjugés profondément enracinés chez les Blancs, et, pour les Noirs, dix mille souvenirs des blessures qu'ils ont subies, entre de nouvelles provocations et les distinctions réelles formées par la nature, sans oublier tant d'autres circonstances, il y aura toujours de quoi nous diviser en partis opposés et produire des secousses qui ne pourront probablement s'achever que par l'extermination de l'une ou l'autre race³³. » Au sujet des prétendues « distinctions réelles » entre les races, Jefferson ajouta, dans un long passage dénigrant l'intelligence des Noirs, qu'« aucun d'eux ne serait capable de se représenter et de comprendre les recherches d'Euclide » et que « leur imagination est terne, insipide, aberrante »³⁴.

Ce genre de préjugés incita Jefferson et d'autres membres éminents de l'élite de Virginie à redoubler d'efforts pour limiter, voire réduire la population noire de l'État. Lorsque la Virginie adopta en 1806 une nouvelle loi de manumission régissant les conditions d'affranchissement du petit nombre de Noirs libérés par leurs maîtres, il était stipulé que ces anciens esclaves étaient tenus de quitter l'État dans un délai d'un an. Il convient de noter que Patrick Henry n'a jamais libéré d'esclaves³⁵ et que Jefferson, le troisième président des États-Unis, n'en a affranchi que deux au cours de sa vie : il n'a jamais rendu leur liberté aux enfants qu'il avait eus avec Sally Hemings, une esclave qu'il forçait à lui accorder ses faveurs sexuelles. Dans ses *Notes sur l'État de Virginie* de 1785, Jefferson, déjà père d'enfants noirs à l'époque, écrivit qu'il faut « écarter les Noirs en proscrivant même tout mélange³⁶ ». À la mort de Jefferson en 1826, tous ses esclaves, sauf cinq, furent vendus aux enchères pour rembourser ses créanciers³⁷.

Quelle que soit leur importance, les ventes de Noirs de Virginie vers le Sud profond furent jugées insuffisantes pour réduire la menace de révoltes d'esclaves dans l'État, ce qui incita Jefferson et d'autres, dont James Madison et James Monroe, Virginiens qui furent respectivement le quatrième et le cinquième président des États-Unis, à envisager de renvoyer un grand nombre d'esclaves en Afrique. Inquiet, comme d'autres, du coût prohibitif de la déportation d'hommes dans la force de l'âge (car ils avaient la valeur marchande la plus élevée), Jefferson défendit quelque temps l'idée de racheter des enfants en bas âge et des jeunes filles afin de réduire à moindre coût la population servile. Selon Alan Taylor, Jefferson « considérait comme négligeables les souffrances que la perte des enfants causerait aux familles noires par rapport à l'intérêt de la République et au "bonheur" qu'éprouveraient ces enfants une fois libres en Afrique³⁸ ». Des propositions de ce type, qui prévoyaient de déporter des Afro-Américains, furent l'objet de discussions entre Washington et Lafayette; plus tard, les dirigeants américains continuèrent d'y voir une solution positive au « problème racial » du pays, au point d'aboutir à la création d'une organisation appelée l'American Colonization Society (ACS), dont la mission était de renvoyer les Noirs d'Amérique « en Afrique ». L'idée était toujours vivace sous la présidence d'Abraham Lincoln, lequel envisagea ouvertement, à la fois avant et pendant la guerre civile, de libérer les esclaves en les rapatriant en Afrique, mais aussi en les envoyant en Amérique centrale et dans les Caraïbes³⁹. Lincoln exhorta les Noirs du Nord à se faire à cette idée, en leur disant : « Les nôtres sont très réticents – si difficile que cela puisse être pour vous, les gens de couleur – à vous garder avec nous⁴⁰. » À l'époque, il faut le souligner, la proportion de Noirs nés aux États-Unis dépassait très largement celle des Blancs « de souche ».

Quoique fondée en 1816 par des personnes à titre privé, l'ACS bénéficia, au cours de la décennie suivante, du soutien tant de politiciens favorables à l'esclavage que d'abolitionnistes. D'un point de vue tactique, ces adversaires se retrouvaient dans l'idée fermement ancrée qu'« il n'y [avait] pas d'avenir pour une démocratie interr raciale aux États-Unis⁴¹ ». Cette idée s'inscrivait dans un contexte qui voyait beaucoup d'Afro-Américains nourrir un intérêt grandissant pour l'émigration vers des rivages plus accueillants, un endroit où ils seraient libérés non seulement de l'esclavage, mais aussi des violences raciales de toutes sortes et de la discrimination omniprésente qui traversait la société américaine dans son entier. Dans les années 1810, par exemple, des Noirs du nord-est dirigés par un certain Paul Cuffe lancèrent un mouvement dont l'objectif était d'émigrer quelque part en Afrique. Vers la fin de cette décennie, cependant, Haïti devint le point de chute envisagé, en raison du prestige dont jouissait, auprès des Noirs éduqués, ce pays devenu indépendant⁴² : au cours des années suivantes, jusqu'à treize mille Afro-Américains s'y installèrent, souvent pour finir par revenir aux États-Unis plus tard.

L'ACS, qui plagiait une partie de la rhétorique des groupes de Noirs appelant à l'émigration, aurait tout à fait pu rallier pas mal de Noirs à sa cause, sans deux aspects prohibitifs : la supériorité paternaliste de ses dirigeants, qui ne confiaient jamais de poste de responsabilité aux Noirs, et son idéologie même. En effet, toute la rhétorique reposait sur des stéréotypes racistes, les Noirs étant qualifiés par exemple de « sous-catégorie de l'espèce humaine, inférieure et plus proche des animaux⁴³ », afin de justifier l'idée de leur expulsion. C'est ce qui éveilla la méfiance des Noirs, au point de leur faire rejeter catégoriquement ce projet dans les années 1820, c'est-à-dire au moment même où il prenait de l'ampleur parmi des Blancs influents. Outre les motivations douteuses des Blancs, de nombreux Noirs en étaient venus, à cette époque, à considérer à juste titre l'Amérique comme leur pays, au moins autant que celui de n'importe qui d'autre, et à être en désaccord total

avec l'idée qu'il fallait, pour régler la crise raciale, leur trouver une autre patrie. Un abolitionniste noir, David Walker, dont la publication enfiévrée de 1829, *Appeal to the Colored Citizens of the World* (« Appel aux citoyens de couleur du monde entier »), est souvent comparée au *Sens commun*, le pamphlet de Thomas Paine⁴⁴, décrit les Afro-Américains comme le « peuple élu » dont les luttes seules permettraient de réaliser pleinement les idéaux de l'Amérique.

En fait, dès la fin du XVIII^e siècle, la plupart des esclaves des États-Unis étaient le produit de la croissance démographique de cette communauté, c'est-à-dire des enfants nés de parents esclaves sur le sol américain, et non de la traite transatlantique. La plupart n'avaient pas de connaissance directe du continent de leurs ancêtres ; une fois la traite abolie, plus aucun d'entre eux ne le connaissait. En outre, l'idée n'était pas de renvoyer les esclaves dans le lieu d'origine de leurs ancêtres, mais dans une « patrie » artificielle en Afrique. Cela n'empêcha aucunement l'ACS d'envoyer des « volontaires », à partir de 1822, dans la région appelée Côte du Poivre, en Afrique de l'Ouest. Les anciens esclaves réinstallés dans cette région déclarèrent leur indépendance en 1846 en devenant ainsi la première république d'Afrique, le Liberia, que les États-Unis finirent par reconnaître en 1862. En 1867, on estime à treize mille le nombre de Noirs envoyés en Afrique par les États-Unis, dont beaucoup moururent de maladies tropicales et d'un manque d'hygiène dans l'une des régions les plus pluvieuses de la côte ouest-africaine.

Dans les années 1820, l'expansion était devenue l'objectif principal du gouvernement des États-Unis. En 1828, Andrew Jackson, un esclavagiste du Sud, entra à la Maison-Blanche en tant que septième président des États-Unis, en grande partie pour s'être illustré comme général dans un certain nombre de campagnes meurtrières contre les Amérindiens. La plus célèbre était la bataille de Horseshoe Bend, à la fin de la guerre entre les États-Unis et les Creeks : ses hommes y massacrèrent entre huit cents et neuf cents autochtones⁴⁵. Son premier message annuel au Congrès en tant que président, en décembre 1829, consista à en appeler au départ « volontaire » des Amérindiens vers les territoires de l'Ouest, de l'autre côté du Mississippi⁴⁶. Ce qu'il avait en tête, bien sûr, c'était la colonisation de la région du Mississippi par les Blancs. Le gouvernement était obnubilé par l'impératif de transformer cette région en vaste zone de production cotonnière afin d'accélérer encore l'essor extraordinaire de ce secteur grâce au travail forcé des Noirs. Les géomètres à qui le président Jackson avait demandé de cartographier et de mettre en parcelles des dizaines de millions d'hectares de terre, mais aussi de dessiner des villes à partir de rien, avaient du mal à répondre à la demande. Jackson embaucha un greffier à plein temps, dont la seule tâche était de signer les brassées de nouveaux actes notariés et de satisfaire les acheteurs impatients⁴⁷. Les parcelles les plus demandées étaient les parcelles rectangulaires d'une taille homogène de soixante-quatre hectares qui s'étendaient avec la régularité monotone d'un métronome des rives du fleuve vers l'intérieur des terres : il était aisé d'acheminer le coton de ces parcelles-là jusqu'au port.

Cette marchandisation de la terre alla de pair avec l'intensification constante de la marchandisation de la main-d'œuvre⁴⁸ : les esclaves étaient acheminés de Virginie et d'autres régions de l'est vers le nouveau royaume du coton. C'était un système fabuleux, sans doute inégalé dans l'histoire, à condition de faire fi des vies humaines. Entre 1820 et 1860, la population d'esclaves de la vallée inférieure du Mississippi fut multipliée par sept, et la production de coton par quarante. Une telle augmentation n'était pas seulement due à la croissance du nombre de travailleurs, mais aussi, comme on l'a vu, à une productivité radicalement accrue des esclaves, dont le fouet était le moteur principal⁴⁹. Jusqu'à il y a peu, l'esclavage était presque totalement absent de l'histoire de la gestion des entreprises, mais de nouvelles études ont montré que cette « institution particulière » a joué un rôle particulièrement novateur dans les pratiques managériales, qui sont un marqueur indéniable de la modernité. En effet, tout cela a eu lieu longtemps avant qu'Alfred Chandler, le célèbre chercheur de Harvard, n'accorde ce titre au chemin de fer : pour lui, c'est le rail qui fut le grand initiateur de la « révolution managériale ».

Pour le coton, en particulier, les propriétaires d'esclaves « cherchaient à déterminer la quantité de travail que leurs esclaves pouvaient accomplir en un temps donné, et ils les poussaient à atteindre ce plafond⁵⁰ », comme l'a écrit Caitlin Rosenthal dans *Accounting for Slavery* (En tenant compte

des esclaves, inédit en français). En fait, l'histoire de la comptabilité esclavagiste remonte à la volonté de maîtriser les subtilités diaboliques de la production sucrière qui caractérisa la famille Drax à la Barbade. Elle prit toutefois un rythme effréné dans le sud des États-Unis, où le coton, beaucoup plus simple à produire que le sucre, imposa de calculer systématiquement toutes les données et toutes les variables mesurables afin d'améliorer le rendement et d'accroître le profit. Ces données incluaient la date de naissance, de mort, d'achat des esclaves ainsi que leur ethnicité supposée. L'un des récits les plus précis dont on dispose au sujet de l'esclavage américain est celui de Solomon Northup, un Noir libre enlevé à Washington puis emmené en Louisiane. Son autobiographie, publiée peu après sa libération sous le titre *Twelve Years a Slave (Douze ans d'esclavage)*, explique de manière frappante comment, dans une plantation de coton, la terreur ne faisait qu'une avec l'obsession de la productivité :

Quels que soient sa fatigue et son épuisement, quelle que soit son envie de dormir et de se reposer, un esclave n'approche jamais l'égreneuse avec son panier sans avoir la peur au ventre. S'il n'atteint pas le poids requis, s'il n'a pas assuré la tâche qui lui incombait, il sait qu'il devra souffrir. Et s'il l'a dépassé de cinq ou dix kilos, il est certain que son maître pèsera la récolte du lendemain en accord avec ce nouveau résultat. Donc, qu'il n'ait pas suffisamment ou qu'il ait trop, c'est toujours apeuré et tremblant qu'il arrive à l'égreneuse⁵¹.

Chapitre 38

VERS UNE NOUVELLE VISION DE NOS ORIGINES

Solomon Northup ne recouvra la liberté qu'en 1854, et encore après une âpre bataille juridique à New York, la ville dont il était originaire. À cette époque, la richesse de la plus grande ville américaine n'avait jamais dépendu autant de l'esclavage et du coton du Sud¹, des banques aux courtiers en marchandises en passant par les compagnies d'assurances. Très peu d'autres Noirs libres enlevés eurent cette chance. Seule la guerre de Sécession, qui survint sept ans plus tard, mit un terme à la ruée sur la richesse issue des plantations, et aux enlèvements, qui en étaient l'un des épouvantables dérivés. Hier comme aujourd'hui, les habitants du Nord ont tiré un grand contentement moral du rôle qu'ils ont joué en luttant jusqu'à la mort pour mettre fin à l'esclavage. Mais à l'instar du Royaume-Uni, où la fin de l'esclavage s'est inscrite dans la légende nationale en occultant – comme c'est commode – son statut de superpuissance de l'esclavage atlantique pendant deux siècles, la morale qui découle de l'expérience américaine est très largement un mythe². Si on étudie l'histoire en détail, on voit bien que la servitude des Noirs a profité autant au Nord qu'au Sud, quoique de manière très différente. Voici comment W.E.B. Du Bois a expliqué la rupture entre les deux « parties » du pays :

Le Sud se battait pour sortir l'esclavage de l'Union, et le Nord pour le garder dans l'Union ; le Sud se battait pour l'obtenir en passant outre la Constitution des États-Unis, et le Nord se battait pour les anciennes garanties ; tous deux méprisaient les Noirs et les insultaient³.

Un tel argument est susceptible de perturber les lecteurs contemporains qui ont appris que la guerre avait toujours eu pour enjeu l'esclavage, le Nord se mobilisant héroïquement pour abolir cette institution cruelle. En effet, on enseigne rarement ces phrases de Lincoln, qui éclairent son point de vue :

Si d'aucuns refusent de sauver l'Union à moins de pouvoir en même temps sauver l'esclavage, je ne suis pas d'accord avec eux. Si d'autres refusent de sauver l'Union à moins de détruire en même temps l'esclavage, je ne suis pas d'accord avec eux. Mon objectif principal dans ce combat est de sauver l'Union et non de préserver ou de détruire l'esclavage. [...] Si je pouvais la sauver en libérant tous les esclaves, je le ferais également. Ce que je fais pour l'esclavage et les gens de couleur, c'est par conviction que cela aidera à sauver l'Union⁴.

En fin de compte, ce furent les descendants des Africains, des hommes et des femmes, qui relevèrent le défi et cherchèrent à gagner leur liberté en sapant l'économie du Sud et son effort de guerre. Pour ce faire, ils cassèrent les cadences de travail, ou se firent espions, sans compter d'autres méthodes non violentes ; des milliers d'entre eux jetèrent leurs outils et quittèrent leur plantation pour traverser les lignes et passer au nord. En écho au « vent commun » évoqué plus haut au

sujet des sociétés esclavagistes des Caraïbes, de nombreux esclaves en fuite débarquèrent dans les camps de l'Union en récitant par cœur les dispositions des lois d'émancipation qui garantissaient leur libération⁵. Plus tard, ils eurent le droit de combattre pour l'Union : à la fin de la guerre, cent quatre-vingt mille Noirs s'étaient battus pour les troupes unionistes⁶, soit plus d'un cinquième de la population masculine adulte de moins de quarante-cinq ans du pays. Les Noirs furent engagés dans plusieurs batailles cruciales en Virginie à la fin de la guerre et, comme l'a noté Ira Berlin, « rien ne signifia plus clairement que la guerre pour l'Union était devenue une guerre pour la liberté que l'apparition de soldats noirs revêtant l'uniforme bleu⁷ ».

Cela n'enlève rien au mérite de Lincoln de souligner que c'était stratégique de conditionner en partie l'émancipation à la participation des Noirs à la guerre. Personne ne savait mieux que lui quel lourd tribut les Blancs du Nord avaient payé dans les combats, et à quel point ils étaient désabusés et même hostiles à la guerre. Les émeutes de juillet 1863 contre la conscription à New York, la capitale économique et financière du pays, furent, pour citer Eric Foner, « la plus grande insurrection civile de l'histoire américaine après la rébellion des États du Sud⁸ » ; elles furent réprimées par des troupes tout juste revenues de la bataille de Gettysburg. Ce qui fit pencher la balance, c'est l'autorisation donnée aux Noirs de participer à l'effort de guerre. Lorsque l'émancipation fut proclamée, le général Ulysses S. Grant s'exclama : « Le problème est réglé. Le Noir est un homme, un soldat, un héros⁹. » Comme Grant le reconnaissait par ces paroles, les Noirs se mirent volontairement en première ligne dans la lutte pour leur propre libération. Mais ce n'est pas tout : la lutte des Noirs pour la liberté ne saurait être séparée de l'émergence même des États-Unis en tant que nation, ainsi que de la concrétisation d'un des principes les plus célèbres édictés dans la déclaration d'indépendance, celui des « vérités évidentes ». Cette conjonction des luttes n'a pas débuté en 1862, lorsque les Noirs purent s'enrôler, mais dès la création du pays, lorsque des Noirs, libres ou esclaves, combattirent des deux côtés pendant la Révolution, en particulier après la proclamation du 7 novembre 1775, dans laquelle le gouverneur britannique de Virginie, John Murray, comte de Dunmore, offrait la liberté aux esclaves qui se battraient pour l'Angleterre. Cette idée avait été suggérée directement par les esclaves évadés¹⁰.

Pour des raisons évidentes, bon nombre des pères fondateurs des États-Unis étant propriétaires d'esclaves, l'immense majorité des esclaves se retrouva du côté des loyalistes, ce que les programmes scolaires passent sous silence presque comme un secret honteux. Mais au moins cinq mille d'entre eux combattirent dans l'armée et la marine des indépendantistes. Il y avait des miliciens noirs et autochtones au pied du « simple pont » de Concord, dans le Massachusetts, en avril 1775, lorsque fut tiré le coup de feu que « le monde entier entendit¹¹ ». Deux mois plus tard, cent cinquante Noirs combattirent lors de la bataille de Bunker Hill, soit environ cinq pour cent des soldats et le double de leur proportion dans la population¹². L'année suivante, il y avait des Noirs parmi les patriotes qui déboulonnèrent la statue du roi George dans le parc de Bowling Green à Manhattan¹³. Enfin, des compagnies noires se battirent sous le commandement de George Washington en 1781 lors de la bataille de Yorktown, qui signa la capitulation du Royaume-Uni.

Washington avait d'abord voulu exclure les esclaves de la conscription, mais comme l'a écrit Manisha Sinha, il a vite changé d'avis après la « situation désespérée de Valley Forge¹⁴ ». Du point de vue historique, tout cela est d'une grande banalité : les sociétés esclavagistes ont presque toujours armé les esclaves afin de se défendre contre les menaces extérieures. Pourtant, cela a été systématiquement occulté dans les récits étiologiques, car l'objectif de ceux qui devinrent les « Pères fondateurs » était la cohésion des colons blancs autour de la jeune nation¹⁵. À cette fin, le traitement médiatique des « patriotes » et la propagande révolutionnaire mirent en lumière les « insurgés nationaux » et les « sauvages impitoyables ». De même, il fallait écarter de cette légende les Noirs et les Amérindiens qui étaient « du bon côté », et qui, comme l'a observé Robert Parkinson, « ne pouvaient prétendre, de toute façon, à aucun des avantages de l'indépendance américaine¹⁶ ».

En accueillant des dizaines de milliers de fugitifs, y compris ceux qu'il avait armés, le Royaume-Uni ne comptait nullement abolir l'esclavage en Amérique ou ailleurs. Pour les deux parties qui s'affrontèrent pendant la guerre d'indépendance, l'esclavage ou son abolition n'était pas un objectif du conflit. Cela n'empêcha pas les Noirs d'y voir une guerre pour leur liberté, en particulier les esclaves du Sud : en raison de l'afflux massif d'esclaves du côté britannique dans les treize colonies,

Gary Nash a qualifié la révolution américaine de plus grande révolte d'esclaves de l'histoire du pays, même si elle n'a jamais été reconnue comme telle : « Pour les Afro-Américains, il y avait une révolution dans la révolution, et ils considéraient à juste titre leur *illustre cause* comme l'expression la plus pure de *l'esprit de 1776*17. »

Comme cette histoire nous y engage, souvenons-nous que les Noirs ont joué un rôle de premier plan en apportant, dès le début, énergie, créativité et urgence morale au projet nationaliste américain. C'est leur combat, plus que tout autre, qui a noué ensemble l'idée que les Américains se font d'eux-mêmes (et de leur pays) et la valeur fondamentale de liberté universelle.

Ces idées ont repris vigueur au moment même où je finissais d'écrire ce livre : des foules en liesse regardaient les statues des « héros » confédérés être déboulonnées les unes après les autres dans tout le Sud, tout comme celle du roi George avait été renversée à New York près de deux cent cinquante ans plus tôt ; les États-Uniens demandaient qu'on puisse s'interroger sur la vie des Pères fondateurs même les plus vénérés et d'autres figures historiques imposantes comme Lincoln à l'aune des compromissions qui furent les leurs sur la question des vies noires. Parmi les icônes sudistes qu'on pensait indéboulonnables, citons la statue de John C. Calhoun (vice-président de John Quincy Adams puis d'Andrew Jackson, et fervent défenseur de l'esclavage) à Charleston, où la guerre civile commença, en avril 1861, et celle de Robert E. Lee, à Richmond, la capitale des confédérés, qui tomba aux mains des nordistes au début du mois d'avril 1865, ce qui mit un terme à la guerre quelques jours plus tard.

Bien sûr, l'histoire de la guerre de Sécession et, plus largement, l'histoire de l'esclavage aux États-Unis sont des sujets immenses et presque inépuisables, qui remplissent facilement des volumes entiers et même des étagères entières dans les bibliothèques. Comme pour tous les thèmes principaux de ce livre, personne ne peut prétendre à l'exhaustivité sur ces sujets. Ce serait impossible à l'échelle de cinq siècles et des quatre continents couverts ici. L'idée dont je souhaiterais qu'elle marque les lecteurs est celle de la participation cruciale des Noirs à leur propre libération et à la survie de la jeune Union américaine. Avec ces événements, la diaspora africaine permettait de consolider l'élan démocratique dans le Nouveau Monde pour la deuxième fois, soixante et un ans après la révolution haïtienne. L'une des principales tâches de cet ouvrage est de nous inciter à nous demander pourquoi ces événements occupent depuis longtemps si peu de place dans les cursus scolaires et la mémoire collective. Cette question souligne le travail colossal que doit accomplir notre pays s'il veut se comprendre plus en profondeur.

Dans chaque chapitre, qu'il s'agisse de l'or africain, de l'esclavage, du sucre ou du coton – des éléments tous plus importants les uns que les autres –, je me suis efforcé non seulement de resituer les Africains et les personnes d'origine africaine du Nouveau Monde au centre de l'histoire de la modernité et de son avènement, mais aussi de les décrire comme des acteurs de premier plan à chaque étape de cette histoire. Le grand historien anglais Eric Hobsbawm a décrit l'industrialisation comme l'événement majeur de l'histoire de l'humanité¹⁸. L'histoire de l'esclavage, des plantations et du travail des Noirs (seul responsable du produit le plus important de cette époque, le coton) est, à tout point de vue, un élément central de ce tournant phénoménal pour l'humanité. Mais ce n'est pas tout : l'activité économique associée à l'industrie cotonnière a également donné naissance au système bancaire et au système d'assurances moderne en accélérant la mondialisation du commerce avec une ampleur inédite. Cette activité a nettement redessiné la carte géopolitique des continents. Elle a permis aux États-Unis de devenir la puissance économique la plus importante et la plus dynamique du monde dès la fin du XIX^e siècle. Enfin, elle a tellement stimulé ce nouveau colosse que son économie était, dès 1914, deux fois plus puissante que l'économie britannique¹⁹.

D'une certaine manière, c'est ce qui s'est passé après l'abolition officielle de l'esclavage qui permet le mieux de comprendre le rôle vital joué par la main-d'œuvre noire pillée et expropriée. Cela nous rappelle la détermination avec laquelle le Royaume-Uni, la France et l'Espagne ont, tout au long du XVIII^e siècle et jusqu'au XIX^e siècle, payé en argent et en vies humaines pour prendre ou conserver l'ascendant dans le contrôle des plantations d'esclaves des Caraïbes, même si la plupart des livres

d'histoire ne soulignent guère l'importance de l'esclavage sucrier dans l'essor de l'Europe. Ces puissances étaient prêtes à sacrifier des flottes et des armées entières dans ce but²⁰ – et non au nom de notions abstraites comme la gloire, comme certains l'affirment encore –, ce qui en dit long sur la manière dont elles percevaient les enjeux économiques liés à ces propriétés. De même, en ce qui concerne l'esclavage états-unien, la meilleure indication de sa valeur pour le Sud, et même pour la nation, réside dans les efforts extraordinaires déployés par le pays pour réintroduire une version calquée de l'esclavage quelques années seulement après son abolition. En effet, en 1865, alors que la guerre civile venait à peine de s'achever, un journal de Géorgie, le *Macon Telegraph*, déclarait sans ambages : « La grande question qui se pose aujourd'hui à notre peuple est de savoir comment se rendre maître de toute la main-d'œuvre africaine du pays²¹ » ; c'est ce à quoi un nouveau système construit sur les cendres de l'esclavage d'avant-guerre s'employa immédiatement.

Ce système, c'est le métayage (*sharecropping*), qui alla de pair avec la législation Jim Crow. Il domina la vie économique dans les plantations du Sud en permettant de minimiser les coûts de la main-d'œuvre noire et des produits agricoles induits pendant quatre-vingts années supplémentaires, de 1865 à 1945. L'essor du système des métayers débuta avant même la défaite totale des sudistes²², lorsque les planteurs blancs, qui avaient grand besoin de travailleurs noirs, commencèrent à leur proposer des accords salariaux incluant une forme de partage des récoltes afin d'éviter qu'ils ne fassent « défection » au profit de l'Union et pour qu'ils continuent à travailler dans les champs. Le métayage eut bientôt du plomb dans l'aile, à la suite de la commercialisation d'une nouvelle machine dont on a fait moins grand cas que de l'égreneuse de Whitney, mais qui représentait sans doute une avancée plus spectaculaire : c'était la récolteuse de coton²³, dont un modèle prêt à l'emploi fut présenté au public à Clarksdale, dans le Mississippi, le 2 octobre 1944. Une seule machine pouvait remplacer cinquante métayers noirs, ce que comprirent vite les planteurs blancs du Delta.

Avant cette invention mécanique, il fallait une myriade d'innovations sociales et juridiques pour maintenir les Noirs en situation de servitude, et pour les faire travailler dans des fermes dans le cadre d'accords conçus pour leur voler le fruit de leur travail et les empêcher d'accéder à la richesse, à l'éducation ou à l'espoir d'une vie meilleure. C'est dans ce monde que naquit la grand-mère de Muddy Waters, dans les mailles du métayage. Cette institution reposait sur l'isolement de la région, sur la domination politique du « Sud profond » par les néo-esclavagistes blancs du Parti démocrate et sur des violences systémiques, dont le lynchage était la pire forme. Pendant une bonne partie de cette période cependant, fuir vers le nord n'avait rien non plus d'un coup de baguette magique : dans la plupart des États du Nord, l'opinion publique était radicalement hostile à l'idée d'une migration des Noirs, et les emplois dans l'industrie étaient réservés aux Blancs grâce à un système de ségrégation bien ancré dans les pratiques.

Au début des années 1960, un de mes cousins, Simeon Booker, écrivit à propos de cette région bien cloisonnée et où régnait la terreur : « Le Mississippi pourrait facilement se classer au même rang que l'Afrique du Sud, l'Angola ou l'Allemagne nazie pour ce qui est de la brutalité et de la haine²⁴. » Booker était reporter pour le magazine *Jet* ; il passa des années à enquêter sur la vie des Noirs dans le Sud et parvint à obtenir la photographie du corps mutilé d'Emmett Till dans son cercueil. C'est en grande partie grâce à cette image que le meurtre d'Emmett Till en 1955, près de Money, dans le Mississippi, à seulement soixante-quize kilomètres de Clarksdale, attira l'attention de la communauté internationale sur le sort des Noirs dans le Sud, au grand dam de Washington, et servit de rampe de lancement au mouvement des droits civiques dans le Delta. Mon cousin Simeon, qui avait à peu près l'âge de mes parents et que nous appelions donc oncle, couvrit aussi les *Freedom Rides* et l'accès – non sans violence – des Afro-Américains à leurs droits politiques. En mai 1961, alors que le car de la compagnie Trailways où il se trouvait entraînait timidement dans Birmingham, en Alabama, après avoir subi des attaques aux arrêts précédents, il parvint à quitter la gare au moment où une meute de Blancs allaient molester violemment les Freedom Riders ; il prit un taxi pour se rendre au domicile d'un pasteur de l'église noire locale, Fred Shuttlesworth ; là, il appela un haut fonctionnaire du ministère de la Justice de l'administration Kennedy pour demander la protection du gouvernement fédéral²⁵. En ce temps-là, écrivit-il plus tard, les Blancs se méfiaient de tous les étrangers sans distinction et les considéraient comme des agitateurs ; les Noirs n'osaient que rarement regarder un Blanc dans les yeux, et ceux qui prenaient position publiquement mouraient souvent plus tard dans des « accidents étranges ».

Si ce système délétère a pu survivre aussi longtemps, ce n'est pas seulement par la violence physique. La violence était aussi inscrite dans la loi grâce à une multitude de nouveaux « codes noirs » qui donnaient par exemple au concept de vagabondage le sens que les Blancs voulaient bien lui donner. Le Mississippi et la Caroline du Sud furent les premiers à introduire les codes noirs, à la fin de l'année 1865 ; de là, ils se sont rapidement étendus dans tout le Sud. Ces nouvelles lois exigeaient par exemple que les Noirs fournissent un justificatif de travail tous les ans, en janvier. La notion de vagabondage, aussi vaste que punitive, comprenait désormais l'oisiveté, la négligence de sa mission supposée ou même le fait de mal dépenser son argent. Tout ce que les Blancs considéraient comme une offense, y compris les « actes de malveillance », était prohibé²⁶ ; cette catégorie incluait même le fait de prêcher l'Évangile sans autorisation. Comme l'a rappelé Eric Foner, il devint illégal d'offrir un salaire plus élevé à un travailleur noir déjà sous contrat ; les Noirs, eux, n'avaient pas le droit de refuser de travailler pour autre chose que « le salaire habituel et ordinaire accordé aux autres travailleurs²⁷ ». D'autres restrictions interdisaient aux Noirs de chasser, de pêcher ou de faire paître leur bétail dans l'espace public, et ce afin de les empêcher de subvenir à leurs besoins en dehors de la plantation.

Afin de leur barrer une autre échappatoire, ou nia aux Noirs le droit de louer des terres dans les zones urbaines. Les choses empirèrent encore après l'effondrement de la Reconstruction, pendant la période de rédemption : les Redeemers avaient pour objectif principal de réinstaurer la subordination raciale des Noirs. Les moyens employés pour cela sont trop nombreux pour pouvoir être décrits ici de manière exhaustive. Par exemple, les gouvernements des États diminuèrent leurs dépenses dans divers services publics pour empêcher les Noirs d'en profiter. Les conseils d'administration des établissements scolaires furent supprimés ; les délits mineurs devinrent passibles de lourdes peines, à commencer par la prison à perpétuité pour les cambriolages ; les condamnés noirs se virent imposer de travailler dans les fermes, comme des esclaves. « Tout le Sud, tous les États du Sud sont tombés entre les mains des hommes qui nous tenaient en esclavage²⁸ », se lamenta alors Henry Adams, un Noir de Louisiane.

Les Blancs n'ont modifié leurs priorités qu'avec la commercialisation de la récolteuse de coton, juste après la Seconde Guerre mondiale. Les planteurs et beaucoup d'autres Blancs ont alors commencé à se sentir comme les Virginiens de l'époque de Jefferson : un si grand nombre de Noirs parmi eux ne pouvait manquer de représenter désormais une grande menace. À cette époque, l'idée d'une déportation massive de Noirs vers l'Afrique n'était plus qu'un lointain souvenir : les derniers à l'avoir proposée étaient les Redeemers, dans les années 1870. Les Noirs du Sud aspiraient désormais ouvertement à plus de liberté ailleurs, pour certains même en Afrique, mais c'était généralement un sentiment fugace. « Nous ne sommes plus des Africains, mais des Américains de couleur, et nous avons droit à la citoyenneté américaine²⁹ » : voici ce qu'écrivait un de ses correspondants, en 1887, à Blanche K. Bruce, né esclave en Virginie et devenu le premier Afro-Américain à siéger au Sénat pendant six ans, de 1875 à 1881 ; il avait été élu pour représenter le Mississippi sous l'étiquette des Républicains.

Finalement, la soupape de sécurité qui aurait pu empêcher un vaste soulèvement, voire une véritable explosion, dans le Sud, ce fut la migration des Noirs vers d'autres parties du pays, en particulier vers la « ceinture de la rouille » (Rust Belt), qui n'était pas encore surnommée ainsi, mais aussi vers le littoral médio-atlantique et l'Ouest. En 1948, Fielding L. Wright, gouverneur du Mississippi et candidat à la vice-présidence pour le Parti démocrate pour les droits des États aux côtés de Strom Thurmond, « conseilla » aux Noirs, à la radio publique du Mississippi, de quitter cet État s'ils voulaient obtenir l'égalité sociale³⁰. Ce conseil était superflu : les Noirs avaient déjà commencé à quitter la région ; Chicago devint leur principal point de ralliement, surtout une fois que l'Illinois Central Railroad eut racheté les anciens réseaux ferroviaires du Delta en 1892 pour les intégrer à son réseau. Cela permit de mettre fin à l'isolement de la région³¹ : l'émigration des Noirs fut massive ; un demi-million d'entre eux avaient déjà quitté le Sud en 1920.

Comme le montrent les chiffres, les Noirs ne se résignaient pas à leur sort, et ils n'attendaient pas passivement qu'une nouvelle technologie leur offre l'émancipation sur un plateau. Ils fuirent le Sud dans ce qu'on considère comme la plus grande migration interne des temps modernes. Voici comment Isabel Wilkerson a résumé la situation dans son récit magistral de la Grande Migration : « De nombreux parents noirs partis du Sud ont ainsi obtenu ce qu'ils voulaient plus que tout,

que leurs enfants puissent grandir loin des lois Jim Crow et s'épanouir pleinement³². » Quand l'usage de la récolteuse de coton s'est répandu, on ne parlait plus de déporter les Noirs en Afrique. Comme l'a dit fort perspicacement Aaron Henry pour évoquer l'attitude des Blancs vis-à-vis des Noirs, « Chicago faisait l'affaire³³ », ce que confirment les données. La population noire de Chicago quintupla entre 1910 et 1930, pour atteindre deux cent trente-quatre mille personnes³⁴.

Il faut rapprocher l'histoire de cette grande migration de la saga qui a ouvert notre histoire, à savoir le grand mouvement historique des peuples quittant l'Afrique, traversant l'Atlantique et atteignant les Caraïbes, le Brésil et le Mexique, et enfin la partie continentale des futurs États-Unis... le tout, enchaînés. Il ne faut pas oublier que cette histoire se noue à celle du commerce interne des esclaves, cette traite qui a nourri le Sud en pleine expansion d'une population noire elle-même dynamique ; cette population s'est affranchie de la condition de servitude qui a succédé à l'ère esclavagiste pour transformer une nouvelle fois la nation. L'ensemble forme une tapisserie si gigantesque qu'il nous faut prendre du recul pour la voir dans sa globalité. Comme le note Wilkerson, c'est cet exode-là qui a donné à ce pays sa première vague de maires noirs : Harold Washington à Chicago, Tom Bradley à Los Angeles et David Dinkins à New York.

De même, cette migration a donné naissance à certains des plus grands écrivains du pays, comme Toni Morrison, James Baldwin et August Wilson. Elle a engendré la musique qui, peut-être plus que toute autre, a marqué le XX^e siècle, Thelonious Monk, Miles Davis, John Coltrane pour le jazz, Aretha Franklin, Jimi Hendrix, et le rhythm and blues, le son Motown, ou Michael Jackson pour la pop. Dans le domaine sportif, elle nous a donné Joe Louis et Jesse Owens, Jim Brown et Willie Mays, Venus et Serena Williams, et d'autres encore, innombrables champions.

Muddy Waters, l'artiste qui m'a tant fasciné depuis mes vingt ans, quitta lui aussi le Delta un jour de mai 1943, à bord du train de 16 heures partant de Clarksdale. Comme tant d'autres, il se rendait à Chicago, sans ses parents, en vraie figure whitmanienne : jeune, confiant et inventif, et plus déterminé que quiconque à se bâtir une nouvelle vie dans la grande et imposante ville du Nord.

Cet après-midi de mai, son véhicule n'était pas tant le train que ses propres rêves, portés par une voix au grave singulier, une voix sûre d'elle et sûre de son expression. Dans son premier enregistrement, effectué en janvier 1941 pour la Bibliothèque du Congrès à l'occasion d'une rencontre fortuite avec Alan Lomax, il l'avait presque prédit dans la chanson intitulée *I Be's Troubled*. Plus tard, il modifia légèrement cette chanson en lui donnant un nouveau titre, *I Can't Be Satisfied*. Ainsi débute l'enregistrement de 1941 :

Well, if I feel tomorrow like I feel today

I'm going to pack my suitcase

And make my getaway *1 .

ÉPILOGUE

Il m'est arrivé de parler, dans les premiers chapitres de ce livre, de la famille de mon épouse, qui est originaire d'une zone de l'ouest du Ghana appelée Bonyere et située sur un promontoire proche de l'endroit où le commerce de l'or débuta, au XV^e siècle, entre les royaumes africains des environs et les Portugais avides de découvertes qui étaient parmi les premiers à arriver par la mer.

En terminant ce livre, je voudrais brièvement évoquer ma famille, dont l'histoire, du côté de ma mère, remonte aux dernières décennies de l'esclavage états-unien, plus précisément un demi-siècle avant que la guerre civile n'y mette un terme. Mon histoire familiale se passe en Virginie, qui fut le point de départ et le centre névralgique d'un autre commerce, non celui de l'or mais celui des Africains vendus comme esclaves dans les colonies britanniques d'Amérique : cet État détenait au début du XIX^e siècle plus d'esclaves noirs que n'importe quel autre.

J'ai passé quelques-uns des moments les plus heureux de ma vie en Virginie, enfant, sur un domaine que nos ancêtres asservis avaient lentement constitué et qu'ils nous ont transmis. Pour raconter une partie de leur histoire, il me faut commencer par un souvenir personnel. Je me souviens de ma mère, Carolyn, qui prenait l'histoire au sérieux et qui voulait que ses enfants fassent de même.

L'été, lorsque nous nous réunissions dans la maison de nos ancêtres, un endroit appelé Brownland, il nous est arrivé plus d'une fois d'aller à Charlottesville en voiture (il y avait une demi-heure de route environ) pour visiter Monticello, le manoir situé au sommet d'une colline qui dominait la plantation d'esclaves de Thomas Jefferson.

Pour ma mère, ces visites n'avaient rien de sacré ; lorsque nous, ses huit enfants, sommes devenus adultes, nous avons continué à y pratiquer un jeu devenu tradition familiale. Lors de ces visites, les guides insistaient sur les signes du génie de Jefferson qu'on pouvait encore voir sur ce domaine haut perché : l'étrange pièce octogonale de son manoir à colonnes ; son exceptionnelle bibliothèque ; le lit moelleux dans lequel il lisait la nuit, assis ; les dispositifs astucieux, très en avance pour l'époque, qui permettaient de connaître précisément l'heure et la météo ; les spécimens empaillés d'animaux sauvages collectionnés par cet homme éclairé dont la curiosité insatiable avait fait un naturaliste amateur. Ma mère interrompait, poliment mais fermement, le cours de la visite en posant des questions précises sur les esclaves sans que tant de magnificence n'eût pas été possible. Les exclamations admiratives des touristes s'arrêtaient net ; la consternation se lisait sur le visage du guide ; pourtant, ma mère n'allait pas s'arrêter en si bon chemin.

Et les esclaves qui étaient les enfants de Jefferson ? C'est alors qu'arrivait le plat de résistance : ma mère interrogeait les guides sur Sally Hemings, esclave et demi-sœur de l'épouse de Jefferson, avec laquelle celui-ci eut six enfants. Ces histoires étaient de simples ragots, voilà ce que les guides furieux lui rétorquaient, à l'époque. Ils disaient qu'ils étaient des guides professionnels et qu'ils devaient s'en tenir aux faits avérés. C'est Annette Gordon-Reed, historienne afro-américaine, qui a fini par consacrer un ouvrage essentiel, en 1997, à l'histoire du couple Jefferson-Hemings, laquelle faisait déjà l'objet de nombreuses rumeurs du vivant même du père fondateur¹. Les guides ont continué de s'enfermer dans leur « professionnalisme ». Cette position très discutable est restée la leur jusqu'à l'année suivante, lorsque les tests ADN effectués sur les descendants de Hemings sont venus confirmer la paternité de Jefferson.

Cette histoire était d'une importance particulière pour ma mère, car notre lignée familiale remonte à l'achat d'une esclave nommée Priscilla en 1812 par un certain James Barbour. Il ne s'agit pas là de conjectures : nous détenons un exemplaire de l'acte de vente. Au cours de sa longue carrière publique, James Barbour, descendant d'une des premières familles de Virginie, fut notamment sénateur et secrétaire à la guerre de John Quincy Adams. Son frère cadet, Philip Pendleton Barbour, présida la Chambre des représentants avant d'être nommé juge associé à la Cour suprême par Andrew Jackson, en 1835, soit l'année où Roger Taney en devint le président. Taney est tristement célèbre pour l'arrêt Dred Scott de 1857, qui condamnait formellement les Noirs des États-Unis à un statut de seconde zone, « perpétuel et impassible », en s'appuyant sur des arguments avancés plus tôt par Philip. Or, au moment où il acheta Priscilla, James Barbour venait d'être élu gouverneur de Virginie ; il inaugurait la résidence du gouverneur.

Bien que nous ne disposions pas d'analyses ADN comme celles qui ont prouvé le lien biologique entre Jefferson et Hemings, la tradition familiale transmise de génération en génération affirme que Barbour avait un faible pour Priscilla et qu'il est le père de Winifred, née en 1835, la grand-mère de mon grand-père. Winifred épousa J. Albert Newman, qui avait été esclave dans la plantation voisine de Burlington appartenant à un cousin des Barbour nommé Newman. J. Albert était issu, lui aussi, d'un métissage à la Jefferson. Selon la tradition familiale, il avait reçu une promesse de terre dans le testament de son père blanc, mort dans les années 1850. Mais à la suite de l'arrêt Dred Scott, rendu en partie possible par le frère même du propriétaire d'esclaves voisin, les enfants blancs de Newman firent en sorte que leur demi-frère noir n'obtienne rien. Après l'émancipation, J. Albert, qui était cordonnier, et son frère Edgar, qui était forgeron, abandonnèrent leur nom d'esclave pour prendre le nom de Brown (par référence probable à leur couleur). Ensemble, par petits lots, ils commencèrent à acquérir ce qui a fini par devenir un domaine de quarante hectares. Ce domaine, c'est Brownland.

Ce que voulaient les Brown, c'était obtenir un statut de citoyens à part entière dans le pays qu'ils avaient aidé à construire. À dire vrai, cette quête réunit toutes les familles afro-américaines arrivées ici par la voie de l'esclavage², même celles du Nord, qui bénéficiaient de droits imprécis, différents, même dans les endroits où l'esclavage était interdit. Cette quête continue.

Ma mère, Carolyn, s'est exprimée sur cette histoire dans un témoignage qu'elle a destiné au lieu de culte de mes ancêtres du côté maternel, la Blue Run Baptist Church, à Barboursville, en Virginie ; dans ce texte écrit à l'occasion du Black History Month de 2009, elle évoque les épreuves qu'ont endurées plusieurs générations de notre famille dans cette lutte, à travers l'esclavage et la dépossession, l'ère de la Reconstruction ou l'Été rouge de 1919. Voici ce qu'elle disait de ma génération, des huit enfants tous élevés dans le souvenir : « Le fondement de leur éducation repose sur la foi, les espoirs et les rêves de leurs ancêtres. » Plus que toute autre chose, c'est l'histoire de mes ancêtres qui m'a poussé à étudier l'histoire globale du monde atlantique que vous tenez entre les mains. Cette lutte mémorielle consiste par-dessus tout à œuvrer pour que le rôle de l'Afrique dans la construction de ce que nous désignons tous sous le nom de modernité ne soit plus invisibilisé.

NOTES

Exergues et Introduction

- 1. JC Lattès, 2019, traduction de Fabienne Kanor et David Fauquemberg.
- 2. Christian Bourgois, 2023, traduction de Jakuta Alikavazovic.
- 3. Marie Arana, *Silver, Sword and Stone : Three Crucibles in the Latin American Story*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 48.
- 4. Mahmood Mamdani, *Neither Settler nor Native : The Making and Unmaking of Permanent Minorities*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2020, p. 2.
- 5. Charles Taylor, « Two Theories of Modernity », in *Public Culture*, vol. 11, n° 1, janvier 1999, p. 153.
- 6. João de Barros, *Décadas da Ásia*, Lisbonne, 1778, vol. 1, livre 3, ch. 12, p. 264-265.
- 7. Jack P. Greene, *Evaluating Empire and Confronting Colonialism in Eighteenth-Century Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 27.
- 8. Peter Earle, *The World of Defoe*, New York, 1977, p. 131.
- 9. Randy M. Browne, *Surviving Slavery in the British Caribbean*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017, p. 3.
- 10. Edward E. Baptist, *The Half Has Never Been Told : Slavery and the Making of American Capitalism*, New York, Basic Books, 2016, p. 126.

PREMIÈRE PARTIE :

LA « DÉCOUVERTE » DE L'AFRIQUE

- 1. Voici la citation complète de Braudel : « Et comme tout se tient, comme l'or n'est pas seulement le moteur de l'économie, mais par-delà toutes les activités sociales et la civilisation elle-même – dans nos pays et suivant nos traditions et nos mentalités d'Occidentaux, s'entend –, cette crise entraîna bien d'autres conséquences que des conséquences proprement économiques. » (« Monnaies et civilisations : de l'or du Soudan à l'argent d'Amérique », in *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 1^{re} année, n° 1, 1946, p. 9-22) Howard French cite ici une traduction différente de l'original, plus cohérente mais qui modifie son sens. (*N.d.T.*)

1. La surface craquelée

- 1. Roderick J. McIntosh et Susan Keech McIntosh, « The Inland Niger Delta Before the Empire of Mali : Evidence from Jenne-Jeno », in *The Journal of African History*, vol. 22, n° 1, janvier 1981, p. 1-22.
- 2. Michael A. Gomez, *African Dominion : A New History of Empire in Early and Medieval West Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2018, p. 18.

- 3. Ce concept problématique d'Afrique noire est si ancré dans notre culture qu'il est difficile de l'éviter, et plus encore de s'en débarrasser. Dans son acception courante, il sous-entend qu'une grande partie du continent est constituée de tribus analphabètes qui sont dénuées d'histoire et se livrent des guerres sans rime ni raison ; c'est ce genre de présupposé que cet essai cherche à combattre. Par ailleurs, le terme d'Afrique noire insiste exagérément sur les distinctions raciales entre les sociétés situées de chaque côté du Sahara, tout en minimisant l'hétérogénéité des unes comme des autres. Voir à ce sujet Ousman Oumar Kane, *Beyond Timbuktu : An Intellectual History of Muslim West Africa*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2016, p. 17.
- 4. Timothy F. Garrard, « Myth and Metrology : The Early Trans-Saharan Gold Trade », in *The Journal of African History*, vol. 23, n° 4, 1982, p. 449.
- 5. Toyin Falola et Kevin D. Roberts (éd.), *The Atlantic World, 1450-2000*, Bloomington, Indiana University Press, 2008, p. 12.
- 6. Nehemia Levtzion, *Ancient Ghana and Mali*, New York, Africana Publishing, 1980, p. 23.
- 7. L'islam n'est devenu une religion majoritaire dans le Sahel qu'à partir du XIX^e siècle, après une série de mouvements réformistes.
- 8. Ghislaine Lydon, *On Trans-Saharan Trails : Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 62.
- 9. Nehemia Levtzion, *op. cit.*, p. 132.
- 10. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 100.
- 11. Cela est encore vrai de nos jours en Chine, où le nombre 10 000 sert à désigner métaphoriquement une quantité indénombrable.
- 12. Sur ce sujet, se rapporter à Rudolph T. Ware III, *The Walking Qur'an*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2014, p. 86.
- 13. Nehemia Levtzion, *op. cit.*, p. 20.
- 14. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 70.
- 15. Nehemia Levtzion, *op. cit.*, p. 92.
- 16. Ghislaine Lydon, *op. cit.*, p. 9.
- 17. Rudolph T. Ware III, *op. cit.*, p. 89.
- 18. David Levering Lewis, *God's Crucible : Islam and the Making of Europe, 570 to 1215*, New York, W.W. Norton, 2008, p. 360.

2. Roi noir, sceptre d'or

- 1. François-Xavier Fauvelle-Aymar, *Le Rhinocéros d'or*, Paris, Alma, 2013.
- 2. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 123.
- 3. Sur ce sujet, lire Nehemia Levtzion, *op. cit.*
- 4. Frederick Cooper, *L'Afrique dans le monde : capitalisme, empire, État-nation*, traduction de Christian Jeanmougin, Paris, Payot/Rivages, 2015, p. 95.
- 5. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 115.
- 6. Nehemia Levtzion, *op. cit.*, p. 211.
- 7. Afin de mettre ce nombre en perspective, 161 000 tonnes d'or ont été extraites dans toute l'histoire de l'humanité, dont plus de la moitié au cours du dernier demi-siècle. Cf. Brook Larmer, « The Real Price of Gold », in *National Geographic*, juin 2009, p. 49.

- 8. Felipe Fernández-Armesto, *Before Columbus : Exploration and Colonisation from the Mediterranean to the Atlantic, 1229-1492*, Houndmills, Macmillan Education, 1987, p. 147.
- 9. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 116.
- 10. *Ibid*, p. 117.
- 11. *Ibid*, p. 119.
- 12. F. Cooper, *op. cit.*, p. 98.
- 13. Pier Larson, « African Slave Trades in Global Perspective », in *The Oxford Handbook of Modern African History*, 2013, <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199572472.013.0003>.
- 14. Paul E. Lovejoy, *Transformations in Slavery : A History of Slavery in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 70.
- 15. Michael A. Gomez, *op. cit.*, p. 122.
- 16. John Hemming, *The Conquest of the Incas*, Londres, Macmillan, 1970, p. 55.
- 17. Cela ne signifie pas que les États et les royaumes d'Afrique subsaharienne n'ont plus jamais eu d'initiatives diplomatiques sérieuses. Kano, une cité-État du peuple haoussa située dans le Nigeria actuel, chercha à contracter une alliance avec les Ottomans. Au XVI^e siècle, le royaume des Kongo avait des ambassades dans de nombreux pays de la chrétienté latine tout en jouant un rôle comme allié des Pays-Bas dans la guerre intercontinentale qu'elle menait contre le Portugal, la célèbre guerre de Trente Ans.

3. Repenser l'exploration

- 1. Howard W. French, *Everything Under the Heavens : How the Past Helps Shape China's Push for Global Power*, New York, Alfred A. Knopf, 2017, p. 96.
- 2. Alexander G. Ioannidis *et al.*, « Native American Gene Flow into Polynesia Predating Easter Island Settlement », in *Nature*, vol. 583, n° 7817, juillet 2020, p. 572-577.
- 3. Helen Thompson, « A DNA Search for the First Americans Links Amazon Groups to Indigenous Australians », in *Smithsonian Magazine*, <https://www.smithsonianmag.com/science-nature/dna-search-first-americans-links-amazonindigenous-australians-180955976>. Voir aussi Vitorino Magalhães Godinho, *A expansão quatrocentista*, Lisbonne, Dom Quixote, 2008.
- 4. Bailey W. Diffie et George D. Winius, *Europe and the World in the Age of Expansion. Vol. 1 : Foundations of the Portuguese Empire, 1415-1580*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977, p. 162.
- 5. Peter Gordon et Juan José Morales, *The Silver Way : China, Spanish America and the Birth of Globalization*, Melbourne, Penguin Books, 2017, p. 24. Voir aussi le chapitre 2 de ce même ouvrage, « The Search for a Way Around Africa to the East » : les deux auteurs mentionnent certes l'or, mais sans lui accorder de rôle central.
- 6. William D. Phillips Jr. et Carla Rahn Phillips, *The Worlds of Christopher Columbus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 1.
- 7. *Ibid.*, p. 36.
- 8. John Robert Seeley, *The Expansion of England : Two Courses of Lectures*, Boston, Roberts Brothers, 1883.
- 9. Michael A. Gomez, *Reversing Sail : A History of the African Diaspora*, 2^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 47.
- 10. Felipe Fernández-Armesto, *Before Columbus : Exploration and Colonisation from the Mediterranean to the Atlantic, 1229-1492*, Houndmills, Macmillan Education, 1987, p. 147.
- 11. Alisa LaGamma (éd.), *Sahel : Art and Empires on the Shores of the Sahara*, New York, Metropolitan Museum of Art, 2020, p. 149.

- 12. Paolo F. De Moraes Farias, « Islam in the West African Sahel », in Alisa LaGamma (éd.), *op. cit.*, p. 127.
- 13. En 1291, deux frères génois, Vandino et Ugoline Vivaldi, qui étaient partis pour les Indes à bord de deux galères, avaient disparu sans laisser de trace. On n'a pas de preuve qu'ils soient allés plus loin que le cap Noun (ou Chaunar), sur la côte marocaine.
- 14. Tony Campbell, recension de G. Grosjean, *Mapamundi : The Catalan Atlas of the Year 1375*, in *Imago Mundi*, vol. 33, 1981, p. 115-116.
- 15. Clara Estow, « Mapping Central Europe : The Catalan Atlas and the European Imagination », in *Mediterranean Studies*, vol. 13, 2004, p. 6.
- 16. Des cartes représentant les continents d'Asie, d'Europe et d'Afrique ainsi que les océans et les mers intérieures commencèrent à circuler dans le monde islamique dès le x^e siècle. Un bon exemple en est la carte d'Ali al-Masudi, qui avait voyagé de l'Espagne au Turkistan : elle indique les États d'Afrique de l'Est, ainsi que la Chine. Cf. Bailey W. Diffie et George D. Winius, *op. cit.*, p. 9.
- 17. Felipe Fernández-Armesto, « The Origins of the European Atlantic », in *Itinerario*, vol. 24, n^o 1, mars 2000, p. 121.
- 18. Felipe Fernández-Armesto, *Before Columbus : Exploration and Colonisation from the Mediterranean to the Atlantic, 1229-1492*, Houndmills, Macmillan Education, 1987, p. 147.
- 19. Marq de Villiers et Sheila Hirtle, *Timbuktu : The Sahara's Fabled City of Gold*, New York, Walker, 2007, p. 77. Voir aussi cresquesproject.net/catalan-atlas-legends/panel-iii.
- 20. La Guinée, ou Guiné, avait commencé d'apparaître sur les cartes et les documents européens dès le début du XIV^e siècle, comme en témoigne la carte dessinée en 1320 par le cartographe génois Giovanni da Carignano, mais c'était un nom générique désignant la totalité des territoires subsahariens où vivaient les Noirs d'Afrique.

4. Et voici la maison d'Aviz

- 1. Clara Estow, *art. cit.*, p. 2.
- 2. En français dans le texte d'origine.
- 3. Felipe Fernández-Armesto, *Before Columbus : Exploration and Colonisation from the Mediterranean to the Atlantic, 1229-1492*, Houndmills, Macmillan Education, 1987, p. 135-136.
- 4. *Ibid.*, p. 136.
- 5. A. H. de Oliveira Marques et J. Serrão, *A Nova história de expansão portuguesa*, Lisbonne, Editorial Estampa, 1998, vol. 2, p. 33-34.
- 6. M.D.D. Newitt, *A History of Portuguese Overseas Expansion, 1400-1668*, Londres, Routledge, 2005, p. 5.
- 7. Toby Green, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 42. Voir aussi Labelle Prussin, « Judaic Threads in West African Tapestry : No More Forever ? », in *The Art Bulletin*, vol. 88, n^o 2, 2006, p. 333, 344-345.
- 8. Ghislaine Lydon, *On Trans-Saharan Trails : Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 3.
- 9. Fernand Braudel, « Monnaies et civilisations : De l'or du Soudan à l'argent d'Amérique », in *Annales*, vol. 1, n^o 1, 1946, p. 9-22. Voir aussi John Day, « The Great Bullion Famine of the Fifteenth Century », in *Past & Present*, vol. 79, n^o 1, mai 1978, p. 3-54.
- 10. *Ibid.*

- 11. John Day, « The Great Bullion Famine of the Fifteenth Century », in *Past & Present*, vol. 79, n° 1, mai 1978, p. 37.
- 12. Howard French cite la traduction anglaise de Thomas M. Izbicki, Gerald Christianson et Philip Krey, in *Reject Aeneas, Accept Pius : Selected Letters of Aeneas Sylvius Piccolomin*, Washington, DC, Catholic University of America Press, 2006, p. 95. (N.d.T.)
- 13. M.D.D. Newitt, *op. cit.*, p. 10.
- 14. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, *Recueil des historiens des croisades : Historiens occidentaux*, Paris, Imprimerie Royale, 1844, p. 728.
- 15. P.E. Russell, *Prince Henry « the Navigator »*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 51.

5. Des îles dans le vent

- 1. Bailey W. Diffie et George D. Winius, *Europe and the World in the Age of Expansion. Vol. 1 : Foundations of the Portuguese Empire, 1415-1580*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977, p. 43.
- 2. Jill Lepore, *These Truths : A History of the United States*, New York, W.W. Norton, 2018, p. 4.
- 3. *Ibid.*, p. 18.
- 4. John K. Thornton, *A Cultural History of the Atlantic World, 1250-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 26.
- 5. G.R. Crone *et al.*, *The Voyages of Cadamosto and Other Documents on Western Africa in the Second Half of the Fifteenth Century*, 2^e série, n° 80. Londres, Hakluyt Society, 1937, p. 14.
- 6. John Mercer, *The Canary Islands : Their Prehistory, Conquest, and Survival*, Londres, Collins, 1980, p. 186.
- 7. G.R. Crone *et al.*, *op. cit.*, p. 88.
- 8. Gomes Eanes de Zurara, *Chronica do descobrimento e conquista da Guiné*, Paris, J.P. Aillaud, 1841, p. 47.
- 9. P.E. Russell, *Prince Henry « the Navigator »*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 121.
- 10. Wendy Warren, *New England Bound : Slavery and Colonization in Early America*, New York, Liveright, 2016, p. 52.
- 11. John Reader, *Africa : A Biography of the Continent*, New York, Alfred A. Knopf, 1998, p. 353.
- 12. P.E. Russell, *op. cit.*, p. 97.
- 13. Duarte Pacheco Pereira et Raphael Eduardo de Azevedo Basto, *Esmeraldo de Situ Orbis*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1892, livre I, ch. 23, p. 42.
- 14. Eanes de Zurara, *op. cit.*, p. 103-104.
- 15. On trouvera dans mon livre *Everything Under the Heavens* [non traduit en français, N.d.T.] un récit plus détaillé des voyages de Zheng He et de leurs conséquences, ainsi qu'un examen de l'hypothèse selon laquelle il aurait pu croiser la route des Portugais.
- 16. Quelques décennies plus tard, et dans un ordre d'idées assez semblable, des conseillers des monarques espagnols Fernand et Isabelle ont brièvement regimbé contre la perte de temps et d'argent que représentait la « conquête des Indes ». Cf. Felipe Fernández-Armesto, *Ferdinand and Isabella*, New York, Taplinger, 1975.
- 17. Eanes de Zurara, *op. cit.*, p. 106.

6. Au cœur des lumières

- 1. Hugh Thomas, *The Slave Trade : The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 57.
- 2. Herman L. Bennett, *African Kings and Black Slaves : Sovereignty and Dispossession in the Early Modern Atlantic*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2019, p. 62.
- 3. Duarte Pacheco Pereira et Raphael Eduardo de Azevedo Basto, *Esmeraldo de Situ Orbis*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1892, livre I, ch. 23, p. 74-75.
- 4. Eanes de Zurara, *op. cit.*, p. 135.
- 5. *Ibid.*
- 6. *Ibid.*
- 7. *Ibid.*, p. 91. Selon une idée fort répandue dans la chrétienté occidentale de l'époque, une canicule insupportable sévissait dans les contrées au sud de l'Équateur, de sorte que les peuples qui y vivaient étaient forcément brûlés et défigurés par le soleil.
- 8. *Ibid.*, p. 133.
- 9. Herman L. Bennett, *op. cit.*, p. 37.
- 10. *Ibid.*, p. 85.
- 11. M.D.D. Newitt, *A History of Portuguese Overseas Expansion, 1400-1668*, Londres, Routledge, 2005, p. 30.
- 12. Le titre complet que Manuel s'était décerné était « roi du Portugal et des Algarves de ce côté-ci, roi de Guinée au-delà des mers en Afrique, et seigneur de la Conquête, de la Navigation et du Commerce en Éthiopie, en Arabie, en Perse et en Inde ».
- 13. P.E. Russell, *Prince Henry « the Navigator »*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 12.
- 14. Robert Smith, « The Canoe in West African History », in *The Journal of African History*, vol. 11, n° 4, 1970, p. 515-533.
- 15. Eanes de Zurara, *op. cit.*, p. 416.
- 16. *Ibid.*, p. 402.
- 17. Toby Green, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 74.
- 18. David Northrup, *Africa's Discovery of Europe, 1450-1850*, 3^e édition, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 27.
- 19. Toby Green, *op. cit.*, p. 84.
- 20. Prasannan Parthasarathi, *Why Europe Grew Rich and Asia Did Not : Global Economic Divergence, 1600-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 23-26.
- 21. Colleen E. Kriger, *Cloth in West African History*, Lanham, AltaMira Press, 2006, p. 142 ; David Richardson, « West African Consumption Patterns and Their Influence on the Eighteenth Century English Slave Trade », in Henry A. Gemery et Jan S. Hogendorn (éd.), *The Uncommon Market : Essays in the Economic History of the Atlantic Slave Trade*, New York, Academic Press, 1979, p. 319.
- 22. M.D.D. Newitt, *op. cit.*, p. 25.
- 23. Cf. Duarte Pacheco Pereira et Raphael Eduardo de Azevedo Basto, *Esmeraldo de Situ Orbis*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1892, livre II, ch. 3, p. 64. Il se trouve que ce sont ces mêmes falaises rouges qui surplombent Bonyere, le village d'où est originaire la famille de mon épouse, à l'extrémité ouest du Ghana ; depuis ces falaises, on a une vue prodigieuse sur l'océan, comme j'ai pu en faire l'expérience lors de mon premier séjour là-bas, au début des années 80.
- 24. *Ibid.*, ch. 4, p. 68.

- 25. K.Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. xviii.
- 26. Après avoir découvert de grandes quantités d'or sur la côte, les Portugais baptisèrent cette région la Costa da Mina (la Côte des Mines). Dans cet ouvrage, j'ai préféré adopter généralement le nom actuel, qui date de l'époque où les Portugais établirent leur commerce en y construisant un fort imposant : Elmina. Toutefois, de nombreux témoignages de l'époque usaient de la forme abrégée Mina, qui se trouve aussi dans ce chapitre.
- 27. *Esmeraldo de Situ Orbis*, op. cit., livre 2, ch. 4, p. 64.
- 28. Felipe Fernández-Armesto, *Ferdinand and Isabella*, New York, Taplinger, 1975.
- 29. John Vogt, *Portuguese Rule on the Gold Coast, 1469-1682*, Athens, University of Georgia Press, 1979, p. 10.
- 30. Bailey W. Diffie et George D. Winius, *Europe and the World in the Age of Expansion. Vol. 1 : Foundations of the Portuguese Empire, 1415-1580*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977, p. 149.
- 31. John W. Blake, *Europeans in West Africa, 1450-1560*, Londres, Hakluyt Society, 1942, tome 1, p. 236.
- 32. Bailey W. Diffie et George D. Winius, op. cit., p. 152.
- 33. Ivor Wilks, « Wangara, Akan and Portuguese in the Fifteenth and Sixteenth Centuries. II. The Struggle for Trade », in *The Journal of African History* vol. 23, n° 4, octobre 1982, p. 463-472.
- 34. Felipe Fernández-Armesto, *Before Columbus : Exploration and Colonisation from the Mediterranean to the Atlantic, 1229-1492*, Houndmills, Macmillan Education, 1987, p. 205.
- 35. Samuel Eliot Morison (éd.), *Journals and Other Documents on the Life and Voyages of Christopher Columbus*, New York, Heritage Press, 1963, p. 70-72.
- 36. Alan Mikhail, *God's Shadow : Sultan Selim, His Ottoman Empire, and the Making of the Modern World*, New York, Liveright, 2020, p. 109.
- 37. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 31.
- 38. Avant la « découverte » des Amériques, l'Afrique de l'Ouest avait fréquemment reçu le surnom de Nouveau Monde.
- 39. Felipe Fernández-Armesto, op. cit., p. 207.
- 40. *Ibid.*, p. 194.

DEUXIÈME PARTIE :

LE POINT DE BASCULE

7. La mine

- 1. A.R. Disney, *A History of Portugal and the Portuguese Empire : From Beginnings to 1807*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 135.
- 2. Bailey W. Diffie et George D. Winius, *Europe and the World in the Age of Expansion. Vol. 1 : Foundations of the Portuguese Empire, 1415-1580*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977, p. 161.
- 3. William D. Phillips Jr. et Carla Rahn Phillips, *The Worlds of Christopher Columbus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 106.
- 4. John Vogt, *Portuguese Rule on the Gold Coast, 1469-1682*, Athens, University of Georgia Press, 1979, p. 21.
- 5. *Ibid.*, p. 22.

- 6. *Ibid.*, p. 31.
- 7. *Ibid.*, p. 23.
- 8. Ivor Wilks, « Wangara, Akan and Portuguese in the Fifteenth and Sixteenth Centuries. II. The Struggle for Trade », in *The Journal of African History*, vol. 23, n° 4, octobre 1982, p. 463-472.
- 9. John Vogt, *op. cit.*, p. 23.
- 10. João de Barros, António Baião et Luís F. Lindley Cintra, *Asia de João de Barros : Dos feitos que os Portugueses fizeram no descobrimento e conquista dos mares e terras do oriente*, Lisbonne, Imprensa Nacional-Casa da Moeda, 1988, tome 3, ch. 1, p. 158-160.
- 11. Herman L. Bennett, *African Kings and Black Slaves : Sovereignty and Dispossession in the Early Modern Atlantic*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2019, p. 33.
- 12. A.R. Disney, *op. cit.*, p. 58.
- 13. Toby Green, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 113.
- 14. John Vogt, *op. cit.*, p. 24.
- 15. *Ibid.*, p. 26.

8. L'Asie en suspens

- 1. John Vogt, *Portuguese Rule on the Gold Coast, 1469-1682*, Athens, University of Georgia Press, 1979, p. 38.
- 2. *Ibid.*, p. 89, 91.
- 3. K. Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. 8.
- 4. John Vogt, *op. cit.*, p. 74.
- 5. A.R. Disney, *A History of Portugal and the Portuguese Empire : From Beginnings to 1807*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 59.
- 6. John Vogt, *op. cit.*, p. 9.
- 7. M.D.D. Newitt, *A History of Portuguese Overseas Expansion, 1400-1668*, Londres, Routledge, 2005, p. 49.
- 8. *Ibid.*, p. 52.
- 9. *Ibid.*, p. 54.
- 10. P.E. Russell, *Prince Henry « the Navigator »*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 128.
- 11. William D. Phillips Jr. et Carla Rahn Phillips, *The Worlds of Christopher Columbus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 181. (La citation française provient de *l'Histoire des Indes* de Las Casas, traduction de J.-P. Clément et J.-M. Saint-Lu, Seuil, 2002, t. 1, p. 506, *N.d.T.*)
- 12. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 107-108.
- 13. Herman L. Bennett, *African Kings and Black Slaves : Sovereignty and Dispossession in the Early Modern Atlantic*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2019, p. 40.
- 14. Felipe Fernández-Armesto, « The Origins of the European Atlantic », in *Itinerario*, vol. 24, n° 1, mars 2000, p. 124.

9. Richesses humaines contre richesses matérielles

- 1. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 8.
- 2. Pour citer Orlando Patterson, « l'esclavage n'a rien de particulier en tant qu'organisation, car il a commencé de l'aube de l'humanité au XX^e siècle, dans les sociétés humaines les plus primitives comme dans les plus civilisées ». (Orlando Patterson, *Slavery and Social Death : A Comparative Study*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, p. vii.)
- 3. J. Bato'ora Ballong-Wen-Mewuda, *São Jorge Da Mina (1482-1637) : La vie d'un comptoir portugais en Afrique Occidentale*, Lisbonne, Fondation Calouste Gulbenkian/Paris, Centre culturel portugais, 1993, p. 232.
- 4. Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750 : The Impact of the Atlantic Slave Trade on an African Society*, Oxford, Clarendon/Oxford University Press, 1991, p. 135.
- 5. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 53.
- 6. Sur ce concept, on peut se reporter à Jane I. Guyer, « Wealth in People, Wealth in Things – Introduction », in *The Journal of African History*, vol. 36, n^o 1, mars 1995, p. 83-90.
- 7. J. Bato'ora Ballong-Wen-Mewuda, *op. cit.*, p. 324.
- 8. Il ne faut pas confondre le royaume du Bénin avec le Bénin contemporain : le royaume de Bini se trouvait dans l'actuel Nigeria.
- 9. Fred Pearce, « The African Queen », in *New Scientist*, 11 septembre 1999, <https://www.newscientist.com/100-the-african-queen>.
- 10. Elizabeth M. McClelland, *The Kingdom of Benin in the Sixteenth Century*, Londres, Oxford University Press, 1971, p. 46.
- 11. Andrea Felber Seligman, « Ambassadors, Explorers and Allies : A Study of the African-European Relationships, 1400-1600 », in *Undergraduate Humanities Forum 2006-7 : Travel*, 1^{er} avril 2006, p. 18, https://repository.upenn.edu/uhf_2007/13.
- 12. David Northrup, *Africa's Discovery of Europe, 1450-1850*, 3^e édition, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 31-32.
- 13. « Sculpture : The Bronzes of Benin », *Time*, 6 août 1965.
- 14. Robert Garfield, *A History of Sao Tome Island, 1470-1655 : The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992, p. 46.
- 15. José Lingna Nafafé, *Colonial Encounters : Issues of Culture, Hybridity and Creolisation ; Portuguese Mercantile Settlers in West Africa*, New York, Peter Lang International Academic Publishers, 2007.
- 16. John Vogt, « The Early Sao Tome-Principe Slave Trade with Mina, 1500-1540 », in *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 6, n^o 3, 1973, p. 464.
- 17. Ivor Wilks, « Wangara, Akan and Portuguese in the Fifteenth and Sixteenth Centuries. II. The Struggle for Trade », in *The Journal of African History*, vol. 23, n^o 4, octobre 1982, p. 463-472.
- 18. John Vogt, *art. cit.*, p. 454.
- 19. David Northrup, *op. cit.*, p. 33.
- 20. Philip Curtin, *op. cit.*, p. 41.
- 21. Saidiya V. Hartman, *Lose Your Mother : A Journey Along the Atlantic Slave Route*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007, p. 111.
- 22. Andrea Felber Seligman, *art. cit.*, p. 19.

- 23. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 139.

10. Circuits d'antan et d'aujourd'hui

- 1. David Brion Davis, « The Slave Trade and the Jews », in *New York Review of Books*, 22 décembre 1994.
- 2. Robert Garfield, *A History of Sao Tome Island, 1470-1655 : The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992, p. 30.
- 3. Au fil des époques et des lieux, le terme *créole* a épousé des significations diverses : en dehors du Nouveau Monde, et donc à commencer par l'Afrique de l'époque moderne, on s'en sert pour décrire des sociétés multiraciales et les langues qui y sont nées. Dans l'historiographie du Nouveau Monde, et en particulier aux États-Unis, le mot sert souvent à désigner les descendants des Européens ou des esclaves africains nés sur le sol américain.
- 4. Arlindo Manuel Caldeira, « Learning the Ropes in the Tropics : Slavery and the Plantation System on the Island of São Tomé », in *African Economic History*, n° 39, 2011, p. 48.
- 5. Robert Garfield, *op. cit.*, p. 466.
- 6. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 12.
- 7. Sidney W. Mintz, *La Douceur et le pouvoir. La place du sucre dans l'histoire moderne*, traduction de Rula Ghani, Presses de l'Université libre de Bruxelles, 2014, p. 99.
- 8. Arlindo Manuel Caldeira, *art. cit.*, p. 51.
- 9. S.W. Mintz, *op. cit.*, p. 231.
- 10. Philip Misevich, Daniel Domingues, David Eltis, Nafees M. Khan et Nicholas Radburn, « A Digital Archive of Slave Voyages Details the Largest Forced Migration in History », in *Smithsonian*, 1^{er} mai 2017, <https://www.smithsonianmag.com/history/digital-archive-slave-voyages-details-largest-forcedmigration-history-180963093>.
- 11. En 2018, une statue d'Amador, le meneur de la révolte de 1595, a été érigée devant la bibliothèque centrale de São Tomé ; par ailleurs, le portrait d'Amador figure en filigrane des billets de banque.

11. Jusqu'à la fin des temps

- 1. Herman L. Bennett, *African Kings and Black Slaves : Sovereignty and Dispossession in the Early Modern Atlantic*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2019, p. 64 ; Hugh Thomas, *The Slave Trade : The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 57.
- 2. En 1446, parmi les navires autorisés par le prince Henri, on compte une caravelle affrétée par l'évêque de l'Algarve afin de participer au trafic d'esclaves en Afrique ; c'est l'un des premiers actes concrets marquant l'investissement direct de l'Église catholique.
- 3. En 1599, au moment où le Portugal subissait des pressions toujours plus fortes de la part d'adversaires désireux de mettre fin à sa mainmise sur le commerce en Afrique, São Tomé fut attaqué et pillé par les Néerlandais.
- 4. Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 73.
- 5. J'emprunte le terme de « complexe de plantation » à l'historien Philip Curtin, qui a forgé ce terme pour décrire les structures agricoles d'une taille sans précédent que les Européens ont mises en place au XVI^e siècle en ayant massivement recours au travail d'esclaves pour faire pousser des denrées tropicales. J'ai ajouté l'adjectif « sucrier » car c'est la culture du sucre qui a nécessité le recours à des plantations aussi grandes, à São Tomé comme au Brésil. Plus tard je parlerai de « complexe de plantation esclavagiste » afin de tenir compte du fait que ce

modèle de structures agricoles dépendantes de l'esclavage s'est ensuite appliqué à d'autres cultures, du café au cacao en passant par le riz et le coton.

- 6. Robert Garfield, *A History of Sao Tome Island, 1470-1655 : The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992, p. 64.
- 7. *Ibid.*, p. 72.
- 8. *Ibid.*, p. 73.
- 9. La mine de Potosi, en Bolivie, qui était à elle seule la principale ressource en minerai d'argent du Nouveau Monde, s'est tarie vers 1700; quant à la production d'or au Brésil, qui débuta pour de bon quelque temps plus tard, elle avait pratiquement cessé à la fin du XIX^e siècle. (Marie Arana, *Silver, Sword and Stone : Three Crucibles in the Latin American Story*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 99, p. 104.)
- 10. Entre le XVI^e et le XIX^e siècle, l'Afrique centrale, qui comprend le Congo, l'Angola et le Gabon, a constitué la principale ressource en esclaves pour la traite nord-américaine. Pour le seul XVIII^e siècle, ce sont 2,5 millions d'esclaves qui furent déportés de cette région vers les Amériques. Un tel chiffre explique sans mal l'illusion aussi atroce que cruelle selon laquelle, pour les Européens, l'Afrique était une réserve illimitée de corps noirs. Cf. Herbert Klein, *The Atlantic Slave Trade*, 2^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 67.
- 11. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 451.
- 12. Alexander Koch *et al.*, « Earth System Impacts of the European Arrival and Great Dying in the Americas After 1492 », in *Quaternary Science Reviews*, vol. 207, mars 2019, p. 13-36.
- 13. Philip Curtin, *op. cit.*, p. 71.
- 14. John Thornton, « Early Kongo-Portuguese Relations : A New Interpretation », in *History in Africa*, n^o 8, 1981, p. 186, <https://doi.org/10.2307/3171515>.
- 15. Philip Curtin, *op. cit.*, p. 31.
- 16. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le taux d'alphabétisation des Africains de confession musulmane réduits en esclavage était souvent supérieur, aux Amériques, à celui de leurs maîtres. Cf. Sylviane A. Diouf, *Servants of Allah : African Muslims Enslaved in the Americas*, New York, New York University Press, 1998, p. 160.
- 17. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 149.

12. Chemins de résistance

- 1. John Vogt, « The Early Sao Tome-Principe Slave Trade with Mina, 1500-1540 », in *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 6, n^o 3, 1973, p. 461.
- 2. *Robinson Crusoe*, traduction de Pétrus Borel (1836).
- 3. À São Tomé, ces communautés furent nommées *mocambos*. Elles persistèrent jusqu'au début du XIX^e siècle, après des négociations avec les autorités coloniales. Cf. Arlindo Manuel Caldeira, « Learning the Ropes in the Tropics : Slavery and the Plantation System on the Island of Sao Tome », in *African Economic History*, n^o 39, 2011, p. 61.
- 4. Michael Craton, *Testing the Chains : Resistance to Slavery in the British West Indies*, Ithaca, Cornell University Press, 1982, p. 24.
- 5. Au moment de cette révolte, l'*Amistad* transportait cinquante-trois esclaves mendés de La Havane vers le petit port cubain de Guanaja.
- 6. Lorenzo J. Greene, « Mutiny on the Slave Ships », in Alexa Menson Henderson et Janice Sumler-Edmond (éd.), *Freedom's Odyssey : African American History Essays from Phylon*, Atlanta, Clark Atlanta University Press, 1999, p. 350.

- 7. Michael Craton, *op. cit.*, p. 33.
- 8. Robert Nelson Anderson, « The Quilombo of Palmares : A New Overview of a Maroon State in Seventeenth-Century Brazil », in *Journal of Latin American Studies*, vol. 28, n° 3, 1996, p. 545-566.
- 9. Philip D. Morgan, « 'To Get Quit of Negroes' : George Washington and Slavery », in *Journal of American Studies* vol. 39, n° 3, 2005, p. 408.
- 10. Matthew Parker, *The Sugar Barons : Family, Corruption, Empire and War*, Londres, Hutchinson, 2011, p. 267.
- 11. James Baldwin, *La Prochaine Fois le feu*, traduction de Michel Sciamma (1963), Folio, 2018.
- 12. Sylviane A. Diouf, *Slavery's Exiles : The Story of the American Maroons*, New York, New York University Press, 2014, p. 81.
- 13. Joseph Kelly, « The Masterless People : Pirates, Maroons, and the Struggle to Live Free », in *Longreads*, 30 octobre 2018, <https://longreads.com/2018/10/30/the-masterless-people-pirates-maroons-and-the-struggle-to-live-free>.
- 14. Richard Price, *Maroon Societies : Rebel Slave Communities in the Americas*, 3^e édition, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 1.
- 15. Joseph Kelly, *art. cit.*
- 16. « The 1619 Project », *The New York Times*, 14 août 2019, <https://www.nytimes.com/interactive/2019/08/14/magazine/1619-america-slavery.html>.
- 17. Philip Curtin, *op. cit.*, p. 44.
- 18. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 150-151.
- 19. Frederick Douglass, *The American Anti-Slavery Almanac*, 28 avril 1848, p. 45.
- 20. Le mythe de l'esclave « heureux » a perduré jusqu'au XX^e siècle, comme en témoigne ce passage d'un manuel de lycée de 1989 dont l'auteur est Daniel J. Boorstin : « Bien que beaucoup d'esclaves aient subi le châtement du fouet à un moment donné, un certain nombre n'y fut jamais soumis. De même, beaucoup d'esclaves ne travaillaient pas dans les champs. La majorité d'entre eux ne devaient pas être trop malheureux, car ils n'avaient jamais connu d'autre existence. » (Daniel J. Boorstin, Brooks Mather Kelley et Ruth F. Boorstin, *A History of the United States*, Needham, Prentice Hall, 1989, p. 229.)

13. Devenir créole

- 1. Ira Berlin, *Generations of Captivity : A History of African-American Slaves*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2004, p. 25.
- 2. Ira Berlin, « From Creole to African : Atlantic Creoles and the Origins of African-American Society in Mainland North America », in *The William and Mary Quarterly*, vol. 53, n° 2, 1996, p. 259.
- 3. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 120. Voir aussi José da Silva Horta, « Evidence for a Luso-African Identity in 'Portuguese' Accounts on 'Guinea of Cape Verde' (Sixteenth-Seventeenth Centuries) », in *History in Africa*, n° 27, 2000, p. 99-130, <https://doi.org/10.2307/3172109>.
- 4. Dans leur ouvrage de 2007, Linda Heywood et John Thornton ont démontré de manière convaincante que les Africains du Centre-Ouest, qui parlent les langues kikongo et kimbundu, constituaient le groupe majoritaire dans la constitution de ces premiers Créoles atlantiques. Cf. Linda M. Heywood et John K. Thornton, *Central Africans, Atlantic Creoles, and the Foundation of the Americas, 1585-1660*, New York, Cambridge University Press, 2007, p. 238.

- 5. Barry Hatton, *Queen of the Sea : A History of Lisbon*, Londres, C. Hurst, 2018, p. 98.
- 6. Ira Berlin, *Generations of Captivity...*, *op. cit.*, p. 274.
- 7. *Ibid.* p. 30.
- 8. *Ibid.* p. 268.
- 9. Wendy Warren, *New England Bound : Slavery and Colonization in Early America*, New York, Liveright, 2016, p. 177.
- 10. K. Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. 96.
- 11. *Ibid.*
- 12. Mariana Candido, *An African Slaving Port and the Atlantic World : Benguela and its Hinterland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 1-10; Christina Frances Mobley, *The Kongoese Atlantic : Central African Slavery and Culture from Mayombe to Haiti*, thèse de doctorat soutenue auprès de Duke University, 2015, p. v.
- 13. Ira Berlin, « From Creole to African » *art. cit.*, p. 254.
- 14. Toni Morrison, « The Pieces I Am », *American Masters*, PBS, 23 juin 2020, [https://www.pbs.org/wnet/american-masters-the-pieces-i-am-about/12366/](https://www.pbs.org/wnet/american-masters/the-pieces-i-am-about/12366/).

TROISIÈME PARTIE : LE PARTAGE DES AFRICAINS

- 1. In *Œuvres philosophiques*, tome 6, Dix-septième essai, 1788, p. 264, traduction non créditée, texte disponible en ligne : [https://fr.wikisource.org/wiki/Essais_moraux_et_politiques_\(Hume\)/L%E2%80%99origine_et_les_progr%C3%AAs_des_Arts_%26_des_Sciences](https://fr.wikisource.org/wiki/Essais_moraux_et_politiques_(Hume)/L%E2%80%99origine_et_les_progr%C3%AAs_des_Arts_%26_des_Sciences).

14. Pour quelques arpents de neige

- 1. Michael Guasco, *Slaves and Englishmen : Human Bondage in the Early Modern Atlantic World*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2014, p. 176.
- 2. La Royal African Company a d'abord été fondée sous le nom de Company of Royal Adventurers into Africa; elle a connu de multiples changements de nom ainsi que des restructurations au cours de ses premières années d'existence, mais elle a aussi donné naissance à des filiales, comme les Gambia Adventurers (Aventuriers de Gambie), une compagnie fondée en 1668 pour permettre le trafic d'esclaves.
- 3. Carla Gardina Pestana, *The English Conquest of Jamaica : Oliver Cromwell's Bid for Empire*, Cambridge, Belknap Press, 2017, p. 8.
- 4. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo and the Thirty Years' War », in *Journal of World History*, vol. 27, n° 2, 2016, p. 189.
- 5. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 12.
- 6. D'après la *Trans-Atlantic Slave Trade Database*, l'Angleterre, puis le Royaume-Uni, a déporté 2,9 millions d'Africains entre 1640 et 1807.
- 7. David Richardson, « West African Consumption Patterns and Their Influence on the Eighteenth Century English Slave Trade », in Henry A. Gemery et Jan S. Hogendorn (éd.), *The Uncommon Market : Essays in the Economic History of the Atlantic Slave Trade*, New York, Academic Press, 1979, p. 305.
- 8. Matthew Mulcahy, *Hubs of Empire : The Southeastern Lowcountry and British Caribbean*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, p. 202.
- 9. *Candide*, chapitre XXIII.

- 10. Daniel A. Baugh, *The Global Seven Years War, 1754-1763 : Britain and France in a Great Power Contest*, Harlow, Longman, 2011, p. 3.
- 11. David Eltis, *op. cit.*, p. 266.
- 12. Daniel A. Baugh, *op. cit.*, p. 575.
- 13. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *The Plantation Machine : Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 88.
- 14. Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past : Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. 17.
- 15. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *op. cit.*, p. 89. Cf. aussi Laurent Dubois et Richard Lee Turits, *Freedom Roots : Histories from the Caribbean*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019, p. 73.
- 16. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *op. cit.*, p. 21-22.
- 17. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024.
- 18. Eric Eustace Williams, *Capitalisme et esclavage*, traduction non créditée, Paris, Présence africaine, 1968.
- 19. Selwyn H.H. Carrington, « Capitalism and Slavery and Caribbean Historiography : An Evaluation », in *The Journal of African American History*, vol. 88, n° 3, 2003, p. 304.
- 20. Zadie Smith, « What Do We Want History to Do to Us? », *New York Review of Books*, 27 février 2020.
- 21. Sans parler des théories libérales en matière de commerce international, on encense encore aujourd'hui le mouvement abolitionniste britannique qui a surtout permis de généraliser et de valoriser le salariat en Angleterre même, à une époque où les pauvres, contraints de quitter massivement les campagnes, finissaient par accepter des métiers mal payés et souvent dangereux dans le secteur industriel en pleine croissance. Sur ce sujet, voir David Brion Davis, *Inhuman Bondage : The Rise and Fall of Slavery in the New World*, New York, Oxford University Press, 2006, p. 248.
- 22. Scott Reynolds Nelson, « Who Put Their Capitalism in My Slavery? », in *Journal of the Civil War Era*, vol. 5, n° 2, 2015, p. 290.
- 23. David Brion Davis, *op. cit.*, p. 248.
- 24. Eric Eustace Williams, *Capitalisme et esclavage*, traduction non créditée, Paris, Présence africaine, 1968, p. 186.
- 25. Lapogée de la traite transatlantique dura de 1680 à 1830 (David Eltis, *op. cit.*, p. 12).
- 26. Bronwen Everill, *Not Made by Slaves : Ethical Capitalism in the Age of Abolition*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2020, p. 45-46.
- 27. Michael Taylor, *The Interest : How the British Establishment Resisted the Abolition of Slavery*, Londres, Bodley Head, 2020, p. 18.
- 28. Christopher Leslie Brown, *Moral Capital : Foundations of British Abolitionism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, p. 27.
- 29. Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1992*, Cambridge, Mass., Blackwell, 1993, p. 75.
- 30. *Ibid.*, p. 83.
- 31. F. Cooper, *L'Afrique dans le monde : capitalisme, empire, État-nation*, traduction de Christian Jeanmougin, Paris, Payot/Rivages, 2015, p. 35.

15. Lutter en Africains

- 1. John Vogt, *Portuguese Rule on the Gold Coast, 1469-1682*, Athens, University of Georgia Press, 1979, p. 191.
- 2. *Ibid.*, p. 185.
- 3. Hugh Thomas, *World Without End : The Global Empire of Philip II*, Londres, Allen Lane, 2014, p. 275.
- 4. John Vogt, *op. cit.*, p. 145.
- 5. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 90.
- 6. Jan de Vries, « The Atlantic Economy During the Seventeenth and Eighteenth Centuries », in Peter A. Coclanis (éd.), *The Atlantic Economy During the Seventeenth and Eighteenth Centuries : Organization, Operation, Practice, and Personnel*, Columbia, University of South Carolina Press, 2005, p. 1, <https://doi.org/10.2307/j.ctv1169bdh>.
- 7. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo and the Thirty Years' War », in *Journal of World History*, vol. 27, n° 2, 2016, p. 191.
- 8. Jan De Vries, *art. cit.*, p. 4.
- 9. Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1992*, Cambridge, Mass., Blackwell, 1993, p. 92.
- 10. Joseph Calder Miller, *Way of Death : Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988, p. 232. Dans les années 1780, la traite avec Luanda atteignit les 40 000 esclaves par an.
- 11. Natalie Arsenault et Christopher Rose, « Africa Enslaved : A Curriculum Unit on Comparative Slave Systems for Grades 9-12 », https://minio.la.utexas.edu/webeditor-files/hemispheres/pdf/slavery_in_brazil.pdf.
- 12. Hugh Cagle, *Assembling the Tropics : Science and Medicine in Portugal's Empire, 1450-1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 171.
- 13. *Ibid.*
- 14. S. W. Mintz, *La Douceur et le pouvoir. La place du sucre dans l'histoire moderne*, traduction de Rula Ghani, Presses de l'Université libre de Bruxelles, 2014, p. 82.
- 15. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 163.
- 16. Philip Curtin, *op. cit.*, p. 26.
- 17. S. W. Mintz, *op. cit.*, p. 80.

16. Mourir toujours, dans des pays infinis

- 1. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 53-54.
- 2. Lilia Moritz Schwarcz et Heloisa Maria Murgel Starling, *Brazil : A Biography*, Londres, Allen Lane, 2018, p. 43.
- 3. Le Brésil a aussi été le théâtre d'une innovation technique majeure, le laminoir à trois cylindres, qui servait à extraire le jus de canne avec une efficacité maximale.
- 4. Stuart B. Schwartz, *Sugar Plantations in the Formation of Brazilian Society : Bahia, 1550-1835*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 44.
- 5. Nathan Nunn et Nancy Qian, « The Columbian Exchange : A History of Disease, Food, and Ideas », *Journal of Economic Perspectives*, 24, n° 2, juin 2010, p. 165.

- 6. Hugh Cagle, *Assembling the Tropics : Science and Medicine in Portugal's Empire, 1450-1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 189.
- 7. K. Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. 30.
- 8. Charles C. Mann, *1491 : New Revelations of the Americas Before Columbus*, New York, Alfred A. Knopf, 2005, p. 339.
- 9. L.M. Schwarcz et H.M. Murgel Starling, *op. cit.*, p. 41.
- 10. James C. Scott, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.
- 11. Felipe Fernández-Armesto, *Pathfinders : A Global History of Exploration*, New York, W. W. Norton, 2006, p. 142, p. 157.
- 12. Alexander Koch *et al.*, « Earth System Impacts of the European Arrival and Great Dying in the Americas After 1492 », in *Quaternary Science Reviews*, n° 207, mars 2019, p. 13-36.
- 13. Jeffrey Ostler, *Surviving Genocide : Native Nations and the United States from the American Revolution to Bleeding Kansas*, New Haven, Yale University Press, 2019, p. 5.
- 14. Charles C. Mann, *op. cit.*, p. 146.

17. Le four perpétuel

- 1. Alberto Vieira, « Sugar Islands : The Sugar Economy of Madeira and the Canaries, 1450-1650 », in Stuart B. Schwartz (éd.), *Tropical Babylons : Sugar and the Making of the Atlantic World, 1450-1680*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004, p. 68.
- 2. Caitlin Rosenthal, *Accounting for Slavery : Masters and Management*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2018, p. 14.
- 3. Philip D. Curtin, *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 53.
- 4. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 172.
- 5. Stuart B. Schwartz, « A Commonwealth Within Itself : The Early Brazilian Sugar Industry, 1550-1670 », in S. Schwartz, *op. cit.*, p. 161.
- 6. *Ibid.*
- 7. Il s'agit du 14^e Sermon de 1633, que Howard French cite sous un titre traduit en anglais, « Impression of Slave Labor on Brazilian Sugar Plantations », <http://www.dominiopublico.gov.br/pesquisa/> (N.d.T.)
- 8. Il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'un retour au schéma déjà ancien d'équilibre entre les déficits européens et le commerce de produits de luxe en Asie. À l'époque des empires du Mali et du Ghana, comme on l'a vu, c'est l'or africain qui permettait à l'Europe de financer ce commerce.
- 9. Vitorino Magalhães Godinho, *Os descobrimentos e a economia mundial*, Lisbonne, Editôra Arcádia, 1963, tome 1, p. 432-465.
- 10. Peter Gordon et Juan José Morales, *The Silver Way : China, Spanish America and the Birth of Globalization*, Melbourne, Penguin Books, 2017, p. 54.
- 11. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 129.
- 12. *Ibid.*
- 13. *Ibid.*, p. 131.
- 14. Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1992*, Cambridge, Mass., Blackwell, 1993, p. 92.

- 15. Adam Smith, *The Wealth of Nations*. New York, Collier, 1902, tome II, p. 283-286.
- 16. Stuart B. Schwartz, *Sugar Plantations in the Formation of Brazilian Society : Bahia, 1550-1835*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 241.
- 17. Hugh Cagle, *Assembling the Tropics : Science and Medicine in Portugal's Empire, 1450-1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 258.

18. La fosse aux ours de l'Europe

- 1. Matthew Mulcahy, *Hubs of Empire : The Southeastern Lowcountry and British Caribbean*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, p. 3.
- 2. Eric Eustace Williams, *From Columbus to Castro : The History of the Caribbean, 1492-1969*, New York, Harper & Row, 1971, p. 71.
- 3. Russell R. Menard, *Sweet Negotiations : Sugar, Slavery, and Plantation Agriculture in Early Barbados*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2006, p. 111.
- 4. M. Mulcahy, *op. cit.*, p. 57.
- 5. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 112.
- 6. Wim Klooster, *The Dutch Moment : War, Trade, and Settlement in the Seventeenth-Century Atlantic World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, p. 3.
- 7. Jan de Vries, « The Atlantic Economy During the Seventeenth and Eighteenth Centuries », in Peter A. Coclanis (éd.), *The Atlantic Economy During the Seventeenth and Eighteenth Centuries : Organization, Operation, Practice, and Personnel*, Columbia, University of South Carolina Press, 2005, <https://doi.org/10.2307/j.ctv1169bdh>.
- 8. *Ibid.*, p. 1.
- 9. *Ibid.*, p. 4.
- 10. M. Mulcahy, *op. cit.*, p. 51.
- 11. Wendy Warren, *New England Bound : Slavery and Colonization in Early America*, New York, Liveright, 2016, p. 11.
- 12. Guillaume-Thomas Raynal, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* (1794), vol. 3, p. 604.
- 13. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *The Plantation Machine : Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 95.
- 14. M. Mulcahy, *op. cit.*, p. 35.
- 15. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 26.
- 16. Matthew Parker, *The Sugar Barons : Family, Corruption, Empire and War*, Londres, Hutchinson, 2011, p. 15.
- 17. Ouvrage le plus abouti sur le sujet : Stephanie E. Smallwood, *Saltwater Slavery : A Middle Passage from Africa to American Diaspora*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2007.
- 18. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 17.
- 19. Ce sont aussi les compétences des esclaves venus de Madère et de São Tomé qui avaient permis de créer les premières plantations et les premiers moulins à sucre au Brésil dans les années 1530, voire plus haut. Cf. Stuart B. Schwartz, « A Commonwealth Within Itself : The Early Brazilian Sugar Industry, 1550-1670 », in S. Schwartz, *op. cit.*, p. 159.
- 20. Christopher Leslie Brown, *Moral Capital : Foundations of British Abolitionism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, p. 140.

- 21. Hugh Thomas, *The Slave Trade : The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 199.
- 22. Christopher Leslie Brown, *Moral Capital : Foundations of British Abolitionism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, p. 140.
- 23. Hilary McD. Beckles et Andrew Downes, « The Economics of Transition to the Black Labor System in Barbados, 1630-1680 », *The Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n° 2, 1987, p. 243.
- 24. M. Mulcahy, *op. cit.*, p. 55.
- 25. Beckles et Downes, *art. cit.*, p. 243.
- 26. William A. Pettigrew, *Freedom's Debt : The Royal African Company and the Politics of the Atlantic Slave Trade, 1672-1752*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, p. 1.
- 27. H.V. Bowen, « Elites, Enterprise and the Making of British Overseas Empire », in H.V. Bowen, Elizabeth Mancke et John G. Reid (éd.), *Britain's Oceanic Empire : Atlantic and Indian Ocean Worlds, C. 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 92.

19. Du fumier dans le moindre trou

- 1. Sidney W. Mintz, *La Douceur et le pouvoir. La place du sucre dans l'histoire moderne*, traduction de Rula Ghani, Presses de l'Université libre de Bruxelles, 2014, p. 113.
- 2. James Edward Gillespie, *The Influence of Oversea Expansion on England to 1700*, New York, Columbia University Press, 1920, p. 13.
- 3. Charles Davenant, *Reflections on the Constitution and Management of the Trade to Africa*, Londres, 1709, p. 33.
- 4. William A. Pettigrew, *Freedom's Debt : The Royal African Company and the Politics of the Atlantic Slave Trade, 1672-1752*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, p. 4.
- 5. Joseph C. Miller, recension du livre de Robin Blackburn *The Making of New World Slavery*, in *The American Historical Review*, vol. 104, n° 5, décembre 1999, p. 1635-1636.
- 6. Peter Thompson, « Henry Drax's Instructions on the Management of a Seventeenth-Century Barbadian Sugar Plantation », *The William and Mary Quarterly*, vol. 66, n° 3, 2009, p. 569.
- 7. Hilary McD. Beckles et Andrew Downes, « The Economics of Transition to the Black Labor System in Barbados, 1630-1680 », *The Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n° 2, 1987, p. 247.
- 8. Russell R. Menard, *Sweet Negotiations : Sugar, Slavery, and Plantation Agriculture in Early Barbados*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2006, p. 45.
- 9. *Ibid.* p. 38.
- 10. Beckles et Downes, *art. cit.*, p. 227.
- 11. William James River, *A Sketch of the History of South Carolina : To the Close of the Proprietary Government by the Revolution of 1719*, 1856, p. 107-109. Voir aussi Hugh Thomas, *The Slave Trade : The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 203.
- 12. Justin Roberts, *Slavery and the Enlightenment in the British Atlantic, 1750-1807*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.
- 13. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *The Plantation Machine : Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 37.
- 14. Richard S. Dunn, *Sugar and Slaves : The Rise of the Planter Class in the English West Indies, 1624-1713*, New York, W.W. Norton, 1973, p. 73.

- 15. See Jennifer L. Morgan, *Laboring Women : Reproduction and Gender in New World Slavery*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004.
- 16. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 100.
- 17. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 71.
- 18. Peter Thompson, *art. cit.*, p. 574.
- 19. Orlando Patterson, *Slavery and Social Death : A Comparative Study*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1982, p. 11.
- 20. Simon P. Newman, *A New World of Labor : The Development of Plantation Slavery in the British Atlantic*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, p. 208.
- 21. *Ibid.*, p. 209
- 22. S. W. Mintz, *op. cit.*, p. 100.
- 23. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 15.
- 24. Peter Thompson, *art. cit.*, p. 575.
- 25. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 339.
- 26. Richard S. Dunn, *op. cit.*, p. 64.
- 27. *Ibid.* p. 65.
- 28. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 84.
- 29. *Ibid.*
- 30. Jack P. Greene, *Evaluating Empire and Confronting Colonialism in Eighteenth-Century Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 27.
- 31. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 47.
- 32. S. W. Mintz, *op. cit.*, p. 105.
- 33. On estime à 675 000 le nombre d'esclaves dans les Antilles françaises en 1790 ; ces colonies avaient des taux de mortalité et d'espérance de vie similaires. Cf. Randy M. Browne, *Surviving Slavery in the British Caribbean*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017, p. 3.
- 34. *Ibid.*
- 35. Peter Thompson, *art. cit.*, p. 578.
- 36. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 344.
- 37. Simon P. Newman, *A New World of Labor : The Development of Plantation Slavery in the British Atlantic*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, p. 207.
- 38. *Ibid.*, p. 208.
- 39. *Ibid.*, p. 211.
- 40. Marie Arana, *Silver, Sword and Stone : Three Crucibles in the Latin American Story*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 100.
- 41. Neil Oatsvall et Vaughn Scribner, « 'The Devil Was in the Englishman That He Makes Everything Work' : Implementing the Concept of 'Work' to Reevaluate Sugar Production and Consumption in the Early Modern British Atlantic World », in *Agricultural History*, vol. 92, n° 4, 2018, p. 461-490, <https://doi.org/10.3098/ah.2018.092.4.461>.
- 42. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 7.

20. Le grand sursaut capitaliste

- 1. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 377.
- 2. Cette statistique est empruntée au site web SlaveVoyages. Cf. également Tom Zoellner, *Island on Fire : The Revolt That Ended Slavery in the British Empire*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2020, p. 7.
- 3. Pour les chiffres relatifs aux autres puissances européennes de l'époque, voir la page « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates » sur le site web SlaveVoyages : <https://slavevoyages.org/estimates>
- 4. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 173.
- 5. Russell R. Menard, *Sweet Negotiations : Sugar, Slavery, and Plantation Agriculture in Early Barbados*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2006, p. 18.
Richard S. Dunn, *Sugar and Slaves : The Rise of the Planter Class in the English West Indies, 1624-1713*, New York, W.W. Norton, 1973, p. 48.
- 6. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 18.
- 7. Sidney W. Mintz, *La Douceur et le pouvoir. La place du sucre dans l'histoire moderne*, traduction de Rula Ghani, Presses de l'Université libre de Bruxelles, 2014, p. 128.
- 8. *Ibid.*
- 9. R.R. Menard, *op. cit.*, p. 80.
- 10. David Brion Davis, *Inhuman Bondage : The Rise and Fall of Slavery in the New World*, New York, Oxford University Press, 2006, p. 81.
- 11. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 375.
- 12. John Smith Athelstone Carnota, *Memoirs of the Marquis of Pombal : With Extracts from His Writings, and from Despatches in the State Papers Office, Never Before Published*, Londres, Longman, Brown, Green, and Longmans, 1843, p. 125.
- 13. Eric Williams, *Capitalisme et esclavage*, traduction non créditée, Présence africaine, 1988, p. 143.
- 14. Matthew Mulcahy, *Hubs of Empire : The Southeastern Lowcountry and British Caribbean*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, p. 81.
- 15. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 377.
- 16. Wendy Warren, *New England Bound : Slavery and Colonization in Early America*, New York, Liveright, 2016, p. 42.
- 17. Stephen J. Hornsby, « Geographies of the British Atlantic World », in H.V. Bowen, Elizabeth Mancke et John G. Reid (éd.), *Britain's Oceanic Empire : Atlantic and Indian Ocean Worlds, C. 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 31-32.
- 18. Traduction française de Nora Wang et Mathieu Arnoux, Albin Michel, 2021.
- 19. Blackburn a courageusement tenté de chiffrer ce phénomène et a estimé qu'en 1800 la Grande-Bretagne contrôlait 1 million d'esclaves travaillant dans les seuls secteurs du sucre, du tabac et du coton, et leur volait pas moins de 2,5 milliards d'heures de travail (*op. cit.*, p. 581).
- 20. Sidney W. Mintz, *op. cit.*, p. 202.
- 21. M. Mulcahy, *op. cit.*, p. 46.
- 22. Mitchell Stephens, *A History of News*, 3^e édition, New York, Oxford University Press, 2007, p. 34.
- 23. J. Habermas, *L'Espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [1962], traduction de Marc B. de Launay, Payot, 1978, p. 251. Cf.

- aussi Michael Schudson, « News », in Tim P. Vos et Folker Hanusch (éd.), *The International Encyclopedia of Journalism Studies*, Hoboken, NJ, Wiley-Blackwell, 2019, <https://doi.org/10.1002/9781118841570>.
- 24. Brian William Cowan, *The Social Life of Coffee : The Emergence of the British Coffeehouse*, New Haven, Yale University Press, 2005, p. 171-173.
 - 25. Le distique original se trouve in Mitchell Stephens, *op. cit.*, p. 34.
Dinner over, to Tom's or to Clapham's I go.
The news of the Town so impatient to know.
 - 26. K. Pomeranz, *op. cit.*, p. 275.
 - 27. *Ibid.*
 - 28. Knick Hartley, « Commodity Frontiers, Spatial Economy, and Technological Innovation in the Caribbean Sugar Industry, 1783-1878 », in Adrian Leonard et David Pretel (éd.), *The Caribbean and the Atlantic World Economy : Circuits of Trade, Money and Knowledge, 1650-1914*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2015, p. 165-166.
 - 29. J.E. Inikori, *Africans and the Industrial Revolution in England : A Study in International Trade and Economic Development*, New York, Cambridge University Press, 2002, p. 91-92.
 - 30. Acemoglu, Johnson et Robinson, *art. cit.*, p. 546.
 - 31. Les modèles observés par les trois chercheurs du MIT pourraient s'appliquer également à l'Amérique continentale, où les plus grands centres de croissance économique et de nouvelles richesses étaient précisément les endroits les plus directement liés aux centres économiques du monde atlantique dépendants du travail des esclaves.
 - 32. William A. Pettigrew, *Freedom's Debt : The Royal African Company and the Politics of the Atlantic Slave Trade, 1672-1752*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, p. 2.
 - 33. *Ibid.*, p. 5.
 - 34. Michael Taylor, *The Interest : How the British Establishment Resisted the Abolition of Slavery*, Londres, Bodley Head, 2020, p. 14.
 - 35. Acemoglu, Johnson et Robinson, *art. cit.*, p. 562.
 - 36. *Ibid.*
 - 37. Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1992*, Cambridge, Mass., Blackwell, 1993, p. 83.
 - 38. Valentina Romei et John Reed, « The Asian Century Is Set to Begin », in *Financial Times*, 25 mars 2019, <https://www.ft.com/content/520cb6f6%E2%80%93932958%E2%80%939311e9-a5ab-ff8ef2b976c7>.
 - 39. Matthew Brown, « Fact Check : United Kingdom Finished Paying Off Debts to Slave-owning Families in 2015 », *USA Today*, 30 juin 2020, <https://www.usatoday.com/story/news/factcheck/2020-check-u-k-paid-offdebts-slave-owning-families-2015/3283908001/>.
 - 40. Pomeranz, *op. cit.*, p. 186.
 - 41. Sa théorie dite « du déclin » a également été fortement réfutée : Williams affirmait que la Grande-Bretagne avait mis fin à la traite et à l'esclavage uniquement parce que son empire dans les Caraïbes avait cessé d'être rentable. Des historiens comme Seymour Drescher ont démontré de manière convaincante que ce n'était pas le cas. En effet, l'abolition britannique a été précédée par une période particulièrement intense de traite des esclaves, ainsi que par la création de nouvelles plantations sucrières ambitieuses en Guyane.

21. Propriétaires d'esclaves, maîtres des océans

- 1. David Geggus, « The Caribbean in the Age of Revolution », in David Armitage et Sanjay Subrahmanyam (éd.), *The Age of Revolutions in Global Context, C. 1760-1840*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2010, p. 83.
- 2. Lawrence James, *Empires in the Sun : The Struggle for the Mastery of Africa : 1830-1990*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2016, p. 40.
- 3. Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery : From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Londres, Verso, 1997, p. 378.
- 4. N.A.M. Rodger, *The Command of the Ocean : A Naval History of Britain, 1649-1815*, Londres, Allen Lane, 2004, p. 151.
- 5. *Ibid.*
- 6. John Robert McNeill, *Mosquito Empires : Ecology and War in the Greater Caribbean, 1620-1914*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 2.
- 7. Elena A. Schneider, *The Occupation of Havana : War, Trade, and Slavery in the Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018, p. 12.
- 8. Laurent Dubois, *Avengers of the New World : The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2004, p. 3.
- 9. En français dans le texte. (*N.d.T.*)
- 10. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 19.
- 11. Robin Blackburn, *op. cit.*, p. 383.

QUATRIÈME PARTIE : LE SALAIRE DU DIEU PYTHON

- 1. La citation que donne Howard W. French en anglais est extraite des *Marginalia on Mahler*, sans référence de publication. Malgré nos recherches, il n'a pas été possible de retrouver ce texte dans le corpus adornien, de sorte que nous proposons ici notre traduction de la traduction anglaise non sourcée. (*N.d.T.*)

22. Zones de diffraction

- 1. Saidiya V. Hartman, *Lose Your Mother : A Journey Along the Atlantic Slave Route*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007, p. 114.
- 2. Zora Neale Hurston, *Barracoon : L'histoire du dernier esclave américain*, traduction de Fabienne Kanor et David Fauquemberg, JC Lattès, 2019.
- 3. Toby Green, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 69.
- 4. *Ibid.*, p. 99.
- 5. Barry Hatton, *Queen of the Sea : A History of Lisbon*, Londres, C. Hurst, 2018, p. 97.
- 6. Nicolas Clénard, *Correspondance de Nicolas Clénard*, éditée par A. Roersch. Bruxelles, 1940, tome 3, p. 36.
- 7. Sur une population totale légèrement supérieure à 85 000 habitants, un recensement effectué en 1565 dans la ville de Séville permit de dénombrer 6 327 esclaves, la plupart des Africains subsahariens. Cf. Michael Guasco, *Slaves and Englishmen : Human Bondage in the Early Modern Atlantic World*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2014, p. 91.
- 8. António Brásio, *Monumenta missionaria africana : Africa ocidental*, 2^e édition, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, Divisão de Publicações e Biblioteca, 1958, tome 1, p. 453-454.

- 9. Walter Rodney, *A History of the Upper Guinea Coast, 1545-1800*, New York, Monthly Review Press, 1970, p. 75.
- 10. *Monumenta missionaria africana*, tome 1, p. 658.
- 11. *Ibid.*, p. 107.
- 12. Walter Rodney, *op. cit.*, p. 103.
- 13. *Ibid.*

23. *Negros seguros*

- 1. Colin A. Palmer, *Slaves of the White God : Blacks in Mexico, 1570-1650*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1976, p. 7.
- 2. Richard Price, *Maroon Societies : Rebel Slave Communities in the Americas*, 3^e édition, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 1.
- 3. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assessment>
- 4. Alex Borucki, David Eltis et David Wheat, « Atlantic History and the Slave Trade to Spanish America », in *The American Historical Review*, vol. 120, n° 2 (2015), p. 445.
- 5. En 1976, l'universitaire afro-américain Colin A. Palmer a publié un ouvrage pionnier sur ce sujet, *Slaves of the White God : Blacks in Mexico, 1570-1650*. Dans leur article de 2015, « Atlantic History and the Slave Trade to Spanish America », les spécialistes de l'esclavage Alex Borucki, David Eltis et David Wheat ont fait remarquer : « Pas une seule monographie ni même un seul article sur la traite des esclaves vers le Mexique n'a été publié depuis que Colin A. Palmer a partiellement abordé la question. Pour des pays comme le Pérou, le Venezuela, la Colombie et l'Équateur, les chercheurs n'ont pas encore pleinement exploité les archives abondantes relatives aux liens avec l'Afrique. De surcroît, on sait très peu de choses sur les Africains expédiés dans la péninsule Ibérique, dans les îles Canaries et aux Philippines pendant et après la période de l'Union ibérique » (*op. cit.*, p. 460).
- 6. Au cours de cette période, les Jésuites étaient probablement les deuxièmes plus grands propriétaires d'esclaves dans les Amériques espagnoles, après l'Église catholique elle-même. Cf. C.A. Palmer, *Slaves of the White God*, p. 73.
- 7. C.A. Palmer, *op. cit.*, p. 46.
- 8. Marie Arana, *Silver, Sword and Stone : Three Crucibles in the Latin American Story*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 97.
- 9. C.A. Palmer, *op. cit.*, p. 35.
- 10. *Ibid.*, p. 69.
- 11. *Ibid.*, p. 73.
- 12. *Ibid.*, p. 77.
- 13. Elizabeth Donnan, *Documents Illustrative of the Slave Trade to America*, New York, Octagon Books, 1965, tome 1, p. 350.
- 14. Borucki, Eltis et Wheat, *art. cit.*, p. 454.
- 15. David Wheat, *Atlantic Africa and the Spanish Caribbean, 1570-1640*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 14.
- 16. *Ibid.*, p. 5.
- 17. *Ibid.*, p. 8.
- 18. John K. Thornton, *Africa and Africans in the Making of the Atlantic World, 1400-1800*, 2^e édition, New York, Cambridge University Press, 1998, p. 141.

- 19. Matthew Restall, « Black Conquistadors : Armed Africans in Early Spanish America », in *The Americas* vol. 57, n° 2, 2000, p. 176.
- 20. *Ibid.*, p. 182.
- 21. *Ibid.*, p. 183.
- 22. *Ibid.*, p. 185.
- 23. Kris E. Lane, *Pillaging the Empire : Piracy in the Americas 1500-1750*, Armonk, NY, M.E. Sharpe, 1998, p. 42 ; Matthew Mulcahy, *Hubs of Empire : The Southeastern Lowcountry and British Caribbean*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, p. 28.
- 24. D. Wheat, *op. cit.*, p. 2.
- 25. Peter Gerhard, « A Black Conquistador in Mexico », in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 58, n° 3, 1978, p. 451-59.
- 26. M. Restall, *art. cit.*, p. 171.

24. La ruée vers les esclaves

- 1. Robert Garfield, *A History of Sao Tome Island, 1470-1655 : The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992, p. 265.
- 2. K. Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. 11.
- 3. *Ibid.*, p. 8.
- 4. *Ibid.*, p. 11.
- 5. *Ibid.*
- 6. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 144.
- 7. La persistance des modèles économiques et commerciaux a traversé les siècles : outre que le Ghana actuel reste presque entièrement dépendant de l'exportation de matières premières, au premier rang desquelles l'or et le cacao, un style de tissu coloré et imprimé à la cire, popularisé très tôt en Afrique par les Néerlandais et désormais connu sous le nom de wax, reste un produit d'importation de premier plan pour les pays d'Afrique de l'Ouest, où il est encore vu comme un produit prestigieux.
- 8. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo and the Thirty Years' War », in *Journal of World History*, vol. 27, n° 2, 2016, p. 190.
- 9. Kenneth R. Andrews, *Elizabethan Privateering : English Privateering During the Spanish War, 1585-1603*, Cambridge, Cambridge University Press, 1964, p. 16.
- 10. Alan Galloway, *Walter Raleigh : Architect of Empire*, New York : Basic Books, 2019, p. 170.
- 11. Michael Guasco, *Slaves and Englishmen : Human Bondage in the Early Modern Atlantic World*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2014, p. 11.
- 12. George Frederick Zook, *The Company of Royal Adventurers Trading into Africa*, Lancaster, Pa., Press of the New Era, 1919, p. 4.
- 13. Richard Hakluyt, *The Principal Navigations : Voyages, Traffiques and Discoveries of the English Nation, Made by Sea or Over-Land, to the Remote and Farthest Distant Quarters of the Earth, at Any Time Within the Compasse of These 1500 Yeeres, Devided into Three Severall Volumes, According to the Positions of the Regions, Whereunto They Were Directed*, Londres, G. Bishop, R. Newberie et R. Barker, 1598, tome 10, p. 8.
- 14. *Ibid.*
- 15. A. Galloway, *op. cit.*, p. 172.

- 16. Anne Ruderman, « Intra-European Trade in Atlantic Africa and the African Atlantic », in *The William and Mary Quarterly*, vol. 77, n° 2, 2020, p. 229.
- 17. K.Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*. Londres, Clarendon Press, 1970, p. 10 ; William A. Pettigrew, *Freedom's Debt : The Royal African Company and the Politics of the Atlantic Slave Trade, 1672-1752*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, p. 10-11.
- 18. K. Y. Daaku, *op. cit.*, p. 16-17.
- 19. John K. Thornton, *Africa and Africans in the Making of the Atlantic World, 1400-1800*, 2^e édition, New York, Cambridge University Press, 1998, p. 105.
- 20. T. Green, *op. cit.*, p. 114.
- 21. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 132.
- 22. T. Green, *op. cit.*, p. 117.
- 23. Le volume des transactions britanniques ne dépassa celles du Portugal qu'à partir de 1726. Cf. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assess>
- 24. D. Eltis, *op. cit.*, p. 177 ; « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates » ; K.Y. Daaku, *op. cit.*, p. 15.
- 25. D. Eltis, *op. cit.*, p. 39.
- 26. *Ibid.* p. 150-151.

25. Des affaires au parfum d'enfer

- 1. Nehemia Levtzion, *Ancient Ghana and Mali*, New York, Africana Publishing, 1980, p. 117 ; Anne Hilton, *The Kingdom of Kongo*, Oxford : Oxford University Press, 1985, p. 78.
- 2. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 253.
- 3. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 122.
- 4. Cela est globalement vrai des sociétés autochtones d'Amérique lors de leurs premiers contacts avec les Européens. Cf. F. Cooper, *L'Afrique dans le monde : capitalisme, empire, État-nation*, traduction de Christian Jeanmougin, Paris, Payot/Rivages, 2015, p. 46.
- 5. John K. Thornton, *Africa and Africans in the Making of the Atlantic World, 1400-1800*, 2^e édition, New York, Cambridge University Press, 1998, p. 13.
- 6. Jeffrey Herbst, « War and the State in Africa », in *International Security*, vol. 14, n° 4, 1990, p. 117-139.
- 7. F. Cooper, *op. cit.*, p. 38.
- 8. K.Y. Daaku, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : A Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press, 1970, p. 49.
- 9. J. Thornton, *op. cit.*, p. 74.
- 10. D. Eltis, *op. cit.*, p. 173.
- 11. *Ibid.*, 41.
- 12. Colleen E. Kriger, *Cloth in West African History*, Lanham, Md., AltaMira Press, 2006, p. 142.
- 13. David Richardson, « West African Consumption Patterns and Their Influence on the Eighteenth Century English Slave Trade », in Henry A. Gemery, Jan S. Hogendorn (éd.), *The*

Uncommon Market : Essays in the Economic History of the Atlantic Slave Trade, New York, Academic Press, 1979, p. 307.

- 14. T. Green, *op. cit.*, p. 123.
- 15. K.Y. Daaku, *op. cit.*, p. 12.
- 16. Green, *op. cit.*, p. 140.
- 17. *Ibid.*, p. 120.
- 18. Priya Satia, *Empire of Guns : The Violent Making of the Industrial Revolution*, New York, Penguin Press, 2018, p. 1.
- 19. *Ibid.*, p. 6.
- 20. K.Y. Daaku, *op. cit.*, p. 30.
- 21. P. Satia, *op. cit.*, p. 9.
- 22. A. Hilton, *op. cit.*, p. 69.

26. L'expansion de la traite des Africains de l'Ouest

- 1. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 300.
- 2. *Ibid.*, p. 440.
- 3. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assessment/estimates>
- 4. *Ibid.*
- 5. Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750 : The Impact of the Atlantic Slave Trade on an African Society*, Oxford, Clarendon/Oxford University Press, 1991, p. 121.
- 6. John K. Thornton, *A Cultural History of the Atlantic World, 1250-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 92.
- 7. R. Law, *op. cit.*, p. 150.
- 8. *Ibid.*, p. 155.
- 9. James H. Sweet, *Domingos Álvares, African Healing, and the Intellectual History of the Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, p. 9.
- 10. *Ibid.*, p. 26.
- 11. Philip D. Curtin, *The Image of Africa : British Ideas and Action, 1780-1850*, Madison, University of Wisconsin Press, 1964, p. 346.
- 12. J.H. Sweet, *op. cit.*, p. 14.
- 13. J.K. Thornton, *op. cit.*, p. 93.
- 14. Archibald Dalziel, *The History of Dahomy : An Inland Kingdom of Africa ; Compiled from Authentic Memoirs by Archibald Dalziel*, Londres, Cass, 1967, p. 217. L'historien John Thornton a mis en question l'authenticité de cette citation, car elle a été rapportée par un marchand d'esclaves et elle semble justifier la traite, tout en ajoutant : « Il n'empêche qu'elle est tout à fait conforme aux mentalités dahoméennes et à la situation effective de ce royaume. » (*op. cit.*, p. 94.)

27. Le salaire de la résistance

- 1. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assessment/estimates>
- 2. G. Ugo Nwokeji, *The Slave Trade and Culture in the Bight of Biafra : An African Society in the Atlantic World*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 34.
- 3. *Ibid.*, p. 22.

- 4. *Ibid.*, p. 22.
- 5. Face à ces préjugés, la Virginie et le Maryland ont été d'importantes exceptions. Selon Michael A. Gomez, les Igbo représentaient « près d'un quart du nombre total d'Africains importés en Amérique du Nord, ce qui les plaçait pratiquement à égalité avec les Africains du Centre-Ouest » (Michael A. Gomez, *Exchanging Our Country Marks : The Transformation of African Identities in the Colonial and Antebellum South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1998, p. 90). La forte représentation des populations originaires de cette région dans ce qui devint les États-Unis s'explique par l'intérêt marqué des producteurs de tabac de la région de Chesapeake pour les esclaves igbo. Il convient de rappeler que les États-Unis ont absorbé moins de 4 % de l'ensemble des esclaves déportés vers le Nouveau Monde.
- 6. G.U. Nwokeji, *op. cit.*, p. 22.
- 7. Edwin Stede et Stephen Gascoigne, « Petition of Edwin Stede and Stephen Gascoigne, Agents to the Royal African Company, to Sir Jonathan Atkins, Governor of the Caribbee Islands » (1679), in *The Calendar of State Papers, Colonial : North America and the West Indies 1574-1739*, Londres, sans date, tome 9, p. 515.
- 8. Olaudah Equiano, *Ma véridique histoire*, traduction de Régine Mfoumou-Arthur, Paris, Mercure de France, 2008, p. 103. (Il s'agit d'une des traductions françaises de *The Interesting Narrative of the Life of Olaudah Equiano or Gustavus Vassa, the African, Written by Himself*, publié en 1789 à Londres. *N.d.T*)
- 9. M. Gomez, *African Dominion : A New History of Empire in Early and Medieval West Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2018, p. 90-100.
- 10. G.U. Nwokeji, *op. cit.*, p. 43.
- 11. David Eltis, *The Rise of African Slavery in the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 160. Cf. aussi David Richardson, « Shipboard Revolts, African Authority, and the Atlantic Slave Trade », in *The William and Mary Quarterly*, vol. 58, n° 1, 2001, p. 75.
- 12. Christopher Leslie Brown, *Moral Capital : Foundations of British Abolitionism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, p. 306.

28. Habité par l'esprit

- 1. Cécile Fromont, *The Art of Conversion : Christian Visual Culture in the Kingdom of Kongo*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2014, p. 2.
- 2. Wyatt MacGaffrey, « A Central African Kingdom : Kongo in 1480 », in Koen A. G. Bostoen et Inge Brinkman (éd.), *The Kongo Kingdom : The Origins, Dynamics and Cosmopolitan Culture of an African Polity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 43.
- 3. Barnaby Phillips, *Loot : Britain and the Benin Bronzes*, Londres, Oneworld, 2021, p. 123.
- 4. Koen Bostoen et Inge Brinkman, « Introduction : Cross-Disciplinary Approaches to Kongo History », *op. cit.*, p. 3.
- 5. Duarte Pacheco Pereira et Raphael Eduardo de Azevedo Basto, *Esmeraldo de Situ Orbis*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1892, p. 84.
- 6. Olaudah Equiano, *op. cit.*, p. 99.
- 7. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 220.
- 8. James H. Sweet, *Domingos Álvares, African Healing, and the Intellectual History of the Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, p. 28.
- 9. Joseph C. Miller, *Way of Death : Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988, p. 5.
- 10. Il existe des similitudes fascinantes entre les Kongos et les Incas d'Amérique du Sud, l'un des plus grands empires du monde à l'époque du premier contact avec les Européens au début

du XVI^e siècle. Les Incas avaient également un système de souverains élus, avec à la clé des successions disputées. Ils étaient en pleine guerre civile lorsque Francisco Pizarro, à la tête d'un petit corps expéditionnaire espagnol, prit le dessus sur les chefs incas. Des historiens ont affirmé qu'une ancienne prophétie (selon laquelle le douzième Inca, leur souverain de l'époque, serait le dernier de l'empire) avait semé le doute et la confusion parmi eux. L'arrivée des Espagnols fut précédée par une grande épidémie, probablement la fièvre jaune, introduite dans leur monde par les étrangers, même si elle semblait les devancer, et qui tua l'empereur inca en déclenchant une lutte pour sa succession. Tout cela ne manqua pas, on peut le supposer, de plonger les gens dans le doute, et certains virent, résignés, l'arrivée d'étranges hommes barbus, dont les maisons se déplaçaient sur la mer comme le vent et qui pouvaient « lancer, sur leurs vaisseaux, d'épouvantables coups de tonnerre », comme les signes annonciateurs et depuis longtemps annoncés de leur ruine. Cf. Marie Arana, *Silver, Sword and Stone : Three Crucibles in the Latin American Story*, New York, Simon & Schuster, 2019, p. 34.

- 11. Hugh Thomas, *The Slave Trade : The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 81.
- 12. David Northrup, *Africa's Discovery of Europe, 1450-1850*, 3^e édition, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 31.
- 13. Linda M. Heywood, *Njinga of Angola : Africa's Warrior Queen*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2017, p. 30.
- 14. Anne Hilton, *The Kingdom of Kongo*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 50.
- 15. Les Portugais comprirent que cette expression, *nzambi mpungu*, signifiait « seigneur du monde ».
- 16. Rui de Pina et Alberto Martins de Carvalho, *Crónica de el-rey D. João II*, Lisbonne, 1950, p. 158.
- 17. T. Green, *op. cit.*, p. 207.
- 18. A. Hilton, *op. cit.*, p. 44.
- 19. António Brásio, *Monumenta missionaria africana : Africa ocidental*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, Divisão de Publicações e Biblioteca, 1958, tome 1, p. 113.
- 20. A. Hilton, *op. cit.*, p. 51.
- 21. John Thornton, « Early Kongo-Portuguese Relations : A New Interpretation », in *History in Africa*, vol. 8, 1981, p. 183 ; <https://doi.org/10.2307/3171515>.
- 22. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo », in Alisa LaGamma (éd.), *Kongo : Power and Majesty*, New York, Metropolitan Museum of Art, 2015, p. 87.
- 23. John K. Thornton, *A History of West Central Africa to 1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 33.
- 24. C. Fromont, *op. cit.*, p. 2.
- 25. A. Hilton, *op. cit.*, p. 53 ; Thornton, « The Kingdom of Kongo », p. 91.
- 26. Nous avons déjà rencontré plusieurs fois ce genre d'opinion très répandue ; on reverra cela à l'œuvre lors de la conquête des Incas, dont le système de succession était semblable à celui des Kongo, sans primogéniture, et qui succombèrent à l'impérialisme espagnol deux décennies plus tard. Cf. J.K. Thornton, *A History of West Central Africa to 1850*, p. 33.
- 27. A. Hilton, *op. cit.*, p. 62.
- 28. C. Fromont, *op. cit.*, p. 4.
- 29. A. Brásio, *op. cit.*, tome 1, p. 268-269. Par ailleurs, ces armoiries du XVI^e siècle sont encore celles de la ville de Mbanza Kongo, en Angola.
- 30. H. Thomas, *op. cit.*, p. 109.

- 31. J. C. Miller, *op. cit.*, p. 484.
- 32. Entretien de l'auteur avec John Thornton. Cf. aussi H. Thomas, *op. cit.*, p. 169.
- 33. Linda M. Heywood, « Slavery and Its Transformation in the Kingdom of Kongo : 1491-1800 », in *The Journal of African History*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 4.
- 34. C. Fromont, *op. cit.*, p. 38.
- 35. A. Hilton, *op. cit.*, p. 64.
- 36. J. Thornton. « The Kingdom of Kongo » *art. cit.*, p. 95.
- 37. *Ibid.*, p. 98.
- 38. J. Thornton, « Early Kongo-Portuguese Relations », *art. cit.*, p. 191.
- 39. John Hemming, *The Conquest of the Incas*, Londres, Macmillan, 1970, p. 47.
- 40. C.R. Boxer, *The Golden Age of Brazil, 1695-1750 : Growing Pains of a Colonial Society*, Berkeley, University of California Press, 1962, p. 34.
- 41. John K. Thornton, *A Cultural History of the Atlantic World, 1250-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 183.
- 42. Louis Jadin et Mireille Dicorato (éd.), *Correspondance de Dom Afonso ; Roi du Congo, 1506-1543*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'Outre-mer, 1974, p. 18-19.
- 43. Linda M. Heywood, « Slavery and Its Transformation », *art. cit.*, p. 3.
- 44. A. Brásio, *op. cit.*, tome 1, p. 294-323.
- 45. J. Thornton. « The Kingdom of Kongo » *art. cit.*, p. 94.
- 46. Robert Garfield, *A History of Sao Tome Island, 1470-1655 : The Key to Guinea*, San Francisco, Mellen Research University Press, 1992, p. 53.

29. Cœurs sombres

- 1. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assessment>
- 2. Philip D. Curtin, *The Atlantic Slave Trade : A Census*, Madison, University of Wisconsin Press, 1969, p. 99-101.
- 3. A.F.C. Ryder, *Benin and the Europeans, 1485-1897*, Harlow, Longman, 1969, p. 52.
- 4. Entretien de l'auteur avec John Thornton.
- 5. Joseph C. Miller, *Way of Death : Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988, p. 51.
- 6. Michael A. Gomez, *Reversing Sail : A History of the African Diaspora*, 2^e édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 40.
- 7. Linda M. Heywood, « Slavery and Its Transformation in the Kingdom of Kongo : 1491-1800 », in *The Journal of African History*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 6.
- 8. *Ibid.*, p. 9.
- 9. Lettre d'Afonso datée du 6 juillet 1526, in Visconde de Paiva-Manso, *História do Congo*, Lisbonne, 1877, p. 53-54. Cf. aussi John Reader. *Africa : A Biography of the Continent*, New York, Alfred A. Knopf, 1998, p. 375.
- 10. Levy Maria Jordão, *Historia do Congo*, Lisbonne, Typ. da Academia, 1877, p. 56-58.
- 11. John Thornton, « Early Kongo-Portuguese Relations : A New Interpretation », in *History in Africa*, vol. 8, 1981, p. 193, <https://doi.org/10.2307/3171515>.
- 12. L.M. Heywood, *art. cit.*, p. 6.
- 13. Anne Hilton, *The Kingdom of Kongo*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 115.

- 14. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates »; P.D. Curtin, *op. cit.*, p. 106-107. Cf. aussi H. Thomas, *op. cit.*, p. 185.
- 15. Joseph C. Miller, *op. cit.*, p. 80.
- 16. Pour la plupart d'entre eux, les habits se limitaient aux peaux de chèvre, aux cuirs de bovins acquis dans le cadre du commerce avec les régions du Sud, aux écorces d'arbre pilées et aux tissus de raphia. *Ibid.*, p. 80.
- 17. Les Portugais ont fini par remplacer le terme *pièce* afin de comptabiliser les esclaves par *cabeça*, ou « tête », peut-être à la fin du XVII^e siècle. *Ibid.*, p. 68.
- 18. *Ibid.*, p. 70.
- 19. *Ibid.*, p. 84.
- 20. José C. Curto, *The Atlantic World*, vol. 2. *Enslaving Spirits : The Portuguese-Brazilian Alcohol Trade at Luanda and Its Hinterland, C. 1550-1830*, Leyde, Brill, 2004, p. 185.
- 21. A. Hilton, *op. cit.*, p. 61.
- 22. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo and the Thirty Years' War », *Journal of World History*, vol. 27, n° 2, 2016, p. 195.
- 23. Cf. Joseph C. Miller, « Requiem for the "Jaga" (Requiem pour les "Jaga") » in *Cahiers d'études africaines*, vol. 13, n° 49, 1973, p. 121-149; John K. Thornton, « A Resurrection for the Jaga (La Résurrection des Jaga) », in *Cahiers d'études africaines*, vol. 18, n° 69/7, 1978, p. 223-227; Anne Hilton, « The Jaga Reconsidered », in *The Journal of African History*, vol. 22, n° 2, 1981, p. 191-202.
- 24. L.M. Heywood, *art. cit.*, p. 7.
- 25. John K. Thornton, *A Cultural History of the Atlantic World, 1250-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 183.
- 26. A. Hilton, *op. cit.*, p. 105.
- 27. Linda M. Heywood, *Njinga of Angola : Africa's Warrior Queen*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2017, p. 25.
- 28. J.C. Miller, *op. cit.*, p. 110. À noter que le Kwanza est le nom du fleuve qui se jette dans l'Atlantique à une quarantaine de kilomètres au sud de Luanda.
- 29. L.M. Heywood, *op. cit.*, p. 35.
- 30. David Wheat, *Atlantic Africa and the Spanish Caribbean, 1570-1640*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 70.
- 31. David Birmingham, *Trade and Conflict in Angola : The Mbundu and their Neighbours Under Portuguese Influence, 1483-1790*, Oxford, Clarendon Press, 1966, p. 38.
- 32. J. Thornton, *art. cit.*, p. 195.
- 33. L.M. Heywood, *op. cit.*, p. 25, 26.
- 34. *Ibid.*, p. 27.
- 35. J. Thornton, *A Cultural History of the Atlantic World*, p. 185.
- 36. Dieudonné Rinchon, *La Traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*, Bruxelles, 1929.
- 37. Domingos de Abreu e Brito, *Um inquérito à vida administrativa e econômica de Angola e do Brasil em fins do século XVI*, Coimbra, 1931, p. 35.
- 38. J. Thornton, *art. cit.*, p. 196.
- 39. D. Wheat, *op. cit.*, p. 72, 100.

30. La guerre de l'Atlantique noir

- 1. J. Thornton, *art. cit.*, p. 198.
- 2. *Ibid.*, p. 199.
- 3. *Ibid.*, p. 192.
- 4. *Ibid.*, p. 200.
- 5. David Wheat, *Atlantic Africa and the Spanish Caribbean, 1570-1640*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 71.
- 6. Wim Klooster, *The Dutch Moment : War, Trade, and Settlement in the Seventeenth-Century Atlantic World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, p. 3.
- 7. J. Thornton, *art. cit.*, p. 201.
- 8. *Ibid.*, p. 203.
- 9. Les besoins en main-d'œuvre du Pernambouc conduisirent les Néerlandais à revoir également leurs priorités à Elmina, et à passer du commerce de l'or à celui d'êtres humains.
- 10. W. Klooster, *op. cit.*, p. 7.
- 11. J. Thornton, *art. cit.*, p. 206.
- 12. Linda M. Heywood. *Njinga of Angola : Africa's Warrior Queen*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2017, p. 133.
- 13. J. Thornton, *art. cit.*, p. 207.
- 14. John K. Thornton, « The Kingdom of Kongo », in Alisa LaGamma (éd.), *Kongo : Power and Majesty*, New York, Metropolitan Museum of Art, 2015, p. 98.
- 15. J. Thornton, *art. cit.*, p. 210.
- 16. On l'a vu, les Jésuites dirigeaient à la même époque au Mexique de grandes plantations de canne à sucre dont les larges bénéfices devaient tout au travail des esclaves. Cf. aussi Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 213.
- 17. J. Thornton, *art. cit.*, p. 212.
- 18. J. Thornton, « The Kingdom of Kongo », p. 103.
- 19. D. Wheat, *op. cit.*, p. 73.
- 20. Linda M. Heywood, « Slavery and Its Transformation in the Kingdom of Kongo : 1491-1800 », in *The Journal of African History*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 11.
- 21. Robert B. Edgerton, *The Fall of the Asante Empire : The Hundred-Year War for Africa's Gold Coast*, New York, Free Press, 1995, p. 67.
- 22. Howard W. French, *A Continent for the Taking : The Tragedy and Hope of Africa*, New York, Vintage, 2005, p. 16.
- 23. Jean-François Arvis, Gaël Raballand et Jean-François Marteau, « The Cost of Being Landlocked : Logistics, Costs, and Supply Chain Reliability », Policy Research Working Paper, n° 4258, Washington, DC, World Bank, 2007, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/7420>.
- 24. Sara Berry, *No Condition Is Permanent : The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, 1993, p. 24.
- 25. *Ibid.*
- 26. Mahmood Mamdani, *Citizen and Subject : Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2018, p. 37.

- 27. Philip D. Curtin, *The Image of Africa : British Ideas and Action, 1780-1850*, Madison, University of Wisconsin Press, 1964, p. 13, p. 89.
- 28. *Ibid.*, p. 451.
- 29. *Ibid.*, p. 13.
- 30. William Dalrymple et Olivia Fraser, *The Anarchy : The Relentless Rise of the East India Company*, New York, Bloomsbury, 2019, p. 39.
- 31. Howard W. French, « A History of Denial », in *New York Review of Books*, 19 avril 2018, <https://www.nybooks.com/articles/2018/04/19/africa-history-of-denial>.
- 32. Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 2006, p. 128.
- 33. F. Cooper, *L'Afrique dans le monde : capitalisme, empire, État-nation*, traduction de Christian Jeanmougin. Paris, Payot/Rivages, 2015, p. 53-54.

31. Des humains aux quatre vents, un continent saigné à blanc

- 1. « Trans-Atlantic Slave Trade-Estimates », site web SlaveVoyages, <https://www.slavevoyages.org/assess>
- 2. Paul E. Lovejoy, « The Impact of the Atlantic Slave Trade on Africa : A Review of the Literature », in *The Journal of African History*, vol. 30, n° 3, 1989 p. 365.
- 3. Nathan Nunn, « The Long-Term Effects of Africa's Slave Trades », in *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 123, n° 1, 2008, p. 142.
- 4. Francis Fukuyama, *The Origins of Political Order : From Prehuman Times to the French Revolution*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011, p. 90.
- 5. Joseph Calder Miller, *Way of Death : Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988, p. 153.
- 6. Shane Doyle, « Demography and Disease », in John Parker et Richard J. Reid (éd.), *The Oxford Handbook of Modern African History*, New York, Oxford University Press, 2013, p. 3.
- 7. L'acclimatation était une pratique courante presque partout où l'esclavage de possession s'est développé dans le Nouveau Monde. Les taux de mortalité varient d'un endroit à l'autre, tout comme la durée du processus d'acclimatation, mais ils sont partout élevés.
- 8. J.C. Miller, *op. cit.*, p. 440.
- 9. P. Lovejoy, *art. cit.*, p. 394.
- 10. S. Doyle, *art. cit.*, p. 1.
- 11. *Ibid.*, p. 2. Pour un résumé récent des débats historiographiques relatifs aux conséquences de la traite transatlantique sur la démographie africaine, cf. Ana Lucia Araujo, *Public Memory of Slavery : Victims and Perpetrators in the South Atlantic*, Amherst, NY, Cambria Press, 2010. Le premier chapitre est particulièrement pertinent à cet égard.
- 12. S. Doyle, *art. cit.*, p. 1.
- 13. P. Lovejoy, *art. cit.*, p. 365.
- 14. S. Doyle, *art. cit.*, p. 4.
- 15. *Ibid.*, p. 9.
- 16. Dani Rodrik, « Premature Deindustrialization in the Developing World », in *Frontiers of Economics in China*, vol. 12, n° 1, avril 2017, p. 1-6.
- 17. J. C. Miller, *op. cit.*, p. 194.
- 18. Toby Green, *A Fistful of Shells : West Africa from the Rise of the Slave Trade to the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2019, p. 507-508.

- 19. Howard W. French, « Treasures of the Sahel », in *New York Review of Books*, 14 mai 2020, <https://www.nybooks.com/articles/2020/05/14/art-treasures-sahel/>.
- 20. James C. Scott, *The Art of Not Being Governed : An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 2009, p. x.
- 21. Nathan Nunn et Leonard Wantchekon, « The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa », in *The American Economic Review*, vol. 101, n° 7, décembre 2011, p. 3223.
- 22. J.C. Miller, *op. cit.*, p. 123 ; N. Nunn et L. Wantchekon, *art. cit.*, p. 3226.
- 23. N. Nunn et L. Wantchekon, *art. cit.*, p. 3226.
- 24. *Ibid.*, p. 3222.
- 25. Walter Hawthorne, *Planting Rice and Harvesting Slaves : Transformations Along the Guinea-Bissau Coast, 1400-1900*, Portsmouth, NH, Heinemann, 2003, p. 106-107.
- 26. M. I. Lind et F. Spagopoulou, « Evolutionary Consequences of Epigenetic Inheritance », in *Heredity* vol. 121, 2018, p. 205, <https://doi.org/10.1038/s41437-018-0113-y>.
- 27. J.C. Miller, *op. cit.*, p. 154.
- 28. *Ibid.*

CINQUIÈME PARTIE : L'ATLANTIQUE NOIR, UN MONDE RENOUVELÉ

- 1. Traduction de Jacques Tournier, *Le Livre de poche*, 1962.

32. Le parfum de la liberté

- 1. Walter Johnson, *River of Dark Dreams : Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2013, p. 10.
- 2. Curtis M. Geer, *The Louisiana Purchase and the Westward Movement*, Philadelphie, G. Barrie, 1904, p. 197.
- 3. « Memorial to Congress by Permanent Committee of the Natchez District », 23 octobre 1797, in Clarence Edwin Carter (éd.), *The Territorial Papers of the United States*, vol. 5, *The Territory of Mississippi, 1798-1817*, Washington, DC, GPO, 1937, p. 10.
- 4. W. Johnson, *op. cit.*, p. 6.
- 5. Julian P. Boyd *et al.* (éd.), *The Papers of Thomas Jefferson*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1950, vol. 29, p. 519.
- 6. John Clement Fitzpatrick *et al.* (éd.), *The Writings of GW from the Original Manuscript Sources, 1745-1799*, Washington, DC, GPO, 1931-1944, vol. 31, p. 375.
- 7. Albert Thrasher, *On to New Orleans ! : Louisiana's Heroic 1811 Slave Revolt*, La Nouvelle Orléans, Cypress Press, 1996, p. 1.
- 8. Daniel Rasmussen, *American Uprising : The Untold Story of America's Largest Slave Revolt*, New York, Harper, 2011, p. 9.
- 9. *Ibid.*, p. 23.
- 10. Brandon R. Byrd, *The Black Republic : African Americans and the Fate of Haiti*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020, p. 2.
- 11. Gary B. Nash, *The Forgotten Fifth : African Americans in the Age of Revolution*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006, p. 143.
- 12. Julius Sherrard Scott et Marcus Rediker, *The Common Wind : Afro-American Currents in the Age of the Haitian Revolution*, Londres, Verso, 2018, p. xi.
- 13. *Ibid.*, 80.

- 14. Vincent Brown, *Tacky's Revolt : The Story of an Atlantic Slave War*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2020, p. 104.
- 15. Laurent Dubois et Richard Lee Turits, *Freedom Roots : Histories from the Caribbean*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019, p. 108.
- 16. J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. 78.
- 17. V. Brown, *op. cit.*, p. 210.
- 18. *Ibid.*, p. 181
- 19. Christopher L. Tomlins, *Freedom Bound : Law, Labor, and Civic Identity in Colonizing English America, 1580-1865*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 409.
- 20. Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past : Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. 38 ; J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. 57.
- 21. J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. xv. (Pour le texte français, voir A. Corre. *Les Papiers du général A. N. de La Salle, Saint-Domingue 1792-93*, Quimper, 1897, N.d.T.)
- 22. John K. Thornton, « African Soldiers in the Haitian Revolution », in *The Journal of Caribbean History*, vol. 25, n° 1, 1991, p. 60.
- 23. J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. 6.
- 24. Walter S. Franklin *et al.* (éd.), *American State Papers : Documents, Legislative and Executive, of the Congress of the United States, from the First Session of the First to the Second Session of the Twenty-Second Congress; Inclusive Commencing March 3, 1789 and Ending March 3, 1833*, vol. 7, *Post Office Department*, Washington, DC, Gales and Seaton, 1834.
- 25. « Memoirs of Capt. Paul Cuffee », New York *Freedom's Journal*, 6 avril 1827, p. 1.
- 26. D. Rasmussen, *op. cit.*, p. 89.
- 27. Laurent Dubois et Richard Lee Turits, *Freedom Roots : Histories from the Caribbean*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019, p. 111.
- 28. C.L. Tomlins, *op. cit.*, p. 507.
- 29. Dans cette affaire, comme pour d'autres révoltes d'esclaves de l'époque, il y eut aussi des métis, esclaves ou libres, qui se rangèrent du côté des Blancs pour aider à mater la révolte.
- 30. W. Johnson, *op. cit.*, p. 18.
- 31. Sudhir Hazareesingh, *Black Spartacus : The Epic Life of Toussaint Louverture*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, p. 11.
- 32. Peter P. Hinks, *To Awaken My Afflicted Brethren : David Walker and the Problem of Antebellum Slave Resistance*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997, p. xiv.
- 33. A. Thrasher, *op. cit.*, p. 57.
- 34. D. Rasmussen, *op. cit.*, p. 109.
- 35. John K. Thornton, « African Soldiers in the Haitian Revolution », *art. cit.*, pp. 58-80.
- 36. D. Rasmussen, *op. cit.*, p. 140.
- 37. *Ibid.*, p. 154-155.
- 38. W. Johnson, *op. cit.*, p. 21.
- 39. « Summary of Trial Proceedings of Those Accused of Participating in the Slave Uprising of January 9, 1811 », in *Louisiana History : The Journal of the Louisiana Historical Association*, vol. 18, n° 4, 1977, p. 473.

- 40. D. Rasmussen, *op. cit.*, p. 2.

33. Les Jacobins noirs

- 1. William Doyle, *The Oxford History of the French Revolution*, Oxford, Clarendon/Oxford University Press, 1989, p. 13.
- 2. Julius Sherrard Scott et Marcus Rediker, *The Common Wind : Afro-American Currents in the Age of the Haitian Revolution*, Londres, Verso, 2018, p. 6.
- 3. Trevor G. Burnard et John Garrigus, *The Plantation Machine : Atlantic Capitalism in French Saint-Domingue and British Jamaica*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 2.
- 4. Laurent Dubois, *Avengers of the New World : The Story of the Haitian Revolution*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2004, p. 21.
- 5. Adam Hochschild, *Bury the Chains : Prophets and Rebels in the Fight to Free an Empire's Slaves*, Boston, Houghton Mifflin, 2005, p. 261.
- 6. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 79.
- 7. *Ibid.*, p. 82. (Dans le texte original, H. French n'attribue pas cette citation à Jaurès alors que l'édition française du livre de C.L.R. James indique bien la source : *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, La Librairie de l'Humanité, 1922, p. 62-84, N.d.T.)
- 8. L. Dubois, *op. cit.*, p. 18.
- 9. J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. 6.
- 10. Sudhir Hazareesingh, *Black Spartacus : The Epic Life of Toussaint Louverture*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, p. 24.
- 11. T. Burnard et J. Garrigus, *op. cit.*, p. 122.
- 12. James H. Sweet, *Domingos Álvares, African Healing, and the Intellectual History of the Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, . 26.
- 13. Christina Frances Mobley, *The Kongoles Atlantic : Central African Slavery and Culture from Mayombe to Haiti*, thèse de doctorat, Duke University, 2015.
- 14. J. Scott et M. Rediker, *op. cit.*, p. 53.
- 15. L. Dubois, *op. cit.*, p. 135.
- 16. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024.
- 17. David Geggus, « Les esclaves de la plaine du Nord à la veille de la Révolution française », in *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie*, vol. 142, 1984, p. 24.
- 18. C.L.R. James, *op. cit.*, p. 53.
- 19. L. Dubois, *op. cit.*, p. 68.
- 20. C.L.R. James, *op. cit.*, p. 90.
- 21. L. Dubois, *op. cit.*, p. 90.
- 22. *Ibid.*
- 23. Certains historiens ont récemment émis l'hypothèse que ces mots étaient ceux du philosophe français Denis Diderot, et qu'ils avaient été adoptés par Raynal, sans citer leur véritable auteur, dans son *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* (1780).
- 24. S. Hazareesingh, *op. cit.*, p. 12.

34. Des « Africains dorés »

- 1. Brandon R. Byrd, *The Black Republic : African Americans and the Fate of Haiti*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020, p. 1.
- 2. Neil Roberts, *Freedom as Marronage*, Chicago, University of Chicago Press, 2015, p. 105.
- 3. Adam Hochschild, *Bury the Chains : Prophets and Rebels in the Fight to Free an Empire's Slaves*, Boston, Houghton Mifflin, 2005, p. 290.
- 4. David Nicholls, *From Dessalines to Duvalier : Race, Colour, and National Independence in Haiti*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1996, p. 36.
- 5. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 268.
- 6. Carolyn E. Fick, *The Making of Haiti : the Saint Domingue Revolution from Below*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1990, p. 93-94. (Pour le texte en français de la prière, se reporter à [http ://www.haitianaute.com/2021/08/la-priere-de-boukman-dutty.html](http://www.haitianaute.com/2021/08/la-priere-de-boukman-dutty.html), N.d.T.)
- 7. Carolyn E. Fick, *op. cit.*, p. 97, p. 106-107.
- 8. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 260.
- 9. Jean-Philippe Garran-Coulon, *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue*, Paris, 1798-1799, tome 3, p. 141-144.
- 10. Sudhir Hazareesingh, *Black Spartacus : The Epic Life of Toussaint Louverture*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, p. 11.
- 11. David Geggus, *Haitian Revolutionary Studies*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, p. 127.
- 12. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 300.
- 13. *Ibid.*, p. 312.
- 14. *Ibid.*, p. 165.
- 15. S. Hazareesingh, *op. cit.*, p. 80 ; John K. Thornton, « African Soldiers in the Haitian Revolution », in *The Journal of Caribbean History*, 25, n° 1, janvier 1991, p. 67.
- 16. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 271.
- 17. *Ibid.*, p. 276.
- 18. Alan Taylor, *The Internal Enemy : Slavery and War in Virginia, 1772-1832*, New York, W. W. Norton, 2013, p. 117.
- 19. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 278.
- 20. *Ibid.*
- 21. Jeremy D. Popkin, *A New World Begins : The History of the French Revolution*, New York, Basic Books, 2019, p. 538.
- 22. Julius Sherrard Scott et Marcus Rediker, *The Common Wind : Afro-American Currents in the Age of the Haitian Revolution*, Londres, Verso, 2018, p. 54.
- 23. Selon cette proclamation du 25 décembre 1799 citée par Victor Schoelcher dans sa *Vie de Toussaint Louverture* (Paris, P. Ollendorff, 1889, p. 262) : « L'article 91 porte que les colonies françaises seront régies par des lois spéciales. Cette disposition dérive de la nature des choses et de la différence du climat. » Le texte complet se trouve ici : Thierry Lentz, « La politique contemporaine aux Antilles », in [https ://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/articles/la-politique-consulaire-aux-antilles](https://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/articles/la-politique-consulaire-aux-antilles).
- 24. L. Dubois, *op. cit.*, p. 241.

- 25. J.D. Popkin, *op. cit.*, p. 538.
- 26. L. Dubois, *op. cit.*, p. 242.
- 27. La citation originale de Toussaint Louverture n'a pu être retrouvée. (N.d.T.)
- 28. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 291.
- 29. J.D. Popkin, *op. cit.*, p. 539.
- 30. L. Dubois, *op. cit.*, p. 256. La citation originale de Napoléon n'a pu être retrouvée.
- 31. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 291.
- 32. James Stephen, *The Crisis of the Sugar Colonies : Or, An Enquiry into the Objects and Probable Effects of the French Expedition to the West Indies, and Their Connection with the Colonial Interests of the British Empire, to Which Are Subjoined Sketches of a Plan for Settling the Vacant Lands of Trinidad.* In *Four Letters to the Right Hon. Henry Addington* (1802), New York, Negro Universities Press, 1969, p. 75-76.
- 33. François-Joseph-Pamphile de Lacroix, *Mémoires pour servir à l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, vol. 2, Paris, 1819, p. 63.
- 34. C.L.R. James, *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, traduction de Pierre Naville, revue par Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2024, p. 342.
- 35. L. Dubois, *op. cit.*, p. 268.
- 36. C.L.R. James, *op. cit.*, p. 400.
- 37. Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past : Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. 67.
- 38. C.L.R. James, *op. cit.*, p. 407.
- 39. C.L.R. James, *op. cit.*, p. 418. La citation originale de Dessalines n'a pu être retrouvée.
- 40. L. Dubois, *op. cit.*, p. 260.
- 41. A. Taylor, *op. cit.*, p. 114.
- 42. L. Dubois, *op. cit.*, p. 291-292.
- 43. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 293.
- 44. L. Dubois, *op. cit.*, p. 293.
- 45. Laurent Dubois et John D. Garrigus (éd.), *Slave Revolution in the Caribbean, 1789-1804 : A Brief History with Documents*, New York, Bedford/St. Martin's, 2006.
- 46. A. Hochschild, *op. cit.*, p. 294.

35. Blues and the American truth

- 1. Ted Gioia, *Delta Blues : The Life and Times of the Mississippi Masters Who Revolutionized American Music*, New York, W.W. Norton, 2008, p. 205.
- 2. Robert Farris Thompson, *Flash of the Spirit : African and Afro-American Art and Philosophy*, New York, Vintage, 1984, p. xiii.
- 3. Amiri Baraka, *Blues People : Negro Music in White America*, New York, Quill/William Morrow, 1999, p. 17.
- 4. David Cannadine, *Victorious Century : The United Kingdom, 1800-1906*, Londres, Allen Lane, 2017, p. 45.
- 5. Sven Beckert, *Empire of Cotton : A Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, p. 63.

- 6. W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 10.
- 7. T. Gioia, *op. cit.*, p. 2.
- 8. *Ibid.*, p. 202.
- 9. Giles Oakley, *The Devil's Music : A History of the Blues*, New York, Da Capo Press, 1997, p. 197.
- 10. *Ibid.*, p. 221.
- 11. T.S. Eliot, *Quatre Quatuors*, traduction de Claude Vigée, The Menard Press, 1992, p. 28.
- 12. Albert Murray, *The Hero and the Blues*, New York, Vintage, 1995, p. 36-37.
- 13. Nicholas Lemann, *The Promised Land : The Great Black Migration and How It Changed America*, New York, Alfred A. Knopf, 1991, p. 47.
- 14. « Robert L. Stovall : 1932-2009 », *Chicago Tribune*, 6 août 2009.
- 15. Françoise N. Hamlin, *Crossroads at Clarksdale : The Black Freedom Struggle in the Mississippi Delta After World War II*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012, p. xiv.
- 16. Walter Johnson, *River of Dark Dreams : Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2013, p. 3.
- 17. S. Beckert, *op. cit.*, p. 73.
- 18. Jeffrey Ostler, *Surviving Genocide : Native Nations and United States from the American Revolution to Bleeding Kansas*, New Haven, Yale University Press, 2019, p. 191.
- 19. *Ibid.*
- 20. S. Beckert, *op. cit.*, p. 108.
- 21. Charles Francis As Adams (éd.), *The Memoirs of John Quincy Adams, Comprising Portions of His Diary from 1795-1848*, Philadelphie, 1875, tome 7, p. 90.
- 22. Claudio Saunt, *Unworthy Republic : The Dispossession of Native Americans and the Road to Indian Territory*, New York, W.W. Norton, 2020, p. xvi. Lire aussi Mahmood Mamdani, *Neither Settler nor Native : The Making and Unmaking of Permanent Minorities*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2020, p. 98.

36. Les dons du peuple noir

- 1. *American Cotton Planter*, 23 avril 1853, p. 152.
- 2. Walter Johnson, *River of Dark Dreams : Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2013, p. 193.
- 3. Joshua D. Rothman, « The Contours of Cotton Capitalism : Speculation, Slavery, and Economic Panic in Mississippi, 1832-1841, » in Sven Beckert et Seth Rockman (éd.), *Slavery's Capitalism : A New History of American Economic Development*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 129.
- 4. Sven Beckert, *Empire of Cotton : A Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, p. 113.
- 5. Alan Taylor, *The Internal Enemy : Slavery and War in Virginia, 1772-1832*, New York, W.W. Norton, 2013, p. 48.
- 6. J.S. Rothman, *art.cit.*, p. 130.
- 7. Edward Ball, « Retracing Slavery's Trail of Tears », *Smithsonian Magazine*, novembre 2015, <https://www.smithsonianmag.com/history/slaverytrail-of-tears-180956968>.
- 8. W. Johnson, *op. cit.*, p. 41.

- 9. James Oakes, *Slavery and Freedom : An Interpretation of the Old South*, New York, Alfred A. Knopf, 1990, p. 23.
- 10. Anne C. Bailey, *The Weeping Time : Memory and the Largest Slave Auction in American History*, New York, Cambridge University Press, 2017, p. 9.
- 11. *Ibid.*, p. 11
- 12. W. Johnson, *op. cit.*, p. 5.
- 13. S. Beckert, *op. cit.*, p. 104 ; Edward E. Baptist, *The Half Has Never Been Told : Slavery and the Making of American Capitalism*, New York, Basic Books, 2016, p. 113.
- 14. S. Beckert, *op. cit.*, p. 113.
- 15. W. Johnson, *op. cit.*, p. 11.
- 16. J. Oakes, *op. cit.*, p. 98.
- 17. Mary V. Thompson, « *The Only Unavoidable Subject of Regret* » : *George Washington, Slavery, and the Enslaved Community at Mount Vernon*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2019, p. 244-245.
- 18. Rogers M. Smith, *Civic Ideals : Conflicting Visions of Citizenship in U.S. History*, New Haven, Yale University Press, 1997, p. 17-18.
- 19. Toni Morrison, *Playing in the Dark : Whiteness and the Literary Imagination*, New York, Vintage, 1993, p. 38.
- 20. Thomas Piketty et Gabriel Zucman, « Capital Is Back : Wealth-Income Ratios in Rich Countries 1700-2010 », in *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 3, 2014, p. 33.
- 21. Bonnie Martin, « Neighbor-to-Neighbor Capitalism : Local Credit Networks and the Mortgaging of Slaves », in Beckert et Rockman, *op. cit.*, p. 108.
- 22. *Ibid.*
- 23. Claudio Saunt, *Unworthy Republic : The Dispossession of Native Americans and the Road to Indian Territory*, New York, W.W. Norton, 2020, p. 187.
- 24. W.E.B. Du Bois, *The Gift of Black Folk : The Negroes in the Making of America*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 42.
- 25. W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 5.
- 26. *Ibid.*, xxxi.
- 27. Christopher L. Tomlins, *Freedom Bound : Law, Labor, and Civic Identity in Colonizing English America, 1580-1865*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 413.

37. La fabrique de l'Ouest et sa « conquête »

- 1. Constance McLaughlin Green, *Eli Whitney and the Birth of American Technology*, Boston, Little, Brown, 1956.
- 2. L'étude la plus percutante sur le rôle de Whitney dans l'innovation du coton gin et sur les débats d'historiens autour de sa machine est l'ouvrage d'Angela Lakwete, *Inventing the Cotton Gin : Machine and Myth in Antebellum America* (2003).
- 3. Sven Beckert, *Empire of Cotton : A Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, p. 102.
- 4. Edward E. Baptist, *The Half Has Never Been Told : Slavery and the Making of American Capitalism*, New York, Basic Books, 2016, p. 128.
- 5. *Ibid.*, p. 126.

- 6. Robert I. Paquette, « Revolutionary Saint Domingue in the Making of Territorial Louisiana », in David Barry Gaspar et David Geggus (éd.), *A Turbulent Time : The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, p. 207.
- 7. *Ibid.*, p. 206.
- 8. *Ibid.*, p. 209.
- 9. Michael Taylor, *The Interest : How the British Establishment Resisted the Abolition of Slavery*, Vintage Digital, 2020, p. 23.
- 10. Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past : Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. 100.
- 11. La révolution haïtienne n'est même pas mentionnée dans les programmes généraux des lycées français. L'éducation britannique ne fait guère mieux, n'exigeant pas l'étude de l'histoire après l'âge de quatorze ans. Cf. Lauren Collins, « The Haitian Revolution and the Hole in French High School History », *The New Yorker*, 3 décembre 2020. Cf. aussi Maya Jassanof, « Misremembering the British Empire », *The New Yorker*, 2 novembre 2020.
- 12. Christopher L. Tomlins, *Freedom Bound : Law, Labor, and Civic Identity in Colonizing English America, 1580-1865*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 411.
- 13. Robert G. Parkinson, *The Common Cause : Creating Race and Nation in the American Revolution*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 24.
- 14. Annette Gordon-Reed, *The Hemingses of Monticello : An American Family*, New York, W.W. Norton, 2008, p. 54.
- 15. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, in *Œuvres complètes*, 1866, tome 2, p. 334.
- 16. Alexander Hamilton, « Purchase of Louisiana », *New York Evening Post*, 5 juillet 1803.
- 17. Sudhir Hazareesingh, *Black Spartacus : The Epic Life of Toussaint Louverture*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, p. 3.
- 18. John Catanzariti (éd.), *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 26, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1995, p. 503.
- 19. Edmund S. Morgan, *American Slavery, American Freedom : The Ordeal of Colonial Virginia*, New York, W.W. Norton, 1975, p. 135.
- 20. Philip D. Morgan, « 'To Get Quit of Negroes' : George Washington and Slavery », in *Journal of American Studies*, vol. 39, n° 3, 2005, p. 413.
- 21. A. Gordon-Reed, *op. cit.*, p. 50.
- 22. Alan Taylor, *The Internal Enemy : Slavery and War in Virginia, 1772-1832*, New York, W.W. Norton, 2013, p. 20.
- 23. Claudio Saunt, *Unworthy Republic : The Dispossession of Native Americans and the Road to Indian Territory*, New York, W.W. Norton, 2020, p. 43.
- 24. Edward Ball, « Retracing Slavery's Trail of Tears » *Smithsonian Magazine*, novembre 2015, <https://www.smithsonianmag.com/history/slavery-trail-of-tears-180956968>.
- 25. *Ibid.*
- 26. A. Gordon-Reed, *op. cit.*, p. 53.
- 27. Une telle idée n'aurait en rien atténué, bien sûr, la catastrophe morale infligée aux peuples indigènes, qualifiés de « sauvages » dans la Déclaration d'indépendance, et ce alors que les États-Unis poursuivaient l'expansion vers l'ouest.
- 28. Je m'appuie en particulier sur les travaux de Michel-Rolph Trouillot (*Silencing the Past : Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. 107).

- 29. Gary B. Nash, *The Forgotten Fifth : African Americans in the Age of Revolution*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006, p. 72-74.
- 30. A. Taylor, *op. cit.*, p. 113.
- 31. *Ibid.*
- 32. William Writ Henry, *Patrick Henry : Life, Correspondence and Speeches*, New York, Charles Scribner's Sons, 1891, tome 1, p. 116.
- 33. Thomas Jefferson, *Notes on the State of Virginia*, texte édité par Frank Shuffleton, New York, Penguin Books, 1999, p. 200.
- 34. *Ibid.*, p. 201.
- 35. A. Gordon-Reed, *op. cit.*, p. 115.
- 36. T. Jefferson, *op. cit.*, p. 143.
- 37. G.B. Nash, *op. cit.*, p. 108.
- 38. A. Taylor, *op. cit.*, p. 403.
- 39. En décembre 1862, Lincoln signa un contrat avec un homme d'affaires véreux pour installer cinq mille Noirs sur l'Île à Vache, en Haïti. Quatre cents d'entre eux y parvinrent sains et saufs ; les survivants rentrèrent aux États-Unis en 1864. Cf. Eric Foner, *Reconstruction : America's Unfinished Revolution : 1863-1877*, New York, Harper Perennial, 2014, p. 6.
- 40. « Address on Colonization to a Deputation of Negroes », 14 août 1862, in *The Collected Works of Abraham Lincoln*, texte édité par Roy P. Basler, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1953, tome 5, p. 372.
- 41. Martha S. Jones, *Birthright Citizens : A History of Race and Rights in Antebellum America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 37.
- 42. Sara Fanning, *Caribbean Crossing : African Americans and the Haitian Emigration Movement*, New York, New York University Press, 2014.
- 43. Peter P. Hinks, *To Awaken My Afflicted Brethren : David Walker and the Problem of Antebellum Slave Resistance*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997, p. 205.
- 44. *Ibid.*, p. xiv
- 45. C. Saunt, *op. cit.*, p. 48.
- 46. *Ibid.*, p. 49.
- 47. Walter Johnson, *River of Dark Dreams : Slavery and Empire in the Cotton Kingdom*, Cambridge, Mass., Belknap/Harvard University Press, 2013, p. 34, p. 36.
- 48. A. Taylor, *op. cit.*, p. 402.
- 49. W. Johnson, *op. cit.*, p. 256.
- 50. Caitlin Rosenthal, *Accounting for Slavery : Masters and Management*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2018, p. 2.
- 51. Solomon Northup, *Douze ans d'esclavage*, traduction de Philippe Bonnet et Christine Lamotte (1980), Entremonde, 2013, chapitre XII.

38. Vers une nouvelle vision de nos origines

- 1. Jonathan Daniel Wells, *The Kidnapping Club : Wall Street, Slavery, and Resistance on the Eve of the Civil War*, New York, Bold Type Books, 2020, p. 5.
- 2. Alan Taylor, *The Internal Enemy : Slavery and War in Virginia, 1772-1832*, New York, W.W. Norton, 2013, p. xvii.

- 3. W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 49.
- 4. « Abraham Lincoln's Letter to Horace Greeley », 22 août 1862, site web Abraham Lincoln Online, <http://www.abrahamlincolnonline.org/lincoln/speeches/greeley.htm>.
- 5. Ira Berlin, *The Long Emancipation : The Demise of Slavery in the United States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2015, p. 160.
- 6. Eric Foner, *Reconstruction : America's Unfinished Revolution : 1863-1877*, New York, Harper Perennial, 2014, p. 6.
- 7. I. Berlin, *op. cit.*, p. 170.
- 8. E. Foner, *op. cit.*, p. 32.
- 9. W.E.B. Du Bois, *op. cit.*, p. 89.
- 10. Manisha Sinha, *The Slave's Cause : A History of Abolition*, New Haven, Yale University Press, 2016, p. 48.
- 11. Robert G. Parkinson, *The Common Cause : Creating Race and Nation in the American Revolution*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 25.
- 12. Gary B. Nash, *The Forgotten Fifth : African Americans in the Age of Revolution*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006, p. 8.
- 13. M. Sinha, *op. cit.*, p. 49.
- 14. *Ibid.*
- 15. David Brion Davis, *Inhuman Bondage : The Rise and Fall of Slavery in the New World*, New York, Oxford University Press, 2006, p. 35.
- 16. Robert G. Parkinson, *op. cit.*, p. 22.
- 17. G.B. Nash, *op. cit.*, p. 39.
- 18. E. J. Hobsbawm, *The Age of Revolution, 1789-1848*, New York, New American Library, 1980, p. 44.
- 19. G. John Ikenberry, *A World Safe for Democracy : Liberal Internationalism and the Crises of Global Order*, New Haven, Yale University Press, 2020, p. 83.
- 20. Lawrence James, *Empires in the Sun : The Struggle for the Mastery of Africa, 1830-1990*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2016, p. 40.
- 21. Sven Beckert, *Empire of Cotton : A Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, p. 281.
- 22. E. Foner, *op. cit.*, p. 10.
- 23. Nicholas Lemann, *The Promised Land : The Great Black Migration and How It Changed America*, New York, Alfred A. Knopf, 1991, p. 1, p. 5.
- 24. Simeon Booker, *Black Man's America*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall, 1964, p. 161.
- 25. Taylor Branch, *Parting the Waters : America in the King Years, 1954-63*, New York, Simon & Schuster, 1988, p. 423.
- 26. E. Foner, *op. cit.*, p. 200.
- 27. *Ibid.*, p. 94.
- 28. Eric Foner et Joshua Brown, *Forever Free : The Story of Emancipation and Reconstruction*, New York, Alfred A. Knopf, 2005, p. 199.
- 29. E. Foner, *op. cit.*, p. 599-600.

- 30. Françoise N. Hamlin, *Crossroads at Clarksdale : The Black Freedom Struggle in the Mississippi Delta After World War II*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012, p. 13.
- 31. Isabel Wilkerson, *The Warmth of Other Suns : The Epic Story of America's Great Migration*, New York, Vintage, 2011, p. 534.
- 32. *Ibid.*, p. 535.
- 33. N. Lemann, *op. cit.*, p. 49.
- 34. *Ibid.*, p. 16.

Épilogue

- 1. Annette Gordon-Reed, *Thomas Jefferson and Sally Hemings : An American Controversy*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1997.
- 2. Nicholas Guyatt, *Bind Us Apart : How Enlightened Americans Invented Racial Segregation*, New York, Basic Books, 2016, p. 70.
- 3. Il s'agit du nom donné par les historiens à une vague d'attaques fomentées par des suprémacistes blancs et qui ont fait des centaines de victimes au sein de la communauté afro-américaine dans une vingtaine de villes.

Index

- Abu Bakr II 31-34, 36, 38-39
- Acemoglu, Daron 232-235
- Adams, Henry 458
- Adams, John 370, 402, 437, N21
- Adams, John Quincy 420, 453, 465, N21
- Adorno, Theodor 261
- Afonso I^{er} du Kongo 315-317, 319, 321-322, 325-331
- Aguiar, Rui de 319
- al-Masudi, Ali 34, N16
- al-Nāsir, al-Malik 41-42
- Alphonse d'Albuquerque 92, 99
- Alphonse V 81, 85, 87-89, 266
- al-Sahili, Abu Ishaq 44
- al-Umari 41
- Alvarado, Pedro de 274
- Alvaro I^{er} du Kongo 331-332, 334
- Amador 142, N11
- Amissah, Quamino 305
- Andry, Manuel 365, 377-380
- Ansa, Kwamena 95, 102-104, 116, 119
- Antonio 342
- Antonio Manuele 319-320
- Arana, Marie 12, 219, N3, N8, N9, N10, N40
- Askia le Grand 325
- Azambuja, Diogo de 98, 100-101, 103-105, 264
- Baldwin, James 145, 460, N1, N11
- Baptist, Edward E. N4, N10, N13
- Baraka, Amiri 414
- Barbour, James 464-465
- Barbour, Philip Pendleton 465
- Barrin, Roland-Michel, comte de la Galissonnière 163, 165
- Barros, João de 15-16, 103, N6, N10
- Baugh, Daniel A. 163, N10, N12

- Bayly, Thomas M. 442
- Beckert, Sven 419, 426, N3, N3, N4, N5, N21
- Berlin, Ira 151-154, 450, N1, N2, N5, N6, N7, N13
- Berry, Sara 346, N24
- Besse, Martial 373
- Bier, Antoine 210
- Blackburn, Robin 194, 221, 256, 259, N1, N3, N4, N5, N11, N11, N11, N12, N15, N15, N19, N25, N36
- Bonaparte, Napoléon 258, 366, 398, 402-404, 406-409, 435-436, N1, N30
- Booker, Simeon 456, N24
- Boukman, Dutty 373, 390, 396-397
- Bradley, Tom 460
- Braudel, Fernand 25, 60, N9
- Brown, Christopher 169, 206-207, 304
- Brown, James 378
- Brown, Jim 460
- Browne, Randy M. 216, 228, N9, N33
- Bruce, Blanche K. 458
- Bryan, William Jennings 411, N2
- Bumi Jeléen 83
- Burke, Edmund 202, 401
- Burke, William 202-203
- Cabral, Pedro Álvares 52, 122, 130, 177
- Ca'da Mosto, Alvide da 66
- Cadamosto 69, 75, N5
- Cádiz, Juan de 371
- Calhoun, John C. 453
- Cão, Diogo 99, 130, 308, 311-313, 321, 340
- Carnegie, Andrew 412
- Carrington, Selwyn 166
- Catherine de Bragance 207
- Chandler, Alfred 447
- Charles II 272
- Christophe, Henri 21, 373, 390, 405, 407
- Claiborne, William C.C. 378
- Clark, John 418
- Clarkson, Thomas 168
- Clay, Henry 420
- Clénard, Nicolas 266, N6
- Colomb, Christophe 11-12, 21, 31, 33, 36, 48-49, 51, 65, 67-68, 88, 91, 99, 110, 152, 232, 255, 267, 269, 313
- Coltrane, John 460
- Cooper, Frederick 39, 171, N4, N4, N7, N12, N31, N33
- Cowan, Brian William 229, N24
- Cromwell, Oliver 160, N3
- Crudup, Arthur « Big Boy » 413
- Cuffe, Paul 445, N25
- Cunha, Pero Vaz de 83
- Curtin, Philip 113, 180, N5, N13, N15, N16, N17, N20
- Daaku, Kwame Yeboa 152-153, N2, N3, N7, N8, N10, N15, N17, N18, N20, N24, N25
- Davies, John 145
- Davis, Miles 460
- Davis, Ralph 166
- Defoe, Daniel 16, 140, N8
- De Gama, Vasco 11, 13, 50-51, 92, 109, 122, 130
- Deslondes, Charles 363, 365, 368, 375, 377, 380, 385, 387, 410

- Dessalines, Jean-Jacques 405-408, 436, N4, N39
- Dias, Bartolomeu 13, 49-51, 98, 109-110, 122-123, 331, 333
- Dias de Novais, Paulo 331
- Douglass, Frederick 147, N19
- Drake, Francis 274
- Drax, Henry 214, 217, N6
- Drax, James 203-206, 208, 210, 213-214, 217-218, 222, 448
- Drax, Richard 217
- Dubois, Laurent 388, N4, N8, N15, N15, N27, N45
- Du Bois, W.E.B. 415, 430-431, 449, N1, N3, N6, N9, N24, N25
- Dulcert, Angelino 53
- Dunn, Richard 215, N5, N14, N26
- Eltis, David 135, 220, 283, 290, 304, N2, N4, N5, N10, N10, N11, N14, N16, N17, N21, N23, N24, N25, N42
- Equiano, Olaudah 168, 302, 310, 370, N6, N8
- Estartenius, Henock 175
- Ferdinand II d'Aragon 89, 97, 267, N16, N28
- Fernández-Armesto, Felipe 111
- Fernando, João 100
- Ferrer, Jaume 53-54, 56
- Foner, Eric 451, 457, N6, N28, N39
- Fosse, Eustache de la 116
- Franklin, Aretha 460
- Franklin, Benjamin 437
- Fromont, Cécile 315, N1
- Furet, François 441
- Garcia II 340-343
- Garfield, Robert 141, N1, N2, N5, N6, N14, N46
- Garrido, Juan 275
- Geggus, David 255, N1, N6, N11, N17
- Gioia, Ted 415, N1
- Gomes, Fernão 57, 85-88, 98-99, 112, N8
- Gomez, Michael A. 42, 303, N2, N2, N5, N5, N6, N9, N9, N10, N14, N15
- Gonçalves, Antão 76, 78
- Gordon, Peter 50, N5, N10
- Gordon-Reed, Annette 438, 441, 464, N1, N14
- Grant, Ulysses S. 451
- Green, Constance McLaughlin 433, N1
- Green, Toby 291, N1, N3, N3, N5, N6, N7, N13, N16, N17, N18, N19
- Habermas, Jürgen 228
- Hakluyt, Richard 280, N5, N13, N31
- Hamilton, Alexander 438, N16
- Hamlin, Françoise N. 418, N15, N30
- Hampton, Wade 378-380
- Handlin, Oscar 433
- Hannah-Jones, Nikole 146
- Hawkins, John 280
- Hawthorne, Walter 359
- Hegel, G.W.F. 28
- Hemings, Sally 443, 464-465, N1
- Hendrix, Jimi 413, 460
- Henri IV de Castille 89
- Henri « le Navigateur » 57, 61-64, 66, 68-75, 77, 79-81, 84, 107, 134, 146, 174, 311, N2
- Henri VIII 280
- Henrique 319
- Henry, Aaron 459

- Henry, Patrick 443, N32
- Heyn, Piet 175, 339-340
- Hooker, John Lee 418
- House, Son 413
- Howling Wolf 252, 418
- Hughes, Benjamin 304
- Hume, David 157
- Ibn Battuta 35, 41, 54
- Ibn Hawqal 30
- Ingraham, Joseph 423
- Isabelle de Castille 89-91, 97, 267, N16
- Jackson, Andrew 446, 453, 465
- Jackson, Michael 214, 460
- Jagger, Mick 413
- Jaime I^{er} 58
- James, C.L.R. 91, 165, 258, 386-388, 398-399, N6, N7, N10, N12, N16, N17, N18, N20, N34, N36, N37, N38, N39
- James, Elmore 418
- Jefferson, Thomas 20, 366-367, 369, 371, 419, 422, 435, 437-441, 443-444, 458, 463-465, N1, N5, N18, N33, N36
- João I^{er} 50, 59, 61
- João I^{er} du Kongo 313-315, 321
- João II 50, 83, 87, 92, 98, 101, 104, 110-111, 117, 314, N16
- João III 323, 326, 328
- Johnson, Charles S. 416
- Johnson, James 304
- Johnson, Robert 413
- Johnson, Simon 232-235, 413, N4, N30, N30, N35, N38, N49
- Johnson, Walter 376, 424, N1, N2, N16, N47
- Jol, Cornelis Cornelison 341
- Kabes, John 153
- Kasenda du Ndongu 332-333
- Kelly, Joseph 145, N13, N15
- Konny, John 153
- Kunāte, Ināri 40
- Lafayette 444
- Landes, David 166
- Las Casas, Bartolomé de 65, 110, 270, N11
- Law, Robin 296, N4, N5, N7, N8, N12, N19, N27
- Leclerc, Charles-Victor-Emmanuel 258, 404-408
- Lee, Robert E. 453
- Ligon, Richard 204
- Lincoln, Abraham 444, 450-451, 453, N4, N39, N40
- Livingston, Robert 366, 435
- Locke, John 207
- Lomax, Alan 460
- Long, Edward 146
- Louis, Joe 460
- Lovejoy, Paul 351
- Lowe, Lisa N2
- Lydon, Ghislaine 58, N8, N8, N16
- Madison, James 444
- Magellan, Fernand de 11, 51, 122
- Makandal, François 373, 389-390
- Malfante, Antonio 58
- Mamdani, Mahmood 347, N4, N22, N26

- Manuel I^{er} 80, 314, 319, 323
- Manuel de Soyo 337, 339, 341
- Marley, Bob 131
- Mays, Willie 460
- Miller, Joseph C. 210, 325, 328-329, 352, 356, 359-360, N5, N5, N5, N8, N9, N10, N15, N17, N22, N23, N27, N28, N31
- Mintz, Sidney W. 209, 227, 229, N1, N7, N7, N9, N14, N17, N20, N22, N32
- Monk, Thelonious 460
- Monroe, James 435, 444
- Morales, Juan José 50, N5, N10
- Morrison, Toni 1, 155, 427, 460, N14, N19
- Moussa, Mansa 31-32, 36, 38-45, 53, 55, 59, 232, 265
- Mpanzu a Nzinga 315-316
- Muddy Waters 413, 416-418, 422, 456, 460
- Münzer, Hieronymus 150
- Murray, Albert 417, N12
- Murray, John 451
- Nash, Gary 441, N11, N12, N29
- Nelson, Horatio 130
- Nelson, Scott Reynolds 166, N22
- Newman, Edgar 465
- Newman, J. Albert 465
- Newman, Simon 218
- Njinga 342
- Northrup, David N12, N12, N18, N19
- Northup, Solomon 448-449, N51
- Núñez de Balboa, Vasco 152, 274
- Nunn, Nathan 358-359, N3, N5, N21, N22, N23
- Nwokeji, G. Ugo 303, N2
- Ovando, Nicolás de 274
- Owens, Jesse 460
- Paine, Thomas 446
- Paiva, João de 130
- Palencia, Alonso de 89
- Palmer, Colin A. 271, N1, N5
- Paquette, Robert 436
- Parkinson, Robert 452
- Patterson, Orlando 213, 390, N2, N19
- Patton, Charley 413
- Pedro II 336-339
- Penn, William 161
- Pereira, Duarte Pacheco 267, 309, N3, N5, N13, N23
- Pétion, Alexandre 436
- Pettigrew, William A. 234, N4, N17, N26, N32
- Philippe II 174
- Phillips, Carla Rahn 50, N3, N6, N11
- Phillips, William D. Jr 50, N3, N6, N11
- Pierce, William 146
- Pieterse, Joris 337
- Pina, Rui de 312, N16
- Pitt, William 163-164
- Pizarro, Francisco 152, 274, N10
- Pomeranz, Kenneth 226-230, 232, 236, N26, N40
- Postlethwayt, Malachy 16, 216
- Presley, Elvis 413
- Prêtre Jean 70-71, 318

- Priscilla 464-465
- Raleigh, Walter 281, N10
- Raynal, Guillaume-Thomas-François de 16, 202-203, 394, N12, N23
- Richards, Keith 413
- Robinson, James 140, 232-235, N30, N35
- Robinson, Robert 216
- Rochambeau, vicomte de 408
- Rodney, Walter 267, N9, N12
- Rodrik, Dani 355, N16
- Rosenthal, Caitlin 190, 447, N2, N50
- Ross, John 420
- Ruyters, Dierick 290
- Sá, Mem de 178, 184
- Salle, marquis de la 373
- Santarém, João de 130
- Scaliger, Jules César 177
- Schwartz, Stuart B. 195, N1, N4, N5, N16, N19
- Scott, James C. 186, N10, N20
- Scott, Julius S. 369
- Sébastien I^{er} 331
- Shuttlesworth, Fred 457
- Sinha, Manisha 452, N10
- Smith, Adam 167, 195, N15
- Smith, Bessie 412
- Smith, Zadie 166, N20
- Soto, Hernando de 152, 274
- Sousa, João Correia de 335
- Soyo, Mwene 312-313
- Stephen, James 404, N32
- Sweet, James 310
- Swift, Jonathan 140
- Talleyrand, Charles-Maurice de 396, 406
- Taney, Roger 465
- Tansi, Sony Labou 306-307
- Taylor, Alan 439, 444, N2, N5, N18, N22, N30
- Taylor, Charles 15, N5, N25, N38, N41, N48
- Taylor, Michael 169, N9, N27, N34
- Thomas, Hugh 207, N1, N3, N4, N11, N21
- Thompson, Peter 213, N6, N18, N24, N35
- Thompson, Robert Farris 414, N2
- Thornton, John 288, 314, 333, N4, N4, N11, N14, N14, N21, N32
- Thurmond, Strom 459
- Till, Emmett 456
- Tilly, Charles 170-171, 176, 235, N9, N14, N29, N37
- Tocqueville, Alexis de 438, N15
- Toussaint Louverture 91, 376, 386, 394-395, 397-407, 409, 438, N6, N10, N10, N10, N12, N16, N17, N18, N27, N31, N34, N37
- Trouillot, Michel-Rolph 437, N10, N14, N20, N28, N37
- Vardaman, James K. 417
- Vázquez de Espinosa, Antonio 271
- Velázquez, Diego 274-275
- Vernon, Edward 257
- Vespucci, Amerigo 177
- Vries, Jan de 200, N6, N7
- Walker, David 445, N32, N43
- Walsingham, Francis 280

- Wantchekon, Leonard 358-359, N21, N22, N23
- Warren, Wendy 202, 226, N9, N10, N11, N16
- Washington, George 66, 144, 163, 367-368, 393, 419, 427, 437, 439, 444, 448, 452, N9, N17, N20
- Washington, Harold 460
- Whitney, Eli 363, 384, 432-433, 455, N1, N2
- Wilberforce, William 168
- Wilkerson, Isabel 459-460, N31
- Williams, Eric 135-136, 165-169, 198, 224-225, 236-237, 255, 430, N1, N2, N13, N18, N24, N41
- Williams, Venus et Serena 460
- Wilson, August 460
- Wilson, Woodrow 411
- Winthrop, Henry 203
- Yalonga, Pedro 275
- Yeamans, John 211
- Zheng He 48, 73-74, N15
- Zurara, Gomes Eanes de 57, 70, 73-74, 77-79, 82, N4, N8, N14, N15, N17
- Zuylen, Phillips van 339

REMERCIEMENTS

C'est peut-être inhabituel pour un ouvrage historique, mais ce livre est né, en premier lieu, de mon expérience, tant personnelle que professionnelle. Par expérience personnelle, j'entends les leçons que j'avais déjà commencé à tirer enfant, en tant qu'Afro-Américain, des nombreuses façons – certaines violentes, certaines plus insidieuses – dont la société états-unienne s'employait à marginaliser les personnes afrodescendantes.

Mon premier souvenir vraiment marquant, c'est d'avoir été expulsé d'une piscine publique avec mes frères et sœurs par une journée d'été étouffante dans une petite ville de Virginie, peu de temps après y avoir déménagé. Lors de cet incident, au milieu des années 1960, les lois Jim Crow, dans leur forme la plus explicite, étaient déjà obsolètes ou en voie de disparition ; les responsables ont donc temporairement fermé la piscine à tous, Blancs et Noirs, pour nous renvoyer, moi, encore élève en école primaire, et mes frères et sœurs, en appliquant ainsi une ségrégation de facto.

Je dois donc avant tout remercier mes parents, Carolyn et David, aujourd'hui morts, qui m'ont aidé à me préparer aux nombreux obstacles que réserve l'histoire raciale de l'Amérique aux personnes afrodescendantes. Merci également à mes sept sœurs et frères, toutes et tous solidaires dans l'instruction et dans les combats, et dont l'affection m'a toujours soutenu.

Pour moi, une nouvelle formation a débuté lorsque, jeune homme, j'ai commencé à voyager en Afrique et que, peu après, je m'y suis installé, ce qui m'a permis de bien voir combien l'Afrique souffre d'un effacement profond. Pour mes camarades de classe états-uniens, mon choix paraissait si insolite que j'aurais tout aussi bien pu m'installer dans une colonie sur Mars. Plus tard, à mes débuts dans le journalisme, je n'ai cessé de constater que l'Afrique occupait à peine un strapontin dans l'esprit des gens qui façonnent la vision majoritaire du monde, au point de finir par comprendre qu'il ne fallait pas devenir trop spécialiste de l'Afrique si on voulait faire carrière. D'accord, le continent pouvait servir de tremplin – ce qui ne manque pas d'être passablement ironique si vous avez lu ce livre – mais guère plus.

Comme je l'ai déjà expliqué, les hasards du métier m'ont souvent conduit à effectuer des reportages dans des régions du monde qui sont devenues essentielles pour ce livre. J'ai notamment passé des années à sillonner les Antilles, les régions d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale qui bordent les Caraïbes, et je suis retourné en Afrique occidentale et centrale en tant que chef de service pour le New York Times. Toutes ces expériences ont permis aux questions relatives au rôle de l'Afrique dans la construction du monde moderne de se préciser dans mon esprit. C'est peut-être moins évident, mais la grosse décennie que j'ai passée ensuite à vivre et à travailler en tant que journaliste en

Asie de l'Est a également nourri cette réflexion. Là-bas, la question de la domination occidentale affleure régulièrement ; surtout, elle n'est jamais considérée comme quelque chose d'inévitable ou de permanent. Merci à ma famille, à Avouka, William et Henry, de m'avoir accompagné, de m'avoir soutenu, y compris dans les moments difficiles, et d'avoir trouvé le moyen d'aller de l'avant en vivant ensemble ces aventures.

Ce livre n'est bien sûr nullement un travail de journaliste ou de reporter ; ce ne sont pas non plus des Mémoires. Il est le fruit d'années de lecture sur le monde atlantique et d'un effort pour replacer l'Afrique et les Africains au centre de l'histoire de l'humanité des six derniers siècles, c'est-à-dire de ne plus faire d'eux, comme c'est la tradition, des marginaux ou de fugaces apparitions. Tout au long de ce processus, j'ai largement profité des encouragements, des conseils et des critiques d'un certain nombre d'historiens, des personnes qui ont consacré leur vie entière à ce qui fait la matière de cet ouvrage. Ce livre est un hommage à ces personnes, dont j'ai cherché à discuter les idées avec sérieux, et dont les idées si novatrices sont le soubassement de toute ma réflexion.

Lorsque je me suis lancé dans ce projet, mes premiers interlocuteurs furent Linda M. Heywood et John K. Thornton, éminents spécialistes de l'Afrique centrale et du monde atlantique à l'université de Boston. Depuis lors, John a été d'une générosité sans faille, tant par ses remarques que par ses conseils de lecture. Une autre conversation, cette fois avec mon collègue de l'université de Columbia, Christopher L. Brown, excellent connaisseur de l'esclavage, de l'abolition et de la construction du monde atlantique, a également joué un rôle déterminant dans mon travail. Frederick Cooper, grand historien de l'Afrique et professeur émérite à l'université de New York, a également gentiment accepté de déjeuner avec le parfait inconnu que j'étais, suffisamment tôt dans mon travail pour que cela ait une influence majeure sur ma réflexion. À tous les stades de ce projet, Toby Green, du King's College de Londres, s'est montré d'une générosité sans faille, partageant ses idées, offrant des suggestions et formulant des critiques qui m'ont aidé à améliorer ce livre à bien des égards. Robert Garfield, de l'université DePaul, m'a guidé à São Tomé, en me présentant aux habitants de l'île et en m'informant sur son histoire. Laurent Dubois, de l'université de Virginie, ne s'est montré avare ni d'idées ni de remarques au sujet d'Haïti, tout comme Randy M. Browne, de l'université Xavier, sur les Caraïbes en général. Un autre collègue de l'université de Columbia, Jelani Cobb, m'a suggéré des pistes très pertinentes qui m'ont aidé à consolider mon travail, sur l'histoire américaine en particulier.

Tous les universitaires cités ici ont lu des chapitres de ce livre et, pour l'un d'entre eux, l'intégralité du manuscrit, et bien que leur générosité m'ait permis de l'améliorer considérablement, il me faut préciser que s'il demeure des erreurs ou des omissions la responsabilité m'en incombe entièrement. Les efforts déployés pour rédiger cet ouvrage ont aussi bénéficié du soutien crucial d'une équipe de recherche composée de Reynolds Richter, jeune et talentueux historien spécialiste de l'Afrique, qui a lu une première version du livre et m'a fait part de ses critiques et de ses conseils, et de Rafaela Yoneshigue Bassili, qui m'a d'abord aidé à localiser et à traduire des documents portugais de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne, avant de montrer l'immense étendue de ses talents de chercheuse pour d'autres aspects historiques. Au-delà de l'énorme travail qu'elle a fourni, son enthousiasme inébranlable m'a permis poursuivre dans les moments de doute. Rafaela se joint à moi pour remercier la New York Public Library et les bibliothèques de l'université de Columbia de nous avoir permis d'accéder rapidement à des documents qui paraissaient introuvables.

Alisa LaGamma, conservatrice en chef de la section des arts d'Afrique, d'Océanie et des Amériques au Metropolitan Museum de New York, est une acolyte qui m'accompagne dans mon itinéraire intellectuel depuis une dizaine d'années. Je lui suis redevable, ainsi qu'à son équipe, de l'aide qu'elle m'a apportée dans la recherche et l'obtention des autorisations pour les images utilisées dans ce livre. Je remercie ici Wang Boxia, qui a conçu les cartes, et Narukawa Hajime, de l'université de Keio, pour son aimable autorisation d'utiliser la projection cartographique du monde atlantique qui figure en ouverture. Judah Grunstein, rédacteur en chef de la World Politics Review, pour laquelle j'écris une chronique régulière, a quant à lui eu la gentillesse de relire une version presque finale du manuscrit.

J'aimerais adresser mes sincères remerciements à Patrick Gaspard, ancien directeur du réseau Open Societies Foundations. Patrick a fait part de son intérêt pour ce projet dès qu'il en a été question, et OSF a contribué à financer les frais de déplacement mais aussi de recherche. Je

remercie Leonard Benardo d'OSF, qui s'est assuré des aspects pratiques de cette aide.

Mon éditeur, W.W. Norton/Liveright, m'a apporté un soutien solide et constant. Notre collaboration a commencé tout à fait par hasard, lors d'un grand déjeuner réunissant bien des grands pontes de l'édition, et où je me trouvais à la même table que Drake McFeely, qui était alors président de Norton. Drake et moi avons rapidement sympathisé autour de notre passion commune pour l'histoire ; il allait bientôt jouer un rôle déterminant dans la mise en place du contrat pour ce livre. Robert Weil, directeur éditorial de Liveright, a ensuite pris le projet sous son aile en devenant l'éditeur au sens strict ; grâce à sa perspicacité, à sa fermeté et à son enthousiasme inébranlable, il m'a aidé à ne pas abandonner, pour des aspects essentiels comme dans les détails. Grâce à son sérieux et à sa grande vigilance, Trent Duffy, qui a aussi participé à l'édition de l'ouvrage, a amélioré mon travail sur une multitude de points. Rebecca Homiski a été également source d'encouragements et d'un grand dynamisme pour superviser l'avancée du travail. Enfin, l'inégalable Haley Bracken s'est avérée la cheffe d'orchestre parfaite ; c'est quelqu'un qui a toujours répondu avec le sourire aux nombreuses questions que je lui posais.

Enfin, je remercie tout particulièrement mon agente, Gloria Loomis, qui travaille avec moi depuis mon premier livre. Je lui suis redevable d'avoir cru en moi dès le début et de m'avoir constamment soutenu. Ce n'est pas un hasard si je lui témoigne mon affection à chaque fois que je lui envoie un message.

Ma gratitude va également à Selase Kove-Seyram, ancien étudiant qui m'a accompagné lors de mes recherches au Ghana et qui a fait constamment preuve d'une ingéniosité impressionnante et d'un humour fabuleux. Enfin, un ultime signe d'affection et de reconnaissance pour mon fils cadet, Henry, qui m'a accompagné lors de ce voyage au Ghana mais ailleurs également, et qui s'est avéré un compagnon intellectuel chaleureux et enthousiaste tout au long de mon travail sur ce livre.

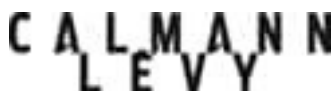


Fig. 46 :

Titre original :

Born in Blackness.

Africa, Africans and the Making of the Modern World,

1471 to the Second World War

Première publication : Liveright Publishing Corporation,

une division de W.W. Norton & Company, Inc., New York, NY, États-Unis, 2021

© Howard W. French, 2021

Cartes : Wang Boxia

Couverture

Maquette : Caroline Gioux

Illustration : Carte de l'Afrique.

Planche tirée d'un atlas de Willem Janszoon Blaeu, 1638, British Library,

London, UK / © British Library Archive / Bridgeman Images

Pour la traduction française :

© Calmann-Lévy, 2024

ISBN : 978-2-7021-9035-7

Ce document numérique a été réalisé par PCA